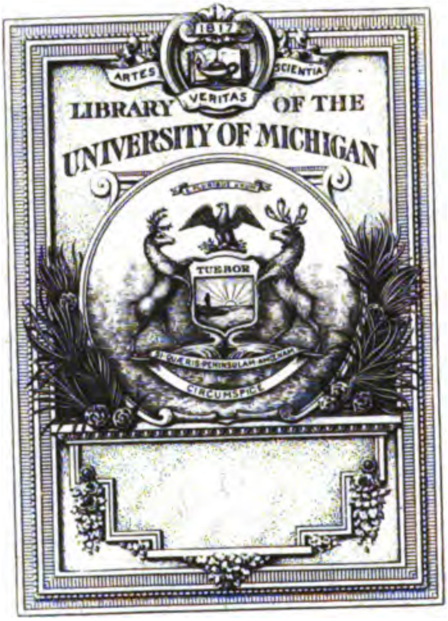

1817
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE

ACTA
SANCTAE SEDIS

EPHEMERIDES ROMANAE

A SSMO D. N. PIO PP. X

AUTHENTICAE ET OFFICIALES

APOSTOLICAE SEDIS ACTIS PUBLICE EVULGANDIS

DECLARATAE.

Volumen XL

ROMAE
DIRECTIO ET ADMINISTRATIO
VIA S. NICCOLÒ DA TOLENTINO, 74.
1907.

Romae 1907. — Ex Typographia Polyglotta S. C. de Propaganda Fide.

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EPISTOLA ENCYCLICA

SS. D. N. Pii PP. X ad Episcopatum, clerum et populum Galliae, de Gallica persecutione.

À NOS VÉNÉRÉS FRÈRES
LES CARDINAUX, ARCHEVÊQUES ET ÉVÊQUES DE FRANCE
AU CLERGÉ ET AU PEUPLE FRANÇAIS

PIE X PAPE

Vénérables Frères, bien aimés Fils,
salut et bénédiction Apostolique.

Une fois encore les graves évènements qui se précipitent en votre noble pays Nous amènent à adresser la parole à l'Église de France pour la soutenir dans ses épreuves et pour la consoler dans sa douleur. C'est, en effet, quand les fils sont dans la peine que le cœur du Père doit plus que jamais s'incliner vers eux. C'est, par conséquent, lorsque Nous vous voyons souffrir que, du fond de Notre âme paternelle, les flots de tendresse doivent jaillir avec plus d'abondance et aller vers vous plus réconfortants et plus doux.

Ces souffrances, Vénérables Frères et bien aimés Fils, ont un écho douloureux dans toute l'Église catholique en ce moment; mais Nous les ressentons d'une façon bien plus vive encore et Nous y compatissons avec une tendresse, qui, grandissant avec vos épreuves, semble s'accroître chaque jour.

A ces tristesses cruelles, le Maître a mêlé, il est vrai, une consolation on ne peut plus précieuse à Notre cœur. Elle nous est venue de votre inébranlable attachement à l'Église, de votre fidélité indéfectible à ce Siège Apostolique et de l'union forte et profonde qui règne parmi vous. — De cette fidélité et de cette union, Nous en étions sûrs d'avance, car Nous connaissions trop la noblesse et la générosité du cœur français pour avoir à craindre qu'en plein champ de

bataille la désunion pût se glisser dans vos rangs. Nous n'en éprouvons pas moins une joie immense au spectacle magnifique que vous donnez actuellement et, en vous en louant hautement devant l'Église tout entière, Nous en bénissons du fond du cœur le Père des miséricordes, auteur de tous les biens.

Le recours à ce Dieu infiniment bon est d'autant plus nécessaire que, loin de s'apaiser, la lutte s'accentue et va sans cesse s'étendant. Ce n'est plus seulement la foi chrétienne qu'on veut à tout prix déraciner du milieu des cœurs, c'est encore toute croyance qui, élevant l'homme au dessus des horizons de ce monde, reporte surnaturellement son regard lassé vers le ciel. L'illusion en effet n'est plus possible. On a déclaré la guerre à tout ce qui est surnaturel, parce que, derrière le surnaturel, Dieu se trouve, et que ce qu'on veut rayer du cœur et de l'esprit de l'homme, c'est Dieu.

Cette lutte sera acharnée et sans répit de la part de ceux qui la mènent. Qu'au fur et à mesure qu'elle se déroulera, des épreuves plus dures que celles que vous avez connues jusqu'ici vous attendent, c'est possible, et même probable. La sagesse commande donc à chacun de vous de s'y préparer. Vous le ferez simplement, vaillamment et avec confiance, sûrs que, quelle que soit la violence de la bataille, finalement, la victoire restera entre vos mains.

Le gage de cette victoire sera votre union, union entre vous d'abord, union avec ce Siège Apostolique ensuite. Cette double union vous rendra invincibles et contre elle tous les efforts se briseront.

Nos ennemis ne s'y sont pas mépris du reste. Dès la première heure, et avec une sûreté de vue très grande, ils ont choisi leur objectif: en premier lieu, vous séparer de Nous et de la Chaire de Pierre, puis semer la division parmi vous. Depuis ce moment, ils n'ont pas changé de tactique; ils y

sont revenus sans cesse et par tous les moyens: les uns avec des formules enveloppantes et pleines d'habileté, les autres avec brutalité et cynisme. Promesses captieuses, primes déshonorantes offertes au schisme, menaces et violences, tout a été mis en jeu et employé. Mais votre clairvoyante fidélité a déjoué toutes ces tentatives. S'avisant alors que le meilleur moyen de vous séparer de Nous, c'était de vous ôter toute confiance dans le Siège Apostolique, ils n'ont pas hésité, du haut de la tribune et dans la presse, à jeter le discrédit sur Nos actes, en méconnaissant et parfois même en calomniant Nos intentions.

L'Église, a-t-on dit, cherche à susciter la guerre religieuse en France et elle y appelle la persécution violente de tous ses vœux. — Etrange accusation qu'une accusation pareille. Fondée par Celui qui est venu dans ce monde pour le pacifier et pour réconcilier l'homme avec Dieu, messagère de paix sur cette terre, l'Église ne pourrait vouloir la guerre religieuse qu'en répudiant sa mission sublime et en y mentant aux yeux de tous. A cette mission de douceur patiente et d'amour, elle reste au contraire et restera toujours fidèle. D'ailleurs, le monde entier sait aujourd'hui, à ne plus pouvoir s'y tromper, que si la paix des consciences est rompue en France, ce n'est pas du fait de l'Église, mais du fait de ses ennemis. Les esprits impartiaux, même lorsqu'ils ne partagent pas notre foi, reconnaissent que si on combat sur le terrain religieux dans votre patrie bien aimée, ce n'est point parce que l'Église y a levé l'étendard la première, mais c'est parce qu'on lui a déclaré la guerre à elle-même. Cette guerre, depuis vingt-cinq ans surtout, elle ne fait que la subir. Voilà la vérité. Les déclarations, mille fois faites et refaites dans la presse, dans les Congrès, dans les convents maçonniques, au sein du Parlement lui-même, le prouvent, aussi bien que les attaques qu'on a progressivement et méthodiquement menées contre elle. Ces faits sont indéniables et contre eux

aucune parole ne pourra jamais prévaloir. L'Église ne veut donc pas la guerre, la guerre religieuse moins encore que les autres, et affirmer le contraire, c'est la colomnier et l'outrager.

Elle ne souhaite pas davantage la persécution violente. Cette persécution, elle la connait pour l'avoir soufferte dans tous les temps et sous tous les cieux. Plusieurs siècles passés par elle dans le sang lui donnent donc le droit de dire avec une sainte fierté qu'elle ne la craint pas et que, toutes les fois que ce sera nécessaire, elle saura l'affronter. Mais la persécution en soi, c'est le mal, puisque elle est l'injustice et qu'elle empêche l'homme d'adorer Dieu en liberté. L'Église ne peut donc pas la souhaiter, même en vue du bien que, dans sa sagesse infinie, la Providence en tire toujours. En outre, la persécution n'est pas seulement le mal, elle est encore la souffrance, et c'est une raison nouvelle pour laquelle, par pitié pour ses enfants, l'Église, qui est la meilleure des mères, ne la désirera jamais.

Du reste, cette persécution à laquelle on lui reproche de vouloir pousser et qu'on se déclare bien décidé à lui refuser, on la lui inflige en réalité. N'a-t-on pas, tout dernièrement encore, expulsé de leurs évêchés le Evêques, même les plus vénérables, et par l'âge et par les vertus; chassé les séminaristes des grands et petits Séminaires; commencé à bannir les curés de leurs presbytères? Tout l'univers catholique a vu ce spectacle avec tristesse et, sur le nom qu'il convenait de donner à de pareilles violences, il n'a pas hésité.

En ce qui touche les biens ecclésiastiques, qu'on Nous accuse d'avoir abandonnés, il importe de remarquer que ces biens étaient pour une partie le patrimoine des pauvres et le patrimoine, plus sacré encore, des trépassés. Il n'était donc pas plus permis à l'Église de les abandonner que de les livrer; elle ne pouvait que se les laisser arracher par la violence. Personne ne croira du reste qu'elle ait délibérément abandonné, sinon sous la pression de raisons les plus impé-

rieuses, ce qui lui avait été ainsi confié et ce qui lui était si nécessaire pour l'exercice du culte, pour l'entretien des édifices sacrés, pour la formation de ses clercs et pour la subsistance de ses ministres. — C'est perfidement mise en demeure de choisir entre la ruine matérielle et une atteinte consentie à sa constitution, qui est d'origine divine, qu'elle a refusé, au prix même de la pauvreté, de laisser toucher en elle à l'œuvre de Dieu. On lui a donc pris ses biens, elle ne les a pas abandonnés. Par conséquent, déclarer les biens ecclésiastiques vacants à une époque déterminée, si à cette époque l'Église n'a pas créé dans son sein un organisme nouveau; soumettre cette création à des conditions en opposition certaine avec la constitution divine de cette Église, mise ainsi dans l'obligation de les repousser; attribuer ensuite ces biens à des tiers, comme s'ils étaient devenus des biens sans maître, et, finalement, affirmer qu'en agissant ainsi on ne dépouille pas l'Église, mais qu'on dispose seulement de biens abandonnés par elle, ce n'est pas simplement raisonner en sophiste, c'est ajouter la dérision à la plus cruelle des spoliations. — Spoliation indéniable du reste et qu'on chercherait en vain à pallier, en affirmant qu'il n'existait aucune personne morale à qui ces biens pussent être attribués; car l'État est maître de conférer la personalité civile à qui le bien public exige qu'elle soit conférée, aux établissements catholiques comme aux autres, et, dans tous les cas, il lui aurait été facile de ne pas soumettre la formation des associations cultuelles à des conditions en opposition directe avec la constitution divine de l'Église qu'elles étaient censées devoir servir.

Or, c'est précisément ce que l'on a fait, relativement aux associations cultuelles. La loi les a organisées de telle sorte que ses dispositions à ce sujet vont directement à l'encontre de droits qui, découlant de sa constitution, sont essentiels à l'Église, notamment en ce qui touche la hiérar-

chie ecclésiastique, base inviolable donnée à son œuvre par le Divin Maître lui-même. De plus, la loi confère à ces associations des attributions qui sont de l'exclusive compétence de l'autorité ecclésiastique, soit en ce qui concerne l'exercice du culte, soit en ce qui concerne la possession et l'administration des biens. Enfin, non seulement ces associations cultuelles sont soustraites à la juridiction ecclésiastique, mais elles sont rendues justiciables de l'autorité civile. Voilà pourquoi Nous avons été amené, dans Nos précédentes Encycliques, à condamner ces associations cultuelles, malgré les sacrifices matériels que cette condamnation emportait.

On Nous a accusé encore de parti-pris et d'inconséquence. Il a été dit que Nous avions refusé d'approuver en France ce qui avait été approuvé en Allemagne. Mais ce reproche manque autant de fondement que de justice. Car, quoique la loi allemande fût condamnable sur bien des points et qu'elle n'ait été que tolérée, à raison de maux plus grands à écarter, cependant les situations sont tout à fait différentes et cette loi reconnait expressément la hiérarchie catholique, ce que la loi française ne fait point.

Quant à la déclaration annuelle, exigée pour l'exercice du culte, elle n'offrait pas toute la sécurité légale qu'on était en droit de désirer. Néanmoins, — bien qu'en principe les réunions des fidèles dans les églises n'aient aucun des éléments constitutifs propres aux réunions publiques et qu'en fait il soit odieux de vouloir les leur assimiler, — pour éviter de plus grands maux, l'Église aurait pu être amenée à tolérer cette déclaration. Mais, en statuant que « le curé ou le desservant ne serait plus » dans son église « qu'un occupant sans titre juridique; qu'il serait sans droit pour faire aucun acte d'administration », on a imposé aux ministres du culte, dans l'exercice même de leur ministère, une situation tellement humiliée et vague que, dans des pareilles conditions, la déclaration ne pouvait plus être acceptée.

Reste la loi récemment votée par les deux Chambres.

Au point de vue des biens ecclésiastiques, cette loi est une loi de spoliation, une loi de confiscation, et elle a consommé le dépouillement de l'Église. Quoique son Divin Fondateur soit né pauvre dans une crêche et soit mort pauvre sur une croix, quoique elle ait connu elle-même la pauvreté dès son berceau; les biens qu'elle avait entre le mains ne lui en appartenaient pas moins en propre et nul n'avait le droit de l'en dépouiller. Cette propriété indiscutable à tous les points de vue, avait été encore officiellement sanctionnée par l'État: il ne pouvait par conséquent pas la violer. — Au point de vue de l'exercice du culte, cette loi a organisé l'anarchie; ce qu'elle instaure surtout en effet, c'est l'incertitude et le bon plaisir. Incertitude si les édifices du culte, toujours susceptibles de désaffectation, seront mis ou non, en attendant, à la disposition du clergé et des fidèles; incertitude s'ils leur seront conservés ou non, et pour quel laps de temps; arbitraire administratif règlant les conditions de la jouissance, rendue éminemment précaire; pour le culte, autant de situations diverses en France qu'il y a de communes; dans chaque paroisse, le prêtre mis à la discrétion de l'autorité municipale, et, par conséquent, le conflit à l'état possible organisé d'un bout à l'autre du pays. Par contre, obligation de faire face à toutes les charges, même les plus lourdes, et, en même temps, limitation draconienne en ce qui concerne les ressources destinées à y pourvoir. Aussi, née d'hier, cette loi a-t-elle déjà soulevé d'innombrables et dures critiques de la part d'hommes appartenant indistinctement à tous les partis politiques et à toutes les opinions religieuses et ces critiques seules suffiraient à la juger.

Il est aisé de constater par ce que Nous venons de vous rappeler, Vénérables Frères et bien aimés Fils, que cette loi aggrave la loi de séparation et Nous ne pouvons dès lors que la réprouver.

Le texte imprécis et ambigu de certains des articles de cette loi met dans une nouvelle lumière le but poursuivi par nos ennemis. Ils veulent détruire l'Église et déchristianiser la France, ainsi que Nous vous l'avons déjà dit, mais sans que le peuple y prenne trop garde et qu'il y puisse, pour ainsi dire, faire attention. Si leur entreprise était vraiment populaire, comme ils le prétendent, ils ne balanceraient pas à la poursuivre, visière relevée, et à en prendre hautement toute la responsabilité. Mais, cette responsabilité, loin de l'assumer, ils s'en défendent, ils la repoussent et, pour mieux y réussir, ils la rejettent sur l'Église, leur victime. De toutes les preuves, c'est la plus éclatante que leur œuvre néfaste ne répond pas aux vœux du pays.

C'est en vain, du reste qu'après Nous avoir mis dans la nécessité cruelle de repousser les lois qu'ils ont faites, — voyant les maux qu'ils ont attirés sur la patrie et sentant la réprobation universelle monter comme une lente marée vers eux, — ils essayent d'égarer l'opinion publique et de faire retomber la responsabilité de ces maux sur Nous. Leur tentative ne réussira pas.

Quant à Nous, Nous avons accompli Notre devoir, comme tout autre Pontife Romain l'aurait fait. La haute Charge dont il a plu au Ciel de Nous investir, malgré Notre indignité, comme du reste la foi du Christ elle-même, foi que vous professez avec Nous, Nous dictait Notre conduite. Nous n'aurions pu agir autrement, sans fouler aux pieds Notre conscience, sans forfaire au serment que Nous avons prêté, en montant sur la Chaire de Pierre, et sans violer la hiérarchie catholique, base donnée à l'Église par N. S. Jésus-Christ. Nous attendons sans crainte par conséquent le verdict de l'histoire. Elle dira que, les yeux immuablement fixés sur les droits supérieurs de Dieu à défendre, Nous n'avons pas voulu humilier le pouvoir civil, ni combattre une forme de gouvernement, mais sauvegarder l'œuvre intangible de Notre

Seigneur et Maître, Jésus-Christ. — Elle dira que Nous vous avons défendus de toute la force de Notre immense tendresse, ô bien aimés Fils; que ce que Nous avons réclamé et réclamons pour l'Église, dont l'Église de France est la Fille ainée et une partie intégrante, c'est le respect de sa hiérarchie, l'inviolabilité de ses biens et la liberté; que, si l'on avait fait droit à Notre demande, la paix religieuse n'aurait pas été troublée en France et que le jour où on l'écoutera, cette paix, si désirable, y renaîtra. — Elle dira enfin que si, sûrs d'avance de votre générosité magnanime, Nous n'avons pas hésité à vous dire que l'heure des sacrifices avait sonné, c'est pour rappeler au monde, au nom du Maître de toutes choses, que l'homme doit nourrir ici bas des préoccupations plus hautes que celle des contingences périssables de cette vie et que la joie suprême, l'inviolable joie de l'âme humaine sur cette terre, c'est le devoir surnaturellement accompli coûte que coûte et, par là-même, Dieu honoré, servi et aimé malgré tout.

Confiant que la Vierge Immaculée, Fille du Père, Mère du Verbe, Épouse du St. Esprit, vous obtiendra de la Très Sainte et Adorable Trinité des jours meilleurs, comme présage de l'accalmie qui suivra la tempête, Nous en avons la ferme espérance, c'est du fond de l'âme que Nous vous accordons Notre Bénédiction Apostolique, à Vous, Vénérables Frères, ainsi qu'à votre clergé et au peuple français tout entier.

Donné à Rome, près de St. Pierre le jour de l'Epiphanie, 6 Janvier 1907, de Notre Pontificat le quatrième.

PIUS PP. X.

EX SACRO CONSISTORIO

Provisio Ecclesiarum.

SSmus D. N. Pius PP. X die 6 Decembris 1906 in Palatio Apostolico Vaticano, postquam galerum rubrum privatim in consistoriali aula imposuerit Emo Samassa, Consistorium secretum tenuit, in quo, Allocutione praehabita (1), sequentes ecclesias proposuit, nimirum:

Ecclesiam patriarchalem Hierosolymitan. latini ritus favore R. P. D. Philippi Camassei, promoti ab ecclesia metropolitana Naxiensi.

Ecclesiam titularem archiepiscopalem Ptolomaiden. favore R. P. D. Iosephi Marcondes Homen de Mello, Archiepiscopi dimissionarii Belemensis de Para.

Ecclesiam metropolitanam Hispalen. favore R. P. D. Salvatoris Castellote y Pinazo, promoti ab ecclesia cathedrali Giennensi.

Ecclesiam titularem archiepiscopalem Thessalonicen. favore R. P. D. Achillis Locatelli, archidioeceseos Mediolanensis, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, doctoris in sacra theologia et in utroque iure.

Ecclesiam metropolitanam Belemen. de Para favore R. D. Sanctini Continho, olim alumni Collegii Pii Latini Americani, canonici decani ecclesiae cathedralis Parahybensis.

Ecclesias cathedrales Gravinen. et Montis Pelusii, invicem perpetuo unitas, favore R. P. D. Nicolai Zimarino, translati ab ecclesia cathedrali Laquedoniensi.

Ecclesiam cathedralem Giennen. favore R. P. D. Ioannis Iosephi Laguarda y Fenollera, translati ab ecclesia cathedrali Urgellensi.

Ecclesiam titularem episcopalem Flaviopolitan. favore R. P. D. Aloisii Finoia, iam Episcopi Cathacensis.

Ecclesiam cathedralem Ratisbonen. favore R. P. D. Francisci Antonii de Henle, translati ab ecclesia cathedrali Passaviensi.

Ecclesiam cathedralem Urgellen. favore R. P. D. Ioannis Benlloch y Vivò, translati ab ecclesia titulari episcopali Hermopolitana.

Ecclesiam cathedralem Passavien. favore R. P. D. Sigismundi de Ow-Felldorf, translati ab ecclesia titulari episcopali Arethusina.

Ecclesiam cathedralem Drepanen. favore R. P. D. Francisci Mariae Raiti, ex Ordine Carmelitarum antiquae observantiae, translati ab ecclesia cathedrali Liparensi.

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 39, pag. 582.

Ecclesias cathedrales Valven. et Sulmonen., invicem perpetuo unitas, favore R. P. D. Nicolai Iezzoni, dioeceseos Atriensis, Protonotarii Apostolici ad instar participantium, doctoris in sacra theologia, examinatoris prosynodalis et canonici archidiaconi Pennensis, administratoris Apostolici Atriensis et Pennensis.

Ecclesiam cathedralem Cathacen. favore R. D. Petri De Maria, dioecesis Marsicensis, intimi cubicularii super numerum Sanctitatis Suae, doctoris in philosophia, in sacra theologia et in iure canonico, rectoris Collegii Bohemorum, professoris theologiae fundamentalis in Pontificio Collegio Urbano de Propaganda Fide.

Ecclesias cathedrales Pennen. et Atrien., invicem perpetuo unitas, favore R. D. Raphaelis Piras, Calaritanae archidioeceseos, doctoris in sacra theologia ac iure canonico, Vicarii generalis et canonici doctoralis in eadem metropolitana ecclesia.

Ecclesiam cathedralem Cassanen. favore R. D. Petri La Fontaine, presbyteri Viterbiensis, Missionarii Apostolici, directoris spiritualis utriusque Viterbiensis Seminarii, ibique canonici ecclesiae cathedralis.

Ecclesiam cathedralem Hieracen. favore R. D. Georgii Delrio, dioecesis Algarensis, doctoris in sacra theologia, professoris in Collegio theologico Turritano, canonici poenitentiarii ac Provicarii generalis Algarensis.

Ecclesiam cathedralem Balneoregien. favore R. P. Fr. Raynaldi a S. Iusto, in saeculo Camilli Rousset, dioeceseos Segusiensis, Praepositi generalis Ordinis Carmelitarum excalceatorum, lectoris in philosophia et sacra theologia, examinatoris Apostolici cleri romani, consultoris S. Congr. Episcoporum et Regularium.

Ecclesiam cathedralem Rupellen. favore R. D. Augusti Beniamini Eyssantier, dioecesis Diniensis, canonici ornamentiari ecclesiae cathedralis Rupellensis, directoris parvi Seminarii Pontensis in eadem dioecesi.

Ecclesiam cathedralem Gerunden. favore R. D. Francisci Pol y Baralt, eiusdem dioecesis, doctoris in utroque iure, canonici magistralis in ecclesia cathedrali Barcinonensi.

Ecclesiam cathedralem Placentin. in Hispania favore R. D. Francisci Garrin, dioeceseos Salamantinae, doctoris in sacra theologia ac prolytae in philosophia humanioribusque litteris, canonici cantoris in ecclesia cathedrali Salamantina.

Ecclesiam titularem episcopalem Hephaestien. favore R. D. Iuliani Tommasuolo, presbyteri Neapolitani, directoris spiritualis maioris Seminarii, deputati in Auxiliarem Emi ac Rmi D. Iosephi Card. Prisco, Archiepiscopi Neapolitani.

Ecclesiam titularem episcopalem Modren. favore R. P. D. Guilelmi Blazek, presbyteri Olomucensis, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, canonici praepositi in ecclesia metropolitana, deputati in Auxiliarem R. P. D. Francisci Salesii Bauer, Archiepiscopi Olomucensis.

Ecclesiam titularem episcopalem Ceramen. favore R. D. Georgii Carić, dioeceseos Pharensis, doctoris in sacra theologia, canonici praepositi in ecclesia concathedrali Macarskensi, deputati in Auxiliarem R. P. D. Philippi Francisci Nakić, Episcopi Spalatensis et Macarskensis.

Deinde Sanctitas Sua provisionem sequentium ecclesiarum iam per Breve factam publicavit, nempe:

Ecclesiarum metropolitanarum Tranen. ac Barolen., aeque principaliter unitarum cum titulo archiepiscopali Nazareno et cum perpetua administratione episcopalis ecclesiae Vigilien., favore R. P. D. Francisci Pauli Carrano, translati a sede archiepiscopali Aquilana.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Apamen. favore R. P. D. Iosephi Ridolfi, Delegati Apostolici in Mexico, translati ab ecclesia cathedrali Tudertina.

Coadiutoriae cum futura successione archiepiscopalis ecclesiae Amalphitan. favore R. P. D. Antonii Mariae Bonito, Archiepiscopi titularis Scythopolitani.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Gortinien. favore R. P. D. Rinaldi Mac Donald, promoti a cathedrali sede Portus Gratiae.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Cian. favore R. P. D. Caietani D'Alessandro, promoti a sede cathedrali Cephaludensi.

Ecclesiae metropolitanae Rhedonen. favore R. P. D. Augusti Renati Dubourg, promoti a cathedrali sede Molinensi.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Nicopolitan. favore R. P. D. Francisci do Rego Maia, promoti a sede cathedrali Belemensi de Para.

Ecclesiae archiepiscopalis Anconitan., cum ei adnexo titulo Humanen. ecclesiae, favore R. P. D. Ioannis Baptistae Ricci, promoti ab ecclesia cathedrali Aesina.

Ecclesiae metropolitanae Novae Aureliae favore R. P. D. Huberti Blenk, e Societate Mariae, promoti a sede cathedrali Portoricensi.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Metymnen. favore R. P. D. Francisci Mariae Iosephi Delamaire, promoti a cathedrali sede Petrocoricensi, et deputati in Coadiutorem cum futura successione R. P. D. Stephani Mariae Alphonsi Sonnois, Archiepiscopi Cameracensis.

Ecclesiae metropolitanae Firman. favore R. P. D. Caroli Castelli, promoti ab ecclesia cathedrali Bobiensi.

Ecclesiae metropolitanae de Plata in Boliviana republica favore R. P. D. Sebastiani Pifferi, ex Ordine Minorum, promoti ab ecclesia titulari episcopali Hiericuntina.

Ecclesiae metropolitanae Halifaxien. favore R. D. Eduardi Mac Carthy, eiusdem archidioecesis, Missionarii Apostolici.

Ecclesiae metropolitanae Bombayen. favore R. P. Severini Noti, e Societate Iesu, Missionarii Apostolici.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Sardian. favore R. P. D. Iosephi Aversa, presbyteri Neapolitani, doctoris in utroque iure, Protonotarii Apostolici ad instar participantium, Delegati Apostolici in insulis Cubana et Portoricensi.

Ecclesiae titularis episcopalis Dionysiaden. favore R. P. D. Iosephi Mariae Aldanesi, translati ab ecclesiis cathedralibus unitis Calliensi et Pergulana.

Ecclesiae titularis episcopalis Archelaiden. favore R. P. D. Ignatii Zuccaro, translati a cathedrali sede Calatanisiadensi.

Ecclesiae titularis episcopalis Samien. favore R. P. D. Petri Iosephi Geay, olim Episcopi Vallis Vidonis.

Ecclesiae titularis episcopalis Memphiten. favore R. P. D. Antonii Valbonesi, translati ab ecclesiis cathedralibus unitis Urbaniensi et S. Angeli in Vado.

Ecclesiae cathedralis Aesinae favore R. P. D. Iosephi Gandolfi, translati a cathedrali sede Mandelensi.

Ecclesiae Cathedralis Novarien. favore R. P. D. Iosephi Gamba, translati a sede cathedrali Bugellensi.

Ecclesiae cathedralis de Arequipa favore R. P. D. Mariani Holguin, ex Ordine Minorum, translati ab ecclesia cathedrali Huaracensi.

Ecclesiae cathedralis Tudertin. favore R. P. D. Ioannis Graziani, translati ab ecclesia titulari episcopali Carystiensi.

Ecclesiae cathedralis Patavin. favore R. P. D. Aloisii Pellizzo, archidioeceseos Utinensis, doctoris in iure canonico, Protonotarii Apostolici ad instar participantium, canonici ornamentarii in metropolitana Utinensi, examinatoris synodalis, rectoris ac professoris in archiepiscopali Seminario.

Ecclesiae cathedralis Comaclen. favore R. D. Hannibalis Lupi, archidioecesis Ferrariensis, ibique parochi ecclesiae S. Franciscae Romanae.

Ecclesiae cathedralis Dianen. favore R. D. Camilli Tiberio, dioeceseos Vastensis, praepositi parochi in loco *Atessa.*

Ecclesiae cathedralis Bugellen. favore R. D. Ioannis Andreae Masera, archidioecesis Taurinensis, doctoris in sacra theologia et in iure canonico, Provicarii generalis ac canonici ecclesiae cathedralis Fossanensis.

Ecclesiarum cathedralium Basileen. et Luganen., aeque principaliter unitarum, favore R. P. D. Iacobi Stammler, dioeceseos Basileensis, doctoris in philosophia, Protonotarii Apostolici ad instar participantium, parochi Bernae ac canonici decani capituli forensis.

Ecclesiae cathedralis Szathmarien. favore R. P. D. Tiburtii Boromisza, presbyteri Colocensis, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, canonici in ecclesia metropolitana Colocensi.

Ecclesiae cathedralis Adiacen. favore R. D. Ioannis Baptistae De Santi, eiusdem dioecesis, canonici ecclesiae cathedralis.

Ecclesiae cathedralis Augustodunen. favore R. D. Raymundi Villard, dioeceseos Lingonensis, doctoris in sacra theologia et in iure canonico, parochi in loco *Chaumont* nuncupato.

Ecclesiae cathedralis Baiocen. favore R. D. Thomae Pauli Lemonnier, archidioeceseos Rothomagensis, ibique Vicarii generalis.

Ecclesiae cathedralis Bellicen. favore R. D. Francisci Augusti Labeuche, archidioeceseos Bisuntinae, ibi Vicarii generalis.

Ecclesiae cathedralis Cadurcen. favore R. D. Onesimi Laurans, dioeceseos Mimatensis, ibique professoris sacrae scripturae in maiori Seminario et parochi in loco vulgo *Saint Chély d'Apcher.*

Ecclesiae cathedralis Dinien. favore R. D. Dominici Castellan, Massiliensis dioeceseos, ibidem Vicarii generalis.

Ecclesiae cathedralis Briocen. favore R. D. Iulii Laurentii Morelle, Ambianensis dioeceseos, Vicarii capitularis in ipsa Briocensi dioecesi.

Ecclesiae cathedralis S. Flori favore R. D. Pauli Augusti Lecœur, Rothomagensis presbyteri, canonici ornamentarii in ecclesia metropolitana ac superioris Collegii vulgo *Join-Lambert-et-Rouen.*

Ecclesiae cathedralis Molinen. favore R. D. Aemilii Ludovici Cornelii Lobbedey, archidioecesis Cameracensis, doctoris in sacra theologia et prolytae in iure canonico, Vicarii generalis Cameracensis.

Ecclesiae cathedralis Petrocoricen. favore R. D. Henrici Ludovici Prosperi Bougouin, dioecesis Pictaviensis, doctoris in sacra theologia et in iure canonico, canonici theologi in ecclesia cathedrali Pictaviensi.

Ecclesiae cathedralis Sancti Galli favore R. D. Ferdinandi Rüegg, eiusdem dioecesis, doctoris in sacra theologia, canonici decani in ecclesia cathedrali ac Vicarii capitularis.

Ecclesiae cathedralis Hildesien. favore R. D. Adulphi Bertram, eiusdem dioecesis, doctoris in sacra theologia et in iure canonico, Vicarii capitularis ac canonici in ipsa cathedrali ecclesia.

Ecclesiae cathedralis Miden. favore R. D. Laurentii Canghran, eiusdem dioecesis, parochi et Vicarii generalis.

Ecclesiae cathedralis Angolen. et Congen. favore R. D. Antonii Barbosa Leão, dioecesis Portugallensis, olim parochi ecclesiae S. Iacobi de *Luztosa.*

Ecclesiae cathedralis Tepicen. favore R. D. Andreae Segura, presbyteri Leonensis, ibique archidiaconi ecclesiae cathedralis.

Ecclesiae cathedralis Alexandrin. in America favore R. D. Guilelmi Mac Donell, parochi et Missionarii Apostolici.

Ecclesiae cathedralis Portaugustan. favore R. D. Ioannis Norton, presbyteri Victoriensis, quondam alumni in Pontificio Seminario Urbano, et Vicarii generalis.

Ecclesiae cathedralis Portlanden. favore R. D. Aloisii Sebastiani Walsch, presbyteri Bostoniensis, prolytae in iure canonico, superioris ecclesiastici scholarum catholicarum in eadem archidioecesi.

Ecclesiae cathedralis Krishnaguren. favore R. D. Santini Taveggia, presbyteri Mediolanensis, e Seminario Missionum exterarum, Missionarii in *Bengal* centrali.

Ecclesiae cathedralis Portus Gratiae favore R. D. Ioannis March, eiusdem dioecesis, quondam alumni in Pontificio Seminario Urbano, rectoris ecclesiae cathedralis.

Ecclesiae titularis episcopalis Acmonien. favore R. D. Ioannis Baptistae Morris, rectoris ecclesiae cathedralis ac Vicarii generalis Nashvillensis, deputati in Coadiutorem cum futura successione R. P. D. Eduardi Fitz Gerard, Episcopi Petriculani.

Ecclesiae titularis episcopalis Abilen. favore R. P. D. Aloisii Philippi Schaefer, dioeceseos Paderbornensis, doctoris in sacra theologia, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, professoris sacrae theologiae in Universitate Argentinensi, deputati in Vicarium Apostolicum Saxoniae.

Ecclesiae titularis episcopalis Corydallen. favore R. D. Eugenii Caroli Foulquier, e Seminario Parisiensi Missionum exterarum, deputati in Vicarium Apostolicum Birmaniae septentrionalis.

Ecclesiae titularis episcopalis Trapezopolitan. favore R. D. Ignatii Hummel, e Seminario Lugdunensi pro missionibus Africae, deputati in Vicarium Apostolicum a Litore aureo.

Ecclesiae titularis episcopalis Thaenitanae favore R. D. Thomae Spreiter, e Congregatione Benedictina S. Optiliae in Bavaria, deputati in Vicarium Apostolicum *Der es Salam.*

Ecclesiae titularis episcopalis Cocussen. favore R. P. Nicasii Avellano, ex Ordine Praedicatorum, deputati in Vicarium Apostolicum Ton-Kin Orientalis.

Ecclesiae titularis episcopalis Adrian. favore R. D. Francisci Stein-

metz, e Seminario Lugdunensi Missionum Africae, deputati in Vicarium Apostolicum Dahomey.

Ecclesiae titularis episcopalis Celenderitan. favore R. P. Francisci Xaverii Vogt, e Congregatione Spiritus Sancti et S. Cordis Mariae, deputati in Vicarium Apostolicum Zanguebarensis centralis.

Ecclesiae titularis episcopalis Hiericuntin. favore R. P. Gratiani Gennaro, ex Ordine Minorum, deputati in Coadiutorem cum futura successione R. P. D. Epiphanii Carlassare, Vicarii Apostolici Hupè orientalis.

Ecclesiae titularis episcopalis Dorylaen. favore R. D. Antonii Karas, dioecesis Samogitiensis, ibique rectoris Seminarii ac canonici praelati ecclesiae cathedralis, deputati in Suffraganeum R. P. D. Carolo Antonio Niedzialkowski, Episcopo Luceoriensi et Zytomeriensi.

Ecclesiae titularis episcopalis Mindien. favore R. D. Vincentii Bacchi, archidioeceseos Bononiensis, doctoris in sacra theologia, secretarii congregationis consultivae archiepiscopalis, archidiaconi metropolitanae ecclesiae ac Provicarii generalis, deputati in Auxiliarem Emi ac Rmi Dñi Dominici Card. Svampa, Archiepiscopi Bononiensis.

Ecclesiae titularis episcopalis Cidyessen. favore R. P. D. Ludovici Rajner, archidioeceseos Strigoniensis, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, doctoris in sacra theologia, Vicarii generalis Strigoniensis ac canonici ecclesiae metropolitanae, deputati in Auxiliarem Emi ac Rmi Dñi Claudii Card. Vaszary, Archiepiscopi Strigoniensis.

Ecclesiae titularis episcopalis Temnen. favore R. D. Severi Araujo y Silva, archidioeceseos Compostellanae, doctoris in sacra theologia, canonici magistralis in ecclesia metropolitana, deputati in Auxiliarem Emi ac Rmi Dñi Iosephi Mariae Card. Martin de Herrera, Archiepiscopi Compostellani.

Ecclesiae titularis episcopalis Cydonien. favore R. P. D. Ladislai Bandurski, archidioecesis Leopoliensis, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, doctoris in philosophia, canonici ecclesiae cathedralis Cracoviensis, deputati in Auxiliarem R. P. D. Iosephi Bilczewski, Archiepiscopi Leopoliensis latini ritus.

Ecclesiae titularis episcopalis Arindelen. favore R. P. D. Guilelmi Antonii Johnson, Praelati Domestici Sanctitatis Suae, Vicarii generalis archidioecesis Westmonasteriensis, deputati in alterum Auxiliarem R. P. D. Francisci Bourne, Archiepiscopi Westmonasteriensis.

Ecclesiae titularis episcopalis Claudiopolitan. favore R. P. D. Felicis del Sordo, presbyteri Nuscani, Protonotarii Apostolici ad instar participantium, doctoris in sacra theologia, archipresbyteri parochi ecclesiae

cathedralis, deputati in Auxiliarem R. P. D. Michaelis Archangeli Pirone, Episcopi Nuscani.

Ecclesiae titularis episcopalis Palaeopolitan. favore R. D. Antonii Fetser, dioeceseos Magno-Varadinensis, capellani ornamentarii extra Urbem Sanctitatis Suae, canonici in ecclesia cathedrali Magno-Varadinensi ac Provicarii generalis, deputati in Auxiliarem R. P. D. Pauli Szmrecsányi, Episcopi Magno-Varadinensis latini ritus.

Ecclesiae titularis episcopalis Tininien. favore R. P. D. Iosephi Lányi, Neosoliensis dioecesis, Protonotarii Apostolici ad instar participantium, doctoris in sacra theologia et in iure canonico, Abbatis SSmi Salvatoris de Lekér et canonici in ecclesia cathedrali Magno-Varadinensi.

Ecclesiae titularis episcopalis Phocaeen. favore R. P. D. Gerardi Iosephi baronis ac comitis de Caloen, presbyteri Brugensis, ex Ordine S. Benedicti, Abbatis S. Mariae de Monteserrato in civitate Fluminis Ianuarii, Vicarii generalis Congregationis Benedictinae Brasilianae et Administratoris Apostolici Abbatiarum S. Pauli et Olindensis.

Postmodum Sanctitati Suae facta est postulatio sacri Pallii pro patriarchali ecclesia Hierosolymitana latini ritus, pro metropolitanis ecclesiis Firmana, Anconitana, Tranensi et Barolensi, Hispalensi, Rhedonensi, De Plata, Nova Aurelia, Halifaxiensi, Belemensi de Para, et Bombayensi, et pro ecclesiis metropolitanis S. Dominici et Tokiensi ex successione, pro ecclesia Mariannensi ad metropolitanam evecta, nec non pro ecclesiis cathedralibus Augustodunensi et Vaciensi ex privilegio.

Tandem SSmus Dñus Emo Cardinali Samassa titulum presbyteralem S. Marci assignavit.

EX SECRETARIA BREVIUM

Ecclesia B. Mariae Virginis Gratiarum in Monte Sancto ad dignitatem Basilicae minoris evehitur.

PIUS PP. X

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

In sublimi Beati Petri Cathedra, ad quam licet immerentes evecti sumus, nihil potius habemus, quam sacrarum ae-

dium honor et cultus magis magisque in dies augeatur. Cum vero a dilecto filio Placido Fabiani Ministro Provinciae Sanctae Crucis Carniolae Ordinis Minorum supplices Nobis sint adhibitae preces, Antistitum Goritiensis, Veglensis et Labacensis votis suffultae, ut templum, quod in summo Sancto Monte prope Urbem Goritiensem Deiparae Virgini Opiferae dicatum exstat, nova dignitate maioribusque privilegiis cohonestare velimus, Nos piis huiusmodi optatis libenti quidem animo censuimus obsecundandum. Idque Nobis persuasere sive illius aedis vetustas, sive fidelium celebritas, qui illuc quotannis ingenti numero peregrinantes opem a Beata Maria Virgine implorant, sive etiam privilegia et honores, quibus tum Romani Pontifices Decessores Nostri, tum carissimi in Christo Filii Nostri Austriae Imperatores et Apostolici Reges idem templum omni tempore ditarunt. Huc accedit quod istius ecclesiae inter celeberrimas Austriacae Ditionis adscriptae, venerata Deiparae Virginis Imago quae summa religione ibidem colitur iam inde ab anno MDCCXVII ex decreto Capituli Vaticani aureo diademate ornata sit. Quibus de causis omnes et singulos, quibus hae litterae Nostrae favent, a quibusvis ecclesiasticis sententiis, censuris et poenis, si quas forte incurrerint, huius tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, de Apostolica Nostra auctoritate praesentium vi memoratam ecclesiam Beatae Mariae Virginis Gratiarum in Monte Sancto sitam prope Urbem Goritiam Basilicae Minoris titulo perpetuum in modum augemus, cunctis eidem honorificentiis ac privilegiis attributis quae Minoribus Almae Urbis Basilicis de iure competunt. Decernentes praesentes litteras firmas, validas, efficaces exsistere ac fore suosque plenarios et integros effectus sortiri atque obtinere, illisque ad quos spectat et in futurum spectabit in omnibus et per omnia plenissime suffragari, sicque per quoscumque iudices ordinarios et delegatos iudicari ac definiri debere, ac irritum et inane, si secus super his a quoquam quavis auctori-

tate scienter vel ignoranter contigerit attentari. Non obstantibus contrariis quibuscumque.

Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris die XIX Novembris MCMVI, Pontificatus Nostri anno quarto.

ALOIS. Card. MACCHI.

EX SECRETARIA STATUS

Laudatur sacerdos Cellini de' studiis biblicis optime meritus.

Illmo e Revmo Signore,

Mi torna particolarmente piacevole portare a cognizione della S. V. Illma e Rma che l'omaggio da Lei fatto al Pontefice delle pubblicazioni scritturali dell'egregio signor canonico teologo di cotesta cattedrale, Don Adolfo Cellini, ha meritato l'alto encomio di Sua Santità. Nei tempi attuali, quando gli studii biblici, presumendo della loro parvenza di dotti, tendono funestamente a sfrondare la divina autorità del sacro testo, giunge desiderato ed opportuno il prezioso contributo del Cellini, il quale, nelle oscure fatiche del passato e nell'amore ai libri santi, ha maturato la difesa della verità e l'ha circondata di indiscutibile prestigio scientifico. La Santità Sua è grata al bravo professore di Ripatransone del nobile esempio dato agli esegeti col saper mettere a profitto i progressi della scienza moderna coordinati al rispetto della scienza antica, la quale, come la verità, è una e non tramonta. Il pensiero del Pontefice, Cui non piace il disprezzo delle dottrine condensate dai venerandi padri nostri, come non piace il timore di ogni scientifico avanzamento, ha avuto nel Cellini un interprete valoroso. Egli è perciò che Sua Santità si congratula con l'illustre canonico, e fortemente lo esorta, non solo a dare alla luce tutti i frutti dei suoi pas-

sati studii, ma eziandio a proseguire nell'arduo cammino delle scritturali investigazioni, cammino che arreca a lui tanto onore ed alla Chiesa tanto vantaggio. Da ultimo, in contrassegno di benevolenza, la Santità Sua imparte al prelodato professore l'Apostolica benedizione.

Del che mentre io rendo intesa V. S., godo aggiungerle che anche a Lei l'Augusto Pontefice ha concessa di cuore la stessa grazia insieme ad un particolare encomio per avere Ella confortato di benevolo incoraggiamento i sani e salutari studii del dotto teologo.

Colgo poi l'opportunità di dichiararmi con sensi di distinta stima

Roma, 19 Ottobre 1906.

Di V. S. Illma e Rma

Servitore

R. Card. MERRY DEL VAL.

Mons. Luigi Boschi

Vescovo di Ripatransone.

Epistola ad Praesidem XV conventus internationalis pro pace instauranda nuper Mediolani habiti.

Illustrissimo Signore,

Al riverente saluto direttogli da alcuni membri del Congresso Universale della Pace, il S. Padre rispose, per mezzo dell'Eminentissimo Cardinale Arcivescovo di Milano, con parole di simpatia, e queste sincere espressioni di un sentimento ben meritato provocarono il nobile indirizzo, che la S. V. Illustrissima ha testè fatto pervenire a Sua Santità in nome dell'importante Assemblea da lei presieduta in cotesta città nello scorso Settembre. Un tale omaggio è stato accolto da Sua Santità con vivo gradimento, perchè, più che alla Sua Persona, essendo diretto alla Suprema autorità di cui è

rivestita, si viene con esso a riconoscere l'alto ministero di pace affidato da Dio al Capo della Chiesa cattolica.

La storia dimostra che i Papi furono sempre solleciti di adempiere un così fatto ministero, e l'attuale Pontefice fu lieto che sin dagli inizii del suo Pontificato gli si porgesse occasione di esercitarlo, accogliendo la domanda di far presiedere da un suo rappresentante il Consiglio arbitrale a cui tre Repubbliche Americane, nell'intento appunto di evitare la guerra, vollero sottoposte le reciproche loro contese. Di qui è facile immaginare l'interesse con cui il Santo Padre Pio X segue gli sforzi della Società internazionale della Pace ed il vivo desiderio che nutre di vederli coronati di felice successo. L'assicurazione di quell'interesse e di questo desiderio può accrescere lena al nobilissimo zelo da cui è animata la S. V. insieme ai suoi colleghi; laonde mi onoro di darla alle Signorie Loro chiara ed esplicita. L'Augusto Pontefice vi aggiunge anche l'augurio che sia debitamente apprezzato l'importante concetto da loro emesso, circa la convenienza di prevenire e stornare lo scoppio di una guerra, anzichè ridursi a moderarne gli orrori, quando non sia possibile evitarla.

Nel portare a conoscenza della S. V. gli alti sensi coi quali piace a Sua Santità di corrispondere col cortese officio dei Delegati al XV Congresso universale della Pace, colgo volentieri la occasione di dichiararmi con profonda stima,

Della S. V. Illma

Roma, 3 Novembre 1906.

devmo

Card. Merry Del Val.

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

De facultate sacerdotum quoad excipiendas in navi confessiones fidelium secum navigantium.

Feria IV, die 23 Augusti 1905.

In Congregatione generali S. R. et U. Inquisitionis Emi ac Rmi Dni decreverunt:

Sacerdotes quoscumque maritimum iter arripientes, dummodo vel a proprio Ordinario, ex cuius dioecesi discedunt, vel ab Ordinario portus in quo in navim conscendunt, vel etiam ab Ordinario portus cuiuslibet intermedii, per quem in itinere transeunt (1), sacramentales confessiones excipiendi, quia digni, scilicet, atque idonei recogniti ad tramitem Conc. Trident. *sess. XXIII, cap. XV de Ref.*, facultatem habeant vel obtineant; posse toto itinere maritimo durante, sed in navi tantum, quorumcumque fidelium secum navigantium confessiones excipere, quamvis inter ipsum iter navis transeat, vel etiam aliquandiu consistat diversis in locis diversorum Ordinariorum iurisdictioni subiectis (2).

Sequenti vero feria V, die 24 eiusdem mensis et anni, SSmus D. N. Pius PP. X decretum Emorum PP. adprobavit.

I. Can. Mancini, *S. R. et U. I. Notarius.*

---

(1) Iam per decretum huius S. C. die 17 Martii 1869 statutum fuit posse sacerdotes iter arripientes, ab Ordinariis locorum, unde naves solvunt, approbari, ita ut, itinere perdurante, fidelium secum navigantium confessiones valide ac licite excipere valeant. Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 25, pag. 449 *(N. R.)*.

(2) Cfr. etiam decretum eiusdem S. Officii die 4 Aprilis 1900, quod prostat in *Actis S. Sedis*, vol. 32, pag. 760 *(N. R.)*.

Sacerdotibus navigantibus conceditur facultas excipiendi in itinere confessiones etiam fidelium non navigantium.

Feria IV, die 12 Decembris 1906.

In Congregatione generali S. R. et U. Inquisitionis Emi ac Rmi Dni decreverunt:

Supplicandum SSmo ut concedere dignetur sacerdotes navigantes, de quibus supra (1), quoties, durante itinere, navis consistat, confessiones excipere posse tum fidelium qui quavis ex causa ad navem accedant, tum eorum qui, ipsis forte in terram obiter descendentibus confiteri petant eosque valide ac licite absolvere posse etiam a casibus Ordinario loci forte reservatis, dummodo tamen - quod ad secundum casum spectat - nullus in loco vel unicus tantum sit sacerdos adprobatus et facile loci Ordinarius adiri nequeat.

Sequenti vero feria V, die 13 eiusdem mensis et anni, SSmus D. N. Pius PP. X annuit pro gratia iuxta Emorum Patrum suffragia.

Petrus Palombelli, *S. R. et U. I. Notarius.*

Super dispensatione ab irregularitate ex defectu natalium ob haeresim parentum.

Feria IV, die 5 Decembris 1906.

In Congregatione generali S. R. et U. Inquisitionis Emi ac Rmi Dni decreverunt:

Dispensationem super irregularitate, ex defectu natalium ob haeresim parentum semel concessam ad suscipiendam tonsuram et Ordines minores, valere etiam ad suscipiendos Ordines maiores.

Sequenti vero feria V, die 6 eiusdem mensis et anni, SSmus D. N. Pius PP. X decretum Emorum Patrum adprobavit.

Petrus Palombelli, *S. R. et U. I. Notarius.*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 40, pag. 24.

Super observantia festorum in locis Missionum.

Feria IV, die 12 Decembris 1906.

In Congregatione generali S. R. et U. Inquisitionis, proposito dubio a S. Congñe de Propaganda Fide: *utrum indultum super observantia festorum concessum alicui Missioni validum quoque habendum sit pro aliis Missionibus, quae in posterum a pristina Missione seiungantur;* Eñi ac Rñi Dñi respondendum mandarunt: *Affirmative.*

Sequenti vero feria V, die 13 eiusdem mensis et anni, SSñus D. N. Pius PP. X decretum Eñorum PP. adprobavit.

Petrus Palombelli, *S. R. et U. I. Notarius.*

EX S. CONGREGATIONE INDICIS

DECRETUM

Quo damnantur quaedam opera a Lefranc, Pey-Odeix et Houtin edita.

Feria III, die 11 Decembris 1906.

Sacra Congregatio Eñorum ac Revñorum S. R. E. Cardinalium a SSño Domino Nostro Pio Papa X Sanctaque Sede Apostolica Indici librorum pravae doctrinae, eorumdemque proscriptioni, expurgationi ac permissioni in universa christiana republica praepositorum et delegatorum, habita in Palatio Apostolico Vaticano die 11 Decembris 1906, damnavit et damnat, proscripsit proscribitque, atque in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat quae sequuntur opera:

L'Abbé E. Lefranc, *Les Conflits de la Science et de la Bible. Paris, 1906.*

SEGISMUNDO PEY-ODEIX, *El Jesuitismo y sus Abusos. Colección de artículos. Barcelona, s. a.*

IDEM, *Crisis de la Compañia de Jesús, hecha por personas eminentes en santidad y letras. Ibid.*

ALBERT HOUTIN, *La Question Biblique au XXe Siècle. Paris, 1906.*

L. LABERTHONNIÈRE decreto S. Congregationis, edito die 5 Aprilis 1906, quo liber ab eo conscriptus notatus et in Indicem librorum prohibitorum insertus est, laudabiliter se subiecit.

Itaque nemo cuiuscumque gradus et conditionis praedicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sub poenis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per me infrascriptum Secretarium relatis, Sanctitas Sua decretum probavit, et promulgari praecepit. In quorum fidem etc.

Datum Romae die 12 Decembris 1906.

A. Card. STEINHUBER, *Praefectus.*

Fr. Thomas Esser, *Ord. Praed., a Secretis.*

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

MATRITEN.

EXEMPTIONIS

De exemptione ecclesiae Ordini regulari concessae cum adnexa domo.

Factispecies. Basilica S. Laurentii vulgo *del Escurial,* quam una simul cum adnexo conventu Philippus II Hispa-

niarum rex sub regii patronatus reservatione prope Matritum extruxit, in iurisdictione *nullius* declarata fuit, atque concredita Ordini exempto S. Hieronymi. Verum an. 1834, Religiosis suppressis ac expulsis ob rerum publicarum eversionem, praefata ecclesia in nativam Ordinarii iurisdictionem recidit, eodemque in statu permansit vi praesertim Concordati an. 1851 inter S. Sedem et Hispaniam initi. Denique an. 1885 per regium contractum ad dictam Basilicam regendam vocati fuerunt Regulares S. Augustini, quibus rescripto S. C. EE. et RR. concessa fuit petita erectio praeexistentis monasterii in collegium pro exteris missionibus « cum omnibus et singulis privilegiis, exemptionibus et iuribus Ordini S. Augustini a sanctionibus canonicis et a Sede Apostolica quomodocumque concessis ». Episcopus autem, rescriptum Pontificium exequens, Augustinianenses in monasterio ac in ecclesia extantes uti exemptos habendos esse declaravit.

Res pacifice se habuit usque ad an. 1904, quo Ordinarius Matritensis Augustinianos admonuit de pastorali visitatione in templo Escurialis peragenda, sed, cum Regulares eiusdem exemptionem opposuissent, ab ea sese abstinuit, protestatione tamen proprii iuris emissa. Quapropter Augustinianenses ad S. C. EE. et RR. recursum obtulerunt, Basilicam S. Laurentii, exemptam ab Ordinarii iurisdictione declarari expetentes.

Contra exemptionem. Episcopi advocatus praemittit Basilicam Escurialis destitutam fuisse propria exemptione atque in Ordinarii dioecesani iurisdictionem reincidisse, quum an. 1834 expulsi sunt Religiosi S. Hieronymi, et quum deinde per Concordatum an. 1851 abolitae fuere omnes iurisdictiones exemptae et privilegiatae. Iamvero in rescripto Pontificio, quo a S. Sede Augustinianis concessa fuit petita erectio collegii in monasterio iam praeexistente, nulla mentio occurrit Basilicae Escurialis, quae proinde uti saecularis permansisse dicenda est. Nam, subsumit patronus, exemptio monasterii haud secum fert exemptionem ecclesiae. Ita in simili

causa Innocentius III *(Decret., lib. 5, tit. 33 de privilegiis, cap. 17)* sententialiter definivit: « quod Evasen. coenobium liberum est in capite, tamquam ab episcopali iurisdictione prorsus exemptum....; in membris autem, quae non probantur exempta, dioecesano Episcopo ipsum subiacere decernimus ». Hinc Engel *(tit. de privil., § 4, n. 24)* docet: « Sciendum est aliam exemptionem esse tam in capite quam in membris, quando scilicet non tantum principalis locus, sive monasterium aut collegium exemptum est, sed etiam omnes cappellae, beneficia et parochiae annexae. Aliam autem in capite tantum, quando tamen ipse principalis locus exemptus est, non annexae paroeciae vel beneficia ».

Distinguit praeterea orator ecclesias vere regulares ab ecclesiis, quibus Regulares simpliciter inserviunt: nam, ut ait Card. De Luca *(De iurisdict., disc. 34, n. 4)*, « non omnis ecclesia, cui Regulares inserviunt, dicenda est regularis, sed illa quae per eosdem fundata seu constructa sit tanquam pars vel membrum monasterii seu conventus ». In themate autem ecclesia S. Laurentii neque fundata fuit ab Augustinianensibus neque censeri potest uti pars necessaria conventus; sed vi initae conventionis iisdem Religiosis commissa fuit primario ut eidem inservirent, et nonnisi secundario in usum conventus. Hinc iuxta patronum, possunt quidem Augustinianenses officia conventualia in Basilica Escurialis libere persolvere, sed quoad publicum ipsius Basilicae cultum subesse tenentur iurisdictioni Ordinarii dioecesani. Etenim, teste De Luca *(loc. cit. n. 19)*, « possunt simul stare, aliquod personarum genus esse universaliter exemptum atque habere proprium superiorem et Praelatum, et tamen in certis casibus seu ad certos effectus Ordinario loci seu alteri Praelato subiacere, ut generaliter habemus de Regularibus aliisque exemptis exercentibus curam animarum et sacramenta administrantibus, quod in istis subiacent Ordinariis ».

Aliud argumentum advocatus desumit ex precaria eccle-

siae concessione Augustinianis facta, quae saecularem ecclesiae naturam non immutat. Siquidem Card. De Luca *(Adnot. ad Conc. Trid., disc. 5, n. 13)* docet Episcoporum iurisdictioni subiici ecclesiam saecularem, « ubi Regularibus ecclesiae precarius usus tantum concedatur, ut divina ibi celebrare ac peragere possent, non immutato statu ecclesiae, quae adhuc remaneat saecularis ». Cfr. etiam idem auctor *(De iurisdict., disc. 30, n. 3)*. Neque contra oggeri valet executio rescripti Pontificii ab Episcopo facta, nam ibidem non dicuntur exempta monasterium et ecclesia S. Laurentii, sed dumtaxat Augustinianenses in iisdem extantes. Caeterum, etiamsi Episcopus Basilicam Escurialis exemptam declarasset, nulliter egisset, sive quia ipse merus rescripti executor extitit, sive quia solemnitates a iure requisitas non observavit, quum consensus capituli cathedralis et praesertim approbatio S. Sedis deessent.

Demum advocatus contendit Episcopum Matritensem, si non iure ordinario, saltem tamquam delegatum S. Sedis invisere posse Basilicam Escurialis, ad tramitem Conc. Trid. *(sess. 7, cap. 8 de Reform.)* praescribentis quod « locorum Ordinarii ecclesias quascumque quomodolibet exemptas auctoritate Apostolica singulis annis visitare teneantur ». Hoc autem quamvis ecclesiis saecularibus exemptis referatur, tamen etiam ad ecclesias saeculares Regularibus concessas extenditur. Ita Piat *(Prael. iuris Regul., vol. 2, pag. 30)* docet quod Regulares subduntur Episcopis « quoad visitationem ecclesiarum saecularium ad Regulares pertinentium ». Idem tenuit S. C. Concilii in *Bononien.* 1721 rescribens: « Ecclesiae, collegio vel monasterio exempto unitae, ab Ordinario, quamvis curam non habeant,... iure delegato visitantur ».

Pro exemptione. Ex adverso patronus Augustinianensium tuetur plenam exemptionem ecclesiae Escurialis. Memorat enim notorium esse in iure ecclesias Regularium non paroeciales prorsus exemptas esse ab Ordinarii dioecesani iurisdictione. Siquidem Conc. Trid. *(Sess. 25, cap. 20 de Re-*

gul.) non Episcopis sed Abbatibus monasteria cum adnexis ecclesiis visitare praecepit; item *(loc. cit., cap. 11)* disserens de monasteriis « quibus imminet cura personarum saecularium », statuit istas ecclesias paroeciales Regularium subiectas esse Episcopo dumtaxat « in iis quae ad dictam curam et sacramentorum administrationem pertinent ». Consonant Constitutiones Pontificiae, decreta ac responsa Sacrarum Congregationum, necnon concors auctorum doctrina. Unde ex. gr. Berardi *(Comm. in ius eccl. un., tom. 1, diss. 4, cap. 5)* addit quod « post receptas monasteriorum exemptiones, exemptae quoque fuerunt monasteriorum ecclesiae » ; ideoque S. Alphonsus *(De privil., n. 72)* docet quod « Praelati regulares exempti habent in suis ecclesiis et monasteriis iurisdictionem quasi episcopalem, tam quoad personas quam loca ».

Hoc statuto principio, contendit patrocinator ecclesiam monasterii Escurialis regularem revera esse, quum, iuxta praescriptum Conc. Trid. *(sess. 25, cap. 3 de Regul.)* et Constitutionis Leonis XIII *Romanos Pontifices,* illam una simul cum monasterio obtinuerint Augustinianenses de licentia tum Episcopi tum Sedis Apostolicae, prout ex tenore rescripti Pontificii an. 1885 clare patet. Quin obstet, pergit patronus, quod in rescripto Pontificio fiat mentio monasterii, non autem ecclesiae; nam ex canonica erectione et exemptione conventus consequitur exemptio ecclesiae conventui adnexae. Ita Van Gameren *(De oratoriis publ. et priv., pag. 91)* tradit: « Regularibus, licentiâ monasterii aedificandi rite impetrata, veniam itidem fieri publicam ibi erigendi ecclesiam ». Cfr. etiam Gattico *(De Orat. dom., cap. 8, n. 21 et 22)*; Leurenius *(De Vicario Episc., quaest. 517)*; Ventriglia *Praxis rerum notab., tom. 1, adnot. 18, n. 20* , etc. Rationem antem exhibet Wermeersch *(De relig. instit., tom. 1, n. 112)* hisce verbis: « Quia ecclesia pars existimatur integrans monasterii, veniâ aperiendae ecclesiae seu oratorii publici, quod coniungatur monasterio, continetur ipsa licentia erigendi monasterium, nisi,

iustam ob causam, deminute tantum indulta fuerit monasterii erectio ». Quapropter cum Religiosi S. Augustini exempti sint a iurisdictione Ordinarii, ab iisdem iuxta patronum excludenda est quaevis dioecesana iurisdictio sive in monasterio sive in ecclesia eidem adnexa. Et hoc vel magis tenendum esse ait ipse, quia cum S. Sedes concessit canonicam erectionem collegii « cum omnibus et singulis privilegiis, exemptionibus et iuribus Ordinis S. Augustini etc. », eo ipso indulsit etiam exemptionem ecclesiae collegio adnexae, quippe quod scitum est inter Augustinianorum privilegia recenseri et ecclesiarum exemptionem.

Denique regularem Basilicae Escurialis naturam adstruit orator ex facto quod tum Religiosi S. Hieronymi ab erectione monasterii usque ad ipsorum eiectionem, tum Augustiniani ab an. 1885 usque ad an. 1904, omnibus privilegiis gavisi sunt in monasterio et in ecclesia, quae ab ipsis Ordinariis tamquam regularis ideoque exempta habita semper fuit.

Deinde patronus ex natura regulari ecclesiae eiusque exemptione necessario consequi arguit praefatam ecclesiam pastorali visitationi Episcopi obnoxiam non esse. Sane Conc. Trid. *(sess. 25, cap. 20 de Regul.)* ius et officium visitandi ecclesias Regularium non Episcopis sed Abbatibus tribuit; item *(sess. 21, cap. 8 de Reform.)* statuit quod « monasteria, in quibus non viget regularis observantia....., ab Episcopis etiam tamquam Sedis Ap. delegatis, singulis annis visitentur », relicta tamen visitatione monasteriorum, « in quibus viget observantia regularis, superioribus Regularium ». Congruunt S. C. Concilii in *Naulen.* 2 Dec. 1725, in *Licien.* 29 Ian. 1724 et 23 Iunii 1725, in *Placentina* 17 Aug. 1726 et 11 Ian. 1727, in *Montis Regalis* 15 Martii 1727; S. Poenitentiaria in decreto 18 Apr. 1867; necnon S. C. EE. et RR. in *Neritonen.* 26 Martii 1897. Unde Fagnanus distinguens ecclesias exemptas in saeculares et regulares habet: « Si saeculares sunt, Episcopus potest eas visitare tamquam Sedis Ap. delegatus;..... si

vero ecclesiae exemptae sint regulares..., aut imminet cura animarum personarum saecularium aut non. Si imminet, visitari possunt ab Ordinario dioecesano in his tantum, quae curam animarum et sacramentorum administrationem concernunt;... si vero cura animarum non immineat, nullo modo possunt ab Episcopo visitari ». Cfr. Berardi *(loc. cit., cap. 5)*.

Dubia. I. *An ecclesia adnexa regio monasterio S. Laurentii vulgo* del Escorial *sit exempta a iurisdictione Ordinarii in casu.* — Et quatenus affirmative:

II. *An eadem ecclesia sit subiecta pastorali visitationi Episcopi in casu.*

Resolutiones. Sacra Congr. EE. et RR. in generalibus comitiis diei 18 Maii 1906, re sedulo perpensa, respondit:

Ad I. *Affirmative.*

Ad II. *Negative.*

Colliges. 1°. Exemptio monasterii praesumere facit exemptionem adnexae ecclesiae, quippe quae veluti pars illius integrans habetur.

2°. Item facultas Ordini regulari concessa erigendi monasterium exemptum, nisi aliter cautum sit, complectitur etiam potestatem extruendi ecclesiam exemptam.

3°. Insuper Episcopis, tamquam Sedis Apostolicae delegatis, ius et officium inest visitandi quaslibet ecclesias saeculares exemptas, intra fines propriae dioecesis existentes.

4°. Quinimo Ordinarii dioecesani, quamvis in iis dumtaxat quae curam animarum et administrationem sacramentorum concernunt, invisere valent ecclesias quoque Regularium exemptas, quae simul sint paroeciae personarum saecularium.

5°. Dum e contra iidem visitare nequeunt coeteras regulares ecclesias exemptione fruentes, quarum visitatio ad superiores regulares solummodo pertinet.

6°. In themate proinde quum ex una parte Religiosi S. Augustini a S. Sede veniam obtinuerint instituendi in monasterio vulgo *del Escorial* collegium exemptum pro exteris mis-

sionibus, et ex altera vero parte Basilica S. Laurentii inter ecclesias paroeciales non recenseatur, consequitur eamdem Basilicam nedum exemptam esse sed etiam ab Episcopo Matritensi inviseri non posse.

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

BISINIANEN.

DISPENSATIONIS AB IRREGULARITATE

Dispensatur cum subdiacono iam epileptico ut ad diaconatum tantum promoveri possit.

Factispecies. Subdiaconus Marianus Rose in votis habet se ad superiores Ordines promoveri; sed obstat quod, accepto subdiaconatu, compertum est ipsum aliquando comitiali morbo fuisse obnoxium. Quare Episcopus initio anni 1905 supplicem libellum ad S. C. Concilii obtulit pro sanatione quoad iam collatos Ordines et pro dispensatione ab huiusmodi defectu in futurum.

Rogatus Episcopus ut clarius edoceret de natura et gravitate enunciati morbi, insimul transmissa peritia medica, ipse litteris Martii successivi exhibuit tum iuratam declarationem parentum eiusdem clerici, qui negant ipsorum filium esse epilepticum, sed tantum asserunt eumdem iam a tenera aetate morbo *trauma* vocato laborasse et modo bona frui valetudine; tum testimonium rectoris Seminarii, qui fatetur oratorem semel in anno 1903 et bis in anno 1904 subiectum fuisse gravibus accessibus, qui pro epilepticis habiti sunt.

His acceptis, die 16 dicti mensis eidem Episcopo rescriptum fuit, ut clericus Rose per aliquod tempus poneretur sub directione et vigilantia docti et prudentis medici, cuius votum et relationem deinde remitteret. Haec iussa Episcopus

adimplens die 16 Maii 1906 retulit praefatum clericum a mense Ianuario an. 1905 usque ad hunc diem numquam morbo fuisse correptum, iuxta votum et relationem duorum medicorum, qui praeterea fidem faciunt eumdem versari in florenti sanitatis statu et liberum esse a morbis infectivis. Episcopus ingeminabat preces pro obtinendo favorabili indulto.

Animadversiones ex officio. Morbo caduco laborantes ministerio altaris esse arcendos diserte traditur in Decreto Gratiani (*cap.* Maritum, *dist.* *33;* et *can.* *1, caus.* *7, quaest.* *7),* ubi legitur: « Consulimus igitur ut si frequenter hoc morbo *(caduco)* tangitur presbyter, ab oblatione omnimode et Missarum celebratione prohibeatur. Indecens enim est et periculosissimum ut hoc ei accidat, quatenus in consecratione Eucharistiae morbo victus epileptico cadat....» Cfr. etiam Ferraris (*Bibl. can., v.* Irregularitas) et Reiffenstuel (*lib. 1, tit. 20, n. 19*). Age vero, si in casu expendatur relatio medica, praetermisso quod non est iurata, profecto ex ea clare non resultat in futurum remotum et vitatum esse periculum relapsus in morbum.

Et res magis ingravescit si advertatur, quod ea est natura morbi ut convulsiones et accessus epileptici non determinatis periodis, sed etiam post non indifferens temporis spatium iterari possint; qui accessus, cum ex testimonio rectoris sint gravissimi, maximum inducunt periculum irreverentiae in sacrorum ministratione. Quare prudentius et tutius videretur rescribere: *Pro nunc non expedire,* uti factum fuit in *Treviren.* diei 27 Ian. 1866, et in *Lugdunen.* 26 Aug. 1905 (1), aut etiam exposcere experimentum alterius medici, interim differendo concessionem gratiae, uti responsum fuit in secunda causarum propositione citatae *Trevirensis* et *Venetiarum* diei 12 Sept. 1896: *Dilata ad sex menses, exhibito etiam documento alterius medici ab Episcopo deputandi.*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 38, pag. 339.

Nec demum in casu suffragantur specialia adiuncta et circumstantiae, quales profecto essent magna utilitas vel necessitas pro dioecesi ob cleri defectum, vel extraordinariae dotes oratoris, puta ingenii vel spectatae vitae, cum clerus in meridionalis Italiae regionibus potius abundet, et dictae extraordinariae qualitates ex literis Episcopi non resultent.

— Ex adverso in casu videtur invocari posse favore oratoris dispositio Decreti Gratiani *(loc. cit.)*, quae ita se habet: « Si vero Dei misericordia convaluerit, quandoquidem non culpa sed infirmitas est in causa, eum iam sacrificare non interdicimus ». Iam vero oratorem convaluisse testes sunt nedum ipsius parentes, sed etiam duo periti medici ab Episcopo deputati. Hae profecto declarationes per se videntur esse sufficientes ad moralem certitudinem gignendam quod dictus morbus in posterum non iterabitur.

Accedit insuper quod in themate agitur de clerico qui iam iam ad subdiaconatus ordinem est promotus; et in hisce casibus Ecclesiae indulgentia benignior esse solet. Nec magni ducenda est difficultas de carentia qualitatum specialium in oratore; cum enim ipse non semel fuerit ab Episcopo commendatus pro gratia, cum fundamento asseri potest quod eius ordinatio iudicio sui Episcopi in dioecesis bonum vertet.

Responsum. Eñi Patres S. Congr. Concilii, omnibus mature perpensis, die 24 Novembris 1906 rescripserunt:

Arbitrio et prudentiae Episcopi ad diaconatum tantum, facto verbo cum SSño.

Colliges. 1°. Dummodo moralis certitudo habeatur de non iteratione morbi comitialis in futurum, Ecclesia facilius dispensare solet ab irregularitate cum clericis iam ad subdiaconatus ordinem promotis.

2°. Subdiaconus in casu reputatur quidem morbo epileptico non amplius obnoxius, sed ad maiorem cautelam differtur concessio gratiae pro susceptione presbyteratus.

SANTANDERIEN.

DE PROMOTORE FISCALI IN IUDICIIS SUMMARIIS

Non requiritur interventus Promotoris fiscalis in iudiciis summariis, in quibus parochus per seipsum defendit vel vindicat iura suae ecclesiae.

Factispecies. Enata an. 1903 quaestione inter sacerdotem De la Maza, parochum SS. Annuntiationis in civitate Santanderiensi, et eius coadiutorem Agapitum Aguirre, occasione solutionis 29 libell. quas hic repetebat pro uno funere et pro tribus cadaverum delationibus ad coemeterium, et quas parochus iam fabricae ecclesiae applicuerat, licet absentia coadiutoris per mensem a paroecia evenisset de superioris licentia, iudicio super hoc instituto per ritum summarium coram curia Santanderiensi, Vicarius generalis causam adiudicavit favore coadiutoris, sed absque damnatione partis succumbentis ad litis expensas. Interposita a parocho appellatione ad curiam Metropolitanam Burgensem, sententia primi gradus confirmata fuit, sed cum damnatione ad expensas.

Neque huic decisioni acquiescens parochus provocavit ad supremum tribunal Rotae Matritensis, quae prae oculis habens duas iam editas sententias, edixit parochum teneri ad dictas 29 libellas solvendas saltem ratione aequitatis. Appellatione iterum interposita ad secundum eiusdem Rotae turnum, haec die 30 Martii 1905 declaravit omnia acta iudicialia peracta in curia Santanderiensi esse nullius valoris utpote quia promota absque citatione et interventu procuratoris fiscalis; utrique parti ius suum tamen servatum voluit.

Re ad S. C. Concilii delata, haec die 22 Iulii eiusdem anni rescripsit: *Non esse casum appellationis ad S. Sedem a sententia secundi gradus Rotae Matritensis pro tam parvi momenti negotio.*

Verum Episcopus Santanderiensis ad praecavendas in futurum quaestiones huiusmodi et ad habendam certam nor-

mam circa necessitatem vel non interventus procuratoris fiscalis in iudiciis summariis, quando lis agitari contingat inter parochum eiusque coadiutorem relate ad huiusmodi iura stolae levioris momenti, quae parochus iam in fabricae ecclesiae parochialis compendium vertit, sequens dubium pro solutione proponere humiliter censuit, scilicet:

An sit necessaria praesentia promotoris fiscalis in iudicio summario, quando parochus per seipsum defendat vel vindicet proventus ex iuribus stolae, quos dum essent controversi, idem parochus applicuerit fabricae ecclesiae parochialis.

Deductiones advocati. Qui curiae Santanderiensis partes agit ex triplici capite excludendam esse contendit necessitatem interventus procuratoris fiscalis in dicto iudicio summario, nempe *1*) ex natura ipsius iudicii summaria; *2*) ex natura officii ipsius promotoris fiscalis; *3*) ex natura ipsa officii parochialis, cum parochus sit administrator et defensor natus fabricae suae ecclesiae.

Ad primum itaque caput accedens expendit ipsius iudicii naturam, quod duplicis speciei communiter recensetur iuxta ritum et formam in eo servatam: aliud nempe est ordinarium et plenum in quo nempe servantur omnes solemnitates sive a iure positivo inductae sive a naturali, et aliud extraordinarium seu summarium vel oeconomicum, in quo tantum ea locum habent quae a iure naturali exiguntur, caeteris omissis solemnitatibus positivi iuris. Nam, ut ait Maschat *(Instit. can., lib. 2, tit. 1, nota 2)*, « iudicium quoad substantiam descendit ex iure naturali, quod dictat in republica debere esse aliquas personas publicas, quae litigantibus ius dicant, ne causae per violentiam dirimantur. At quoad solemnitates, iudicium est creatura iuris civilis et canonici, quia solemnitates istae inventae sunt a iure civili et deinde in ius canonicum translatae ». Hinc ducitur natura iudicii summarii prout communiter ab auctoribus canonistis tradi solet.

Cfr. Devoti *(Instit. can., lib. 4, pag. 41)*, Lega *(De iudiciis eccl., vol. 1, n. 38 et seq.)*.

Hisce praemissis circa iudicii summarii conceptum iuridicum, advocatus deducit in eodem iudicio requiri: *1*) ut adsint actor, reus, et iudex, quia Barbosa *(tit. de iudiciis, n. 7)* iudicium in genere definit « actum trium personarum, iudicis, actoris et rei in iudicio legitime contendentium »; *2*) requiritur aliqua petitio loco libelli, partium citatio, probatio et defensio ac definitiva sententia, quibus profecto opus est ut verum iudicium habeatur. Quae sancita inveniuntur in Clementina *Saepe Contingit, de verbor. significatione.* Age vero, ait advocatus, in proposita quaestione, nempe in iudicio summario, in quo agitur de bonis et interesse levioris momenti alicuius ecclesiae seu fabricae parochialis, nulla se prodit necessitas citationis et interventus procuratoris fiscalis, cum ecclesiae fabrica a parocho sit legitime repraesentata, et proinde ab ipso convenienter defendi potest.

Neque diversa est conclusio, si natura ipsius officii ad trutinam revocetur. Sane iuxta Bouix *(De iudiciis eccl., vol. 1, pag. 472)* promotor fiscalis est persona « legitime constituta ut iura fisci ecclesiastici tueatur et eius loco in iudicio agat et respondeat ». Hoc autem institutum esse a iure positivo derivatum patronus probat primo ex quaestione circa eius originem, cum plures doctores retineant hoc officium, iure romano incognitum praesertim in causis criminalibus, exortum primo fuisse a procuratoribus regiis in Gallia. Cfr. Lega *(loc. cit., n. 134 in nota)*. Deducitur insuper ex praxi in multis curiis ecclesiasticis vigenti, in quibus tantum habetur promotor fiscalis criminalis uti refert Ferrari *(Summ. Instit. can., vol. 2, not. 3)*, quod respondet instructioni S. C. EE. et RR. diei 11 Iunii 1880, quae in art. 13 interventum seu necessitatem procuratoris fiscalis tantum in causis criminalibus praescribit: « Unicuique curiae opus est procuratore fiscali pro iustitia et legis tutela ». Quin imo, quamvis procuratoris

fiscalis interventus in omnibus iudiciis criminalibus sub poena nullitatis requiratur iuxta Pellegrini *(Prax. Vic., part. 4, sect. 1, n. 20)*, tamen abstrahendo a iuris positivi dispositione, uti tradit Bouix *(loc. cit., vol. 1, pag. 475)* absolute posset aliquod criminale iudicium expediri sine eiusdem interventu.

Ex elucubratis circa indolem officii promotoris fiscalis, cum ea ex iure humano sit repetenda, infert ipse quod interventus procuratoris fiscalis in iudiciis non potest computari inter solemnitates a iure naturali praescriptas, et proinde eius citatio et auditio in iudiciis summariis, in quibus proceditur de plano tantum facti veritate inspecta, non est necessaria. Deinde dato etiam et non concesso quod eius praesentia requiratur, procuratoris designatio et deputatio fieri deberet vel a Vicario generali vel ab Episcopo sub poena nullitatis, cum fiscalis promotor sit species procuratoris, seu ut quilibet alius mandatarius. Sed cum in iure admittatur etiam tacita procuratoris deputatio uti docet Schmalzgrueber *(tit. de procurat., n. 25 et seq.)*, huiusmodi deputatio in casu dici posset ab Episcopo collata in parochum, qui est naturalis fabricae ecclesiae paroecialis administrator.

Idque eo magis retinendum censet, quia promotor fiscalis, ut quilibet alius procurator, non agit pro praesente, sed pro absente, qui per se nequit sese defendere : uti in beneficio vacante, quod rectore caret, et hinc ei deputari solet defensor ex officio; ita etiam fieri solet pro vinculo matrimoniali, et professionis religiosae in sacra ordinatione, in criminum persecutione, quia in his vinculum matrimonii, professionis religiosae, sacra ordinatio, et lex criminosos coercens, carent tutela seu defensore. Cfr. Lega *(loc. cit., n. 69)*. At haec necessitas deputandi in iudicio summario defensorem ex officio, quando prouti in casu agitur de tutando interesse levioris momenti fabricae paroecialis, prorsus exulat, cum ea iuridice a parocho proprio sit repraesentata.

Demum necessitatem interventus fiscalis in summario

iudicio de quo agitur, sub poena nullitatis advocatus excludendam putat, tum quia ea neque in omnibus criminalibus causis admittitur, uti superius notatum est, tum quia ea ad summum est coarctata tantum ad iudicia poenalia ecclesiastica; neque haec praescriptio extendi potest ad ecclesiastica iudicia civilia, quia dispositiones in materia poenali stricte sunt interpretandae. At non tantum ex communi iure hic promotoris fiscalis interventus non exigitur sed neque ex iure particulari in Hispania vigente. Hoc probant tum factum ipsum curiae Santanderiensis, quae summarium iudicium in casu complevit, tantum servatis his quae iuxta citat. Clementinam *Saepe contingit* requiruntur, tum duae decisiones tribunalis Burgensis et primi turni Rotae Matritensis confirmatoriae editae sententiae a curia Santanderiensi.

In tertio tandem capite, qui partes curiae Santanderiensis gerit, necessitatem interventus promotoris fiscalis impugnat ex ipsa natura officii parochialis, cuius est tueri et administrare bona temporalia ipsius fabricae ecclesiae. Ut id evincat, recolit originem historicam fabriceriae parochialis. Antiquitus bona ecclesiae administrabantur ab Episcopo per clericos oeconomos et praesertim diaconos, penitus laicis exclusis. Serius facta divisione favore rectorum ecclesiarum, pars dictorum bonorum destinata fuit pro conservanda et reparanda fabrica ecclesiae, et haec ab ipsis rectoribus administrabatur, qui tamen in consilium coeperunt adsciscere laicos, et sic ortum habuit consilium fabricae, seu fabriceria ecclesiae, et hoc praecipue locum habuit quoad bona paroecialia. Cfr. Sebastianelli *(De personis, lib. 1, n. 389)*. Hi vero laici erant tantum adiutores et consiliarii parochorum in huiusmodi administratione. Cfr. Sebastianelli *(loc. cit.)*, Gignac *(Comp. iur. can., vol. 1, n. 721)*, Bargilliat *(Praelect. iur. can., n. 1359)*, Aichner *(Comp. iur. eccl., § 223)* qui testatur hanc disciplinam inductam fuisse etiam in imperio Austriaco ex art. 30 Concordati.

Ex his colligit quod proprius et verus defensor fabricae paroecialis est ipse parochus; et huic proinde auctores recognoscunt personam iuridicam standi in iudicio; ita Schmalzgrueber *(lib. 2, n. 4)*, Bouix *(De parocho, pag. 604)*, Aichner *(loc. cit., § 222, n. 2 et 225)*, et praesertim Lega *(loc. cit., vol. 1, n. 69)*. Insuper observat quod hoc parochi ius in dioecesi Santanderiensi est etiam roboratum dioecesana lege.

Deductiones ex officio. Ex adverso haec adverti possunt. Quidquid sit de origine historica promotoris fiscalis, videtur nunc in dubium non posse revocari quod eius officium duplex sit, nam eius solertia explicatur tum in vindicandis et tutandis bonis ecclesiae, tum in insectandis reis eorumque punitionem urgendo in foro ecclesiastico, uti tradit De Angelis *(Praelect. can., lib. 2, tit. 1, n. 34)*. Iam vero necessitas interventus procuratoris fiscalis in omnibus iudiciis civilibus ecclesiasticis in quibus agitur de interesse temporali ecclesiae seu de administratione bonorum ipsius, videtur posse confici ex ipso conceptu et scopo procuratoris fiscalis, cum ipse sit natus defensor bonorum ecclesiae, et a lege sit constitutus ipsorum vigil in tota dioecesi. Quare cum ipse speciale habeat interesse in huiusmodi causis, semper citandus et audiendus est sub poena nullitatis, sive iudicium evolvatur ritu solemni sive ritu summario, cum de naturali solemnitate sit, ut semper audiantur interesse habentes.

Haec vero doctrina seu conclusio videtur posse roborari auctoritate Card. De Luca *(disc. 3, de iudiciis, n. 59)* qui haec ad rem tradit: « Quin imo etiam in Episcopis aliisque inferioribus datur haec discretio, in quibus ipsamet ecclesia, vel mensa sit pars interessata quoniam oeconomus vel promotor fiscalis, partes actoris vel rei gerere dicitur. Unde propterea receptum habetur in materia iurispatronatus vel in similibus causis etiam solum iurisdictionalibus, vel praeeminentialibus, quod sententiae aliaque acta ipsiusmet Episcopi vel Praelati corruunt, non citato neque audito promotore

fiscali, cum ita iudicii partes essentiales deficere dicantur, super concursu trium personarum actoris, iudicis et rei ».

In casu vero proposito de fabrica ecclesiae parochialis, videtur concurrere specialis ratio pro interventu procuratoris fiscalis in huiusmodi iudiciis quantumvis summariis. Scitum enim est iuxta dispositionem Conc. Trid. *(sess. 22, cap. 9 de Reform.)* quod fabricae ecclesiae administratores singulis annis tenentur reddere rationem suae administrationis Ordinario loci. Unde bona ab ipsis administrata sunt sub speciali Episcopi vigilantia, cuius partes repraesentat fiscus seu promotor fiscalis. Hinc si parochus utpote unus ex praecipuis fabricae administratoribus iura eiusdem fabricae cum licentia Ordinarii vindicare valet in iudicio, ex hoc non sequitur quod in eo sit excludendus praecipuus tutor et custos nempe fiscalis procurator.

Neque huiusmodi quaestiones inter coadiutores et parochos relate ad quaedam iura quae forte a parochis ecclesiae fabricae iam fuerint applicatae, censendae sunt levioris momenti quaestiones. Praetermisso enim quod ex his scandala et rixae non leves exoriri solent, habenda etiam ratio est praeiudicii, quod obvenire potest tum ecclesiae et cultui divino, tum successoribus in beneficio. Itaque maxime conveniens et necessarius extat concursus in his iudiciis procuratoris fiscalis, qui cum nullum interesse personale habeat, validius et integrius iura ecclesiae tutari valet.

Neque ultimo loco omittendum quod procuratoris fiscalis concursus in iudiciis omnem praecludere valet aditum parochorum negligentiae in iuribus fabricae defendendis. Ad hanc impediendam in administratione Conc. Trid. *(loc. cit.)* praescripsit administratoribus fabricarum annalem redditionem rationum; in iudiciis vero quando in controversiam veniunt iura stolae iam fabricis ecclesiarum applicata iuxta dispositionem eiusdem Conc. Trid. *(sess. 23, cap. 1 de Reform.)*, parochorum negligentiae in his tutandis occurritur, per pro-

curatoris fiscalis interventum, et ita vitatur ecclesiae praeiudicium. De hac eventuali parochorum segnitie quoad iurium fabricae conservationem in dioecesi Santanderiensi non obscure innuit sententia secundi turni Rotae Matritensis in uno ex motivis eidem sententiae alligatis.

Decisio. Emi Patres S. Congr. Concilii, omnibus perpensis, die 24 Novembris 1906 respondendum censuerunt:

Ad propositum dubium ab Episcopo, Negative.

Colliges. 1°. Interventus promotoris fiscalis in iudiciis non computatur inter solemnitates a iure naturali praescriptas, sed a dispositione iuris positivi est repetendus.

2°. Iamvero necessitas procuratoris fiscalis iure canonico praescribitur in iudiciis criminalibus etiam summariis, nec non in statutis civilibus iudiciis; dum in aliis iudiciis constitutio procuratoris fiscalis remittitur particulari consuetudini, prudentiae vel imperio Ordinarii.

3°. Rectores seu administratores ecclesiarum, nisi prohibeantur ab ecclesiastica auctoritate vel a particularibus statutis aut consuetudinibus, ius habent standi in iudicio ad iura suarum ecclesiarum tutanda.

4°. Quum autem non sint multiplicanda entia sine necessitate, promotor fiscalis non requiritur in iudiciis summariis, in quibus parochus tamquam administrator natus suae paroeciae per seipsum defendit vel vindicat iura ecclesiae paroecialis.

5°. Hinc etiam consequitur quid sentiendum sit de sententia secundi turni Rotae Matritensis, quae nullam declaravit sententiam curiae Santanderiensis absque interventu promotoris fiscalis emissam in casu.

PISCIEN.

DISPENSATIONIS MATRIMONII

Conceditur dispensatio matrimonii rati et non consummati, praevia sanatione super defectu delegationis Apostolicae.

Compendium facti. In quadam ecclesia dioecesis Pisciensis die 26 Nov. 1904 *Titius N.* cum *Caia N.* matrimonium iniit. Caia vero quae iam antea cum quodam *Sempronio N.* illicitum foverat amorem, ab eoque prolem susceperat, cum frustra pertentasset ut iste seipsam in uxorem duceret, suo quodammodo honori consulendi causa, nonnisi aegre ad matrimonium contrahendum cum Titio inducta fuisse videtur.

Hoc tamen inito, coniuges, comitantibus parentibus, sponsae domum petierunt, ibique coena, aliis adstantibus convivis, peracta est. Nunquam autem simul in eodem loco convenisse, nec sub eodem tecto cohabitasse videntur; imo sequentis diei mane, ut testes referunt, sponsa, quin matrimonium cum legitimo sponso consummaverit, fugam arripuit, atque apud praefatum Sempronium sese contulit, cum quo in posterum, civili matrimonio inito, communem vitam instituit.

Exinde Caia ut suae conscientiae consuleret, Ordinarium adiit, petiitque ut suum matrimonium cum Titio contractum, utpote non consummatum, Apostolica dispensatione solveretur. Idem Episcopus, nulla praehabita S. Sedis delegatione, processum instituit, quo expleto, acta ad S. C. Concilii transmisit, sedulo oratricis petitionem pro dispensationis gratia obtinenda commendans.

Dubium. *An sit praestandum SSmo consilium pro dispensatione a matrimonio rato et non consummato in casu.*

Resolutio. Sacra Congr. Concilii, omnibus perpensis una cum Consultoris voto et animadversionibus Defensoris vinculi ex officio (1), die 24 Novembris 1906 respondere rata est:

(1) Satius ducimus hoc in casu aliisque similibus in adiunctis omittere disceptationem causae, quum agatur de re communi ac per se plana. Sane incon-

Affirmative, praevia sanatione super defectu delegationis, et monitis curiae ministris ne huiusmodi processus instruant absque S. Sedis delegatione et non servatis canonicis normis (1).

EX S. C. DE PROPAGANDA FIDE

Dominicanis Angliae datur indultum celebrandi Missam de Requie bis in hebdomada in die duplici.

Ex audientia SSmi, habita die 8 Martii 1904.

SSmus Dominus Noster Pius divina providentia PP. X, referente me infrascripto S. Congregationis de Propaganda Fide Secretario, de speciali gratia indulsit ut in ecclesiis Or-

---

summatio matrimonii in themate, quamvis demonstrari nequeat ex inspectione corporis mulieris non amplius in statu virginitatis existentis, tamen plene comprobatur ex iurata utriusque coniugis confessione atque ex item iurata testium depositione, qui fatentur coniuges, contracto matrimonio, nunquam una simul in eodem loco convenisse, nec unquam sub eodem tecto cohabitasse. Iustae autem ac honestae causae ad petitam dispensationem elargiendam habentur in salute animarum, legitimatione enatae prolis ac paçe familiarum procuranda, nec non in scandalis auferendis *(N. R.)*.

(1) Conceditur sanatio super defectu delegationis, quia hic defectus reddit processum radicitus nullum, quum Episcopus absque speciali S. Sedis delegatione nequeat directe instituere processum canonicum super matrimonio rato et non consummato in ordine ad eiusdem dispensationem Apostolicam obtinendam. Praeterea quamvis aliae canonicae normae, quae in casu omissae fuerunt, non requirantur sub nullitatis poena, tamen semper servari debent ad rectam iudicii formam tuendam. Ita, secus ac in themate factum fuit, tum coniuges tum testes excutiendi sunt ex interrogatoriis concinnatis et exhibitis a Defensore matrimonii; item eorum responsiones referendae sunt in actis personaliter seu in persona respondentium, non autem historice seu in persona tertia. Praeterea testes septimae manus in causis de impotentia et in processibus in ordine ad dispensationem super matrimonio rato obtinendam proprie potissimum adhibentur ad fidem faciendam de veracitate coniugum, iuxta Decretales *(lib. 4, tit. 15)* et communem doctorum sententiam. Attamen aliquando testimonium de veracitate coniugum aequivalenter saltem continetur in ipsa testium depositione ex. gr. de *coarctata (N. R.)*.

dinis Praedicatorum regularis Provinciae Angliae celebrari valeat bis in hebdomada Missa *de Requie,* occurrente etiam festo ritus duplicis, exceptis primae et secundae classis, diebus Dominicis aliisque festis de praecepto servandis, necnon vigiliis, feriis atque octavis privilegiatis, et dummodo huius indulti nihil omnino praeter consuetam eleemosynam percipiatur. De consensu Ordinarii ad quinquennium.

Datum Romae ex aedibus S. Congregationis de Propaganda Fide, die et anno ut supra.

Aloisius Veccia, *Secretarius.*

Laudatur novum Institutum Sororu Tertii Ordinis S. Dominici eiusque constitutiones ad tempus approbantur.

Cum Reverenda Mater Maria Aemilia a SS. Angelis, Priorissa generalis Instituti Sororum Tertii Ordinis S. Dominici congregationis Sanctae Catharinae Senensis, quarum domus princeps est in loco archidioecesis Milwaukiensis Statuum Foederatorum Americae Septentrionalis qui vulgo dicitur *Racine,* enixe petierit ut Sancta Sedes praedictum Institutum illiusque constitutiones adprobare dignaretur, eius petitio Romanae Commissioni pro examine constitutionum novorum Institutorum ab hac S. Congregatione dependentium institutae, cui Eminentissimus Cardinalis Franciscus Satolli praeest, prout opus erat, delata fuit. Praelaudata vero Reverendissima Commissio, attenta huius Instituti pro missionibus in supradicta regione utilitate, de qua litterae commendatitiae Ordinariorum, in quorum dioecesibus Sororum domus exstant, fidem faciunt, et attenta etiam illius aggregatione ad Tertium Ordinem Sancti Dominici a R. P. Magistro generali peracta, idem Institutum interim laudandum eiusque constitutiones iuxta schema exhibitum, introductis tamen modificationibus prout in annexo exemplari habetur, ad quinquennium per modum experimenti approbandas censuit. Quare haec Sacra

Congregatio de Propaganda Fide, iuxta votum Reverendissimae Commissionis, decretum laudis praefato Instituto et temporaneam praedictam approbationem eius constitutionibus dare decrevit, sperans ipsum tale incrementum consecuturum, ut Sedis Apostolicae approbationem suo tempore obtinere valeat. Quam S. Congregationis sententiam ab infrascripto eiusdem Secretario, in audientia diei 9 Maii 1905 SSmo Dño N. Pio divina providentia PP. X relatam, eadem Sanctitas Sua in omnibus ratam habere et confirmare dignata est, et super his praesens decretum fieri mandavit.

Datum Romae, ex aedibus S. Congregationis de Propaganda Fide, die 10 Maii 1905.

Fr. H. M. Card. Gotti, *Praefectus*.

Aloisius Veccia, *Secretarius*.

Institutum Sororum Franciscalium Missionariarum laudis decreto cohonestatur.

Praeclarissimi operis conversionis exterarum gentium adiumento ab anno 1873 ortum habuit Institutum Sororum Franciscalium Missionariarum ab Immaculata Conceptione, et paucos post annos domum principem in hac alma Urbe constituit. Cum autem, Dei favente gratia, uberes fructus ediderit atque apud varias regiones domicilium fixerit, suprema Moderatrix ab hoc Sacro Consilio rei christianae dilatandae praeposito, Instituti approbationem efflagitavit. Re itaque pro more delata examini Commissionis pro revisendis regulis novorum Institutorum a Sacra Congregatione dependentium, cui praeest Eminentissimus Vir Franciscus Cardinalis Satolli, eadem Commissio, attentis praesertim litteris commendatitiis Ordinariorum, qui de istarum Religiosarum Sororum zelo testantur, statuit praememoratum Institutum laudis decreto esse cohonestandum.

Summus vero Pontifex Pius divina providentia Papa X in audientia ab infrascripto S. Congregationis Secretario habita

hodierna die sententiam praelaudatae Commissionis in omnibus adprobavit, praesensque ad id decretum edi mandavit.

Datum Romae, ex aedibus Sacrae Congregationis de Propaganda Fide, die 23 Iulii anni 1906.

Fr. H. M. Card. GOTTI, *Praefectus*.

Aloisius Veccia, *Secret.*

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

NAMURCEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Iuliae Billiart, Institutricis Congregationis Sororum B. Mariae Virginis.

Super dubio: *An et de quibus miraculis constet in casu et ad effectum de quo agitur.*

Anxiis bonorum animis de sorte iuventutis utriusque sexus, tot obnoxiae periculis ex impiorum hominum diuturno molimine, admirando sane non minus quam iucundo spectaculo sunt lectissimae illae feminae, quae virginum animis, ceu teneris virgultis, excolendis et ad solidam pietatem doctrinamque informandis, quasi positae custodes in vineis, animum adiecerunt, iuxta illud Eccl. XXIV, 42: *Rigabo hortum meum plantationum et inebriabo prati mei fructum.* Huiusmodi laudem sibi comparavit saeculo XVIII Gallici caeli lucidum sidus, Ven. Dei Famula Iulia Billiart ex oppido Cuvilly Bellovacensis dioecesis, Mater legifera Congregationis Sororum B. Mariae Virginis.

Dignam aptamque perarduo ministerio iuventutis instituendae Iuliam effecerunt et acta aetas innocentissime, et singularis vel a prima aetatula pietas, et qua valuit abunde religionis doctrina, et effusa in proximos caritas, praesertim in pauperes colonos, quos inter adolescens ob rei familiaris

angustias versata est, et mira patientia, qua quum crurium paralysim toleravit adfixa lectulo per annos duos ac viginti, tum etiam conflatum in se capitale odium sustinuit pessimorum hominum. Tot adversis exercita planeque erudita, adiutore ac duce R. P. Varin S. I., Congregationem instituit Sororum B. Mariae Virginis, proposita sibi maxime christiana puellarum educatione; frugiferum sane opus, quod per tot ardua initia, per tot adversantium obiecta impedimenta, per tot exantlatos omne genus labores longe lateque propagatum, ad nostros usque dies florentissimum viget ad Ecclesiae decus et christianae solatium societatis, siquidem *in bonis iustorum exultabit civitas;* (Prov. XI, 10). Praeclaris, quas vix attigimus, ornata virtutibus ac meritis cumulata, tandem ab nunquam intermissis laboribus requievit VI id. Apr. an. MDCCCXVI.

Eximiam Iuliae sanctitatem sequuta etiam post eius obitum miracula confirmarunt, eius precatu ab Ipso patrata, qui *voluntatem timentium se faciet et deprecationem eorum exaudiet;* (Ps. CXLIV, 19). Itaque post editum a sa. me. Leone XIII decretum VIII idus Ianuarii an. MDCCCCIII de approbatione virtutum Ven. Servae Dei Iuliae Billiart, de tribus miraculis, quae de ipsa ferebantur, actum est in SS. Rituum Congregatione, ab eadem de more diligenter excussis recognitis ad ultimum ac probatis tabulis.

Primum horum accidit miraculum in oppido Oteppe dioecesis Namurcensis, an. MDCCCLXXXII. Armandus Hubin vixdum sexennis claudicare coepit, dolore correptus in laevo crure, cuius ex aperto vulnere cruor manabat et sanies. Morbo in dies crescente, pueri conditio post sexdecim menses adeo deterior facta est, ut actum de illo medici iudicarent. Tunc infirmi mater, cui spes nulla sanationis nisi divinitus impetrandae iam superesset, Namurcum se ad Ven. Iuliae sepulcrum contulit, ubi fervidas pro filio preces effudit. Domum reversa, vestium fragmen Ven. Servae Dei ulceri apposuit. Altero die ab inchoatis novendialibus repente sanatus est puer,

nec anteacti morbi quidquam remansit nisi vulneris obducta cicatrix.

Alterum, haud priori absimile, miraculum contigit Ioanni Natali Grégoire e Namurcensi oppido Jambe. Huic a puero, post gravem lapsum, tumefieri crus coepit, aperiri subinde vulnus, induci caries in tibia; tum ossium fragmenta educi putridosque humores profluere. Morbum plus minusve latentem perduxit Ioannes ad usque vicesimum aetatis annum, donec ineunte an. MDCCCLXXXI longe gravius excruciari coepit ac debilitari sic ut macie consumi videretur. Tunc omni sanationis intercisa spe, invocatum est Ven. Iuliae patrocinium, cuius apposita cruri reliquia, primo ipso novendialium supplicationum die, morbum omnem illico propulsavit.

Tertium contigit miraculum Ludovico Waelens, agricolae in oppido Kuysseléde Brugensis dioecesis, an. MDCCCLXXXVI. Hic octo ferme et viginti annos saevissimis torquebatur stomachi cruciatibus cum perdifficili digestione et magna sanguinis vomitione, propter conceptum in eo viscere ulcus. Cumque iam cibos retinere nullos posset, ac deficientibus in dies viribus, extrema macie conficeretur, supremam vitae horam imminere sibi sentiebat. Inter haec Ven. Iuliae patrocinium imploratum est; novendiales incoeptae preces et Ludovici pectori altera ex Ven. Servae Dei reliquiis admota. Ecce autem primo ipso supplicationum die, ac statim ut appositae reliquiae sunt, infirmus perfectam sanitatem est consequutus.

De tribus hisce miraculis diligénti inquisitione instituta, confectis Apostolicis tabulis earumque agnita probataque validitate, instaurata est deinde actio; primum in antipraeparatorio conventu, in aedibus Rm̃i Cardinalis Dominici Ferrata Causae Relatoris habito octavo idus Dec. an. MDCCCCIV; iterum in praeparatorio ad Apostolicum palatium Vaticanum, coacto cal. Augusti huius anni; tertio denique in generali Congregatione decimoctavo cal. Decembres eiusdem anni coram SSm̃o D. N. Pio Papa X. Quo in coetu ab eodem Rm̃o

Card. Dominico Ferrata propositum est dubium: ***An et de quibus miraculis constet in casu et ad effectum de quo agitur.*** SSmus Pater, suffragiis Consultorum et PP. Cardinalium exceptis, supremum iudicium distulit in alium diem, hortatusque omnes est ut in re tam gravi divinum lumen implorarent.

Hodierno autem die, Dominica secunda Adventus qua Mariae Sanctae Lauretanae festum percolitur, idem SSmus Pater, Sacro pientissime litato in privato suo sacello, in Vaticanam hanc nobiliorem aulam inde ingressus et pontificio solio assidens ad se accivit Rmos Cardinales Aloisium Tripepi S. RR. Congregationi Pro-Praefectum et Dominicum Ferrata Causae Ponentem, una cum R. P. Alexandro Verde S. Fidei Promotore, meque infrascripto Secretario, iisque adstantibus solemniter edixit: *Constare de tribus propositis miraculis;* scilicet de primo: *Instantaneae perfectaeque sanationis Armandi Hubin a carie tuberculari ossium laevi cruris;* de altero: *Instantaneae perfectaeque sanationis Natalis Grégoire a chronica inferioris dexterae tibiae condili osteite, quam chronica praecesserat osteo-periostites;* de tertio: *Instantaneae perfectaeque sanationis Ludovici Waelens a chronico ulcere e chronica stomachi flogosi cum gravi anemia et consumptionis ad marasmum usque perductae phaenomenis sociata.*

Hoc autem decretum promulgari et SS. RR. Congregationis acta referri iussit quarto idus Decembres, an. MDCCCCV.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Circa formam notularum in editionibus cantus gregoriani.

Rome, ce 2 mai 1906.

Messieurs (1),

En réponse à votre lettre du 9 avril dernier, j'ai l'honneur, de la part de mes supérieurs, de vous confirmer que,

(1) Epistola ad editores Parisienses Biais, Lethielleux et Lecoffre *(N. R.)*.

pour ce qui est des signes rythmiques, le décret de la Sacrée Congrégation des Rites du 14 février est très clair et très précis (1). L'édition Vaticane typique, avec sa notation la plus purement traditionnelle, donnant le rythme de la tradition, renferme sans doute les indications nécessaires et suffisantes pour la pratique. Néanmoins le Très Saint-Père a cru devoir tolérer, sous certaines garanties et réserves spécialement exigées, l'adjonction de certains signes supplémentaires avec la permission des Ordinaires, *permittente Ordinario,* et encore avec une grande circonspection. Le décret du 14 février ne condamne donc pas d'une manière absolue toute édition contenant des signes de ce genre; mais il ne peut être, d'autre part, regardé comme une approbation. Ce qui résulte des termes mêmes du décret, c'est que celui-ci oblige de respecter toujours l'intégrité de la notation typique. Les commentaires erronés qui ont présenté ce décret comme une approbation de la Sacrée Congrégation des Rites ne pourraient avoir aucune valeur, ni ne sauraient tirer à aucune conséquence.

Je suis, Messieurs les Editeurs,

Votre très dévoué,

† D. Panici, Archevêque de Laodicée, *Secrétaire.*

FRATRUM MINORUM PROVINCIAE SERAPHICAE

Indultum de Missa votiva S. Francisci.

Quo cultus et pietas erga Portiunculae Sanctuarium Assisiense magis magisque foveatur, Reverendissimus Pater frater Bonaventura Marrani, Procurator generalis Ordinis Fratrum Minorum, votis quoque Religiosorum Seraphicae illius Provinciae satisfacturus, Sanctissimum Dominum Nostrum Pium Papam X humillimis precibus rogavit, ut sacerdotibus divi-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 39, pag. 53.

nae rei operantibus in pervetusto sacello *a Rosis* nuncupato, Sancti Patris Francisci miris virtutum exemplis gestisque clarissimo, Missam votivam de eodem sancto Confessore liceat celebrare, etsi Officium ritus duplicis occurrat, prouti eiusmodi privilegio ditata sunt sacellum Portiunculae et alterum olim cubiculum, in quo sanctus Patriarcha ad caelestia regna transivit.

Sacra porro Rituum Congregatio, vigore facultatum sibi specialiter ab eodem Sanctissimo Domino Nostro tributarum, petitum Missae votivae privilegium ad sacellum de Rosis ita benigne extendit, ut cuilibet sacerdoti ibidem Sacrum facturo, Missam votivam de Sancto Francisco, uti in die quarta Octobris, fas sit celebrare; dummodo non occurrat Duplex primae vel secundae classis, aut festum de praecepto servandum, necnon feria, vigilia vel octava quae sit ex privilegiatis: servatis Rubricis. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 27 Iulii 1906.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

DECRETUM

De usu linguae Slavonicae in sacra Liturgia.

Acres de liturgico palaeoslavi seu glagolitici sermonis usu controversias, quae diu iam in provinciis Goritiensi, Iadrensi et Zagrabiensi dioeceses plures commoverunt, compositas atque adeo sublatas omnino esse oportuit, post ea quae Sacrum hoc Consilium itemque illud extraordinariis Ecclesiae negotiis praepositum, Pontificis Maximi nomine et auctoritate, decreverat. Sed tamen nondum ipsas conquievisse dolendum est; siquidem hic sermo etiamnunc multifariam contra praescriptum usurpatur in perfunctione sacrorum; id quod non

modo magnam affert et admirationem et offensionem pietati publicae, verum, cum gravi etiam caritatis pacisque christianae detrimento, Christi fideles fidelibus, vel intra domesticos parietes, hostiles facit.

Tanta obtemperationis debitae oblivio quantae sit aegritudini SSmo D. N. Pio PP. X, facile aestimari potest; Isque, Apostolici officii sui esse intelligens, huiusmodi controversiis imponere finem, nuper huic Sacrae Congregationi mandavit, ut, datis ad Rmos Archiepiscopos, Episcopos et Ordinarios ceteros provinciarum memoratarum litteris, quaecumque Decreto diei 5 Augusti 1898 aliisque deinceps praescripta fuissent (1), omnia, nonnullis opportune mutatis, revocaret, eaque sancte inviolateque, oneratâ ipsorum Antistitum conscientia, observari iuberet.

Primum igitur, quum eo ipso Decreto cautum fuerit, ut Ordinarii singuli indicem conficerent atque exhiberent omnium suae dioecesis ecclesiarum, quas certum esset privilegio linguae glagoliticae in praesens uti; quumque ei praescriptioni satisfactum non sit, quippe talis index, licet studiose expetitus, desideratur tamen adhuc, eumdem Sacra haec Congregatio praecipit ut Ordinarii omnes intra mensem Iulium anni proximi Apostolicae Sedi exhibeant, his quidem legibus confectum:

ut eae dumtaxat ecclesiae, tamquam hoc privilegio auctae, notentur, in quibus non coniecturâ aliqua sed certis monumentis ac testibus constiterit, linguam glagoliticam ab anno 1868 ad praesens tempus sine intermissione in sacris peragendis adhibitam esse:

ut, eiusdem privilegii nomine, nullae istis adscribantur ecclesiae, ubi in solemnibus Missis latina lingua celebrandis Epistolam et Evangelium cantari glagolitice mos fuerit, eoque minus ubi ista sermone croatico vulgari canantur.

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 31, pag. 310.

Praeterea, Sacra haec Congregatio, quae infra scripta sunt, approbante item Summo Pontifice, religiosissime observanda edicit:

I. Quandoquidem Apostolica Sedes de usu glagoliticae linguae liturgico opportunum factu censuit, certis terminare finibus quod olim indulserat, usus huiusmodi considerari et haberi ab omnibus debet ut privilegium *locale*, quibusdam adhaerens ecclesiis, minime vero ut *personale*, quod ad nonnullos sacerdotes pertineat. Quamobrem sacerdotes, qui palaeoslavicae dictionis periti sint, eam adhibere non poterunt, Sacrum facientes in ecclesia, quae hoc privilegio careat.

II. Semel confecto et publicato ecclesiarum privilegiatarum indice, nulli prorsus licebit in aliis ecclesiis, quacumque causa aut praetextu, linguam palaeoslavicam in sacram liturgiam inducere. Si quis vero, saecularis aut regularis sacerdos, secus fecerit, aut id attentaverit, ipso facto a celebratione Missae ceterorumque sacrorum suspensus maneat, donec ab Apostolica Sede veniam impetrabit.

III. In ecclesiis, quae privilegio fruuntur, Sacrum facere et Officium persolvere publica et solemni ratione, permissum exclusive erit palaeoslavico idiomate, quacumque seclusa alterius linguae immixtione, salvis tamen praescriptis ad § XI huius Decreti. Libri autem ad Sacra et ad Officium adhibendi characteribus glagoliticis sint excusi atque ab Apostolica Sede recogniti et approbati: alii quicumque libri liturgici, vel alio impressi charactere, vel absque approbatione Sanctae Sedis, vetiti omnino sint et interdicti.

IV. Ubicumque populus sacerdoti celebranti respondere solet, aut nonnullas Missae partes canere, id etiam nonnisi lingua palaeoslavica, in ecclesiis privilegiatis fieri licebit. Idque ut facilius evadat, poterit Ordinarius, fidelibus exclusive, permittere usum manualis libri latinis characteribus, loco glagoliticorum, exarati.

V. In praefatis ecclesiis, quae concessione linguae palaeoslavicae indubitanter fruuntur, Rituale, slavico idiomate impressum, adhiberi poterit in Sacramentorum et Sacramentalium administratione, dummodo illud fuerit ab Apostolica Sede recognitum et approbatum.

VI. Sedulo curent Episcopi in suis Seminariis studium provehere cum latinae linguae, tum palaeoslavicae, ita ut cuique dioecesi necessarii sacerdotes praesto sint ad ministerium in utroque idiomate.

VII. Episcoporum officium erit, ante Ordinationem sacram, designare clericos, qui latinis vel qui palaeoslavicis ecclesiis destinentur, explorata in antecessum promovendorum voluntate et dispositione, nisi aliud exigat ecclesiae necessitas.

VIII. Si quis sacerdos, addictus ecclesiae, ubi latina adhibetur lingua, alteri debeat ecclesiae inservire, quae palaeoslavici fruitur idiomatis privilegio, Missam solemnem ibi celebrare Horasque canere tenebitur lingua palaeoslavica: attamen illi fas erit privatim Sacra peragere et Horas canonicas persolvere latina lingua.

Sacerdos vero, palaeoslavici idiomatis ecclesiae adscriptus, cui forte latinae ecclesiae deservire contigerit, non solemnem tantummodo, sed privatam etiam Missam celebrare itemque Horas canere tenebitur latina lingua; relicta illi solum facultate Officium privatim persolvendi glagolitice.

IX. Licebit pariter sacerdotibus, latini eloquii ecclesiae inscriptis, in aliena ecclesia, quae privilegio linguae palaeoslavicae potitur, Missam privatam celebrare latino idiomate. Sacerdotes vero, linguae palaeoslavicae ecclesiis addicti, eodem hoc idiomate ne privatum quidem Sacrum facere poterunt in ecclesiis, ubi latina lingua adhibetur.

X. Ubi usus invaluit in Missa solemni Epistolam et Evangelium slavice canendi, post eorumdem cantum latino ecclesiae ipsius idiomate absolutum, huiusmodi praxis servari poterit. In Missis autem parochialibus fas erit post Evangelii

recitationem illud perlegere vulgari idiomate, ad pastoralem fidelium instructionem.

XI. In ipsis paroeciis, ubi viget linguae palaeoslavicae privilegium, si quis fidelis ostenderit se cupere aut velle, ut Baptismus vel sacramenta cetera, Matrimonio non excepto, sibi suisve administrentur secundum Rituale Romanum latinum, et quidem publice; eâdemque lingua habeantur rituales preces in sepultura mortuorum, huic desiderio aut voluntati districte prohibentur sacerdotes ullo pacto obsistere.

XII. In praedicatione verbi Dei, aliisve cultus actionibus quae stricte liturgicae non sunt, lingua slavica vulgaris adhiberi permittitur ad fidelium commodum et utilitatem, servatis tamen generalibus Decretis huius Sacrae Rituum Congregationis.

XIII. Episcopi illarum regionum, ubi eadem in usu est lingua vernacula, studeant uniformi curandae versioni precum et hymnorum, quibus populus indulget in propria ecclesia: ad hoc ut qui ex una ad aliam transeunt dioecesim vel paroeciam, in nullam offendant precationum aut canticorum diversitatem.

XIV. Pii libri, in quibus continetur versio vulgata liturgicarum precum, *ad usum tantummodo privatum Christifidelium,* ab Episcopis rite recogniti sint et approbati.

Datum Romae, ex Secretaria Sacrorum Rituum Congregationis, die 18 Decembris anno 1906.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Indulgentia conceditur recitantibus orationem "O Ioseph„ etc.

Beatissimo Padre,

Nicola Giuseppe Camilli Arcivescovo-Vescovo di Iassi, prostrato al bacio del S. Piede, supplica la S. V. a degnarsi accordare a tutti i fedeli, ogni qual volta devotamente reciteranno la seguente orazione al Sommo Patriarca S. Giuseppe, l'indulgenza di trecento giorni, applicabile anche alle anime sante del Purgatorio.

O Ioseph, virgo Pater Iesu, purissime Sponse Virginis Mariae, quotidie deprecare pro nobis ipsum Iesum Filium Dei, ut, armis suae gratiae muniti, legitime certantes in vita, ab eodem coronemur in morte.

Che della grazia, ecc.

Recitantibus hanc orationem indulgentiam centum dierum bis in die lucrandam in Domino concedimus.

Die 11 Octobris an. 1906.

PIUS PP. X

Praesens Rescriptum exhibitum fuit huic Secretariae Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem.

Datum Romae ex eadem Secretaria, die 26 Nov. 1906.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro populari cantico in honorem B. M. Virginis.

Il P. Fr. Marco Righi, dell'Ordine dei Predicatori, prostrato al bacio del S. Piede, umilmente implora l'indulgenza di trecento giorni, applicabile anche ai defunti, da lucrarsi da tutti i fedeli ogni volta che con cuore contrito e devotamente

reciteranno il seguente cantico popolare in onore della B. V. del Rosario:

Tu sei del gaudio - Madre e Signora,
Tu fosti martire - in terra ognora;
Ma eterna gloria - il ciel ti diè.
O Rosa mistica - prega per me.

L'Ave, la Visita - il Parto santo,
L'offerta allegrati - di un divo incanto;
Nel Figlio giubili - che riede a Te.
O Rosa mistica - prega per me.

L' intimo spasimo - lo scempio atroce;
Il serto spineo - l'orrenda Croce
Tu soffri, e immòlati - Gesù con sè.
O Rosa mistica - prega per me.

Risorto, all'etera - il Figlio ascende;
Manda il Paraclito - che il cor t'incende;
Regina degli Angioli - Iddio ti fè.
O Rosa mistica - prega per me.

Cogliamo, o popoli - dai rami santi
E a Lei sacriamole - rose fragranti.
Speranze e gemiti - pongo ai tuoi piè.
O Rosa mistica - prega per me.

Ex Audientia SSmi, die 2 Novembris 1906.

SSmus Dominus Noster Pius divina providentia Papa X benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque minime obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, die 14 Novembris 1906.

A. Card. Tripepi, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia plenaria quotidiana Basilicae S. Mariae Angelorum de Portiuncula applicari valet etiam pro defunctis.

Beatissime Pater,

Hodiernus Procurator generalis Ordinis Fratrum Minorum, se ad Sanctitatis Vestrae pedes humillime provolvit, enixe implorans ut indulgentia Plenaria per Summum Pontificem Innocentium XII, in Bulla *Redemptoris,* die 18 Augusti 1695, fidelibus concessa ad Basilicam Sanctae Mariae Angelorum de Portiuncula intra fines dioeceseos Assisiensis « *confluentibus, qui illam vere poenitentes et confessi ac sacra communione refecti, in quocumque anni die devote visitaverint, et ibi pro Christianorum Principum concordia, haeresum exstirpatione, ac sanctae Matris Ecclesiae exaltatione pias ad Deum preces effuderint* »; non solum pro vivis, sed etiam pro defunctis valeat applicari, sicque fidelium votis annuatur, qui ad Sanctuarium illud Assisiense etiam animabus suorum defunctorum suffragaturi per annum saepe conveniunt.

Et Deus etc.

Sacra Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, utendo facultatibus a Sanctissimo Domino Nostro Pio Papa X sibi tributis, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem Sacrae Congregationis, die 14 Novembris 1906.

A. Card. Tripepi, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Ad omnes fideles extenduntur indulgentiae pro pio exercitio ad SS. Nomen Iesu.

Beatissimo Padre,

Il sac. Domenico Paoloni, direttore del *Zelatore del SSmo Nome di Gesù,* di Napoli, prostrato al bacio del sacro piede,

umilmente supplica la S. V. a volersi degnare di estendere ai fedeli di tutto l'Orbe le sottoscritte indulgenze dalla s. m. di PP. Pio IX elargite all'archidiocesi di Napoli:

1°. Chi recita cinque *Gloria Patri* e cinque volte ripete la giaculatoria: *Sia infinitamente benedetto il SSmo nome di Gesù*, lucra 300 giorni di indulgenza. — *Breve* del 17 marzo 1863.

2°. Indulgenza plenaria ai fedeli che confessati e comunicati, nella domenica II dopo l'Epifania, visiteranno una chiesa ove si celebra la festa del SSmo Nome di Gesù, ed ivi pregheranno al solito. — *Breve* del 13 gennaio 1871.

3°. Indulgenza plenaria ai fedeli che confessati e comunicati assisteranno e pregheranno per le solite intenzioni, in quella chiesa ove si celebra l'annuo funerale di coloro che furono divoti del SSmo Nome di Gesù. — *Breve* del 13 gennaio 1871.

Ex audientia SSmi, die 19 Novembris anni 1906.

Sanctissimus, auditis expositis, praedictas indulgentias ad omnes totius Orbis Christifideles extendere dignatus est, ac animabus in Purgatorio detentis eas profuturas esse declaravit. Contrariis quibuscumque non obstantibus. In quorum fidem.

CASIMIRUS Card. GENNARI

Praesens Rescriptum exhibitum fuit huic Secretariae S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem.

Datum Romae, ex eadem Secretaria, die 26 Novembris 1906.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro oratione in honorem S. Ioannis de la Salle.

Très Saint Père,

Le Frère Gabriel-Marie, Supérieur général de l'Institut des Frères des Écoles chrétiennes, prosterné à Vos pieds,

expose humblement à Votre Sainteté que la dévotion envers saint Jean-Baptiste de la Salle a pris une grande extension parmi les fidèles. En vue de promouvoir encore davantage cette dévotion au Fondateur de l'Institut des Écoles chrétiennes, le suppliant ôse prier Votre Sainteté de daigner accorder à tous les fidèles qui réciteront pieusement la prière ci-après:

O glorieux Jean-Baptiste de la Salle, apôtre de l'enfance et de la jeunesse, soyez, du haut du ciel, notre guide et notre protecteur. Intercédez pour nous, assistez-nous, afin que, préservés de toute souillure d'erreur et de corruption, nous demeurions toujours fidèles à Jésus-Christ et au Chef infaillible de son Église. Faites que, pratiquant les vertus dont vous avez été un si admirable modèle, nous partageons un jour vôtre gloire dans la céleste patrie. Ainsi soit-il.

les indulgences suivantes, applicables aux défunts:

1°. Une indulgence de trois cents jours, une fois par jour;

2°. Une indulgence plenière, une fois par mois, en un jour de leur choix, à ceux qui l'auront récitée chaque jour pendant l'espace d'un mois, pourvu qu'en ce jour, confessés et communiés, ils visitent une église ou oratoire public, et y prient aux intentions du Souverain Pontife.

SSmus Dominus Noster Pius divina providentia Papa X in audientia die 28 Novembris 1906 benigne annuit pro gratia in omnibus iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro, absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. C., die 28 Novembris 1906.

A. Card. Tripepi, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro oratione "O madre di misericordia „, etc.

PREGHIERA

O Madre di misericordia, aiuto dei Cristiani, ministra fedelissima della Divina Provvidenza, tesoriera di tutte le grazie, ricordatevi non essersi mai inteso nel mondo che abbiate lasciato senza consolazione coloro che a voi devotamente ricorsero. Onde io, confidando nelle viscere della vostra pietà e nella liberalissima vostra provvidenza, mi prostro umilmente ai vostri piedi, affinchè vogliate ascoltare le mie orazioni.

Ottenetemi voi la santa provvidenza, ossia le grazie in tutti i miei spirituali bisogni, e quella provvidenza inoltre temporale, necessaria per tirare innanzi la vita in questa valle di pianto.

Raccomando fervorosamente al vostro cuore amoroso e materno la S. Chiesa, il Sommo Pontefice, la conversione delle anime, la propagazione della fede cattolica, nonchè le spose elette del Signore, che soffrono le atroci fiamme del Purgatorio, affinchè vengano tosto consolate coll'eterno refrigerio. Così sia.

A quanti reciteranno questa preghiera è accordata per una volta al giorno l'indulgenza di 300 giorni.

PIUS PP. X

Praesentis Rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit Secretariae S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae.

In quorum fidem.

Datum Romae ex eadem Secretaria, die 19 Decembris 1906.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ACTA ROMANI PONTIFICIS

LITTERAE APOSTOLICAE

Quibus Pius PP. X conqueritur de hostilibus reipublicae Bolivianae in Religionem ausibus.

VENERABILIBUS FRATRIBUS
ARCHIEPISCOPO ET EPISCOPIS BOLIVIAE

PIUS PP. X

Venerabiles Fratres, salutem et Apostolicam benedictionem.

Afflictum propioribus acerbitatum caussis, equidem velimus animum Nostrum communicare vobiscum, levandarum curarum cupidi, solatiumque e patria vestra, quasi ex explorata religionis sede, petituri. Contra, vestris etiam in civibus, iisque maxime audentibus, qui cum reipublicae curatione vigilantem etiam de spirituali bono fovere debeant industriam, non modicam reperimus molestiarum intimarum segetem, unde plane Nobis sollicitudo cumuletur. Nam quae in antecessum natio non alium publice cultum nisi catholicum, pro reipublicae institutis, agnoscebat, ea in praesenti libertatem, quam dicunt, cultuum sancire, ideoque pravitatum quoque religiosarum observantiam permittere non dubitat; vel ipso de civitatis religione abrogato capite: quae antea meritam characteri sacro verecundiam custodiens, fori, quod aiunt, immunitatem clericorum ordini incolumem praestabat, ea nunc, rogata in comitiis lege, velle sese traditum hierarchiae privilegium posthabere patefacit: quae denique christiani matrimonii indolem ac dignitatem probe tenens, nativum propriumque Ecclesiae in christianorum coniugia ius verebatur, ea modo occupare nefario ausu hanc privam unius Ecclesiae potestatem contendit, et civilis, quod nominant, matrimonii contrahendi aut facultatem permittere aut etiam necessitatem facere cogitat. Vos quidem populusque intelligitis quantum in hisce legibus iniuriae sit in Ecclesiam, quan-

tum incommodi moribus virtutique, quantum regressus a sincero salubrique nationum ac gentium profectu. Nobis vero persuasum est nec praetermisisse vos antea iis omnibus eniti diligentiis, quibus haec talia avertere a patria et a religione detrimenta possetis, nec in praesentiarum omittere, sive universos, sive singulos, de iniquis consiliis ac legibus conqueri. At Nos etiam conscientia urget officii, quibus, quum credita cunctarum gentium administratio sit, evigilare et eniti necesse est, ne quid christiana consociatio, cuiuslibet molimine et opera, damni persentiat. Itaque Nostrum in primis est sanctissima iura Ecclesiae revocare in memoriam, eaque nullius formidine potestatis confirmare, suadere ac tueri. Potissimum vero, quoniam privatim publiceque summopere interest, idemque immanium potest malorum a societate domestica et civili prohibere fontem, quale sit christiani coniugii ingenium edicendum arbitramur, quippe quod videmus et eorum qui praesunt excidisse ex animis, et fallacibus cessisse erroribus. Immemores enim indolis sacrae coniugii falsisque irretitos opinionibus eos esse oportet, qui Ecclesiae, rogando leges sanciendove, occupare liberam de matrimonio provinciam moliantur. Constat namque apud omnes nihilque habet in christiana multitudine dubii, matrimonium in officium naturae a Deo conditum, a Iesu, humani generis Servatore et Restitutore, ad dignitatem Sacramenti esse evectum, ita quidem ut nequeat christianorum coniugium veri nominis quodpiam a Sacramenti ratione seiungi. Iam, Sacramentorum regimen et ius omni est lumine clarius unius posse intelligi Ecclesiae potestati subiecta, propterea que coniugii non quidem reipublicae permissae leges sunt sed Ecclesiae, perinde ac sacrae cuiusvis rei, uni et soli servatae. Velle idcirco de christianorum matrimonio eos, qui civilibus praesunt negotiis, ius dicere, idem profecto est ac iura aggredi aliena remque conflare plane nullam. Ex quo fit ut qui e christianis coniugium audeant civili ritu contrahere, simulacrum conentur coniugii fingere,

Sacramentum autem adeoque verum solumque coniugium, non faciant, ipsosque, quos vocant·, civiles effectus, irrito atque inani eorum fonte, iniuria adipiscantur. Haec quum ita sint, facere Nos nullo modo possumus quin iniustam et sacrilegam rem, quantum est in Nobis, doleamus, deploremus, improbemus, et sanctissima Ecclesiae violata iura, a regimine praesertim catholicorum prae se ferente nomen, publice conquesti, expostulemus. Spes tamen quae ope nititur auxilioque Dei, non omnis equidem effluxit, illudque placet confidere, ad meliora eos, qui Boliviae praesunt, consilia deflexuros, suum cuique tribuendo, quae civilia, reipublicae, quae sacra, Nobis et Ecclesiae. Intelligant ii inducantque in animum publicarum prosperitatem rerum observantia religionis iustitiae gigni, sacrarumque verecumdiam legum ad verendas civiles etiam leges cum maxime conducere. Vobis vero, Venerabiles Fratres, quorum proximo e loco est curam gerere nationis, quum felices reipublicae res, tum adversas commendatas valde volumus; illas quidem prosperi firmandas exaugendasque, istas autem opere, studio, precibus, strenue propulsandum. Auspicem caelestium munerum Nostraeque sive in vos, sive in universam Boliviae rempublicam benevolentiae praecipuae testem, Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXIV Novembris anno MCMVI, Pontificatus nostri anno quarto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius X laudat Archiepiscopum Urbinatensem ob excitatum Seminarium maius.

VENERABILI FRATRI
IOANNI MARIAE ARCHIEPISCOPO URBINATUM
URBINUM

PIUS PP. X

Venerabilis frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Litteras, quas ob memoriam suavissimam Iesu Christi in terris nascentis, nuper dabas, fuerunt Nobis iucunditatis plenae. Eminet enim in iis filialis pietas, quam erga Sedem Apostolicam foves. Libet igitur Nobis animum Nostrum et memorem et benevolentissimum mutuo profiteri ac simul ob ea effuse laetari, quae sunt a te interea gesta praeclare. Enim vero singulari expectationi Nostrae quam antea magna cum laude sustinueras, in munere difficillimo, iniuncto a Nobis, naviter obeundo varias Italiae ex Apostolica auctoritate lustrandi dioeceses, nunc quoque plane perfecteque respondes in iis procurandis regendisque dioecesibus quae curae ac vigilantiae tuae concreditae sunt. Toto enim pectore in id incumbis ut nihil unquam quaeras quam quod maxime est cum Nostris votis coniunctum. Ac sane inter opera feliciter incoepta, Nos magnopere ephebeum maius delectat, a te Urbini excitatum, ubi sacrorum alumni, ex iisdem dioecesibus confluentes, altiora studia cumulate absolvant ac sacerdotio ineundo, tamquam in praestantiori palaestra, se perfectius comparent. Quod opus, veluti haud Nos latet, eiusmodi esse, in quo condendo multum fuit antea insudandum, ac deinceps in perficiendo multum etiam curae et diligentiae requiratur, ita plenissime laudamus. Verum te, praeceptores praesidesque novensilis ephebei hortamur ne vos ipsos occursu difficultatum frangi sinatis, Deipara Virgine opitulante. Alumnos vero qui in Ecclesiae spem succrescentes potiorem partem exci-

piunt animi Nostri, consilio excitamus ut quae sit dignitas, qui splendor, quae pulchritudo sacerdotii, te magistro, intelligant atque in dominica excolenda vinea, non servi inutiles sed solertissimi facti, uberrimos ferant fructus ad salutem hominum sempiternam. Interea, pignus amoris, quo te complectimur, benedictionem Apostolicam tibi, praeceptoribus alumnisque maioris Seminarii ac simul gregibus tuis libentissime impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum die IV Ianuarii ann. MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

DECRETUM

Quo choriphaei sectae Mariaviticae plectuntur excommunicatione maiori, nominali et personali.

Feria IV, die 5 Decembris 1906.

Mariavitarum sacerdotum secta quae ab aliquot annis nonnullas Poloniae dioceses infeliciter infestat, in eam paullatim devenit obstinatam pervicaciam et insaniam, ut iam Apostolicae Sedis postulet extremas coërcitiones. Haec enim secta, cum in exordiis suis simulasset singulare studium gloriae divinae, mox spretis Episcoporum suorum monitionibus et correctionibus, spretis ipsius Summi Pontificis primum paternis adhortationibus tum severioribus comminationibus, spretis quoque censuris in quas non unam ob causam inciderat, tandem ecclesiasticae auctoritati se penitus subduxit, agnoscens pro capite foeminam quamdam Feliciam, alias Mariam Fran-

ciscam Kozlowska, quam sanctissimam matrem dicunt, SS. Dei Genitrici sanctitate parem, sine cuius patrocinio nemo salvus esse possit, et quae delegavit Ioannem Kowalski, ut suo nomine tanquam Minister generalis totam Mariavitarum societatem regat. Cum igitur constet praedicta totius societatis capita, Ioannem Kowalski et Mariam Franciscam Kozlowska etsi iterum iterumque monitos in suis perversis doctrinis et molitionibus quibus simplicem multitudinem decipiunt et pervertunt, obstinate persistere, atque in censuris in quas inciderunt sordescere, haec Sacra Suprema Congregatio S. R. U. I. de expresso SSmi Domini Nostri mandato, ne quis, cum detrimento salutis aeternae, ulterius *communicet operibus malignis* Ioannis Kowalski et mulieris Kozlowska, declarat atque edicit dictum sacerdotem Ioannem Kowalski memoratamque foeminam Mariam Franciscam Kozlowska, *nominatim ac personaliter* maiori subiacere excommunicationi, ambosque, e gremio Ecclesiae Sanctae Dei penitus extorres, omnibus plecti poenis publice excommunicatorum, ideoque Ioannem Kowalski et Mariam Franciscam esse *vitandos* ac *vitari debere*.

Committit insuper RR. PP. DD. Varsaviensi Archiepiscopo, Plocensi, Lublinensi, Kielcensi aliisque, quorum forte interest, Episcopis Polonis, ut, nomine ipsius Sanctae Sedis, declarent singulos et omnes respectivae suae dioeceseos sacerdotes infami sectae Mariaviticae adhuc addictos, nisi infra viginti dies, ab ipso praesentis intimationis die computandos, sincere resipuerint, eidem excommunicationi maiori, personali et nominali, pariter subiacere eademque ratione vitandos esse.

Praelaudati vero Praesules magis ac magis satagant e grege suo fideles, a sacerdotum Mariavitarum insidiis ac mendaciis misere deceptos, admonere non amplius Ecclesiae Sanctae Dei genuinos esse posse filios quotquot damnatae sectae Mariaviticae scienter adhaereant.

Petrus Palombelli, *S. R. et U. I. Notarius*.

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

Approbantur constitutiones Sororum a S. Iuliana.

SSmus D. N. Pius Divina Providentia PP. X, in audientia habita ab infrascripto Cardinali Sacrae Congregationis Episcoporum et Regularium Praefecto die 6 huius mensis, attentis litteris commendatitiis Antistitum locorum in quibus reperitur Institutum Sororum a S. Iuliana, vulgo *Apostolines du Très Saint Sacrement* nuncupatarum, domum principem habentium in archidioecesi Mechliniensi, eiusdem Instituti Constitutiones, prout continentur in hoc exemplari, cuius authographum in archivio praefatae S. Congregationis asservatur, ad sexennium per modum experimenti approbare et confirmare dignatus est, prout praesentis decreti tenore approbat et confirmat, salva Ordinariorum iurisdictione, ad formam SS. Canonum et Apostolicarum Constitutionum.

Datum Romae, ex Secretaria memoratae S. Congregationis Episcoporum et Regularium, die 7 Maii 1906.

D. Card. Ferrata, *Praefectus*.

Ph. Giustini, *Secretarius*.

Conceditur Postulantibus in casu peragendi probationem intra claustra monasterii.

Beatissime Pater,

Episcopus Auriensis, ad pedes S. V. provolutus, exponit quae sequuntur:

Mos invaluit in conventu monialium S. Francisci oppidi vulgo Allariz, huius dioecesis, ut postulantes priusquam habitum accipiant, probationis periodum peragant intra claustra monasterii commorando, quin in scriptis ullam licentiam a S. Sede obtinuerint, neque postulaverint. Episcopus orator

iuri clausurae papalis, cuius est custos, prospiciens et tranquillitati monialium consulendo, petit a S. V. licentiam in scriptis competentem ut quaecumque habitum monialium in hoc monasterio accepturae sunt, nomine et titulo ***postulantium,*** intra claustra degere et commorari possint per probationis periodum. Et Deus.

Vigore specialium facultatum a SSmo Domino Nostro concessarum, Sacra Congregatio Emorum S. R. E. Cardinalium negotiis et consultationibus Episcoporum et Regularium praeposita benigne annuit precibus Episcopi oratoris pro petita facultate ad quinquennium. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romae, 8 Maii 1906.

D. Card. Ferrata, *Praefectus.*

Ph. Giustini, *Secretarius.*

MISSIONARIORUM S. CORDIS

Circa ius suffragii in Assistentibus et Procuratore generali.

Beatissime Pater,

Procurator generalis Missionariorum S. Cordis, ad pedes S. V. humiliter provolutus, insequentium dubiorum solutionem exquirit:

I. An Assistentes generales et Procurator generalis, ex variis provinciis venientes ad generalitiam domum constituendam, omnia retineant iura et onera in propria provincia? - Speciatim vero:

II. An iidem vocem activam habeant in electione Delegatorum pro capitulo generali vel provinciali?

III. An Assistens generalis aut generalis Procurator, pro particulari officio in aliqua domo propriae provinciae commorantes, hisce in adiunctis suffragia ferre valeant?

Et Deus etc.

Sacra porro Congregatio negotiis et consultationibus Episcoporum et Regularium praeposita, omnibus sedulo perpensis, respondendum esse censuit prout respondet:

Ad I. Prout proponitur *Negative* (1).

Ad II. Affirmative si praesentes sint.

Ad III. *Affirmative.*

Romae die 15 Ianuarii 1907.

D. Card. FERRATA, *Praefectus.*

Ph. Giustini, *Secretarius.*

MAZARIEN. ET CIVITATIS PLEBIS

CONFESSARIORUM MONASTERIORUM AC PUELLARUM

De confessariis monialium, sororum, ac puellarum in collegio degentium.

Dubia. Episcopus Mazariensis huic S. C. exposuit in sua dioecesi antiquam vigere consuetudinem, vi cuius in monasteriis clausurae Papalis, praeter confessarium ordinarium, duplex confessariorum species existit. Habentur nempe confessarii extraordinarii tum generales, qui aliquibus tantum in casibus confessiones Religiosarum excipiunt, tum particulares, qui quarumdam monialium confessionem habitualiter audiunt. Omnes porro confessarii extraordinarii, sive generales sive particulares, sunt ad nutum Episcopi nec triennium observant. Hinc idem Episcopus petiit ut solverentur priora sex infrascripta dubia confessarios monialium respicientia; quibus et septimum additum fuit, ab Episcopo Civitatis Plebis propositum, circa confessarium puellarum in collegio degentium.

I. *An antiqua consuetudo varios confessarios extraordinarios particulares et generales deputandi toleranda sit in casu?*

(1) Assistentes enim generales ac Procurator generalis, utpote a propria provincia absentes, omnia iura et onera in ea retinere nequeunt, quum plurima ex iis impossibilitate quoque physica detineantur rite adimplendi *(N. R.).*

II. *Utrum confessarius ordinarius, expleto triennio, ab Episcopo approbari queat in eadem communitate religiosa tamquam extraordinarius bis vel ter in anno ad normam Conc. Trid. sess. 25, cap. 10 de Regul.?*

III. *Num tolerari possit quod confessarius ordinarius, post elapsum triennium, deputetur uti confessarius habitualis seu extraordinarius particularis quarumdam monialium, quae aliorum confessariorum ministerium recusant?*

IV. Et quatenus negative, *Episcopus orator facultatem petit aliquem confirmandi pro monasteriis Mazarae ac Lilybaei, attenta confessariorum penuria.*

V. *An confessarii extraordinarii particulares adstringantur legi triennii, quo expirato, veniam Apostolicam pro munere prosequendo expetere teneantur?*

VI. Et quatenus affirmative, *Episcopus orator a S. Sede exposcit sanationem omnium defectuum pro praeterito, nec non facultatem pro iisdem confessariis excipiendi confessiones ad aliud triennium.*

VII. *An confessarii ordinarii puellarum in collegio degentium durare debeant dumtaxat ad triennium, quo elapso, nequeant per aliud tempus confessiones in eodem collegio recipere absque licentia S. C. Episcoporum et Regularium?*

Hisce super dubiis haec S. C. EE. et RR. votum duorum ex suis Consultoribus exquisivit, ab ipsis etiam expostulans utrum et quomodo expediat reformare ius in subiecta materia constitutum.

Consultorum vota. Prior Consultor praemittit legem unius confessarii ordinarii conservandam esse, sive ob directionis spiritualis uniformitatem sive ad abusus devitandos. Siquidem Benedictus XIV Bulla *Pastoralis curae* diei 5 Augusti 1748, quamvis huius generalis legis rigorem in nonnullis casibus temperasset, tamen unicuique moniali peculiarem confessarium habitualem pro libito sibi deligere vetuit. Haec deinde lex pluribus decretis confirmata fuit, atque per

Normas diei 28 Iunii 1901 art. 140 extensa fuit ad sorores votorum simplicium. Attamen unius confessarii ordinarii lex minime respicit saeculares personas seu *educandas*, quae cum monialibus vel sororibus vivunt; quin imo iuxta decretum huius S. C. diei 27 Aug. 1852 moniales, quavis ex causa extra monasterium degentes, et sorores, ad tramitem *Normarum* art. 149, quoties in publica ecclesia confessionem suam peragunt, apud quemlibet confessarium pro utroque sexu approbatum confiteri possunt.

Insuper rigor unici confessarii ordinarii per trinam praescriptionem moderatus fuit. Prior videlicet consistit in triennali eiusdem confessarii mutatione, non obstante contraria consuetudine, sicuti decrevit hic S. O. die 4 Martii 1591, 15 Febr. 1593, 26 Nov. 1602, 10 Martii 1634, mense Ianuarii 1847, et in *Normis* art. 142. Quae mutatio in genere locum habet apud moniales et sorores, necnon apud mulieres et puellas in communitate viventes quae unicum confessarium ordinarium retinent, non autem quoad eas quae, licet vitam communem ducant, quacumque tamen de causa in ecclesiis publicis confitentur ac proinde unum confessarium ordinarium non retinent. Altera praescriptio invenitur in constitutione confessarii extraordinarii a Conc. Trid. decreta, atque confirmata a Benedicto XIV et servata in *Normis* art. 143, ubi edicitur quod sororibus confessarius « extraordinarius bis, ter aut saepius in anno offeratur ». Quod praeceptum, iuxta Bullam Benedictinam et edictum Clementis XI, viget etiam pro mulieribus et puellis in communitate degentibus ac unicum confessarium ordinarium habentibus, minime vero applicatur monialibus vel sororibus sese confitentibus in publica ecclesia. Tertia tandem derogatio est concessio peculiaris confessarii extraordinarii facta singulis monialibus vel sororibus ad iustam ipsarum petitionem; sicut statutum fuit in citata Bulla Benedictina, in decreto *Quemadmodum* 17 Dec. 1890 et in *Normis* art. 144-147.

Quibus praehabitis egregius vir ad proposita dubia ita per ordinem respondit:

Ad I. Negative quoad confessarios extraordinarios particulares habitualiter expetitos a singulis Religiosis uti ordinarios earum confessarios; affirmative quoad confessarios extraordinarios generatim omnibus Religiosis propositos ad normam decreti *Quemadmodum*.

Ad II. Negative immediate post praedictum triennium confessarii ordinarii et antequam elapsum fuerit aliud a praedicto officio vacationis triennium.

Ad III. Negative, sed moniales quandoque obtinere poterunt, in peculiarem confessarium, praedictum confessarium, cuius consilio et opera, iustis de causis, indigere se arbitrantur, non ex animi levitate neque ex indiscreta affectionis singularitate, et praevia requisita Ordinarii approbatione. Cfr. *Normae*, art. 144-145.

Ad IV. Affirmative stante et durante necessitate, prudenti eiusdem Ordinarii iudicio, sed pro toto monasterio.

Ad V. Provisum in primo et tertio.

Ad VI. Affirmative ad primam partem; ad secundam partem affirmative sed pro toto monasterio.

Ad VII. Affirmative ad primam partem; ad secundam partem, non posse pro triennio immediate sequenti, absque licentia S. C. EE. et RR., confessiones in eodem collegio audire.

Demum Consultor haec praecipua reformationis capita in ius hac de re constitutum proponit; nempe quod 1°) confessarius extraordinarius in suo officio nonnisi ad annum perseveret, quo elapso, confirmari possit ad secundum vel etiam ad tertium annum, iuxta ea quae statuta sunt pro triennali confirmatione confessarii ordinarii; 2°) confessarius ordinarius post expletum triennium deputari possit in extraordinarium, et hic post annum in ordinarium, dummodo tamen ipsi eodem tempore proprium munus vicissim non mutent; 3°) etiam Regu-

lares esse possint confessarii ordinarii monialium Episcopis subiectarum; 4°) confessarius extraordinarius monialibus et sororibus concedatur quinquies in anno, nempe in *Quatuor Temporibus* et in exercitiis spiritualibus; 5°) tandem confessarius extraordinarius nedum « in mortis articulo » iuxta *Normas* art. 148, sed etiam in gravi et periculosa infirmitate ultro libenterque offeratur.

— Alter vero Consultor praemittit regulam confessarii extraordinarii pro monialibus statutam fuisse a Conc. Trid. *(sess. 25, cap. 10 de Regul.)*, atque a Benedicto XIV Bulla *Pastoralis curae* confirmatam et extensam ad sorores nec non ad mulieres et puellas in communitate viventes. Cfr. etiam Const. *Conditae a Christo* et *Normae*. Quod attinet ad confessarium extraordinarium, qui in casu speciali confessiones audit, Benedictus XIV in citata Bulla tres determinavit casus, in quibus licet peculiarem confessarium alicui moniali vel sorori concedere, nempe in casu gravis infirmitatis, insuperabilis reluctantiae adversus confessarium, denique cum ipsa aegrotans pro maiore animi sui quiete atque ulteriori in vita Dei progressu facultatem petit confitendi aliquoties alio sacerdoti approbato. Quam facultatem aliquando dumtaxat Benedictus XIV concedendam esse decrevit, prout haec S. C. particularibus indultis concessit, et in decreto *Quemadmodum*, addita declaratione diei 1 Febr. 1892, necnon in *Normis* art. 144-146 sancivit. Si autem propter casum omnino specialem ab hac norma discedendum esset, indultum Apostolicum, arbitrio Episcopi remittendum, necessarium esse saepe saepius hic S. O. declaravit.

Praeterea lex triennalis mutationis confessarii ordinarii inducta fuit ad praecavendos abusus qui tum ex parte confessarii tum ex parte monialium oriri possent: at, iuxta Consultorem, ex frequenti confessarii ordinarii mutatione non minus malum gignitur. Sane hoc modo moniales difficulter propriae conscientiae quieti providere possunt, cum unusquis-

que confessarius diversa methodo pro sua indole animas dirigat, dum e contra eadem directio omnino necessaria est ad animas in perfectionis semitas dirigendas. Imò diuturno commercio magis animarum communitas firmatur, ac moniales plenius confessario confidunt ac animam candidius aperiunt; secus vero moniales plerumque refugiunt ab onere arcana cordis detegendi novo confessario, ac proinde a via maioris perfectionis retrahuntur vel priorem confessarium ordinarium uti particularem petunt. Hinc nil mirum, ait ipse, si ex diversa directione oriantur difficultates ac controversiae in communitatibus, ubi, praeter ordinarium, plures deputantur confessarii particulares; quod non verificatur in locis, scilicet in Germania, Gallia, Austria, Belgio, Hollandia, Anglia, in quibus confessarius ordinarius non observat triennium; ibi enim pauci admodum et pro casu speciali deputantur confessarii particulares extra ordinem. Caeterum egregio viro videtur nimis odiosa, praeter indultum Apostolicum, praestatio suffragiorum ex parte monialium ut confessarius ordinarius in suo munere perseverare posset.

Transiens deinde Consultor ad supra relata dubia solvenda, sic respondendum censet:

Ad I. Affirmative quoad confessarios generales extraordinarios; negative quoad particulares.

Ad II. Nihil obstat.

Ad III. Provisum in primo.

Ad IV. Provisum in tertio.

Ad V. Lex triennii tantum confessarium ordinarium obligat.

Ad VI. Provisum in quinto.

Ad VII. Provisum in tertio.

Tandem ipse haec praecipua reformationis capita subiicit: 1°) si numero ita esset aucta communitas ut confessarius ordinarius vix suum munus solus adimplere posset, licitum sit Episcopo pro suo arbitrio unus vel plures confessarios ordinario adiungere, ad eius nutum amovibiles; 2°) confessa-

rius ordinarius officium suum exerceat, quin attendatur ad legem triennii; Episcopi autem et alii Superiores, visitatione canonica peracta, abusus, quos repererint, corrigant etiam per confessarii ordinarii remotionem; 3°) confessarii ordinarii etiam in communitatibus monialium Episcopo subiectis assumantur ex clero quoque regulari.

Resolutiones. Emi Patres S. Congr. Episcoporum et Regularium in comitiis generalibus diei 7 Decembris 1906, omnibus sedulo perpensis, responderunt:

Ad I. *Affirmative quoad confessarios extraordinarios generales; negative quoad particulares, exceptis casibus determinatis in Const.* Pastoralis curae *Benedicti XIV.*

Ad II. *Negative antequam annus ab expiratione triennii elapsus fuerit, excepto casu, quo ob penuriam confessariorum Ordinarius aliter providere nequeat.*

Ad III. *Negative, exceptis casibus, de quibus in primo dubio.*

Ad IV. Reformato dubio; Et quatenus negative: *An, attenta confessariorum penuria, Ordinarius aliquem confirmare possit? — Arbitrio et conscientiae Ordinarii, sed tantum uti extraordinarium generalem.*

Ad V. *Negative* (1).

Ad VI. *Non indigere.*

Ad VII. *Leges de confessario ordinario pro singulis monasteriis deputando non respicere collegia puellarum.*

Colliges. 1°. Lex de unico confessario ordinario respicit dumtaxat moniales et sorores in monasteriis, non autem puellas in collegiis degentes.

2°. Praeter confessarium ordinarium in monasteriis habentur tum confessarius extraordinarius generalis, qui bis, ter vel etiam saepius confessiones omnium Religiosarum excipere

(1) Agitur nempe, uti patet, de confessariis extraordinariis particularibus non habitualibus *(N. R.)*.

tenetur, tum confessarius extraordinarius particularis, qui confessionem singularum monialium vel sororum audire potest in tribus dumtaxat casibus, nempe in casu gravis infirmitatis, vel insuperabilis reluctantiae adversus confessarium ordinarium, vel etiam pro spirituali consolatione et profectu.

3°. Hinc abolentur omnino confessarii extraordinarii particulares, qui habitualiter expetuntur a singulis Religiosis tamquam ipsarum confessarii ordinarii.

4°. Confessarius vero ordinarius immediate post expletum triennium concedi valet in confessarium extraordinarium particularem pro tribus recensitis casibus; at, nisi confessariorum penuria excuset, dumtaxat post annum a triennii expiratione deputari potest in confessarium extraordinarium generalem in eodem monasterio.

5°. Confessarii autem extraordinarii sive generales sive particulares non adstringuntur legi triennii, sunt tamen ad nutum Episcopi amovibiles, atque ex se eligi valent in confessarios ordinarios.

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

ALBINGANEN.

IURIUM PAROCHIALIUM

An viceparocho, in concursu cum aliquo canonico, competat ius deferendi stolam in cadaverum associatione.

Compendium facti. In paroeciali ecclesia civitatis Portus Mauritii, dioecesis Albinganensis, extat collegiata cuius prima dignitas est Praepositus parochus. Capitulares inter et parochum frequenter agitata fuit quaestio, cuinam competeret ius deferendi stolam in funereis associationibus, quum, absente capitulo, intervenit dumtaxat aliquis canonicus veluti

ipsius capituli delegatus in concursu cum parocho vel parochi substituto. Ad instantiam autem capituli, die 29 Ianuarii 1903 Episcopus extraiudiciale tulit decretum, quo declaravit « ius deferendi stolam in privatis cadaverum associationibus spectare ad parochum aut, ipso absente, ad eius viceparochum vel delegatum ». Verum capitulum ad hanc S. C. adversus huiusmodi decretum appellavit ea praesertim de causa quod, praesente aliquo canonico, tribuebatur ius deferendi stolam etiam viceparocho aut parochi substituto.

Deductiones capituli. Eius advocatus postulat ut citatum decretum infirmetur, eo quod in capitulo residet cura habitualis animarum. Attenta enim iuris dispositione, quando ecclesia collegiata, uti in themate, est etiam paroecialis, cura animarum habitualiter penes capitulum invenitur. Cfr. Pignatelli *(tom. 9, cons. 169, n. 10),* De Luca *(De benef., disc. 60)* etc. Quod confirmatur etiam ex eo quod parochus praeposituram semper obtinuit sine concursu ante Bullas Clementis XI et Benedicti XIV, eum praecipientes etiam pro dignitatibus adnexam habentibus curam animarum. Idem advocatus adstruere nititur ex pluribus actibus iurisdictionalibus a capitulo una cum parocho exercitis, praecipue vero ex facto quod in duobus iudiciis a Praeposito intentatis contra parochum finitimum circa delimitationem finium parochialium et vindicationem cuiusdam funeris, ipse una cum capitulo egit.

Adnotat insuper capitulum nedum habere curam habitualem, sed ei etiam competere nonnulla iura parochialia, ex. gr. celebratio missae exsequialis, quarta funeraria, benedictio puerperarum, benedictio fontis baptismalis et domorum in Sabbato sancto, taxatio emolumentorum in funeribus, perceptio oblationum ex baptismi et matrimonii administratione promanantium etc. Iamvero quando paroecia est unita collegiatae et eiusdem capitulum admittitur ad horum iurium participationem, hoc praesumere facit inesse in capitulo curam

habitualem, iuxta tradita a S. Rota *(decis. 184, n. 24 coram Olivatio)* et a Card. De Luca *(De paroch., disc. 17)*.

Exinde patronus fluere asserit, ius deferendi stolam in levandis cadaveribus eorumque associatione, quoties Praepositus absit, tribui non posse huius viceparocho seu substituto: nam inter iura, quae capitulum exercet cum parocho, est etiam ius levandi cadavera, missam exsequialem canendi et emolumenta funeris percipiendi. Quum igitur capitulo et parocho par sit iurisdictio in cadavera, aequum profecto est ut, absente parocho, in iure deferendi stolam, quod est signum iurisdictionis, non succedat viceparochus seu parochi delegatus, sed potius capitulum seu eius vices gerens. Demum hucusque tradita quoad ius deferendi stolam in concurrentia deputati a capitulo cum parochi substituto roborat statutis capitularibus necnon pluribus testibus comprobantibus hoc ius ex consuetudine spectasse et exercitum fuisse a canonico capituli substituto.

Deductiones parochi. Ex altera parte qui iura parochi tuetur, sustinet decretum Episcopi in suo robore manutenendum esse. Et in primis ostendere conatur curam habitualem paroeciae in casu non competere collegiatae, quum paroecia praecesserit per plura saecula ipsam constitutionem collegiatae, neque constat ipsam fuisse canonice institutam. Caeterum, subdit ipse, parochus totam animarum curam in iure fundatam retinet, dum e contra de iure non est curam habitualem penes capitulum residere. Signa praeterea, quibus dignoscitur totam animarum curam residere exclusive penes parochum, essent si parochus eligatur per concursum et si penes ipsum resideat universitas bonorum ac iurium ecclesiae, quemadmodum liquet ex placitis Reiffenstuel *(lib. 3, tit. 5 de praebend., n. 142)*, et De Luca *(De paroch., disc. 10, n. 3-7)*. Iamvero in themate parochus eligitur per concursum, eiusque bona semper fuerunt a bonis capitularibus seiuncta.

Deinde patronus gradum facit ad praetensum canonico-

rum ius stolam in cadaverum associationibus deferendi. Contendit enim hoc ius dumtaxat ad parochum pertinere, cum sit iurisdictionis signum. Cfr. Clericatus *(disc. 69, n. 15-17)* et Samuel *(De sepult., tract. 1, disp. 2, controv. 5, concl. 14)*. Cum igitur parocho privative competat ius deferendi stolam in funeribus, hoc ius suo viceparocho, qui de animarum cura participat, tribuere valet, nec ulla adest ratio cur idem ius delegari necessario debeat canonico collegiatae. Tandem patrocinator ostendere nititur praetensum capituli ius neque privilegio, neque reservatione, neque consuetudine fundari.

Dubium. *An decretum curiae Albinganensis diei 29 Ianuarii 1903 sit confirmandum vel infirmandum in casu.*

Decisio. Emi Patres S. Congr. Concilii, omnibus hinc inde pensatis, die 24 Martii 1906 responderunt:

Decretum esse confirmandum, et ad mentem, quae est decere ut viceparochus in concursu cum aliquo canonico, ipsi honoris causâ cedat stolae delationem, salvis ceteris eius iuribus.

Colliges. 1°. Vi legitimae consuetudinis, praesente capitulo collegiatae ecclesiae, praeter quam ad parochum in loco proprii officii incedentem, ius deferendi stolam in cadaverum associationibus pertinet ad canonicum digniorem.

2°. In themate vero, interveniente collegialiter capitulo, ius stolam deferendi competit parocho, qui una simul est Praepositus et prima capituli dignitas.

3°. At quum aliquis canonicus, etiamsi sit capituli deputatus, funereis associationibus singillatim intervenit, ius stolae competit exclusive parocho, et per consequens eius viceparocho vel altero eius delegato.

4°. Hinc ex simplici tantum decentia decernitur ut viceparochus in concursu cum dicto canonico cedat solam stolae delationem, salvis remanentibus coeteris iuribus parochialibus.

MONTISALTI

ONERIS QUOAD CANONICUM POENITENTIARIUM

Quandonam canonicus poenitentiarius teneatur ad altaris servitium.

Expositio facti. Sacra Rituum Congregatio in *Veliterna* diei 21 Ian. 1673, n. 1462 declaravit: « Canonicum poenitentiarium ecclesiae cathedralis civitatis Veliternae, ultimo loco provisum, non posse cogi ad inserviendum missis cantatis pro diacono et subdiacono, constitutione seu consuetudine dictae ecclesiae in contrarium non obstante ».

Hinc canonicus poenitentiarius cathedralis Montisalti ab eadem S. C. R. postulavit sequentis dubii solutionem: *utrum dicta decisio eximat omnino poenitentiarium a munere diaconi et subdiaconi obeundo, vel valeat tantum pro tempore, quo confessiones audit.*

Transmissa postulatione ad S. C. Concilii, rogati fuerunt tum Emus Episcopus Veliternus tum Episcopus Montisalti, ut referrent an in respectivis suis cathedralibus extaret canonicorum divisio iuxta triplicem ordinem, presbyteralem, diaconalem et subdiaconalem. Episcopus Montisalti retulit in sua cathedrali hanc divisionem non existere; quae e contra invenitur in cathedrali Veliterna, prout testatus est Vicarius generalis. Nona enim ex constitutionibus capitularibus diei 19 Maii 1636 habet: « Canonici omnes habeant ordinem presbyterii annexum, praeter ultimos quatuor, quorum ultimi duo debent esse saltem subdiaconi, et alii duo diaconi ». Quae quidem confirmantur ex responsione a capitulo data in sacra Visitatione an. 1890, ubi praeterea edicitur quod canonicus poenitentiarius, licet ultimus provisus, in presbyteralem ordinem semper cooptatur.

Animadversiones ex officio. In primis Conc. Trid. *(sess. 24, cap. 8 de Ref.)* statuit ut « canonicus poenitentiarius dum confessiones in ecclesia audiet, interim praesens in choro

habeatur ». Ex hisce profecto verbis liquet canonicum poenitentiarium duplex habere onus, primarium nempe excipiendi fidelium confessiones in ecclesia, et alterum primo subordinatum nempe praestandi chori servitium quatenus confessiones non audiat. Hinc ut ipse fruatur privilegio exemptionis a chorali servitio requiri videtur ut de facto confessiones audiat.

Nec alia profecto est interpretatio data a doctoribus. Ita Ven. Bellarminus *(adnot. ad Conc. Trid.)* refert esse sententiam a canonistis unanimiter receptam quod « Poenitentiarius, dum audit confessiones, censetur praesens in choro pro distributionibus vel processionibus, sed non sufficit esse in confessionario, nisi realiter confessiones audiat ». Cfr. etiam causa *Albanen.* agitata in hac S. C. Concilii die 18 Iunii 1831. Idem tradit Barbosa *(Adnot. ad Conc. Trid., sess. 24, cap. 8 de Reform., n. 30)*. Unde Benedictus XIV *(Instit. eccles. 107, n. 55)* concludit: « Quapropter si Poenitentiarius, aut canonicus in eius locum subrogatus, in administrando poenitentiae sacramento non fuerint impediti, cum divina officia in choro celebrantur, cum reliquis convenire debent; quod si facere omiserint, distributiones amittunt ». Hoc vero confirmat adductis duabus resolutionibus S. C. C. in *Lucana* 10 Martii 1635, et in *Fanen.* 24 Ian. 1642.

Neque oggeratur ex dictis ad summum deduci, quod canonicus poenitentiarius tantum teneatur ad interessendum servitio chorali, non vero ad praestandum servitium altaris in officio diaconi vel subdiaconi sive in missis cantatis, quando exstet in capitulo ordinum divisio et ipse accensetur inter canonicos noviter electos, sive in diebus solemnioribus, nulla ordinum divisione extante, quando prima capituli dignitas aut alter e capituli gremio missam solemniter celebret. Scitum siquidem est quod missae conventualis celebratio est praecipua divini officii pars, imo ad illam omnes canonicae horae ordinantur, uti liquet *ex cap.* Cum creatura, *de celeb. missar.;* Gavantus *(Rub. Missalis, lib. 1, part. 1, tit. 7, n. 2)*,

et haec *S. C.* in *Urbevetana-Missae conventualis* 19 Iul. 1828, et in *Civitatis Plebis-Missae conventualis* 24 Apr. 1830.

Demum ex disciplina huius S. Ordinis receptum est, quod canonici animarum curatores tenentur diebus solemnioribus nedum ad munus diaconi vel subdiaconi explendum quando capituli dignitas celebret iuxta resolutionem huius S. C. in una *Baionen.-Praeeminentiarum* diei 19 Apr. 1760, sed etiam ad inserviendum Episcopo pontificalia solemniter celebranti iuxta aliam resolutionem in una *Cuneen.-Pontificalium* diei 12 Dec. 1829, etiamsi extra ecclesiam cathedralem curam animarum exerceant. Si itaque parochus ratione curae animarum sibi commissae excusari non valet ab huiusmodi munerum choralium praestatione, multo magis id praedicari oportet de canonico poenitentiario cuius officium levius est, et hinc aequum non est ut ipse, dum confessiones actu non excipit, a servitio altaris exoneretur.

Neque aliquid in contrarium suffragari valerent capituli constitutiones aut introducta diversa consuetudo, uti clare sancitum invenitur in causa *Albanen.* Species huius causae haec est. Iuxta antiquissimas capituli ecclesiae cathedralis Albanensis constitutiones nulla ordinum divisio inter canonicos habebatur, siquidem omnes ad ordinem presbyteralem pertinebant: at cautum erat ut duo canonici ultimo loco provisi in solemnioribus anni festivitatibus munus diaconi et subdiaconi obirent. Haec capitularis constitutio licet canonici poenitentiarii institutionem in cathedrali ecclesia Albanensi praecederet, tamen postea etiam a canonicis, qui poenitentiarii munere aucti sunt, constantissime servata fuit. Anno 1829 praebendam poenitentiariam nactus sacerdos Contini, ultimum locum inter canonicos obtinuit. Cum vero ipse munus diaconi vel subdiaconi dictis diebus explere renueret, allegans id componi non posse cum munere poenitentiarii, quaestio delata fuit ad hanc S. C., et proposito dubio: « an canonicus poenitentiarius cathedralis ecclesiae

Albanensis teneatur ad inserviendum pro diacono et subdiacono diebus solemnioribus in casu », die 30 Iulii 1831 rescriptum fuit: « affirmative, nisi actu confessiones excipiat ».

Ex hucusque deductis videretur posse colligi quod canonicus poenitentiarius, excepto casu quo confessiones fidelium de facto recipiat, teneatur ad fungendum munere diaconi vel subdiaconi in missis cantatis, si ipse inter canonicos ordinis diaconalis vel subdiaconalis adnumeretur, vel si in capitulo habeatur tantum ordo presbyteralis, ad inserviendum in tali officio tantum in solemnitatibus anni maioribus. Proposita vero in principio resolutio S. C. Rituum in causa *Veliterna* non videtur posse obstare: 1) quia, ut apparet ex literis informativis hodierni Vicarii generalis, canonicus poenitentiarius, licet ultimo loco provisus, in ecclesia cathedrali Veliterna accensebatur inter canonicos ordinis presbyteralis; et hinc nil mirum quod ipse licet ultimus in provisione, cogi non posset ad inserviendum pro diacono vel subdiacono in missis cantatis; 2) quia, secluso hoc responso, dici posset dictum decretum fuisse moderatum a posterioribus huius S. C. decretis.

Et reapse hanc moderationem evenisse innuitur a S. C. Rituum in *Iacen.* diei 13 Apr. 1867, n. 3154. Canonicus poenitentiarius de praebenda noviter erecta in cathedrali Iacensi provisus et solitus inservire in officio diaconi vel subdiaconi in servitio altaris, anxius quia ob hoc servitium plures poenitentes inconfessos relinquebat haec dubia proposuit: « 1°. canonicus poenitentiarius cogi ne potest ad inserviendum pro diacono vel subdiacono in Pontificalibus et semi-Pontificalibus, quacumque consuetudine in contrarium non obstante. — Et quatenus negative: 2°. an in cathedrali Iacensi, attentis expositis circumstantiis, ad id praestandum teneatur canonicus poenitentiarius ». Et S. C. Rituum rescripsit: « Propositis dubiis esse provisum per decreta S. C. Concilii ».

— Ex adverso expendi potest quod, quamvis in canonico

poenitentiario duplex adsit munus nempe praestandi chori servitium et fidelium confessiones excipiendi, tamen ex sui natura haec officia ita differunt, ut si uno eodemque tempore ea explenda occurrant, canonicus poenitentiarius potius ad fidelium confessiones audiendas teneatur, quam ad choro inserviendum. Ex natura huius officii primarii fit ut ipse in confessionario residere teneatur prout fidelium necessitas vel utilitas id exigit. Quin imo, ut docet Ferraris *(Bibl. can., verb.* Canonicatus, *art. 9, n. 76)* innixus quadam resolutione huius S. C. in *Segobien.* relata a Crispino *(Della visita pastorale, part. 2, § 24, n. 2.)* « Poenitentiarius debet assistere et residere de mane, etiam non vocatus, in sede confessionali ab Episcopo destinata diebus festis solemnioribus, videlicet tempore ieiuniorum Quadragesimae, Adventus, Quatuor Temporum, Resurrectionis, Ascensionis, Pentecostes, Corporis Christi, Assumptionis B. M. V., Omnium SS. et Nativitatis Domini ». Si itaque in certis anni diebus assistere et residere debet in sede confessionali, etsi non vocatus, profecto consequitur quod in his diebus, etsi actu confessiones non audit, sit exemptus a chori servitio et proinde etiam ab obeundo munere diaconi vel subdiaconi.

Accedit quod relate ad opportunitatem temporis, loci et sedis qua poenitentiarius recipere debet fidelium confessiones, id plene pendet ab arbitrio Episcopi, uti patet ex duabus sequentibus huius S. C. resolutionibus. Prima ita refertur a Crispino *(loc. cit., n. 1)*: « Cum Episcopus Verulanus praeceperit ut Poenitentiarius assisteret in sede confessionali in diebus festis solemnioribus, in Quadragesima, in Adventu et in aliis festivitatibus prout in decreto, ipseque Poenitentiarius praetenderet non teneri assistere nisi vocatus; quaesitum fuit: *an Episcopo licuerit facere dictum praeceptum.* Die 19 Ian. 1646 S. C. C. censuit Episcopum exequi et Poenitentiarium parere debere ». Altera resolutio est in *Abulen.* 21 Apr. 1587, ubi S. C. rescripsit: « debere eumdem Poeniten-

tiarium pro fructu peccata confiteri volentium assistere certis horis opportunis in loco et sede pro Episcopi, ad quem hoc spectat, arbitratu ».

Ex supra relatis decisionibus videtur concludi posse, quod Poenitentiarius nonnullis diebus vel horis ab Episcopo designatis, et in quibus poenitentes pro sacramento poenitentiae ad ecclesiam cathedralem accedere solent, sedens in confessionali, licet actu confessiones non audiat sed tantum expectet fideles accessuros, censeri debeat exemptus a servitio chori et altaris. Hanc sententiam sequitur S. Ligorius *(Theol. mor. lib. 4, n. 131)*, et Card. d'Annibale *(Summ., part. 3, n. 492 in nota)*; quam sententiam veriorem esse dicunt citati auctores pluribus adductis.

Demum expendi potest quod canonicus poenitentiarius semper ad ordinem presbyteralem ratione sui muneris spectat, sive ordinum divisio in capitulo habeatur sive non, uti observatur in citata *Albanen.* Canonicus poenitentiarius enim ob suum officium est quasi parochus totius dioecesis, et in iis quae spectant ad forum internum censendus est uti ordinarius ceu edisserunt Fagnanus *(in cap.* Grave, *n. 10 de praeb.)* et Benedictus XIV *(De syn. dioec., lib. 3, cap. 4, n. 3)*. Si itaque ipse pertinet ad ordinem presbyteralem, ordinum divisione extante, sive actu confessiones audiat sive non, in missis cantatis cogi non potest ad munus subdiaconi vel diaconi explendum. Verum dicta divisione non extante quaeri potest, utrum dictum munus diaconi vel subdiaconi exercere debeat diebus solemnioribus, si in confessionario actu confessiones non recipiat. In citata *Albanen.* rescriptum fuit: *Affirmative.* At in dictae causae folio advertitur « canonicum poenitentiarium, dummodo inter postremos canonicos recenseretur, celebranti semper in solemnioribus festivitatibus ministrasse, quin umquam factum fuerit, ut ob explendum munus diaconi vel subdiaconi fidelibus ad s. poenitentiae tribunal accedentibus defuerit ». Hinc proposita quaestio theo-

retice non videtur posse resolvi, sed res commensuranda est ad particulares circumstantias et praesertim ad concursum fidelium ad tribunal poenitentiae tempore divinorum officiorum, de quibus circumstantiis iudex est Episcopus iuxta supra exscriptas decisiones.

Resolutio. Emi Patres S. C. Concilii, re maturo examini subiecta, die 22 Decembris 1906 respondendum censuerunt:

Poenitentiarium teneri ad altaris servitium quoties confessiones actu non audit, nec probabiliter praevidet poenitentes accessuros esse ad poenitentiae tribunal, onerata super hoc eius conscientia.

Colliges. 1°. Canonicus poenitentiarius duplex habet officium, alterum primarium excipiendi fidelium confessiones in sua ecclesia, alterum vero secundarium, et primo subordinatum, praestandi nempe servitium chori et altaris.

2°. Quo fit ut si uno eodemque tempore haec munera explenda occurrant, Poenitentiarius ex natura sui officii primarii tenetur potius ad audiendas fidelium confessiones, prout ipsorum necessitas vel utilitas exigit.

3°. Hinc quoties ipse impeditus non fuerit in administratione sacramenti poenitentiae, tenetur ad inserviendum, iuxta proprium turnum, in officio diaconi vel subdiaconi in missis cantatis vel saltem solemnioribus, nec non in coeteris altaris servitiis (1).

4°. Ab hoc autem onere non eximitur nisi confessiones actu audiat, aut saltem, praevidens ex communiter contingentibus vel ex peculiaribus temporis adiunctis poenitentes accessuros esse ad poenitentiae tribunal tempore divinorum officiorum, eos in sede confessionali expectet.

---

(1) Quae de altaris servitio praedicantur ob rationis identitatem valere censemus pro servitio chori *(N. R.)*.

COMPOSTELLANA

POSTULATI CIRCA SIMONIAM IN BENEFICIIS

De onere sistendi in iudicio ad sustinendam litem super iurepatronatus ac solvendi litis expensas.

Factispecies. Emus Archiepiscopus Compostellanus huic S. C. retulit in sua archidioecesi plures extare paroecias iurispatronatus laicalis, ad quarum provisionem fit electio a pluribus qui hoc iure gaudent, vel duo clerici praesentantur a duobus patronis. Tunc lis agitatur vel inter plures electores iuxta numerum votorum quem candidati obtinent, vel inter duos patronos super meliori iure ad praesentationem faciendam. Accidit autem fere semper ut praesentati se sistant in tribunali dioecesano et solvant expensas litis inter patronos agitatae; quod Archiepiscopo videtur et iniustum et quasi simoniacum. Iniustum, quia non agitur de iure praesentati sed patroni, et iniustum est ut ille portet onus expensarum in lite non sua; simoniacum, quia per solutionem huiusmodi expensarum, quae non sunt parvi momenti, pervenit praesentatus ad possessionem beneficii vacantis. Quapropter Emus Archiepiscopus infrascripta dubia pro solutione proposuit.

Disceptatio synoptica. Dicta praxis in se spectata videretur esse damnanda, quum onus impositum praesentatis defendendi in eventuali iudicio patronos laicos ab impugnatione iurispatronatus et litis expensas sustinendi pugnet contra aequitatis legem. Haec enim defensio in directam vertit utilitatem patronorum; ideoque ipsi incommodum expensarum persentire debent. Quod si aliqua utilitas etiam praesentatis obveniat, id tantum indirecte fit; qui proinde nulla lege coguntur esse defensores patronorum et litis expensas ferre.

Sed huiusmodi praxis videtur reprobanda etiam ex eo quod redolet speciem simoniacae labis. Scitum siquidem est in beneficiorum collatione omnem conventionem et pactum

esse interdictum *cap. 24 de simon.*, quod extenditur ad praesentationem, ad institutionem, ad confirmationem, ad possessionem, et ad resignationem, prouti hi actus in beneficiis intercedere usuveniunt. Cfr. S. Alphonsus *(theol. mor., lib. 3, n. 60)*, Pirhing *(lib. 5, tit. 3, n. 79)*, et Card. D'Annibale *(Summ. theol. mor., lib. 3, n. 412 in nota, n. 1)*, qui observat: « Pacta et conventiones heic accipere debemus, quae onus seu obligationem imponunt, quae non inest iure aut fundationum tabulis ». Iamvero obligatio praesentatis a patronis imposita suscipiendi nimirum horum causas et litis expensas supportandi, nullibi a iure vel a fundationum tabulis praescriptum invenitur.

In casu igitur quamvis pactum explicitum et formale non intercesserit, adfuit tamen implicitum et virtuale, quod sufficit ad simoniae reatum incurrendum, uti tradit Card. De Luca *(De benef., disc. 127, n. 2)*. Hoc constat ex facto ipso quod praesentationem sequitur; ut enim haec admittatur, coram curia probari debet legitimum ius nominantis. Unde nominatus in actu ipso nominationis implicite sese obligat ad patroni ius sustinendum: quae iuris defensio vel comprobatio in iudicio, cum aliquid temporale sit, merito simoniaca labe infecta censetur. Insuper haec operis praestatio refunditur in commodum patroni: iam vero ab hac S. C. prohibitum est occasione collationis beneficii vel praesentationis aliquid persolvi quod in privatorum utilitatem cedat, sed tantum permittitur eius erogatio in pios usus. Cfr. *Avenionen.* 1586, *Segobien.* 11 Iulii 1590, *Cassanen.* 3 Dic. 1718; et Richter *(Adnot. ad Conc. Trid., sess. 24, cap. 14 de Reform.)*.

Nec regeratur quod taliter nominati hanc patronorum iuris tuitionem peragunt tantum ex grato animi sensu vel ad se redimendum ab iniusta vexatione. Sane non valet prima ratio, quum ab Innocentio XI damnata fuit sequens propositio: « Dare temporale pro spirituali non est simonia quando temporale non datur tamquam pretium.... vel etiam quando

temporale sit solum gratuita compensatio pro spirituali, aut contra ». Cfr. S. Alphonsus *(loc. cit., n. 54)*. Neque prodest altera ratio, nam ut hoc sit licitum requiritur ut ius in beneficio sit undequaque certum et absolutum, ut docet Benedictus XIV *(de Syn. dioec., lib. 12, cap. 6, n. 9)*: « Habenti ius non tantum ad beneficium sed in ipso beneficio et quidem adeo certum et manifestum, ut nequeat rationabiliter in quaestionem adduci, permittitur a sacris canonibus pecunia redimere vexationem sibi iniuste illatam ». At ius praesentatorum non est absolutum sed tantum ius ad rem, cum adhuc desideretur canonica institutio et possessio.

Demum allata praxis videtur reprobanda ex consectariis quae ex ea derivant, tum quia per ipsam patet aditus indignis ad beneficia, tum etiam quia patronis praebetur ansa exercendi actus simoniacos.

Hinc ad tanta incommoda vitanda maxime conducere apparet declaratio quod onus tuendi iura patronorum in iudicio et expensas sustinendi afficit praesentantes. Tunc nonnulli ex patronis ad lites vitandas patronatui facile nuncium mittent, via fraudibus et simoniae praecludetur, et ita sensim sine sensu plura paroecialia beneficia ad Ordinarium collatorem redibunt, dum in praesentiarum eorum tertia pars in Compostellana dioecesi obnoxia manet laicali patronatui.

— Ex adverso pro manutentione allatae consuetudinis adverti potest quod, praeterquamquod ipsa pro se habet suffragium longissimi temporis, et contra eam non apparet unquam Ordinarios Compostellanos reclamasse, non videtur tuto asseri posse, quod non respondeat iustitiae legibus. Sane actus praesentationis intime connectitur cum iurepatronatu, quatenus hoc est illius fundamentum. Ex hac intima connexione fit, ut nominati ad tuendum ius suum ad beneficium necesse habent probare, legitime fuisse praesentatos. Unde non tam patronorum quam potius praesentatorum causa agitur; et hinc aequitas naturalis postulat ut hi expensas litis supportent, vel

alia peragant quae prodesse possunt ad comprobandum iuspatronatum in illis qui eos praesentarunt. Notum siquidem est principium: *illum sentire debere incommodum, qui et commodum sentit.*

Insuper haec obligatio in praesentatis est inducta a longa consuetudine, quae sicuti vim habet in ipsis novum onus inducendi, ita favore patronorum parit liberationem, uti liquet ex *cap. ult. de consuet.*

Neque secundo videtur huiusmodi praxis referre simoniae speciem. Ut in beneficiorum collatione simonia intercedat, pactum vel conventio inter dantem et accipientem beneficium adesse oportet et quidem haec conventio praecedere debet beneficii receptionem. Hinc Engel *(Colleg. univ. iur. can., lib. 5, tit. 3, § 1)* habet: « Adeo vero pactum praecedens est necessarium, ut sine eo non reputetur simonia, quamvis res temporalis pro spirituali detur. Unde qui libere et sponte aliquid donat ei, a quo rem aut beneficium spirituale accepit, non propterea simoniam committit; quia res spiritualis non est deducta in commercium et obligationem pro re temporali tamquam eius pretio, sed munus datum est ostendendi animi grati causa ». Age vero conventio in themate arguitur dumtaxat ex post facto defensionis praestitae a praesentato in causa postea secuta circa existentiam iurispatronatus in patrono.

Verum haec obligatio in praesentatis potius originem ducit a consuetudine. Aliunde compertum est plures expensas fieri sive in rescriptis Pontificiis obtinendis, sive in Bullis beneficiorum collativis, sive in aliis dispensationibus, non solum coram Curia Romana sed etiam coram curiis episcopalibus in quibus rescripta executioni mandentur; et solutionem harum taxarum nemo uti simoniacam incriminatur. Ergo a pari videretur esse sentiendum de expensis quae fiunt a praesentatis in iudicio intentato patronis. Caeterum si aliqua provisio in casibus particularibus ab hac S. C. invocari potest, non exinde concludendum est ad abrogationem omnium iurium

patronatuum laicalium in dioecesi existentium. Hoc enim neque apparet iustum, quia patroni sunt in quasi possessione saeculari suorum iurium; neque prudens, quia ex huiusmodi abrogatione iurgia et tricae exorirentur, praesertim inspecta ratione labis simoniacae, de qua numquam cogitatum fuit.

Dubia. I. *An liceat clerico praesentato a patrono laico se sistere in iudicio ad sustinendam litem super iurepatronatus et solvere litis expensas in casu.*

II. *An prohibendum sit patronis laicis ut clericis ab ipsis praesentatis imponant onus sustinendi litem et solvendi expensas in casu.*

Decisio. S. C. Concilii, praehabita matura deliberatione, die 22 Dec. 1906 rescribere rata est: *Ad mentem* (1).

EX S. C. DE PROPAGANDA FIDE

Vicariatus Apostolicus Zanguebariae Meridionalis nuncupabitur Daressalamensis.

In generalibus comitiis huius S. Congregationis de Propaganda Fide habitis, die 23 superioris mensis Iulii, Emi Patres precibus annuendum esse censuerunt R. P. D. Thomae Spreiter, Ordinis S. Benedicti congregationis S. Odiliae ac

(1) Mens ignoratur. Attamen si nullum pactum vel conventio antecedenter ad ipsam praesentationem seu nominationem intercesserit inter praesentatum et praesentantem, censemus posse clericum a patrono laico nominatum se sistere in iudicio ecclesiastico ad litem sustinendam super legitimitate iurispatronatus ac etiam solvere litis expensas exinde promanantes. Quo posito nec prohiberi possunt patroni laici, si post factam praesentationem clericis ab ipsis praesentatis imponant onus litem huiusmodi sustinendi ac consequentes expensas ferendi. Etenim ad hoc ut simonia in beneficiorum collatione habeatur, requiritur omnino ut pactio vel oneris impositio praecedat ipsam beneficii acquisitionem; dum in themate interventus clerici in iudicio provenit ex ipsa natura rei et ex consuetudine inducta. De coetero clerici nominati, quum vi praesentationis acquirant ius ad habendam canonicam beneficii institutionem, ipsis quoque interest ut iuspatronatus activum legitimum declaretur *(N. R.)*.

Vicarii Apostolici Zanguebariae Meridionalis in Africa Orientali Germanica; ut nempe titulus praedicti Vicariatus mutaretur, et a civitate residentiae Vicarii, Daressalamensis Vicariatus Apostolicus nuncuparetur. Quam sententiam, ab infrascripto huius S. Congregationis Secretario SSmo D. N. Pio div. prov. PP. X in audientia diei 7 vertentis mensis relatam, Sanctitas Sua ratam habere et adprobare dignata est, ac praesens ea super re decretum expediri mandavit.

Datum Romae, ex aedibus S. huius Congregationis, die 10 Augusti 1906.

Fr. H. M. Card. Gotti, *Praefectus*.
Aloisius Veccia, *Secretarius*.

Determinantur fines Vicariatus Apostolici apud Gallas.

De animarum salute Apostolica Sedes sollicita, in Abyssinorum et Gallarum spirituale bonum variis temporibus plura constituit; ac in primis, quo facilius ad ovile Christi reverterentur, duobus religiosis Ordinibus, de Ecclesia optime meritis, eorum evangelizationis mandatum ac regimen commisit.

Etenim Apostolicis litteris in forma Brevis, datis die 4 Maii anni 1846, quarum initium *Pastoralis muneris*, Vicariatus Apostolicus Gallarum erectus est, atque evangelicis curis Fratrum Capulatorum concreditus; insequenti vero anno Summus Pontifex Pius PP. IX f. r. supplicationibus S. Congregationis de Propaganda Fide adhaerens, voluit ut Iustino de Iacobis, e Religiosis S. Vincentii a Paulo, « titulo et gradu Vicarii Apostolici universa committeretur Abyssiniae regio, quam veluti missionariis Praefectus iam obtinebat ».

Cum autem tunc temporis certi fines utriusque Vicariatus haud statuti fuissent, accidit ut postremis hisce annis quaestio de ipsis limitibus orta sit, contendentibus tum Lazaristis, tum Fratribus Capulatis, civitatem vulgo dictam *Addis-Abeba* ad suum territorium pertinere.

Quibus ad S. Congregationem de Propaganda Fide delatis, Emis Patribus in generalibus comitiis habitis primum die 6 Maii anni 1901, postea die 15 Iulii eiusdem anni, visum est quaestionem non statim dirimendam, sed rescribendum potius praefatis missionariis, « in votis esse S. Congregationis, ut quaestio de bono et aequo inter eos componeretur, et facta compositio Sanctae Sedis approbationi subiiceretur ».

Verum cum haec Emorum Patrum vota in irritum cessissent, fierique non potuisset, ut praedicti Vicarii Apostolici in unam cederent sententiam, huic S. Congregationi finem quaestioni imponere placuit.

Quare in generali conventu die 12 Martii 1906, rationibus hinc et inde allatis, ac rerum adiunctis mature perpensis, eadem S. Congregatio, periculo praesertim permota ne forte discessu Patrum Capulatorum a civitate Addis-Abeba, catholica religio iis in regionibus aliquid detrimenti caperet, decrevit fines utriusque Vicariatus sic esse regundos, ut eadem urbs Vicariatui Apostolico pro populis Galla, ipsis Fratribus Capulatis concredito, tribueretur.

Itaque huius Congregationis sententia, Vicariatus Apostolicus Abyssiniae ad occasum, aquilonem et orientem iis limitibus continetur, qui eum separant a Vicariatu Apostolico Africae Centralis (decretis latis die 15 Ianuarii et die 13 Septembris anni 1894) et a Praefectura Apostolica Erythraeae (decreto diei 13 Septembris anni 1894) usque ad occursum fluminis Awache, quod deinde orientales fines Vicariatus Abyssiniae constituit usque ad locum in quo in illud influit fluvius Kassam. Tandem ad meridiem idem Vicariatus circumscribitur a linea recta, quae procedens a confluente fluminum Awache et Kassam pergit ad confluentem amnis Sodoballé et fluminis Mougher, a cursu huius fluminis usque ad occursum finium occidentalium.

Quam Emorum Patrum sententiam SSmus Dominus No-

ster Pius divina providentia Papa X, in audientia ab infrascripto Secretario eiusdem S. Congregationis pro Negotiis Ritus Orientalis habita die 13 Martii 1906, in omnibus adprobavit ac confirmavit, praesensque decretum edi iussit.

Datum Romae, ex aedibus eiusdem S. Congregationis, die 10 Septembris anno 1906.

Fr. H. M. Card. Gotti, *Praefectus*.

Hieronymus Rolleri, *Secretarius*.

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

TUNQUINEN.

Decretum beatificationis seu declarationis martyrii VV. Servorum Dei Ord. Praedicatorum Francisci Gil De Federich, Matthaei Alonso Leziniana, Hyacinthi Castaneda, Vincentii Liem A Pace, sacerdotum missionariorum; itemque Hieronymi Hermosilla, Valentini Berrio-Ochoa, Episcoporum et Vicariorum Apostolicorum; Petri Almato sacerdotis missionarii, et Ven. Servi Dei Iosephi Khang, indigenae.

Super dubio: *An stante approbatione martyrii, pluribus signis seu miraculis a Deo illustrati et confirmati,* Tuto *procedi possit ad solemnem VV. Servorum Dei beatificationem.*

De catholica Ecclesia ac de civili societate praeclare meritus Ordo FF. Praedicatorum, inter complures evangelii praecones a se datos, qui, uti loquitur S. Ioannes Chrysostomus, *et laborando fortiores et moriendo victores effecti sunt* (serm. 1° de martyr.), novum eundemque duplicem hodie manipulum exhibet, alterum eorum qui XVIII, alterum qui XIX saeculo, in regno Tunquinensi, *tradiderunt corpora sua propter Deum ad supplicia.* Una enim eâdemque sub insectationis procella occubuisse dicendi sunt; quippe ab exeunte saeculo XVIII ad annum MDCCCLXII, odium contra christianam fidem in Tunquini regionibus usque desaeviit.

Prioris aciei pugiles fuerunt Franciscus Gil De Federich, Matthaeus Alonso Leziniana, Hyacinthus Castaneda et Vincentius Liem a Pace. Primi duo hispani, post varias, apostolatus causa, peragratas regiones, in Tunquinum appulsi, atrocissima quaeque pro Christo passi sunt, alter alteri aemulus in poena capitis appetenda, quam fortiter subierunt, obtruncati una simul XI Cal. Februarii an. MDCCXLV. Vix triginta post annos, Hyacinthus Castaneda, hispanus, et Vincentius Liem a Pace, Tunquinensis, martyrii palmas pari aemulatione consociarunt, immanes post saevitias decollati VII Idus Novembris an. MDCCLXXIII.

Alterius agminis officii dignitate, praecipui sunt Hieronymus Hermosilla, Episcopus Miletopolitanus et Valentinus Berrio-Ochoa, Episcopus Centuriensis quos pariter Hispania protulit, sanctorum Martyrum, Confessorum ac Virginum foecunda parens, Vicarii Apostolici Tunquini orientalis ille, centralis hic, munere suscepto, nihil praetermiserunt, ut messem quam possent uberrimam ex efferatis iis incolis referrent, adiutoribus Petro Almato, sacerdote eiusdem regionis et ordinis, et Iosepho Khang catechista. Hi singuli mira patientia enituerunt in perferendis iniuriis usque ad vincula, ad verbera et ad necem crudelissimam, quam invicto animo sustinuerunt Cal. Novembris an. MDCCCLXI.

Gloriosi horum omnium interitus pervulgata fama variisque illustrata prodigiis, Pius X P. M., ex SS. Rituum Congregationis consulto, de VV. Servorum Dei martyrio eiusque causa, itemque de signis martyrium ipsum confirmantibus constare edixit duplici seiuncto decreto, altero edito XV Cal. Maias anno MCMIV, altero VIII Cal. Iulii anno MCMV. Id unum inquirendum supererat, utrum Caelitum Beatorum honores iisdem Martyribus Tuto decerni possent. Quamobrem in generali conventu habito coram eodem SSmo D. N. XVIII Cal. Decembres volventis anni Rmus Cardinalis Dominicus Ferrata loco et vice Card. Seraphini Cretoni causae Relatoris, dubium

proposuit: *An stante approbatione martyrii eiusque causae, signis et miraculis a Deo illustrati et confirmati,* Tuto *procedi possit ad solemnem horum Venerabilium Servorum Dei beatificationem;* R̃mi Cardinales et PP. Consultores suo quisque suffragio favorabilem edidere sententiam, quam tamen suprema auctoritate sua confirmare SS̃mus D. N. distulit in alium diem.

Hodierna vero die, Virgini Sanctissimae Lauretanae Opiferae dicata ac Dominica secunda Adventus idem SS̃mus Dominus, Sacro devotissime litato, nobiliorem aulam Vaticanae aedis ingressus ac pontificio solio assidens ad se accivit R̃mos Cardinales Aloisium Tripepi SS. Rituum Congregationi Pro-Praefectum, et Dominicum Ferrata, una cum R. P. Alexandro Verde Sanctae Fidei Promotore meque infrascripto a secretis, iisque praesentibus, unico decreto sanxit: « Tuto procedi posse ad solemnem Venerabilium Servorum Dei Francisci Gil De Federich, Matthaei Alonso Leziniana, Hyacinthi Castaneda, Vincentii Liem A Pace, Hieronymi Hermosilla, Valentini Berrio-Ochoa, Petri Almato, Iosephi Khang beatificationem ».

Hoc autem decretum evulgari et in acta SS. RR. Congregationis referri Litterasque Apostolicas in forma Brevis de beatificatione quandocumque celebranda expediri iussit quarto Idus Decembres, an. MDCCCCV.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

NEAPOLITANA

Circa cantum vel recitationem " Gradualis, Offertorii, Communionis et Deo Gratias „ in Missa solemni.

R̃mus Abbas Sanctae Mariae Maioris, Neapolis, Sacrae Rituum Congregationi sequentia dubia pro opportuna solutione humillime exposuit, nimirum:

I. Quum organum quod in ecclesia permittitur, iuxta praescriptum in Motu Proprio Pii Papae X ita cantum comitari debeat ut illum sustineat, non opprimat, et fideles recte valeant verba intelligere (1); in Missa solemni, *Graduale, Offertorium* et *Communio,* quae partes miram saepe continent analogiam ad festum quod agitur, possuntne, dum pulsantur organa, submissa voce seu tono unico sub organo recitari? Et quatenus affirmative, estne laudabilius ut illae, organo cessante vel comitante, notis gregorianis cantentur?

II. Item *Deo gratias* in fine Missae potestne sub organo vel debet notis gregorianis, ut in *Missa est,* cantari?

Et Sacra Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisita sententa Commissionis Liturgicae, reque sedulo perpensa, respondendum censuit:

Ad I. Quoad primam partem, quando organa pulsantur, si praedicta nempe *Graduale, Offertorium* et *Communio* non cantentur, recitanda sunt voce alta et intelligibili, iuxta mentem Caeremonialis Episcoporum lib. 1, cap. XXVIII, n. 7, et decretorum n. 2994 *Montis Politiani* 10 Ianuarii 1852 ad II, et n. 3108 *S. Marci* 7 Septembris 1861 ad XIV et XV.

Quoad secundam partem *affirmative* adhibitis libris authenticis cantus gregoriani.

Ad II. Provisum in I. (2)

Atque ita rescripsit, die 8 Augusti 1906.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

---

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 36, pag. 329.

(2) Laudabilius esset ut partes Missae solemnis, nempe *Graduale, Offertorium, Communio* et etiam *Deo gratias* cantentur in cantu gregoriano; at, si aliquam ob causam cani nequeunt, recitandae saltem sunt, cessante vel etiam comitante organo, alta et intelligibili voce, quae nempe a fidelibus audiri possit. Numquam licet eas omittere *(N. R.).*

DE CHIAPAS

De Episcopi assistentia Missae solemni cum mozzetta, ac de Communione ab eodem extra Missam distribuenda.

Rmus Dnus Franciscus Orozco y Liménez Episcopus de Chiapas in Mexico, qui responsionem accepit a Sacra Congregatione Rituum posse, attentis circumstantiis locorum, thronum conscendere mozzetta tantum indutus, postea ulterius quaesivit:

I. An, attentis iisdem circumstantiis, cum ipse Episcopus mozzettam gerens Missae solemni assistit, ritus iidem servari possint praescripti a Caeremoniali Episcoporum, cum Episcopus cappa magna indutus Missae solemni assistit?

II. An Episcopus qui sacram Communionem extra Missam distribuit, post eam debeat benedicere more solito dicendo: *Sit nomen Domini benedictum* etc., et efformando tres cruces?

Et Sacra Rituum Congregatio, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio, omnibusque perpensis rescribendum censuit:

Ad I. *Negative*, sed serventur Caeremoniale Episcoporum et decreta S. R. C., scilicet:

1°. Episcopus rochetto et mozzetta indutus non habet assistentiam canonicorum. - Decr. n. 650.

2°. Incensum non imponit nec benedicit. - Decr. n. 3110 ad 21.

3°. Nec benedicit subdiaconum post Epistolam nec diaconum ante Evangelium cantandum, nec librum Evangeliorum osculatur. - Decr. n. 3110 ad 22.

4°. Semel tantum thurificatur post oblata. - Decr. n. 2195 ad 2, et Caerem. lib. II, cap. 9, n. 8.

5°. Pacem accipit a diacono Evangelii. - Decr. n. 2089 ad 5.

6°. In fine Missae populum non benedicit.

Ad II. *Affirmative* (1).

Atque ita rescripsit, die 23 Novembris 1906.

S. Card. CRETONI, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

EX S. CONGREGATIONE CONSISTORIALI

IACEN. ET CAESARAUGUSTAN.

IN REGNO HISPANICO

Decretum dismembrationis et unionis paroeciae "Pradilla" nuncupatae.

Intra fines Metropolitanae ecclesiae Caesaraugustanae undique paroeciis eidem Archiepiscopali ecclesiae subiectis circumsepta paroecia existit Pradilla nomine, quae iurisdictioni Iacensis Episcopi subest. Attentis incommodis quae ex hac rerum conditione necessario consequuntur, agi coeptum est cum Hispanico Gubernio eum in finem, ut supradicta paroecia a territorio Iacensis dioecesis distrahi posset, et Caesaraugustanae ecclesiae Metropolitanae adiungi; cumque Hispanicum Gubernium nihil sua quod attinet obstare declaraverit quominus proposita unio fieret, tum R. P. D. Ioannes Soldevila et Romero Caesaraugustanus Archiepiscopus, tum R. P. D. Franciscus Valdés et Noriega Iacensis Antistes Apostolicae Sedi supplicarunt, ut paroecia, cui nomen Pradilla, a territorio

(1) Iam per decretum *Montis Politiani*, die 20 Maii 1890 n. 3731 ad 5, declaratum fuit Episcopum, post Communionem extra Missam distributam, in benedicendo populo tres cruces efformare debere. Nulla praeterea habetur ratio cur Episcopus, in huiusmodi benedictione impertienda, uti nequeat formulâ *Sit nomen Domini* etc., quam communiter adhibet sive in Missa sive in Vesperis Pontificalibus *(N. R.)*.

Iacensis dioecesis Apostolica auctoritate distraheretur, et territorio Metropolitanae ecclesiae Caesaraugustanae uniretur.

Re ad SSmum Dnum Nostrum Pium Papam X per me infrascriptum Sacrae Congregationis rebus consistorialibus expediendis propositae Secretarium delata, Sanctitas Sua, spirituali fidelium regimini, meliori, qua fieri potest, ratione, consulere cupiens, omnibus matura deliberatione perpensis, ac probe noscens expostulatam separationem et unionem in animarum bonum esse cessuram, oblatas preces benigne excipere dignata est, ac de Apostolicae potestatis plenitudine paroeciam Pradilla nuncupatam cum omnibus et singulis in ea existentibus et commorantibus a territorio episcopalis ecclesiae Iacensis divisit et avulsit, eandemque pariter ut supra cum omnibus et singulis in ea existentibus et commorantibus territorio Metropolitanae ecclesiae Caesaraugustanae adiunxit et univit, ita ut in posterum memorata paroecia iurisdictioni Archiepiscopi Caesaraugustani eiusque successorum sit subiecta, prout hactenus Iacensis Antistitis spirituali regimini subiecta fuit, cum clausulis solitis et consuetis, suppleto, quatenus opus est, quorumcumque hac in re interesse habentium vel habere praesumentium consensu, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque.

Hisce autem super rebus eadem Sanctitas Sua praesens fieri iussit consistoriale decretum, perinde valiturum ac si Litterae Apostolicae in forma Brevis super praemissis expeditae fuissent, cuius executionem, cum facultatibus necessariis et opportunis, etiam subdelegandi, ad effectum de quo agitur, quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, demandavit praedicto Archiepiscopo Caesaraugustano, et decretum ipsum referri voluit inter Acta Sacrae eiusdem Congregationis Consistorialis.

Datum Romae, hac die xv Sept., anno Domini MDCCCCIII.

† Raphael, Archiep. Nicaenus,
S. C. Consistorialis et S. Collegii *Secretarius*.

MEXICAN. ET DE TULANCINGO

IN REPUBLICA MEXICANA

Decretum dismembrationis et unionis civitatum "Pachuca et Tula „ nuncupatarum.

Catholici Orbis dioeceses iis limitibus circumscribi qui vel locorum rationi, vel finibus civilibus seu politicis regionum, in quibus sunt constituendae apprime conveniant, constans fuit Apostolicae Sedis sollicitudo. Ita enim non modo quaestionibus occurritur, quae haud raro ex non bene definita limitum adsignatione oriuntur, sed et aptiori rei sacrae procurationi et publicae consulitur tranquillitati. Facilius siquidem ii moderantur quorum iam animos loci ipsius in quo commorantur natura sociavit, praetereaque ubi unus est Episcopus, ibique una eademque auctoritas quae civilibus praesit negotiis, facilius inter ipsas potestates, quas ad homines regendos Deus ordinavit, ea firmatur concordia, quae quanti sit facienda, et quantum rei ipsi religiosae fovendae conferat, sacra et politica historia satis superque demonstrant.

Cum itaque RR. PP. DD. Prosper Iosephus Maria Alarcon et Iosephus Mora, alter Metropolitanae ecclesiae Mexicanae Archiepiscopus, Episcopus alter dioecesis de Tulancingo litteris ad Apostolicam Sedem datis, exposuerint intra fines Mexicanae archidioecesis, a civitate tamen Metropolitana longe dissitam, civitatem existere Pachuca vulgo nuncupatam, quae civiliter ad provinciam seu Statum pertinet in quo erecta est dioecesis de Tulancingo, atque intra huius dioecesis territorium civitatem Tula nomine contineri, quae geographice ad regionem Metropolitanae ecclesiae Mexicanae spectat, ideoque SSm̃um Dñum Nostrum Pium PP. X humiliter exoraverint ut civitatem Pachuca ab archidioecesi Mexicana separari et territorio cathedralis ecclesiae de Tulancingo unire vellet, eidemque Metropolitanae ecclesiae Mexi-

canae ex territorio dioecesis de Tulancingo civitatem Tula cum adnexo Vicariatu, quem Traxcuapán dicunt, aggregare; Sanctitas Sua omnibus mature perpensis, rei sacrae procurationi meliori qua fieri potest ratione providere cupiens, attentis expositis, oblatas preces benigne excipere dignata est.

Apostolica itaque auctoritate Beatitudo Sua suppleto, quatenus opus sit, quorumcumque in hac re interesse habentium vel habere praesumentium consensu, civitatem Pachuca nuncupatam a territorio archidioecesis Mexicanae separavit, eamque cum omnibus et singulis in ea existentibus et commorantibus dioecesi de Tulancingo univit et attribuit; itemque ab huius dioecesis territorio civitatem Tula nomine cum adnexo eidem Vicariatu Traxcuapán nuncupato et omnibus et singulis in ea existentibus et commorantibus divisit et avulsit, atque Mexicanae ecclesiae Metropolitanae adiunxit et incorporavit ita ut in posterum civitates praedictae iurisdictioni Praesulum dioecesium quibus hoc consistoriali decreto adnexae sunt, sint subiectae, prout hactenus respective subiectae fuerunt iurisdictioni et auctoritati Antistitum Mexicanae archidioecesis et dioecesis de Tulancingo.

Ne vero exinde incolis civitatum Pachuca et Tula ullum obveniat damnum, praecipit eadem Sanctitas Sua ut documenta omnia, easdem civitates earumque incolas respicientia, a cancellariis dioecesium in quibus hucusque servata sunt extrahantur, et debita forma cancellariis dioecesis de Tulancingo et archiepiscopalis ecclesiae Mexicanae respective tradantur, in iisdem in posterum servanda; iussitque hisce super rebus praesens edi decretum consistoriale, perinde valiturum ac si super praemissis Litterae Apostolicae sub annulo Piscatoris expeditae fuissent, cuius executionem cum facultatibus necessariis et opportunis etiam subdelegandi, ad effectum de quo agitur, quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, commisit R. P. D. Iosepho Ridolfi Archiepiscopo Episcopo Tudertino et in Mexicana Re-

publica Delegato Apostolico, iniunctae eidem obligationi intra sex menses ad Sacram hanc Congregationem mittendi exemplar authenticum executionis peractae et decretum ipsum inter acta Sacrae huius Congregationis Consistorialis referri mandavit.

Datum Romae, hac die XI Augusti anno Domini MDCCCCV.

Pro R. P. D. Secretario
Iulius Grazioli
S. C. Consistorialis et S. Collegii *Substitutus.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Indulgentiae conceduntur societati matronarum ab aegrotis domi sublevandis.

Beatissime Pater,

Episcopus Metensis ad pedes S. V. devote provolutus quae sequuntur exponit:

Pluribus abhinc annis in civitate sua episcopali canonice erecta est pia matronarum societas ab aegrotis domi sublevandis appellata, quam amplissime commendat pietas et caritas, cum valde fructuose laboret sublevandis aegrotantium domi suae derelictorum corporibus multo magis autem ipsorum spirituali bono procurando.

Ut tam frugiferum opus uberiora in dies incrementa capiat, Episcopus orator enixe rogat ut S. V. sequentes indulgentias, defunctis quoque applicabiles (excepta plenaria in articulo mortis lucranda), benigne concedere dignetur Moderatoribus societatis, piis feminis in eam adlectis, aliisque sive religiosis sororibus, sive laicis, quae piae societati ad normam statutorum, praestant operam:

1°. Plenaria indulgentia die festo septem dolorum B. M.V., feria VI post dominicam Passionis, vel uno ex septem diebus immediate sequentibus, dummodo praefatae personae, confessae ac S. Synaxi refectae, aliquam ecclesiam vel publicum oratorium devote visitaverint, ibique ad mentem S. V. pias preces fuderint;

2°. Plenaria indulgentia in mortis articulo lucrifacienda, dummodo uti supra dispositae, vel saltem contritae, SS. Iesu nomen ore, si potuerint, sin minus corde devote invocaverint;

3°. Indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum singulis IV feriis quatuor temporum, si in sacello ubi societas erecta reperitur, pio exercitio ad normam statutorum peragendo corde saltem contrito ac devote adstiterint;

4°. Indulgentia centum dierum quoties aliquod pium opus iuxta statuta, corde pariter contrito et devote peregerint.

Et Deus.....

SSmus D. N. Pius PP. X in audientia habita die 14 Martii 1906 ab infrascripto Card. Praefecto S. Congregationi Indulgentiis sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit in omnibus iuxta preces. Praesenti ad decennium valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 24 Martii 1906.

A. Card. TRIPEPI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Tribuitur facultas delegandi sacerdotes ad recipiendos fideles in societatem SS. Rosarii.

Beatissime Pater,

Fr. Hyacinthus Maria Cormier, Magister generalis Ordinis Fratrum Praedicatorum, ad pedes S. V. provolutus, ab

Ea humiliter petit sibi suisque successoribus fieri facultatem delegandi ubique locorum sacerdotes, sive regulares sive saeculares, ad hoc ut Christifideles utriusque sexus in societatem SS. Rosarii recipere, eorumque Rosaria, rosas et candelas benedicere valeant, cum applicatione indulgentiarum a Summis Pontificibus eidem Rosarii confraternitati concessarum, firmo remanente onere mittendi, data opportunitate, adscriptorum nomina ad aliquam confraternitatem canonice erectam. Et Deus.

Iuxta preces, die 31 Iulii anno 1906.

PIUS PP. X

Indulgentia pro oratione " Maria mater misericordiae „ etc.

Maria Mater Misericordiae, *Mater et Filia illius qui Pater est Misericordiarum et Deus totius consolationis* (1), *Dispensatrix thesaurorum Filii tui* (2), *Ministra Dei* (3), *Mater Summi Sacerdotis Christi, Sacerdos pariter et Altare* (4), *Sacrarium immaculatum Verbi Dei* (5), *Magistra Apostolorum omnium et Discipulorum Christi* (6); protege Pontificem Maximum, intercede pro Nobis et pro Sacerdotibus nostris, ut Summus Sacerdos Christus Iesus conscientias nostras purificet, et digne ac pie ad sacrum convivium suum accedamus.

O Virgo Immaculata, quae non modo *dedisti nobis panem coelestem Christum in remissionem peccatorum* (7), sed es Tu ipsa *Hostia acceptissima Deo litata* (8), *et gloria sacerdotum* (9),

(1) Rich. a S. Laur.
(2) S. Bernardinus.
(3) Bern. de Busto.
(4) S. Epiphanius.
(5) S. Blosius.
(6) S. Thomas a Villanova.
(7) S. Epiphanius.
(8) S. Andreas Cretensis.
(9) S. Ephrem.

quaeque teste Beatissimo famulo tuo S. Antonino, *quamvis sacramentum Ordinis non acceperis, quidquid tamen dignitatis et gratiae in ipso confertur, de hoc plena fuisti*; unde merito *Virgo Sacerdos* (1) praedicaris; respice super nos et super Sacerdotes Filii tui, salva nos, purifica nos, sanctifica nos, ut ineffabiles sacramentorum thesauros sancte suscipiamus et aeternam animarum nostrarum salutem consequi mereamur. Amen.

Mater Misericordiae, ora pro nobis.

Mater aeterni Sacerdotis Christi Iesu, ora pro nobis.

Regina cleri, ora pro nobis.

Maria Virgo Sacerdos, ora pro nobis.

Trecentos dies Indulgentiae acquirat quisque pie ac devote hanc orationem recitaverit.

Die 9 Maii an. 1906.

PIUS PP. X

Praesentis Rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae.

In quorum fidem.

Datum Romae e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 9 Ianuarii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia adnectitur duabus consecrationis formulis favore Sodalium congregationum B. Mariae Virginis (2).

Beatissimo Padre,

Il P. Elden Mullan, S. I., prostrato ai piedi della S. V., La supplica umilmente a voler annettere all' uno e all' altro

---

(1) Breve diei 25 Augusti 1873 S. P. Pii IX.

(2) Prior formula a S. Ioanne Berchmans, altera a S. Francisco Salesio recitata est eo die quo in Congregationem B. Mariae Virginis recepti sunt, atque deinceps per totam vitam saepissime ab utroque repetita » *(N. R.)*.

dei seguenti atti di consacrazione l'indulgenza di trecento giorni, applicabile anche alle anime del Purgatorio, in favore degli ascritti alle congregazioni Mariane, da lucrarsi ogni volta che, almeno con cuore contrito, divotamente li reciteranno.

Che ecc.

Atto di Consacrazione

Santa Maria, Madre di Dio e Vergine, io vi eleggo oggi per mia Signora, patrona ed avvocata, e fermamente stabilisco e propongo di non abbandonarvi giammai, e di non mai dire nè fare contro di Voi alcuna cosa, nè mai permettere che da altri si faccia contro il vostro onore. Ricevetemi dunque, ve ne scongiuro, per vostro servo perpetuo; assistetemi in tutte le mie azioni, e non mi abbandonate nell'ora della mia morte. Così sia.

Atto di Consacrazione

SSm̃a Vergine e Madre di Dio, Maria, io, benchè indegnissimo di essere vostro servo, mosso nondimeno dalla mirabile vostra pietà e dal desiderio di servirvi, vi eleggo oggi, in presenza dell'Angelo mio custode e di tutta la corte celeste, per mia Signora, avvocata e Madre, e fermamente propongo di volervi sempre servire, e di fare quanto potrò, perchè da altri ancora siate amata e servita. Vi supplico dunque, Madre pietosissima, pel sangue del vostro Figliuolo sparso per me, che mi riceviate nel numero degli altri vostri devoti per vostro servo perpetuo. Assistetemi in tutte le mie azioni, ed impetratemi grazia, che talmente mi porti ne' miei pensieri, parole ed opere, che non abbia mai ad offendere gli occhi vostri purissimi e del vostro divin Figliuolo. Ricordatevi di me, e non mi abbandonate nell'ora della morte. Amen.

S. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, utendo facultatibus a SSm̃o Dñ̃o N. Pio PP. X sibi

tributis, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 17 Novembris 1906.

A. Card. Tripepi, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX S. C. A NEGOTIIS ECCL. EXTRAORDINARIIS

Dominicanis in Insulis Philippinis conceditur facultas anticipandi Matutinum cum laudibus (1).

Ex Audientia SSmi, habita die 11 Aprilis 1905.

Sanctissimus Dominus Noster Pius divina providentia Papa X, referente me infrascripto Sacrae Congregationis Negotiis Ecclesiasticis extraordinariis praepositae Subsecretario, R. P. Provinciali Ordinis Praedicatorum in Philippinis insulis nec non eiusdem Provinciae Religiosis eiusdem Ordinis facultatem tribuit recitandi privatim, legitima concurrente causa, matutinum cum laudibus diei sequentis statim elapsis duabus horis post meridiem. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die et anno praedictis.

Ioseph Aversa, *Subsecretarius.*

(1) Haec facultas, quamvis petita et obtenta fuerit a S. Sede, tamen absolute non est necessaria, quum anticipatio Matutini cum Laudibus diei subsequentis hora secunda pomeridiana fieri possit tuta conscientia, iuxta ea quae diximus in *Actis S. Sedis,* vol. 37, pag. 712 in nota *(N. R.).*

APPENDIX

Constitutio Gregorii PP. XIII, qua Rubricae Breviarii Romani magnopere illustrantur.

GREGORIUS PP. XIII

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Pastoralis Officii cura nos admonet ut ea, quae magis conducere censemus pro locorum et personarum qualitate, concedamus. Sane licet alias, post Missalis et Breviarii ex Decreto sacri Concilii Tridentini editionem, fel. rec. Pius V praedecessor Noster, dilecti Nobis filii Ludovici de Torres Malacitani et Camerae Apostolicae clerici, qui tunc ex Hispaniarum regnis, ad quae ab eodem praedecessore pro certis gravibus negotiis ad rempublicam christianam spectantibus missus fuerat, Romam redierat, relatione audita, multas scilicet, ut ipse Ludovicus a viris gravissimis ad hunc effectum a carissimo filio Nostro Philippo Hispaniarum rege catholico deputatis acceperat, ex huiusmodi editione subortas fuisse in illis partibus difficultates (1), ad eas tollendas nonnulla quoad Hispaniarum regna praedicta duxerit reformanda et concedenda; nihilominus quia ut idem Ludovicus Nobis retulit, re ipsa compertum est adhuc aliqua ad Missalis et Breviarii impressionem, quae in illa provincia magnis impensis curantur, desiderari: Nos eius dictis certam adhibentes fidem; ad omnem scrupulum dimovendum, motu proprio et ex certa scientia Nostra ac de Apostolicae potestatis plenitudine, haec quae sequuntur declaranda duximus et concedenda.

In primis illud Nobis declarandum se offert, ex quo magna oriri poterat confusio. Cum enim praedecessor Noster praedictus indistincte concesserit, ut ecclesiae Hispaniae possint celebrare Officia propria Sanctorum illius provinciae (2) illique plures sint numero, ex hoc sequebatur, ut Officium ma-

(1) Hic aliique insequentes numeri relationem dicunt ad infra relatum commentarium, pag. 117.

ioris partis feriarum anni omitteretur (3) et ordo Breviarii fere subverteretur (4). Nos huic incommodo occurrere volentes, et praedecessoris praedicti mentem sano modo interpretantes (5), declaramus, unamquamque Hispaniae ecclesiam eorum tantum Sanctorum, qui in Breviario non sunt descripti, Officia propria celebrare posse, qui vel illius dioecesis sunt naturales (6), vel eius ecclesiae seu dioecesis sunt patroni (7), vel quorum corpora seu notabiles reliquiae in ea ecclesia seu dioecesi requiescunt (8). De aliis vero Sanctis, etiamsi sint naturales vel patroni alterius dioecesis, etiamsi illorum corpora vel notabiles reliquiae in aliqua ecclesia alterius dioecesis requiescant, non celebretur Officium proprium, sed servetur ordo Breviarii Romani (9). Et quo die celebrabitur festivitas patroni unius dioecesis, Religiones omnes teneantur eodem die in suis ecclesiis intra limites illius dioecesis exsistentibus, eamdem festivitatem celebrare, et in hoc cum ecclesia matrice se conforment (10).

Item volumus, quod festivitates sequentes sint in tota Hispania generales; ita quod omnes ecclesiae et Religiones exsistentes in illa provincia recitent de illis et celebrent propria illorum Officia (11), quae sunt: Festivitas Exspectationis Dominae nostrae, quae celebratur die XVIII mensis Decembris (12). Et quoniam dicta die iuxta Breviarium Romanum feria habet antiphonas proprias ad Laudes, ne antiphonae praedictae omittantur, et ut festivae singulis annis in illa provincia decantentur: mandamus ut dictae antiphonae feriales quae in die in qua Officium Exspectationis celebratur dicendae essent, reponantur die XVII Decembris (13), omissa ea, quae ad Canticum dicitur, cuius loco dicatur ea, quae ad Canticum ponitur in Psalterio; et idem fiat de antiphonis in die sancti Thomae occurrentibus, reponendis in Sabbato, quando Festum Exspectationis huiusmodi in Sabbato venerit; ut scilicet antiphonae in die sancti Thomae occurrentes, tunc

reponantur XVI Decembris, dempta ea quae dicitur ad Canticum, ut supra (14).

Item festivitas Triumphi Sanctae Crucis, quae celebratur die XVI Iulii. Item festivitas sancti Ildephonsi, Archiepiscopi Toletani, Confessoris. Item festivitas sancti Isidori, Archiepiscopi Hispalensis, pro quo celebretur Officium Doctoris, et recitetur *Credo* in celebratione Missae (15). Insuper celebretur festivitas sanctae Annae Matris Beatae Mariae Virginis, in omnibus locis, ubi fuerat ecclesia vel cappella dictae Sanctae ad praesens, vel ubi aedificabitur ecclesia in futurum (16). Item concedimus, ut quaelibet ecclesia et monasterium Hispaniae, habens aliquas reliquias insignes, puta caput, brachium, vel crus alicuius Sancti (17), etiam alienigenae non exsistentis in Breviario, vel de quo in dicto Breviario fit tantum commemoratio (18), possit illius festivitatem celebrare et Officium duplex facere (19), et de alio Sancto eodem die occurrenti, si fuerit simplex, fiat commemoratio; si vero fuerit duplex vel semiduplex, transferatur in primam diem simili festo non impeditum (20). Et quoniam in regno Castellae in pluribus ecclesiis celebratur die XXX Decembris Translatio sancti Iacobi Apostoli, Hispaniarum patroni (21), praecipuum duplex (22), et in Breviario ponitur die XXIX festivitas sancti Thomae Archiepiscopi Cantuariensis et Martyris, semiduplex, et in anno quo festivitas sancti Thomae occurrit in Dominica, iuxta regulam Breviarii transfertur in diem sequentem, quo die in eo regno celebratur supradicta festivitas sancti Iacobi, posteaque per plures dies non venit aliqua dies vacua, in qua possit celebrari festivitas praedicti sancti Thomae: volumus, ut in eo anno festum ipsum sancti Thomae transferatur ad primam diem duplici non impeditam (23) quae erit Vigilia Epiphaniae, et tunc de Vigilia fiat tantum commemoratio (24); ad Vesperas autem Epiphaniae nulla fiat commemoratio de festo sancti Thomae praedicti.

Cum vero in ecclesiis et regionibus Hispaniae vigeat consuetudo, ut diebus Paschalibus et festivitatibus maioribus celebret Missam conventualem Antistes vel alia persona principalis, et regula Missalis ordinet, quod omnibus diebus dominicis infra annum sacerdos, qui celebrabit Missam conventualem, exeat ante celebrationem Missae cum pluviali vel cappa et cum ministris ad incipiendum in altari maiori antiphonam *Asperges*, et aspergendum aqua benedicta populum: concedimus, ut Antistes seu alia persona principalis celebrans Missam conventualem praemissa facere non teneatur, sed illa facere possit quilibet alius simplex sacerdos eius loco, et ut talis sacerdos non deferat pluviale, sed albam et stolam, vel superpelliceum et stolam, nec procedat associatus cum ministris, sed solum cum acolythis.

Haec autem omnia et singula, Breviarium et Missale concernentia, per felicis recordationis Pium V, et Nos concessa pro Hispaniarum provinciis, volumus ut intelligantur etiam concessa ecclesiis insularum et terrae firmae Indiarum dicto regi Catholico subiectarum. Et insuper statuimus, ut Missae Sanctorum, quae iuxta Motum proprium dicti Pii V, in Missali Romano in Hispaniis imprimendo possunt imprimi, non in corpore, sed in fine dicti Missalis imprimantur. Et ita per praesentes Apostolica auctoritate declaramus, statuimus, concedimus et indulgemus: non obstantibus praemissis Litteris praedecessoris praedicti in Breviario et Missali, ac regulis sub Rubricis generalibus cum ipsismet Breviariis et Missalibus impressis nec non omnibus et singulis in eis contentis prohibitionibus, clausulis, derogationibus et decretis: quae omnia Nos ad effectum praesentium in dictis provinciis locum sibi non vindicare decernimus: ac aliis, quae dictus praedecessor in suis Litteris obstare non voluit, ceterisque contrariis quibuscumque. Ut autem praesentes Litterae omnibus innotescant, volumus, et districte praecipiendo omnibus et singulis librorum impressoribus in partibus illis consistentibus

mandamus, ut illas in cuiuslibet Missalis et Breviarii principio imprimant, et imprimi curent; alias illis non appositis, et impressis praesentes nemini suffragentur.

Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die ,XXX Decembris MDLXXIII, Pontificatus Nostri anno primo.

CAES. GLORIERIUS.

Commentarium

Fortuito sub oculis advenit nostris haec pontificia Constitutio, quae maximi esse ponderis nobis visa est. Licet enim pro ecclesia Hispanica data sit, nihilominus principia liturgica in ea inveniuntur magni momenti, sive quia a Romano Pontifice solemniter enunciantur, sive quia inter vivos adhuc tunc erant qui Rubricas S. Pii V emendaverant, ideoque genuinum earum sensum noverant.

Eo autem magis credimus, gratum facere lectoribus nostris huiusmodi Constitutionem in Ephemeridibus nostris edendo, quia nullus alius ex liturgicis auctoribus unquam edidit, nec ipse recens liturgista hispanus cl. Solans. Gavantus quidem hanc Cònstitutionem citat (*sect. 6, c. 7, n. 1*) nec non A. Carpo (*p. 3, n. 60, et p. 4, n. 254*) et Solans (*Prontuario liturg.*, p. 275), sed de omnibus in ea contentis non agunt, neque illustrationem ullam de ea habent.

Hinc est quod nos utile iudicavimus aliquibus adnotationibus hoc praestantissimum documentum exponere, ex quibus nova luce clarescere queant nonnullae Rubricae Breviarii, nonnullaque S. R. Congr. Decreta.

(1) Correctio Breviarii et Missalis, iubente Concilio Tridentino, a S. Pio V peracta, atque universali Ecclesiae latinae, paucis singularibus exceptis, imperata, multis laudibus ubique accepta fuit, uti notat Grancolas (*Comm. hist. Brev.*, p. 6): « Iure affirmare possumus ab eo tempore (Pii V) omnes singulares Ecclesias id adeo adoptasse, ut quae sub Romani Breviarii nomine illud non receperint, totum fere tamen Breviariis suis inseruerint, id suis ritibus accommodando ».

Fatendum tamen est, multos thesauros liturgicos penitus quasi periisse, apud particulares ecclesias plurimas, qui forsan servari bene poterant in propriis dioecesanis.

Hinc revera factum est, quod aliquibus in locis, Apostolica Sedes, etiam post Pianam correctionem, nonnulla hac illac concedere debuit, ut res in pace componerentur. In regnis quoque Hispaniae hoc evenisse dicendum est, in praesenti enim Constitutione dicitur: ex novi Breviarii *editione subortas fuisse in illis partibus difficultates;* ideoque Grego-

rius XIII aliqua *declaranda* et *concedenda* duxit Hispanicis ecclesiis, per hanc notabilem Bullam suam.

(2) Relictis particularibus Breviariis, Romanoque Piano adoptato, contigit, ut antiqua et debita erga Sanctos proprios locorum, pietas non mediocriter imminuta videretur. Itaque statim ad S. Sedem recursus porrecti sunt, ut festa cum Officiis Sanctorum, in propriis locis restituerentur.

Quamvis enim in Rubricis novi Breviarii (*tit. I, n. 1, et tit. II, n. 1*) non excludantur Officia Sanctorum, *qui apud quasdam ecclesias, Religiones vel Congregationes consueverunt solemniter celebrari*, paucis tamen Sanctorum localium in praxi debitus honor tribuebatur. Quapropter, ut hic notatur, iam S. Pius V ecclesiis Hispaniae concedere debuerat ut possent continuare celebrationem Officiorum pro Sanctis propriis illius provinciae.

(3) Verba haec, in ore Pontificis Summi, nemo est qui non videat quanti sint ponderis. Omnes liturgici viri, melioris notae, cum card. Bona, card. Tomasi, Gavanto, Guyeto, Merato ac Cavalieri iugiter conquesti sunt de nimia pluralitate festorum cum iactura Officii ferialis; Gavantus (*sect. 3, n. 5*) scribit: « Videant Episcopi ne pluralitate festorum fiat iniuria Officio feriali », Guyetus autem (*lib. 1, c. 1, quaest. 19*) loquitur de « notabili detrimento quod infertur officio de Tempore, ex ingenti illa festorum coacervatione, quam eo usque demum aliqui promovent, ut vix locus ullus, aut certe exiguus admodum feriis supersit ». Quam sententiam suam fecit Meratus (*sect. 7, c. 1, n. 5*). Eodem sensu, sed fortiori stylo Cavalerius (*t. 1, c. 6, n. 1*): « Festorum prurigo multorum e Clero tam Saecularium quam Regularium animos ita pervasit, ut nihil plus optent, nihil fere vehementius ambiant, quam abactis procul omnium feriarum Officiis, continuis ac prope quotidianis festis indulgere, opinantes sibi et religioni magnum augmentum et Ecclesiae suae vel Ordini splendorem accivisse, si corrogatis undique opportune, importune Sanctis, confertum et coagmentatum atque supereffluens Calendarium proprium compegerint. O quam vereor ego, ne specioso pietatis praetextu in istis se tegat innatum plerisque in divino Officio brevitatis sollicitudine studium ». Verum et apud S. Rit. Congregationem usque ad annum 1883 voluntas fuit, ne Officia feralia negligerentur, nam in Decreto generali d. d. 7 Iulii 1753, quod habetur in antiqua Gardelliniana collectione sub n. 4234 sic legitur: *Eminentissimi Patres S. R. C. praepositi decreverunt quod in posterum preces recitandi Officia votiva semel in hebdomada vel semel in mense, amplius non recipiantur* (1).

(1) Quod haec esset explicita S. R. C. voluntas a fortiori argumentamur, eo quod anno praedicto 1753 in Calendario Ecclesiae universalis multo pauciora erant festa duplicia et semiduplicia, ideoque frequentiora Officia ferialia.

Nihilominus cum supplicationes pro obtinendis adhuc votivis Officiis non cessarent, aliud eadem S. R. C. generale Decretum emanavit die 11 Maii 1816, in antiqua Collectione sub n. 4517, ita se babens:

Cum non obstante generali Decreto, quo sub die 7 Iulii 1753 a S. R. C. mandatum fuit; quod in posterum preces recitandi Officia votiva semel in hebdomada, vel semel in mense amplius non recipiantur, *frequentes petitiones fiant pro facultate recitandi huiusmodi Officia votiva, nec petentes tam facile acquiescant, rati, quod praefata generalis dispositio ob diuturnum temporis lapsum in desuetudinem abierit. Ideo Emi et Rmi DD. Cardinales eidem Sac. Congregationi praepositi, ad mei infrascripti Secretarii relationem sub hodierna die:* MEMORATUM GENERALE DECRETUM AD OMNIMODAM OBSERVANTIAM REVOCARI, EIUSDEMQUE EXEMPLAR, UT CUNCTIS PATEAT, AD SECRETARIAE PARIETES AFFIXUM PERPETUO RETINERI IUSSERUNT, *die 11 Maii 1816.*

Diximus supra, hanc fuisse voluntatem S. R. Congregationis usque ad annum 1883; quia eo anno die 5 Iulii, Decretum celebre sub Card. D. Bartolinio Praefecto prodiit, *Urbis et Orbis,* n. 3581, quo datur *indultum generale tam capitulis et ecclesiasticorum communitatibus quibuscumque, quam singulis de utroque clero* PERSOLVENDI OFFICIA VOTIVA PER ANNUM LOCO OFFICIORUM FERIALIUM, *praeterquam in feriis IV Cinerum, totius temporis Passionis, ac sacri Adventus a die 17 ad 24 Decembris.*

In qua nova concessione, praevisu non facili, tria haec notanda veniunt:

I. Quod officia in eo decreto descripta a nemine quaesita fuerunt, ideoque et non petentibus concessa.

II. Quod non aliquod officium semel in mense, vel in hebdomada conceditur, sed pro diebus totius hebdomadae totidem officia votiva indulta sunt.

III. Quod huiusmodi officia votiva, etiam tempore Quadragesimae et Adventus, cum magno horum temporum venerationis detrimento, recitanda conceduntur.

Quid ergo dicendum? Re numquid vera consilium et voluntatem suam mutavit sacrum Tribunal? Nequaquam statim respondemus; etenim, quod ex *necessitate* conceditur, numquam dicitur ex mutato, et undequaque libenti animo concessum. Causam enim indulti votivorum officiorum in eodem decreto n. 3581 habemus his verbis: « *Compertum quippe est, coarctata translatorum serie....* (nam ex constitutione Leonis XIII d. d. 28 Iulii 1882 suppressa fuit translatio duplicium et semiduplicium) *inde augeri onus officiorum ferialium; quod imminuto hodie cleri numero auctisque aliis eius oneribus, minime convenire existimatur* ». Aliis verbis, mens Ecclesiae immutata manet, quoad deside-

rium ut officia ferialia tam facile non omittantur, quoniam vero ex suppressa duplicium et semiduplicium translatione onus clericis adaugeretur, per relatum indultum provisum fuit.

(4) Aurea sunt verba huiusmodi, ex nimia enim congerie Sanctorum, quorum officia tam facile implorantur, ubique hodie numquam recitantur psalmi et hymni pulcherrimi feriarum; imo ob immodicum numerum duplicium maiorum, et ipsa lectio Scripturarum quasi semper omittitur, unde pars magnifica Breviarii, quae Psalterium dicitur, penitus omittitur, et de 150 psalmis, solummodo repetuntur centies milliesque ii paucissimi qui in Communibus Sanctorum recitantur. Si iam suo tempore Gregorius XIII conquerebatur quia *ordo Breviarii fere subverteretur,* quid diceret hodie, cum idem Summus Pontifex, sequens calendarium lateranensis Basilicae, ad omittendam maiorem Breviarii partem adstringitur? Nonne hodie in editionibus partium Aestivae et Autunnalis Breviarii, ullo sine incommodo omitti poterit totum psalterium?

(5) Gregorius XIII, S. Pio V immediate successit, mentem ergo antecessoris sui bene cognoscere poterat, hac in re, et procul dubio, uti diximus, plurimi adhuc in vivis erant, qui correctioni piani Breviarii manus posuerant. Quam ob rem, hac in gregoriana constitutione, authenticam revera habemus Rubricarum illustrationem, idcirco grati quamplurimum Gregorio XIII esse debent sacrae Liturgiae cultores, non tam pro Martyrologii recognita editione, ac pro calendarii reformatione, sed et pro hac sua praestantissima constitutione.

(6) Sunt nonnulli, qui sub pretextu maioris coniunctionis cum Romana Ecclesia, optarent ut in universo orbe christiano quotidie celebraretur idem festum idemque officium recitaretur, iuxta calendarium cleri Romani, amotis quibuscumque particularibus officiis, de quibus ad summum sola commemoratio permittenda esset. Inter hos novatores, princeps fuit Corrector Generalis Ordinis Minimorum P. Raphael Ricca, qui in Concilio Vaticano (*Coll. lac., t. 7, p. 892*) propositionem huiusmodi pandere est ausus. *Zelus est, sed non secundum scientiam;* si enim haec propositio acceptata fuisset, sacra antiquitas magnum detrimentum passa esset, et, ut ait D. Bäumer (*Hist. du Brév.* II. p. 407), activitas ecclesiarum particularium aliquomodo torpore corriperetur; et vincula multa quae adhuc coniungit aetatem nostram cum primis ecclesiae saeculis, omnino relaxata manerent; uno verbo, si Patris Ricca votum infelix a Concilio acceptum fuisset, in sacra Liturgia quaedam mortua ac frigida uniformitas inducta esset, quae numquam fuit et numquam erit, loco huius unitatis in multiplicitate, tam naturalis et iugiter a Romana Ecclesia admissae et summopere collaudatae.

De hac Romana protectione in particularium ecclesiarum Officiis li-

turgicis, splendidum argumentum habemus in hac Gregorii XIII constitutione, qui *Officia propria* Hispaniae admittit.

Sed et S. R. C. (*Decr. 2319 Reliq. dub. 1*) pluries declaravit, quod in occurrentia festorum eiusdem ritus, ceterisque paribus, ***primum locum habebit officium ecclesiae particularis; secundum ordinis seu Religionis; tertium dioecesis; quartum Nationis; quintum Ecclesiae universalis.***

Ut autem aliquis Sanctus proprius dicatur cuiusvis Ecclesiae, vel loci, vel dioecesis etc. oportet ut quaedam vincula cum dicto loco vel dioecesi habeat; ita docent unanimes doctores omnes cum Gavanto, Guyeto et Cavalerio. Hic (*t. 2, p. 1, c. 26, n. 3*) ad rem habet: « Sancti qui ut proprii ac particulares in Dominiis, Nationibus, Provinciis, Dioecesibus, Locis vel Religionibus excoluntur, sunt vel qui ortu, occubitu, insigni commoratione, praecipuo aliquo munere, advectione suarum reliquiarum, invectione Fidei, eiusdem promotione et dilatatione, signis, virtutum exemplis, doctrina, miraculis aut gratia aliqua inibi fuerunt illustres ». Sanctos, qui *ortu, occubitu, insigni commoratione, et praecipuo aliquo munere* (puta episcopali) alicubi floruerunt, naturales hic vocat Gregorius XIII; scilicet cives ac conterraneos. Quod autem Sancti *naturales,* aut cives speciali et praestantiori honore a concivibus suis recolantur, non solum ab indole et ingenio humano comprobatur, homines enim intensiori amore suos prosequuntur quam alienos; sed et a ratione theologica.

Divus Thomas (*Suppl. Q. 72 vel 74, art. 1*) docet: *Licet Sancti essentiam Dei non comprehendentes non omnia cognoscant, in Verbo tamen cognoscunt quae ad eos spectant, scilicet vota et devotiones ac orationes hominum, qui ad eorum auxilium confugiunt.* Quapropter si Sancti in coelis eos qui ad eos spectant magis exaudiunt, viatores etiam Sanctos suos concives speciali cultu venerari tenentur.

S. Maximus Taurinensis († 400), homiliam 81, quam habuit in natali Ss. Martyrum Taurinensium Octavii, Adventii et Salutaris, ita aggreditur: *Cum omnium Ss. Martyrum fratres devotissime natalem celebrare debeamus, tum praecipue eorum solemnitas tota nobis veneratione curanda est, qui in nostris domiciliis proprium sanguinem profuderunt. Nam licet universi Sancti ubique sint, et omnibus prosint, illi tamen pro nobis interveniunt, qui et supplicia pertulere pro nobis. Martyr enim cum patitur, non sibi tantum patitur, sed et civibus; sibi enim patitur ad praemium, civibus ad exemplum; sibi patitur ad requiem, civibus ad salutem.* Et paulo inferius hos Sanctos vocat familiares: *cum his autem nobis familiaritas est, semper enim nobiscum sunt* (Migne, *P. L.* 57, 954). Nil ergo mirum si huiusmodi Sancti *naturales* seu *familiares* in ecclesiis singularibus speciali cultu honorantur.

(7) Sub nomine Patroni hic venit tam Titulus ecclesiae, quam Pro-

tector loci vel dioecesis. Festa Sanctorum in quorum honore habentur ecclesiae dicatae, antiquiora sunt; imo primitiva templa Christianorum, ut plurimum super sepulcra Martyrum erigebantur, unde nomen *titulus.* Iam ab anno 250 huius rei testimonium habemus in passione S. Pionii (Ruinart, *Acta,* p. 188, c. 2) qui iuxta nomen cuiusvis communitatis fidelium, celebrabat *Natale genuinum* S. Polycarpi ad cuius sepulcrum aedem sacram construxerat.

Ergo secunda ratio, ex qua aliquis Sanctus *proprius* dicitur, est qualitas eius Titularis ecclesiae, vel Patroni loci. Titularis is dicitur in cuius nomine fundata, benedicta vel consecrata est ecclesia; ideoque Titulus esse potest SS. Trinitas, Spiritus Sanctus, D. N. Iesus Christus vel resurgens, vel ascendens in coelum, vel in Cruce, etc.

Patronus vero is est, qui ab aliquo pago, vel civitate, vel regno eligitur ut Christianae plebi in periculis succurrat, in necessitatibus opem ferat, et apud Dominum reorum causam gerat. Ex quo manifeste patet in Patronum eligi non posse nisi B. V. Mariam, Angelos et Sanctos; in notione enim Patroni aliquid medium intelligitur inter Deum et homines, inter Iudicem et reos.

(8) Guyetus (*l. 1, c. 9, n. 1*) scribit: « Patronis, seu Sanctis ecclesiarum Titularibus proximi sunt ii quorum pignora seu reliquiae, quae sint *notabiles,* intellige *insignes,* ibi et ratio habetur ut de Sanctis illis festum peragatur, ob causas in praecedenti nota allatas. De officio tamen ratione reliquiae insignis persolvendo inferius fusius dicemus in nota 17.

(9) Sancti *proprii* ecclesiae alicuius, vel loci, vel dioecesis, restrictive accipiendi sunt; ideoque Sancti finitimae dioecesis vel regionis non sunt proprii meae ecclesiae, nec ergo de ipsis festum instituere possum. Dantur aliquando casus in quibus decet quam maxime ut aliquis Sanctus tam bene sit meritus de quadam regione, vel regno, vel natione, ut quodammodo *proprius* dici possit totius regionis, vel regni, vel nationis illius. Tunc procul dubio Apostolica Sedes facile concedit, ut in toto regno, vel natione de huiusmodi Sanctis festum peragatur. In hac ipsa constitutione nonnulla festa conceduntur, uti *propria* pro tota Hispania, ut infra videbimus.

(10) Extant revera S. R. C. Decreta quamplurima quae Regulares ad celebrandam Patronorum loci vel dioecesis festivitatem adstringunt (cf. Decreta sub nn. 1708, 3436, 3863, 3925); ratio tamen huius obligationis ibi supponitur, sed non dicitur. Hic vero Gregorius XIII pulcherrimam et undequaque aequam rationem tradit dicens: *et in hoc cum ecclesia matrice se conforment.*

Liturgici auctores aiunt, Regulares ad festa Patronorum loci celebranda teneri, quia ipsi, non minus quam incolae ac cives iuvamen sentiunt et tutelam Patronorum; imo cum ad Patronorum electionem, iuxta

Urbani VIII decretum, Regulares quoque suo voto concurrant, ut docet Benedictus XIV (*De Canoniz. l. 4, p. 2, c. 14, n. 5*) sane et eorum festum celebrare debent.

Huiusmodi causa abiicienda quidem non est, sed ista, quam tradit Gregorius XIII rem penitius attingit. Licet enim Regulares iurisdictioni episcopali, et parochiali non subiiciantur, nihilominus cum ecclesia episcopali, et parochiali aliquo ligamine obstringuntur; nec inepte *matricem* Pontifex vocat ecclesiam.

Porro Regulares ab Episcopo adprobari debent pro confessionibus audiendis, et pro praedicatione verbi Dei extra suas ecclesias, et loci Ordinarius ea, quae ad Sacrificium Missae et ad externas functiones attinet, etiam in Regularium ecclesiis disponere potest. Item Regulares, absque parochi licentia aliqua sacramenta administrare nequeunt, multisque in locis tempore quo parochus dominicalem sermonem ad suum populum habet, publicas functiones peragere non possunt, ex dioecesanis constitutionibus a S. Congr. Concilii admissis. Aequissime ergo, ad significandam huiusmodi Regularium subiectionem, Anniversarium Dedicationis, et Titulum Cathedralis concelebrant, nec non Patronum loci ubi degunt.

(11) Ergo festivitates, quae infra determinantur, *propriae* sunt pro universo regno Hispaniae, ita ut, non tantum Saecularis Clerus sed et Regularis ad eas celebrandas teneatur. Ergo, sicut habentur Festa universalis Ecclesiae, ita habentur festa alicuius Regni, seu regionis, festa dioecesis, Festa Ordinis Regularis et festa alicuius loci vel ecclesiae specialis.

Si huiusmodi Gregorii XIII praescriptiones e mente numquam excidissent, non tot et tam facile petitiones ad S. R. C. porrigerentur pro novis officiis obtinendis.

Determinentur opportune criteria, ex quibus nosci queat, qui Sancti ab universa Ecclesia sint excolendi, qui a tota natione, qui a tota dioecesi, qui a toto Ordine Regulari, qui tandem in aliquo loco vel ecclesia particulari; tunc, si determinata criteria inveniuntur, pro singulis petitionibus, concedantur, alioquin, minime; nulla enim plerumque suffragatur ratio, nisi voluptas brevioris officii.

(12) Omnes norunt, quod tempore sacro Quadragesimali non agebantur festa, ideoque Annunciationis festum plurimis in provinciis, ac praesertim in Hispania celebrabatur die 18 Decembris ex Decreto Concilii Toletani X (656), uti tradit Baronius (*Not. Martyr. 25 Mart.*). Postea vero duo festa in honorem B. Mariae celebrari coeperunt in Hispania, die 25 Martii more romano, sub titulo *Annunciatio B. M. V.*, altera die 18 Decembris, *Expectatio B. M. V.* (Cfr. Kellner, *L'Anno Ecclesiastico*, trad. Mercati, p. 207). De hoc loquitur Gregorius hoc loco; et quodammodo *proprium* festum pro tota Hispania esse voluit,

forsitan in obsequium traditionis illius regionis. Nunc vero sub nomine *Expectatio partus B. M. V.* etiam in Hispania et, licet iure non sit festum universalis Ecclesiae, de facto tamen ubique terrarum hodie celebratur.

(13) Ut recte intelligatur haec constitutionis dispositio, Rubrica quae in Breviario legitur post Dominicam III Adventus, prae oculis est habenda. Cum enim in sex Feriis ante Vigiliam Nativitatis quaedam antiphonae propriae assignentur ad Laudes et per horas dicendae, incipiendo a die 17 Decembris in Hispania, ob celebrationem praedicti festi Expectationis, perpetuo impeditae remanebant antiphonae Feriae die praedicta 18 occurrentis. Ideoque ne penitus perirent, voluit Pontifex ut die praecedenti dicerentur, sicut ex citata Rubrica antiphonae illius feriae, quae cadit cum festo S. Thomae, transferuntur in Sabbato sequenti.

Laudanda quidem est huiusmodi dispositio, quae luculenter demonstrat quanta veneratione tunc tenebantur officia ferialia.

(14) Non nemini forsan levioris momenti dispositiones hae rubricales apparebunt, quibus distincte explicatur quid sit agendum quando festum Expectationis in Sabbatum venerit; tunc enim antiphonae transferendae a die S. Thomae, reponendae erunt dicta die 17. Sed e contra videant, qui Rubricas parvipendunt, quanto sint honorandae, si de minimis etiam agit Summus Pontifex in solemni Constitutione.

(15) S. Isidorus Ep. Hispalensis toto iure inter Doctores Ecclesiae adnumerandus erat. Nihilominus in Hispania tantum eius festum celebrabatur tamquam Doctoris. Tandem S. R. C. per Decretum 25 Aprilis 1722, iussu Innocentii XIII, eius festum, cum Doctoris qualitate ad universam Ecclesiam extensum est.

(16) Almi Parentes B. Mariae Virginis, non in tota Ecclesia, remotioribus saeculis sacrum cultum obtinuerunt. In Menologio Constantinopolitano (saec. VIII) memoria eorum agitur die 9 Septembris, prout apud Graecos fit et hodie. Procopius *(de aedif., I. 3)* tradit, Iustinianum I Constantinopoli ecclesiam extruxisse in honorem S. Annae. S. Leo (772-795) imagines Ioachim et Annae in basilica S. Mariae *ad praesepe* pingi iussit. Urbanus VI (1378) indulsit cultum S. Annae ecclesiis Angliae, et Sixtus IV illum probavit pro tota Ecclesia (cfr. Kellner, p. 240). Nihilominus in Breviario Romano S. Pii V non habetur festum S. Annae, quod inscriptum non fuit nisi anno 1584 a Gregorio XIII, scilicet undecim annis postquam pro Hispania huiusmodi festum recognovisset. In ecclesiis enim Hispanicis, ut constat ex Breviario Toletano saeculi XII, iam agebatur S. Annae festivitas, ideoque inter festivitates nationis illius hanc ipsam recognovit et celebrandam adprobavit in cappellis et ecclesiis dictae Sanctae dicatis vel dicandis.

Notandum, quod cultus erga Matrem Deiparae maius semper accepit

incrementum in Ecclesia, iuxta illud quod obtinuit sensim sine sensu mysterium Immaculatae Conceptionis B. Mariae eius Filiae praeclarissimae. Gregorius enim XIII anno 1584 festum eius indixit in universa Ecclesia; Clemens VIII ad ritum *duplicis maioris* evexit; Gregorius XV inter festa cum feriatione ubique celebranda adnumeravit; tandem vero, post definitum dogma Immaculatae Conceptionis, Leo XIII ad ritum extulit duplicis secundae classis.

(17) Notabilis est haec dispositio; ipsa enim decretum praevenit S. R. C. n. 460 (*d. d. 8 Aprilis 1628*) in quo: *insignes reliquias declaravit esse corpus, caput, brachium, crus, aut illam partem corporis in qua passus est Martyr, modo sit integra,* etc.

Semper Ecclesia summo honore et specialibus festis corpora et reliquias Sanctorum venerata est; Concilium autem Turonense VII anno 858 coactum (Mansi, *Suppl. I, col. 341, c. 61*) statuit: *Sanctorum quorum corpora in ecclesiis possidentur, festivitates agendas esse.*

Quoniam vero reliquiae corporis, si insignes sint, pro toto corpore habentur, Gregorius XIII primo, et postea S. R. C. per citatum decretum et per alia plurima, n. 1234, 1722, 1825, 1853 et 2180 declaravit, officium ratione reliquiae in aliqua ecclesia institui posse, dummodo reliquia sit *insignis, integra* et *adprobata,* habeatur in ipsa Ecclesia, et sit alicuius Sancti in Martyrologio Romano descripti.

Ex S. R. C. recentiori decreto n. 4041 *insignes* nunc reliquiae non solum sunt *caput, brachium, crus*, vel ea pars in qua Martyr passus est, sed etiam *anterior* pars *brachii* vel *superior,* ideoque et *cruris.*

Licet autem in S. R. C. decretis nn. 460, 1334 et 1890 prohibeatur ne officium agatur, ratione reliquiae, nisi in ecclesia ubi asservatur, nihilominus ut innuit Gregorius XIII hoc loco etiam per totam dioecesim conveniens est ut fiat; dicit enim: *in ea ecclesia vel dioecesi requiescunt.* Sufficiens ergo ratio habenda est, ut in calendario perpetuo alicuius dioecesis concedatur officium illius Sancti, cuius reliquia insignis custodiatur in aliqua ecclesia illiusmet dioecesis.

Quoad conditionem ut nomen Sancti, cuius habetur reliquia insignis, inscriptum sit in Romano Martyrologio, notanda duo sunt:

1° Quod oportet ut authentice constet de identitate illius Sancti cuius nomen in Martyrologio inscribitur; nempe ille sit revera, non autem homonymus, ut decrevit S. R. C. n. 1234, 1853.

2° Quod non est necesse ut nomen Sancti sit descriptum in Martyrologio Romano, sed sufficit ut sit in Appendice dioecesana vel Ordinis ad ipsum Martyrologium. Ratio est quia si S. R. C. decr. 3876 (*d. d. 13 Dec. 1895 ad 5*) declaravit valide posse Episcopum pro Titulari alicuius novae ecclesiae designare Sanctum cuius nomen vel in Martyrologio vel in supplemento dioecesis reperitur; ergo et de Sancto,

cuius habetur insignis reliquia, si nomen eius sit in appendice Martyrologii alicuius dioecesis, eo magis officium recitari poterit in aliqua ecclesia ipsius dioecesis.

Ceterum exempla plurima habentur in Appendicibus ad Martyrologium pro diversis Religionibus in quibus multi habentur Sancti quorum nomina in Martyrologio desiderantur. Imo et in festis; per hoc decretum a Gregorio XIII Hispaniae concessis, habentur. S. Nicolaus Factor; S. Caecilius Ep. et M.; Ss. Hermentarius et Celedonius; S. Florentina; S. Raymundus de Fitero; S. Telmus; S. Firminus Episc. M.; S. Liberata V. M.; S. Petrus Oxom. Ep.; Sanctusque Bernardus Calvus Ep., qui in Martyrologio Romano, ab ipso Gregorio XIII tunc emendato, non sunt descripti.

Porro, cum grano salis accipienda est locutio illa: *ut sint descripti in Martyrologio Romano;* nam ipse Gregorius XIII tam in Rubricis sui Martyrologii, quam in sua constitutione *Emendatos* (*d. d. 14 Ianuarii 1504*), quae in fronte ipsius Martyrologii legitur, aperte declarat: *Si quos alios habuerint Sanctos in suis ecclesiis aut locis celebrari solitos, eos.... separatim descriptos habeant;* quorum nomina in lectione Martyrologii, *legi poterunt etiam primo loco, si de illis ibidem agatur Officium.*

(18) Sanctus aliquis, cuius habes reliquias insignes, licet *naturalis* non sit, naturalis in sensu lato evadit, ob reliquias quas tua ecclesia possidet. De eo ergo licet in Breviario non sit, vel licet in Breviario habeat tantum commemorationem, festivitatem ages.

(19) Ritus duplex festivitatem solemnem significat, qua toto iure honorandus est Sanctus cuius habetur reliquia. Citata S. R. C. Decreta eumdem ritum assignant huiusmodi festo Reliquiarum, sicut et *Credo* in Missa. Corpus enim et reliquiae insignes quae in ecclesiis asservantur, testimonium fidei nostrae sunt, iuxta illud: *Sub altare Dei omnes Sancti clamant;* clamant scilicet testificantes fidem in qua vixerunt, et pro qua, Martyres praesertim, pugnarunt in terra; bene ergo, ratione reliquiae insignis, *Credo* dicitur in Missa.

(20) Haec dispositio non indiget ulla illustratione, quia iuxta posteriora S. R. C. Decreta idem semper faciendum est in casu. Ratio est quia Sanctus cuius habetur reliquia, uti diximus, *proprius* est illius ecclesiae; et cum festum proprium praevaleat super generale, illud erit agendum cum commemoratione vel translatione istius.

(21) Corpus huius Apostoli Iacobi maioris, saeculo v adhuc servabatur Hierosolymis, ut habetur in Venantio Fortunato (*Carm.* VIII, 6. Cfr. *Kirchenlexicon,* art. *Compostella*); saeculo vero IX in civitate Compostellana summo honore celebrabatur, ut Balbulus affirmat (Migne, 131, 1125). Igitur translatio huius corporis historica est, ab Apostolica Sede comprobata, licet adventus ipsius S. Iacobi in Hispaniam hodie a viris

doctis non admittatur (cfr. Duchesne, *Annal. de Midi.*, 1900, xII). Ceterum S. Innocentius I (401–417) in epistola ad Decentium (xxv, c. 2; Migne, 20, 552) iam suo tempore negabat, ullum ex Ss. Apostolis Christi in Hispaniam appulisse, ibique ecclesiam aliquam fundasse.

(22) Singularis et nova est huiusmodi locutio: *praecipuum duplex*. In Breviario enim S. Pii V non habebantur nisi duplicia I et II classis et duplicia sic dicta simpliciter. In recognitione Breviarii anno 1602 a Clemente PP. VIII facta, inducta est nova duplicium classis, quae vocata fuere *duplicia maiora,* illa scilicet, ut ait Rubrica, *quae duplicibus minoribus praeferuntur*. Nihilominus in ipso Piano Breviario, nisi appellatione, iure tamen iam a Rubricis admittebatur praelatio aliquorum duplicium super alia. Ex. gr. die 17 Ianuarii Vesperae integrae ibi notantur de Cathedra S. Petri cum commemoratione praecedentis S. Antonii. Item die 8 Maii Vesperae sunt integrae de Apparitione S. Michaëlis Arch. cum commemoratione sequentis S. Gregorii Nazianzeni.

Rite ergo et recte Gregorius XIII Translationem S. Iacobi Ap. vocat *praecipuum duplex,* quae appellatio nil aliud sonat nisi *duplex maius;* agitur enim de festo unius ex Apostolis, ideoque praelatio in Vesperis illi negari non poterat, ad mentem ipsarum Rubricarum S. Pii V.

(23) Ad hanc praescriptionem forsitan appellabat D. Diversini unus ex Caeremoniarum Apostolicarum Magistris anno 1735, in suo voto, de quo scribit Meratus (sect. 3, c. 10, 3). Ipse enim affirmabat, bene posse aliquando festa quae supersunt hoc anno, in sequentem transferri, quod tamen et opportunissime abstulit S. R. C. per decreta sub nn. 4039 et 4055 antiquae collectionis, indebite omissa in nova, quae citantur a Merato (loc. cit.). Cum enim translatio duplicium maiorum et doctorum adhuc sit licita, nescitur quomodo omissa fuerint haec duo decreta, quae luculentius et fusius rem attingebant quam decretum n. 1969, in nova contentum.

Porro, licet hodie translatio *accidentalis* ad sequentem annum prohibeatur, repositio vero *perpetua* bene fieri potest, et nonnulla habemus exempla in Calendario Cleri Romani, in quo festa S. Dionysii et S. Zosimi Pontificum, impedita sua die 26 Decembris, celebrantur sequenti mense Februarii; et in ipso Breviario Romano festa S. Ioannis Chrysostomi et S. Francisci Salesii impedita infra Octavam Nativitatis sequenti mense Ianuarii rite recoluntur.

(24) Singularissima prorsus haec est dispositio; nam Vigilia Epiphaniae sui generis est, et iuribus gaudet quae Dominicis tribuuntur. Guyetus ad rem (*l. 4, c. 12, q.* 7) habet: « Quod Vigilia Epiphaniae, aut Dominica sit aut instar Dominicae, constat vel ex hoc uno, quod de ea fiat commemoratio pridie in Vesperis, contra rationem Vigiliae, cuius officium nonnisi a Matutino incipit ».

Hinc habet ritum semiduplicem. Iuxta Gavantum (*sect. 6, c. 7, n. 1*) « si occurrat in hac Vigilia (nempe die 5 Ianuarii) festum duplex, de Vigilia fit commemoratio tantum, cum nova lectione de homilia Vigiliae, quia duplici officio occurrenti eodem die cedit semiduplex ».

Et sequitur docens: « De duplici *translato* (intellige de translato *accidentaliter*) non fit in ea, quia est officium novem lectionem, cui etiam Dominica cedit. Si occurrat in ea festum semiduplex, transfertur post Octavam Epiphaniae eadem de causa ».

Hisce tamen non obstantibus, in patriarchalibus Urbis Basilicis, iam a tempore Merati et hodie in calendario pro Clero Romano, S. Telesphorus Papa, cuius natale occurrit in hac vigilia, cuiusque officium est duplex, non celebratur sua die natalitia, sed perpetuo in die 12 Februarii reponitur.

Concludit Gavantus: « Quod si fuit concessum Hispanis a Gregorio XIII posse in hac vigilia fieri officium de S. Thoma Cantuariensi, ob festum Translationis S. Iacobi, est singulare privilegium, non lex ».

Distingue tempora, et concordabis iura dicunt legisperiti; huiusmodi dispositio *lex* erat tempore Gregorii XIII, non solum privilegium; primo quidem quia tunc vigilia Epiphaniae eadem lege regebatur ac feria VI post octavam Ascensionis, cuius officium semiduplex admittit duplicia translata et semiduplicia occurrentia, nec non admisit quoque translata usque ad annum 1882, quo translatio duplicium et semiduplicium ablata est; secundo, quia, ut vidimus, illis temporibus prohibita non erat translatio accidentalis festorum ad annum proximum sequentem.

De hac vigilia agens cl. Solans, caeremoniarius in cathedrali Urgellensi (*sect. 3, c. 2, n. 665*), concludit: « Notese que con las nuevas Rubricas, y principalmente con el decreto del 24 de febrero 1896 que pondremos en su lugar, ha caducado el privilegio de trasladar el oficio de Santo Tomas Cantuariense a la Vigilia de la Epifania, concedido por el Papa Gregorio XIII ».

Cui sententiae libenter nos subscribimus, non moti a citato decreto quo festum S. Thomae ad ritum duplicem evectum est, quod in casu faveret legi Gregorii XIII, bene vero a constitutione Leonis XIII, qui duplicium et semiduplicium translationem prohibuit. Ideo cum hodie festum S. Thomae translationis iure careat, certo certius in Vigilia Epiphaniae non amplius celebrari poterit.

Reliqua quae sequuntur in hac celebri Constitutione, nil speciale ad rem nostram habent; confirmantur autem leges S. Pii V circa cautelas pro futuris editionibus Breviarii et Missalis in Hispania.

Doct. Petrus Placenza.

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EPISTOLA

Qua Pontifex gratias agit de constructis aedibus pro Delegato Apostolico Washingtoni.

DILECTO FILIO NOSTRO
IACOBO S. R. E. PRESB. CARD. GIBBONS
ARCHIEPISCOPO BALTIMORENSI
CAETERISQUE VENERABILIBUS FRATRIBUS
ARCHIEPISCOPIS ET EPISCOPIS
FOEDERATARUM AMERICAE SEPTENTRIONALIS CIVITATUM.

Dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Absolutis, ut accepimus, ferme aedibus, quas Delegatus Apostolicus Washingtoni posthac habebit sibi proprias ad incolendum, libenter facimus, ut per has litteras benevolentissimum vobis animum Nostrum testemur. Vos enim, quum Delegatum Nostrum videretis paullo habitare angustius, quam deceret eum qui Nostram apud vos personam sustinet, subveniendum hac quoque in re tenuitati Sedis Apostolicae decrevistis; ultroque collata pecuniae copia, honestius ipsi commodiusque domicilium comparastis. In quo vestra non solum laudanda liberalitas est; sed etiam et praecipue studiosa voluntas erga Pontificem Romanum cuius dignitatem maximae vobis esse curae ostendistis. Quare gratias vobis Nos quidem agimus pro tributo nobis officio, singulares; peramplas autem referat, precamur, Christus Dominus, cuius Nos, nullo Nostro merito, gerimus vices; actuosamque virtutem vestram ad laetiora quotidie incrementa Ecclesiae, lectissimis gratiae suae muneribus, promoveat. Horum auspicem et peculiaris Nostrae benevolentiae testem, vobis, dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres, itemque vestro cuiusque clero ac po-

pulo Apostolicam benedictionem amantissime in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum die IX Novembris anno MCMVI, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Pii PP. X ad Directionem Unionis oeconomicae socialis pro catholicis Italiae.

AI DILETTI FIGLI
I COMPONENTI LA DIREZIONE PROVVISORIA
DELL' UNIONE ECONOMICO SOCIALE
PER I CATTOLICI ITALIANI.

PIO PP. X

Diletti figli, salute e Apostolica benedizione.

Per la prima generale assemblea, chiamata ad eleggere il Presidente e il Consiglio direttivo dell' *Unione economico-sociale pei cattolici italiani,* voi, preposti alla costituzione dell' Unione stessa, invocaste non ha guari, gli auspicii della benedizione Apostolica con una lettera, che Ci fu di vera consolazione.

Ben conoscevamo invero la piena devozione e la incondizionata obbedienza vostra al Romano Pontefice. Pure la nuova e calda professione che ne fate, viene opportuna a mitigare il dispiacere che proviamo pel contegno di altri figli non così conforme ai desiderii ed alle prescrizioni Nostre.

Tanto più, che nelle vostre parole possiamo ravvisare i sentimenti non di voi soli, ma di molti, che la comunanza di un'azione benefica unisce con voi: vogliam dire, di quelle associazioni di ordine economico e sociale che in bel numero vediamo aggruppate intorno a codesto centro da ogni parte d' Italia.

Con piacere apprendiamo ancora, aver voi impresa la pubblicazione di una Rivista, che serva ad istruire e praticamente iniziare i cattolici a quell'azione, che è propria dell' Unione vostra. È un altro argomento che si aggiunge ai tanti, che avete dati, della vostra intelligente operosità. Grati pertanto dei conforti che Ci porgete coll' ossequio della pietà e con l'alacrità dello zelo, preghiamo il Signore che vi sia largo dei suoi lumi, e non cessi di fecondare colla sua grazia i vostri lavori. — Certo considerando quale e quanta attività sin qui adoperaste nel campo assegnatovi, abbiamo di che molto rallegrarci con voi.

Però diletti figli, se volete, come Noi ardentemente bramiamo, che ad inizii così felici segua uno sviluppo anche più prosperoso, è necessario che lo spirito della religione penetri sempre meglio e invigorisca ed animi, per tutti i suoi rami, l'opera vostra. Questa, benchè diretta al bene temporale del popolo, non si chiuda entro l'angusto cerchio degli interessi economici, ma con un nobilissimo intento di restaurazione sociale vi si esplichi mirando al retto ordinamento dell' umano consorzio.

Ora, essendo la religione custode gelosa della legge morale, che dell'ordine della società è natural fondamento, ne segue che, a riordinare la società sconvolta, niente fa più d'uopo che rimettere in fiore i principii religiosi. Perciò voi, per sempre meglio soddisfare al grave còmpito e rispondere all' aspettazione Nostra, porrete costantemente ogni maggior cura a marcare dell' impronta cristiana tutto il movimento che dirigete. E in ciò fare non avrete soltanto la mira al comun bene, ma a quello altresì dei vostri associati; e specialmente, curando i materiali loro vantaggi, attenderete a tutelarne gl' interessi dello spirito. Troppo importa che, alla luce delle dottrine di Cristo facciano giusta estimazione delle cose umane, e veggano di quanto ai difettosi beni di questa vita fuggevole debbono andare innanzi quelli dell' eterna.

Così, e non altrimenti, potrete con efficacia opporvi ai progressi del socialismo; che, spirante odio al cristianesimo, si avanza rovinoso, strappando dal cuore delle plebi le speranze del cielo, a rovesciare l'edificio già scosso della società. — Quali istituzioni sian più da promuovere in seno all' Unione, vedrà l'industre carità vostra. A noi opportunissime sembrano quelle che si designano col nome di *Unioni professionali*, e però di nuovo e particolarmente vi raccomandiamo di attenderne con sollecita cura alla formazione e al retto andamento. Perciò vorrete provvedere che, quanti ne debbono far parte, vi vengano convenientemente preparati; cioè da persone idonee istruiti sulla natura e lo scopo dell' associazione, sui doveri e i diritti degli operai cristiani, e su quegli insegnamenti della Chiesa e documenti pontificii, che hanno maggior attinenza alle questioni del lavoro. Assai fruttuosa sarà in ciò l'opera del clero: il quale a sua volta troverà qui nuovi aiuti per rendere più efficace il sacro ministero in mezzo al popolo. Perchè gli operai così preparati diverranno non solo utili membri dell'Unione professionale, ma ancora suoi validi cooperatori nel diffondere e propugnare la pratica delle dottrine cristiane. Tali associazioni Ci sono tanto a cuore, anche perchè aspettiamo da esse materiale e moral difesa per quegli operai, che la necessità spinge a cercar lavoro per qualche tempo in estere regioni, senza alcuna protettrice assistenza. Lo zelo dei Pastori di anime produrrà in questo campo preziosi frutti, ove sia aiutato da Consorzi provinciali, diocesani o foranei per la protezione degli emigranti, che Ci auguriamo veder sorgere in tutti i centri di emigrazione temporanea. Del rimanente, sarà vostra cura cavar vantaggio di perfezionamento morale, non soltanto da questa peculiar forma di associazione, ma dalle altre ancora, che sembrino aver carattere esclusivamente economico, facendole assorgere oltre l'immediato loro fine, a scopi più alti di educazione e di coltura.

Infine, diletti figli, per quanto spetta al vostro ordinamento generale, Noi già colle norme per la costituzione delle *Direzioni diocesane* abbiamo dato vita ed impulso ad un disciplinato movimento, che, sotto la vigilanza dei Vescovi, debba sviluppare nelle singole diocesi l'azione sociale dei cattolici, secondo i bisogni dei luoghi e l'esigenze del tempo.

Volemmo cioè, come era conveniente, accordare la provvida autonomia delle istituzioni locali con l'ordinamento gerarchico della Chiesa. Nè a quest'opera di comune salute è mancato il valevole aiuto e favore dei Nostri Venerabili Fratelli; e per la stima che abbiamo del loro zelo, non mancherà, ne siam certi, per l'avvenire. Ora, a fare che l'azione dei cattolici, specialmente sociale, sia più completa e però più gagliarda, vogliamo che il movimento delle Direzioni diocesane s'incontri in codesta Unione economico-sociale: così gli sforzi di tutte avranno da unità d'indirizzo accrescimento di energia. E voi, diletti figli, assumete con grande animo il poderoso incarico, che v'imponiamo. Molte già sono le difficoltà che vi si attraversano, più forse ne incontrerete. Ma, a sostenere il vostro coraggio valga il pensiero, che in questa santa impresa non vi verrà mai meno l'appoggio dei buoni, il soccorso della Nostra autorità, l'aiuto di Dio.

Intanto come pegno dei divini favori, con particolare affetto impartiamo a voi ed alle vostre famiglie l' Apostolica benedizione.

Dato a Roma presso S. Pietro, il giorno 20 Gennaio 1907, del Nostro Pontificato l' anno quarto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius PP. X laudat zelum piae Sodalitatis a S. Hieronymo pro diffusione S. Evangeliorum.

VENERABILI FRATRI NOSTRO
FRANCISCO A PAULA S. R. E. CARD. CASSETTA
PATRONO PIAE SODALITATIS A S. HIERONYMO
SACRIS EVANGELIIS VULGANDIS.

PIUS PP. X

Venerabilis Frater Noster,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Qui piam a Sancto Hieronymo Sodalitatem iam inde precatione bona felicibusque auspiciis sumus prosecuti, quum Patriarchalem Venetiarum administraremus ecclesiam, nunc, nec tamen multos post annos, ex Ecclesiae suprema sede singularem quamdam videmus voluptatem posse percipere, quod, brevi tempore, profectus eamdem fecisse tantos fructusque tulisse tam uberes intelligamus. Non enim Italiam modo, cuius in urbibus tria condita scimus, pro fecundiore efficacitate rei, consociationis domicilia, sed etiam Americam Hieronymiana Sodalitas vulgatis Evangeliis pervasit, eo usque proferens libros, ubi italicam compeririet personantem linguam, iis maxime adiuvandis qui ex Italia migrassent. Equidem exemplariorum ferme quingenta millia esse edita et opportuno iudicio disseminata in vulgus, ista splendide commonstrat res, socios operis instititsse negotium incredibili quodam studio, praegrandemque agendi campum Sodalitatem esse complexam. Mirum procul dubio facinus, tantoque id magis si tenuia assequendae rei praesidia cogitentur: iucundum etiam et fauste auspicatum, si propositum Sodalitio bonum spectemus, opportunitatem nempe, facilitatemque multitudini offerendam Evangelii perlegendi contemplandique, horum potissimum in necessitatibus temporum quando nimis, quam un-

quam alias, ardentius lectioni opera datur, animis, ut plurimum, noxiae; frugiferum quoque et salubre, quum quidem ipsum per se, quippe vi abundat divina rerum, Christi, id est, describenda vita, qua ad sanctitudinem morum nihil praestantius aut efficacius; tum vero ideo praesertim quia magisterio Ecclesiae usui magno est, sive aptius comparandis animis ad divina excipienda praeconia, sive iis defigendis in memoria clariusque custodiendis, quae antea fuerint a curionibus de Evangelio explanata. Ad haec, non illud est in postremis eorumdem librorum beneficiis censendum, si quidem tempora spectes, quod istis, vulgandis legendisque, imago divinae vocis quaedam ad eos etiam pertingit, quibus, desperatione vitae aut odio aut errore occupatis, cum sacerdote necessitudo nulla est: magnum certe et peroptandum Nobis benefactum, libris posse, ubi per vocem non licet, mederi animis hominum, et perturbatas publice privatimque res documentis vitae Christi restituere. Iam, sollertia Nobis perspecta est et explorata, qua in munere obeundo suo Sodalitas incumbit, propter eaque non e re esse arbitramur hortari socios et acuere, quo alacrius in incepto perstent. Hoc tamen, ad uberiora quotidie incrementa operis accuranda, ne fugiat: eam esse omnium utilissimam rem, quae tempori magis respondeat; eamque oportere duplicatis urgere viribus, quae brevi, adeo se, allatis bonis, probavit. Communem idcirco legendi Evangelii cupidinem, studio excitatam vestro, poscite progrediente exemplariorum vi non sine fructu exerenda unquam; erit id ad eam etiam abolendam opinionem utile, Scripturis Sacris, vernacula lingua legendis repugnare Ecclesiam aut impedimenti quidpiam interponere. Quum autem illud maxime intersit, non modo hoc tale Sodalitatis propositum prae ceteris persequi, quae alacritatem eius actuosam possint allicere, verum etiam viribus persequi nulla ratione disiectis, id quoque erit commodi factum, si in libris vulgandis qui Evangelia et Apostolorum acta continent satis

esse amplam adlaborandi provinciam consociatio vestra positam putet. Perge tu igitur, Venerabilis Frater Noster, perge probatissimum Nobis opus auctoritate consilioque provehere; pergant sodales se ita operi addicere, quemadmodum addixere antea, id est, diligentia et studio summis. Omnia in Christo instaurare volentibus, nihil certe Nobis optatius quam ut id moris filii Nostri usurpent, Evangeliorum exemplaria non solum frequenti, sed quotidiana etiam lectione tenere, e quibus maxime addiscitur quo demum pacto omnia in Christo instaurari possint ac debeant. Auspicem divinorum munerum Nostraeque testem benevolentiae, Apostolicam benedictionem tibi et sodalibus, iisque universis qui ferant consociationi opem, peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum die XXI Ianuarii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

Decernitur ex deductis non constare de absentia impedimenti primi gradus in linea collaterali.

Eme Domine,

Titius et Berta matrimonium canonicum contrahere volunt; sed suspicatur quod primo in linea collaterali gradu sint ligati. Quae suspicio innititur tribus fundamentis quae pro fraternitate Titii et Bertae militant:

1°. Rumor publicus: incolae omnes reputant fratres Titium et Bertam.

2°. Assertio Mariae, matris Bertae alimenta petentis co-

ram iudice a Sempronio, eo quod ab eo genita esset Berta. Sempronius et Maria erant tunc temporis soluti.

3°. Recognitio, declaratio, confessio paternitatis facta a Sempronio in articulo mortis et in libro parochiali conscripta.

Sempronius matrimonium contraxit cum Anna ex qua procreavit Titium oratorem, et mortua Anna, viduus transivit ad secundas nuptias cum Maria, matre Bertae oratricis.

Parochus vi rationum, quae expositae sunt, timens ut ligati sint oratores vinculo fraternitatis, matrimonium interdixit.

Titius et Berta oratores non acquiescunt agendi rationi parochi nec a proposito matrimonium ineundi.

Re ad Ordinarium delata, Maria, interposito iuramento, asserit iterum atque iterum filiam suam Bertam nequaquam esse Titii sororem; illam enim edidit non ex Sempronio patre Titii, sed ex quodam Francisco eiusdem oppidi, cum quo tantum copulam illicitam habuit ante matrimonium.

Tribus argumentis propositis respondet: Rumorem publicum a vocibus a seipsa prolatis falso ne cum altera matrimonium contraheret, natum esse.

Eadem causa coram iudice alimenta petivisse a Sempronio Bertae, filiae non Sempronii sed Francisci.

Demum a seipsa Sempronium in articulo mortis non parvis precibus et viribus inductum esse et coactum ad declarationem paternitatis quae toto coelo a veritate abest.

Cum autem Titius et Berta concubinarie et cum prole vivant, praefatus vicarius generalis, consulendo saluti spirituali oratorum et Mariae morti proximae, enixe rogat ut declaretur fraternitatis suspicionem solido argumento non inniti, et ideo a matrimonio contrahendo non esse prohibendos, aut ad separationem esse cogendos, quia fraternitas est praesumenda.

Feria VI, die 6 Aprilis 1906.

In Congregatione Generali S. R. et U. Inquisitionis, proposito suprascripto dubio, rite perpensis omnibus tum facti

tum iuris rationum momentis, praehabitoque RR. DD. Consultorum voto, Emi ac Rmi DD. Cardinales in rebus fidei et morum Generales Inquisitores decreverunt: *Ex deductis non constare de absentia impedimenti; ideoque matrimonium de quo agitur permitti non posse.*

Eadem vero feria ac die eiusdem anni, Sanctissimus D. N. Pius divina providentia Papa X in audientia r. p. d. Adsessori S. Officii impertita, habita hac relatione, resolutionem Emorum Patrum adprobavit.

Petrus Palombelli, *S. R. et U. I. Notarius.*

Dubia circa sanationem matrimonii in radice.

Beatissime Pater,

Ordinarius Covingtonen. ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus haec quae sequuntur exponit:

Inter facultates Apostolicas Ordinariis Stat. Foed. Amer. Sept. ad quinquennium nunc concedi solitas, reperitur etiam *(Form. D, art. VI)* sequens:

Sanandi in radice matrimonia contracta quando comperitur adfuisse impedimentum dirimens super quo, ex Apostolicae Sedis indulto, dispensare ipse possit, magnumque fore incommodum requirendi a parte innoxia renovationem consensus, monita tamen parte conscia impedimenti de effectu huius sanationis.

Cum autem pluribus iisque gravis momenti controversiis quoad rectam eius interpretationem, dicta facultas ansam praebuerit et adhuc praebeat, sequentia dubia pro opportuna enodatione proponere ausus est:

1. Quomodo intelligi debet expressio *Super quo, ex Apostolicae Sedis indulto, dispensare possit?* Utrum nempe solos casus indultorum quinquennalium (seu particularium) contineat, an etiam omnes casus indulti generalis a Rom. Pont.

Leone XIII omnibus Ordinariis concessi die 20 Febr. a. 1888 quoad concubinarios, quorum unus versatur in periculo mortis adeo ut, vi praedictae facultatis, Episcopi sanare valeant in radice omnia matrimonia pro quibus reliqui Ordinarii facultatem habent simplicem concedendi dispensationem, supposito utique quod adsit species seu figura quaedam matrimonii.

2. Quid exacte intelligendum est per voces *Pars innoxia* et *pars conscia impedimenti?* Facile quidem usus intelligitur facultatis pro casu quo matrimonium quoddam nullum et irritum existat ob impedimentum affinitatis ex copula illicita soli parti reae (non innoxiae et simul consciae) cognitum. At praeter hunc casum, alios etiam reperiri in quibus, ex mente h. Supr. Congr. locus sit usui facultatis, vel ex eo solo patet quod Sanctitas Vestra rescribere dignata est Illmo et Rmo D. G. Elder Archiepiscopo Cincinnatensi d. 20 Iunii 1892 pro impedimento disparitatis cultus; unde ulterius petet:

3. Utrum adhuc sit locus facultatis si ambae quidem partes cognoscunt nullitatem matrimonii, sed una earum adduci non potest ad renovandum consensum; item, si ambae hic et nunc eam ignorant, dummodo postea una pars moneatur de sanatione obtenta eiusque effectu.

4. Utrum valeat Ordinarius sanare in radice matrimonium nullum ob disparitatem cultus, quando impedimentum quidem evanuit, sed gravis adest difficultas expetendi renovationem consensus prouti in casu sequenti nuper contigit.

Maria non baptizata sed ut catholica ab omnibus reputata, matrimonium in forma Tridentina iniit cum iuvene catholico. Postea vero sacerdotem secreto adiit eique omnem veritatem patefacit, enixe efflagitans ut statim baptizaretur et insuper orans ut altum servetur silentium coram marito ob gravia dissidia probabiliter oritura ex manifestatione veritatis. Sacerdos votis eius obsecundans eam baptizavit. An locus est sanationi in radice, vi indulti?

5. Ex repetitis S. Inquisitionis decretis et responsis, notanter a. 1898, 1899, 1900 emanatis, constat omnes facultates habituales a Sede Apostolica Episcopis concessas et concedendas intelligi debere datas Ordinariis locorum, sub quo nomine, praeter Episcopum, veniunt vicarii in spiritualibus generales, vicarii capitulares, etc. Quo posito, petit utrum recte sentiant DD. qui affirmant limitationes quascumque olim appositas facultatibus delegandi vicarium generalem iam evanuisse, ipsumque vicarium absque ulla delegatione vel communicatione facta ab Episcopo gaudere praedictis facultatibus, eisque servatis servandis semper valide uti.

Feria IV, die 22 Augusti 1906.

In Congregatione Generali S. R. et U. Inquisitionis propositis suprascriptis dubiis, re mature discussa auditoque RR. DD. Consultorum voto, Emi Rmi DD. Cardinales in rebus fidei et morum Generales Inquisitores scribendum mandarunt:

Ad I. Facultatem art. VI Formulae D extendi posse ad casus indulti diei 20 Febr. 1888, servatis eiusdem indulti clausulis, facto verbo cum SSmo.

Ad II. Providebitur in sequenti.

Ad III. Quoad primam partem negative, nisi constet verum datum fuisse consensum sub specie matrimonii et eumdem ex utraque parte perseverare; ad secundam, prout exponitur, negative.

Ad IV. In casu exposito, affirmative.

Ad V. Affirmative quoad facultates de quibus in dubio proposito, servato tamen, quoad licitum usum, debito subordinationis officio erga proprium Episcopum.

Insequenti vero feria V eiusdem mensis et anni SSmus D. N. D. Pius divina providentia Papa X, in audientia R. P. D. Adsessori S. O. impertita, habita hac de re relatione, resolutionem Emorum Patrum adprobavit, et benigne annuere dignatus est.

Caesar Rossi, *Substitutus Notarius S. O.*

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

ROMANA

ERECTIONIS PIARUM ASSOCIATIONUM

In ecclesiis Religiosarum erigi prohibentur confraternitates stricte sumptae, non autem caeterae associationes.

Dubia. Haec S. Congregatio circa erectionem confraternitatum laicorum in monasteriis monialium die 9 Nov. 1595 sequens decretum in *Tirasonen.* edidit:

« Non placet Sacrae Congregationi Regularium negotiis praefectae ut in monasteriis monialium sub quovis titulo instituantur confraternitates laicorum, ad tollenda quam plurima, quae ex huiusmodi institutionibus suboriri possunt incommoda. Quocirca cum oppido de *Alfano* istius dioecesis in quodam monasterio monialium sancti Dominici societatem Nominis Dei erectam esse resciverit, decrevit eadem Congregatio ut Dominationi tuae rescriberetur, quod ego his litteris praesto, ne in posterum sive supradictam confraternitatem sive alias similes quovis nomine in monasteriis monialium, aut institui aut institutas exerceri permittat....... ».

Huic decreto inniti videtur etiam responsum S. Congr. Indulgentiarum et SS. Reliquiarum in *Andegaven.* die 29 Febr. 1864, ad IV. Cum enim proposita esset quaestio: « In Gallia cum minime existant Religiosae a S. Sede approbatae, et aliunde plures adsint communitates quasi-Religiosarum, quae scholas dirigunt et congregationes habent puellarum tam externarum quam alumnarum, valde utile esset confraternitates erigere in earum ecclesiis; quaeritur, an possint erigi? »; responsum prodiit: « Non expedire ».

Ex altera vero parte Leo XIII die 7 Iulii 1883 permisit ut confraternitates SSmi Cordis Iesu etiam in sacellis Religiosarum institui possint, nulla habita ratione distantiae alias

praescriptae. Similiter iam Pius IX Brevi 26 Nov. 1861 concesserat, confraternitatem Immaculati Cordis B. M. V. pro conversione peccatorum erigi posse in omnibus domibus, in quibus catholica iuventus educatur, dummodo sint ab Ordinario recognitae et habeant capellam propriam. De facto congregationes B. M. Virginis et filiarum Mariae saepissime erigi solent in domibus Religiosarum, ubi puellae educantur scholasque frequentant, ita ut etiam puellae externae admittantur ad pias istas congregationes.

Ex usu igitur et praxi tum intra tum extra Italiam decretum illud supra memoratum Sacrae Congr. EE. et RR. restringendum esse videtur ad monasteria monialium, quae strictam observant clausuram, et ad confraternitates laicorum utriusque sexus, quae utique si in ecclesiis talium monasteriorum erigerentur, incommoda non levia producere possent. Quando vero agitur de illis puellarum congregationibus piisve unionibus, quae in domibus et sacellis Religiosarum ad fovendam iuventutis pietatem rectamque institutionem fundantur, damna illa vix sunt timenda; imo res ipsa postulare videtur, ut in ipsa ecclesia seu sacello Religiosarum et non alibi erigantur.

Quapropter ad omnem tollendam hac in re difficultatem sequentia dubia pro solutione oblata fuerunt:

I. *An decretum S. Congregationis EE. et RR. diei 9 Nov. 1595 extendatur etiam ad pias congregationes puellarum in domibus et sacellis Religiosarum erectas?*

II. *Utrum in prohibitione erigendi confraternitates in ecclesiis communitatum religiosarum, etiam a S. Sede non approbatarum, verbum* confraternitates *intelligendum sit dumtaxat de confraternitatibus sensu stricto dictis, et de personis utriusque sexus, quae nullam habent cum Religiosis relationem; an etiam de illis piis unionibus aut congregationibus puellarum, quae a praedictis Religiosis docentur et educantur?*

Votum Consultoris. Electus vir, praemisso textu supra-

relati decreti S. C. EE. et RR. diei 9 Nov. 1595, necnon alterius huic similis ab eadem S. C. editi die 15 Martii 1599, quaestionem instituit circa valorem horum decretorum, an scilicet haec decreta habenda sint uti generalia vel potius particularia. Contendit nullum ex hisce decretis esse formale decretum generale, quo S. Congregatio prohibeat erectionem confraternitatum laicorum in monasteriis monialium. Ipsum enim decretum in *Tirasonen.* diei 9 Nov. 1595, quod est documentum praecipuum in hac materia, est particulare decretum pro particulari dioecesi datum. Attamen subdit huiusmodi decretum merito haberi ab auctoribus uti generale, quum motivum prohibitionis in eodem adductum ita sit generale ut omnia monialium monasteria respiciat. Idque eo vel magis quia in praefato decreto affirmatur generalis mens Congregationis contraria huiusmodi erectionibus, quemadmodum apparet etiam ex explicita applicatione, quam dicti decreti fecit eadem S. C. ad casum particularum in una *Fulginaten.* diei 26 Aug. 1891. Concludit proinde, sive spectetur doctrinalis interpretatio sive etiam authentica, decretum praesertim in *Tirasonen.* diei 9 Nov. 1595 vim decreti generalis habere ac proinde generalem esse prohibitionem ne in monialium monasteriis confraternitates laicorum erigantur.

Inquirit praeterea de huius prohibitionis extensione, quid nempe veniat sub vocabulis *confraternitates laicorum* et *monasteria monialium*. Porro vox *confraternitas* in iure determinatum sensum non habet, quum etiam pro pia unione, congregatione aut pio opere usurpetur. Attamen associationes omnes ad triplicem classem reduci possunt, nempe: 1° ad confraternitates stricte sumptas; 2° ad confraternitates late sumptas; 3° ad confraternitates latissime sumptas seu pias uniones. Hae postremae definiri possunt: fidelium associationes ad pietatis et caritatis opera exercenda institutae. E contra prima et secunda confraternitatum species ad modum organici corporis sunt constitutae, uti eruitur ex decreto

Urbis et Orbis S. C. Indulgentiarum diei 26 Nov. 1880. Differentia vero inter primam et secundam speciem in eo est quod prior destinata sit etiam ad cultum publicum, ut tradit Ursaia, et innuitur a decreto dictae S. C. *Urbis et Orbis* diei 25 Aug. 1897, ubi distinguuntur « confraternitates proprie dictae, idest ad modum organici corporis et cum sacco constitutae, a confraternitatibus late acceptis ».

Atque generatim antiquiores auctores quando loquuntur simpliciter de confraternitatibus, loquuntur de confraternitatibus quae praecipue ad divinum cultum institutae sunt, ut habet Bassi *(De sodalitiis, quaest. 1, n. 7)*. Hinc etiam prohibitio S. C. EE. et RR. certo cadit super confraternitates prioris speciei, quae proprie laicorum confraternitates appellantur.

Quoad vero duas alias species, triplex fieri potest hypothesis: scil. 1° quod associatio componatur ex personis utriusque sexus vel etiam ex solis feminis ex toto vel ex parte saltem monasterio extraneis; 2° quod associatio componatur ex solis monialibus; et 3° quod componatur ex puellis quae sub monialium custodia educantur. Porro si agatur de prima hypothesi, idem dicendum est quod de laicorum confraternitatibus; quia incommoda quae Sacra C. EE. et RR. evitare intendit, heic quoque verificantur. Cfr. Theodorus a Spiritu Sancto *(tract. dogm.-mor., de indulg., part. 2, cap. 2)*.

Relate ad alteram hypothesim quaestio fit a doctoribus, an scil. moniales adscribi possunt confraternitatibus. Ephemerides *Monitore ecclesiastico (vol. 9, part. 11, pag. 91)* tenent hoc in genere approbandum non esse, sed iustis intercedentibus causis tolerari posse ab Episcopo; et citant epistolam S. C. EE. et RR. diei 1 Martii 1882 ad Episcopum Albinganensem. Et Pascucci *(Part. 11, de monialibus, pag. 94)* alteram refert eiusdem S. C. epistolam diei 27 Oct. 1593 ad Archiepiscopum Iadrensem. Attamen *Acta S. Sedis... pro societate SS. Rosarii ((vol 1, cap. 1, n. 10)* tuentur posse monia-

les adscribi confraternitati SSmi Rosarii, et ad rem referunt Breve Pauli V diei 14 Apr. 1608 ad Archiepiscopum Remensem. Afferri etiam potest Breve Pii IX diei 11 Aug. 1871, quod supponit moniales adscribi posse confraternitatibus SSmi Rosarii.

Quoad vero erectionem confraternitatum in monialium monasteriis et quidem pro solis monialibus, praefata *Acta S. Sedis* (*vol. I, n. 8*) tradunt hoc fieri prohiberi a iure communi, pluribus citatis S. C. EE. et RR. decretis. Haec tamen decreta, Consultori non videntur continere prohibitionem erigendi confraternitates pro solis monialibus, quamvis ipse admittat huiusmodi confraternitates approbandas non esse. Et sane ex his adscriptionibus et erectionibus facile oriri possunt gravia inconvenientia contra regularem observantiam ac potissimum abusus contra legem clausurae. Quod si nullum ex his inconvenientibus et abusibus timeatur, nihil prohibet, iuxta ipsum, quod huiusmodi adscriptiones et etiam erectiones, de consensu tamen Ordinarii, permittantur.

Relate ad tertiam hypothesim contraria potius tenenda est norma, ut nempe foveantur adscriptiones et etiam erectiones piarum associationum, dummodo non obstet regularis observantia monasterii; expedit enim ut educandae assuescant iis operibus quae inserviunt ad pie vivendum in mundo et quam maxime iuvant ad pietatem et caritatem fovendam.

Restat dicendum quid veniat sub vocabulis *in monialium monasteriis*. Nomine *monialium* veniunt sensu proprio tantummodo feminae quae vota solemnia emittunt in aliquo approbato Ordine; et *monasteria* seu conventus dicuntur loca quae ipsae habitant et generatim ubi habitant Regulares. Cfr. *Normae* S. C. EE. et RR. pro novis institutis etc., sect. 1, § 2, n. 32. Cum ergo in decretis S. C. EE. et RR. sermo sit de *monialium monasteriis*, haec decreta per se respiciunt dumtaxat moniales stricte sumptas earumque monasteria. Facile autem intelligitur quod per monasteria intelligi debent etiam capellae et ecclesiae publicae, scil. extra clausuram

sitae, eo vel magis quod in capellis internis, ratione clausurae qua moniales tenentur, neque concipi potest regularis erectio confraternitatum laicorum.

Nunc fit quaestio, num prohibitiones factae pro monialibus votorum solemnium earumque monasteriis valeant etiam pro sororibus votorum simplicium earumque domibus. Apud auctores nullum citatur decretum S. C. EE. et RR. relate ad hunc casum, et tantummodo apud *Analecta iuris Pontificii, (tom. 7, pag. 637)* habetur sequens animadversio : « Res plena periculis est ut sorores recipiant in suis ecclesiis pias confraternitates ». Et sane si agatur de confraternitatibus laicorum stricte sumptis non solum incommoda, de quibus decreta S. C. EE. et RR., sed etiam gravia inconvenientia timenda sunt ab huiusmodi erectionibus, cum sorores votorum simplicium generatim non teneantur lege clausurae Papalis. Ergo a fortiori hisce institutis applicanda sunt decreta S. C. EE. et RR. pro monialibus lata : caeterum generatim a doctoribus legislatio pro monialibus applicatur etiam, data proportione, sororibus votorum simplicium iuxta notam iuris regulam : *ubi eadem est ratio, ibi eadem debet esse iuris dispositio.* Cfr. *Acta S. Sedis (vol. 1, pag. 628 in nota)*.

Cum tamen hae sorores non teneantur generatim lege Papalis clausurae facilius admitti potest in earum ecclesiis et sacellis erectio confraternitatum pro solis feminis. Habetur quidem supra relatum decretum S. C. Indulgentiarum in *Andegaven.* diei 29 Febr. 1864 ; sed quamvis verba huius decreti generalia sint et respiciant quascumque confraternitates, etiam favore puellarum quae in hisce domibus educantur, erectas, tamen decretum hoc haud videtur continere strictam prohibitionem, quum verba *Non expedire* dicenda sunt importare potius inopportunitatem quam prohibitionem stricte sumptam. Quare doctores facile admittunt exceptiones. Cfr. Wernz *(Ius Decret., tom. 3, n. 708)* ; Concilium Plen. Americae latinae *(tit. 9, cap. 4)* praesertim pro associationibus

Filiarum Mariae; rescriptum S. C. Indulgentiarum 1 Febr. 1879 pro archisodalitate adorationis perpetuae, cui adscribi possunt personae utriusque sexus.

Cum congregationes Tertiariorum saecularium similitudinem aliquam habeant cum confraternitatibus, quaeri nunc potest, an quod dictum est de confraternitatibus valeat etiam de congregationibus Tertiariorum. Uti patet hic sermo esse nequit de erectione Tertii Ordinis favore ipsarum monialium vel sororum votorum simplicium, quia et ipsae ex decreto S. C. Indulgentiarum diei 16 Iulii 1887 prohibentur adscribi in Tertium Ordinem S. Francisci Assisiensis, ac proinde ob rationis paritatem etiam in omnes alios Tertios Ordines. Quoad vero extraneos, idem dicendum est quod de confraternitatibus, scilicet pro puellis educandis erigi possunt congregationes Tertii Ordinis tam in monialium monasteriis quam in domibus sororum votorum simplicium; pro aliis extraneis haud videtur erigi posse in ecclesiis monialium, quae Papali clausurae obstrictae sunt, non item in ecclesiis vel oratoriis sororum votorum simplicium, dummodo agatur de solis feminis.

Resolutiones. Emi Patres S. Congr. EE. et RR., omnibus mature discussis, die 18 Ianuarii 1907 responderunt:

Ad I et II. *Prohibitionem S. C. Episcoporum et Regularium diei 9 Nov. 1595 in* Tirasonen., *quae referebatur tantummodo ad confraternitates stricto sensu acceptas in ecclesiis Religiosarum votorum solemnium, valere etiam pro ecclesiis sororum votorum simplicium. Quod vero attinet pias associationes, quae tantum ex mulieribus coalescunt, nihil obstare quominus in praedictis ecclesiis, servatis servandis, erigi possint. Si vero agatur de piis associationibus utriusque sexus erigendis, res remittitur prudenti arbitrio et conscientiae Ordinariorum, quorum erit assidue advigilare ut omnia rite recteque procedant.*

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

GUADIXEN.

Canonicus absens a sua residentia, ut ineat concursum sive litteraria exercitia, non lucratur distributiones.

Episcopus Guadixensis in relatione quam S. Concilii Congregationi exhibuit super statum suae dioecesis, in cap. IX, sequens postulatum proposuit:

Canonicus doctoralis praefatae cathedralis ecclesiae, praevio consensu Episcopi, in dioeceses Hispalensem et Granatensem se contulit cuiusdam periculi seu concursus sustinendi causa. Cum ad suam rediit ecclesiam, declaravit se velle considerari uti praesentem in choro ad effectum distributiones lucrandi iis diebus quibus ob praedictam causam abfuit. Idque contendit sibi competere ex consuetudine, prout constare dixit ex pluribus actis capitularibus.

Refragantibus tamen aliis, Episcopus ne in re tam gravi disciplina ecclesiastica corrumperetur, transmissis documentis hinc inde allatis, sequentia proposuit dubia:

I. Utrum canonicus qui abest a sua residentia, ut ineat concursum sive litteraria exercitia in alia dioecesi ad canonicatum obtinendum, possit aut debeat haberi tamquam praesens in choro ad effectum lucrandi distributiones? Et pariter, quatenus negative ex iure communi:

II. Utrum saltem id sustineri possit ex consuetudine particulari, quae vigeri asseritur in praefato capitulo? Et pariter, quatenus negative:

III. Quid statuendum in casu praesenti, in quo canonicus doctoralis abfuit bona fide, putans scilicet consuetudinem sibi favere, ac ideo se praesentem habendum esse in choro et lucrari distributiones?

Sacra porro Congregatio Concilii, die 3 Februarii 1906, omnibus rite perpensis, respondendum censuit:

Ad primum et secundum: *Negative.*

Ad tertium autem dubium: *Orator recurrat pro gratia dispensationis.*

† VINCENTIUS Card. Episc. Praenestinus, *Praefectus.*

C. De Lai, *Secretarius.*

TREIEN.

MEDIAE ANNATAE

Attentis peculiaribus circumstantiis non urgetur solutio mediae annatae.

Species facti. Archiepiscopus Camerinensis, Administrator perpetuus dioecesis Treiensis, retulit in huius ecclesia cathedrali nonnullos adesse beneficiatos qui mediam annatam detrectant persolvere sacristiae dictae ecclesiae, licet ipsius reditus sint tenues. Rogatus Archiepiscopus ab hac S. C. ut edoceret, quinam essent hi beneficiati, qua mensura gravati, et quo titulo liberationem ab onere praetenderent; per suum vicarium generalem retulit sex esse beneficiatos seu mansionarios in dicta cathedrali ecclesia, quorum duo denominantur *Petrocchi,* duo *Bartolozzi* et duo *Ciaramponi.* Addidit praeterea non constare duos priores nempe *Petrocchi* teneri ad solvendam mediam annatam; sed certum omnino esse hac solutione caeteros mansionarios obstringi. Quoad onera vero deducenda a quantitate mediae annatae, addit, capitulum subtrahere intendit dumtaxat onera fixa et realia; e contra mansionarii etiam missas conventuales ad quas ipsi tantum in diebus ferialibus tenentur.

Animadversiones. Clara est dispositio Benedictinae Constitutionis *Pius et misericors* diei 29 Apr. 1725, quae praecipit « ut per totam Italiam et insulas adiacentes in poste-

rum provisi de parochialibus.... de canonicatibus et beneficiis tam residentialibus quam non residentialibus et simplicibus, sitis extra collegiatas ecclesias, uniuscuiusque valoris existant, teneantur solvere et respective deponere mediam annatam pro fabrica ecclesiae cathedralis ». Ex hac proinde iuris dispositione videtur ad mediam annatam solvendam teneri nedum mansionarios Bartolozzi et Ciaramponi, sed etiam Petrocchi. Nam horum tenuitas reditus, contra apertum textum citatae Constitutionis, nequit eos ab onere liberare.

Neque item utiliter recurri valet ad tacitam capituli condonationem aut ad non impositum hoc onus in fundatione; siquidem quoad primum negligentia vel oscitantia capituli praeiudicare nequit iuribus fabricae ecclesiae; quoad secundum reponi potest quod id esset probandum vel saltem allegandum privilegium exemptionis.

Nulla praeterea in themate invocari valet consuetudo aut praescriptio liberativa: nam citata Constitutio munita est clausula *sublata* et decreto irritante; quod iuxta doctrinam Rotae (*decis. 572, n. 11* coram Cerro; *decis. 9, n. 38* coram Poenia) et resolutionem huius S. C. in *Reatina - Mediae annatae* 12 Maii 1770, perimit et vitiat omnem contrariam consuetudinem etiam centenariam vel immemorialem.

Ex adverso cum in citata Constitutione graviter excitata fuit vigilantia imo et onerata conscientia capitulorum et Ordinariorum super exactione et administratione dictae taxae; iam sequitur hanc negligentiam aut ignorantiam admitti non posse in capitulo et in Archiepiscopis administratoribus per tam longum tempus, praesertim quoad mansionarios Petrocchi. Hinc cum fundamento deduci potest praefatos mansionarios in praebendarum erectione fuisse a taxa exoneratos, vel quia de manutentione fabricae ecclesiae gravata erat massa capitularis, vel quia fundus seu patrimonium fabricae extabat, quibus in casibus, iuxta pluries citatam Constitutionem, mediae annatae impositio locum non habet.

Aliud praeterea argumentum solidius pro exoneratione a solutione huiusmodi taxae invenitur in mutatis temporum conditionibus, quum modo reditus beneficiorum sunt valde imminuti ob onera fiscalia taxae successionis adauctae, et vitae sustentatio difficilior evasit. Ex hoc factum est ut exactio huius taxae fere in omnibus Italiae dioecesibus coeperit in desuetudinem abire, uti expenditur in *Nolana – Solutionis* diei 9 Sept. 1893. Quum enim Episcopus Nolanus exposuisset hanc in sua dioecesi adesse consuetudinem, vi cuius canonici suae cathedralis aliique beneficiati se putabant a dictae taxae solutione exoneratos; haec S. C. rescripsit: « Attentis peculiaribus temporum rerumque adiunctis, iisque perdurantibus, nihil esse innovandum » (1). Hinc etiam possessores mansionariatuum in themate non videntur esse inquietandi quoad mediae annatae solutionem.

Decisio. S.ª Congr. Concilii, re ad trutinam vocata, die 22 Decembris 1906 respondendum censuit:

Attentis peculiaribus circumstantiis, nihil esse innovandum.

Colliges. 1°. In Italia insulisque adiacentibus omnia beneficia, etiam exigui valoris, obnoxia per se sunt mediae annatae solvendae pro fabrica ecclesiae cathedralis vel collegiatae restauranda.

2°. Excipe nisi in ipsa beneficii erectione decreta fuerit exoneratio ab huiusmodi taxae solutione, vel aliud opus aut patrimonium extet cui incumbit manutentio fabricae ecclesiae.

3°. Hodie tamen cum reditus beneficiorum imminuti valde sint sive in seipsis sive ob adnexa onera fiscalia, cumque aliter in genere provisum sit manutentioni fabricae ecclesiae, solutio mediae annatae non semper urgeri solet.

4°. Demum iuxta resolutiones huius S. C. in *Tiburtina* 4 Maii 1734, et in *Aesina* 28 Iulii 1873 in solutione mediae

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 26, pag. 424.

annatae deducenda sunt onera fixa et realia, quae fructus ipsius praebendae percutiunt et imminuunt; non autem onera personalia, quae proprie ad officium praebendati spectant, uti esset onus missae conventualis vel pro populo.

NOLANA

COLLATIONIS CAPPELLANIAE

An dictio " chierici del Comune „ praeter clericos originarios complectatur etiam clericos domiciliarios.

Factispecies. Actu donationis inter viros irrevocabili diei 10 Martii 1824 eques Camillus Costa, Neapolitanae civitatis, Archiepiscopo Neapolitano inter alia tradidit duo latifundia, sita in oppido S. Anastasiae, dioecesis Nolanae, pro instituendis 12 cappellaniis, quae titulo patrimonii sacri inservirent, nonnullis adiectis oneribus missarum. Haec patrimonia, ad quae vocabantur clerici Neapolitani et horum defectu clerici Puteolanae dioecesis, erant conferenda per concursum, constito prius de impotentia concurrentis ad sacrum patrimonium sibi constituendum, et praehabito scrutinio super qualitatibus et super scientia.

At una ex hisce cappellaniis pius donator voluit ut perpetuo servata maneret pro clericis ex oppido S. Anastasiae, seu, ut ipse statuit: *ai chierici del Comune di S. Anastasia*. Interim anno 1904 vacata huiusmodi cappellania, publicatus fuit concursus cui nomen dederunt duo clerici, nempe Crescentius Barone originarius dicti oppidi, et Tarquinius Marino originarius oppidi Montemurro, dioecesis Potentinae, sed a pluribus annis cum domicilio in oppido S. Anastasiae et huius clero rite adscriptus. Peracto in curia Nolana scrutinio super meritis concurrentium, examinatorum iudicium favorabile fuit clerico Marino, cui proinde vacans cappellania ab Archiepiscopo Neapolitano fuit collata.

Contra hanc collationem alter clericus Barone recursum interposuit apud hanc S. C., petens eam uti nullam declarari utpote factam contra mentem fundatoris, qui ad eam vocavit clericos originarios oppidi. Rogatus Episcopus Nolanus ab hac S. C. de sua sententia super proposita quaestione, ipse censet ex citatis instrumenti verbis comprehendi nedum clericos originarios seu nativos oppidi S. Anastasiae, sed etiam domiciliarios: e contra oppidi municipes rite interpellati contendunt in themate agi de vero iure civico et hinc nominatum Marino esse excludendum. Hisce non obstantibus petunt ut utriusque litigantis interesse concilietur, sed non innuunt qua ratione id obtineri valeat.

Animadversiones. Praemitto ex rigore iuris civilis ius civicum tantum ex origine acquiri, siquidem iuxta *leg.* 7 *cod., de incol.* origo civem facit, et domicilium incolas. Cfr. D'Annibale *(Summ. theol. mor., tom. 1, n. 88)*; Card. De Luca *(Mantissa, tom. 4, lib. 13, dec. 80)*. Verum lato sensu seu fictitio, nomine civium usuvenire etiam solent domiciliares seu incolae ut *(loc. cit.)* explicat idem Card. De Luca. Secundo adverto quod, licet oppidum S. Anastasiae unica paroecia contineatur, tamen conceptus et nomen paroeciani et civis valde inter se differunt, cum illud latius pateat. Hisce enucleatis disquisitio in themate ad hoc reducitur, nempe utrum fundator ad cappellaniam vocaverit tantum clericos originarios seu cives dicti oppidi, vel etiam incolas seu omnes indistincte clericos paroeciae legitime adscriptos.

Pro secunda hac interpretatione recipienda sequentia videntur posse adduci. Primo res, de qua agitur, seu cappellania est materia favorabilis. Atqui notum est in favorabilibus nomine civium comprehendi nedum natos ex civitate sed etiam eam incolentes, ita ut ad beneficia vel alia compendia civibus relicta, etiam incolae seu qui civitatem tantum ex incolatu acquisierint admittantur, ut tenet Lotterius *(de re benef., lib. 1, quaest. 25, n. 78)*; Pignatelli *(tom. 7, cons. 1)*; Rota

(part. 9 recent., dec. 127, n. 9). Id firmatur etiam ex quadam decisione edita ab hac S. C. in *Firmana - Cappellaniae* diei 23 Maii 1837. Sane cum ad quoddam legatum missarum in oppido Montis Rinaldi vocati essent a testatore *sacerdotes illius terrae et patriae,* ad legati comparticipationem declaratum est ius habere parochum illius oppidi Albinum Polini, licet non esset oppidi originarius, sed aliunde natus.

Nec aliam fuisse mentem pii donantis praesumi probabiliter potest ex eo, quod ipse per talem institutionem voluit prospicere spirituali commodo fidelium unicae paroeciae dicti oppidi, in cuius territorio erant sita duo donata latifundia. Hinc indistincte vocando ad cappellaniam pauperes clericos praefati oppidi, deduci potest complexum fuisse sive originarios sive domiciliarios, cum probe utrique clerici fini ab eo intento respondere possent. Haec autem probabilis coniectura robur acquirit ex facto quod in communi loquendi usu illa dictio « *chierici del Comune* » innuit tantum pertinentiam huius vel illius clerici ad aliquem locum et hinc comprehendit tum cives originarios tum domiciliarios.

Ex adverso tamen expendendum venit quod praecitata dictio « *chierici del Comune* » primario et immediate indicat clericos qui vere et naturaliter orti sunt in oppido S. Anastasiae. Unde cum in themate clara et expressa pii donantis voluntas habeatur, perperam ad coniecturas et praesumptiones fit recursus ut ea extendatur ad clericos domiciliarios praefati oppidi. Et reapse de particula « *di, del* » saepe disputatum est apud doctores ac tribunalia, an ea alicui loco apposita originem tantum immediatam importet vel domicilium etiam includat, et quamvis admissum fuerit aliquando eam significare posse causam remotam secundum subiectam materiam, quando ita constaret de mente disponentis, ut in *leg. Si finita, § Deinde, ff. de dam. infec.,* generatim tamen causam significare immediatam traditur apud Sabellium *(Sum. divers., § Dictiones, n. 26)* et Barbosam *(Tract. de diction.,*

dictio 16); atque ex hac particula originem non domicilium demonstrari expresse tradit Bartolus *(leg. Provinciales 190, n. 2, de verb. signif.)*: « Cum dico Perusinum intelligo origine vel qui habeat domicilium; sed si non dico Perusinum, sed dico quod talis de Perusio, quid significat? An qui habeat ibi domicilium, vel habeat originem? et credo quod significet secundum communem usum loquendi originem et non domicilium ». Idem repetit in *leg. Si possessor, § Ait, ff. de petit. haereditat.* Hanc doctrinam secuta est S. Rota coram Caprara *decis. 630, n. 6*; et *decis. 982, n. 7* coram Molines, nec non amplexa est haec S. C. in *Viterbien. - Subsidii dotalis* 19 Iulii 1766, in *Spoletana* diei 25 Apr. 1761, in *Tiburtina - Nominationis* 27 Iunii 1829, et in *Ariminen. - Cappellaniae* diei 28 Aug. 1841 ad sextum dubium.

Ex hucusque dictis consequitur, quod cum nullae invocari possint ex adverso speciales circumstantiae de diversa voluntate, seu interpretatione mentis fundatoris, rigorosae verborum significationi adhaerendum est. Nec aliquid posset concludi ex facto quod cum paroecia S. Anastasiae totum complectatur oppidum, dicere clericum de municipio S. Anastasiae idem esset ac dicere clericum parochianum S. Anastasiae: nam duo haec entia inter se toto coelo differunt. Aliunde fundator ad cappellaniam designavit clericos oppidi, non paroeciae S. Anastasiae; unde non ad simplex domicilium, sed ad verum et strictum ius civicum respexit.

Demum etiamsi in subiecta materia aliquod fundatum dubium exurgere posset de extensione voluntatis fundatoris ad clericos nedum originarios sed etiam domiciliarios, in concursu tamen clerici originarii Barone cum clerico extraneo Marino, ut ut clero S. Anastasiae rite aggregato, semper ille fuisset caeteris paribus praeferendus, idque ex praesumpta ipsius fundatoris voluntate, uti diserte tradit Card. De Luca *(loc. cit., n. 22)*.

Resolutio. S. Congr. Concilii, omnibus perspectis, die 26 Ianuarii 1907 rescribendum censuit:

Ad instantiam recurrentis, negative (1).

ASTEN.

FUNERUM

Non sustinetur decretum episcopale, licet consuetudine firmatum, quo parochi prohibentur associare ad publicum coemeterium cadavera defunctorum.

Factispecies. In urbe Astensi, extructis coemeteriis publicis, Episcopus Lobetti, ne parochi longiori et incommodiori cadaverum associatione gravarentur, inhaerens constitutionibus synodalibus praedecessoris Episcopi Caissotti, die 13 Nov. 1835 decretum edidit, quo statutis poenis prohibuit quominus, iustis absolutis funebribus in paroeciali ecclesia, parochi vel eorum coadiutores sub quolibet titulo aut praetextu, etiamsi devotionis aut pietatis, defunctorum cadavera ad coemeterium comitentur. Inde factum est ut cadavera, post expletas a parocho exequias, a coemeterii capellano et quandoque etiam ab aliis sacerdotibus ad parentum defuncti invitationem, cum processione et confraternitatum interventu ad coemeterium deferantur.

Praeterea in eadem urbe si peregrinus vel parochianus in alio loco defunctus sed in coemeterio civitatis Astensis tumulandus, ad portas vel stationem viae ferreae eiusdem civitatis deferatur, aliquando capellanus coemeterii, sola parentum invitatione, absque parochi licentia, cum bireto et cotta et confraternitatum interventu ad cadavera recipienda

(1) Quamvis enim in abstracto moveri possit quaestio circa valorem phylologicum et etiam iuridicum dictionis *chierici del Comune,* ita ut comprehensi videantur dumtaxat clerici originarii seu nativi, tamen in praxi res diiudicanda potius est ex mente testatoris, quae in casu ad clericos quoque domiciliarios extendi constat *(N. R.).*

se confert, eademque, dicto Ps. *Miserere,* ad coemeterium comitetur; quin etiam in coemeterii oratorio saepe preces exequiales solemniter peragit; et hoc agit sive iusta funebria persoluta in loco decessus iam fuerint, sive cadavera benedictionem tantum privatam in aliquo nosocomio a parocho vel capellano receperint, sive neutrum peractum sit.

Nunc parochis civitatis Astensis instantibus, sequentia dubia pro solutione subiiciuntur:

I. *An sustineatur decretum Episcopi Lobetti, et consuetudo, qua associatio ab ecclesia funerante ad publicum coemeterium fit non a parocho vel eius delegato, sed a coemeterii capellano vel ab alio sacerdote.*

II. *An sustineatur consuetudo, qua capellanus coemeterii peragit functiones funereas cadaverum, quae aliunde in civitatem Astensem deferuntur et deinde tumulantur in publico coemeterio.*

Animadversiones. Parochi quoad primum dubium negant capellano coemeterii vel cuilibet sacerdoti non parocho ius comitandi cum pompa solemni cadavera ab ecclesia funerante ad publicum coemeterium. Si hoc ius, aiunt, illis competeret, id esset vel ex iure communi, vel ex iure particulari, vel ex consuetudine. Atqui nullum ex praedictis capitibus suffragatur.

Et sane non suffragatur ius commune. Ex hoc enim habetur, nonnisi parochum posse et debere privative quoad alios comitari cadavera suorum parochianorum ad sepulcrum, quum aequum non sit lucrum associationis iis denegare, qui defunctis, dum viverent, officium pastoris exhibuerunt, migrantibus adstiterunt, mortuis ritus exequiales peregerunt. Cfr. Pighi *(Liturg. sacram.)*; Berardi *(theol. past.)*; Berengo *(Enchiridion paroch., pars 4, cap. 1)*; Acta S. Sedis, *(vol. V, pag. 350)*. Quod si in aliquo casu hoc ius non recognoscitur parochis, uti nominatim cautum est in efferendis monialium cadaveribus, haec tamen semper additur conditio « ut

id fiat absque pompa solemni et defunctus recto tramite deferatur ad coemeterium »; secus ius exigit ut interveniat parochus. Cfr. Santi *(Praelect. can., vol. 3, tit. 28, n. 32)*.

Non suffragatur ius particulare dioecesanum. Decretum enim Episcopi Lobetti id interdicit parochis et vicecuratis, quin aliis sacerdotibus, ne capellano coemeterii quidem excepto, ius aliquod tribuat.

Demum neque id adstruitur ex consuetudine. Nulla enim invalescere potuit consuetudo favore coemeterii capellani, quia parochi ex praefato decreto erant impediti: et scitum est quod: *contra non valentem agere non currit praescriptio.* Praeterea hoc munus coemeterii capellanus non exercuit *a*) *neque privative quoad alios,* nam constat alios quoque sacerdotes, a parentibus defuncti requisitos, hoc munere functos fuisse et fungi; *b*) *neque constanter et iure quasi suo,* sicuti patet ex testimonio sacerdotis Lini Bigliani, qui per annos duodecim eiusdem coemeterii capellanus fuit; *c*) *neque exercuit toto tempore ad consuetudinem introducendam requisito.* Ad praescribendum enim contra parochum in materia funeraria iuxta De Herdt *(Praxis Ritualis Romani, cap. 7, § 3, pag. 123)* consuetudo annorum 40 cum titulo, vel immemorabilis sine titulo, et in utroque casu intercedere debet bona fides. Sed in casu praeterquamquod nullus habetur titulus, et nulla consuetudo immemorialis, deest etiam bona fides.

Nec dicatur quod hoc ius neque parochis competat, cum obstet decretum Episcopi Lobetti; nam hoc decretum non est sustinendum, quia fuit nullum ab initio. Firmitate enim carent constitutiones synodales, quae iuri communi adversantur, ait Benedictus XIV *(De syn., lib. 12, cap. 1, n. 81)*; ideoque a fortiori constitutiones et decreta extrasynodalia, nisi Episcopus speciales habuerit facultates a Summo Pontifice. Etsi in principio decretum Episcopi Lobetti validum fuerit, hanc tamen validitatem amisit decursu

temporis, sive quia, una excepta civitate Astensi, in desuetudinem abiit in omnibus fere paroeciis dioecesis, sive quia totaliter cessavit eius finis, quum decretum tunc temporis latum fuerit favore parochorum, ne ipsi scilicet a fidelibus compellerentur, absque iusta compensatione, ad cadavera consocianda ad novum et remotiorem locum dormitionis.

Ad secundum dubium quod attinet, parochi negant coemeterii capellano vel cuilibet alio sacerdoti ius excipiendi cadavera ad portas civitatis et stationem viae ferreae in bireto et superpelliceo, cum confraternitatum processionaliter incedentium interventu, eademque, cum cantu Ant. *Exultabunt Domino* et Ps. *Miserere,* ad locum sepulturae cum pompa solemni comitandi.

Aut agitur, ipsi dicunt, de mortuis, qui sepulturam ecclesiasticam nondum habuerunt, et si petitur, cum sit functio stricte parochialis, fieri debet a parocho, ad quem, dum vivebant, defuncti pertinebant ratione domicilii, aut saltem nunc pertinent iure communi et consuetudine, illi parocho, in cuius ditione nunc extant. Si vero nulla sepultura petitur, sed simplex cadaveris adsociatio ad tumulum, hoc vel non est permittendum utpote contrarium iuri communi et liturgiae, quae iubent omnes christifideles non indignos, antequam terrae mandentur, vera sepultura ecclesiastica donari; vel, si permittitur, haec adsociatio est parochis reservanda; tenet enim locum sepulturae ecclesiasticae, quam defunctorum coniuncti iniuste recusant. Ratione vero pompae solemnis eadem adsociatio evadit functio stricte parochialis. Aut agitur de cadaveribus alibi iam sepulturae ecclesiasticae donatis; et tunc vel altera functio exequialis petitur, et haec, prout supra, evadit propria parochorum; vel petitur simplex cadaveris comitatio ad coemeterium, et haec quoque est parochialis, saltem cum perficitur plus minusve solemniter.

Ex altera vero parte capellanus coemeterii sustinet quod a tempore decreti Episcopi Lobetti, consentientibus parochis

civitatis Astensis, invaluit consuetudo nunquam interrupta, nisi excipias paucos casus gravissimis urgentibus causis, qua coemeterii rector seu capellanus pro tempore, post expletas in ecclesia parochiali functiones funereas, cadavera ab illa ecclesia ad publicum coemeterium comitatur. Consuetudo etiam invaluit, qua idem capellanus cadavera, quae aliunde in civitatem Astensem deferuntur, ad ianuas civitatis vel ad stationem viae ferreae recipit et pariter comitatur ad locum dormitionis. Huius duplicis consuetudinis fit mentio in recensione munerum capellani, quae fit in ipso actu quo municipium illum nominat.

In hoc munere exercendo si capellanus invitatur a defunctorum coniunctis percipit emolumentum libellarum decem; si vero agitur de defunctis pauperibus, in quo casu nulla fit invitatio, omnino gratis suum munus impendit. Praeterea capellanus nominatur a municipio, a quo recipit tenue stipendium libell. 340. Si amitteret ius associandi cadavera ab ecclesiis tumulantibus et a portis civitatis ad coemeterium, privaretur etiam incerto emolumento decem libellarum pro unoquoque cadavere, eiusque conditio prorsus miserabilis evaderet, quia dum, ob crebrescentem mortuorum pauperum numerum, augerentur labores et onera, minueretur retributio vel prorsus illusoria evaderet; nullusque inveniretur sacerdos qui munus coemeterii capellani vellet suscipere; quinimo forsitan municipium ipsum officium aboleret, vel saltem in personam laicam transferret, quod maximae esset iacturae Astensi dioecesi et civitati.

Tandem parochi ius associandi cadavera ad coemeterium reclamant, quia illud ius, ut pars integralis iuris funerandi, nempe levandi et deducendi funus ad ecclesiam parochialem, ab hoc nequit disiungi. Si ita res est, parochi deberent adsociare ad coemeterium non tantum cadavera divitum, quando nempe ipsis solveretur emolumentum decem libellarum, sed

etiam cadavera pauperum, quae adsociantur omnino gratis. Atqui hoc ius minime reclamant.

Decisio. Emi Patres S. C. C., omnibus sedulo pensatis, diei 26 Ianuarii 1907 respondendum mandarunt:

Ad I. *Negative et servetur ius commune, ac parochi omnium suorum parochianorum etiam pauperum cadavera decenter comitentur ad coemeterium.*

Ad II. *Detur resolutio in* Novarien.-Funerum *27 Maii 1893 et 22 Iunii 1895* (1). *Et ad mentem.*

Colliges. 1°. Parochis, etiam privative quoad ipsum coemeterii capellanum, inest ius et officium comitandi ad coemeterium cadavera suorum parochianorum, peregrinorum aliorumque alibi decedentium, non obstante consuetudine contraria.

2°. Item ius associandi et funerandi extraneos alibi defunctos, qui sepulturam elegerint in publico coemeterio, non designata ecclesia tumulante, spectat ad parochum ecclesiae cathedralis vel principalis in loco, salvis consuetudinibus et constitutionibus particularibus.

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

PARISIEN. ET BELLOVACEN.

Decretum beatificationis seu declarationis martyrii Venn. Servarum Dei Teresiae a S. Augustino et sociarum eius monialium e coenobio Compendiensi Ord. Carmelitarum Excalceatorum.

Super dubio: *An stante approbatione martyrii eiusque causae, pluribus signis ac miraculis a Deo illustrati et con-*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 28, pag. 239., Idem cautum fuit in *Romana et Bredanen. - Dubiorum circa funera* diei 27 Aug. 1904; cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 37, pag. 462 *(N. R.)*.

firmati, Tuto *procedi possit ad solemnem Venerabilium Servarum Dei beatificationem.*

Martyrum victorias non prisca modo Ecclesiae tempora recensent, nec eorum sanguine dissitae tantum regiones barbaraeque rubent. Vel excultissimae gentes exemplo suo edocent, quo crudelitatis devenire possint pravis doctrinis excaecati homines, et quanti aestimanda sit, remoto Deo, civilis humanitas. Viget enim pene recens memoria supplicii, cui, sub exitum saeculi XVIII traditae sunt ab inimicis religionis sexdecim sorores inter Carmelitides excalceatas monasterii Compendiensis in Gallia: Venerabilis Dei Serva Teresia a S. Augustino eiusque sodales, aemulatae antiquos martyres, de quibus Cyprianus (Ep. XV, col. LXVIII): *Evangelicam disciplinam sincero fidei vigore tenuerunt et incorrupto honore virtutis cum praeceptis Domini et cum apostolis eius fortiter stantes, nutantem multorum fidem martyrii sui veritate solidarunt.*

Harum virginum fama, longe quidem lateque diffusa, sed Compendienses apud cives multo etiam vividior, testatur adhuc, ipsarum caritatem, paupertatem, severam disciplinae custodiam, omnium sibi amorem conciliasse. Atque ea profecto vitae sanctitas effecit, ut ipsae dignae haberentur *pro nomine Iesu contumeliam pati.* A nequissimis tyrannis per vim claustris ereptae tantam ostenderunt in fide puritatem et in infortunio animi magnitudinem, ut vel segniores in sui admirationem raperent. Difficillimis temporibus terrifici eius regiminis potuerunt et religiosi instituti observantiam cum studio proximorum salutis procurandae componere, et pias industrias in utroque officio summa cum prudentia modestiaque coniungere. Comprehensae atque in vincula detrusae, non aliam ob causam nisi quod etiam coenobio depulsae pergerent religioso more vivere et Cor Iesu sacratissimum fervido, ut ante, cultu prosequi, acerbissima quaeque pertulerunt, non modo patientia singulari, sed etiam vultu ad laetitiam com-

posito et labiis ad piissimos cantus reclusis, donec, sese mutuo cohortantes, caeso singulis capite, victimae nobiles ceciderunt XVI Cal. Sextil. an. MDCCXCIV, insigni exemplo et incitamento futurae quamplurimis, qui, hac etiam aetate, *persecutionem patiuntur propter iustitiam.* Namque, uti habet Ambrosius: *martyr, quum patitur, non sibi tantum patitur, sed et civibus; sibi enim patitur ad praemium, civibus ad exemplum: sibi patitur ad regnum, civibus ad salutem.*

Praeclari huius triumphi rumore, non modo per Galliam, sed per maximam Europae partem adhuc personante, conspicuis identidem accedentibus signis atque prodigiis, Pius X P. M. ex SS. Rituum Congregationis consulto tertio Idus Iunii volventis anni, de martyrio eiusque causa et signis ipsum confirmantibus constare edixit. Unum supererat inquirendum, utrum Caelitum Beatorum honores possent memoratis martyribus Tuto decerni. Itaque in conventu generali habito, coram Sanctissimo Domino Nostro, decimo octavo Cal. Decembres labentis anni Rmus Cardinalis Vincentius Vannutelli Episcopus Praenestinus, causae relator, dubium proposuit: *An, stante approbatione martyrii eiusque causae, pluribus signis ac miraculis a Deo illustrati et confirmati,* Tuto *procedi possit ad solemnem harum Venerabilium Servarum Dei beatificationem.* Rmi Cardinales et PP. Consultores suam singuli protulere sententiam; qua etsi comperta legitima et assertorum signorum veritate in tuto posita, nihilominus Sanctissimo Domino Nostro in re tam gravi placuit supremum iudicium differre in alium diem.

Hoc vero die, quo Almae Domus Lauretanae B. Mariae Virginis Immaculatae translationem celebrat Ecclesia ac Dominica secunda Adventus idem Sanctissimus Dominus, Sacris devotissime operatus, nobiliorem aulam Vaticanae aedis ingressus ac pontificio solio assidens, ad se accivit Rmos Cardinales Aloisium Tripepi SS. RR. Congregationi Pro-Praefectum et Vincentium Vannutelli Episcopum Praenestinum

causae Relatorem, una cum R. P. Alexandro Verde sanctae fidei Promotore meque infrascripto a secretis, iisque adstantibus solemni decreto sanxit: Tuto *procedi posse ad solemnem Venerabilium Servarum Dei Teresiae a S. Augustino, Mariae Franciscae a S. Aloisio, Mariae a Iesu Crucifixo, Mariae a Resurrectione, Euphrasiae ab Immaculata Conceptione, Gabriellae Henricae a Iesu, Teresiae a SSmo Corde Mariae, Mariae Gabriellae a S. Ignatio, Iuliae Aloisiae a Iesu, Mariae Henricae a Providentia, Mariae a Sancto Spiritu, Mariae a S. Martha, Stephanae Ioannae a S. Francisco Xaverio, Constantiae Meunier et germanarum sororum Catarinae et Teresiae Soiron beatificationem.*

Hoc autem decretum publici iuris fieri, in acta SS. RR. Congregationis referri, Litterasque Apostolicas in forma Brevis de beatificatione quandocumque celebranda expediri iussit, quarto Idus Decembres an. MDCCCCV.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

DIVIONEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Margaritae a SS. Sacramento, monialis professae Ordinis Carmelitarum Excalceatorum.

Super dubio: *An constet de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.*

Praecelsa mulierum, Deipara Virgo, cui *gloria Libani data est et decor Carmeli,* tot ex adscita sibi Familia Carmelitica virgines numerat suarum virtutum imitatrices, ut iure Ipsi accommodentur Ecclesiastici verba: *Ego quasi terebinthus extendi ramos meos, et rami mei honoris et gratiae.* Saluti-

ferae illius plantae sub umbra crevit Ven. Dei Serva Margarita a SSm̃o Sacramento, fructusque dedit plane dignos, quibus *laetetur mons Sion et exsultent filiae Iudae.*

Venerabilis Margarita, religionis nomen adepta a SSm̃o Sacramento propter singularem quo flagravit amorem in divinum Infantem, orta est Belnis in Gallia VIII id. Februarii an. MDCXIX. Ab ineunte aetate caelestis gratiae donis ita est cumulata, ut apparerent in ipsa quasi semina innata christianae virtutis. Mature quippe in puella fulserunt et pietas in Deum et in proximos caritas. Nondum septennis plures horas, etiam nocturnas, ipsâque in hiemis asperitate, precibus vacabat; pauperibus obsonia aliaque sibi collata munera distribuebat; aegrotis non solum domi, sed etiam in valetudinariis adsidebat, eorum curare vulnera deoscularique minime verita.

Mortua parente, Deiparam sibi matrem elegit eiusque religioni in Belnensi Familia Carmelitidum sororum sese devovit. Hoc pacis et virtutis asylum ingressa est undecim annos nata; eoque fuit illi laetior eventus, quod, qui dies ad coenobium, idem ad caeleste pabulum primitus degustandum aditum patefecit. Quum tyrocinium, tum reliquum tempus post nuncupata vota solemnia ea religiosae vitae perfectione traduxit, tam altae caelestium rerum contemplationi animum intendit, ut angeli speciem potius, quam puellae praeseferret. Divinum Infantem, cui se totam sacraverat, fervido amore prosequuta est, nihilque praetermisit, quod illi gratum esse putaret eiusque voluntati consentaneum. Tali sibi proposito exemplo, mirum non est quod in eius omni vita nihil fuerit deprehensum, quod ullo pacto notari posset, nihil immo quod non summopere laudandum videretur. Provehendi autem eiusmodi cultus maxime sollicita, sodalitium instituit, cui adscripti fideles annos duodecim Iesu adolescentis certis precibus prosequerentur. Quae religio brevi, non modo Galliam, sed exteras quoque gentes ita est pervagata, ut a sa. me. Pio IX

Pont. Max. institutum illud auctum fuerit archisodalitii titulo ac privilegiis. Supernis donis praedives mirabiles raptus ac visiones experta est, animorum latebras perspexit, longinqua et futura praenunciavit.

Sanctissimum finem non tam atrocitas morbi, qui solidos duos menses Margaritam excruciavit, quam referta meritis vita maturavit. Extremis doloribus mira patientia toleratis ubi sensit novissimam imminere horam, Ecclesiae sacramenta, fune ad collum alligata et petita singulis adstantibus venia, recepit. Post haec, inter sororum effusas lacrimas atque complexus, animam efflavit placidissime V Cal. Iun. an. MDCXLVIII, aetatis suae anno trigesimo.

Mortuae virginis os nova quadam pulchritudine statim circumfundi visum est, et olere suavissime corpus. Eius autem obitus nuntio commota universa civitas ad funeris pompam eo devotionis impetu accurrit, ut militibus opus fuerit ad ipsam continendam. Haec fama sanctitatis, bis iam saecularis, intermissa nunquam est, ne Gallicarum quidem perturbationum tempore; quin etiam vulgatiorem in dies factam esse testantur quotidianae ad eius tumulum peregrinationes. Cui famae magis magisque illustrandae quum prodigia complura, quae de ipsa ferebantur, accessissent, anno MDCCCLX ordinarii processus instituti sunt; quibus expletis et ad SS. Rituum Congregationem delatis, idem Pius IX die XIX mensis Iunii an. MDCCCLXXIII Commissionem introductionis causae sua manu signavit. Consecuti deinde sunt penes eandem SS. Rituum Congregationem anno MDCCCXCV Apostolici processus de gradu *heroico* virtutum Ven. Dei Servae Margaritae. Ac primum acta res est in antepraeparatorio coetu apud Rmum Cardinalem Caietanum Aloisium Masella cl. me. causae relatorem, pridie nonas Aprilis an. MDCCCXCIX; mox in duplici praeparatorio, Vaticanis in aedibus, pridie nonas Februarii an. MDCCCCII, et decimo cal. Septembris an. MDCCCCIV; postremo in Congregatione generali ibidem, apud SSmum

D. N. Pium PP. X, coacta quinto idus sextil. volventis anni. Quo in conventu quum Rmus Cardinalis Aloisius Tripepi pro Rmo Card. Dominico Ferrata cui munus causae referendae a Pontifice Maximo fuit delatum, discutiendum proposuisset dubium: *an constet de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis Ven. Servae Dei Margaritae a SSmo Sacramento, in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur;* Rmi Cardinales et Patres Consultores sua quisque suffragia tulerunt. Quibus perpensis SSmus Dominus supremum iudicium suum differendum censuit, hortatusque praesentes est, ut in re tanti momenti caeleste lumen implorarent.

Hodierno vero die, quo domus Sanctae Virginis apud Picentes in Loreto apparuit et Dominica secunda sacri Adventus, Sacro religiosissime litato, nobiliorem aulam Vaticanae aedis ingressus et pontificio solio assidens, ad Se accivit Rmos Cardinales Aloisium Tripepi S. RR. Congregationi Pro-Praefectum et Dominicum Ferrata causae Ponentem; itemque R. P. Alexandrum Verde s. fidei Promotorem et me infrascriptum Secretarium, iisque adstantibus solemniter pronunciavit: *Ita constare de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis Ven. Servae Dei Margaritae a SSmo Sacramento, in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur, ut procedi possit ad ulteriora, idest ad quatuor miraculorum discussionem.*

Hoc autem decretum evulgari et in SS. RR. acta referri iussit, quarto Idus Decembres an. MDCCCCV.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

MANTUANA

Decretum confirmationis cultus ab immemorabili tempore praestiti Ven. Servo Dei Marco De Marconibus, Ordinis S. Hieronymi Congr. B. Petri de Pisis, Beato nuncupato.

Processuales tabulae apud ecclesiasticam curiam Mantuanam, ordinaria auctoritate, anno 1882 a Rmo Dño Ioanne Maria Berengo, tunc illius dioecesis Praesule, inchoatae, ab Episcopo successore Rmo Dño Iosepho Sarto, nunc Sanctissimo Domino Nostro Pio Papa X, feliciter absolutae sunt, prolata quoque iudiciali sententia, super casu excepto a decretis sa. me. Urbani Papae VIII de confirmatione cultus praestiti Ven. Servo Dei Marco de Marconibus, Ordinis S. Hieronymi Congregationis B. Petri de Pisis, Beato nuncupato. In quibus tabulis Romam transmissis et ad Sacrorum Rituum Congregationem delatis riteque apertis, praeter ea quae praecipuam quaestionem respiciunt, nonnulla de vita et gestis praedicti Ven. Servi Dei narrantur quae heic breviter referre iuvat. Dei Famulus, humili genere, in lucem editus an. 1480, inde a prima aetate vitam solitariam et in Deo absconditam duxisse fertur. Trilustris prope Mantuam in loco *Milliarino* duos religiosos viros, eremitarum more, caelestium rerum contemplationi operam navantes, frequenter adivit: quorum exemplo et conversatione permotus eundem Ordinem in coenobio S. Matthaei libenti hilarique animo amplexus est. Sacro habitu accepto et iuxta statuta tyrocinio peracto atque professione emissa, huius perfectioris status officia cum ardore et virtute, divina opitulante gratia, fideliter implevit. Interim Famuli sui sanctitatem, prophetiae et miraculorum charismate atque etiam superno splendore Deus illustrasse narratur. Quapropter in tantam hominum existimationem ac venerationem Marcus devenit, ut beatum se quisque putaret qui eius vestimenti fimbriam tangere posset. Trigesimum aetatis annum agens quum meritis dives multa tempora exple-

visset, pie obiit in Domino die 24 Februarii an. 1510. Defuncti corpus magno devoti populi concursu elatum, prius communi Fratrum sepulturae traditum, biennio post, incorruptum repertum in decentiori loco repositum, elapsis ab obitu fere centum annis in magnifico tumulo, ex fidelium pietate ac largitionibus exstructo, conditum fuit. Post alias translationes, anno 1750 quiescebat in ecclesia S. Matthaei super altari ad dextrum latus arae maioris; ibique sequens legebatur inscriptio: « Inclyte urbis Mantuae splendor, Pisanae religionis ornamentum, Beatus Marcus de Marconibus cuius corpus inter insignia eius miracula clarum satis millesimo quingentesimo decimo abhinc anno integrum venerari ». Denuo sacrum hoc pignus in cathedralem ecclesiam Mantuanam translatum, ibidem adhuc incorruptum religiose asservatur et ostenditur. Ex praefato autem processu complura documenta ac testimonia de casu excepto a decretis Urbanianis seu de cultu publico, ecclesiastico et constanti ab obitu ad haec usque tempora, uti valida probationum argumenta habentur. Quibus praecipue accensentur imagines aureola redimitae, Beati titulus, arae in Ven. Servi Dei honorem dicatae, tabellae votivae ab eisdem pendentes, reliquiae venerationi expositae et lampades ante eas accensae, praesertim die festo Omnium Sanctorum et in solemnitate propria 24 Februarii, qua die in kalendariis dioecesanis antiquis et recentioribus fit ostensionis corporis et festivitatis natalitiae memoria. Hinc instante Rmo Dño P. Mariano Winspeare, Ordinis S. Hieronymi et causae Postulatore, fervidissima etiam Mantuanae ecclesiae vota depromente, infrascriptus Cardinalis Aloisius Tripepi Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectus et eiusdem causae Ponens seu Relator in ordinario coetu, subsignata die, ad Vaticanum habito sequens dubium discutiendum proposuit: *An sententia iudicis a Rmo D. Episcopo Mantuano delegati super cultu ab immemorabili tempore praestito praefato Servo Dei, seu super casu excepto a decretis*

sa. me. Urbani Papae VIII, sit confirmanda in casu et ad effectum de quo agitur? Porro Emi ac Rmi Dni Cardinales Sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem ipsius Cardinalis Ponentis, audito tum voce tum scripto R. P. D. Alexandro Verde sanctae fidei Promotore, re maturo examine perpensa rescribere rati sunt: *Affirmative seu sententiam esse confirmandam.* Die 20 Februarii 1906.

Quibus omnibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatis, Sanctitas Sua rescriptum eiusdem Sacri Consilii ratum habuit et confirmavit, die 2 Martii, eodem anno.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

VERONEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servi Dei Gasparis Bertoni, Congregationis a SS. Stigmatibus D. N. I. C. fundatoris.

Veronae in paroecia S. Pauli ad campum Martium ex piis honestisque parentibus Francisco et Brunora Ravelli anno 1777 ortus est Servus Dei Gaspar Bertoni, fundator Congregationis a SS. Stigmatibus D. N. I. C. Adhuc puer domestica monita et exempla sectatus, virtutibus inter aequales praefulsit. Neque tantum domi et in templo ubi quotidie pietati fovendae assiduus erat, sed et per urbem atque vias oculos animosque transeuntium sibi attrahebat. Ob vitam innocentem atque austeram quam ducebat, velut alter Aloisius Gonzaga condiscipulis indigitabatur. Ingenio ac diligentia praestans, ab inferioribus studiis ad superiora progressus, humaniores litteras a Patribus Societatis Iesu, philosophicas disciplinas in R. Lycaeo S. Sebastiani a celebri professore Zamboni didicit; atque

etiam musicen feliciter excoluit. Decimum septimum aetatis annum agens, prouti anteactae vitae ratio suadebat, clericali militiae adscriptus est. Divinae gloriae et suae proximique saluti provehendae unice intentus, scientiis theologicis sedulo incubuit: quo tempore Angelici Doctoris Aquinatis Summam theologicam per quatuor vices integre perlegit. Parochiali ecclesiae S. Pauli ad campum Martium, de superiorum licentia, addictus, diem devotae orationi, ecclesiae servitio et scientiae studio, statis horis, dicabat. Sacras caeremonias cum modesta corporis orisque compositione perficiebat, admirationem aeque ac devotionem excitando. Tanta vero charitate atque industria doctrinam christianam pueris tradebat, ut a parocho missionarius puerorum appellaretur. A Veronensi Episcopo Andrea Avogadro ad sacerdotii dignitatem evectus, haud multo post a paroecia S. Pauli ad maiorem S. Firmi paroeciam translatus est. Neque minor fructus in hoc novo agro excolendo diligentiae ac labori Servi Dei respondit. Pueris atque puellis pie educandis plura asceteria aperta sunt. Primo Canossiani Instituti coenobio vix erecto, illarum virginum cura, rogante ipsa fundatrice Ven. Magdalena de Canossa, demandata fuit Gaspari qui eisdem se praebuit optimum pietatis magistrum quandiu vixit, et regulas ipsius Instituti cum sapientia et prudentia conscripsit. In subsidium a rectoribus ecclesiarum vocatus, quivis Christifidelium coetus illum concionantem salutariter audiebat, praesertim in spiritualibus exercitiis ad methodum S. Ignatii compositis. Veronensi seminario in spiritualibus praefectus officium gessit summa cum laude. Volvente anno 1816 prima iecit suae Congregationis fundamenta quam iuxta finem sibi propositum a Missionariis Apostolicis in obsequium Episcoporum, et a loco fundationis a Sacris Stigmatibus D. N. I. C. nuncupari voluit. Templo ac coenobio aedificato, scholas adiecit iuvenum quos litteris ac pietate imbuendos curavit. Sodalitio iam florente, Servus Dei omnibus praeibat sociis, inter quos nonnulli linguarum

peritia, philosophica et theologica scientia, et vitae sanctimonia praestantes fuerunt, atque ipse veluti pater in filiorum sapientia gloriabatur. A Veronensi Episcopo dignus est habitus qui in theologum definitorem, examinatorem prosynodalem et cognitorem de ecclesiasticis vocationibus eligeretur, quibus muneribus obeundis, sicut eligentis expectationi, plene satisfecit. Ulcere in crure vexatus postremos duodecim annos in cubiculo suo immotus transegit, atque inter cruciatus semper alacri animo, ab ipso lectulo patientiae exemplum et doctrinae pabulum omnibus affluentibus praebebat. Tandem, morbo ingravescente, extremis morientium sacramentis et benedictione Apostolica cum indulgentia plenaria in articulo mortis roboratus, die Dominica 12 Iunii an. 1853 aerumnosam vitam cum beata commutavit. Iusta funebria honorifice persoluta fuere, in ecclesia Augustissimae Trinitati dicata, cum multa cleri populique devoti frequentia, habita etiam brevi ac laudativa oratione. Interim sanctitatis fama quam Servus Dei vivens sibi adeptus fuerat, post obitum splendidior eluxit. Hinc in ecclesiastica curia Veronensi super eadem fama processus ordinarius informativus institutus fuit et Romam transmissus atque in actis Sacrorum Rituum Congregationis exhibitus. Quum vero omnia in promptu essent, obtenta dispensatione Apostolica tum a lapsu decennii tum ab interventu et voto Consultorum, instante perillustri ac R̃mo D̃no Aloisio Morando Archiepiscopo Brundusino, e Congregatione a SS. Stigmatibus D. N. I. C., huius causae Postulatore, nomine etiam universae suae Congregationis, attentisque litteris postulatoriis quorumdam Em̃orum S. R. E. Cardinalium, plurium R̃morum Sacrorum Antistitum necnon Praepositorum generalium aliorumque virorum sive ecclesiastica sive civili dignitate praestantium una cum Seminarii episcopalis Veronensis moderatoribus, infrascriptus Cardinalis Aloisius Tripepi S. R. C. Pro-Praefectus et eiusdem causae Ponens seu Relator, in ordinariis comitiis subsignata die ad

Vaticanum habitis sequens dubium discutiendum proposuit: *An signanda sit Commissio introductionis causae in casu et ad effectum de quo agitur?* Et Emi ac Rmi Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem ipsius Cardinalis Ponentis, audito etiam voce ac scripto R. P. D. Alexandro Verde sanctae fidei Promotore, omnibusque sedulo perpensis rescribendum censuerunt: *Affirmative seu Commissionem esse signandam si Sanctissimo placuerit.* Die 20 Februarii 1906.

Facta postmodum de his Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatione, Sanctitas Sua rescriptum eiusdem Sacri Consilii ratum habuit et confirmavit, propriaque manu signare dignata est Commissionem introductionis causae praedicti Venerabilis Servi Dei Gasparis Bertoni, fundatoris Congregationis a Sacris Stigmatibus D. N. I. C. Die 2 Martii, eodem anno.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Quoad Communionis administrationem in oratoriis privatis.

Hodiernus cathedralis ecclesiae Malacitanae in Hispania canonicus poenitentiarius ut suo Consultoris munere fungatur, de consensu Rmi sui Episcopi, a Sacrorum Rituum Congregatione responsionem enixe postulavit ad sequentia dubia:

I. An liceat Sacram Communionem in oratoriis privatis, de Ordinarii tantum licentia, indultariis ministrare?

II. Utrum non tantum indultariis sed etiam fidelibus Sacro adstantibus in praedictis oratoriis Sacra Communio ministrari possit?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito etiam voto Commissionis Liturgicae, reque sedulo perpensa, respondendum censuit:

Ad I. Praesupposito indulto Apostolico pro concessione oratorii privati, affirmative.

Ad II. Negative, nisi adsit indultum Apostolicum.

Atque ita rescripsit, die 10 Februarii 1906.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

CONGREGATIONIS
ORATORII S. PHILIPPI NERI PERUSIAE

Quoad simulacrum B. M. V. Perdolentis et Processionem SS. Crucis feria VI in Parasceve.

Hodiernus Praepositus Congregationis Oratorii S. Philippi Neri Perusiae humillime exposuit Sacrae Rituum Congregationi, quae sequuntur:

I. In ecclesia dictae Congregationis est sacellum B. M. Virgini Perdolenti dicatum, extructum in parte separata ecclesiae, scilicet eodem loco quo Romae in ecclesia S. Mariae in Vallicella aedificatum est sacellum S. Caroli Borromaei. In hoc sacello religiosissime colitur in sua aedicula simulacrum B. M. V. Perdolentis. Quaeritur: An feria V in Coena Domini post Vesperas, et feria VI in Parasceve, perdurante in alio remoto sacello, nempe prope ianuam maiorem ecclesiae, expositione SSmi Sacramenti vulgo *Sepolcro,* dicta imago Virginis Perdolentis possit remanere in sua aedicula, discooperta cum candelis vel lampadibus accensis, et an possit etiam ante ipsam collocari simulacrum SSmi Redemptoris demortui, iuxta antiquam consuetudinem ad populi devotionem satisfaciendam,

II. In eadem ecclesia, feria VI in Parasceve, quotannis post expletas functiones liturgicas fit Processio cum reliquia SSmae Crucis Dominicae sub umbella vel baldachino violacei coloris, cum thuriferariis etc. Sed quotannis renovatur

dissensio inter caeremoniarios circa qualitatem paramentorum. Hinc ad evitandas varietates quaeritur: 1°. quae paramenta sint licita vel magis idonea in hac Processione; et 2°. qualis color sit licitus vel magis idoneus etiam pro umbella vel baldachino in eadem Processione?

Et Sacra Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio, omnibusque sedulo perpensis, ita respondendum censuit:

Ad I. quoad utramque partem, *negative* feria V in Coena Domini; *affirmative* feria VI post Missam Praesanctificatorum.

Ad II. Adhibeantur quoad 1um. Pluviale et dalmaticae seu tunicellae coloris nigri; et quoad 2um. Velum humerale et umbella vel baldachinum coloris violacei.

Atque ita rescripsit. Die 16 Ianuarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EREMITARUM CAMALDULENSIUM

MONTIS CORONAE

Circa quasdam caeremonias in missa aliisque sacris functionibus occurrentes.

Redactor Kalendarii Eremitarum Camaldulensium Montis Coronae, de Superioris generalis consensu, a Sacrorum Rituum Congregatione solutionem insequentium dubiorum humillime imploravit; nempe:

I. Utrum Celebrans, in die Purificationis ac Dominica Palmarum, completa candelarum aut ramorum distributione, debeat pro ineunda Processione incensum ponere in cornu Epistolae, ubi iam reperitur, cum ibi orationem ultimam recitarit; an potius debeat se prius ad medium altaris pro thuris benedictione conferre?

II. Utrum in die Purificationis ac Dominica Palmarum, postquam dictum fuerit *Procedamus in pace,* Celebrans e suppedaneo in planum descendens debeat ad altare conversus debitam ei reverentiam facere; an potius, utpote inchoata a praefatis verbis Processione, debeat conversionem ad altare et omnem ei reverentiam omittere?

III. Utrum Celebrans recedens ab altari ad abacum ut alia sumat paramenta, et ab abaco ad altare revertens, uti contingit singulis diebus Dominicis post aspersionem aquae lustralis atque post Processionem in festo Purificationis ac Dominica Palmarum, genuflexionem in plano praestare debeat, si Sanctissimum Sacramentum in tabernaculo reperiatur inclusum; an potius in infimo altaris gradu?

IV. Quum ob specialia locorum adiuncta nonnulli ad excipiendam aquae lustralis aspersionem sat proxime altari reperiantur, num Celebrans, qui a pedibus altaris non recedit, sed tantum se vertit consistens aliquantum a latere Evangelii, debeat in medio ad altare reversus genuflexionem agere, si in tabernaculo Sanctissimum Sacramentum reperiatur inclusum, uti praescribit Rubrica subdiacono, qui accepta patena ad medium e cornu Epistolae se confert in plano permansurus?

V. Quum Missalis Rubrica unice dicat esse cantanda *Improperia* ad functionem in feria VI in Parasceve, neque innuat eadem *Improperia* et reliqua esse a sacerdote recitanda; num exinde legitime concludatur, sacerdotem ad *Improperia* et reliqua legenda non teneri?

VI. Ubi in ultimo Triduo Maioris Hebdomadae removeri solet aqua lustralis a vasis ecclesiae, num Sabbato Sancto, in quibus ecclesiis fons baptismalis non benedicitur, eadem aqua lustralis in sacrario ante functionem benedici debeat, ut possit in ecclesiae vasis poni post Litaniarum ℣. *Peccatores,* dum festive ad celebrandam missam paratur altare?

VII. Utrum in Sabbato Sancto cereus paschalis ita poni

debeat, ut crux populum respiciat; an latus Epistolae, in quo Celebrans reperitur?

VIII. Dum in eodem Sabbato Sancto ad legile canitur paschale praeconium, quo loco et quorsus vertere facies debeant Celebrans scil. diaconus praeconium cantaturus, et adstantes a dextris eiusdem clericus cum cruce ac thuriferarius, et a sinistris duo acolythi, qui respective arundinem et grana thuris tenent?

IX. Cum Caeremoniale Episcoporum lib. II, cap. XXII, n. 11 praescribat, ut in extinguendis ad Matutinum Tenebrarum cereis, alternatim incipiatur a cornu Evangelii; quaenam norma tenenda est in accendendis et extinguendis altaris cereis pro alia quavis occasione?

X. Quoties exposito Sanctissimo Sacramento canitur hymnus *Te Deum* in omnibus functionibus, expresse per Rubricas et decreta non directis, ac datur in fine cum eodem Sanctissimo Benedictio: utrum versiculi, qui citantur in decreto Sacrae Rituum Congregationis 11 Septembris 1847 *Veronen.*, n. 2956 ad III, dici cum oratione *Deus, cuius misericordiae* debeant ante hymnum *Tantum ergo;* an potius duo hymni sint coniungendi et absolvendi cum solo versiculo *Panem de coelo* et duabus orationibus Sanctissimi Sacramenti et actionis gratiarum sub una conclusione?

XI. Quoties Processio pro gratiarum actione locum habuerit, num post hymnum Ambrosianum dici debeant omnes versiculi cum tribus orationibus in Rituali Romano designatis; an tantum recitari possint versus aliqui et unica oratio, prouti in decreto 11 Septembris 1847 *Veronen.*, n. 2956 ad III indicatur?

XII. Num sacerdos missam celebrans coram Sanctissimo Sacramento exposito, si Missale ad aliud altaris cornu transfert, debeat genuflexionem agere dum transit ante medium altaris, illucque dum revertitur *Munda cor meum* dicturus?

XIII. Utrum Celebrans, reportato ad altare post Proces-

sionem Sanctissimo Sacramento, aut feria V et VI Maioris Hebdomadae allato calice Sanctissimam eamdem Eucharistiam continente, debeat supremum altaris gradum ante suppedaneum conscendere, ut ostensorium et calicem diacono, vel alteri sacerdoti, si absque ministris celebraverit, stando porrigat; an potius debeat in plano ante ultimum altaris gradum consistere, ac tradito Sanctissimo Sacramento vel calice, genuflexionem simplicem in plano praemittens, utrumque genu flectere, in infimo gradu altaris, sicque genuflexus illic manere usque dum tempus thuris imponendi adfuerit?

XIV. Num diaconus aut alius sacerdos, qui post Processionem accipit de manu Celebrantis ostensorium, aut feria V ac VI Maioris Hebdomadae calicem cum Sanctissimo Sacramento, genuflexionem utroque genu peragere debeat in plano ante gradus altaris, et inclinatione capitis Sanctissimum adorare, antequam ostensorium vel calicem a Celebrante recipiat?

XV. Num aliis ac praesertim sacerdotibus sacristis valeat permitti, ut hostiam super patena collocent pro missa ab aliis celebranda, non obstante Rubrica Missalis Romani *Ritus servandus in celebratione missae,* tit. I, n. I, quae collocationem hostiae totamque instructionem calicis sacerdoti missam celebraturo reservat?

XVI. Num retineri possit antiquissimus usus, ut in Processionibus intra claustra peragendis candelabra a duobus in habitu chorali Religiosis deferantur, qui acolythorum vices cum crucifero expleant?

XVII. Quoties functiones in Sabbato Sancto sine sacris ministris peragantur, utrum sacerdos debeat incensum ponere ac benedicere pro subsequenti Processione, in qua canitur *Lumen Christi,* ac pro paschali praeconio antequam diaconalia coloris albi paramenta sumat; an vero postquam eadem diaconalia sumpserit indumenta?

XVIII. Quonam vocis tono dici debeant feria VI in Parasceve verba sive orationes *Incensum istud...., Perceptio cor-*

poris tui...., Panem coelestem...., Corpus Domini nostri Iesu Christi...., et *Quod ore....*?

XIX. Num servari antiquissimus possit usus, ut clericus thuriferarius exhibeat genuflexus thuribulum Celebranti, saltem quando Celebrans est Praelatus, ac praesertim generalis Superior?

Sacra porro Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio omnibusque maturo examine perpensis, rescribendum censuit: *In voto Commissionis iuxta sequentes resolutiones:*

Ad I. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.

Ad II. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam (1).

Ad III. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam.

Ad IV. Si a latere Evangelii et a pedibus altaris non elongetur, genuflexionem ac reverentiam omittit, ad mentem decreti 9 Iunii 1899 *Plurium dioecesium*, n. 4027 ad II et III.

Ad V. Negative iuxta praxim ubique receptam, et normam communiter exigentem ut sacerdos legat quidquid in choro concinitur.

Ad VI. Affirmative ubi unus adest sacerdos, secus privatim ab alio sacerdote in sacrario post expletas Prophetias.

Ad VII. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam, durante praeconio paschali, iuxta Caeremoniale Episcoporum lib. II, cap. XXVII, n. 10; sed post praeconium crux eadem semper populum respiciat.

Ad VIII. Praeconium paschale eodem loco ac Evangelium in missa cani debet, et diaconus cum reliquis ministris lineam rectam efforment, omnesque ad librum faciem

(1) Omnes de clero in his Processionibus incedentes non omittunt debitam altari reverentiam vel etiam genuflexionem si in altari asservatur SS.mum Sacramentum *(N. R.)*.

convertant, latera dextera altari obversa tenentes; facie crucifixi Celebrantem respiciente, prout in Caeremoniali Episcoporum lib. II, cap. XXVII, n. 10 ordinatur.

Ad IX. Altaris cerei ita sunt accendendi, ut incipiatur ab illo, qui cruci proximius reperitur in cornu Epistolae, postea servato ordine reliqui duo in eodem cornu existentes; ac deinde accenduntur reliqui cerei in cornu Evangelii extantes, incipiendo item ab eo, qui cruci propior est usque ad ultimum in eodem cornu oppositum. In extinguendis autem iisdem cereis ordo invertitur, atque incipitur in cornu Evangelii a cereo, qui a cruce remotior est ad illum qui propior; dein vero a parte Epistolae, eadem regula eodemque servato ordine (1).

Ad X. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.

Ad XI. Affirmative ad primam partem, negative ad secundam (2).

Ad XII. Negative ad primam partem, sed tantum caput inclinet (3); affirmative ad secundam.

Ad XIII. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam, iuxta Caeremoniale Episcoporum lib. II, cap. XXIII, n. 13, cap. XXV, n. 32, cap. XXVI, n. 16, et cap. XXXIII, n. 24; et supremus altaris gradus, in primo et quarto ex citatis Caeremonialis locis, primus in ascensione et ultimus in descensione intelligatur.

Ad XIV. Affirmative ad utrumque, iuxta Caeremoniale

(1) Si altare pluribus constet gradibus candelarum, incipitur a superiori gradu et descenditur ad inferiorem, servato ordine superius adnotato *(N. R.)*.

(2) Citatum decretum, uti ex ipsius verbis patet, locum habere potest dumtaxat extra casum Processionis *(N. R.)*.

(3) Hoc in casu sacerdos nequit debita cum reverentia genuflexionem peragere, cui supplet per capitis reverentiam. Ita iuxta decretum *Parisien.* 14 Ianuarii 1898 ad II, n. 3975, sacerdos, quum Missale transfert a cornu Epistolae ad cornu Evangelii in altari ubi adest tabernaculum SSmi Sacramenti, genuflexionem omittere tenetur *(N. R.)*.

Episcoporum lib. II, cap. XXV, n. 32, cap. XXVI, n. 16, et cap. XXXIII, n. 24.

Ad XV. Affirmative, dummodo qui id peragit prima saltem tonsura sit initiatus iuxta decretum 23 Novembris 1906, vel alias privilegium Apostolicum obtinuerit vasa sacra tangendi; sed consulendum Celebranti, ut ipse calicis instructionem et alia secundum Rubricas exequatur.

Ad XVI. Negative, et acolythi superpelliceum gerant, utpote officium suum exercituri erga crucem, quae in Processionibus delata locum altaris obtinet.

Ad XVII. Negative ad primam partem, affirmative ad secundam, iuxta Memoriale Rituum Benedicti XIII, tit. VI, cap. II, § I, n. 11, 13 (1).

Ad XVIII. Tono ad missam solemnem ordinariam consueto, iuxta Memoriale Rituum Benedicti XIII, tit. V, cap. II, § IV, n. 7–25.

Ad XIX. Affirmative si agatur de Praelatis tantum Provincialibus et Generalibus, qui celebrent in ecclesiis sibi respective subiectis et ab Ordinarii locorum iurisdictione exemptis (2); nisi tamen missa vel officium vel functio coram Sanctissimo exposito celebretur.

Atque ita rescripsit, et ab Eremitis Camaldulensibus Montis Coronae servari mandavit (3). Die 1 Februarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

---

(1) Hoc Memoriale a Sede Apostolica praescriptum fuit ecclesiis minoribus, ubi functiones fiunt absque sacris ministris. Caeterum in casu proposito nil vetat quominus sacerdos, paramentis diaconalibus indutus, benedicat incensum, quum cantus *Lumen Christi* et Praeconii sit functio proprie diaconalis, et insuper exigat colorem album *(N. R.)*.

(2) Provinciales et Generales iurisdictione quasi episcopali in suis monasteriis fruuntur. Cfr. etiam decretum S. C. R. in *Molinen.* diei 12 Sept. 1857, n. 3059 ad XX *(N. R.)*.

(3) Quamvis hoc decretum observandum praecipiatur dumtaxat Eremitis Camaldulensibus Montis Coronae, attamen per modum normae saltem directivae generatim valet *(N. R.)*.

CONGREGATIONIS

OBLATORUM B. MARIAE VIRG. IMMACULATAE

Quando Regulares teneantur recolere Patronum praecipuum dioecesis, regni aut ditionis.

Rmus P. Iosephus Lemius, procurator generalis Oblatorum B. M. V. Immaculatae, a Sacrorum Rituum Congregatione sequentium dubiorum solutionem enixe postulavit; nimirum:

I. Utrum Regulares et generatim Religiosi, utentes calendario approbato, teneantur festum Patroni praecipui dioecesis sub ritu duplici primae classis sine Octava celebrare, etiam in casu quo habetur Patronus distinctus proprius loci, an solummodo deficiente Patrono proprio loci?

II. Utrum iidem teneantur celebrare sub ritu duplici primae classis sine Octava festum Patroni praecipui regni aut ditionis, etiam in casu quo habetur Patronus distinctus proprius provinciae, an dumtaxat deficiente Patrono proprio provinciae?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisita sententia Commissionis Liturgicae, reque sedulo perpensa rescribendum censuit:

Ad I. *Negative* ad primam partem, nisi celebretur vel celebratum fuerit cum feriatione, iuxta decretum *Ordinis Fratrum Minorum provinciae Apuliae* 16 Februarii 1906 ad IV. *Affirmative* ad secundam iuxta decreta n. 3754 *Declarationis indulti pro solemnitate festorum transferenda* 2 Decembris 1891 ad I; n. 3863 *Celebrationis festorum Patroni loci, dedicationis ac tituli ecclesiae* 9 Iulii 1895 ad I.

Ad II. *Affirmative* ad primam partem, si liquido constet de concessione Apostolica; *negative* ad secundam, iuxta decreta n. 3925 *Ordinis Minorum Capuccinorum S. Francisci,* 10 Iulii 1895 ad I, et n. 3959 *Ordinis Minorum de Observantia*

S. Francisci 23 Iulii 1897 ad I, atque aliud supra relatum 16 Februarii 1906 ad III.

Atque ita rescripsit. Die 16 Februarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

EX S. CONGREGATIONE CONSISTORIALI

SANCTI HIPPOLYTI ET LINCIEN.

DISMEMBRATIONIS ET UNIONIS ALIQUARUM DOMORUM

Decretum quo quaedam domus et incolae a dioecesi S. Hippolyti separantur et dioecesi Linciensi coniunguntur.

Apostolicae Sedi litteris die XXI Aprilis hoc anno datis, retulerunt R. P. D. Ioannes Roessler, dioecesis S. Hippolyti Episcopus, et R. P. D. Franciscus Salesius Doppelbauer, Linciensis episcopalis ecclesiae Praesul, aliquarum domorum incolas et possessores, septem numero, quorum nomina sunt Georgius Panhuber, Thomas Wirleitnez, Franciscus Marck, David Seyerlehner, Florianus Eichinger, Iosephus Dürnberger, Leopoldus Eisenriegler, omnes ex paroecia Sancti Petri, dioecesis S. Hippolyti, priore tantum excepto, qui intra fines parochialis ecclesiae a S. Michaële nuncupatae eiusdem dioecesis Sancti Hippolyti commoratur, enixis precibus a se expostulasse ut ipsorum domus cum adnexis terrulis a memoratis paroeciis dioecesis S. Hippolyti separarentur, et territorio parochialis ecclesiae loci Neustift vocati Linciensis dioecesis, utpote proximioris, adnecterentur. Hanc vero unionem praedicti Antistites a civilibus moderatoribus Austriae tum superioris, tum inferioris, in quarum finibus enumeratae domus existunt, approbatam renuntiarunt, eamque peropportunam

asseruerunt, ideoque dignam quae ab Apostolica Sede decernatur; filii enim dictorum virorum ex civilis auctoritatis mandato scholas loci Neustift, cui uniri volunt, adire tenentur, et insuper infirmi, qui in dictis domibus commorantur, in extremis constituti, mutuo parochorum consensu iam ex antiquis temporibus sacramenta ex parochiali ecclesia eiusdem oppidi Neustift recipere solent. Re ad SSmum Dominum Nostrum Pium PP. X per me infrascriptum Sacrae Congregationis rebus consistorialibus expediendis praepositae Secretarium delata, Sanctitas Sua, omnibus mature perpensis, cuncta, quae in spirituale animarum bonum cessura intelliguntur, decernere cupiens, attentis expositis, vota praedictorum Episcoporum benigne excipere dignata est, ac de Apostolicae potestatis plenitudine, domus ad supra numeratos viros actu pertinentes cum terrulis adnexis omnibusque in ipsis commorantibus a territorio dioecesis S. Hippolyti divisit ac seiunxit, easdemque, ut supra cum adnexis terrulis et incolis in perpetuum territorio paroeciae loci Neustift vulgo nuncupati intra fines Linciensis episcopalis ecclesiae univit et aggregavit; ita ut in posterum dictae domus earumque incolae iurisdictioni Linciensis Praesulis sint subiecti, prout hactenus iurisdictioni Episcopi dioecesis S. Hippolyti subiecti fuerunt, cum clausulis solitis et consuetis, suppleto, quatenus opus sit, quorumcumque in hac re interesse habentium vel habere praesumentium consensu, in contrarium facientibus non obstantibus quibuscumque. Hisce autem super rebus eadem Sanctitas Sua praesens edi mandavit decretum consistoriale perinde valiturum ac si Litterae Apostolicae super praemissis in forma Brevis expeditae fuissent, cuius executionem committi voluit R. P. D. Francisco Salesio Doppelbauer, Linciensi Antistiti, cum facultatibus necessariis et opportunis etiam subdelegandi ad effectum, de quo agitur, quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, ac de-

cretum ipsum referri iussit inter acta Sacrae huius Congregationis Consistorialis.

Datum Romae hac die x Octobris MDCCCCIII.

† RAPHAEL Archiep. Nicaenus,
S. C. Consistorialis et S. Collegii *Secretarius.*

EPISCOPALIS ECCLESIAE DE MIXTECAS

NOVAE DENOMINATIONIS

Decretum quo nomen dioecesis de Mixtecas in illud " Huajuapamensis a Leone „ immutatur.

Litteris Apostolicis sub plumbo, quarum initium *Apostolica Sedes* die XVII Martii hoc anno editis, aliquibus dismembratis regionibus, seu uti vulgo dicitur *Foranie* tum a territorio Metropolitanae ecclesiae de Antequera tum a territorio dioecesis Tlascalensis seu Angelorum, ad archidioecesis dignitatem nunc evectae, nova ex iisdem constituta fuit episcopalis ecclesia, cui ex denominatione provinciae seu comarchae, in qua erecta est, nomen impositum fuit *de Mixtecas*. Visum autem est nomen hoc ad novam dioecesim significandam iustis de caussis minus aptum esse, ipsamque potius ex nomine civitatis episcopalis *Huajuapam de Leon* vulgo dictae, quam ex nomine provinciae, ex qua constituitur, esse nuncupandam.

Re itaque ad SSmum Dñum Nostrum Pium Papam X delata, Sanctitas Sua, omnibus matura deliberatione perpensis, suppresso, auctoritate Apostolica, veteri nomine *de Mixtecas*, quo hactenus neo-erecta dioecesis iuxta memoratas Apostolicas Litteras denominanda erat, eandem in posterum *Huajuapamensem a Leone* ex nomine civitatis episcopalis esse nuncupandam statuit, mandavitque praesens in hanc rem edi decretum Consistoriale, perinde valiturum

ac si Litterae Apostolicae in forma Brevis super praemissis expeditae fuissent, cuius executionem cum facultatibus opportunis et necessariis, etiam subdelegandi ad effectum de quo agitur quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, committi voluit R. P. D. Prospero Iosepho Mariae Alarcon, Metropolitanae ecclesiae Mexicanae Antistiti, qui iam praedictas Apostolicas Litteras de erectione novae dioecesis executioni mandavit, iniuncta eidem obligatione intra tres menses mittendi ad Sacram hanc Congregationem exemplar authentica forma exaratum executionis peractae, et decretum ipsum inter acta Sacrae huius Congregationis Consistorialis asservari iussit.

Datum Romae hac die XIII Nov. anno Domini MDCCCCIII.

Pro R. P. D. Secretario
IULIUS GRAZIOLI,
S. C. Consistorialis et S. Collegii *Substitutus.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Circa antiqua numismata pro piis unionibus Filiarum Mariae.

Beatissimo Padre,

In merito al decreto emesso dalla Sacra Congregazione delle Indulgenze in data 24 agosto 1897, col quale è data facoltà ai Direttori locali delle pie unioni delle Figlie di Maria di benedire le sole medaglie secondo il tipo approvato dal succitato decreto, e ciò sotto pena di nullità delle indulgenze, alcuni parroci–direttori della diocesi di Milano, considerando: *a*) che molte pie unioni delle Figlie di Maria nella suddetta diocesi sarebbero prive delle indulgenze, perchè non posseggono la medaglia prescritta; *b*) che dovendo adesso mutarle importerebbe incomodo grave e sa-

rebbe difficile per varie ragioni adottare tale provvedimento, supplicano, prostrati al bacio del S. Piede, che la S. V. si degni: 1°. di accordare una sanatoria per quelle pie unioni che non hanno la medaglia prescritta; 2°. di concedere che si possano continuare ad usare le medaglie non conformi al tipo prescritto, delle quali esiste ancora una provvista.

Che della grazia, ecc.

S. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, attento voto Rm̃i P. Abbatis Generalis Ord. Canonicorum Regul. Lateranensium, utendo facultatibus a Sm̃o D. N. Pio PP. X sibi tributis, benigne annuit pro petita sanatione; quod vero attinet ad s. numismata iam provisa, etsi iuxta typum praescriptum non sint cusa, eadem S. C. concedit facultatem illa benedicendi cum indulgentiis a RR.PP. eisdem adnexis, quoadusque eadem s. numismata expleantur, in posterum vero adamussim servetur decretum sub die 24 Augusti 1897 editum. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. C., die 5 Septembris 1906.

A. Card. Tripepi, *Praefectus.*

Circa privatam recitationem parvi Officii B. V. Mariae in lingua vernacula.

Desideratus Iosephus Mercier, Archiepiscopus Mechliniensis, huic S. Congregationi Indulgentiis Sacriisque Reliquiis praepositae exponit quod sequitur:

In pluribus communitatibus religiosis votorum simplicium suae dioecesis, Officium parvum B. M. V. etiam publice seu communiter recitatur in lingua vernacula. Cum membra istarum communitatum sint linguae latinae ignara ideoque difficilius introduci possit regula recitandi Officium hac lingua,

cum autem ex decreto diei 28 Augusti 1903 indulgentiae annexae istius Officii recitationi, si lingua vernacula fiat, valeant tantum pro recitatione privata; hinc enixe rogat infrascriptus orator ut concessio praefati decreti extendatur ad recitationem publice seu in communi peractam, ita ut omnes qui in communitatibus religiosis suae dioecesis Officium parvum B. M. V. recitare solent lingua vernacula lucrentur indulgentias, sive privatim sive publice seu in communi id recitent.

Quam gratiam.

S. Congregatio Indulg. Sacrisque Reliquiis praeposita petitioni Rmi Archiepiscopi Mechliniensis respondendum mandavit: Recitationem parvi Officii B. Mariae Virginis retinendam esse adhuc privatam, quamvis ipsius recitatio locum habeat in communi intra septa domus religiosae, immo et in ipsa ecclesia vel publico oratorio praedictae domui adnexis, sed ianuis clausis.

Datum Romae ex Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 18 Decembris 1906.

A. Card. TRIPEPI, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

Indulgentia conceditur recitantibus precem in favorem surdo-mutorum.

Beatissimo Padre,

Il P. Pietro Tognoli, dei Chierici Regolari delle Scuole Pie, in Siena, prostrato al bacio del S. Piede, espone quanto segue:

La compassione che destano tanti piccoli sordomuti, che non avendo ancora l' età per essere ammessi negli Istituti speciali, vanno vagando per le vie esposti a mille pericoli dell' anima e del corpo, specialmente quando trattasi di bam-

bine, spinse l' umile oratore a raccogliere i mezzi per provvedere un asilo a quei piccoli sventurati. Molte pie persone hanno incoraggiato e cooperano con zelo alla felice riuscita di quest' opera di redenzione morale, ma è necessario che i benefattori si moltiplichino, ed in ogni città sorga una santa crociata a vantaggio di tanti infelici. Per ottenere tale scopo, il mezzo più efficace è la preghiera: quindi l' oratore supplica la S. V. a volersi degnare di accordare l' indulgenza di cento giorni, applicabile ai defunti, da lucrarsi da tutti i fedeli ogni volta che almeno col cuore contrito reciteranno devotamente la seguente

PREGHIERA

O misericordiosissimo Gesù, che mostrasti tanta tenerezza per i pargoletti che ebbero la grazia di essere accarezzati dalle tue mani divine, e lasciasti detto che chiunque avesse raccolto anche uno solo di tali innocenti avrebbe raccolto Te stesso, deh! stendi la tua mano provvidenziale su quei piccolini che, per esser privi di udito e di parola sono esposti a tanti pericoli dell' anima e del corpo.

Diffondi lo spirito della tua ardente carità nei cuori cristiani perchè vengano in loro soccorso e fa discendere copiose grazie su coloro che cooperano a provvedere, anche per questa porzione dei tuoi diletti, un rifugio ove possa essere al sicuro la loro innocenza e dove possano trovare pane ed affetto. Così sia.

Ex audientia SSmi, die 5 Decembris 1906 SS. D. N. Pius PP. X benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, die 5 Decembris 1906.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro oratione ad B. V. Mariam de SS. Sacramento.

PREGHIERA

O Vergine Maria, Nostra Signora del SS. Saeramento, gloria del popolo cristiano, letizia dell' universa Chiesa, salute del mondo, pregate per noi e ridestate nei fedeli tutti la devozione verso la SSm̃a Eucaristia, affinchè si rendano degni di riceverla quotidianamente.

Ex Audientia SSm̃i, die 9 Decembris 1906.

SSm̃us D. N. Pius Papa X universis ex utroque sexu Christifidelibus, quoties corde saltem contrito ac devote supra relatam precem recitaverint, indulgentiam trecentorum dierum, defunctis quoque applicabilem, benigne concessit. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria S. Congregationis Indulgentiis Sacriisque Reliquiis praepositae, die 23 Ianuarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro iaculatoria prece "Beatissima Virgo„ etc.

Beatissime Pater,

Archiepiscopus Caesaraugustan., quod magis augeatur devotio erga B. Virginem sub titulo vulgo *del Pilar,* cuius imago in ecclesia Metropolitana maxima veneratione colitur, ad pedes S. V. provolutus, humillime petit indulgentiam tercentorum dierum, defunctis quoque applicabilem, toties ab universis christifidelibus lucrandam quoties corde saltem contrito ac devote sequentem iaculatoriam precem recitaverint:

Beatissima Virgo a Columna, ora pro nobis - Nuestra Señora del Pilar, rogad por nosotros.

Et Deus.

SSmus in audientia habita die 23 Ianuarii 1907 ab infrascripto Cardinali Praefecto S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae ex Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 23 Ianuarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX S. C. A NEGOTIIS ECCL. EXTRAORDINARIIS

Quoad festum S. Ioseph in Vicariatu de Tarapacá

Ex audientia SSmi, die 20 Februarii 1906.

Ex parte R. P. D. Ioannis Carter, Episcopi tit. Anthedonen., hodierni Vicarii Apostolici de *Tarapacá* in Republica Chilena, expositum est Sanctae Sedi in territorio eiusdem Vicariatus, variis gravibusque de causis, impossibilem esse praeceptivam celebrationem festi S. Josephi Sponsi B. M. V., die 19 Martii recurrentis, atque ideo ad evitanda spiritualia damna animorumque anxietates submisse supplicatum est, ut praedictum festum expungatur de numero eorum quae de praecepto servari debent. Itaque, SSmus Dominus Noster Pius divina providentia PP. X, referente me infrascripto Sacrae Congregationis Negotiis Ecclesiasticis Extraordinariis praepositae Secretario, re mature perpensa, et attentis pe-

culiaribus rerum adiunctis animum suum moventibus, preces excipiens, fideles in praedicto territorio degentes ab obligatione audiendi Sacrum et abstinendi ab operibus servilibus, pro ea die solvere dignatus est, firma tamen remanente lege Missae et Officii proprii iuxta Rubricas et onere parochorum applicandi pro populo. Ut vero fidelis populus eiusdem Vicariatus coeleste Sancti Confessoris patrocinium persentiat, praedictam diem privata pietate sancte, quoad fieri potest, in honorem coelestis Patroni agere ne recusent, et in proxima sequenti Dominica non impedita, videlicet quae non sit Dominica Palmarum et Paschatis Resurrectionis, solemnia religiose peragere. Super quibus idem SSmus Dominus mandavit hoc edi decretum et in acta superius memoratae S. Congregationis referri. Contrariis quibuscumque minime obstantibus.

PETRUS Archiep. Caesarien., *Secretarius.*

EPISTOLA

Pii PP. X ad Legatum Apostolicum Vallis Pompeianae.

VENERABILI FRATRI
AUGUSTO ARCHIEPISCOPO TITULARI
CAESARIENSIUM PONTI
MAGISTRO LARGITIONUM NOSTRARUM
NOSTROQUE LEGATO
AEDI SACRAE PIISQUE POMPEIANIS
OPERIBUS REGUNDIS.

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Ut te deligeremus, qui Nobis a largitionibus esses, tua enimvero effecere promerita, explorata illa quidem Curiae Nostrae universae, spatiumque omne collustrantia sacerdotii tui, quando, variis in muniis, doctrinam, prudentiam, pietatem innocentiamque morum adamasti. Tum vero maxime virtutem elucentem vidimus tuam, quum Pontificalis Legati munere ad sacram aedem et ad pia Pompeiorum opera, sive in animorum sive in huius vitae bonis, moderanda fuisti perfunctus. Iam, Aulae adlectus Nostrae, officioque auctus maximae fidei, non tamen Legationem desinas volumus, e qua si adhuc emolumenti non paullum Pompeiana opera collegere, plus certe persensura in posterum fidimus. Itaque volenti animo munus insistas tam digno creditum, illudque stimulos addat, operae te posse niti sollerti, exercitatissimae, adeoque perutili, quam vir clarus Bartholomaeus Longo itemque nobilis femina Maria Anna Fusco, comes, uxor eius, erunt tibi navaturi. Qui quidem de incremento et prosperitate rerum sacrarum Pompeianae Vallis non modo probe meriti antea sunt, sed bene etiam in praesens mereri perseverant. His in causis tum illud libet in primis recordatione repetere, me-

moratos coniuges, pietate in Nos singulari impulsos, iura Sedis Apostolicae agnovisse libenter ea in opera, quae essent illic, eorumdem studio fideliumque ex aere collaticio, constituta; tum diligentiam placet, non sine laude, nominare actuosam et piam, unde non dissimili, ac antea, ratione sive templi illius clarissimi decus, sive Instituta Pompeiana accurant; tum denique opem commemorare par est, efficacem observantemque, tibi ab utroque coniuge praestitam, opportunamque etiam posthac, in munere Legati explendo, futuram. Quapropter gratum Nobis est Nostrae testimonio laudis utrumque honestare; simul Deum vehementer exoramus, quo uberiora velit, deprecante Deipara a Rosario, gratiae suae praemia iisdem largiri. Singularia vero supernae virtutis adiumenta in te potissimum, Venerabilis Frater, devocanda censemus, eorum acti desiderio commodoque operum, quibus alacritatem illam tuam opus esse intelligimus, ut ecce sacra Basilicae turris, aeneae templi portae, excipiendis peregrinis hospitium, perficienda domus liberis captivorum instituendis, annui denique constituendi redditus pro templi operumque sustentanda perpetuo vita; quae quidem utilitatis summae instituta quum uni innitantur pietati voluntatique fidelium, horum placet sperare non fore defuturas, sicuti antea, caritate suadente, stipes. — Testem dilectionis praecipuae Nostrae, auspicemque caelestium donorum, tibi, Bartholomaeo Longo uxorique, piis Pompeianae Vallis operibus, religiosis item sodalibus a disciplina Dominici Patris et Ioseph Calasanctii, sacerdotibus quoque universis, qui in aede illa sacra animorum curationi adlaborant, Institutorum administris et opificibus, singulis etiam utraque liberali domo receptis, iis denique universis, qui subsidio Institutis venerint, Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum die xx Ianuarii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X.

EX SECRETARIA BREVIUM

Breve solemnis beatificationis Ven. Iuliae Billiart, institutricis Congregationis Sororum Beatae Mariae Virginis.

PIUS PP. X

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Quod Ioannes vidit in monte Sion Virginum agmen sequi quocumque ierit Agnum qui inter lilia pascitur, et suavissimum audivit edere canticum quod nemo poterat dicere, luculenter demonstrat quanti apud Deum habeatur intemerata virginitas, ea nimirum vivendi ratio, angelicae potius quam humanae naturae consentanea. Et sane providentissimus Deus, qui investigabili sapientiae suae consilio, infirma mundi eligit ut fortia quaeque confundat, sanctas saepe foeminas, quae mundi illecebris posthabitis, sese totas coelesti Sponso manciparunt, ad magna et praeclara facinora peragenda excitat, et nefariis ausibus hominum profligatorum divina et humana omnia permiscentium muliebres vires opponit. Ex agmine enim Virginum, quae sequuntur Agnum, aliae intra claustra umbratilem et solitariam vitam ducentes, quasi hostiae voluntariae precibus, ieiuniis et continenti vitae ratione illatas Deo iniurias expiare ac divinam iustitiam compescere student; aliae contra, actuosam in assidua bonorum operum exercitatione aetatem agentes, in nosocomiis, in hospitiis, in scholis et in militaribus quoque castris, sollicita Marthae ministeria sortitae in proximorum emolumentum, industria christianae caritatis, studio incumbunt. Has inter, admirando non minus quam iucundo spectaculo anxiis bonorum animis de sorte iuventutis utriusque sexus, tot obnoxiae periculis, ex impiorum hominum diuturno molimine, lectissimae illae sunt foeminae quae virginum animis, ceu teneris virgultis excolendis, et ad solidam pietatem doctrinamque informandis, quasi po-

sitae custodes in vineis animum adiecerunt, iuxta illud Ecclesiastici: (XXIV, 42) *Rigabo hortum meum plantationum, et inebriabo prati mei fructum.* Hanc illustrem in aciem iure enumeranda est Venerabilis Dei Famula Iulia Billiart, saeculo XVII Gallici coeli lucidum sidus, optime de christiana republica per puellarum institutionem merita, et mater legifera Congregationis Sororum Beatae Mariae Virginis. In veteris Picardiae oppidulo, cui vulgo nomen *Cuvilly,* dioecesis Bellovacensis intra fines nata et lustralibus aquis abluta est die XII mensis Iulii anno MDCCLI et Mariae Rosae Iuliae nomina infantulae sunt indita. Parentes tenuis conditionis habuit, qui agros colentes et exiguam mercaturam agentes, victum sibi suisque quaeritabant. Vix tener animus sese explicuit, constat mirificam in puellula enituisse virtutis indolem, quae quotidie magis confirmata est cum ad eam accederet optima parentum disciplina, qui in Iuliam e natis dilectissimam, curas omnes suas diligenti studio ponebant, ut pia et laboris amans succresceret. Ea aetate, quae maxime solet ineptiis nugisque esse dedita, nihil ipsa pueriliter fecisse dicitur, sed genitoribus ac magistris obsequens et domi ad modestiam composita, ut ne leviter quidem de ea parentes queri possent, curavit. In schola tam uberes brevi progressus fecit et doctrinae christianae praeceptis sic est erudita, ut puella septennis iam eadem in curiali templo aequalibus suis annuente parocho facile posset tradere. Videre erat Iuliam iam zelo illo accensam, quo per vitam integram exarsit, pueros et puellas natalis oppidi ultro ad se accire eosque christianae fidei rudimenta mira patientia docere. Qua morum innocentia primam aetatem duxerit, ex eo facile coniici potest, quod eidem novenni et iam maximo coelestis convivii desiderio flagranti concessum fuerit, ut Sacrae Mensae particeps fieret, idque secreto, ne ceterarum invidiam excitaret. Sic adolevit dulcis egregiaeque indolis puella, singulari illi christianarum virtutum excellentiae praeludens, quam postea fuit consequuta.

Annum agens quartumdecimum aetatis suae, quo coelesti Sponso liberius deserviret, se voto castitatis obstrinxit. Interea coetibus et ludis etiam licitis abstinens saepe in secretum domi seducta, divina mysteria meditabatur, et quotidie domesticis negotiis studiose absolutis, subsecivum tempus in ecclesia devote ante Sanctissimam Eucharistiam flexis genibus orans insumebat, quasi in coelestium rerum contemplatione defixa, Deum flagitaret ut novas sibi vires animumque adderet ad proximos tribulationis dies tolerandos. Crescentibus enim rei familiaribus angustiis, ad parentum inopiam sublevandam vel agrestes labores aggredi non dubitavit, ingenti cum fructu colonorum quos inter ipsa versabatur, haud minus operum socia, quam pietatis magistra. Saepe sub diu dum intermisso labore recederent, illa rusticos homines ad divinas simul laudes concinendas compellabat. Nondum quintum aetatis lustrum compleverat, cum subito in ipso iuventutis flore, paralysi correpta in lectulo iacuit ubi duos ac viginti annos affixa mirae fortitudinis ac patientiae documentum extitit. Et saevos enim destinati morbi cruciatus aequo iugiter animo sustulit, et exemplo, precibus, consilio, adhortationibus numquam iuvare proximos intermisit. Pueros et puellas circa lectulum assidentes catechesim docebat, saepe adultos homines, sed religionis praecepta non minus ignorantes, dulci eloquio ad eadem mandata servanda atque ad virtutis semitam terendam haud frustra hortabatur. Impetrata a parocho quotidianae Communionis venia, plures diei noctisque horas orationi dicabat, atque orans amore erga Deum ita inflammabatur, ut coelestis ille ignis ex ore ipso atque oculis emicaret. Sed brevi spirituale hoc etiam solatium Venerabili Dei Famulae defuit. Nam ea tempestate in Galliis, nefarie Rege interempto, summa rerum in manus profligatissimorum civium venit; hinc teterrima in bonos orta insectatio praesertim in nobiles et ecclesiasticos viros, qui Deo Regique fideles, iuramentum reipublicae detrectabant. Pulso

in exilium patrii oppiduli parocho, Iulia quam iam sanctae vitae fama invisam christiani nominis hostibus dabat, non sine praesenti Dei auxilio mortem effugit. Clam elata, infirmis enim cruribus insistere nequibat, huc illuc saepe ad necem a factiosis hominibus quaesita, perfugit. Itinerum difficultate, coeli inclementia, morbi cruciatibus, et instantis mortis metu confecta, vix querulas edere voces poterat, donec fere semianimis Ambianum traducta, penes piam et nobilem foeminam comitissam de Boudoin securo tandem in asylo consedit. Hic futuri operis sociam Mariam Ludovicam Franciscam Blin, nobilitate generis non minus, quam virtutum ornamento praeclaram puellam repperit, quae lectulo Iuliae christianae charitatis spiritu adducta dum assideret, arctis se cum paupere infirma spiritualis et frugiferae amicitiae vinculis devinxit. Cum Venerabilis Dei Famula tot etiam ac tanta inter discrimina in apostolatu suo perseveraret, haec nobilis puella accitis ad se quinque aliis sociis ad finem praecipuum tradendi infantibus catechesim, prima posuit religiosae familiae fundamenta, ipsa in domo quae infirmam Iuliam recipiebat; et eam, quae licet decumbens, precibus et consiliis inchoatum opus sospitabat, dulci ineuntis communitatis matris superiorissae nomine coepit compellare. Interea cum paullum civilis tumultus in Gallia resedisset, accidit ut Patres a Fide nuncupati sacrae Missionis causa, duce patre Varin e Societate Iesu, Ambianum peterent. Hic auctor Venerabili Dei Famulae consilii fuit instituendae societatis ad christianam puellarum educationem, hoc adiutore atque auspice frugiferum opus continuo obediens aggressa est. Nam Iulia illis cum paucis, quas sibi adsciverat, sodalibus operam religiosis viris contulit saluberrimam de foeminis populi edocendis maxime sollicita, quarum nonnullae in tanta temporum tristitia rudimenta religionis ignorabant. Quo vero utilius commisso Apostolico munere fungi posset, pater qui missionibus praeerat nomine Enfantin probe noscens quot uberes, si convaluisset

Venerabilis Dei Serva in Dominico agro fructus perceptura foret, labente mense Maio anno MDCCCIV quasi divino spiritu afflatus, Iuliam ut novendiales Sacro Cordi Iesu preces funderet, flagitavit. Quinto earumdem die ipsam in viridario piae domus Ambianensis de more sedentem adit, ut ambulet iubet, et statim dicto audiens Iulia e sella surgens incedit. Sic viginti ac duos post annos divinitus propulsata paralysi, novissimo illius novendialis supplicationis die Venerabilis Dei Famula firmo procedens gressu, mirantibus omnibus adstantibus et Sororibus puellisque, quae dulcibus consolationis lacrymis temperare non poterant, solemnes in communitatis sacello pro recuperata valetudine Deo gratias agere potuit. Alacrior effecta restitutas sibi vires omnes, quantum vita superfuit in operis suscepti propagationem effudit. Primum Instituto regulas ipse pater Varin dedit; illique nomen factum est: *Congregatio Sororum Beatae Mariae Virginis.* Nec mora; Venerabilis Dei Famula mirandum in modum nullis laboribus parcens, asperrima per aestus, per glacies itinera suscepit, et ea numquam fere intermisit, sive ut suae Congregationi nova domicilia excitaret, sive ut iam constitutis melius consuleret. Sed ardua pluribus obiectis impedimentis initia operis fuere, verum iam tot adversis rebus exercita planeque erudita fundatrix, in Deo confisa numquam animo cecidit, sed sparso felici semine et aucto in dies postulantium et alumnarum numero sollicitudinis constantiaeque condignum brevi praemium tulit. Et sane quamvis Venerabilis Dei Famula Galliam, ubi iam plures aperuerat domos, deserere, et in Belgium una cum Sororibus migrare coacta fuerit, maximos inibi, veluti uberi solo commissa arbor, Congregatio Sororum Beatae Mariae Virginis progressus nacta est. Florentes enim alumnarum frequentia domus pluribus in Belgii civitatibus, magno cum civium plausu et annuentibus Episcopis, erectae sunt, praesertim Gandavii et Namurci qua in urbe fundatrix domum Congregationis principem collocavit. Ipse autem

decessor Noster Pius Papa VII dum apud Castrum Fontebellaqueum iniqua in custodia tenebatur, Iuliae ad sua genua provolutae spem bonam dederat, futurae per universum terrarum orbem propagationis tam frugiferi operis pro Ecclesiae iuventutis et christianarum familiarum bono feliciter atque ex auspicato instituti. Ab anno MDCCCVII ad annum mortalis aevi supremum, septem in Belgio Venerabilis Dei Famula domos aperuit, quarum pio regimini atque etiam incolumitati, licet inter maximi belli discrimina, mira prudentia prospexit; ac verbo, epistolis, sanctaeque vitae potissimum exemplis, in humilitatis, paupertatis, orationis, charitatis et christianae perfectionis spiritu Instituti sui religiosas sorores confirmavit, ita ut vere suavissimae Sororum Beatae Mariae Virginis appellationi responderent, atque in puellarum institutione, meliori illo uterentur magisterio quod manat ab exemplo, sicut ait Paulus Apostolus: *Imitatores mei estote sicut et ego Christi.* Verum tot pro gloria Dei, proximorum salute et Congregationis propagatione laboribus exantlatis simulque voluntariis cruciatibus extenuata adesse sibi finem persensit. Extremi morbi dolores tres menses aequissimo animo perpessa, Mariae Franciscae Blin, dulcissimae amicae et apostolatus sociae, quae matris a Sancto Ioseph nomen in religione assumpserat et pro viribus in ministerio fundatricem adiuverat, universae communitatis regimen concredidit, atque in obtutu Crucifixi Redemptoris haerens placidissimo exitu obdormivit in Domino, coelestes virginum choros tandem assequuta et Eius aspectu potita *in quem desiderant angeli prospicere* Namurci septimo idus Apriles anno MDCCCXVI aetatis suae sexagesimo quinto. Vita functae vultus nova quadam pulchritudine nituit; corpus aliquot post menses corruptionis expers repertum est. Quae autem viventem prosequuta est fama sanctitatis ea non defecit mortuam, sed viguit roborata miraculis quae per eius intercessionem a Deo patrata ferebantur. Religiosa autem communitas ab ea fundata, cui tot christianae familiae, tem-

poribus difficillimis optimam puellarum institutionem acceptam referre debent, haud se Namurci Belgiique finibus continuit, sed a Sancta Sede probata vel in remotissimas plagas brevi se effudit, et sic maternae sanctitatis odor longe lateque manavit. Quare collectis testimoniis, et iuridicis inquisitionibus rite persolutis penes Sacrorum Rituum Congregationem causa agi coepta est. Et cum Venerabilis Serva Dei adeo multiplici virtute floruerit, ut exempla eius proponi cuivis ferme vitae generi possint, modestiam enim et mansuetudinem cum fortitudine et constantia sociavit, cum urbanitatis officiis patientiam, cum sollicitudine regiminis poenitentiam, cum pietate charitatem, et cum assidua coelestium rerum contemplatione actuosam vitam, ipse Decessor Noster sanctae memoriae Leo Papa XIII in solemni conventu in Vaticanis aedibus in sua praesentia habito plane recordatus est se quo tempore Nuntii Apostolici munere apud Belgas fungebatur, saepissime graves e clero viros atque etiam Episcopos audivisse praeclarissimae illius foeminae sanctimoniam summis cum laudibus efferentes, et per decretum octavo Idus Ianuarias anno MCMIII datum, Venerabilis Dei Famulae Iuliae Billiart virtutes heroicum attigisse fastigium asseruit. Inita est deinde actio super tribus miraculis, quae ea deprecante patrata a Deo ferebantur, omnibusque iuridicis probationibus absolutis, Nos ipsi per decretum die x mensis Decembris anno superiore datum de singulis constare diximus. Cum autem de virtutibus ac de tribus miraculis iam esset iudicium prolatum, unum supererat inquirendum, nimirum ut Venerabiles Fratres Nostri Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinales Congregationi Sacrorum Rituum praepositi interrogarentur, utrum Beatorum coelitum honores Venerabili Dei Famulae Iuliae Billiart decerni tuto possent. Hoc praestitit dilectus filius Noster Dominicus Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalis Ferrata causae Relator in generali conventu coram Nobis, in Vaticanis aedibus tertio Kalendas Februarias ver-

tentis anni habito, omnesque tum memorati Cardinales, tum qui aderant Patres Consultores affirmative responderunt. Nos vero ab aperienda mente Nostra supersedimus, rati exorare Deum oportere ante edendum in re tam gravi supremum iudicium. Quod cum impense fecissemus, tandem Dominica prima Quadragesimae huius anni, Eucharistico litato sacrificio, accitis et adstantibus Aloisio Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinali Tripepi Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefecto et Dominico Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinali Ferrata causae Ponente, una cum Venerabili Fratre Diomede Panici Archiepiscopo Laodicensi eiusdem Congregationis Secretario, nec non Reverendo Patre Alexandro Verde Sanctae Fidei Promotore, solemni decreto sanximus tuto procedi posse ad solemnem Venerabilis Dei Famulae Iuliae Billiart beatificationem quarto nonas Martias anno MCMVI. Quae cum ita sint Nos precibus permoti universae Congregationis Sororum Beatae Mariae Virginis, auctoritate Nostra Apostolica harum litterarum vi facultatem facimus, ut Venerabilis Serva Dei Iulia Billiart, institutrix eiusdem Congregationis, Beatae nomine in posterum nuncupetur eiusque corpus seu lypsana seu reliquiae, non tamen in solemnibus supplicationibus deferendae, publicae fidelium venerationi proponantur, atque imagines radiis decorentur. Praeterea eadem Apostolica Nostra auctoritate concedimus, ut de illa recitetur Officium, et Missa celebretur singulis annis de Communi Virginum cum orationibus propriis a Nobis approbatis. Eiusmodi vero Missae celebrationem et Officii recitationem fieri dumtaxat concedimus in dioecesi Namurcensi et in omnibus ecclesiis et oratoriis, quibus ubique terrarum utitur Religiosa Congregatio Sororum Beatae Mariae Virginis ab omnibus fidelibus tam saecularibus quam regularibus, qui horas canonicas recitare teneantur: et quod ad Missas attinet ab omnibus sacerdotibus ad templa in quibus Beatae eiusdem festum agitur confluentibus, servato decreto Sacrorum Rituum Congrega-

tionis (3862 *Urbis et Orbis*) die IX Decembris anno MDCCCXCV. Denique concedimus ut sollemnia beatificationis Venerabilis Dei Famulae Iuliae Billiart in dioecesi ac templis supradictis celebrentur ad normam decreti seu instructionis Sacrorum Rituum Congregationis die XVI Decembris anni MCMII de triduo intra annum a beatificatione solemniter celebrando; quod quidem statis legitima auctoritate diebus, fieri intra annum postquam eadem sollemnia in Basilica Vaticana fuerint celebrata. Non obstantibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis ac decretis de non cultu editis ceterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut harum litterarum exemplis etiam impressis, dummodo manu Secretarii dictae Rituum Congregationis subscripta sint et sigillo Praefecti munita eadem prorsus in disceptationibus etiam iudicialibus fides habeatur, quae Nostrae voluntatis significationi hisce litteris extensis haberetur.

Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die XIX Martii anno MCMVI, Pontificatus Nostri anno III.

ALOYSIUS Card. MACCHI.

Breve solemnis beatificationis VV. Martyrum tunquinensium, ex Ordine Praedicatorum.

PIUS PP. X

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Martyrum purpurata sanguine vel ab ipsis primordiis Ecclesia Dei exhibere postea per consequentes aetates nunquam destitit mira exempla fortitudinis, et in omnibus vel longo terrarum marisque tractu dissitis regionibus, in quas vera fides est primum invecta, hi ante alios morte constanter tolerata christianam doctrinam confirmarunt, qui eam praedicatione vulgaverant, proprio videlicet sanguine quam verbo et sudore severant arborem irrigantes. Id porro non sine pro-

videntissimo Dei consilio factum est, nimirum ut manifeste constaret durissimo certamini a coelis adesse auctorem fidei nostrae Christum Iesum qui, ut scripsit Sanctus Cyprianus, « praeliatores et adsertores sui nominis in acie confirmavit, erexit, qui pugnavit et vicit in servis suis », et simul appareret vere sanguinem martyrum, semen esse christianorum. De catholica Ecclesia ac de civili societate meritus Ordo Fratrum Praedicatorum, martyrum palmis iamdudum assuetus, inter complures evangelii praecones, qui, uti loquitur Sanctus Ioannes Chrysostomus, « et laborando fortiores et moriendo victores effecti sunt », novum hodie eumdemque duplicem manipulum exhibet, alterum eorum qui decimo octavo, alterum qui decimonono saeculo in Regno Tunquinensi « tradiderunt corpora sua propter Deum ad supplicia ». Una enim eademque sub insectationis procella occubuisse dicendi sunt, quippe a medio saeculo decimo octavo ad annum usque sexagesimum secundum nuper elapsi saeculi odium contra christianam fidem in regionibus Tunquini nunquam deferbuit. Venerabiles Dei Famuli Franciscus Gil de Federich, Matthaeus Alonso Leziniana, Hyacinthus Castañeda et Vincentius Liem a Pace sacerdotes missionarii Ordinis Praedicatorum primae aciei pugiles fuere. Horum duo primi in Hispania nati sunt: Franciscus Derthusae e nobili genere, Matthaeus in oppido Nava del Rey nuncupato, dioecesis Vallisoletanae. Adolescentes adhuc Fratrum Praedicatorum Ordinem ambo professi vehementi flagrantes desiderio longinquas easque barbaras terras peragrandi, ut ad animas « in tenebris et in umbra mortis sedentes » evangelii lumen afferrent, impetrata tandem venia ad Religiosam Provinciam SSmi Rosarii in Philippinis insulis post difficilis ac diuturnae navigationis discrimina appulerunt. Tunquinense dein iter aggressi tot exantlarunt pro Christi fide provehenda labores, tot se in pericula coniecerunt, tot adversa tulere, ut sententiam confirmarent « vix martyres effici nisi eos qui a Deo multis prius aerumnis sunt

exerciti et quasi praeparati ad martyrium ». Christiana religione iampridem in Tunquino proscripta prior ethnicam crudelitatem expertus est Franciscus Gil toleratis plures per annos squalore carceris, vinculorum pondere, militum contumeliis diuturnisque vexationibus quas inter nec ab apostolatu cessit, sed licet captivus exemplo et verbis innumeras animas Christo lucrifecit. Eum brevi post Matthaeus Alonso Leziniana plura et acerba quidem perpessus eadem in custodia sequutus est, passionis socius non minus, quam in poena capitis appetenda aemulus. Damnatus enim perpetuo carcere firmissime obtestatus est velle se adiungi Francisco cum eoque obtruncari. Cuius voti ubi compos factus est, ambo crucem manu gestantes ad supplicii locum rapti sunt. Ibi Christi fidem iterato professi, palis colligati, ut sincere fidei eidem haererent circum adstantes hortati sunt, et continuo unico ensis ictu decollati ceciderunt, XI Kalendas Februarias anno MDCCXLV.

Sex lustris ab hoc triumpho nondum exactis aliud nobile par Dominicianae Familiae Fratrum, Venerabiles Servi Dei Hyacinthus Castañeda, Hispanus, Setabi intra fines dioecesis Valentinae ortus, et Vincentius Liem a Pace, Tunquinensis, novis coronis Ordinem suum Ecclesiamque decorarunt. Horum alter Hyacinthus, qui in ipso iuventutis flore nec parentum, nec ipsius matris amore eum detinente ad barbaras illas oras volens libens solverat, et primum in Sinis dein in Tunquino apostolicum munus impigre et sancte obiverat, tandem comprehensus, ac biduo cibi potusque expers, huc illuc pertractus ad magistratum adducitur. Inde in arundineam caveam tam arctam depressamque detruditur, ut neque standi locus esset neque cubandi. Haud ita multo post et Vincentius qui nobili sanguine in Tunquino natus e genitrice christiana ac Manilae institutus se Guzmanae familiae mancipaverat, atque ad natalem terram veram fidem allaturus sacerdotio donatus se Hyacintho dederat in apostolatu comitem,

dum SSmi Rosarii pervigilio sacris operam navat, ab ethnicis capitur et pari immanitate in similem caveam coniicitur. Mox ad Regem deducti et in eius conspectu catholicam fidem invicto animo professi capitali poena plectuntur. Hos etiam inter fortissimos christiani nominis adsertores singularis extitit in martyrio aemulatio. Vincentius enim cui in eadem causa constituto, utpote Tunquinensi oblata evadendi opportunitas fuerat, quod capitalis illa lex indigenas non afficeret, sociae mortis aemulatione incensus fugam detrectavit. Itaque confirmata sententia una cum Hyacintho ad supplicium traducitur. Hi in conspectu populi et procerum, tantam constantiam mirantium, fusis precibus et recitato simul Apostolorum symbolo, ter gladio perculsus Hyacinthus, unico ictu Vincentius, capite truncantur VII idus Novemb. an. MDCCLXXIII, Apostolatus sui cursum felicissime consummantes.

Alterius agminis officii dignitate praecipui sunt Venerabiles Dei Famuli ex eadem inclyta Dominiciana familia Hieronymus Hermosilla, Episcopus Miletopolitanus, Valentinus Berrio-Ochoa, Episcopus Centuriensis, simulque horum adiutor Petrus Almató, eiusdem Ordinis sacerdos, et Hermosillae servus Iosephus Khang, catechista indigena. Hieronymus Hermosilla, natus pridie Kalendas Octobres anno MDCCC in civitate S. Dominici Calceatensis, vix e pueris excessit, in religiosam Praedicatorum familiam coepit cogitare. In ipsa receptus mox ad Philippinas insulas primum transmigravit, deinde sacerdotio auctus missus est in Tunquinum, ubi gliscente iugiter contra Christi fidem teterrima insectatione aspera multa sustinuit, ut nequissimi illius regis furorem insidiasque satellitum vitaret. Beato Ignatio Delgado Episcopo, qui eo temporis Apostolico Vicariatui Tunquinensi Orientali praeerat, adiutor datus, postquam ille ab ethnicis est in odium fidei nefarie interemptus, ex decreto Sanctae huius Apostolicae Sedis vacantis Vicariatus regimen suscepit, addito episcopali titulo ecclesiae Miletopolitanae, atque ad necem usque

quaesitus plures annos in montium speluncis, silvarum dumetis et coeno paludum inter caedes, incendia, tumultus huc illuc transfuga delituit, sed in ipso mortis limine interritus invictusque commissi sibi gregis spirituali bono prospexit. Tandem post apostolicos plurimos labores, quum ad naviculas quasdam piscatorum fidelium confugisset, per proditionem comprehensus est una cum alumno famuloque suo Iosepho Khang, indigena, et in provinciae orientalis principem urbem traductus. Cuius ad limina distentam Christi Cruci adfixi imaginem conspicatus, ultra progredi nisi illa, ne profanaretur, sublata, recusavit. Tum cavea inclusus nec in duri illius carceris squalore divini verbi praedicationem intermisit, donec Kalendis Novembribus anno MDCCCLXI, aetatis suae sexagesimo secundo, una cum Episcopo Valentino Berrio-Ochoa et Petro Almató sacerdote capite caesus est.

Nam eodem die quo Sanctorum omnium celebritatem recolit Ecclesia haud absimili martyrio iisdemque fere adiunctis vitam nitide actam nobilitarunt memorati Christi athletae Valentinus Berrio-Ochoa et Petrus Almató. Horum prior natus XVI Kalendas Martias anno MDCCCXXVII in oppido Elorrió, dioecesis Victoriensis in Cantabria, e piis ac nobilibus parentibus, in Ordinem Fratrum Praedicatorum adolescens adlectus, et ipse Philippinis ab insulis in Tunquinum centralem martyrii desiderio flagrans transmeavit, ubi eius cognita sanctitate brevi est Centuriensis titularis Episcopus universaeque Missionis Moderator ab hac Sancta Sede renuntiatus. Recrudescente vero in eius Vicariatu Centralis Tunquini persecutione, ita ut iam nullus perfugii locus superesset, ad orientalem Tunquini partem appulsus in horrido antro delituit, ubi pro viribus ministerio suo functus est. Inde pagum petiturus Nam-Dinh appellatum quum se ad easdem naviculas recepisset, ubi quatriduo ante Episcopus Hermosilla et Iosephus Khang fuerant comprehensi, ethnici cuiusdam proditione in satellitum manus incidit una cum sacerdote Petro

Almató. Uterque ligneo collari et catenis onusti ad urbem provinciae caput deducuntur, cui non succedunt nisi adorata prius ac deinde remota Cruce ad calcandum proiecta. Prope caveam Hermosillae Valentinus inclusus eodem die quo ille trahitur ad supplicii locum, ubi stipiti alligatus capitalem pro Christo poenam fortiter subiit. Eidem neci datus est Petrus Almató sacerdos, quem pariter Hispania protulit Sanctorum Martyrum, Confessorum et Virginum foecunda parens. Hic in pago Sazerra cui vulgo nomen, intra fines dioecesis Vicensis in Catalaunia ortus, et in Sancti Dominici religiosum Ordinem inscriptus, lucidum vitae intemeratae exemplar enituit et indefessus Antistitum supradictorum in Apostolico ministerio adiutor dignus plane visus est, qui eodem atque illi die anno aetatis suae trigesimo primo gloriosas cum sociis palmas intexeret. Novissimus in certamen venit Iosephus Khang, in pago Tra-Vi provinciae Nam-Dinh Tunquini christianis parentibus anno MDCCCXXXII editus. Iste Hermosillae alumnus ac famulus et in tertium Ordinem S. Dominici cooptatus, quum in fidelium piscatorum cymbis cum suo Praesule delitesceret, a militibus, quorum e manibus vinctum illum eripere nitebatur, tres ictus ensis accepit, cum eoque ad provinciae principem urbem captivus et saucius traductus est. Ac primum quaesitus de Apostolicis viris reticuit: iteratis deinde verberibus compulsus interrogantibus prudenter satisfecit. Mox ad Crucem proterendam proposita libertate invitatus, maluit viginti supra centum virgarum ictus perferre quam a Fide desciscere; stetit, ut Cyprianus ait, « torquentibus fortior, et saevissima diu plaga repetita inexpugnabilem fidem expugnare non potuit ». Quare et ipse ad supplicium tractus eodem in loco ubi sex et triginta ante dies dilecti Praesulis ac domini sui sanguinis effluxerat, annum agens vigesimum nonum truncato capite optatam coronam consequutus est octavo idus Decembres eiusdem anni MDCCCLXI.

Gloriosum horum omnium fortissimorum virorum exitum

plura de coelo signa illustrarunt. Quum enim de Francisco Gil et Matthaeo Alonso supplicium sumptum est, sol nitidum caput obscura ferrugine texisse dicitur; circum morituros Hyacinthum Castañeda et Vincentium Liem albae duae, quasi summo ab aethere dimissae, columbae volitarunt. Ingens alborum papilionum agmen humi strata Hieronymi Hermosilla, Valentini Berrio-Ochoa et Petri Almató corpora ferme quodam angelico candore perfudit, atque avulsa capita miro per noctem splendore micarunt: tandem post eorum gloriosam in conspectu Domini mortem pervicacium quorumdam infidelium adversus religionem conversio et teterrimae poenae quibus tyranni aliique caedis auctores obnoxii fuerunt, Martyrum coelestem coronam luculenter confirmarunt. Quare de ipsorum beatificationis causa apud Congregationem sacris tuendis Ritibus praepositam agi coeptum est, ac iuridicis probationibus rite expensis de Venerabilium Servorum Dei Martyrio eiusque causa itemque de signis Martyrium ipsum confirmantibus constare Nos ediximus duplici seiuncto decreto, altero edito XV Kalendas Maias anno MCMIV et altero VIII Kalendas Iunias anno MCMV. Id unum inquirendum supererat, ut Venerabiles Fratres Nostri eiusdem Sacrorum Rituum Congregationis Cardinales rogarentur num stante, ut superius dictum est, approbatione Martyrii, Martyriique causae, tuto procedi posse censerent ad Beatorum honores iisdem Dei servis decernendos. Hoc praestitit dilectus filius Dominicus S. R. E. Cardinalis Ferrata, loco et vice Cardinalis Seraphini Cretoni causae Relatoris, in generali conventu coram Nobis habito XVIII Kalendas Decembres superioris anni MCMV, omnesque tum Cardinales tum Consultores qui aderant, unanimi suffragio affirmativam sententiam ediderunt. Nos vero in re tanti momenti Nostram aperire mentem distulimus, donec fervidis atque iteratis precibus a Patre luminum subsidium posceremus. Quod cum impense fecissemus, tandem quarto Idus Decembres eiusdem anni MCMV, nempe Do-

minica Adventus secunda qua Virginis Sanctissimae Lauretanae festum agebatur, Eucharistico litato sacrificio, accitis adstantibusque dilectis filiis Nostris Aloisio Cardinali Tripepi Sacrorum Rituum Congregationi Pro-Praefecto, et Dominico Cardinali Ferrata una cum Venerabili Fratre Diomede Panici, Archiepiscopo Laodicensi, eiusdem Congregationis Rituum Secretario, et Rev. P. Alexandro Verde Fidei Promotore, unico decreto sanximus tuto procedi posse ad solemnem memoratorum octo Venerabilium Dei Servorum beatificationem. Quae cum ita sint, Nos precibus etiam permoti universi Fratrum Praedicatorum Ordinis necnon cleri populique plurium Hispaniae dioecesium, auctoritate Nostra Apostolica praesentium vi facultatem facimus, ut Venerabiles Dei Famuli Franciscus Gil de Federich, Matthaeus Alonso Leziniana, Hyacinthus Castañeda et Vincentius Liem a Pace, sacerdotes Missionarii Ordinis Praedicatorum, itemque Hieronymus Hermosilla, Episcopus Miletopolitanus, Vicarius Apostolicus Tunquini Orientalis, Valentinus Berrio-Ochoa, Episcopus Centuriensis, Vicarius Apostolicus Tunquini Centralis, Petrus Almató, sacerdos Missionarius eiusdem Praedicatorum Ordinis, et Iosephus Khang, catechista indigena tertii Ordinis S. Dominici Beatorum nomine in posterum nuncupentur, eorum corpora et lipsana seu reliquiae, non tamen in solemnibus supplicationibus deferendae, publicae fidelium venerationi proponantur, eorumque imagines radiis decorentur. Praeterea auctoritate Nostra concedimus, ut de illis recitetur Officium et Missa de communi Martyrum iuxta Rubricas Missalis et Breviarii tum Romani tum Ordinis Fratrum Praedicatorum, cum orationibus propriis per Nos approbatis. Eiusmodi vero Officii recitationem et Missae celebrationem fieri concedimus tum intra fines Vicariatuum Apostolicorum Tunquini Centralis, Orientalis et Septentrionalis, tum in illis Hispaniae dioecesibus unde plerique ex istis Martyribus ortum habuere, tum denique in omnibus templis, coenobiis Or-

dinis Praedicatorum etiam monialium ac tertii Ordinis S. Dominici ubique terrarum adnexis, ab omnibus christifidelibus qui horas canonicas recitare teneantur; et quod ad Missam attinet ab omnibus sacerdotibus tum saecularibus tum regularibus ad ecclesias in quibus festum agitur confluentibus, servato decreto Sacrae Rituum Congregationis n. 5862 *Urbis et Orbis* IX Decembris MDCCCXCV. Denique concedimus ut solemnia beatificationis eorumdem octo Martyrum supradictis in templis celebrentur ad normam decreti seu instructionis S. Rituum Congregationis die XVI Decembris MCMII de triduo intra annum a beatificatione solemniter celebrando, quod quidem statis legitima auctoritate diebus fieri praecipimus intra annum postquam eadem solemnia in Basilica Vaticana fuerint celebrata.

Non obstantibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis ac decretis de non-cultu editis caeterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut harum litterarum exemplis etiam impressis, dummodo manu Secretarii dictae Rituum Congregationis subscripta sint et sigillo Praefecti munita, eadem prorsus in disceptationibus etiam iudicialibus fides habeatur, quae Nostrae voluntatis significationi hisce litteris extensis haberetur.

Datum Romae apud S. Petrum sub anulo Piscatoris, die XV Aprilis MCMVI, Pontificatus Nostri anno tertio.

ALOISIUS Card. MACCHI.

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

CULMEN.

IURIUM

Sustinetur erectio vicariae paroecialis ac oneris impositio ecclesiae matrici decreta.

Species facti. Episcopus Culmensis decreto 31 Martii 1861 « plura loca suae dioecesis, cum omnibus ad ipsa pertinentibus villis et coloniis, ecclesiae parochiali Graboviensi (vulgo *Grabau*) in perpetuum assignavit, canonice erexit, et incorporavit ». Deinde, ad incolarum petitionem propter nimiam eorum distantiam a praefata paroecia, die 15 Apr. 1904 locum *Marienfelde* in vicariam paroecialem erexit, cui pastoralem curam commisit 1056 catholicorum, ex duabus paroeciis *Grabau* et *Pronikau* excerptorum, facta vicario facultate omnia sacramenta administrandi, haud excluso matrimonio, fidelibusque adeundi ad libitum ecclesias matrices. Interim Episcopus ad congruam vicarii sustentationem parocho Graboviensi annuam pensionem 600 et parocho loci Pronikau 150 marcorum imposuit.

Verum contra huiusmodi decretum parochus Graboviensis ad hanc S. C. appellavit.

Animadversiones. Parochus Graboviensis ostendere nititur decretum episcopale 15 Apr. 1904 sustineri non posse, utpote contrarium dispositioni Conc. Trid. *(sess. 21, cap. 4 de Reform.)* circa provisionem curae animarum. In casu enim nulla adest necessitas vicariae constituendae, sive quia paroecia Grabau nonnisi 1759 incolis constat, sive quia desideratur praescripta a Tridentino distantia vel difficultas. Praeterea vicaria de Marienfelde ad paroeciam Graboviensem non pertinet, quum fideles Marienfeldenses non fuerint sensu pro-

prio parochialiter uniti Grabau; ipsi enim in decreto unionis an. 1861 per 50 annos liberantur a qualibet taxa erga paroeciam solvenda; ideoque deest character perpetuitatis ac stabilitatis pro regulari ac stabili eorum aggregatione. Quinimo, praeterquamquod ius Borussicum unionem perpetuam prohibet, ipse Episcopus Gubernium certioravit: « Marienfelde incorporatum fuisse paroeciae Graboviensi solummodo hospitaliter et modo revocabili ».

Neque nova haec statio appellari potest paroecia, tum quia sacerdos illic constitutus est ad nutum amovibilis, tum quia fidelibus ipsis permittitur accessus ad ecclesiam matricem, tum denique quia non habetur distinctum territorium. Item considerari nequit uti vicaria, quia vicarius hic subditos haberet catholicos etiam paroeciae Pronikau et a parocho Graboviensi omnino independens. Admittendum pariter non est in casu agi de translatione vicarii Graboviensis ad sedem Marienfeldensem; nam in quacumque translatione requiritur terminus *a quo* et *ad quem*. Iamvero deest terminus *a quo*, nempe vicarii sedes apud Grabau, in quo nullus vicarius iam ab an. 1850 amplius habebatur; deest etiam terminus *ad quem*, cum in Marienfelde nulla ante an. 1902 aderat ecclesia.

Ad pensionem autem quod attinet 600 marcorum dicto vicario solvendam, deduxit ex praedictis rationibus parochus Graboviensis huic oneri se minime teneri. Cum enim vicarius constitui debeat non necessitate ex parte parochi sed parochiae, sequitur onus sustentandi vicarium non esse personale, sed ex bonis parochialibus procedere. Parocho autem loci Pronikau imponendum asserit pensionis onus, quippe magnam revera utilitatem ex erectione vicariatus persentit, quique ditior parocho Graboviensi censetur.

Ex adverso Episcopus Culmensis necessariam sustinet erectionem vicariatus in Marienfelde probatque tum verbis ipsius parochi Graboviensis, qui die 26 Iulii 1895 inter alia scribebat: « Necessitas propriae curae animarum in regione Ma-

rienfeldensi luce clarior est. In Marienfelde vel alio loco parochia vel vicariatus localis vel curatia erigenda est », tum ex magna usque ad 13 km. distantia locorum vicariatus Marienfeldensis a paroeciis Grabau et Pronikau, tum denique ex difficultate accessus, praesertim hiemali tempore propter torrentem et profundam vallem.

Hisce positis addit Episcopus quod ad erectionem et dismembrationem paroeciarum procedi nequit in regno Borussico absque regio consensu, qui fere numquam conceditur. Quapropter, cum frustra ordinasset parocho Graboviensi ut per suum vicarium officiaret capellam Marienfeldensem, iussit ut vicarius Graboviensis suum domicilium poneret in Marienfelde, cum in hac translatione non requireretur Gubernii consensus, quia in territorio eiusdem paroeciae fiebat. Adnotat praeterea in hac translatione facienda se usum esse generali vigente consuetudine, qua etiam in dioecesi Culmensi vicarii et coadiutores non a parochis sed ab Ordinario eliguntur.

Tandem quoad annuam pensionem spectat, cum fructus beneficiales quotannis ascendant pro parocho Graboviensi ad summam 8750 marcorum, et pro parocho paroeciae Pronikau ad summam 4188 marcorum, concludit Episcopus, sine gravamine illum 600 marcos vicario Marienfeldensi solvere posse.

Hac super re requisitum etiam fuit votum unius ex consultoribus, qui primam partem episcopalis decreti approbavit; sed pensionem vicario solvendam tribuit in maiori parte parocho loci Pronikau et in minori parocho Graboviensi.

Dubium. *An confirmandum vel infirmandum sit decretum Episcopi Culmensis diei 15 Aprilis 1904 circa designationem vicarii localis in Marienfelde et circa onus parocho Graboviensi impositum solvendi annuos marcos 600 favore dicti vicarii in casu.*

Resolutio. Emi Patres S. C. EE. et RR., re sedulo perpensa, die 15 Iunii 1906 respondendum duxerunt:

Confirmandum esse decretum (1).

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

GUADIXEN.

MISSAE CONVENTUALIS

Admittitur praxis vi cuius dignitates missam conventualem per turnum non celebrant, et canonicus hebdomadarius pro diacono dignitatibus inservit.

Factispecies. In capitulo cathedrali Guadixensi recensentur undecim canonici, qui quotidie per turnum, et quinque dignitates, qui statutis dumtaxat solemnioribus diebus missam conventualem celebrant. Imo dignitatibus eamdem litantibus missam canonicus hebdomadarius munere diaconi, et unus ex cappellanis adsistentibus officio subdiaconi funguntur. Verum hoc aegre ferentes canonici Iávega et Romero, exeunte an. 1905, ab hac S. C. expostularunt utrum dicta praxis sustineri possit.

Acceptum libellum haec S. C. remisit ad Episcopum Guadixen., qui sententiam dignitatum ac canonicorum exquireret simulque animi sui sensum panderet. Ordinarius autem, vota singulorum capitularium scriptis data transmittens,

(1) Episcopi enim a Conc. Trid. *(sess. 21, cap. 4 de Reform.)* ius habent « etiam tamquam Apostolicae Sedis Delegati ... in omnibus ecclesiis paroecialibus vel baptismalibus..... in quibus ob locorum distantiam sive difficultatem parochiani sine magno incommodo ad percipienda sacramenta et divina officia audienda accedere non possunt, novas paroecias, etiam invitis rectoribus », et a fortiori vicarias constituendi; atque insuper competentem assignandi portionem novo parocho vel vicario « ex fructibus ad ecclesiam matricem quomodocumque pertinentibus » *(N. R.)*.

haec addidit: « Cum maior et etiam antiquior canonicorum pars ab oratoribus toto coelo dissentiat, mihi etiam videtur nihil omnino esse immutandum; sed omnia pro bono pacis et nunc et in posterum esse debere sicut ab erectione huius ecclesiae cathedralis hucusque fuerunt ».

Animadversiones. Primo loco asserendum videtur etiam dignitates teneri quotidie per turnum missam conventualem celebrare. Siquidem Conc. Trid. *(sess. 22, cap. 4 de Reform.)* praecipit Episcopis ut omnia capituli membra « cogant diebus statutis ordines per se ipsos exercere, ac coetera omnia officia, quae debent in cultu divino, praestare ». Hinc Benedictus XIV Const. *Cum semper oblatas* 19 Aug. 1744 sub n. 12 pravas consuetudines hac in re illapsas coercens, statuit ut sacrum conventuale ab iis omnibus « suis respective vicibus offerretur, qui in eadem ecclesia sive dignitates, sive canonicatus, sive mansionariatus, sive beneficia choralia obtinent », imo etiam ab archipresbytero, quamvis eidem cura animarum sit concredita. Cuius praescriptionis rationem tradit Pignatelli *(tom. 1, cons. can. 374)* hisce verbis: « Dignitates quae sunt de corpore capituli tenentur exactionem aliaque onera subire sicut canonici; equidem ubi est emolumentum, ibi debet esse onus; et qui lucrum amplectitur, onus subire debet ». Iamvero dignitates in cathedrali Guadixensi sunt de gremio capituli, quum propria canonia ac distincta praebenda fruantur atque vocem capitularem habeant. Si igitur beneficium est propter officium, etiam dignitates ad instar canonicorum sicuti caetera officia ita missam quoque conventualem alternare debent. Cfr. Barbosa *(de can. et dignit., cap. 31, n. 7)*.

Quam praxim sartam tectamque servavit haec S. Congregatio in suis decisionibus. Ita in *Albinganen.* 27 Apr. 1844 irritavit Episcopi decretum, vi cuius dignitates eximebantur a munere sacri conventualis celebrandi alternis vicibus cum aliis canonicis; in *Fanen.* et in *Faventina* 29 Apr. 1789;

in *Alexandrina* 7 Iulii 1770; in *Tolentinaten.* 26 Maii 1714, et in *Squillacen.* 17 Martii 1739 archipresbyter, archidiaconus, decanus et parochus curatus adacti sunt ad eamdem celebrationem. Recenter vero in *Derthusen.-Servitii chori* proposito dubio: « An dignitates teneantur missas conventuales celebrare, et peragere hebdomadarium servitium chori et altaris ac reliqui canonici in casu », die 1 Sept. 1894 responsum prodiit: « Perpensis omnibus, affirmative ». Cfr. *Acta S. Sedis* quae *(vol. 27, pag. 426)* huiusmodi decisionem hoc sensu commentantur; quaeque *(vol. 8, pag. 231)* diserte tradunt: « Singulos canonicos, etiam dignitates, teneri ad missae conventualis per turnum celebrationem ». Cfr. De Herdt *(Prax. capit., cap. 8, § 1, n. 6)* et Wernz *(Ius Decret., tom. 2, n. 788, ed. 1)*. Haec praeterea est praxis vigens in omnibus fere capitulis cathedralibus Hispaniae.

Neque ex adverso oggerantur tum Bulla erectionis capituli Guadixen., tum eiusdem vetera statuta vulgo *Consueta* dicta; haec enim omnia irritata fuisse videnter a Concordato inter S. Sedem et Hispaniam an. 1851 inito, vi cuius *art. 13* ecclesiae cathedrales Hispaniae ad ius commune redactae sunt, ita ut dignitates eamdem vocem ac votum quam canonici haberent. Item quamvis in conceptu dignitatum involvatur honoris praerogativa cum iurisdictione in foro externo, attamen hodie ipsarum iurisdictio potius ad historiam iuris canonici quam ad vigentem legislationem pertinet, ita ut, iuxta De Herdt *(loc. cit., n. 3)* « nomina sint inania et dignitates ventosae vocari soleant ». Cfr. Ferraris *(bibl. can., v.* beneficium, *art. 1, n. 26)*.

Ex altera vero parte affirmandum videtur dignitates cathedralis Guadixensis non teneri, quoad missae conventualis celebrationem, ad turnum hebdomadarium, sed dumtaxat ad determinatos dies. Hoc enim in primis deducitur ex ipsa erectionis capituli cathedralis Bulla an. 1492, in qua Archiepiscopus Toletanus, Apostolica auctoritate praeditus atque

ad instantiam fundatorum ecclesiae nempe Ferdinandi et Elisabeth regum Hispaniae, dictam missarum conventualium distributionem inter dignitates et canonicos decrevit. Porro quum in themate, praeter Pontificiam sanctionem, adesse videatur etiam voluntas fundatorum circa onus missarum earumque distributionem, non tam facile deroganda est, cum testatorum dispositiones inviolabiles esse omnia iura clamant. Idque eruitur ex Conc. Trid. *(sess. 25, cap. 5 de Reform.)*, ex *cap.* Significatum *11 de praeben.*, ex *cap.* Praeterea *23 de iure patron.*, et ex *cap.* Quanto *16 de cens.*

Praescriptionibus in erectionis Bulla contentis consonant antiqua statuta capitularia an. 1557 condita ab Episcopo Guadixensi simul cum capitulo cathedrali. Statuta vero recentiora, quae reformata fuerunt anno 1853 post Concordatum, implicite saltem ab Episcopo approbata fuerunt, quum hucusque observata fuerint quin Praesules aliquid in contrarium obiecerint. Iamvero haec statuta, ad rem quod attinet, concordant cum Bulla erectionis et cum veteri *Consueta.*

Imo haec praxis confirmari videtur etiam a iure communi, quum S. C. Rituum solitum servandum esse ac nihil innovandum mandaverit in *Papien.* 10 Iulii 1669, n. 1391; in *Placentina* 22 Nov. 1659, n. 1137, et 24 Ian. 1660, n. 1143. Quapropter De Herdt *(loc. cit., cap. 27, § 9, n. 3)* docet quod « Constitutio Benedicti XIV *(Cum semper oblatas)* iussit quidem ut omnes capitulares missam conventualem suis vicibus celebrent, minime tamen praescripsit ut per turnum id fiat.... Quinimo hac super re plurimum attendi solet sive consuetudo, sive statutum capituli, sive peculiaris aliqua concordia ». Cfr. etiam Wernz *(Ius Decr., tom. 2, num. 788)*.

Secundo loco, quoad alterum propositum dubium, affirmari posse videtur canonicos in casu non teneri ad inserviendum pro diacono dignitatibus missam conventualem litantibus. Bulla enim erectionis cathedralis Guadixensis a. 1492 ad rem statuit: « Cum aliquis de constitutis in dignitatibus

celebraverit, unus de antiquioribus canonicis diaconis in officio diaconi ministrabit. Alioquin officium diaconi et subdiaconi, non canonici sed portionarii diaconi et subdiaconi exsolvent ». Antiqua statuta capitularia an. 1557 addunt quidem « ast si omnes presbyteri essent, inserviet, ut diaconus, ille qui fuerit hebdomadarius hebdomada illa, et ut subdiaconus inserviet portionarius cui officium incumbit diaconi hebdomada eadem », sed haec dispositio abrogata saltem videtur a Concordato inito an. 1851 *part. 2, art. 16,* vi cuius: « tam dignitates et canonici quam beneficiati vel capellani, licet ad melius servitium respectu cathedralium divisi sint in presbyterales, diaconales et subdiaconales, omnes debent esse presbyteri ». Sic enim factum fuit ut tum dignitates tum canonici possideant aequali iure praebendas, ac proinde aequalibus quoque oneribus subiiciendi videntur.

Favet ius commune; nam Sacra C. Rituum in decreto generali diei 12 Iulii 1892, n. 3782 declaravit: « canonicos in missis aliisque functionibus, quae diaconi et subdiaconi ministerium exigunt teneri dignitatibus et canonicis celebrantibus, etsi coadiutoribus tantum, inservire in ecclesiis, ubi praebendae omnes presbyterales non sunt, nisi aliter ferat necessitas vel consuetudo »: quapropter ipsi teneri non videntur, ubi praebendae omnes presbyterales sunt. Concinit Ferraris *(bibl. can., v.* canonicatus, *art. 5, n. 93 et 94).* Quod confirmari videtur ex praxi fere omnium ecclesiarum Hispaniae, praesertim Burgensis, ubi canonici ab onere inserviendi pro diacono dignitatibus celebrantibus liberati fuerunt.

Sed ex altera parte tenendum videtur canonicos cathedralis Guadixensis inservire debere in officio diaconi, quando celebrant dignitates. Hoc enim liquet ex supra relatis verbis Bullae erectionis nec non statutorum capitularium an. 1557. Additio vero huic *Consuetae* apposita complere videtur ipsam dispositionem iam in Bulla contentam. Neque hoc particulare ius, fundatum in plus quam centenaria et non in-

terrupta consuetudine, dici potest abrogatum a Concordato an. 1851, *part. 2, art. 16;* ibi enim quamvis imponatur susceptio ordinis presbyteralis, tamquam conditio necessaria ad praebendam obtinendam, relinquuntur tamen sive distributio praebendarum in presbyteralem, diaconalem et subdiaconalem, sive onera praebendis adnexa. Caeterum nihil obstat quominus aliquis ex praebendatis in presbyteratus ordine constitutus sit, et simul exercere possit ordines diaconatus vel etiam subdiaconatus. Et hoc sensu reformatae sunt novae constitutiones capitulares an. 1853.

Insuper quae hucusque disputata sunt etiam a iure communi confirmari videntur, iuxta quod canonici non tantum pro diacono, uti fieri solet in cathedrali Guadixensi, sed etiam pro subdiacono inservire solent dignitatibus solemniter celebrantibus. Ita definivit S. C. Rituum in *Meliten.* 24 Novembris 1591, n. 11; in *Hieracen.* 14 Maii 1644, n. 866 ad III; in *Comen.* 17 Nov. 1646, n. 901; in *Compostellana* 31 Aug. 1869 etc., et praesertim in *Mandelen.* 14 Iunii 1845 ad III, ubi proposito dubio: « Num canonici cathedralium, in quibus nulla adhuc invecta est consuetudo aut particularis institutio, et ubi praebendae canonicales nullimode sunt distinctae in presbyterales, diaconales et subdiaconales, teneantur ex iure ministrare pro diacono et subdiacono, archipresbytero, qui est prima capituli dignitas post episcopalem, solemniter missam conventualem celebranti »; responsum prodiit: « *Affirmative* ». Quae resolutio, utpote generalis naturae, magnam vim obtinet, et applicari optime potest capitulo Guadixensi, in quo praeterea adest inveterata consuetudo, Bullâ erectionis ac capitularibus statutis firmata, vi cuius canonicus hebdomadarius dignitatibus inservire tenetur.

Dubia. I. *An dignitates servare debeant turnum cum coeteris canonicis in missis conventualibus quotidie celebrandis in casu.*

II. *An canonicus hebdomadarius, quamvis presbyter, te-*

neatur pro diacono inservire in missis a dignitatibus celebrandis in casu.

Resolutiones. Emi Patres S. Congr. Concilii, omnibus prae oculis habitis, die 26 Ianuarii 1907 responderunt:

Ad utrumque servetur solitum (1).

BONONIEN.

DISPENSATIONIS AB IRREGULARITATE

Iuxta modum dispensatur cum diacono ad presbyteratum promovendo super irregularitate ex levi et sanabili epilepsia.

Factum. Diaconus Antonius Damiani a decimo suae aetatis anno laborare coepit morbo epileptico, qui primitus saepius duorum nempe vel trium dierum spatio, sed postea, remediis adhibitis, rarius plurimis scilicet mensibus interiectis, et usque ad decem et octo menses, imo etiam usque ad tres annos apparere solitus fuit. Postrema vice ipse eodem morbo correptus est paucis diebus ante diem in qua promovendus erat ad s. presbyteratus ordinem, nempe mense Decembri 1905. De hoc edoctus Emus Archiepiscopus prudenter eius ordinationem suspendit. Quare diaconus Damiani huic S. C. supplicem libellum obtulit pro dispensatione obtinenda ab huiusmodi defectu, suam petitionem confirmans, testimonio medici curantis, qui ex evolutione ipsius morbi iudicabat ipsum posse quamprimum plenam sanitatem recuperare.

Hisce ablegatis precibus pro informatione ad Emum Archiepiscopum, hic alium medicum, nempe Herculem Fabbri,

(1) Ad tramitem iuris communis etiam dignitates, quae sunt de gremio capituli, non secus ac coeteri canonici, tenentur missam conventualem per turnum celebrare. Quum enim dignitates et canonici aequali iure possideant praebendas, aequalibus etiam oneribus subiiciantur oportet. Item nil prohibet quominus canonici, etiam in presbyterali ordine constituti, exercere possint ordinem diaconatus et subdiaconatus. In themate autem decernitur nihil esse innovandum, quia contraria adesse videtur consuetudo a fundationis tabulis confirmata, quae a Concordato an. 1851 abrogata non apparet *(N. R.)*.

consuluit, qui cum retulisset agi in casu de vera epilepsia et quidem chronica, haec S. C. die 20 Febr. 1906 respondit: *Dilata.*

Praeterlapsis autem nonnullis mensibus, diaconus Damiani iterum institit pro gratiae concessione, allegans medici curantis testimonium quo declarabatur non amplius se eidem morbo fuisse obnoxium, imo optima frui valetudine. Et haec S. C. die 3 Sept. 1906 acceptas preces denuo remisit ad eumdem Archiepiscopum, ut referret an orator ex dicto morbo ita convaluerit ut, salva reverentia sacri ministerii et ad normam ss. canonum, ad ss. ordines promoveri posset. Archiepiscopus literis diei 19 Sept. 1906 exhibuit attestationem proprii medici Iulii Melotti, referentis agi in casu de vera epilepsia sed levi; qui medicus insuper addebat adhibitis remediis praescriptis posse oratorem convalescere ad ministerium ecclesiasticum recte exercendum. Archiepiscopus autem in suis litteris plurimum commendabat eumdem Damiani propter eius excellentes animi dotes, et gratia dignum iudicabat.

Ius. Inter irregulares communiter recenseri caduco morbo laborantes seu epilepticos docent *can. 3* Communiter, *dist. 33*; *can. 10* Praecipimus, *dist. 34*; nec non canonistae hos textus interpretantes, uti Reiffenstuel *(lib. 1 Decret., t. 20, n. 19)*, Devoti *(lib. 1, de elect., t. 7, p. 6)* aliique, quibus est etiam consona praxis constans huius S. C. Profecto si expendatur relatio medicorum Melotti et Fabbri, clare resultat agi in casu de vera epilepsia, ita ut dici non possit, in futurum remotum et vitatum esse periculum relapsus.

Adde etiam obstaculum gratiae concessioni gravius apparere, si consideretur paulisper morbi epileptici natura; nam qui eo afficitur, viribus corporis deficientibus, vel in terram ruit et extra sensus rapitur, vel convulsionibus quatitur nervorum, unde omnes actus externi deliberati impediuntur; est sane morbus quam maxime distans a reverentia et securitate requisita in sacro ministerio exercendo, unde qui eo morbo

afficitur, ad ss. ordines est omnino inhabilis, et dispensationi locus esse non solet. Quare, inhaerendo disciplinae huius S. C., vel gratia esset deneganda uti factum fuit in *Lugdunen.* 26 Aug. 1905 (1), vel saltem differenda quoad usque innotesceret de perfecta recuperata sanitate, ut in *Treviren.* 27 Ianuarii 1866, et *Venetiarum* 12 Sept. 1896.

Nec in themate suffragantur speciales circumstantiae, quales profecto essent magna utilitas vel necessitas pro dioecesi ob cleri defectum, vel extraordinariae dotes oratoris; quum e contra agatur de clerico qui tenui ingenio pollet, uti ipse oratoris patruus fatetur.

Ex adverso pro concedenda gratia sequentia concurrere possunt. In primis agitur de levi et sanabili epilepsia, quemadmodum eruitur ex fide medicorum Melotti et Fabbri. Constat insuper oratorem ab ultima morbi impetitione usque ad praesens, nulli amplius extitisse accessui obnoxium.

Age vero expendentes canonistae huius morbi naturam, docent epilepticum, qui iam promotus fuerit (2), quamvis nondum sanatus, ut habet Ferraris *(bibl. can., v.* Irregularitas, *art. 1, n. 12)*, si raro tamen cadat, posse privatim celebrare cum assistentia sacerdotis, qui missam prosequi valeat, si alter deficiat; nec absolutam oriri ex huiusmodi infirmitate irregularitatem autumant, cum, ut ait Suarez *(de censur., disp. 51, sect. 3, n. 17)*, non propter aegritudinem absolute irregularitas incurratur sed propter impedimentum perpetuum; infirmitas enim quae sanari potest, vitium corporis simpliciter in iure non vocatur, *leg.* Inter *101, ff. de verb. sign.* Quod autem morbus, quo afficitur in casu orator raro accidat et sanabilis sit, constat ex testimonio peritorum Fabbri et Melotti. Tempus vero ad cognoscendum utrum epilepticus dici possit sanatus, est integer annus ab ultimo lapsu, seu morbi accessu, uti com-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 38, pag. 339.

(2) Hic proprie sermo est de clerico, qui post susceptum presbyteratus ordinem, in morbum epilepticum prolabitur *(N. R.)*.

muniter tenent auctores. Cfr. Ferraris *(loc. cit.)*, Reiffenstuel *(lib. I Decr., tit. 20, n. 19)*, Pirhing *(eodem titulo, § 14)*.

Item nec in regesto huius S. C. desunt exempla huiusmodi impertitae gratiae; ita in *Volaterrana* 9 Iulii 1825 dispensatio concessa fuit diacono Belloni, qui, olim comitiali morbo obnoxius, levem deinde corporis excitationem passus est. Eadem gratia concessa fuit in *Bisinianen.* 24 Nov. 1906 subdiacono Mariano Rose, licet coarctata ad diaconatum tantum, quamvis vix annus ab ultimo morbi accessu effluxisset (1). Quin aliquid obstent contrariae decisiones: nam in *Lugdunen.* orator diaconus, qui gratiam implorabat, 4 vel 5 accessus epilepticos in anno ante petitam gratiam expertus fuerat; in aliis duabus causis, res erat de clerico sacris ordinibus initiando, dum heic agitur de clerico iam ad diaconatum promoto, quo casu Ecclesiae indulgentia benignior evadit.

Praeterea quoad periculum indecentiae vel admirationis in populo ob forte supervenientem accessum morbi, haec animadverti possunt. Primo hanc morbi aggressionem plerumque indicia praeveniunt, quae medici appellant *aura epilettica,* et quidem haec se produnt duos vel tres horae quadrantes ante epilepticum accessum: hinc orator in hisce adiunctis se abstinere potest a missae celebratione. Deinde hoc periculum relapsus est valde improbabile, tum quia agitur de persona in iuvenili aetate constituta, cum orator natus sit an. 1880, et incoepta cura tales exitus habuit ut fere sanatus dici possit; tum etiam quia in casu non agitur de morbo ingenito seu haereditario, ut firmat in ultima informatione Emus Ordinarius, sed potius acquisito ex sinistris eventibus et passis angustiis et laboribus extraordinariis in studiorum curriculo; quae causae deprimentes, uti eas nuncupat medicus Fabbri, facile disparebunt post susceptum sacerdotium. Quo vero ad admirationem in populo, haec facile praecaveri

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 40, pag. 34.

potest si gratiae concessioni conditio apponatur ut ipse celebret in privato oratorio, quo privilegio oratoris familia iam fruitur, saltem quoadusque totaliter morbus recesserit.

Demum prae oculis haberi debent praeclarae dotes morales oratoris, quibus tum ab Emo Archiepiscopo, tum a rectore Seminarii et a proprio parocho maxime commendatur. Nec omittendum quod gratiae denegatio, attenta extraordinaria nervea susceptibilitate oratoris, fortasse determinare valeret morbi comitialis renovationem.

Decisio. S. Congr. Concilii, re sedulo perpensa, die 23 Februarii 1907 rescripsit:

Arbitrio et prudentiae Emi Archiepiscopi iuxta mentem, facto verbo cum SSmo. Mens autem est, ut orator celebret in oratorio privato cum adsistentia alterius sacerdotis, usque dum iudicio medici non constet de plene recuperata valetudine, et sub lege ut perseveret in valetudine ipsa assidue curanda (1).

MELEVITANA

NULLITATIS RESCRIPTI

Reiicitur instantia contra validitatem rescripti ex capite subreptionis et obreptionis.

Factispecies. Praevio Apostolico beneplacito diei 21 Septembris 1843, a sodalitate SSmi Rosarii, erecta in ecclesia parochiali loci *Casal Lia,* concessus fuit in emphyteusim 71 annorum quidam fundus cuidam Salvatori Falzon pro annuo canone scutatorum melitensium 38 et tar. 6, seu libell. anglicarum 3. 4. 2. Defuncto concessionario, fundus emphyteuticus pertransiit ad haeredes; et modo una ipsius pars reti-

(1) Dispensatio concessa videtur primario quia iuxta peritorum testimonia morbus epilepticus in casu est naturae levis ac sanabilis; secundario autem quia agitur de clerico iam in diaconali ordine constituto, atque praeclaras dotes morales praeseferente *(N. R.)*.

netur a Iosepho Falzon et Carmelo Borg, altera vero parte frui perhibentur sorores Anna et Carmela Falzon, nec non Calcidonia, nupta Francisco Agius.

Anno 1896 utilistae primae partis dicti fundi preces huic S. C. porrexerunt pro contractus emphyteutici prorogatione an. 1915 expiraturi, eamque obtinuerunt pro aliis annis 50, sed sub conditione quod annuus canon adaugeretur in anglicis lib. 2. 7. 11, respondentibus italicis libellis 60, idest antiquus canon eveheretur ad 4 anglicas libellas; et insuper quod utilistae in actu stipulationis contractus titulo praemii vel laudemii eidem confraternitati uti directariae persolverent tres libellas eiusdem monetae. Sub finem an. 1902 eamdem petitionem pro renovatione contractus sed ad 100 annos obtulerunt possessores secundae partis dicti fundi. Pro hac clausura seu domorum parte rependebatur annua canonis responsio iuxta primitivum contractum an. 1843 in lib. anglicis 1. 11. 8, iuxta italicum valorem in lib. 39, 55.

Transmissis precibus ad Ordinarium pro informatione et voto, nec non ut super iisdem audirentur interesse habentes, nempe parochus et sodalitas directaria, hi gratiae concessioni annuerunt fere sub iisdem conditionibus, quibus datus fuerat pro altera instantia priorum possessorum. Has conditiones non habuerunt accepto oratrices Falzon, si demas conditionem de coarctatione novae emphiteusis ad 50 annos. Hisce tamen non obstantibus Ordinarius, attenta earumdem paupertate, nec non melioramentis non parvi valoris in libellis anglicis 250 iam inductis in fundo emphyteutico, favorabile votum emisit pro petita renovatione contractus.

Quibus habitis eadem S. C. sub die 17 Iunii 1903 gratiam oratricibus concessit « *prorogandi enunciatam emphyteusim ad alios 50 annos, aucto canone, incipiendo a die executionis huius rescripti ad libellas sterl. 2. 11. 8. arbitrio et conscientiae Episcopi, contrariis quibuscumque minime obstantibus* ». Ad tramites huius rescripti sub die 13 Apr. 1905

inter diaconum Fenech, uti sodalitatis procuratorem, et oratrices initus est novus contractus prorogationis emphyteusis ad alios 50 annos.

Hoc contractu stipulato, paucos post dies parochus loci Casal Lia Matthaeus Cortis, recursum interposuit apud hanc S. C., impetens enunciatum rescriptum uti obreptitium et subreptitium, praesertim quia 1°) falso expositum fuerat oratrices esse pauperes, dum e contra ex haereditate defuncti sacerdotis Ionna plures redditus et nummos consecutae sunt; 2°) adducta melioramenta in fundo emphyteutico non congruebant veritati, utpote in minori quantitate, prouti ex cuiusdam periti aestimatione patet.

Episcopus, cui praefatus recursus fuit ablegatus pro informatione et voto in literis diei 1 Febr. 1906, exposuit adducta nullitatis motiva non subsistere. Nam in primis exceptiones a parocho nunc promotae, iam alias fuerant factae ante gratiae concessionem, veluti liquet ex eiusdem parochi informatione diei 27 Martii 1903; hisce tamen non obstantibus petitum indultum concessum fuit et dein executioni demandatum. Praeterea quoad harum sororum paupertatem dubium esse nequit, sive quia earum pater pro his melioramentis aes alienum contrahere debuit, sive quia ipsae inhabiles sunt ad sibi victum comparandum ob defectum in facultate visiva, sive quia legatus a sacerdote Ionna eisdem relictus, pro servitio absque mercede antea praestito, non est magni momenti. Demum testes iurati referunt summam saltem lib. 300 erogatam fuisse pro meliorationibus, quas et memorant (1).

Responsio. Sacra C. Concilii die 23 Februarii 1907 rescribere rata est:

Lectum ad instantiam (2).

---

(1) Omittitur disceptatio, quia agitur de quaestione omnino particulari et parvi momenti *(N. R.)*.

(2) Haec formula adhibetur ad indicandum quod recursus nulla dignus est consideratione et responsione. Exceptiones igitur a parocho oratore factae parvi

DE SERENA

IURIUM PAROCHIALIUM CIRCA FUNERA

Parochus proprius ius habet celebrandi primam missam funebrem post obitum, vel saltem percipiendi quartam funerariam pro defunctis absque funere sepultis.

Restrictus facti. In dioecesi de Serena post coemeteriorum saecularizationem mos invaluit ut fere omnia defunctorum cadavera sepeliantur nullis adhibitis religiosis ritibus, nullo sacerdote comitante nullisque proinde funeribus in die obitus vel depositionis, tertia, septima aut trigesima celebratis. Aliquando tamen, pluribus transactis mensibus vel etiam annis, parentes defunctorum celebrare faciunt suffragia quaedam vulgo dicta *entierros ó funerales* (idest tumulationes aut funera), in quibus canitur vel legitur missa funebris cum vel sine defunctorum nocturno.

Porro, quum sanctuarium B. V. M. *de Andacollo* nuncupatum ac simul ecclesiam paroecialem constituens, cui iam

---

vel nullius momenti habitae sunt. Idque eo vel magis tenendum est quia in iure vitium obreptionis aut subreptionis non praesumitur sed luculentis ac plenis argumentis est probandum. Nam valde odiosum est asserere supremum Principem in gratiae concessione vel inconsiderate egisse vel fuisse deceptum. Hinc S. Rota in *Centumcellar. coram Marini* 18 Apr. 1842, § 4, haec tradit: « Rescriptum Pontificium non aliter convelli potest, quam si luculentissime demonstretur gratiam obreptam subreptamve fuisse, praesertim si agatur de gratia post informationem et votum indulta ». Quin imo haec obreptio et subreptio non in omnibus admittitur sed tantum in iis quae Principem ad gratiam concedendam moverunt: *(loc. cit.)* « In gratia post informationem indulta admittenda non est subreptio et obreptio, utut in precibus minus recte res expositae sint. Sicuti non admittenda est quoties ea in minimis versatur, ut quae res minus recte expositae numquam concedentis animum immutassent ». Cfr. etiam S. Rota *Forolivien. - Executionis Literar. Ap.* 24 Iunii 1848 *coram Bonini* § *12*; et in *Romana seu Veliterna - Aperitionis oris* 24 Iulii 1848 *coram Quaglia* idem docetur: « Non quaevis reticentia subreptionem gignit, sed ea tantum, quae a Principe cognita gratiae renuentem eum omnino effecisset, vel saltem difficiliorem ad illam elargiendam ». Cf. etiam haec S. C. in *Gaudisien. - Aperitionis oris* 20 Ian. 1887, § *Siquidem obreptionis,* in qua enunciati textus seu doctrinae referuntur et canonizantur *(N. R.)*.

a tribus annis tamquam parochus praeest Ioannes Linus Sarriugarte, e Congr. Missionariorum Filiorum Immaculati Cordis B. M. Virginis, in magna veneratione habeatur penes universae reipublicae Cilenae fideles, ex iisdem multi, etiam ex alienis paroeciis, ibidem celebrationem dictorum funerum seu suffragiorum committere solent. Hoc autem aegre ferens, utpote in suorum iurium parochialium praeiudicium, sacerdos Robertus Carcason, qui item tribus abhinc annis proximam paroeciam vulgo *de Recoleta* dictam regit, die 7 Oct. 1905 recursum obtulit ad curiam dioecesanam, expostulans ut sibi restituerentur emolumenta, quae occasione funerum pro suis defunctis paroecianis a parocho sanctuarii de Andacollo hucusque percepta fuere. Deinde certior factus a curia parochus praefati sanctuarii de querelis contra ipsum motis ab altero parocho de Recoleta, admisit quidem horum suffragiorum factum, sed simul negavit hoc esse contrarium legibus ecclesiasticis, quum illa funera non sint iura parochialia sed mere functiones quae proinde a quolibet sacerdote celebrari possunt.

Quibus acceptis curia episcopalis exquirere censuit votum promotoris fiscalis, qui, pluribus disputatis de sepulturis et de funeribus, concludit suffragia, de quibus in casu, non esse vera funera ecclesiastica a proprio defunctorum parocho celebranda. Verum Vicarius generalis die 23 Nov. 1905 extraiudiciale tulit decretum, quo parochus de Andacollo damnatus est ad restituenda parocho de Recoleta emolumenta funeraria indebite percepta.

Contra huiusmodi decretum, die 18 Aug. 1906 parochus de Andacollo ad hanc S. C. appellavit, petiitque ut sequentia dubia dirimerentur: 1.° *An suffragia, quae sub nomine* entierros *in dioecesi de Serena celebrantur pro defunctis, elapsis pluribus mensibus imo et annis post mortem, sint dicenda vera funera ad sensum canonicum, ac proinde censenda iura*

parochialia; 2.°) *An parochus* de Andacollo *teneatur in casu aliquid restituere parocho* de Recoleta.

Restrictus iuris. Favore parochi de Andacollo haec adnotari possunt. Ex iure communi parochis competere videtur dumtaxat ius cadavera associandi ad ecclesiam parochialem ibique exequias peragendi, non autem missam exequialem, etiam praesente cadavere, celebrandi. Sane missa haec quum ex parte fidelium nullimode dici possit obligatoria, accensenda non videtur inter iura stricte parochialia. Hoc eruitur ex Rituali Rom. *(tit. 6, cap. 1, n. 4)* ubi inculcatur ut «*quantum fieri poterit*, missa praesente corpore defuncti celebretur». Iamvero incisum illud «*quantum fieri poterit*» non importat praeceptum sed tantum consilium. Idem confirmatur a quotidiana praxi, vi cuius missa exequialis, praesente cadavere, saepe saepius omittitur. Nec difficultatem facessit eiusdem Ritualis additio *(loc. cit., cap. 3, n. 19)*: «missa, praesente cadavere, non omittatur»; nam haec verba, inspecto universo contextu, ut notat Melata *(De iure paroch., pag. 28)* «non sunt sumenda modo absoluto, sed modo quodam comparativo, ita ut inter ea quae omitti possunt ultimo loco sit missa, quae etiam omitti potest, si hora non fuerit congruens aut aliqua necessitas obstet».

Sed etiamsi detur quod parochus privative habeat ius litandi missam exequialem praesente cadavere, non exinde sequitur idem ius retinere etiam postquam corpus defuncti sepultum imo et humatum fuit. Nam praeterquamquod id ex nullo iuris canone eruitur, parochus contentus esse deberet emolumentis funerariis, quae eidem obveniunt occasione exequiarum, sive celebretur sive omittatur missa funeralis. Accedit quod ex decreto generali Sacrae Rit. Congr. diei 2 Dec. 1891, n. 3755 ad 2, nec non ex altero eiusdem S. C. decreto in *Calaguritana et Calceaten.* die 13 Febr. 1892, n. 3767 ad 26, missa exequialis ea dicitur quae celebratur praesente cadavere physice vel saltem moraliter seu

non ultra biduum ab obitu. Unde missa funebris, quae litari solet ceteris diebus, nimirum die tertia, septima, trigesima, anniversaria etc., quum exequialis dici nequeat, hoc ipso ad iura parochialia non est trahenda.

Et hanc esse mentem S. R. C. non immerito deducitur ex decreto *Ordinis Minorum Conventualium* 13 Maii 1879, n. 3494 ad 1, ubi licitum esse declaratur « in aliena ecclesia et apud Regulares cantare missam de requie, quam fideles celebrare petunt pro propinquis vel amicis defunctis, postquam funeralia in ecclesia parochiali persoluta fuerunt etiamsi missa exequialis in ecclesia parochiali non celebretur ». Hoc idem ab eadem S. C. confirmatum fuit rescriptis 29 Nov. 1901 et 24 Ian. 1902 datis, in quibus licere decernitur in ecclesiis Regularium, permittente ritu, celebrare Officia et missas de requie diebus 3, 7, 30 et anniversaria a depositione.

Nuperrime vero tum a S. C. EE. et RR. in *Tusculana - Exemptionis ac iurium,* 13 Maii 1904 ad 4 (1), tum a Sacra C. C. in prima propositione causae *Barcinonen. - Iurium paroecialium* 27 Aug. 1904 ad 2 et 3 (2) prodiit resolutio contraria quibusdam parochis, qui ius sibi arrogarunt litandi missam funeralem non praesente corpore defuncti et emolumenta exinde promanantia percipiendi. Et merito sane; secus enim parochi portionem canonicam petere possent quoad omnes missas, quae sive cantatae sive lectae celebrarentur in aliis ecclesiis cum magno cultus discrimine atque cum praeiudicio iuris alieni. Quod nedum ab Ecclesiae sensu abhorret sed iniustum quoque apparet. Huiusmodi enim functiones non uti funera stricte sumpta sed veluti suffragia communiter haberi solent, quae proinde a quolibet sacerdote in qualibet ecclesia peragi valent.

Ex altera vero parte parocho de Recoleta haec favere possunt. Et in primis, certa ab incertis secernendo, explo

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 37, p. 575.
(2) Cfr. » » vol. 37, p. 527.

ratissimi iuris est quod inter parochialia iura recensetur quoque ius ad emolumenta, quae occasione funerum persolvuntur. Item extra controversiam positum est ius parochi peragendi exequias ac missam exequialem litandi, quoties ipsa a fidelibus celebrari committitur praesente saltem physice defuncti corpore. Hoc enim clare eruitur ex ipsis Ritualis Romani verbis *(tit. 6, cap. 1, n. 4; et cap. 3, n. 19)*, ubi edicitur quod « Missa exequialis quantum fieri poterit.... praesente cadavere non omittatur ». Atqui quum unus idemque sit sacerdos qui, iuxta Rituale, et exequias super defuncti corpore absolvere, et missam exequialem tunc temporis celebrare tenetur; consequitur unum eumdemque parochum esse qui ad utramque functionem ponendam ius habet.

Neque valide obiicitur quod quum haec missa sit tantum de consilio, ideo nequit ad iura parochialia pertinere. Nam etiam omissa sententia eorum, uti De Herdt *(Praxis s. Liturg., tom. 3, part. 6, n, 231)* et Alberti *(De sepult. eccl., n. 69)*, qui, licet minus probabiliter, tenent missam exequialem esse vere obligatoriam, hoc tantum in themate sustinetur quod, si missa exequialis, iuxta Ecclesiae mentem, praesente cadavere celebranda a parentibus vel haeredibus defuncti committitur, ius illam litandi emolumentaque inde percipiendi ad parochum privative quoad alios spectat.

Imo huiusmodi parochi ius merito protrahitur etiam ad tempus quo cadaver uti praesens saltem moraliter haberi potest. Hoc resolutum habetur a S. R. C. in generali decreto diei 9 Dec. 1891, n. 3755 ad 2, nec non in *Calaguritana et Calceaten.* 13 Febr. 1892, n. 3767 ad 26 ubi edicitur quod « cadaver absens ob civile vetitum vel morbum contagiosum *(vel aliam gravem ob causam)* non solum insepultum sed et humatum, dummodo non ultra biduum ab obitu, censeri potest ac si esset physice praesens ita ut missa exequialis in casu cantari licite valeat quoties praesente cadavere permittitur ». Hinc ius, quo fruitur parochus celebrandi missam exe-

quialem corpore defuncti physice praesente, perseverare dicendum est etiam in altero ex duobus immediate sequentibus ab obitu diebus.

Sed ulterius non immerito sustinetur parochum retinere ius suum litandi primam missam funeralem et percipiendi vel omnia emolumenta vel saltem quartam funerariam, si ipsa missa, absolutis vel minus exequiis, nondum celebrata fuit. Ita decisum apparet a S. C. C. in secunda propositione causae *Barcinonen. - Iurium parochialium* diei 29 Iulii 1905 (1), in qua ex noviter deductis reformatur prior resolutio diei 27 Augusti 1904. Quaestio erat hodiernae valde similis. Attenta enim lege civili Hispanica, vi cuius cadavera defunctorum vetabantur in ecclesiam introduci, ipsa benedicebantur tantum aqua lustrali ante ecclesiae ianuam et mox ad coemeterium deferebantur; funera autem differebantur ad secundam, tertiam, quartam diem vel etiam ad longius tempus a die obitus. Quum vero haec funeralia ab hac S. C. habita fuerint in locum illorum funerum, quae presente cadavere persolvebantur, ideo hoc prodiit responsum: « In posterum prima funebris missa post obitum, fiat aut in propria defuncti paroecia aut in cathedrali et, quatenus in alia ecclesia legitime celebretur, parocho proprio solvatur quarta funeraria ». Ad rem notari oportet capitulum cathedrale Barcinonense frui privilegio a consuetudine plusquam centenaria firmato peragendi nonnulla munera parochialia, inter quae adnumeratur etiam ius funerandi quoscumque fideles, nulla quarta funeraria parocho proprio reservata.

Hoc idem tenuit S. C. EE. et RR. in causa *Ianuen. - Funerum* 14 Iulii 1905 et 12 Ian. 1906 (2). Consonat Benedictus XIII Const. *Romanus Pontifex* an. 1725 statuens: « Quod si funus non fieret in die tumulationis sed ad diver-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 38, pag. 283.

(2) Cfr. » » vol. 39, pag. 356.

sam diem vel ad aliud longius tempus differetur, parocho nihilominus assignatur quarta pars omnium intorticiorum ». Hoc idem firmatur a duobus aliis resolutionibus S. C. C. nempe in *Mediolanen. - Quarta funeraria* 9 Sept. 1730 ad 21 et in *Firmana* 18 Iulii 1744. Imo doctores antiquiores referunt etiam decisionem S. C. EE. et RR. 3 Aug. 1621, quae, iuxta Barbosa *(De off. et potest. paroch., part. 3, cap. 24, n. 38)* censuit deberi quartam parocho ex funeralibus secundo loco factis.

Accedit auctoritas doctorum ex. gr. citati Barbosa, Antonelli *(De iurib. cleric., lib. 1, part. 5, cap. 61, n. 6)*, Ursaya *(Disput. eccl. X, tom. 1, part. 1)*, Leurenius *(Forum benef., part. 1, sect. 3, cap. 3, quaest. 455)*, et Card. D' Annibale *(Summ. theol. mor., tom. 2, n. 177 in nota)*, qui habet: « Quod si funus non ipsa depositionis die, sed qua alia fiat, etsi diu post, parocho nihilominus debebitur quarta pars omnium intorticiorum et candelarum..... ». Eadem habet Many *(De locis sacris, tit. 4, cap. 6, n. 204)*. Exinde concludere licet quod ius parochorum ad missam funeralem extenditur etiam ad aliud tempus postquam cadaver amplius praesens non est sive physice sive moraliter, si antea missa non fuit celebrata. Quamdiu autem duret hoc ius non facile determinari potest, quum ex auctoribus nonnulli usque ad 30 dies et alii illud indeterminatum relinquant.

Neque valide obiicitur decretum S. R. C. in una *Ordinis Minorum Conventualium*, nam, coeteris omissis, ad rem ita monet Melata *(loc. cit., pag. 38)* « S. R. C. dubium resolvit sub respectu praesertim liturgico, quin curet de emolumentis, quae revera sub competentia sunt praesertim S. C. Concilii. Quare haec eadem S. R. C. in decreto *Constantien.* 24 Iulii 1638 noluit resolvere quaestionem de emolumentis inculcando solum observantiam iuris communis ».

Resolutio. Emi Patres S. C. C., matura deliberatione praehabita, die 23 Februarii 1907 rescripserunt.

Attentis peculiaribus circumstantiis, servetur in posterum

regula statuta in Barcinonensi 29 Iulii 1905 (1). *Quo vero ad praeteritum neminem esse inquietandum: et Episcopus opportune instruat et hortetur fideles ad suffragia defunctorum quamprimum explenda* (2).

ORITANA

IURIS DUCENDI PROCESSIONEM

Utraque sodalitas contendens prohibetur ob specialia adiuncta ducere processionem.

Compendium facti. In oppido *Francavilla Fontana*, dioecesis Oritanae, confraternitas S. Bernardini an. 1859 facultatem obtinuit agendi in proprio sacello festum ss. Cosmae et Damiani, quod hactenus tantum alia confraternitas B. M. V. Immaculatae peregerat. Illa insuper contendit se primo coepisse festivitatem maiori pompa celebrare, et primo duxisse in horum die festo publicas processiones, cum Ordinarii facultate. Ex adverso sodalitas B. M. V. asserit se hanc solemnem processionem duxisse antequam alia sodalitas cultum ss. Martyrum instauraret; quod probare nititur producens exemplaria facultatum a curia concessarum iam ab an. 1852.

Aemulationes vero in apertam controversiam devenerunt an. 1869 postquam sodalitas B. M. V., obtenta ab Ordinario legitima facultate, coepit publicam ss. Martyrum ducere

---

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 38, pag. 283. Citata regula in eo est ut prima funebris missa post obitum fiat in propria defuncti paroecia, et quatenus in alia ecclesia legitime celebretur, parocho proprio solvatur quarta funeraria. Ratio autem decidendi ex eo desumitur quod in themate parochus defunctorum proprius funera antea non persolvit ac proinde neque emolumenta funeraria percepit. Hinc huiusmodi norma veluti exceptio habenda est regulae generalis, vi cuius, persolutis primis funebribus quamvis absque missa exequiali *praesente cadavere* in propria paroecia, prima quoque missa funebris in qualibet ecclesia celebrari licite potest *(N. R.).*

(2) Ita S. C. inculcat observantiam Ritualis Romani *(N. R.).*

processionem. Confraternitas S. Bernardini contendens sibi exclusivum ius ducendi publicas processiones competere (quippe usu antiquiore comparatum) recursum habuit ad S. C. EE. et RR., quae prudenter die 25 Iulii 1890 reposuit: « *Orator utatur iure suo coram curia episcopali, prout et quatenus de iure* ». Ab eadem igitur sodalitate introducta instantia apud curiam Oritanam, Thomas Montefusco Ordinarius die 26 Sept. 1893 sententiam tulit decernens utramque sodalitatem omni iure carere ad dictam processionem ss. Cosmae et Damiani ducendam, quum hoc spectaret dumtaxat Episcopo, cuius est dioecesim gubernare.

Huic decisioni non acquiescens sodalitas S. Bernardini, appellationem interposuit ad curiam metropolitanam Tarentinam; et quamvis non observasset tempus fatale ad appellandum, tamen curia Tarentina admisit appellationem ob bonam fidem sodalitatis appellantis, et in favorem eiusdem decretum Episcopi Montefusco reformavit. Sed confraternitas B. M. V. appellavit ad hanc S. C., quae die 23 Iulii 1895 cassavit sententiam ob nullitatem appellationis, sed noluit super merito controversiae sententiam proferre. Mandavit tamen ut secreto scriberetur ad Episcopum Oritanum, quod ex adductis documentis ius praecedentiae videbatur spectare ad confraternitatem a B. M. V., servatis regulis a Clemente VIII praescriptis. Verum cum ex quadam imprudentia innotuisset secreta huiusmodi instructio, contentiones inter duas sodalitates iterum exarsere, et auctae insuper fuere ex concessione facta ab Episcopo Gargiulo, decreto 31 Maii 1896, sodalitati B. M. V. deferendi insignia ss. Cosmae et Damiani, hunc titulum sibi addendi nec non publice eorum festum celebrandi. Perseverantibus contentionibus, etiam alteri confraternitati concessum fuit ius festum celebrandi tamen pro Dominica quinta post Pascha, quae concessio videtur postea fuisse ab eodem Episcopo revocata.

Mortuo Episcopo Gargiulo, Administrator Apostolicus Ar-

chiepiscopus Tarentinus, qui iam in favorem sodalitatis a S. Bernardino iudicaverat, huic sodalitati ius concessit festum celebrandi. Modernus vero Episcopus Di Tommaso ad iurgia sedanda prohibuit ambabus celebrationem diei festi usque ad definitivam sententiam. Verum cum novissime contentiones efferbuissent circa praetensionem utriusque sodalitatis ducendi praefatam processionem, haec S. C. die 10 Ian. 1906 decrevit: « *Quoad processionem in honorem ss. Cosmae et Damiani utraque sodalitas se abstineat et stet mandatis Episcopi* ».

Mens autem moderni Episcopi est quod quaestio de potioritate iuris dependet ex praecedentia temporis, et quamvis incertum sit quaenam sit sodalitas quae primo processionem instauravit, tamen iuxta depositionem plurium testium res videtur in favorem sodalitatis S. Bernardini decidenda: praesertim cum sodalitas B. M. V. nequeat probare sub anno 1852 instituisse publicam ss. Martyrum processionem loco privatae festivitatis. Attamen declarat sustinendum esse decretum Episcopi Montefusco, praesertim quia multiplicitas publicarum processionum non semper benevisa est civibus, qui propria pecunia debent expensas festivitatis solvere.

Cum vero nunc sodalitas a SSm̃a Conceptione iterum instet, ut sibi declaretur ius spectare ducendi processionem, hinc est quod praesens dirimenda proponitur quaestio (1).

Dubium. *An decretum Episcopi Oritani diei 31 Maii 1896 sustineatur, seu potius ius peragendi processionem competat confraternitati S. Bernardini in casu.*

Responsum. Em̃i Patres S. C. C. praepositi, omnibus perpensis, die 23 Februarii 1907 rescribendum mandarunt:

Attentis peculiaribus circumstantiis, prohibetur utraque sodalitas processionem ducere, et Episcopus utatur iure suo (2).

---

(1) Cum agatur de quaestione potius facti quam iuris abstinemus a referendis rationibus, quae hinc inde adducuntur *(N. R.)*.

(2) Pro confraternitatibus potioritas iuris ducendi publicas processiones dependet ex prioritate temporis iuxta regulas 54 et 56 iuris in VI: *qui prior*

EX S. CONGR. DE PROPAGANDA FIDE

DECRETUM

Facultas excipiendi confessiones in itinere conceditur missionariis Sinensibus ante iuramentum circa ritus Sinenses.

Pluries petitum est a Regularium Ordinum, Congregationum et Societatum moderatoribus, ut presbyteri suorum Institutorum alumni ad Sinenses missiones destinati, perdurante itinere, ne diu poenitentiae sacramento priventur, cum duo vel plures sunt, sacramentalem confessionem excipere tum invicem inter se, tum etiam aliorum secum iter agentium possint, quamvis iuramentum circa Sinenses ritus praescriptum nondum praestiterint. Eiusmodi autem preces cum infrascriptus Cardinalis Sacro eidem Consilio Praefectus SSmo D. N. Pio divina providentia PP. X retulisset in audientia diei 20 Decembris anni 1906, Sanctitas Sua benigne decer-

---

est in tempore, potior est in iure; et *in re communi melior est conditio possidentis.* Et S. C. Rituum in una *Cremonen.* 24 Ian. 1643, n. 821 respondit: « Processiones duas eodem die in eodem loco habendas non esse, sed illos manutenendos esse in quasi possessione, qui in processione facienda sunt antiquiores ». Iamvero in casu quamvis haec praecedentia uni vel alteri ex confraternitatibus contendentibus favere videatur, tamen ad praecavenda iurgia et scandala tollenda, processio in praesentiarum prohibetur. De coetero integrum relinquitur Episcopo ius permittendi ac moderandi huiusmodi processionem, quando et prout in Domino expedire iudicaverit. Quod ius Ordinario competere non est dubium. Nam Clemens VIII, post quam locutus de approbatione statutorum sodalitatum ab Ordinario facienda, adiecit: « quae nihilominus eiusdem Episcopi decretis ac moderationi et correctioni in omnibus semper subiecta remaneant ». Et Ferraris *(bibl. can., v.* processiones, *n. 4 et seq.)* tradit quod « processiones publicas indicere, dirigere et ordinare spectat ad Episcopum privative quoad alios », adductis SS. CC. resolutionibus. Demum ad tramitem Concilii Trid. *(sess. 25, cap. 13 de Regul.)* Episcopo reservatur diremptio cuiuscumque quaestionis circa praecedentiam in iisdem processionibus, omni appellatione remota *(N. R.).*

nere ac declarare dignata est; omnes cuiuscumque Ordinis, Congregationis, Societatis atque etiam e clero saeculari missionarios seu presbyteros ad Sinenses missiones destinatos, qui duo vel numero plures consociati ad littora Sinensia appellunt, durante toto itinere terrestri aut fluviali usque dum pervenerint ad missionem sibi respective adsignatam, dummodo ad sacramentales confessiones fuerint legitime approbati, Regulares scilicet a proprio saltem Superiore regulari, alii autem sacerdotes vel a proprio Ordinario ex cuius dioecesi discesserunt, vel ab Ordinario portus in quo navem conscenderunt, vel etiam ab Ordinario cuiuslibet portus intermedii per quem in itinere transierunt, posse inter se confiteri, eosque item posse confessiones audire clericorum non sacerdotum et Fratrum laicorum cum ipsis iter agentium et etiam Religiosarum Sororum, si forte contingat aliquas in eodem comitatu esse ad missiones destinatas, immo quoque vehicula aut cymbas ducentium vel sarcinas per iter ferentium vel alia quacunque ratione eorum itineris sociorum: non obstante Constitutione fel. rec. Benedicti PP. XIV incip. *Ex quo,* data die 5 Iulii anni 1742, quae vetat missionariis exercitium sacri ministerii ante emissum iuramentum circa ritus Sinenses, aliisque quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae ex aedibus S. Congr. de Propaganda Fide, die 4 Februarii 1907.

Fr. H. M. Card. GOTTI, *Praefectus.*

Aloisius Veccia, *Secretarius.*

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

NAMURCEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Iuliae Billiart, institutricis Congregationis Sororum Beatae Mariae Virginis.

Super dubio: *An stante approbatione virtutum et trium miraculorum* Tuto *procedi possit ad solemnem Ven. Servae Dei beatificationem.*

Caelesti Sponso, *qui pascitur inter lilia,* fecundam esse virginitatem placuit non solum singulari nativitate sua, sed etiam ita consito Ecclesiae agro, ut eo fertilior evaderet, quo magis integritatis flore vernaret. Quare merito Cyprianus: *Gaudet per virgines atque in illis largiter floret Ecclesiae matris gloriosa fecunditas* (De discipl. et habitu Virg.). Hinc tot inclitae filiae Sion, quarum aliae candidis ligustris cruentas palmas intexuerunt; aliae sollicita Marthae ministeria, aliae optimam partem sororis eius elegerunt; aliae, utroque studio coniuncto, suae simul et proximorum saluti dederunt operam, quibus de se licet affirmare: *Videte quia non soli mihi laboravi* (Eccl. XXIV, 46).

Extremi huius generis matrem sortita plane illustris et egregie merita Congregatio Sororum B. Mariae Virginis, Ven. Dei Famulam Iuliam Billiart, deque propositis, eidem Beatarum Virginum honoribus iure gaudet; nec minus ipsae sibi gratulantur tot christianae familiae, quod ei sanctissimae Feminae acceptam referre debeant optimam puellarum institutionem temporibus difficillimis; solatio autem Supremi Pastoris recreatur animus qui dum eo mittit novos Episcopos unde sacrae virgines exsularunt, ex harum numero legit quam caelitibus inserat, hanc indigitans insanienti sapientiae optimam institutionem. Nec sane meliori uti magisterio licet,

quam eorum, qui, exemplo docentes ante quam verbo, ad sui imitationem provocare possunt Pauli Apostoli verbis: *Imitatores mei estote sicut et ego Christi.* In Ven. autem Iulia fuit ita multiplex virtus, ut eius exempla proponi cuivis ferme vitae generi possint. Ipsa enim cum solida religionis doctrina humanitatis ac litterarum studia coniunxit; cum coenobii disciplina sollicitudinem regiminis; cum voluntaria corporis afflictatione exercitâque diu patientia propter acerbissimos corporis animique cruciatus, gratiam et urbana officia nobilis matronae; cum modestia et mansuetudine fortitudinem atque constantiam; cum pietate caritatem, cum assidua caelestium rerum contemplatione actuosam vitam. Quare mirum non est si ab ipsa instituta Sororum Familia haud se Namurci finibus continuit, ubi coepit initia, sed vel in remotissimas plagas brevi se effudit; si maternae sanctitatis odor longe lateque manavit; si piam in Iuliae patrocinio fiduciam saepe Deus conspicuis miraculis confirmavit. Horum super tribus instituta est actio penes SS. Rituum Congregationem; quibus de singulis SSm̃us D. N. Pius Papa X constare edixit decreto diei decimae Decembris anni mox elapsi.

Unum inquirendum supererat, iuxta Sacri huius Fori statuta, utrum Beatorum Caelitum honores Ven. Dei Famulae Iuliae Billiart *Tuto* decerni possent. Itaque in Congregatione generali habita coram SSm̃o D. N. tertio cal. Februarii ineuntis anni a Rm̃o Cardinali Dominico Ferrata causae Relatore propositum est dubium: *An stante approbatione virtutum et trium miraculorum,* Tuto *procedi possit ad solemnem huius Ven. Servae Dei beatificationem.* Quamvis vero Rm̃i Cardinales et Patres Consultores unanimi suffragio *Tuto* fieri posse respondissent, nihilominus Beatissimus Pater ab aperienda sua mente supersedit, ratus exorari Deum oportere ante edendum supremum in re tam gravi iudicium.

Hac autem Dominica I Quadragesimae, Sacris piissime operatus in suo privato sacello, Vaticanae huic aulae nobi-

liori succedens ac pontificio solio assidens, ad se advocari voluit Rmos Cardinales Aloisium Tripepi S. R. Congregationi Pro-Praefectum et Dominicum Ferrata causae Ponentem, una cum R. P. Alexandro Verde S. Fidei Promotore meque infrascripto Secretario, iisque praesentibus solemni decreto sanxit: Tuto *procedi posse ad solemnem Ven. Servae Dei Iuliae Billiart beatificationem.*

Hoc autem decretum publici iuris fieri et in acta SS. RR. Congregationi inseri, Litterasque Apostolicas sub plumbo de beatificationis solemnibus in patriarchali basilica Vaticana ubi primum licuerit celebrandis, expediri iussit quarto nonas Martii, anno MCMVI.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

GAUDISIEN.

Circa quaedam privilegia seu insignia Praelatorum propria.

Hodiernus Rmus Dnus Episcopus Gaudisien., attento Motu Proprio *Inter multiplices* 21 Februarii 1905 cum subsequenti decreto seu declaratione 14 Martii 1906 (1), Sacrorum Rituum Congregationi sequentia dubia pro opportuna solutione reverenter exposuit, nimirum:

Capitulum cathedralis ecclesiae Gaudisiensis ab Apostolica Sede diversis temporibus quaedam privilegia seu insignia obtinuit; nempe usum 1. habitus quo Praelati urbani utuntur excepto titulo, 2. mitrae simplicis capitulariter tantum, et 3. palmatoriae intra fines dioeceseos. Exinde quaeritur:

I. Mitra simplex, capitulo et canonicis cathedralis ecclesiae Gaudisien. concessa, potestne esse ex serico damasceno

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 37, pag. 491, et vol. 39, pag. 121.

uti Protonotariorum ad instar, vel potius debet esse ex tela alba?

II. Verbum *capitulariter* in Brevi concessionis idemne significat ac verbum *collegialiter* in Motu Proprio *Inter multiplices* n. 53?

III. Usus mitrae in Missa estne coarctandus ad eos dumtaxat dies quibus dignitas vel canonicus celebrat vice Episcopi absentis, aut quibus Episcopus assistit vel assistere deberet cum pluviali et mitra vel potius ampliandus ad quoslibet dies solemnes?

IV. Constitutionis Pii VII *Decet Romanos Pontifices* et decreti S. R. C. n. 2624 diei 27 Augusti 1822 estne huiusmodi sensus ut non liceat canonico uti mitra nisi in Missa?

V. Licetne canonico hebdomadario uti mitra in Vesperis, Laudibus, Processionibus et aliis quibuslibet functionibus saltem solemnioribus?

VI. Estne semper a mitra abstinendum tum canonicis dum Episcopo celebranti collegialiter adsistunt, tum canonico celebranti, Episcopo sive cum pluviali et mitra assistente, sive absente, in iis divinis Officiis in quibus Episcopo mitra simplex praescribitur?

VII. Licetne uti mitra 1. canonicis dum Episcopo pontificalia celebranti collegialiter assistunt in Missa de Requie, necnon Feria VI in Parasceve et aliis diebus poenitentialibus? 2. quatuor dignitatibus seu canonicis in quinque absolutionibus quae fiunt in solemnioribus exequiis iuxta Pontificale Romanum? 3. canonico divina Officia celebranti Feria sexta in Parasceve, Episcopo sive adsistente sive absente? 4. canonico celebranti Missam solemnem de Requie?

VIII. Cum mitrae diversae inserviant etiam ad distinguendas personas, quae iisdem utuntur, quaeritur num et quod discrimen esse debeat inter mitras Episcopi et canonicorum in functionibus, in quibus Episcopus mitra simplici utitur?

IX. Quum usus mitrae extra cathedralem capitulo expresse non sit, servandumne est in casu quod Motu Proprio praecipitur (n. 80) ut nemini ad aliquod ex canonicorum collegiis pertinenti suffragentur privilegia ultra propriae ecclesiae limites, ita ut non liceat capitulo mitra uti extra cathedralem?

X. Estne censendum capitulum ultra propriae ecclesiae limites suis privilegiis uti, si in alia dioecesis ecclesia Episcopo in solemni festo pontificalia celebranti collegialiter assistens aut invitatum mitram adhibet?

XI. Verba in Motu Proprio (n. 27) *a qua* (palmatoria) *abstinendum coram Ordinario* suntne intelligenda de qualibet Ordinarii praesentia vel tantum de casu quo Ordinarius ipse palmatoria utitur?

XII. Usus palmatoriae latiusne patet quam mitrae, ita ut in functionibus quibus mitra uti non liceat, palmatoria tamen adhiberi possit?

XIII. Licetne canonico celebranti seu hebdomadario in cathedrali, praesente capitulo, palmatoria uti 1. in Missa, Vesperis et Laudibus diebus solemnioribus? 2. in Missa et Vesperis diebus Dominicis et festis? 3. in Missa solemniore de Requie? 4. in Processionibus aliisque quibuslibet functionibus? 5. in Missa lecta cum aliqua solemnitate, etiam absente capitulo?

XIV. Licetne canonico palmatoria uti, cum vocatus in alia ecclesia et capitulo absente, functiones quaslibet solemnes peragit aut Missam cum aliqua solemnitate legit?

XV. Licetne singulis canonicis privatam cum palmatoria celebrare Missam?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito specialis Commissionis Liturgicae suffragio omnibusque accurate perpensis, ita respondere censuit:

Ad I. Mitra debet esse linea ad tramitem tum Constitutionis Pii Papae VII *Decet Romanos Pontifices* et decreti

n. 2624 diei 27 Augusti 1822, n. 8 et 17, tum Motus Proprii *Inter multiplices* Pii Papae X 21 Februarii 1905, n. 36 et 53.

Ad II. Affirmative. Hinc canonicis mitra tantum uti liceat dum simul pontificalibus functionibus sacris vestibus induti assistunt, neque canonicus celebrans mitra uti potest, etiam praesente capitulo, nisi id expresse significet indultum Apostolicum.

Ad III, IV et V. Provisum in II.

Ad VI. Affirmative.

Ad VII. Quoad 1. Negative. Quoad 2. Affirmative iuxta Rubricas Pontificalis Romani. Quoad 3 et 4. Negative.

Ad VIII. Provisum in VI. Permittitur solummodo eadem mitra simplex (linea) quatuor Dignitatibus ut in VII ad 2.

Ad IX. Affirmative.

Ad X. Affirmative.

Ad XI. Affirmative ad primam partem; negative ad secundam.

Ad XII. Affirmative, si in concessione Apostolica continetur usus palmatoriae.

Ad XIII, XIV et XV. Provisum in XII.

Atque ita rescripsit, die 1 Februarii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

ORDINIS S. BENEDICTI

Indulgentia plenaria toties quoties lucranda conceditur die commemorationis omnium fidelium defunctorum.

Beatissime Pater,

Hildebrandus de Hemptinne, Abbas Primas O. S. B., et Bonifacius M. Krug, Abbas Ordinarius Montis Cassini ad pedes S. V. provoluti, sequentia exponunt et postulant:

Summorum Romanorum Pontificum largitate nonnulli Religiosorum Ordines indulgentia plenaria, toties quoties a christifidelibus ipsorum ecclesias statutis diebus visitantibus lucranda, aucti sunt.

Quare oratores a benignitate S. V. expostulare audent, ut etiam Ordini S. Patriarchae Benedicti, utpote inter Ordines occidentales antiquissimo et de Ecclesia civilique societate non parum merito, simile privilegium tribuere dignetur; ita quidem, ut huiusmodi indulgentia plenaria, animabus in Purgatorio detentis etiam applicabilis, a primis Vesperis diei primae Novembris usque ad occasum solis diei sequentis, in qua Commemoratio Omnium Fidelium Defunctorum pie recolitur, quotannis a christifidelibus toties acquiri valeat, quoties ipsi visitaverint ecclesias vel publica oratoria Ordinis S. Benedicti nigri coloris, tam Monachorum, quam Sanctimonialium, si confessi ac S. Synaxi refecti ad mentem S. V. preces effuderint.

Quae scilicet dies prae ceteris eligenda videtur:

1°. eo quod ex sedula opera S. Odilonis, Abbatis Cluniacensis Ord. S. Benedicti, Commemoratio Omnium Fidelium Defunctorum pro universa Ecclesia stabilienda initium duxerit;

2°. quia fideles die praefata frequentiores celebrare solent

ecclesias et inibi sacramenta suscipere ad sublevandas animas piacularibus flammis addictas.

Insuper expostulant oratores indultum, quo christifideles S. Numisma iubilare S. Benedicti habitualiter gestantes, loco indulgentiae de Portiuncula nuncupatae, quae ex authenticis documentis huic Numismati adnexa bona fide existimabatur (1), deinceps hanc alteram supramemorata die concessam acquirere valeant, visitantes quamcumque ecclesiam vel publicum sacellum, ceteraque pia opera, de quibus supra, praestantes, si valetudinis causa vel impedimento clausurae aut nimiae distantiae — scilicet unius saltem milliarii — ecclesiam aut oratorium Ordinis S. Benedicti adire nequiverint.

Et Deus etc.

SSm̃us Dñus N. Pius PP. X., in audientia habita die 27 Februarii 1907 ab infrascripto Card. Praefecto S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia in omnibus iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae ex Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 27 Februarii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia plenaria favore visitantium ecclesiam S. Athanasii de Urbe.

Beatissime Pater,

P. Hugo Athanasius Gaisser O. S. B., rector Pontificii Collegii Graecorum in hac Alma Urbe, ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humillime petit, ut S. V. benigne con-

(1) Ad maiorem huius novae concessionis intelligentiam conferunt quae prostant in *Actis S. Sedis*, vol. 39, pag. 567 *(N. R.)*.

cedere dignetur christifidelibus confessis ac Synaxi refectis ecclesiam S. Athanasii de Urbe, praefato Collegio adnexam, devote visitantibus, ibique ad mentem S. V. orantibus, plenariam indulgentiam, defunctis quoque applicabilem, lucrandam diebus, quibus, iuxta ritum Graecum, recoluntur festa recensita in rescripto S. C. Indulg. a. d. 6 Augusti 1757 in favorem ecclesiarum pertinentium ad Ordinem S. Basilii M., prouti extat in opere cui titulus: *Decreta authentica S. Congr. Indulgentiarum,* edito an. 1862, pag. 184 et seq. Insuper orator enixe implorat a S. V. plenariam indulgentiam, etiam defunctis applicabilem, favore fidelium, qui, uti supra dispositi et orantes, praedictam ecclesiam visitaverint: 1°. die 2 Maii, qua, iuxta ritum latinum, recolitur festum titulare S. Athanasii, Episcopi et doctoris; 2°. die 30 Ianuarii, qua ab Ecclesia Graeca celebratur festum SS. Hierarcharum Basilii, Gregorii Naz. et Ioannis Chrysostomi, patronorum iuvenum studiis vacantium.

Et Deus.

SSm̃us D. N., in audientia habita die 13 Martii 1907 ab infrascripto Card. Praefecto S. Cong. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposito, benigne annuit pro gratia in omnibus iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae ex Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 13 Martii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

Pro R. P. D. Secretario.

Iosephus M. Can. Coselli, *Substitutus.*

EX SACRA POENITENTIARIA

ATREBATEN.

An Consiliari et Maior civitatis excommunicationem incurrant acquirendo bona ecclesiastica in Gallia a Gubernio confiscata.

Beatissime Pater,

Episcopus Atrebatensis, ad pedes Sanctitatis Vestrae humiliter provolutus, sequentium dubiorum solutionem enixe postulat:

I. Utrum civitatis Consiliarii eorumque Maior, qui bonum quoddam certo religiosum, non in proprios sed in communes urbis usus, acquisiverunt, certo subiaceant excommunicationi latae a concilio Tridentino *(sess. XXII, cap. 11 de Reform.)* et confirmatae a Constitutione *Apostolicae Sedis* (IV, alin. *Praeter hos....*)?

II. Quatenus affirmative, utrum iidem Consiliarii eorumque Maior, in foro externo, tanquam excommunicati habendi sint ante declaratoriam Ordinarii sententiam?

III. Quatenus negative ad II, utrum, ante omnem declaratoriam Ordinarii sententiam, iidem Consiliarii eorumque Maior, publico suo emptionis voto, et hoc unico voto, publici saltem peccatores constituti sint, et tanquam publici peccatores, opportunitate data, tractandi, v. g. quoad ecclesiasticam sepulturam?

IV. Quomodo practice agendum, in sacro Tribunali, cum Maiore vel Consiliario, qui pertinaciter contendit se ullatenus nec voluisse nec potuisse congregationi religiosae damnum inferre, si quidem emerit civitas vel non emerit, bona fuissent dissipata, simul vero contendit se unice fuisse de civitatis necessitate aut utilitate sollicitum?

Et Deus etc.

Sacra Poenitentiaria, mature consideratis praepositis dubiis, respondet:

Ad I. Negative.

Ad II. Provisum in primo.

Ad III. Negative.

Ad IV. Confessarius de huiusmodi actu poenitentis iudicet, attenta quoque eiusdem conscientia; moneat tamen eum, in posterum, in similibus casibus, ipsum indigere facultate S. Sedis, quam, si opus est, humiliter petat.

Datum Romae, die 3 Ianuarii 1906.

V. Luchetti, *S. P. Sigillator.*
F. Cherubini, *Substitutus.*

ATREBATEN.

Num dicti Consiliarii ac Maior civitatis in quibusdam propositis casibus excommunicationem incurrant.

Beatissime Pater,

Cum propter propagatam in Galliis de Tridentinae excommunicationis extensione interpretationem, pluribus detineatur difficultatibus Ferdinandus Lejeune, Vicarius generalis Rm̃i dñi Episcopi Atrebatensis, eiusdem Episcopi iussu, ad pedes Sanctitatis Vestrae humiliter provolutus, in suam et multorum pariter utilitatem sequentium dubiorum solutionem enixe postulat:

I. An rescriptum diei 3 Ianuarii 1906 ad I ita sit intelligendum ut excommunicatio non incurratur in casu, quando:

1) Votum a civitatis Consiliariis eorumque Maiore emissum obligavit Maiorem ipsum ad emendum;

2) Bonum a Maiore sic acquisitum in proprios urbis usus est monasterium, a religiosa communitate legitime possessum et ab eadem prorsus invita derelictum; a civili potestate usurpatum et a spoliatore seu sic dicto *liquidatore* pretio ven-

ditatum, vi nefandarum legum contra religiosas congregationes in Galliis latarum;

3) Sorores iniuste spoliatae atque in miseriam fere adductae totis viribus renituntur;

4) Bona fides difficillime admitti potest; propter denuntiatam per ephemerides omniumque timoratae conscientiae virorum monita, excommunicationem?

II. Rursum quatenus negative ad I, scilicet quatenus intelligendum sit excommunicationem in casu incurri, utrum iidem Consiliarii eorumque Maior, in foro externo, tanquam excommunicati habendi non sint ante declaratoriam Ordinarii sententiam, etiamsi publice constet de delicto?

III. Utrum idem rescriptum ad III ita sit intelligendum ut dicti Consiliarii eorumque Maior non habendi sint publici peccatores quando:

1) Publico suo emptionis voto et publica ipsa emptione maximum toti civitati scandalum intulerunt;

2) Emptionem ea mente pacti sunt, ut in monasterio iam spoliato puellarum scholam instituerent neutram seu potius acatholicam;

3) Efficaciter ita prohibuerunt catholicos viros quin monasterium idem, obtenta iam tum S. Sedis, tum Episcopi, tum monialium ipsarum licentia, acquirerent ad catholicam in eo puellarum scholam restituendam?

IV. Si, postquam civitas bonum certo religiosum in publicos usus emit, istud idem sive totum sive per partes vendibile proponit, utrum novi emptores, qui iam in proprios usus id acquirunt, excommunicationi supra dictae subiaceant?

Et Deus....

Sacra Poenitentiaria super noviter deductis respondet:

Quod spectat ad excommunicationem Tridentinam: in decisis, excepto casu recens proposito, de iis qui bona ecclesiastica usurpata emunt et in proprios usus convertunt, ut iam declaravit Congregatio S. Officii.

Quoad casum vero tertium, sub num. III propositum, videat Ordinarius an locus sit censurae contra faventes haereticis.

Ceterum non impeditur Ordinarius quominus in casibus propositis utatur iure suo et, si id expedire iudicaverit, excommunicationem decernat in delinquentes futuros vel latae vel ferendae sententiae.

Datum Romae in S. Poenitentiaria, die 7 Martii 1906.

V. Luchetti, *S. P. Sigillator.*
F. Can. Pascucci, *Substitutus.*

ATREBATEN.

Consiliarii ac Maior civitatis bona ecclesiastica usurpata in publicos usus ementes ad personaliter restituendum non tenentur.

Beatissime Pater,

Episcopus Atrebatensis, ad pedes S. V. humiliter provolutus, ut muneri suo tutius satisfaciat certamque sequatur gravissimis in casibus normam, sequentium dubiorum solutionem enixe postulat:

I. Cum civitatis alicuius Consiliarii, publicis suis votis, spoliatae cuiusdam Congregationis religiosae conventum et bona in publicos usus emenda decreverunt, cumque illorum Maior actu authentico emptionem postea pactus est, utrum iidem Consiliarii eorumque Maior, ob illatam praedictae Congregationi iniuriam, ad restituendum personaliter teneantur?

II. Quatenus affirmative, quid, quantum, quomodo restituendum?

III. Rursum, quatenus affirmative, utrum unusquisque Consiliariorum *singillatim* ad totius damni reparationem teneatur, salvo tamen suo contra complices recursu?

IV. Et si nulla iam subsistat praedicta Congregatio spoliata sive ob dissolutionem sive ob extinctionem, sive quam-

cumque ob causam, utrum persistat restitutionis obligatio? Ac quatenus affirmative, cui et qua mensura restituendum est?

Et Deus....

Sacra Poenitentiaria circa praemissa respondit:

Ad I. Attentis omnibus, quae ad rem spectant, non constare de obligatione restitutionis.

Ad II, III et IV. Provisum in primo.

Datum Romae in S. Poenitentiaria, die 9 Maii 1906.

B. Pompili, *S. P. Datarius.*
F. Can. Pascucci, *Substitutus.*

ATREBATEN.

Bona ecclesiastica usurpata acquirentes in proprios usus a civitate tenentur ad restitutionem vel ad compositionem.

Beatissime Pater,

Episcopus Atrebatensis, ob motas iam in sua dioecesi ac certo brevi movendas conscientiae difficultates, compleri postulat responsiones a S. Poenitentiaria datas diebus 3 Ianuarii, 7 Martii et 9 Maii huius anni: ideoque supplex implorat ut sequentia ac gravissima dubia solvere Sanctitas Vestra dignetur:

I. Quum civitas, quae bonum ecclesiasticum usurpatum in publicos usus emit, istud idem sive per totum, sive per partes, vendibile proponit, utrum novi emptores, qui iam in proprios usus id acquirunt, ad restitutionem teneantur, ob illatam Congregationi spoliatae iniuriam?

II. Quatenus affirmative, quid, quantum, quomodo restituendum?

III. Et, si nulla iam subsistat praedicta Congregatio spoliata, utrum persistat restitutionis obligatio? — Et quatenus affirmative, cui et qua mensura sit restituendum?

Et Deus....

S. Poenitentiaria circa praemissa respondit:

Teneri huiusmodi emptores, ratione rei acceptae, ad restitutionem Congregationi vel saltem Ecclesiae.

Restitutionem vero fieri posse per compositionem, ad quam ab Ordinario admitti poterunt, iuxta facultates eidem a Sacra Poenitentiaria ad triennium concessas in adnexo folio typis impresso.

Datum Romae in S. Poenitentiaria, die 7 Iunii 1906.

V. Luchetti, *S. P. Sigillator.*
F. Can. Pascucci, *Substitutus.*

SUESSIONEN.

Utrum censuras canonicas incurrant dantes operam venditioni bonorum Religiosorum in Gallia.

Beatissime Pater,

Episcopus Suessionensis, ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humiliter postulat sequentium dubiorum solutionem:

I. Utrum excommunicationi subiaceat qui libere accepit munus alicuius communitatis religiosae, secundum novam gallicam legem, expediendi, vulgo *liquidateur?*

II. Utrum eamdem excommunicationem incurrat scriba aliquis apud tribunal vulgo *greffier du tribunal,* si ad id munus suscipiendum moraliter coactus fuerit, ne a sua publica functione deiiceretur?

III. Utrum unus et alter moriens, non receptis sacramentis Ecclesiae, sepultura ecclesiastica privari, saltem tamquam peccator publicus, debeat?

IV. Quod si, e contra, sacramenta Ecclesiae recipere valeat et velit, utrum restitutio aliqua ei sit iniungenda, cuinam restituere cogatur, et quantum solvere debeat, praesertim si fertilissimus fuit ei in dicto munere quaestus?

Et Deus....

Sacra Poenitentiaria, mature consideratis expositis, respondet:

Eos qui sub I et II recensentur, excommunicationem non incurrere.

Ad III. Decisionem in singulis casibus spectare ad Ordinarium.

Ad IV. Quoad notarios, ipsos non teneri ad restitutionem. Quoad liquidatores, non satis constare de eorum obligatione.

Datum Romae in S. Poenitentiaria, die 17 Septembris 1906.

A. Carcani, *S. P. Regens.*
F. Cherubini, *Substitutus.*

APPENDIX

De hodiernis Gallicarum rerum vicibus (1).

Q. I. Quomodo procedendum cum mandatario civilis potestatis ad bona ecclesiastica sequestranda adveniente?

R. Parochi, vicarii, superiores ecclesiastici passive se habeant, absque ulla cooperatione in huiusmodi bonorum sequestratione. Quoad vero praesides, thesaurarios, aliosque bonis ecclesiasticis rite administrandis et fideliter custodiendis adlectos, Ordinarius, si, attentis peculiaribus adiunctis, iudicaverit ipsos gravia habituros damna ex clavium denegatione, poterit, re pro conscientia et coram Deo perspecta, tolerare ut ipsi, praemissa contra violentiam sibi illatam protestatione explicita, claves in propriis locis derelinquant, quin ulterius opem conferant, aut quodpiam peractae spoliationis instrumentum subscribant.

Q. II. An liceat Gubernii officialibus acceptare munus administratoris–sequestri, uti dicunt, si recusare nequeant absque periculo amittendi officium, propriae substentationi et familiae necessarium, aut aliud grave damnum sustinendi?

R. Dummodo revera grave huiusmodi hominibus instet damnum, et admiratio fidelium amoveatur, (quod quomodo faciendum sit Ordinarii erit definire) tolerari posse.

Q. III. An possint parochi aliive sacerdotes aut viri catholici, intuitu maioris mali praecavendi, eiusdem administratoris–sequestri quamdam acceptare delegationem seu commissionem?

(1) Responsa ista, quae simul cum aliis non uno tempore a Secretaria Status data fuere ad unius vel alterius Episcopi Galliae petitionem, quaeque deinceps in unum collecta vulgata invenimus in quibusdam ephemeridibus, non abs re censemus pro rei momento in lucem et nos edere *(N. R.)*.

R. Nullatenus posse.

Q. IV. Utrum locatarius bonorum ecclesiasticorum a praefato administratore, vi legis iniquae ereptorum, pretium locationis huic administratori solvere possit?

R. Negative, nisi contractus locationis absque gravi damno ipsius locatarii rescindi nequeat.

Q. V. Utrum liceat piarum fundationum reditus, si ab administratore exsolvantur, acceptare?

R. Affirmative.

Q. VI. Quid de missis fundatis, aliisque piis fundationibus, si capitalia seu fundus, vi legis iniquae, subripiantur?

R. Onus missarum aliarumque fundationum iis strictim incumbere, qui fundatum eripuerunt aut detinent.

Q. VII. Utrum bona ecclesiastica, puta ecclesiae, aedes presbyterales et episcopales, seminaria, etc., vi legis iniquae municipiis, etc., devoluta aut administratoribus civilibus commissa, in locationem accipi possint?

R. Non posse, nisi in casibus verae necessitatis praemissa tamen, ex parte parochi vel Episcopi, protestatione de nullitate peractae spoliationis ac de permanentibus ecclesiae iuribus: ex parte vero municipiorum vel administratorum declaratione, qua constet ipsos nullatenus intendere praefata iura negare, nec ullo modo sacri ministerii libertatem imminuere velle: prius habito toties quoties Ordinarii dioecesani consensu.

Q. VIII. Utrum viri ecclesiastici, servitio militari vi legis iniquae rursus obnoxii, vix ac ad arma vocati fuerint, recursum ad supremum Status Consilium contra iniquam convocationem porrigere possint?

R. Posse ac debere, in protestationem contra illegitimam huiusmodi convocationem.

Q. IX. Utrum iidem possint responso supremi Consilii nondum accepto, ne poenis contra renitentes intimatis subiaceant, militari convocationi obtemperare?

R. Posse obtemperare.

Q. X. Utrum parochus, si forte contingat in sua paroecia cultualem associationem ad normam iniquae legis efformari, ecclesiam suam derelinquere debeat?

R. Parochum omnino teneri in ecclesia sua cultum prosequi et in aedibus parochialibus perstare, usquedum violenter eiiciatur.

Q. XI. Quid si dicta associatio schismatica nefarium forte invenerit sacerdotem qui in ecclesia, de mandato associationis, Officia divina celebret?

R. Parochum legitimum, praemissa protestatione et admonito populo ne cultui schismatico participet, ecclesiam suam statim derelinquere debere.

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EPISTOLA

Qua Pius X gratulatur de celebrando conventu Associationis catholicae iuventutis Gallicae in urbe Burdigalensi.

À NOTRE CHER FILS JEAN LEROLLE, PRÉSIDENT, ET À NOS CHERS FILS, LES MEMBRES DU COMITÉ GÉNÉRAL DE L'ASSOCIATION CATHOLIQUE DE LA JEUNESSE FRANÇAISE À PARIS.

PIE X, PAPE

Chers fils, salut et bénédiction.

Votre dévouement pour Notre personne et votre obéissance au Siège Apostolique Nous étaient déjà bien connus; Nous en avons un nouveau témoignage dans la lettre récente par laquelle vous Nous annoncez le congrès national que votre association va bientôt tenir à Bordeaux. Et ce n'est pas seulement cette preuve de respect et de soumission qui Nous a réjoui: c'est la nouvelle même du congrès.

Nous voyons que le projet est approuvé et encouragé par nombre d'évêques et que vous devez vous réunir sous la présidence de notre cher fils le Cardinal Archevêque de Bordeaux et de nos vénérés frères les évêques d'Angers et d'Agen. Il Nous est très agréable de voir ainsi l'autorité épiscopale favoriser une association qui Nous est chère et que Nous souhaitons voir estimer par tous les gens de bien.

La fin qu'elle se propose est ce qu'il y a de plus utile et même de plus nécessaire aujourd'hui: en un temps où l'hostilité contre la foi et les mœurs chrétiennes va en croissant, elle veut préserver ses membres d'un tel danger, et par eux sauver les autres jeunes gens de France, à quelque classe de la société qu'ils appartiennent.

Pour atteindre cette fin, ses moyens sont excellents: donner ouvertement l'exemple des vertus chrétiennes, se tenir en dehors des disputes et passions politiques, s'occuper avec

ardeur des doctrines sociales et de leur mise en pratique, poursuivre vigoureusement son dessein par la parole, les écrits et les institutions convenables.

Il y a lieu également d'approuver votre genre d'organisation, grâce auquel, en se multipliant par toute la France, les groupes de jeunes gens restent harmonieusement unis comme les membres d'un corps unique.

Rien n'est plus sage, Nous tenons à le dire, car c'est l'affaire de tous que le salut de toute la jeunesse nationale, et voilà pourquoi Nous estimons, chers fils, qu'il vous faut garder avec soin votre cohésion.

Continuez aussi cette pratique, dont vous vous êtes fait sagement une règle, d'avoir dans chacun de vos groupes un prêtre pieux et instruit, non seulement pour présider aux réunions religieuses, mais pour diriger les études et les discussions doctrinales. De la sorte, il vous sera facile, dans des questions qui touchent de près à la religion, d'éviter les erreurs auxquelles vous seriez exposés.

D'ailleurs, l'initiative et la sainte liberté ne seront pas entravées par la présence du prêtre; il n'est présent dans vos groupes et dans vos comités que pour y être, selon les cas, le docteur, le conseiller, le guide.

Mais ce qui fait votre plus grand mérite, c'est l'exacte obéissance avec laquelle vous suivez les prescriptions du Pontife romain sur l'action catholique sociale et le soin que vous avez, quand il s'agit de les mettre en pratique, de vous laisser guider par les évêques et les autres pasteurs; vous tiendrez avant tout à mériter cet éloge; Nous vous y exhortons fortement.

En effet, la principale raison d'attendre de votre association les fruits désirés, c'est son union étroite avec l'Église. Votre prochain congrès, qu'accompagne la faveur si marquée et l'adhésion des évêques, servira encore à resserrer cette union.

Courage donc, chers fils. À la voix bienveillante de vos pasteurs, la nôtre s'ajoute pour affermir vos âmes; cherchez comment vous pourrez, à une époque qui en a tant besoin, concerter vos efforts d'une façon plus utile à l'Église et à votre patrie.

Nous, cependant, dans la sollicitude particulière et les soucis où Nous sommes à l'égard de la chère France, Nous prions Dieu avec ardeur de vous soutenir des meilleurs dons de sa bonté, vous, chers fils, avec qui grandissent les espérances d'un meilleur avenir. Comme gage de ces dons, Nous vous accordons très affectueusement, à vous et à toute votre association, la bénédiction Apostolique.

Donné à Rome, près Saint-Pierre, le 22 Février de l'année 1907, quatrième de notre pontificat.

PIUS PP. X

ALLOCUTIO

Pii PP. X habita in Consistorio secreto diei 15 Aprilis 1907, de tristi conditione Ecclesiae in Gallia.

Venerabiles Fratres,

Festivitas dominicae Passionis, quae nuper adfuit nobis, inter exultationes spiritualium gaudiorum, iterato veluti documento nos monuit Ecclesiam Christi sponsam, in humanae regenerationis opere prosequendo et in colluctatione quam ideo habet adversus mundum tenebrarum harum, non ad solatia in hisce terris vocari, sed ad aerumnas atque labores. Audivimus scilicet ipsum Caput nostrum de se asserens: *Nonne haec oportuit pati Christum....?* (1). Quo autem praecessit gloria capitis, eo spes vocatur et corporis: quod uti-

(1) Luc. XXIV, 26.

que non tantum de victoriae laetitia, verum etiam credendum est de labore certaminis. — Haec porro est, Venerabiles Fratres, quae Nos erigit fides atque inter aspera rerum sustentat; ut, fidentes non in Nobis sed in Deo, parati simus, in apostolatus munere sancte integreque implendo, pressuras omnes ac tribulationes perpeti. — Neminem autem vestrum latet, inter multiplices quae abundant passiones Christi in Nobis, conditionibus, in primis, vehementer Nos angi, quibus Galliarum Ecclesia asperioribus utitur in dies; quae quidem eo magis Nos habent anxios, quo intensiore gentem nobilissimam caritate complectimur. Vere enim dolores eius dolores esse Nostros testamur; sicut et gaudia illius gaudiis Nostris adnumeramus. — Profecto, qui gentem illam nunc moderantur, non hoc contenti quod pacta et conventa iustissima suo marte resciderint, quod Ecclesiae bona per vim eripuerint, quod veteres solidasque Gallorum glorias repudiarint; eo omnem operam intendunt, ut e popularium suorum animis religionem evellant penitus; id autem ut assequantur, extrema quaeque et urbanitati gallicae prorsus nova audent, iure quolibet tum privo tum publico iniuriosissime violato. Hinc porro egregios Galliarum Episcopos et clerum, inde vero Apostolicam ipsam Sedem calumniati, suspiciones animis inseruisse student mutuamque fiduciam convellere, ut, si fieri queat, illorum ac Nostram, in Christi fide Ecclesiaeque iuribus vindicandis firmitudinem frangant. — Praeterea, cavillatione apertissima, gallicae instituta gentis inductamque rei publicae formam cum atheismo confundere nituntur cumque omnigena divinorum oppugnatione; eo scilicet spectantes ut quemlibet interventum Nostrum in religionis apud suos negotiis, quem a Nobis officii sanctitas exigit, iniustitiae convincant; simulque populis suadeant Nos, dum Ecclesiae tuemur iura, popularis regiminis adversari formam, quam equidem et agnovimus semper semperque observavimus. — Deo utique grates sunto, quod *scrutati iniquitates* nunc etiam

defecerunt scrutantes scrutinio (1). Enimvero ea Antistitum sacrorum fuit inter se concordia plane mirabilis, ea eorumdem et cleri ac fidelium cum Apostolica Sede coniunctio, ut ad illos pervincendos nihil astus ac fallaciae adversariorum valuerint. — Id autem, Venerabiles Fratres, Nobis est caussa cur laetiora speremus, diesque salutis Gallorum Ecclesiae atque genti tot malis afflictae adfuturos. Nos equidem adamatae gentis persequi bonum nullum plane tempus intermittemus; quod adhuc fecimus, faciemus porro; caritatem invidiae, erroribus veritatem, probris ac maledictis obiiciemus veniam; desiderantes unice assiduoque gemitu exorantes ut qui tam obfirmate atque acriter utilitates suae gentis laudesque veras proculcant, desinant tandem religioni sanctissimae invidere: datâque Ecclesiae libertate, quotquot sunt, non modo catholicarum partium, verum etiam humanitatis quomodocumque atque honestatis amatores, communi Nobiscum bono patriaeque suae prosperitati adlaborent.

Haec, Venerabiles Fratres, communicanda vobiscum voluimus, ut simul moeroris Nostri ac fiduciae participes habeamus. — Iam ad amplissimum Collegium vestrum supplendum libet animum adiicere. Quam ob rem viros aliquot eximios creare Cardinales decrevimus; qui omnes in episcopalibus muneribus aut legationibus gerendis diligentia, integritate, rerum usu praestiterunt. Hi autem sunt:

ARISTIDES CAVALLARI, Patriarcha Venetiarum.

GREGORIUS MARIA AGUIRRE Y GARCIA, Archiepiscopus Burgensis.

ARISTIDES RINALDINI, Archiepiscopus tit. Heracliensis, Nuntius Apostolicus in Hispania.

BENEDICTUS LORENZELLI, Archiepiscopus Lucanus.

PETRUS MAFFI, Archiepiscopus Pisanus.

---

(1) Ps. LXIII, 6.

ALEXANDER LUALDI, Archiepiscopus Panormitanus.
DESIDERATUS MERCIER, Archiepiscopus Mechliniensis.

Quid vobis videtur?

Itaque auctoritate omnipotentis Dei, sanctorum Apostolorum Petri et Pauli, et Nostra, creamus et publicamus S. R. E. Presbyteros Cardinales

ARISTIDEM CAVALLARI
GREGORIUM MARIAM AGUIRRE Y GARCIA
ARISTIDEM RINALDINI
BENEDICTUM LORENZELLI
PETRUM MAFFI
ALEXANDRUM LUALDI
DESIDERATUM MERCIER

cum dispensationibus, derogationibus et clausulis necessariis et opportunis. In nomine Patris ✠ et Filii ✠ et Spiritus ✠ Sancti. Amen.

PROVISIO ECCLESIARUM

SSmus D. N. Pius PP. X die 15 Aprilis 1907 in Palatio Apostolico Vaticano habuit Consistorium secretum, in quo Emus ac Rmus D. Card. Respighi, officio Camerarii S. Collegii expleto, solitam Bursam obtulit Sanctitati Suae, quae eam Emo et Rmo D. Card. Martinelli tradidit. Deinde Sanctitas Sua, supra relata Allocutione habitâ, dignata est creare et publicare recensitos S. R. E. Cardinales ex Ordine Presbyterorum, atque sequentes proponere ecclesias, videlicet:

Ecclesiam titularem archiepiscopalem Patren. favore R. P. D. Donati Velluti Zati, iam Episcopi Pisciensis.

Ecclesiam titularem archiepiscopalem Auxumitan. favore R. P. D. Bartholomaei Mirra, promoti ab ecclesia titulari episcopali Hamathensi.

Ecclesiam metropolitanam Camberien. favore R. P. D. Gustavi Adulphi de Pélacot, promoti ab ecclesia cathedrali Trecensi.

Ecclesiam metropolitanam Auxitan. favore R. P. D. Francisci Ernesti Ricard, promoti ab ecclesia cathedrali Engolismensi.

Ecclesiam cathedralem Aquilan. favore R. P. Fr. Peregrini Francisci

Stagni, Prioris generalis Ordinis Servorum B. M. V., archidioecesis Bononiensis, magistri in sacra theologia et consultoris S. Officii.

Ecclesiam titularem episcopalem Teneden. favore R. P. D. Eugenii Cano, iam Episcopi Bosanensis.

Ecclesiam cathedralem Piscien. favore R. D. Iulii Serafini, dioecesis Urbevetanae, intimi Cubicularii supranumerarii S. S., doctoris in sacra theologia et iure canonico, rectoris in Pontificio seminario Piano, professoris sacrae theologiae, canonici S. Mariae ad martyres.

Ecclesiam cathedralem Algaren. favore R. D. Ernesti Piovella, presbyteri mediolanensis, vicarii generalis Ravennatensis.

Ecclesiam titularem episcopalem Charystien. favore R. D. Pacifici Fiorani, dioeceseos Fabrianensis, Cubicularii honorarii S. S., doctoris in sacra theologia, rectoris in seminario Sabinensi, deputati in Suffraganeum Sabinensem.

Ecclesiam titularem episcopalem Cymaen. favore R. D. Colomanni Kránitz, dioeceseos Veszprimiensis, ibique canonici in ecclesia cathedrali et examinatoris prosynodalis, deputati in Auxiliarem R. P. D. Caroli de Horning, Episcopi Veszprimiensis.

Praeterea Sanctitas Sua die 18 Aprilis 1907 in Palatio Apostolico Vaticano Consistorium publicum habuit, in quo, more solito, Pileum rubrum imposuit Emis ac Rmis Dnis Card. Cavallari, Lorenzelli, Maffi, Lualdi et Mercier in secreto Consistorio antea habito creatis et publicatis. Dein idem SSmus Dominus Consistorium secretum habuit, in quo, clauso ore Emis Dnis Neo-Cardinalibus, infra relatas ecclesias proposuit:

Ecclesiam metropolitanam Hispalen. favore R. P. D. Henrici Almaráz y Santos, promoti a sede cathedrali Palentina.

Ecclesiam metropolitanam Popayanen. favore R. D. Raphaelis Mariae Arboleda, eiusdem archidioecesis, e congregatione Missionis, rectoris parvi Seminarii Popayanensis.

Ecclesiam cathedralem Palentin. favore R. D. Valentini Garcia Barros, archidioeceseos Compostellanae, doctoris in sacra theologia et in iure canonico, canonici poenitentiarii in Compostellana ecclesia ac professoris sacrae theologiae in archiepiscopali Seminario.

Ecclesiam cathedralem S. Ludovici de Maragnano favore R. D. Francisci de Paula Silva, dioeceseos de Pouso Alegre, e congregatione Missionis, rectoris collegii Caracensis.

Ecclesiam cathedralem Pineten. ad Flumen. favore R. D. Emmanuelis Ruiz y Rodriguez, dioeceseos Centumfocensis, prolytae in sacra theologia, parochi interini ecclesiae cathedralis Centumfocensis.

Ecclesiam titularem episcopalem Flaviaden. favore R. D. Ioannis Gonzales Eyzaguirre, archidioecesis S. Iacobi de Chile, quondam Vicarii generalis eiusdem archidioecesis.

Ecclesiam titularem episcopalem Tagasten. favore R. P. Fr. Ludovici Iosephi Amigo y Ferrer, ex Ordine Minorum Capulatorum, archidioeceseos Valentinae, lectoris in sacra theologia, aliquando Definitoris ac Ministri provincialis, Guardiani in coenobio Oriolensi.

Deinde Sanctitas Sua publicavit provisionem insequentium ecclesiarum iam per Breve peractam, nimirum:

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Nazianzen. per R. P. D. Angelum Mariam Dolci, promotum a sede cathedrali Eugubina.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Caesareae Ponti per R. P. D. Augustum Sili, Nursinae dioeceseos, doctorem in philosophia et in utroque iure, et Apostolicis largitionibus Praefectum.

Ecclesiae titularis archiepiscopalis Theodosiopolitan. per R. P. D. Michaelem Miroff, ritus graeci-bulgari.

Ecclesiae cathedralis S. Pauli in Brasilia per R. P. D. Duartem Luitpoldum Silva, translatum a cathedrali sede Curytibensi.

Ecclesiae cathedralis Amazonum in Brasilia per R. P. D. Fridericum Benitium de Souza Costa, promotum a Praelatura *nullius* Santaremensi.

Ecclesiae cathedralis Eugubin. per R. P. D. Ioannem Baptistam Nasalli Rocca, presbyterum Placentinum, Protonotarium Apostolicum supra numerum, doctorem in sacra theologia et in iure canonico, Visitatorem Apostolicum et canonicum patriarchalis Basilicae Liberianae.

Ecclesiae cathedralis Fulden. per R. D. Iosephum Damianum Schmitt, eiusdem dioeceseos, doctorem in philosophia et in sacra theologia, rectorem ac professorem in Seminario et canonicum cathedralis ecclesiae.

Ecclesiae cathedralis Suessionen. per R. P. D. Petrum Ludovicum Péchenard, Rhemensis archidioecesis, Protonotarium Apostolicum ad instar participantium, doctorem in sacra theologia et in iure canonico, rectorem Instituti catholici Parisiensis.

Ecclesiae cathedralis Kilmoren. per R. P. Andream Boylan, e congregatione SSmi Redemptoris, Superiorem provincialem Hyberniae.

Ecclesiae cathedralis de Huaraz per R. D. Petrum Pascasium Farfan, dioecesis Cuschensis, Promotorem fiscalem et canonicum cathedralis.

Ecclesiae cathedralis Lojan. per R. D. Iosephum Antonium Eguiguren, eiusdem dioecesis, canonicum ornamentarium metropolitanae ecclesiae Quitensis, atque Administratorem Apostolicum ipsius Lojanae ecclesiae.

Ecclesiae cathedralis Conchen. in Republica Aequatoriana per R. D. Emmanuelem Mariam Polit, presbyterum Quitensem, doctorem in sacra theologia et in utroque iure, canonicum honorarium dictae metropolitanae.

Ecclesiae cathedralis Portoricen. per R. P. Fr. Guilelmum Ambrosium Jones, ex Ordine Eremitarum S. Augustini, dioeceseos Albanensis in America, doctorem in sacra theologia atque parochum in civitate Habanensi.

Ecclesiae cathedralis Manchesterien. per R. D. Albertum Guertin, eiusdem dioecesis, parochum ecclesiae S. Antonii Manchesteriensis.

Ecclesiae titularis episcopalis Citharizen. per R. P. Fr. Athanasium Mariam Vincentium Soler-Royo, ex Ordine Minorum Capulatorum, deputatum in Vicarium Apostolicum de Goajira.

Ecclesiae titularis episcopalis Chamachen. per R. P. Ioannem Derouet, e congregatione Spiritus Sancti et Immaculati Cordis Mariae, deputatum in Vicarium Apostolicum Congi gallici inferioris.

Ecclesiae titularis episcopalis Prusen. per R. P. Iacobum Menwissen, e congregatione SSmi Redemptoris, dioecesis Bredanensis, Superiorem provincialem Hollandiae, deputatum in Vicarium Apostolicum Guyanae Hollandicae.

Ecclesiae titularis episcopalis Pinaren. per R. D. Franciscum Lazarum Seguin, dioeceseos Divionensis, e Seminario Missionum exterarum Parisiensi, deputâtum in Coadiutorem cum futura successione R. P. D. Francisci Maximi Guichard, Vicarii Apostolici de *Kui-Ceu* in Sina.

Ecclesiae titularis episcopalis Arethusin. per R. D. Ulpianum Perez y Quiñones, archidioecesis Quitensis, doctorem in iure canonico, Vicarium generalem et canonicum cantorem metropolitanae ecclesiae, deputatum in Auxiliarem R. P. D. Friderici Gonzalez Suarez, Archiepiscopi Quitensis.

Ecclesiae titularis episcopalis Milevitan. per R. P. D. Ioannem Borzatti de Löwenstern, presbyterum Jadrensem, Protonotarium Apostolicum ad instar participantium, prolytam in sacra theologia, Praepositum Capituli metropolitani Jadrensis.

Ecclesiae titularis episcopalis Daulien. per R. P. Stephanum Soterum Ortynskyi, ex Ordine S. Basilii, ritus graeci-rutheni.

Deinde Sanctitas Sua, more solito, os aperuit novis Cardinalibus; et postulatum fuit Pallium pro ecclesiis metropolitanis Aquilana, Iucatanensi, Popayanensi, Auxitana, Camberiensi et Hispalensi, nec non pro cathedrali ecclesia Virdunensi ob privilegium eidem concessum.

Item SSmus Dnus, anulo cardinalitio imposito praefatis neo-Cardinalibus, titulum presbyteralem S. Mariae in Cosmedin Emo Cavallari,

S. Crucis in Hierusalem Emo Lorenzelli, S. Chrysogoni Emo Maffi, S. Gregorii ad Coelium Emo Lualdi, S. Petri in Vinculis Emo Mercier.

Demum idem SSmus Dnus litteris Secretariae Status sequentes S. Congregationes Emis Cardinalibus assignavit, nempe:

Emo Cavallari Congregationem Consistorialem, de Propaganda Fide pro negotiis ritus orientalis, SS. Rituum, Caeremonialem;

Emo Lorenzelli Congregationem de Propaganda Fide, S. Visitationis, Indicis, Studiorum;

Emo Maffi Congregationem Episcoporum et Regularium, Indicis, SS. Rituum, Caeremonialem;

Emo Lualdi Congregationem S. Visitationis, Concilii, de Propaganda Fide pro negotiis ritus orientalis, R. Fabricae S. Petri;

Emo Mercier Congregationem de Propaganda Fide, Indicis, R. Fabricae S. Petri, Studiorum.

ALLOCUTIO

Quam Pius PP. X habuit ad noviter creatos Cardinales die 17 Aprilis 1907, contra neo-reformismum religiosum.

Accogliamo colla più viva compiacenza i sentimenti di devozione e di amore figliale verso di Noi e di questa Sede Apostolica, che Ci avete significati in nome vostro e dei vostri dilettissimi confratelli per l'onore della Porpora a cui foste chiamati (1). Ma se accettiamo i vostri ringraziamenti, dobbiamo pur dire, che le preclare virtù, di cui siete adorni, le opere di zelo, che avete compiute, e gli altri segnalati servigî, che in campi diversi avete resi alla Chiesa, vi rendevano pur degni di essere annoverati nell'albo del Nostro Sacro Senato. E Ci allieta non solo la speranza, ma la certezza, che anche rivestiti della nuova dignità consacrerete sempre, come per il passato, l'ingegno e le forze per assistere il Romano Pontefice nel governo della Chiesa.

(1) Emus Card. Aristides Cavallari, Patriarcha Venetiarum, nomine proprio ac aliorum Cardinalium nuper creatorum gratias Summo Pontifici egit *(N. R.)*.

Se sempre i Romani Pontefici hanno avuto bisogno anche di aiuti esteriori per compiere la loro missione, questo bisogno si fa sentire più vivamente adesso per le gravissime condizioni del tempo in cui viviamo e pei continui assalti, ai quali è fatta segno la Chiesa per parte dei suoi nemici.

E qui non crediate, Venerabili Fratelli, che Noi vogliamo alludere ai fatti, per quanto dolorosi, di Francia, perchè questi sono largamente compensati dalle più care consolazioni: dalla mirabile unione di quel Venerando Episcopato, dal generoso disinteresse del clero, e dalla pietosa fermezza dei cattolici disposti a qualunque sacrificio per la tutela della fede e per la gloria della loro patria; si avvera un' altra volta che le persecuzioni non fanno che mettere in evidenza e additare all' ammirazione universale le virtù dei perseguitati e tutto al più sono come i flutti del mare, che nella tempesta frangendosi negli scogli, li purificano, se fosse necessario, dal fango che li avesse insozzati.

E voi lo sapete, Venerabili Fratelli, che per questo non temeva la Chiesa, quando gli editti dei Cesari intimavano ai primi cristiani: o abbandonare il culto a Gesù Cristo o morire; perchè il sangue dei martiri era semente di nuovi proseliti alla fede. Ma la guerra tormentosa, che la fa ripetere: *Ecce in pace amaritudo mea amarissima,* è quella che deriva dalla aberrazione delle menti, per la quale si misconoscono le sue dottrine e si ripete nel mondo il grido di rivolta, per cui furono cacciati i ribelli dal Cielo.

E ribelli pur troppo sono quelli, che professano e diffondono sotto forme subdole gli errori mostruosi sulla evoluzione del dogma, sul ritorno al Vangelo puro, vale a dire sfrondato, com' essi dicono, dalle spiegazioni della teologia, dalle definizioni dei Concilii, dalle massime dell' ascetica, — sulla emancipazione dalla Chiesa, però in modo nuovo senza ribellarsi per non esser tagliati fuori, ma nemmeno assoggettarsi per non mancare alle proprie convinzioni, e final-

mente sull' adattamento ai tempi in tutto, nel parlare, nello scrivere e nel predicare una carità senza fede, tenera assai pei miscredenti, che apre a tutti purtroppo la via all' eterna rovina.

Voi ben vedete, o Venerabili Fratelli, se Noi, che dobbiamo difendere con tutte le forze il deposito che Ci venne affidato, non abbiamo ragione di essere in angustie di fronte a quest' attacco, che non è un' eresia, ma il compendio e il veleno di tutte le eresie, che tende a scalzare i fondamenti della fede ed annientare il cristianesimo.

Sì, annientare il cristianesimo, perchè la Sacra Scrittura per questi eretici moderni non è più la fonte sicura di tutte le verità che appartengono alla fede, ma un libro comune; — l' ispirazione per loro si restringe alle dottrine dogmatiche, intese però a loro modo, e per poco non si differenzia dall' ispirazione poetica di Eschilo e di Omero. Legittima interprete della Bibbia è la Chiesa, però soggetta alle regole della così detta scienza critica, che s' impone alla Teologia e la rende schiava. Per la tradizione finalmente tutto è relativo e soggetto a mutazioni, e quindi ridotta al niente l'autorità dei Santi Padri. E tutti questi e mille altri errori li propalano in opuscoli, in riviste, in libri ascetici e perfino in romanzi e li involgono in certi termini ambigui, in certe forme nebulose, onde avere sempre aperto uno scampo alla difesa per non incorrere in un' aperta condanna e prendere però gli incauti ai loro lacci.

Noi pertanto contiamo assai anche sull'opera vostra, Venerabili Fratelli, perchè qualora conosciate coi Vescovi Vostri suffraganei nelle vostre Regioni di questi seminatori di zizzania, vi uniate a Noi nel combattere, Ci informiate del pericolo a cui sono esposte le anime, denunciate i loro libri alle Sacre Congregazioni Romane e frattanto, usando delle facoltà che dai Sacri Canoni vi sono concesse, solennemente li condanniate, persuasi dell' obbligo altissimo che avete as-

sunto di aiutare il Papa nel governo della Chiesa, di combattere l'errore e di difendere la verità fino all'effusione del sangue.

Del resto confidiamo nel Signore, o diletti figli, che ci darà nel tempo opportuno gli aiuti necessarii; e la benedizione Apostolica, che avete invocata, discenda copiosa su voi, sul clero e sul popolo delle vostre diocesi, sopra tutti i venerandi Vescovi e gli eletti figli, che decorarono con la loro presenza questa solenne cerimonia, sui vostri e sui loro parenti; e sia fonte per tutti e per ciascuno delle grazie più elette e delle più soavi consolazioni.

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

Circa cantum puellarum schismaticarum una cum catholicis in ecclesiasticis functionibus.

Beatissime Pater,

Vicarius Apostolicus Sophiae et Philippopolis in Bulgaria ad pedes Sanctitatis Tuae provolutus humillime exponit quae sequuntur:

Sophiae Sorores quaedam religiosae Institutum puellarum *(Pensionat)* dirigunt, in quo cum catholicis etiam schismaticae admittuntur. Mos invaluit ut in functionibus ecclesiasticis ac praesertim in expositione ac benedictione cum Sanctissimo, uti etiam ante et post illam, puellae schismaticae una cum catholicis in ecclesia parochiali canant. Unde petit orator an hic usus tolerari possit, habitis sub oculis sequentibus animadversionibus:

1°. Agitur de loco in quo numerus catholicorum, relate ad schismaticos est valde exiguus.

2°. Nullum adest periculum scandali, namque idem usus servatur in fere omnibus Orientis regionibus.

3°. Adest contra spes conversionis acatholicorum.

4°. Durum esset Sororibus, quae Institutum dirigunt, puellis schismaticis sponte ac lubenter in ecclesia cum catholicis cantantibus silentium imponere.

5°. Denique eaedem puellae schismaticae, utpote bona fide in schismate viventes, non videntur uti excommunicatae esse habendae.

Feria IV, die 24 Ianuarii 1906.

Emi Patres, attentis peculiaribus circumstantiis in casu concurrentibus, respondendum mandarunt: Prout exponitur a Vicario Apostolico Sophiae et Philippopolis, tolerari posse.

In sequenti vero feria V eiusdem mensis et anni, in solita audientia R. P. D. Adsessori S. O. impertita, facta de his SSmo D. N. Pio PP. X relatione, Sanctitas Sua resolutionem Emorum Patrum adprobavit et confirmavit. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Petrus Palombelli, *S. R. et U. I. Notarius.*

EX S. CONGREGATIONE INDICIS

DECRETUM

Quo proscribuntur quaedam opera a Goursat, Ambraziejus, Combe et Corbatò edita.

Feria VI, die 12 Aprilis 1907.

Sacra Congregatio Emorum ac Rmorum S. R. E. Cardinalium a Smo D. N. Pio PP. X Sanctaque Sede Aposto-

lica Indici librorum pravae doctrinae, eorumdemque proscriptioni, expurgationi ac permissioni in universa christiana republica praepositorum et delegatorum, habita in Palatio Apostolico Vaticano die 12 Aprilis 1907, damnavit et damnat, proscripsit proscribitque, vel alias damnata atque proscripta in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat quae sequuntur opera:

MGR. LÉOPOLD GOURSAT, *Les Mystères sataniques de Lourdes à travers les âges. Paris, 1905.*

JUOZUPAS AMBRAZIEJUS, *Trumpas Rymo-Kataliku Katekizmas.* Vilnius, 1906. *Catechismo in lingua lituana.*

L'ABBÉ G. J. E. COMBE, *Le Secret de Mélanie, Bergère de la Salette, et la Crise actuelle. Rome, 1906.*

JOSÉ DOMINGO M. CORBATÒ, *El inmaculado San José. Apuntes vindicativos de su concepción purísima, su honor de esposo, sus derechos de padre, su primacía restauradora. Articulos publicados en* La Señal de la Victoria. *Valencia 1907. Decr. S. Off. fer. IV, 20 Febr. 1907.*

Itaque nemo cuiuscumque gradus et conditionis praedicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sub poenis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per me infrascriptum Secretarium relatis, Sanctitas Sua decretum probavit, et promulgari praecepit. In quorum fidem etc.

Datum Romae, die 12 Aprilis 1907.

A. Card. STEINHUBER, *Praefectus.*

Fr. Thomas Esser, *Ord. Praed., a Secretis.*

Monitum ad ephemeridem " Il rinnovamento „ dictam.

Roma, 29 Aprile 1907.

A Sua Eminenza Revm̃a
Il Sig. Card. Ferrari Arcivescovo di Milano.

Eminentissimo Principe,

Gli Em̃i Padri di questa S. Congregazione dell' Indice nell'ultima loro adunanza si sono dovuti occupare di una rivista recentemente pubblicata in cotesta città di Milano, sotto il titolo *il Rinnovamento.* Non essendo soliti, se non per motivi straordinarii di mettere all'Indice fascicoli staccati di riviste in corso di pubblicazione, gli Em̃i Padri hanno voluto soprassedere a questo modo di condanna relativamente ai numeri finora pubblicati della suddetta rivista. Ma non possono astenersi dall' esprimere all' Eminenza V. Revm̃a il disgusto che hanno provato, vedendo pubblicata da sedicenti cattolici una rivista notabilmente opposta allo spirito e all' insegnamento cattolico.

Deplorano segnatamente il turbamento che tali scrittori arrecano alle coscienze, e la superbia con la quale si atteggiano a maestri e quasi a dottori della Chiesa. Ed è doloroso che, tra costoro che sembrano volersi arrogare un magistero nella Chiesa e far scuola al Papa istesso, si trovino dei nomi già noti per altri scritti dettati dal medesimo spirito, come il Fogazzaro, il Tyrrell, il Von Hügel, il Murri ed altri. E, mentre in questa rivista uomini siffatti parlano con tanta albagìa delle questioni teologiche più difficili e degli affari più importanti della Chiesa, gli editori la vantano *laica, non confessionale,* e vanno facendo distinzioni tra cattolicismo officiale, e non officiale; tra i dogmi definiti dalla Chiesa quali verità da credere, e l' immanenza della religione negl'individui. Insomma non si può dubitare che la rivista sia fondata con lo scopo di coltivare uno spirito pe-

ricolosissimo di indipendenza dal magistero della Chiesa, e la prevalenza del giudizio privato su quello della Chiesa medesima, e di erigersi in iscuola che prepari un rinnovamento anticattolico degli spiriti.

Gli Emi Padri condannano severamente questo spirito anticattolico, che si fa largo tra manifesti errori nella rivista in questione, e desiderano che l'Eminenza V. Revma faccia chiamare l'editore di detta rivista per ingiungergli di desistere da un'impresa tanto nefasta e indegna di un vero cattolico; e desiderano inoltre che l'Eminenza V., quanto prima potrà, si compiaccia portare alla pubblica conoscenza questo giudizio della S. Congregazione dell' Indice.

Mentre ho l'onore di partecipare la cosa all'Eminenza V. Revma, le bacio umilissimamente le mani, e godo di professarmi

Dell'Eminenza V. Revma

A. Card. STEINHUBER, *Prefetto.*

Fr. T. Esser, O. P., *Segretario.*

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

ADRIEN.

EXEMPTIONIS

Conditio iuridica Regularium non immutatur per eorum iniustam ac violentam suppressionem.

Species facti. Anno 1578 municipium loci *Lendinara,* dioeceseos Adriensis, accedente Ordinarii licentia concessit Benedictinis Olivetanis ecclesiam B. M. Virginis vulgo *del Pilastrello* una simul cum adnexo conventu, impositis tamen conditionibus quod ecclesia per quatuor sacerdotes officiaretur, fidelium eleemosynae erogarentur in ipsius fabricae com-

plementum, et duo commissarii a municipio deputati ad rectam harum conditionum adimpletionem advigilarent. Patres Olivetani nedum hisce sub clausulis acceptarunt donationem, sed et publico actu possessionem tam ecclesiae quam monasterii inierunt.

Interim anno 1771 Respublica Venetiarum iniuste suppressit praefatam Olivetanorum communitatem, qui iam a duobus saeculis conventum et sanctuarium ad normam iuris Regularium rexerant, atque bona tum Religiosis tum sanctuario pertinentia incameravit. Sed cum locale municipium reclamasset, eidem recognitum fuit iuspatronatus ecclesiae, sub conditione ut ipsius servitium perageretur a sacerdotibus saecularibus, Reipublicae subditis, dummodo non turbarentur parochialia iura. Ex tunc municipium Episcopo praesentare consuevit rectores sanctuarii pro necessaria confirmatione.

Eodem tempore ecclesia ipsa B. M. V. *del Pilastrello* declarata fuit uti succursalis ecclesiae matricis S. Sophiae in Lendinara, et archipresbyter sensim sine sensu quaedam iura exercere incoepit, accedendo circiter vicies in anno ad sacras functiones inibi peragendas. Res autem haud recte procedebant ob frequentes conflictus inter archipresbyterum et rectores sanctuarii ac inter municipium; quapropter Consiliarii, accedente consensu Ordinarii et rectoris, statuerunt ut sanctuarium denuo committeretur alicui Ordini religioso, illudque revera Patribus Olivetanis anno 1905 restituerunt.

Tunc archipresbyter alligavit sibi competere circa dictum sanctuarium nonnulla iura acquisita sive per 134 annorum exercitium, sive per Episcoporum concessionem, sive demum per consensum Reipublicae et Communis. Hisce non obstantibus, Religiosi Olivetani possessionem iniverunt, praetermissis tamen iuris solemnitatibus, idest non obtenta venia S. Sedis et Ordinarii loci. At cum omnis reconciliationis via incassum tentata fuerit, hinc quaestio ad hanc S. C. remissa est resolvenda.

Votum Consultoris. Adlectus vir censet primaevam erectionem sanctuarii adnexique conventus anno 1578 peractam, fuisse canonicam, ac proinde Patres Olivetanos per duo fere saecula legitime gavisos esse canonica exemptione. Cessio enim ex parte municipii plena fuit et irrevocabilis.

Canonica tamen, iuxta ipsum, non fuit nupera Olivetanorum restitutio, quum sanctuarium a municipio acceperint ipsi absque beneplacito S. Sedis, quod requiritur ex Const. Innocentii X *Instaurandae regularis disciplinae,* nec non absque venia Episcopi, quae praescribitur a Conc. Trid. et a Const. Bonifacii VIII *Romanus Pontifex,* confirmata a Clemente VIII. Quod servari oportet etiamsi agatur de nova occupatione sanctuarii et conventus iam alias possessorum, quia S. C. Concilii in *Turritan.* 1617 declaravit: « Tales Constitutiones servandae sunt etiam in reassumptione conventus antea derelicti, idest servandae sunt ab omnibus Regularibus qui redeunt ad conventus quos antea dereliquerant » (1). Non constat praeterea num religiosa familia Olivetanorum loci Lendinara tot habeat membra quot a Const. Gregorii XV *Cum alias* requiruntur (2). Quum igitur restitutio Olivetanorum in casu non fuerit canonica, ipsi neque antiqua iura revocare, neque alia nova invocare possunt.

Attamen, iuxta consultorem, neque valent rationes ab archipresbytero locali allatae ad sua praetensa iura in san-

(1) At e contra tenendum est has iuris solemnitates, seu novam S. Sedis aut Ordinarii veniam, tunc requiri quum agitur de novis Regularium domibus diverso in loco aedificandis vel etiam de recuperandis conventibus quos illi proprio marte aliquando deseruerunt, non autem quum iniuste ac vi ex iisdem eiecti fuere. Cfr. ad rem quae docet Bouix *(De iure Regul., tom. 1, part. 3, sect. 2, cap. 2, § 2, prop. 1)*, pluribus adductis probationibus *(N. R.)*.

(2) Neque hoc valide invocari potest in casu, nam Sedes Apostolica concessit ut, perdurantibus hodiernis rerum adiunctis, in Italia tres quoque Religiosi efformare valerent religiosam familiam cum omnibus iuribus ac privilegiis. Ita habetur ex Instructione S. Poenitentiariae diei 18 Apr. 1867 et 12 Sept. 1872, necnon ex resolutione S. C. EE. et RR. in *Neritonen.* 26 Martii 1897 *(N. R.)*.

ctuarium tuenda. Gratis enim affirmat suppressionem Olivetanorum anno 1771 decretam fuisse de consensu S. Sedis, dum ex adverso circumstantiae temporum omnino contrarium innuunt. Item gratuito asserit sanctuarium *del Pilastrello* ab Episcopo declaratum fuisse uti succursale ecclesiae matricis S. Sophiae; quod nec verosimile apparet. Neque invocari potest praescriptio celebrandi nonnullas functiones in dicto sanctuario, nam Olivetani, utpote violenter expulsi, nequibant huiusmodi actibus sese opponere. Tandem, nihil obstante contraria archipresbyteri assertione, municipium Olivetanos modo stabili reintegrare voluit, minime vero pro sola officiatura et modo precario.

Municipium autem, quamvis vi praescriptionis sibi attribuat iuspatronatus, interesse nequit huic quaestioni, quae indolem mere ecclesiasticam induit. Caeterum, concludit consultor, solutio controversiae sat implicata apparet sub aspectu iuridico, unde aequitas suadet ut ipsa ex bono et aequo componatur iuxta conventionem pro utriusque partis utilitate inducendam.

Dubium. *Quaenam esse debeat conditio iuridica Patrum Olivetanorum sanctuarii vulgo* del Pilastrello *in loco Lendinara, relate ad ecclesiam archipresbyteralem S. Sophiae in casu?*

Decisio. Emi Patres S. C. EE. et RR., re sedulo perpensa, die 7 Decembris 1906, responderunt:

Eamdem esse ac erat ante annum 1771 (1).

(1) Ordo enim regularis, qui iniuste ac violenter ab auctoritate laica e proprio conventu eiectus fuit, non amittit sua iura ac privilegia, quae proinde vi postliminii reviviscunt statim ac res ad pristinum statum reducuntur. Neque ex adverso opponi potest praescriptio, quae contra non valentem agere, non currit *(N. R.)*.

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

SEGUSIEN.

De chorali officiatura.

Episcopus Segusiensis pro opportuna solutione sequentia dubia S. C. Concilii proposuit, scilicet:

I. Utrum tolerari possit consuetudo recitandi Officium chorale, nulla prorsus in altari candela accensa, nec non recitandi Vesperas, ianuis ecclesiae clausis?

II. Utrum pariter sustineatur antiqua consuetudo omittendi, nonnullis anni feriis, tertiam Missam a Rubricis praescriptam?

Et S. Congregatio Concilii, omnibus mature perpensis, rescribendum censuit: *Ad utrumque negative, et serventur Rubricae.*

Atque ita rescripsit, die 19 Ianuarii 1907.

† Vincentius Card., Episc. Praenest., *Praefectus.*

C. De Lai, *Secretarius.*

VEGLEN.

ASSIGNATIONIS REDITUUM ET MISSARUM

De proventibus ac missis fundatis inter parochum eiusque coadiutores dividendis, deque integra missarum eleemosyna tradenda.

Species facti. In oppido Bescae, sicuti in aliis locis dioecesis Veglensis, aderat Capitulum rurale, quod maiori vel minori sacerdotum numero sub loci parocho constabat. Proventus ita distribuebantur ut ex decimis parochus duas partes perciperet, alii vero capitulares singuli unam partem; reli-

qui vero reditus, sicut etiam onera missarum fundationalium cum sua eleemosyna, viritim dividerentur.

Anno 1828 dicta capitula a Gubernio suppressa fuerunt, ea tamen lege ut capitulares reditus cederent in sustentationem eorum, qui subsidiariam animarum curam agerent, quique post extinctum Capitulum ibidem erant instituendi. Interim hic dividendi reditus mos usque ad recentissima tempora servatus fuit, licet horum redituum administrationem gereret parochus, et Gubernium ob auctum in superstitibus capitularibus reditum ex progressiva Capituli imminutione, concurreret minori supplemento congruae. Parochialis vero congrua postremis legibus civilibus evecta fuit ad florenos 600 pro parocho, et ad florenos 300 pro unoquoque ex duobus cooperatoribus, quum ipsi dumtaxat de rurali Capitulo superfuerint. Insuper parochus, praeter compensationem ex decimis et ex aliis reditibus antiqui Capituli in communi cum coadiutoribus, obtinet etiam duo simplicia beneficia, eique, sicuti prius, reservata sunt incerta stolae albae: quod si huiusmodi reditus taxatam congruam non exaequant, a Gubernio supplentur ex fundo religionis.

In supputandis quidem reditibus ex missis fundatis provenientibus Gubernium non semper eamdem regulam secutum est; sed, quidquid sit de tali supputatione, Ordinarius Veglensis refert semper adesse ex dictis reditibus residuum ad persolvendas missas quibus dotatio praegravatur, nedum iuxta eleemosynam manualem, sed etiam iuxta eleemosynam taxatam pro missis fundatis.

At hodiernus parochus Antonius Andrjicic contendit aliter se rem habere tum quoad rationem dividendi reditus excapitulares, tum quoad modum persolvendi onera missarum. Ipse siquidem sustinet se successisse Capitulo extincto, et proinde omnes capitulares reditus cumulatim sumptos efformare suam praebendam parochialem: coadiutoribus partem reditus et nonnullas missas fundationales tradit, sed non in

ea proportione quae viguit iuxta pristinum distributionis morem, nempe tertia parte earum tantum assignata parocho. Insuper idem parochus pro missis sive capitularibus sive adventitiis, quas suis cooperatoribus vel aliis sacerdotibus persolvendas committit, eleemosynam tantum manualem tradere praetendit, servata sibi stipendii parte, ea nempe quae ordinariam eleemosynam excedit. Hinc duae infra excriptae quaestiones resolvendae proponuntur.

Animadversiones. Quoad primum dubium modernus parochus suum ius vindicare satagit in primis ex mutatione status beneficii per decretam suppressionem civilem Capituli ruralis. Re quidem vera Capitulo rurali existente, iurisdictio et officia spiritualia non apud parochum sed apud idem Capitulum existebant; parochus erat tantum primus inter pares, et cura animarum exercebatur a Capitularibus per turnum; utique parochus duo parva separata beneficia possidebat, sed haec in partem congruae ei erant collata, non in titulum beneficii parochialis. Iam vero omnia dicta munera et officia, Capituli suppressione secuta, in parocho coaluerunt: Gubernium enim Austriacum, ipsa ecclesiastica auctoritate tacite connivente, Capitulares amplius non recognoscens, horum reditus et officia transtulit in parochum a cooperatoribus in curae animarum exercitio coadiuvandum.

Hoc comprobari urget ex facto nominationis sui praedecessoris parochi Dorcic an. 1871. Siquidem tunc curia Veglensis, praevidens brevi Capitulum extinctum fore, quod reapse contigit an. 1881, edictum pro concursu vulgavit ad *paroeciale beneficium* loci Bescae. Parochum vero Dorcic continuo institisse acriter in suis iuribus parochialibus defendendis, praesertim vero quominus sua praebenda parochialis imminueretur, patet ex pluribus recursibus hoc sensu apud curiam Veglensem oblatis, et etiam ex protestatione emissa an. 1875 apud Austriacum imperatorem.

Sed recognitio beneficii parochialis seu coalitio capitula-

rium bonorum et redituum in paroecialem praebendam plenius adstruere ipse adlaborat ex pluribus actis ab ipsa curia Veglensi emissis. Nam usque ab anno 1857 ad praxim redigi coepit conceptus novae paroeciae, siquidem eo tempore in Capitulo constitutus fuit cooperator paroecialis cum stipendio seu congrua assignata a Gubernio ex fundo religionis. Eamdem rem perseverasse sustinet sub Episcopis successoribus, eique congruere etiam acta emissa ab actuali Episcopo, qui in responsivis litteris diei 8 Iunii 1897 declarat auctoritati civili ex exhibitis computis intercalaribus super beneficio parochiali non satis innotuisse statum redituum fundationalium ad extinctum Capitulum rurale spectantium.

Aliud demum argumentum parochus colligit ex modo quo ad paroeciam fuit promotus, nempe praevio concursu, et « cum omnibus iuribus, honoribus, emolumentis praefato beneficio adnexis vel ad ipsum quomodocumque pertinentibus ».

Quoad secundum dubium parochus contendit de celebratione missarum fundationalium ipsum tantum respondere debere sive coram ecclesiastica auctoritate, sive coram civili, cum ipse solus sit parochus: suis cooperatoribus, utpote auxiliaribus et non amplius membris extincti Capituli, nullum inesse ius sese ingerendi in persolvendo onere dictarum missarum. Sane, ait ipse, vi legis civilis an. 1898 in congruam paroecialem non sunt computandi reditus ex fundationibus certa summa institutis pro missis vel aliis officiis divinis, ad quos, iuxta eamdem legem, ius habet dumtaxat parochus. Deinde suam agendi rationem cohonestare adnititur circa nondum persolutas fundationales missas.

Ex adverso Episcopus praemittit post legem civilem anni 1898 reditus ex missis fundationalibus liberi declarati sunt seu non computabiles in congruam, paucis tantum exceptis missis. Congrua igitur sive pro parocho sive pro cooperatoribus nunc conflatur tantum ex decimarum indemnitate; quod vero sic statutae congruae deest, a fundo religionis supple-

tur per Gubernium. Cum autem iuxta legem civilem an. 1898 reditus missarum fundatarum subducti sint a computo congruae, hinc Ordinarius contendit, sicuti semper factum fuit ante an. 1881, quo ultimus capitularis extinctus est, hos reditus una simul cum aliis capitularibus proventibus esse aequa lance inter parochum et coadiutores dividendos.

Nec parochus excusari valet ex eo quod, extincto Capitulo, onus missae pro populo tantum ipsum onerat et non coadiutores, nam, observat Episcopus, cura animarum, quae actualiter apud Capitulum tunc residebat, nunc extat apud parochum: insuper ipse pinguiori congrua prae coadiutoribus potitur, quippe duplam ex decimis partem habet et, praeter capitulares reditus, etiam parochiales proventus percipit. Nec maiori pondere aestimandum quod ab eodem parocho obiicitur, nempe quod in scriptis Ordinariatus vel in decretis ipsius laicae potestatis suppressum Capitulum nunc nuncupatur beneficium parochiale, vel capitulares reditus nunc asserantur ad beneficium parochiale pertinere; hoc enim lato sensu intelligendum esse ait, „quatenus enunciati reditus vel efformant praecipuum caput ipsius beneficii, vel ordinati sunt pro congrua parochi et coadiutorum, non vero eo sensu quatenus ipsi stricte efficiant solius parochi praebendam.

Quoad secundum dubium Episcopus sequentia subiicit. Profecto pii oblatores in missis fundandis apud rurale Bescae Capitulum intentionem praesumuntur habuisse ipsos Capitulares benevolentia prosequendi, et eorum defectu sacerdotes locales, cum etiam locum celebrationis assignaverint.

Insuper cum hae missae pro celebratione alibi sint transferendae, si deficientia sacerdotum forte occurrat, quaeri potest utrum parochus et coadiutores qui iuxta superius dicta, ad huiusmodi missas aequale participationis ius habent, eas alibi celebrandas committere valeant iuxta taxam dioecesanam, retenta parte excessus stipendii. Verum stante civili lege Austriaca an. 1898, vi cuius in congrua parochorum

non amplius computantur reditus ex missis fundationalibus vel legatitiis, retentio excessus stipendii est omnino interdicta, iuxta resolutiones huius S. C. in *Monacen.* 25 Iulii 1874, in *Goritien.* 18 Dec. 1899, et in decreto generali *De observandis* diei 11 Maii 1904 (1), unde eleemosynam non aliam esse debere quam quae in fundatione vel in successivo reductionis indulto reperitur taxata.

Dubia. I. *An inter parochum loci Bescae et eius cooperatores eadem proventuum et missarum fundationalium divisio servari debeat, quae obtinebat ante suppressionem Capituli ruralis in casu.*

II. *An eidem parocho licitum sit pro missis sive fundatis sive adventitiis quas cooperatoribus vel aliis sacerdotibus celebrandas tradit, synodalem tantummodo eleemosynam praebere, ulteriore stipendii parte sibi retenta in casu.*

Responsa. Emi Patres S. C. Concilii, re sedulo discussa, die 23 Februarii 1907 rescribere censuerunt:

Ad I. *Affirmative.*

Ad II. *Negative, excepto casu de legatis quae in congruam curatam computantur.*

AVERSANA

IURISDICTIONIS PAROECIALIS

Decernitur iurisdictionem super suppresso conventu adnexaque ecclesia ac via pertinere ad parochum viciniorem.

Factispecies. Oppidum *Caivano* in Aversana dioecesi in duas distribuitur paroecias, quarum una a S. Petro, altera vero a S. Barbara nuncupatur. Ad extremam partem dicti oppidi seu paroeciae S. Barbarae situm est antiquum Capuccinorum coenobium cum adnexa ecclesia Spiritus Sancti vocata, ad quam patebat accessus per viam quae nunc audit *viale asilo infantile.*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 36, pag. 672.

Eiectis an. 1866 vi legum eversivarum religiosis Capuccinis, quaestio inter duos parochos excitata est, cuinam spectaret exercitium iurisdictionis parochialis super conventu et ecclesia nec non super dicta via accessus. Episcopus ad discordias praecavendas decreto provisionali diei 23 Aprilis an. 1869 ad interim pro administratione sacramentorum in praefatis locis delegavit parochum S. Petri, citra tamen praeiudicium alterius partis super merito quaestionis. Etiam quaedam concordia tentata et proposita fuit, sed cum haec in irritum cessisset, controversia huic S. O. delata fuit.

Animadversiones. Parochi S. Petri defensor in iure recolit quod, quamvis Regulares eorumque ecclesiae sint a paroeciali iurisdictione exemptae, tamen remanent intra ambitum alicuius paroeciae. Hinc Regularibus ex aliquo conventu eiectis, eorum coenobium et ecclesia recidunt in illius paroeciae iurisdictionem, intra cuius fines continentur, nisi accedente ecclesiastica auctoritate alteri enti autonomo uniantur.

Iamvero conventum Capuccinorum intra paroeciae S. Petri territorium ante secutam suppressionem inveniri deducit in primis ex eo quod usque dum Capuccini in coenobio manserunt, parochus S. Petri semper consuevit, privative quoad parochum S. Barbarae, solemnes functiones tum feria II Pentecostes peragere in coenobitica ecclesia, ceu deprehenditur ex libro an. 1669 existente in archivio paroeciali S. Petri; tum occasione festi S. Antonii Patavini, uti varii sacerdotes sub iuramenti fide testati sunt. Profecto, disserit, neque Regulares permisissent parocho S. Petri exercitium illarum functionum in propria ecclesia, nisi certo constitisset de parochi S. Petri iure. Accedit ingerentia eiusdem parochi in ordinandis solemnitatibus in ecclesia coenobii, uti patet ex superius citato libro; necnon exercitium iuris funerarii super tribus personis, quae ob precariam in coenobio commorationem, nullam habentes exemptionem, inibi decesserant.

Post hoc probare satagit idem semper retentum fuisse

nedum a curia dioecesana in statibus paroeciarum dioecesis an. 1804, 1805 et 1848, sed etiam ab ipsis parochis S. Barbarae, quibus maxime intererat id denegare. Caeterum etiamsi admitteretur dubium adhuc adesse, hoc iuxta ipsum resolvendum esset favore paroeciae S. Petri. Antiquitus enim unica paroecia S. Petri in oppido Caivano extabat, ex qua postea per dismembrationem exorta est altera S. Barbarae. Verum cum dismembratio in iure sit res odiosa, assignatio territorii in quo extat conventus et ecclesia Capuccinorum favore novae paroeciae non praesumitur facta, sed est demonstranda.

Sermonem deinde instituens de altera controversia in secundo dubio contenta, sustinet viae spatium, quae nunc audit *via asilo infantile* parili modo spectare iurisdictioni parochi S. Petri. Cum enim haec via, existentibus in coenobio Religiosis, esset tantum privata atque connexa tamquam pars cum ecclesia et conventu, illud sequitur, quod illi sit adscribenda cui conventus et ecclesia pertinent, nempe parocho S. Petri, iuxta notum axioma: *accessorium sequitur principale*.

E contra qui iura parochi S. Barbarae tuetur, in genere praemittit quod, cum paroeciae pro fidelium necessitate sint constitutae, in themate satis sit provisum duarum paroeciarum constitutione ad Caivanensem populum regendum. Iamvero ex topographia constat paroeciam S. Petri pervastum territorium atque ingentem parochianorum numerum amplecti, alteram vero S. Barbarae parvo districtu constringi. Unde si haec ratio cum alia cumuletur ex generali iuris dispositione promanante, vi cuius sub nomine districtus paroecialis intelligitur semper adiectum territorium, iam sequitur, nullo habendas esse pretio adversi parochi praetensiones super controversis aedificiis et via.

Ut insuper distincte parochi S. Barbarae iura tueatur, indubium in medium affert chirographum an. 1851, ex quo patet quinam sint duarum paroeciarum limites tempore non suspecto ab utroque rectore patefacti, atque conventum et

ecclesiam Capuccinorum in nullo respectivo districtu recenseri. Verum cum hodie monasterium adnexaque ecclesia non sint exempta, ipsorum subiectionem huic vel illi parocho ex natura vel proximitate cuiusvis districtus esse deducendam contendit. Cum itaque sub nomine districtus paroecialis semper adiectum territorium intelligatur, nemo profecto inficias ibit tum monasterium tum Capuccinorum ecclesiam cum territorio ad S. Barbarae parochum pertinere. E contra S. Petri paroecia, cum ad aliam extremam loci partem sita sit, illa aedificia vindicare non valet quae ultra naturales suae parochiae fines longissime sunt posita, adeo ut ad ea attingenda ei necessarium sit totum Caivanense territorium circumire.

Ulterius advocatus ex facto probare satagit monasterium atque adnexum territorium uti partem revera paroecialis districtus S. Barbarae fuisse semper habitum natura sua ac iurisdictionis exercitio. Sane memorat S. Barbarae parochos data occasione semper retulisse Capuccinos esse in suo paroeciali districtu, prout ex quibusdam paroecialibus regestis eruitur, in quibus animarum status recensentur. Idem deducit etiam ex facto, quod post Regularium discessum, antequam perfunctorie monasterium alterius parochi iurisdictioni subiiceretur, funera illorum qui in eo decedebant, ab uno S. Barbarae rectore fuerint peracta.

Post haec, argumenta ex adversa parte allata expendere satagit, praesertim vero primum documentum an. 1669 in dubium revocat, sive id in se expendendo sive illud comparando cum alio coaevo chirographo contrarium decernente. Ceterum addit, ius semel in anno peragendi processionem ac missam cantandi in ecclesia Capuccinorum, non ideo secumferre iurisdictionem territorialem super ecclesia et monasterio. Dum e contra cum loca nullius iurisdictionis fingi nequeant, hinc est quod, cessata exemptione, ecclesia et coenobium si non iure dominii saltem iure accessionis ad paroeciam S. Barbarae pertinere deberent, instar alvei a flu-

mine derelicti, quod in dominium illorum cedit qui ipsi alveo contermini sunt.

Ad secundum dubium deveniens patronus, limites utriusque paroeciae graphice designatos profert, iuxta ea quae uterque parochus, tempore non suspecto, Episcopo dioecesano perlustranti an. 1851 significarunt. Hinc ipse deducit viam vulgo *asilo infantile* saltem quoad partem superiorem, attingentem nempe monasterium Capuccinorum et conterminam territorio paroeciae S. Barbarae, ad ipsam unice spectare. Ibi enim distinctis viis et plateis, respectivi districtus ambitum quisque parochus assignavit, uterque ex compacto referens uniuscuiusque iurisdictionem separari in platea SS. Annunciationis, ea in parte quae hodiernam quaestionem tangit.

Dubia. I. *An suppressus Conventus Capuccinorum una cum ecclesia eidem adnexa, spectet iurisdictioni parochi S. Petri loci Caivani, vel potius parocho S. Barbarae in casu.*

II. *Cuinam parocho, S. Petri vel S. Barbarae, spectet iurisdictio super via vulgo* viale dell' asilo infantile *in casu.*

Responsa. Sacra C. Concilii, omnibus hinc inde perpensis, die 23 Februarii 1907 rescribere rata est:

Ad I. *Negative ad primam partem; Affirmative ad secundam, salvo tamen parocho S. Petri, qua parocho ecclesiae matricis, iure peragendi consuetas sacras functiones in ecclesia Spiritus Sancti* (1).

Ad II. *Affirmative favore parochi S. Barbarae, excepta parte inferiore, ab Episcopo determinanda iuxta mentem* (2).

---

(1) Ius enim aliquas sacras functiones in ecclesia regulari peragendi, necessario non secumfert iurisdictionem parochialem. Paroecia insuper S. Barbarae contermina est conventui ac ecclesiae Capuccinorum, dum e contra paroecia S. Petri longe ab illis distat *(N. R.)*.

(2) Secunda haec responsio ex prima per consequens fluit *(N. R.)*.

CAESARAUGUSTANA ET MATRITEN.

INDULTORUM CIRCA ORATORIA ET ARAS PORTATILES

Decernitur privilegia altaris portatilis ante Concilium Tridentinum concessa, et deinde non confirmata, esse sublata.

Postulatum. In relatione super statu dioecesis huic S. C. exhibita an. 1905, Archiepiscopus Caesaraugustanus exposuit quod Clemens VII per Breve diei 22 Martii 1530 concessit « duodecim nobilibus viris Hispaniae eorumque uxoribus, filiis utriusque sexus, nepotibus et consanguineis sive praesentibus sive pro tempore existentibus, ut inter alia privilegia gaudeant indulto altaris portatilis cum facultate illud erigendi quolibet in loco, honesto tamen et convenienti, licet sacer non sit. Cum vero tractu temporis, eiusmodi familiae valde nimis multiplicatae sint et in futurum multiplicabuntur, necessario fieri debet ut plurima altaria portatilia et in multis locis erigi possint ». Idcirco Pontificem suppliciter exoravit ut declarare dignetur quid in casu agendum foret.

Eadem ferme postulatio oblata fuerat an. 1901 ab Episcopo Matritensi, occasione quo unus ex descendentibus ab indultariis contemplatis in memorato Brevi exposcebat ut sibi recognosceretur privilegium oratorii privati. Ad huius S. O. interpellationem, idem Episcopus retulit, in urbe Matritensi multum extensa esse privilegia concessa a Brevi Clementis VII. Addidit praeterea extare etiam alia duo Brevia huic similia, nempe Leonis X diei 29 Martii 1522 et Pii VI diei 22 Ian. 1776; privilegia vero contenta in dictis Brevibus esse semper eadem, et sese referre ad facultatem celebrationis missae in altari portatili, ex quo indultarii desumunt sibi inesse facultatem erigendi oratorium privatum.

Porro pars dispositiva in citatis litteris Apostolicis, ad rem quoad pertinet, est sequens: « Liceat tibi et praedictis gaudere altari portatili cum debitis reverentia et honore, super eoque in locis congruentibus et honestis, etiam non sacris et eccle-

siastico interdicto quavis etiam Apostolica auctoritate suppositis, dummodo causam non dederis, et ipsi non dederint, huiusmodi interdicto, nec per te extet nec per illos quominus ea, propter quae appositum fuerit Apostolicum interdictum, executioni debitae demandentur, et antequam elucescat dies per se ipsos, qui presbyteri aut erunt, ac ipsi per proprium vel alium sacerdotem regularem idoneum, in tua et ipsi in sua vel alterius ipsorum ac familiarum domesticorum et extraneorum quinque vel sex praesentia, excommunicatis et interdictis exclusis, missas et alia divina officia celebrare et celebrari facere ac illis interesse.... ac quocumque tempore etiam interdicti eucharistiam et alia ecclesiastica sacramenta a quocumque sacerdote quoties oportuerit (praeterquam in die Paschatis Resurrectionis Dominicae) recipere... ».

Animadversiones. Omissa disquisitione super Brevi Piano edito post Concilium Tridentinum, et cuius tenor non cognoscitur, duae in themate fieri possunt quaestiones, nempe: 1°. utrum dicta indulta elargita a Clemente VII an. 1530 et a Leone X an. 1522 adhuc vigeant post publicationem Conc. Trid., vel potius ab eo sint abrogata; 2°. et quatenus vigeant vel ea confirmari expediat, quaenam cautelae et conditiones circa eorum usum et exercitium sint applicandae ad removendos facile obrepentes abusus.

Quoad primam quaestionem Concilium Trid. *(cap. unic., sess. 22 de observ. et evitand.)* disponit: « Neve *(Episcopi)* patiantur privatis in domibus, atque omnino extra ecclesiam et ad divinum tantum cultum dedicata oratoria ab eisdem Ordinariis designanda et visitanda, sanctum hoc sacrificium a saecularibus aut regularibus quibuscumque peragi ». Ex hoc textu omnes fere auctores arguunt Episcopis quidem fuisse ademptam potestatem concedendi oratoria privata, at nihil dicunt de huiusmodi concessionibus factis a S. Sede ante idem Concilium. Cfr. Fagnanus *(lib. V Decret., cap. 30 de privilegiis, n. 12)* et Benedictus XIV (*De sacrific. missae,*

lib. 3, cap. 6). Quin imo, praeter alias datas resolutiones ab hac S. C., accessit authentica declaratio edita an. 1605 iussu Pauli V, quae ita se habet: « Tametsi S. C. C. optimis innixa rationibus saepissime responderit, celebrandi licentias in privatis oratoriis nonnisi a Sede Apostolica esse concedendas...; Illmi Patres, SSmi D. Nostri iussu significandum duxerunt, facultatem huiusmodi licentias dandi ipsius Concilii decreto unicuique ademptam esse, solique Romano Pontifici esse reservatam ». Quae declaratio firmata fuit variis Pontificum Bullis, nempe a Clemente X in Constit. *Quoniam Sancta,* ab Innocentio XIII in Constit. *Apostolici ministerii,* a Benedicto XIII in Constit. *In Supremo,* et tandem a Benedicto XIV in Constit. *Magno cum animi,* diei 2 Iunii 1751.

Cum itaque neque in praecitato textu Conc. Trid., neque in successivis eius declarationibus, neque in relativis Bullis Pontificiis ulla occurrat mentio de privatis oratoriis ex indulto Apostolico concessis, videretur statui posse cum fundamento quod ea per Tridentinam legem non sunt revocata. Neque videtur posse suffragari illa latissima clausula in fine citati capitis posita, qua Episcopis datur facultas ut ipsi etiam tamquam Apostolicae Sedis delegati ea curent omnia observari, « non obstantibus privilegiis, exemptionibus, appellationibus, ac consuetudinibus quibuscumque ». Nam haec verba optime referri possunt ad privilegia, quibus fruebantur Regulares ante Conc. Trid., vi capitis *In his... de. privilegiis,* concessa ab Honorio III, missam celebrandi in domibus laicorum sive super altari viatico sive super altari fixo, etiamsi laicus privilegium oratorii privati non haberet. Quae privilegia Regularibus concessa, licet in *corpore iuris* relata, tamen a Tridentina Synodo fuerunt abrogata, uti diserte demonstrat Benedictus XIV in citata Constit. *Magno cum animi.* Hinc illae clausulae extendi non possunt ad indulta privati oratorii extraordinario modo nonnullis privatis personis ex specialibus meritis a S. Sede elargita.

Deinde ex praefato Conc. Trid. textu avocata est ad S. Sedem facultas permittendi missae celebrationem in privatis aedibus ab Episcopis ob nimiam facilitatem, qua ipsi utebantur in privatis oratoriis concedendis, sed non videntur fuisse revocatae iam factae concessiones, quia id erat impeditum a temporum circumstantiis, uti erui potest ex § 11 citatae Constit. Benedicti XIV: « Ex eo factum esse, ut non amplius Episcopis facultas sit concedendi usum oratoriorum privatorum in domibus laicorum, causa in iisdem missam celebrandi, cum licentia, quae ab ipsis daretur celebrandi missam in oratoriis privatis, neutiquam stare possit cum praecepto a Concilio eisdem ipsis imposito, ne id permittere debeant: ac proinde praedictum ius ad S. Sedem devolutum fuisse, quoniam circumstantiae temporum et oratoriorum privatorum in laicorum domibus dilatatio minime permittebant, ut eadem prorsus abolerentur ». Si igitur iam ab Episcopis permissa oratoria non fuerunt revocata, multo magis congruit id asseri de indultis huiusmodi a S. Sede licet maiori extensione elargitis; et reapse nullum verbum habetur in dicto textu quod referri possit ad hanc revocationem, unde non tam facile ea videtur admittenda, praecipue cum sit praeiudicialis indultariis iam in suorum privilegiorum possessione existentibus.

Ex altera parte, hucusque allata non videntur tanti esse ponderis, ut tuto affirmari possit dicta privilegia non fuisse abolita. Sedulo notanda est distinctio inter privatum vel domesticum oratorium, et privilegium arae portatilis. Quoad primum, quod non est aliud nisi locus in privatis aedibus sive laici sive clerici destinatus ad celebrandum, requiritur semper locus fixus; at non ita dici potest de ara portatili, quae erigi potest in quocumque loco etiam non sacro, dummodo sit conveniens et honestus, uti clare ex verbis relatis Brevis Clementis VII, quibus privilegium fuit concessum.

Praeterea in themate agitur de privilegio maxime a iure

exorbitanti, tum ratione personarum, quia extenditur ad omnes utriusque sexus descendentes a primis indultariis sive in linea agnatitia sive in linea cognatitia; tum ratione temporis, quia nulla adiicitur clausula ratione durationis; tum ratione ipsius concessionis, quia in indulto neque exceptio ponitur quoad dies solemniores. Iamvero huiusmodi indulta tam a iure exorbitantia circa missae celebrationem in dicto Conc. Trid. capite fuisse abrogata et abolita patet, si attente expendantur verba, quae dispositionem prohibitivam inibi sequuntur et quae sunt sequentia: « Haec igitur omnia quae summatim enumerata sunt, omnibus locorum Ordinariis ita proponuntur, ut non solum ea ipsa, sed quaecumque alia huc pertinere visa fuerint, ipsi pro data sibi a Sacrosancta Synodo potestate ac etiam ut Delegati Sedis Apostolicae prohibeant, emendent, corrigant, statuant, atque ad ea inviolate servanda censuris ecclesiasticis aliisque poenis, quae illorum arbitrio constituentur, fidelem populum compellant, non obstantibus privilegiis, exemptionibus, appellationibus ac consuetudinibus quibuscumque ».

Sane in praecedenti parte eiusdem capitis facta fuerat Episcopis inhibitio permittendi missae celebrationem in privatis aedibus, vel in alio loco qui ad cultum non esset dicatus ob obrepentes abusus. Verum quia ad hos legitimandos obtendi poterant privilegia, vel exemptiones, aut consuetudines, Concilium Trid., utens clausula amplissima, « omnia quae summatim enumerata sunt, vel quaecumque alia huc pertinere visa fuerint », per supra relata verba intendit omnia prorsus abrogare, « non obstantibus privilegiis, exemptionibus... ». Si igitur omnia privilegia, vel quaecumque alia huc pertinere videntur, circa missae celebrationem in privatis aedibus vel in loco non sacro fuerunt abolita, profecto dicendum est etiam fuisse ex dispositione citati capitis comprehensa indulta altaris portatilis a Clemente VII et Leone X concessa ante Conc. Tridentinum.

Quod autem clarius evadit, si expendantur sive declarationes huius S. C., sive Bullae Pontificiae, sive auctoritas canonistarum. Ex his enim firmatur, quod facta abrogatio extenditur ad omnia privilegia non exclusis quae in *corpore iuris* continentur. Ita tenent Gatticus *(De usu altaris portatil., cap. 13)*, Fagnanus *(cap. In his..... de privilegiis)*, Benedictus XIV *(De sacrif. miss., lib. 3, cap. 6)*, qui *(Instit. eccl. 34, § 3, n. 10)* haec circa altaris viatici privilegium asserit: « Quae cum ita sint, ut omnis in posterum arceatur falsa species, singulis notum facimus aras portatiles, quae permissae antea fuerant, Conc. Trid. decreto *sess. 22, cap. unic., de evitandis...* sublatas penitus fuisse, quod Sacra etiam Congregatio unica eius interpres non semel iudicavit ». Eadem repetit loquendo de Regularibus per Conc. Trid. dicto privilegio privatis in citata Constit. *Magno cum animi*, *§ 29*: « Hinc necessario consequitur S. Conc. Trid. tam praecedentibus altaris viatici privilegiis derogasse, quam facultati missam in privatorum domibus, sine Episcopi licentia celebrandi: atque ulterius Episcopum tamquam Sedis Ap. Delegatum contra inobedientes procedere posse, etiamsi exempta sint; nullum vero esse privilegium, vel exemptionem, quae obstet quaeque impediat quominus abusus tollantur ».

Idem eruitur ex Bulla Gregorii XIII concessiva usus altaris portatilis in locis missionum. Re quidem vera Amostasius *(De caus. piis, lib. 5, cap. 11, n. 31)* reprobans sententiam nonnullorum praetendentium per Conc. Trid. Regularibus non fuisse ablatum usum altaris portatilis, haec habet: « Haec sententia hodie admittenda non est in praxi... Nam sententia contraria solidissimis nititur fundamentis praecipue ex Bulla Gregorii XIII concessa PP. Iesuitis, ubi dando facultatem ut in missionibus in altari portatili celebrent, supponit similia indulta a Trid. esse sublata: - *ibi* - Usum altaris viatici a f. r. Paulo Papa III concessum et deinde a Tridentino universe sublatum, vobis eatenus restituimus ».

Quin imo ea prohibitio ita rigorose accepta fuit, ut ne Episcopis quidem ac Cardinalibus permissus fuerit, excepta erectione oratorii in domo propriae habitationis, usus altaris viatici in aedibus laicorum, uti constat ex decreto Clementis XI diei 15 Dec. 1703: « Ad abusus huiusmodi eliminandos SSmus D. N. ex unanimi voto S. R. E. Cardinalium S. Conc. Trid. Interpretum inhaerendo declarationibus alias hac de re editis expresse declarat, Episcopis et his maioribus Praelatis etiam Cardinalatus dignitate fulgentibus neque sub praetextu privilegii in corpore iuris clausi neque alio quoquo titulo, nullo modo licere extra domum propriae habitationis, in domibus laicis, etiam in propria dioecesi, quod fortius intelligitur in aliena, etiamsi dioecesani consensus adhiberetur, erigere altare, ibique sacrosanctum missae sacrificium celebrare, sive celebrari facere ». Haec tamen declaratio postea ita temperata fuit a decisionibus Innocentii XIII et Benedicti XIII quae referuntur in Synodo Romana an. 1725 *cap. 15, n. 3*, ut ea esset intelligenda de usu altaris portatilis seu de erectione oratorii in domibus privatis absque legitima et rationabili causa. Hinc Episcopi et potiori iure Emi Cardinales dicto privilegio uti possunt occasione s. visitationis, tempore itineris, vel in aliis similibus circumstantiis. Cfr. De-Angelis *(Praelect. can., lib. 1, tit. 41)*.

Nec desunt exempla revocationis huiusmodi Pontificiorum indultorum quae, concessa ante Concilium Tridentinum, postea a S. Sede declarata fuerunt uti abrogata, vel moderata fuerunt. Ita in decreto S. C. Rituum diei 31 Aug. n. 3273; necnon in Brevi Pii VII diei 19 Apr. 1817 relato in *Collectione authent.* eiusdem S. C. sub n. 2586. Cfr. etiam votum in dicta *Collectione*, vol. 4, pag. 178 hac de re editum. Ex hucusque igitur elucubratis non videtur posse ambigi, quod privilegia altaris portatilis in themate concessa, iure Tridentino inspecto, sint penitus abolita.

Verum quatenus magis expediens esset, ut dicta privi-

legia declarentur non penitus ablata seu melius ut restituantur et serventur, (neque desunt causae, tum quia nimiae familiae offensae manerent ex abolitione praetensi privilegii, tum ut magis excitetur pietas et affectio nobilium familiarum erga S. Sedem) non absque re esse videtur, etiam prae oculis habitis quae Benedictus XIV decernit circa oratorii privati concessionem more nobilium in Constit. *Magno cum animi*, nonnulla in casu innuere temperamenta. Horum primum esse posset ut nemo ex citatis Bullis vindicato privilegio uti valeret, nisi praevia recognitione et licentia Ordinarii in scriptis. Ordinarius autem hanc veniam tantum impertietur illis familiis, quae demonstrent se esse in possessione eiusdem privilegii, et insimul probent descendentiam habere a primis Bullarum indultariis, et quae insuper bonis moribus et religione commendantur.

Secunda conditio esse posset, ut dicta concessio quae antiquitus locum habebat latissimis terminis sub forma *Bullae Cruciatae* et indulgebatur per modum altaris portatilis, nunc fiat tantum permittendo indultario erectionem oratorii privati, in domo eius domicilii vel quasi domicilii, cautelis appositis, quod sit decenter ornatum, a domesticis usibus seiunctum, quod prius visitetur et approbetur ab Ordinario vel eius Delegato, et in quo una tantum missa semel in die celebretur exceptis diebus solemnioribus, aliisque servatis quoad praesentiam indultarii pro satisfactione praecepti audiendi missam, et pro extensione ad affines vel consanguineos, quae Benedictus XIV in nuper citata Const. praescribit in expeditione Brevis pro huiusmodi indultis.

Tertia conditio esse posset, ut attenta dilatatione familiarum, quae de die in diem usque augetur, et attentis mutatis conditionibus temporum et societatis, ad eliminandos abusus, nova concessio facienda personis in possessione dicti privilegii, extendatur ad filios tantum primae generationis, praevia tamen recognitione et annuentia Ordinarii in scriptis.

Quarta demum conditio esse posset, ut super hisce vel aliis quae pro re nata cavere decernatur, opportunum redigatur decretum communicandum tum Archiepiscopo Caesaraugustano, tum Episcopo Matritensi.

Decisio. Emi Patres S. C. Concilii, omnibus rite perpensis, die 23 Martii 1907 decernendum rati sunt:

Privilegia altaris portatilis concessa ante Concilium Tridentinum, et deinde non confirmata, esse sublata; et ad mentem (1).

ASCULANA

OPTIONIS

An ius optionis exerceri possit in beneficiis S. Sedi reservatis ratione mensium vel familiaritatis Papae.

Restrictus facti. Per obitum sac. Felicis Ferretti, domus Pontificiae, die 8 Ianuarii 1906 vacavit praebenda canonicalis sub n. V in Capitulo Cathedralis Asculanae. Cum vacatio praebendae in mense S. Sedi reservato contigisset, can. Constantius Flaiani Mazzoni, iam investitus in eodem Capitulo praebenda XIII sed reditu carente utpote a Gubernio italico suppressa, supplicem libellum ad Datariam Apostolicam die 15 eiusdem mensis obtulit pro ea obtinenda una cum canonicatu vacante.

At die 19 successiva, consimilis libellus exhibitus est a can. Caesare Taliani, iam fruente praebenda canonicali VII qui, uti antiquior in possessione canonicali prae alio concur-

(1) Huiusmodi authentica Concilii Tridentini interpretatio, quae coeteroquin nititur iam alias editis similibus ab eadem S. C. Concilii declarationibus, quamvis data sit occasione praesentis quaestionis, attamen indolem ordinis generalis non est dubium ipsam praeseferre. Indulta autem oratorii privati ante Conc. Trid. concessa, de quibus heic quoque sermo fit, in suo robore permanere censentur, dummodo verificentur aliae requisitae conditiones. *Mens* demum potius ad hodiernam propositam quaestionem sese refert *(N. R.)*.

rente, rebatur sibi competere vacantem praebendam vi iuris optionis Capitulo Asculano spectantis. Re vero delata a Card. Pro-Datario ad S. Pontificem in audientia diei 12 Februarii mox elapsi, SSmus ad praebendam sub n. V nominavit Constantium Flaiani. De hac nominatione primo apud Apost. Datariam conquestus est can. Taliani, quasi per eam illatum fuisset praeiudicium iuri optionis in Capitulo Asculano existenti; deinde vero contra expeditionem Bullae Apost. favore sui competitoris Flaiani apposuit impedimentum, quod vocant *Nihil transeat*.

Rogatus Episcopus Asculanus ut referret de existentia, vel non, iuris optandi in suo Capitulo, eius existentiam confirmavit, nonnullos allegans casus peractae optionis etiam in mensibus reservatis, depromptos ex actis capitularibus anni 1785, 1841 et 1891. Hisce acceptis, quaestio a Dataria Apost. ad hanc S. C. pro solutione remissa fuit.

Restrictus iuris. Advocatus a can. Taliani adlectus, ut demonstret ius optandi pinguiores praebendas exerceri posse a canonicis Asculanae ecclesiae etiam quando agitur da canonicatu vacato in mensibus Papalibus, praemittit textum regulae IX Cancellariae Apost., quae a Riganti ita refertur: « SSmus D. N. omnia beneficia ecclesiastica.... ubicumque existentia in singulis Ianuarii, Februarii, Aprilis, Maii, Iulii, Augusti, Octobris et Novembris mensibus usque ad suae voluntatis beneplacitum, extra R. Curiam alias quam per resignationem quocumque modo vacatura...., dispositioni suae generaliter reservavit.... Consuetudines etiam immemorabiles optandi maiores ac pinguiores praebendas, nec non privilegia etiam in limine erectionis concessa et indulta Apostolica circa ea, ac etiam disponendi de huiusmodi beneficiis, aut quod illa sub huiusmodi reservationibus numquam comprehendantur...., quomodolibet concessa adversus reservationem huiusmodi minime suffragari.... ».

Atqui, subdit patronus, ius optandi competens Capitulo

Asculano non cadit sub praefata regula. Nam inibi deletae sunt consuetudines quantumvis diuturnae optandi pinguiores praebendas; dum e contra ius optandi Capituli Asculani non nititur nuda consuetudine, sed duabus Bullis Pontificiis, nempe Bonifacii IX an. 1394 et Gregorii XII an. 1411. Quin obiiciatur eodem iure esse censendum privilegium et consuetudinem relate ad citatam regulam; reponit enim quod haec regula, utpote abolitiva iurium iam quaesitorum, est stricte interpretanda, quia res est de odiosis. Neque dicatur eamdem regulam extendi etiam ad privilegium per verba: « nec non privilegia etiam in limine fundationis concessa et indulta Apostolica circa ea »; haec enim verba non referuntur ad ius optandi, sed potius ad privilegium concessum a S. Pontifice conferendi beneficia. Scatet id ex contextu: in prima enim parte abolentur consuetudines optandi praebendas, in secunda autem indulta circa ea (non praebendas sed beneficia) scilicet « privilegia etiam disponendi de huiusmodi beneficiis ». Hoc sensu ait intelligi etiam a Riganti *(Comment. ad Reg. IX Canc. Ap., § 5, n. 41)*.

Sed etiamsi, urget advocatus, consuetudo et privilegium in casu aequiparentur, attamen quaecumque optio proscripta non est in mensibus Papalibus. Auctores, inter quos Riganti *(loc. cit.)*, hanc distinctionem invexerunt in praefata regula explicanda. Vel praebenda, quae optatur certo canonicatui est adiuncta, et tunc, cum ipsa individuum aliquod efformet cum canonicatu, optioni obnoxia esse nequit, sed conferenda est ab eo cui canonicatus collatio pertinet in mensibus Ap. nempe ab Ap. Dataria. Vel praebenda optanda ita est disiuncta a canonicatu, ut modo ab uno, modo ab alio possideatur, et tunc nulla repugnantia habetur inter Datariam Ap. et ius canonici antiquioris optantis pinguiorem praebendam; nam hic, retento canonicali titulo, vacantem optat praebendam, ea dimissa a se prius possessa, quam Ap. Dataria conferet una cum vacante canonicatu.

Hinc sedulo notat advocatus fieri posse ut in aliquo Capitulo tot adsint praebendae, quot sint canonicatus. In hoc casu unio dupliciter evenire potest, nempe *specifice* quatenus praebenda certo canonicatui sit perpetuo unita; vel *generice* et accidentaliter, quatenus praebenda semper cum aliquo canonicatu possidetur, sed modo huic vel illi variabiliter unita manet. Atqui tantum optio praebendae unitae, ut in primo casu, directe opponitur citatae regulae Canc. Apost.; ea enim impedit collationem beneficii ex parte S. Sedis, cum illud sit inseparabiliter praebendae optatae unitum. Sed id praedicari non potest de altera specie unionis variabilis et accidentalis; collatio enim canonicatus cum aliqua praebenda semper reservata manet S. Sedi. Allatam doctrinam et distinctionem probari ait a nonnullis huius S. C. responsis, nimirum in *Signina* 27 Martii 1858, in *Urbevetana* 26 Apr. 1856, in *Capuana* 17 Dec. 1853 et in *Casertana* 2 Iunii 1838, in quibus ius optionis recognitum fuit etiam in mensibus Papalibus, quia unio praebendarum cum canonicatibus erat tantum generica non autem specifica. Ad rem adducit etiam exemplum Cathedralis Cordubensis relatum a Garcia *(De benef., part. 5, cap. 1, n. 456 et 457)* de optione in mensibus S. Sedi reservatis.

Quo praestito, ut concludat huiusmodi decisiones esse etiam applicandas Capitulo Asculano, probare nititur quod in ecclesia Asculana praebendae sunt seiunctae a canonicatibus. Contendit primo hanc seiunctionem semper praesumi et consequenter, ut tradit Riganti *(l. c., n. 5)*, « qui huiusmodi adnexionem allegat, eam probare debet, cum sit quid facti ». Deinde dictam praebendarum disiunctionem in themate probat ex eo quod Capitulum Asculanum ab initio potiebatur communi patrimonio; postea ex massa communi bonorum efformatae sunt praebendae et cum titulo canonicali adiunctae sunt, sed tantum separabiliter seu quin earum primaeva natura immutaretur, sicuti arguitur ex me-

thodo optionis a Capitularibus invecto et a Bullis Pontificiis confirmato. Id evincit auctoritate can. Petri Capponi, qui de hac origine testatur in historia Capituli Asculani.

Quod vero talis optionis modus in posterum non fuerit immutatus, advocatus probare satagit, nedum ex eo quod lex a Pontifice firmata nulla privata auctoritate inverti poterat, sed etiam ex pluribus peractis optionibus, quae contigerunt annis 1789, 1818,- 1819 et 1841.

Ex altera vero parte praemittitur quod materia optionis est odiosa, utpote praeiudicans ordinariis beneficiorum collatoribus. Unde, ut ait Barbosa *(de can. et dignit., cap. 30, n. 2)*, facienda est interpretatio per quam statutum de optando minus quam fieri possit deroget iuri communi, hinc sequitur quod ea non praesumitur sed ab allegante est rigorose probanda; hoc eo vel magis valere debet in praesenti casu in quo praetenditur optio in beneficiis S. Sedi reservatis, quod contradicere conceptui videtur optionis, quae iuxta communem definitionem exerceri solet in praebendas non reservatas. Cfr. Barbosa *(l. c.)*, Moneta *(de opt., cap. 1)*, Monitore eccles. *(vol. 13, pag. 375)* etc. Age vero ex duobus capitibus desumi potest Capitulo Asculano spectare ius optionis nempe ex Bullis Apostolicis et ex immemorabili consuetudine in eodem Capitulo vigente; at si utrumque caput ad trutinam revocetur non satis fundata videtur existentia memorati iuris seu privilegii.

Capitulum prae primis allegat Bullas Bonifacii IX an. 1394 et Gregorii XII an. 1411 praecedentes regulis Cancellariae Ap. editis primum a Martino V an. 1418 et a Nicolao V an. 1447; at nihil ex hisce deduci potest favore Capituli Asculani: 1. quia hae abrogatae fuerunt a posterioribus regulis Cancellariae et in specie a regula IX in qua sermo est de reservatione beneficiorum ratione mensium Papalium. In hac regula nedum fit derogatio immemorabili optandi consuetudini, sed etiam quibuscumque privilegiis et indul-

tis Apostolicis concessis sub quacumque latiori formula, quorum tenores ad effectum derogationis censentur in citata regula expressi, et nullimode suffragari dicuntur adversus factas reservationes. 2°. Capitulum ad probandum quod dictum privilegium extitit etiam post introductas Cancellariae regulas, profert Bullam Pii V an. 1566, in qua occasione collationis canonicatus fit pro ea vice tantum derogatio iuri optionis. Sed haec Bulla contradicitur ab alia Pii VI Bulla collationis canonicatus favore Vincentii Ambrosii an. 1785, in qua positive excluditur praefatum ius optandi; edicitur enim hoc ius a nonnullis Capitularibus fuisse praetensum, sed eis minime competere; tantum additur, huic iuri, in hypothesi quod existeret, fieri derogationem ad effectum gratiae.

Sed neque minus constat de asserta consuetudine. Haec enim initium duceret a praetensis Bullis Apostolicis privilegii optionis concessivis; sed ad inducendam consuetudinem in optione, ut tradit Moneta *(De opt., cap. 2, n. 23)*, « non sufficit erroneus consensus, sed requiritur quod ex certa scientia inducta fuerit, animoque inducendi consuetudinem ». Capitulum appellat etiam ad capitulares constitutiones; sed earum statuta nequeunt iuri communi minusque iuribus S. Sedis praeiudicare. Capitulum contendit consuetudinem fuisse recognitam a Pio V in Bulla collationis canonicatus factae sacerdoti Marcolini an. 1566; sed haec fuit temperata a subsequenti Bulla Pii VI an. 1785, in qua post instructum hac de re processum clare edicitur optionem Capitulo Asculano minime competere, quod praesumere facit nullum optionis ius suffragari Canonicis Asculanae ecclesiae.

Hisce tamen non obstantibus, Canonici ex illo aevo, in contradictionem Bullae Pii VI, nonnullos actus optionis perfecerunt usque ad an. 1841; at pleraeque ex ipsis factae sunt in mensibus episcopalibus. Paucae autem optiones in mensibus Papalibus, peractae post Bullam Pii VI, novam consuetudinem inducere nequibant; quia toties quoties novus

creatur Pontifex, eam in suo principio damnat, ceu tradit Passerinus *(in 6°. Decretal., lib. 1 de cons., cap. 4 Cum in tua, n. 80)*.

Verum etsi detur huiusmodi ius optionis competere Capitulo Asculano, extra tamen dubitationis aleam est illud non extendi ad beneficia vel praebendas reservatas S. Pontifici ratione mensium. Id patet ex communi doctrina recepta apud auctores, ut tradit ephemeris *Monitore eccles.* (vol. 13, pag. 375), nec non ex ipso conceptu optionis, quae definiri solet, « ius quoddam quo antiquiores canonici, propria dimissa praebenda, aliam vacantem quae reservata non sit, intra certum tempus eligere et consequi valeant ». Cfr. Moneta *(De opt., cap. 1, n. 13)*, Scarfantonius *(ad Ceccoper., lib. 4, tit. 6)* etc. In re vero nostra id clarius erumpit ex ipso tenore regulae IX Cancellariae Apost., in qua statuitur: « Consuetudines etiam immemorabiles optandi maiores et pinguiores praebendas nec non privilegia etiam in limine erectionis concessa et indulta Apostolica circa ea..., adversus reservationem huiusmodi minime suffragari ».

Defensor canonici Taliani invexit quidem distinctionem de praebendae cum determinato canonicatu specifica vel generica unione, quam vallat auctoritate Riganti: sed eiusdem textus alligatus de alio casu est intelligendus, nempe, ut idem auctor *(loc. cit., n. 18)* docet, « quando agitur de alia reservatione generaliter deducta vel ab *Extrav. Ad regimen* vel ab aliis regulis Cancellariae ». Imo ipse Riganti *(loc. cit., n. 16)* haec habet: « Secundus casus est quando agitur de proviso Apostolico rigore reservationis regulae generalis resultantis ex regula IX, et tunc, ad effectum ut optio excludatur non est necesse quod praedium, domus etc. sit adnexa certo canonicatui in specie, sed satis est quod sit adnexa canonicatui in genere ». Eamdem doctrinam propugnat Card. De Luca *(De pens., disc. 15)*. Adverti etiam posset quod citata clausula non de beneficiis aut canonica-

tibus loquitur, sed taxative de praebendis, nulla adhibita distinctione « consuetudines etiam immemoriales optandi maiores et pinguiores *praebendas...* » ; hinc aptari posset principium : *quod lex non distinguit nec nos distinguere debemus.*

Id etiam confirmatur ex stylo Datariae Ap., quae beneficia ratione mensium Papalium reservata conferre solet, non attenta contraria consuetudine etiam immemorabili optandi in mensibus Apostolicis ; et id etiam evenisse pro Asculana dioecesi probari potest ex variis Bullis expeditis ab eadem Dataria pro beneficiis vacatis in mensibus Papalibus. Quod si antiquitus in hisce Bullis apponi consuevit clausula derogatoria iuri optionis, id factum fuit non ad iuris reservationem vel praeservationem, sed potius vel ad petitionem partis vel ad evitandas controversias. De hoc fidem facit Riganti *(loc. cit., n. 22).* Neque minus recte asseritur, quod per exercitium optionis nullum Datariae Ap. iuribus praeiudicium inferatur ; nam, posita optione, licet Dataria conferret titulum vacantis canonicatus, tamen praebenda conferenda esset illa ab ultimo optante dimissa, seu praebenda inferioris imo in casu nullius reditus, cum ultima praebenda nempe XIII a Gubernio suppressa reditibus careat ; quod quam sit indecens et damnosum dignitati S. Sedis nemo est qui non videat.

Insuper patrocinator contendit suam thesim communire etiam quatuor resolutionibus ab hac S. C. editis. At illae decisiones, praeterquamquod respiciunt casus particulares, et hinc ad praesentem quaestionem non sunt extendendae, non perfecte congruunt cum hodierna. Sane in *Signina* agebatur de canonicatu super cuius praebenda, facta resignatione a possessore, manus apposuerat Pontifex per impositionem pensionis. In *Urbevetana* numerus domorum praebendis adnexarum non respondebat numero canonicatuum, quae numeri disparitas sive in domibus sive in praebendis cum numero canonicatuum dat locum optioni etiam in beneficiis reservatis ratione mensium Apostolicorum iuxta doctrinam

Card. De Luca, ut patet ex folio dictae causae. Item in *Casertana* et *Capuana* agebatur de speciali privilegio optionis concesso a S. Sede iisdem Capitulis in regno Neapolitano, quae ante concordatum an. 1818 optione fruebantur, uti liquet ex folio causae *Casertanae*.

Ceterum, licet in Capitulo Asculano ius optionis admittatur, non ideo sequitur canonicum Taliani ad praebendam canonicalem sub n. V ius habere, cum ius optionis rite exercitum non fuerit. Optio enim locum habet, retento priori titulo canonicali, ad vacantem tantum praebendam; et nulla opus est provisione Apostolica sed sufficit tantum simplex declaratio coram curia. Sed canonicus Taliani optavit praebendam et canonicatum simul, ergo non peregit optionem in sensu canonico, sed potius postulationem fecit ad praebendam et canonicatum obtinendum, quo sensu improprio aliquando optionem sumi testis est Moneta *(loc. cit., cap. 1, quaest. 1)*. Hac ratione optavit etiam suus competitor Flaiani. Quum igitur potius quam per viam iustitiae processum sit per viam gratiae, nihil obstat quominus gratia per Bullam Apostolicam expediatur favore can. Flaiani Mazzoni.

Dubium. *An a Dataria Apostolica expedienda sit Bulla collationis canonicatus et praebendae sub n. V favore sacerdotis Constantii Flaiani Mazzoni in casu.*

Rescriptum. Sacra Congr. Concilii, re sedulo perpensa, die 26 Ianuarii 1907 respondendum censuit:

Attentis omnibus, affirmative.

Repropositio causae. Sed cum ab hac decisione procurator canonici Taliani beneficium novae audientiae obtinuisset, hinc controversia iterum proposita fuit.

Advocatus, censens in praesenti casu invocatam et applicatam fuisse etiam regulam VII Cancellariae Ap., eam nullimode obstare contendit. Regula haec ita sonat: « Item reservavit generaliter Pontifex dispositioni suae omnia beneficia cubiculariorum etiam honoris nuncupatorum ac cursorum suorum,

declarans in praedecessorum suorum RR. Pontificum constitutionibus et regulis reservatoriis beneficiorum cubiculariorum, etiam cubicularios honoris nuncupatos, etiam a die earum editionis et publicationis intelligi et comprehendi et comprehensos fuisse et esse ».

Revera, ait ipse, certum est expressam optionis derogationem saltem requiri in reservationibus ex alio titulo quam ratione mensium, proindeque regulam VII contra optionem in praebendis tantum generice canonicali titulo adnexis opponi non posse. Id expresse docetur ab ipso Riganti *(ad Reg. IX, § 5, n. 18)*: « Tertius casus est quando agitur de alia reservatione generaliter deducta vel ab *Extrav. Ad Regimen...* vel ab aliis regulis Cancellariae, et hoc casu, licet tituli canonicales optari non possunt..., huiusmodi tamen res temporales optari possunt quoties non concurrit specialis derogatio ». Ad rem advocatus expendit in cit. *Extravag. 19 de praebendis, Inter communes* agi de reservatione beneficiorum officialium Curiae Romanae inducta a Benedicto XII, quae postea fuit translata et firmata in regula I Cancellariae Ap.; postea successit regula VII pro beneficiis reservandis a cubiculariis honoris possessis, et quae non continebantur sub regula I. Verum reservatio vi huius regulae firmior est, quanto strictiori familiaritate ligantur Pontifici Curiae officiales prae cubiculariis honoris. Si itaque optio ad praebendas unitas admitti potest contra regulam I, a fortiori praevalere debet contra regulam VII.

Ulterius dicta regula invocari non potest ex alio titulo. Canonicus Ferretti, de cuius praebenda ab eo obtenta nunc disputatur, quando defunctus fuit non amplius recensebatur inter cubicularios honoris Pontificis; id clare constat ex libro quotannis vulgari solito de ecclesiasticis dignitariis, et qui vulgo audit *Gerarchia cattolica*. Huius honorifici tituli, qui morte Pontificis concedentis expirat, idem canonicus neglexit confirmationem consequi ab actuali S. Pontifice; hinc tem-

pore, quo ipse demortuus est, iam desierat reservatio beneficii ab eo possessi, quia desierat reservationis causa.

Quin obiiciatur quod reservatio, cum sit perpetua, etiam perdurare debeat post amissam dignitatem. Hoc enim refragatur generali iuris principio, quod docet legi amplius locum non esse, cum ratio defecit, qua legislator motus est ad eam condendam. Utique aliqua exceptio admissa fuit, sed haec valet tantum pro officialibus in Curia Romana, quorum beneficia reservata manent etiam post dimissum officium, ut patet ex regula I. Ratio huius exceptionis in eo consistit iuxta praefatum Riganti *(ad regul. I, § 4; ad regul. VII, n. 21)* quod dicti officiales adhuc restant Protonotarii Apostolici. Quae praedicari nequeunt de cubiculariis honoris.

Praeterea notum est quod per Papae obitum omnes extinguuntur reservationes, ita ut hoc principium applicetur etiam Curiae officialibus pro beneficiis quae ipsi obtinere porrexerunt post dimissum officium. Nam Riganti *(ad reg. I Cancell. Ap., § 4, n. 277)* habet: « Si Papa moriatur postquam officialis desinet habere officium, per illius obitum beneficia eius, qui desinit esse officialis ante Papae mortem, non sunt reservata, quia reservationes fuerunt per mortem Papae extinctae, sicuti Regulae Cancellariae ». Ergo et praebenda obtenta a canonico Ferretti, quae durante vita Leonis XIII erat reservata utpote quia huius ille erat cubicularius ad honorem, desiit esse qua talis, eiusdem Pontificis secuta morte. Sed facta a novo Papa regularum Cancellariae Ap. publicatione, illa reservatio reviviscere non potuit, eo quia canonicus amissum et expiratum honoris titulum, non fuit sollicitus iterum postulare et consequi.

Neque item ullum inveniretur perfugium ex eo, quod licet dicta praebenda desiit esse reservata, tamen mansit affecta Pontifici, unde circa eam ius optionis exerceri nequiret. Observat enim advocatus hanc distinctionem nulla scripta lege fulciri. Inde evenit ut quoties controversia orta est apud

hanc S. C. de assequendis praebendis per optionem, quae censebantur reservatae nullum inter affectionem et reservationem factum est discrimen, uti patet ex quatuor causis in prima disceptatione allatis.

Ex altera vero parte, ea quae recenter allata sunt a defensore canonici Taliani non tanti ponderis esse videntur ut a data decisione sit recedendum. In themate enim applicari posse etiam regulam VII Cancellariae Ap. de cubiculariis Papae ad honorem, depromitur ex doctrina ipsius Riganti *(Comment. ad regul. IV, part. 5, n. 161)*: « Pro coronide tandem sciendum est quod reservatio ex capite familiaritatis Papae, quemadmodum illa quae oritur ex familiaritate Cardinalium, est perpetua nec extinguitur per dissolutionem eiusdem familiaritatis ob Pontificis obitum ex clara dispositione *Extravag. Ad Romani Pontif.* Si enim beneficia familiarium Cardinalium non sunt a reservatione immunia etiam soluta familiaritate, ut in sequenti §, *num. 79 et 97*, potiori iure a reservatione exempta esse non debent beneficia familiarium et commensalium Pontificis, quamvis dissoluta sit commensalitas: haec quippe indubitanter potentior est, quam illa Cardinalium ».

Iam vero quod cubicularii honoris sint aequiparati quoad reservationes beneficiarias veris Pontificis familiaribus ita ut etiam sub citata regula IV comprehendantur, est res certissima uti idem auctor tradit in praecedentibus *nn. 151-154* ob Pauli V dispositionem. Ratio huius dispositionis perbelle redditur ab eodem Riganti, qui, in prooemio dicti *Commentarii, n. 75 et 76*, explicans differentiam inter reservationem ratione mensis et ratione personae, tradit illam ratione mensis inductam, Sede Apostolica vacante, cessare, sed non hanc, quia « in hoc secundo casu reservatio inducitur a principio statim ac beneficiatus fuit subcollector aut familiaris, vel beneficium extitit prima dignitas vel alio modo fuit beneficium reservatum ». Per hanc autem reservationem quae fortior est

illa ratione mensium, fit ut beneficium vel praebenda semper remaneant R. Pontifici affecta, ita ut nullus de ea amplius disponere possit prout clare traditur in Constit. *Extravag. Inter commun. 14, Ad Romani Pontif., de praebendis*: « Per huiusmodi reservationem et decretum remansisse et remanere semper affecta (beneficia, canonicatus) nullumque de his cum primum vacare contigerit praeter eumdem R. Pontificem ea vice quovis modo disponere potuisse, harum literarum serie declaramus ». Cum igitur haec reservatio, utpote ratione personae inducta et non mensis, non expiret neque dissolutione familiaritatis, neque morte Pontificis aut beneficiati; hinc patet ipsam etiam nunc perdurare.

Dubium. *An sit standum vel recedendum a decisis in casu.*

Responsum. Emi Patres S. C. Concilii, re ad trutinam iterum revocata, die 23 Martii 1907 rescribere mandarunt:

In decisis (1).

(1) Ex hucusque disputatis in linea iuris colligere fas est, ius optionis exerceri haud posse quoad beneficia reservata S. Sedi ratione mensium. Clara enim sunt verba regulae IX Cancellariae Ap., quibus omnes consuetudines contrariae, privilegia ac indulta Apostolica circa beneficiorum dispositionem penitus abolentur per clausulam fortissimam derogatoriarum derogatoriam. Praeterea vi regulae VII reservantur S. Sedi beneficia possessa a familiaribus domus Pontificiae, cuiuscumque gradus sint vel dignitatis, non exclusis cubiculariis honoris tantum sive de Urbe sive extra Urbem, quum eadem regula generali modo loquatur nec ullam innuat hac in re distinctionem. Quod valet etiam in casu quod cubicularius honoris, post mortem Pontificis ipsum creantis, renovationem tituli honorarii vel non petierit vel etiam haud obtinuerit; nam beneficium semel affectum et reservatum, semper remanet idem *(N. R.)*.

EX S. CONGR. DE PROPAGANDA FIDE

Litterae Encyclicae circa capellanos castrenses Angliae.

Questa S. Congregazione volendo regolare con sicure norme la dipendenza e l'esercizio del sacro ministero dei cappellani cattolici, tanto dell'esercito come della marina inglese, ha preso coll'approvazione del Sommo Pontefice le seguenti disposizioni:

1. L'Arcivescovo *pro tempore* di Westminster è il Superiore ecclesiastico di tutti i cappellani militari cattolici *commissionati* dell'esercito inglese di terra: come altresì di quelli di mare.

2. Per ciò che riguarda i primi tratterà col Governo per la nomina dei medesimi, e ne sorveglierà in seguito la condotta con quelle misure che crederà espedienti; esigendo da essi che ogni semestre, od almeno ogni anno lo informino del proprio stato e delle proprie occupazioni.

3. I cappellani *commissionati* nominati dal Governo riceveranno esclusivamente dal detto Arcivescovo le facoltà che in forza della sua giurisdizione ordinaria o delegata possono da lui concedersi: quali facoltà verranno esercitate dai detti cappellani nel luogo determinato dallo stesso Arcivescovo a vantaggio soltanto dei militari, delle loro mogli e figli viventi sotto la tutela dei genitori. Le dette facoltà perdurano anche nel tempo delle traslazioni dei cappellani, fino a che prendano la cura della nuova stazione: ma subito che saranno avvisati della traslazione, son tenuti a renderne informato l'Arcivescovo stesso.

4. Detti cappellani si presenteranno all'Ordinario del luogo dove si trovino occupati, considerandosi soggetti a lui in ciò che riguarda la loro condotta come ecclesiastici: nè mancheranno di fargli conoscere le facoltà ricevute dal Delegato della S. Sede relativamente ai militari: quantunque per l'e-

sercizio di queste sole facoltà non sia necessario il consenso dell'Ordinario del luogo. Qualora poi desiderassero esercitare altresì il sacro ministero in favore dei fedeli non militari della località, in tal caso è necessaria l'autorizzazione dell'Ordinario.

5. Venendo a cessare l'officio, ciascun cappellano dovrà ritornare nella propria diocesi.

6. Finalmente l'Arcivescovo di Westminster non concederà le facoltà pel sacro ministero ai cappellani *commissionati* in Irlanda e nell'India: e per ciò che riguarda l'Africa Australe procurerà colla sua prudenza e discrezione di ottenere che i detti cappellani vengano in quella colonia surrogati dal clero del luogo.

7. Perciò poi che spetta ai cappellani della marina, parimenti l'Arcivescovo *pro tempore* di Westminster s'intenderà, esclusivamente da ogni altro Ordinario, col Ministro della marina per la nomina dei detti cappellani, ai quali potrà accordare le opportune facoltà che gode per la sua giurisdizione ordinaria o delegata, con la legge che i cappellani ne faranno uso in qualunque parte del mondo, ma però *intra navim*. Che se alcuna volta per le disposizioni del comandante navale fosse necessario d'esercitare queste facoltà *in terra ferma*, basterà, ove sia possibile, dare semplice notizia di ciò all'Ordinario del luogo, non per ottenere autorizzazione, ma per la deferenza dovutagli; eccetto sempre il caso di esercitare il sacro ministero con altri, che col personale della nave: nella quale ipotesi sarebbe necessario il ricorso all'Ordinario del luogo.

Dato a Roma dal palazzo della S. C. di Propaganda Fide, il giorno 15 Maggio 1906.

Fr. G. M. Card. Gotti, *Prefetto*.

Luigi Veccia, *Segretario*.

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

ORDINIS S. BENEDICTI

Conceditur facultas subdelegandi sacerdotes utriusque cleri ad benedictionem a S. Mauro nuncupatam.

Beatissime Pater,

Abbas Primas O. S. B., ad genua S. V. provolutus, supplex implorat, ut delegare possit sacerdotes saeculares et regulares ad impertiendam benedictionem infirmis, adhibita S. Crucis D. N. I. C. particula, quae benedictio a S. Mauro nuncupatur et a Leone PP. XIII f. r. die 4 Maii 1882 approbata fuit pro sacerdotibus O. S. B.

Et Deus etc.

Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa X, referente infrascripto Cardinali Sacrorum Rituum Congregationi Praefecto, facultatem facere dignatus est Rm̃o Abbati oratori et Abbatibus Praesidibus Congregationum Monachorum Nigrorum Ordinis Sancti Benedicti, subdelegandi sacerdotes utriusque cleri ad benedictionem, quae a S. Mauro nuncupatur: dummodo adhibeatur in benedictionem forma approbata et Rituali O. S. B. concessa. Valituro hoc indulto ad proximum decennium. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die 23 Ianuarii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

CONGREGATIONIS MISSIONIS

Conceditur indultum transferendi festa duplicia I et II classis in primam diem a festo duplici I vel II classis liberam (1).

Ne festa sive Officia ritus duplicis primae vel secundae classis, in Kalendario perpetuo ad usum Congregationis Missionis, diu nec levi incommodo transferri contingat, quoties in propria sede impedita occurrant; Rm̃us Dñus Antonius Fiat, Superior Generalis eiusdem Congregationis, a Sanctissimo Domino nostro Pio Papa X facultatem humillime flagitavit, qua eiusmodi Officia in primam diem respective insequentem amandare liceat, Officio duplici minori ad ritum simplicem redacto. Sacra porro Rituum Congregatio, utendo facultatibus sibi specialiter ab eodem Sanctissimo Domino nostro tributis, benigne annuit pro gratia, ad instar particularis Rubricae reformatae Breviarii Romani, quae habetur in festo Pretiosissimi Sanguinis D. N. I. C., Dominica prima Iulii; servatis Rubricis. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 2 Maii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ROMANA

Circa privilegia seu insignia Cappellanorum communium Cappellae Pontificiae.

Sacra Rituum Congregatio, inspecto Motu Proprio *Inter multiplices* 21 Februarii 1905 et subsequenti decreto seu declaratione 14 Martii 1906 (2) una cum documentis exhibitis

---

(1) Cfr. ad rem *Acta S. Sedis*, vol. 37, pag. 33, et vol. 39, pag. 118, ubi referuntur similia indulta iam concessa Ordinibus Minorum et S. Benedicti *(N. R.)*.

(2) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 37, pag. 491, et vol. 39, pag. 121.

respicientibus privilegia seu insignia Cappellanorum communium Cappellae Pontificiae, qui ab Alexandro Papa VII Motu Proprio diei 10 Iunii 1657 instituti sunt, auditoque specialis Commissionis Liturgicae suffragio, ita rescribendum censuit: Praedicti Cappellani communes, quâ tales, gaudeant impetratis, nempe collare et veste talari cum zona serica coloris violacei, habitu quem vocant pianum, et honorifico titulo *Monsignore*, prouti reapse fruuntur.

Atque ita rescripsit. Die 16 Martii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Indulgentiae in favorem pii Operis a Maria Opifera.

Beatissimo Padre,

Il Sac. Michele Rua, rettore maggiore della Congregazione Salesiana, umilmente prostrato al bacio del sacro Piede, espone quanto segue:

Il glorioso Predecessore della S. V. Pio IX di s. m. con Breve del 9 Maggio 1876, elargì alla *Pia Opera di Maria Ausiliatrice,* istituita dal fondatore della predetta Congregazione, D. Giovanni Bosco, allo scopo di coltivare le vocazioni allo stato ecclesiastico, specialmente fra i giovani adulti, tutti i favori spirituali, che allora godevano i Terziarii di S. Francesco d'Assisi, sostituita la festa di S. Francesco di Sales a quella del Serafico, e le chiese della Congregazione Salesiana alle Minoritiche. Si è però dubitato, dopo le nuove concessioni fatte ai Terziarii Francescani, se ai Congregati della prefata Pia Opera sia rimasto o no il favore delle antiche. La Pia Unione dei Cooperatori Salesiani,

che trovavasi in simile condizione, ottenne dalla S. V. nel 1904 speciali favori, abrogate le antiche concessioni.

Supplica pertanto l'oratore, che sia benignamente provveduto in simil guisa alla Pia Opera di Maria Ausiliatrice.

Che della grazia ecc....

Ex audientia SSmi, die 14 Novembris 1906.

SSmus D. N. Pius PP. X, omnino abrogatis indulgentiis, privilegiis atque indultis a RR. PP. quomodocumque concessis in favorem Sodalium praefati pii Operis, sequentes spirituales gratias iisdem sodalibus benigne concessit, nempe: 1° omnes et singulas indulgentias, tam plenarias, quam partiales, - non exceptis iis, quae visitationi Stationum Urbis adnexae sunt - Cooperatoribus Salesianae Sodalitatis, decreto S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae d. d. 2 Octobris 1904 tributas; 2° omnia et singula indulta, quae in eodem decreto continentur; 3° ex privilegiis ibidem recensitis ea tantummodo, quae sub num. 1° et 2° veniunt; servatis tamen adamussim conditionibus, quae in pluries memorato decreto praescribuntur (1). Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 16 Februarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia conceditur pro prece " Verbe incréé „ etc.

Verbe incréé, Sagesse éternelle, exemplaire et créateur des choses, Rédempteur des hommes, Vous qui accordâtes au B. Albert une vaste intelligence pour contempler dans leur ensem-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 37, pag. 270.

ble tous les êtres, depuis Dieu et ses perfections infinies jusqu'aux constellations du ciel et aux moindres créatures terrestres avec leurs merveilleuses qualités; accordez-moi de comprendre aussi, selon les humbles proportions de mon esprit, le lien qui rattache entre elles les diverses sciences humaines et la mutuelle assistance qu'elles peuvent se prêter, pour servir ensemble l'unique Vérité. Alors je les entourerai toutes d'estime ainsi que ceux qui en cultivent les branches diverses, et j'appellerai de mes vœux l'heure bénie où tous les savants, de concert, s'étudieront à mettre leurs travaux persévérants, leurs connaissances acquises, leurs découvertes multiples au service de la Foi. Je vous demande cette grâce, o Seigneur, pour votre gloire, pour l'honneur de votre sainte Église et pour le salut des âmes rachetées de votre précieux sang. Ainsi soit-il.

Fidelibus recitantibus hanc precem, indulgentiam 300 dierum semel in die lucrandam concedimus.

Die 23 Novembris 1906.

PIUS PP. X

Praesentis rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem etc.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 15 Martii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia conceditur recitantibus precem "O Jésus ami de l'enfance„ etc.

O Jésus, ami de l'enfance, Vous qui dès vos plus tendres années croissiez visiblement en sagesse et en grâce, devant Dieu et devant les hommes; Vous qui à l'âge de douze ans, assis dans le Temple au milieu des Docteurs, les écoutiez attenti-

vement, les interrogiez humblement et faisiez leur admiration par la prudence et la sagesse des vos discours; Vous qui acueilliez si volontiers les enfants, les benissiez et disiez à vos disciples: Laissez-les venir à moi, car à ceux qui leur ressemblent appartient le royaume des Cieux, *inspirez-moi, come Vous inspirâtes au B. Pierre Canisius, modèle et guide du catéchiste parfait, un profond respect et une sainte affection pour l'enfance, un goûte et un dévouement prononcés pour lui enseigner la doctrine chrétienne, une aptitude spéciale à lui en faire comprendre les mystères et aimer les beautés. Je Vous le demande, o mon Jésus, par l'intercession de la bienheureuse Vierge Marie. Ainsi soit-il.*

Fidelibus recitantibus hanc precem, indulgentiam 300 dierum semel in die lucrandam concedimus.

Die 23 Novembris 1906.

PIUS PP. X

Praesentis rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem etc.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 15 Martii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro prece ad B. V. Mariam SS. Rosarii.

Vierge Marie, faites que la récitation de votre Rosaire soit pour moi chaque jour, au milieu de mes devoirs multiples, un lien d'unité dans les actes, un tribut de piété filiale, une douce recréation, un secours pour marcher joyeusement dans les sentiers du devoir. — Faites surtout, o Vierge Marie, que l'étude de vos quinze mystères forme peu à peu dans mon âme une atmosphère lumineuse, pure, fortifiante, embau-

mée, qui pénètre mon intelligence, ma volonté, mon cœur, ma mémoire, mon imagination, tout mon être. Ainsi contracterai-je l'habitude de prier en travaillant, sans le secours des formules, par des regards intérieurs d'admiration et de supplication, ou par les aspirations de l'amour. Je vous le demande, o Reine du Saint Rosaire, par Dominique votre fils de prédilection, l'insigne prédicateur de vos mystères et le fidèle imitateur de vos vertus. Ainsi soit-il.

Fidelibus recitantibus hanc precem, indulgentiam 300 dierum semel in die lucrandam concedimus.

Die 23 Novembris 1906.

PIUS PP. X

Praesentis rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem etc.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 15 Martii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia adnectitur preci ad S. Ioseph.

Glorieux S. Joseph, modèle de tous ceux qui sont voués au travail, obtenez-moi la grâce de travailler en esprit de pénitence, pour l'expiation de mes nombreux péchés; de travailler en conscience, mettant le culte du devoir audessus de mes inclinations; de travailler avec reconnaissance et joie, regardant comme un honneur d'employer et de développer, par le travail, les dons reçus de Dieu; de travailler avec ordre, paix, modération et patience, sans jamais reculer devant la lassitude et les difficultés; de travailler surtout avec pureté d'intention et avec détachement de moi-même, ayant sans cesse devant les yeux la mort et le compte que je devrai rendre du

temps perdu, des talents inutilisés, du bien omis, et des vaines complaisances dans le succès, si funestes à l'œuvre de Dieu. Tout pour Jésus, tout par Marie, tout à votre imitation, o Patriarche Joseph! Telle sera ma devise à la vie et à la mort. Ainsi soit-il.

Fidelibus recitantibus hanc precem, indulgentiam 300 dierum semel in die lucrandam concedimus.

Die 23 Novembris 1906.

PIUS PP. X

Praesentis rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem etc.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 15 Martii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Litterae de triduanis supplicationibus quolibet anno celebrandis in honorem SS. Eucharistiae Sacramenti.

Rm̃e Domine,

Decretum de quotidiana SSm̃ae Eucharistiae sumptione a S. Congr. Concilii anno 1905 sub die 20 Decembris evulgatum (1), quanto piorum fidelium plausu et quam ingenti animi gaudio sit exceptum, apprime testantur epistolae quamplurimae, quae ad hanc Apostolicam Sedem undique sunt delatae, ex quibus eruitur in pluribus locis hanc piam et saluberrimam praxim quotidianae Communionis suscipiendae uberes fructus edere coepisse, et in posterum uberiores quoque in christiano populo fore edituram. Et merito: siquidem

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 38, pag. 400.

refrigescente hominum pietate, procul dubio remedium nullum aliud efficacius excogitari potest, quo elanguentia christianorum corda ad Deum redamandum vividius excitentur, quam frequens et quotidianus ad sacram Synaxim accessus, in qua Ille sumitur, qui fons est ardentissimae caritatis.

Quapropter Summus Pontifex, qui valde gavisus est de huiusmodi salutari fructu huc usque percepto, vehementer exoptans, ut ipse iugiter perseveret, imo maiora in dies incrementa suscipiat, mihi munus demandavit Amplitudinem tuam et totius Orbis catholici sacrorum Antistites hortandi, ut coeptis insistentes omnem impendant operam, quo christifideles frequentius, imo quotidie, sacram Eucharistiam sumant; hoc enim divino Convivio supernaturalis eorumdem vita indesinenter alitur et efflorescit.

Ipse vero Beatissimus Pater ratus ad hunc optatum finem assequendum admodum conferre, si christiani populi assiduis precibus una simul effusis dulcissimam Deo vim inferant; in votis habet, ut quotannis, si fieri poterit, in singulis cathedralibus ecclesiis, infra Octavam solemnitatis Corporis Christi, vel si locorum et personarum adiuncta aliter expostulaverint, alio anni tempore a R̃mis Episcopis statuendo triduanae supplicationes celebrentur iuxta methodum heic subiectam:

I. Supplicationes semper peragantur feria VI, sabbato et die Dominica vel immediate post solemnia Corporis Christi, vel alio tempore, uti supra relatum est. Hisce vero singulis diebus sermo habebitur, quo populus edoceatur de ineffabili Eucharistiae Sacramenti praestantia, et potissimum de animi dispositionibus ad illud rite suscipiendum.

Hoc expleto, publicae venerationi exponatur SS m̃a Eucharistia, eâque coram sequens recitabitur oratio:

O dulcissime Iesu, qui in hunc mundum venisti, ut omnes animas vita ditares gratiae tuae, ad quam in illis servandam simulque fovendam in augustissimo Eucharistiae Sacra-

mento salutare pharmacum earum infirmitatibus sanandis, et cibum divinum debilitati sustinendae temetipsum quotidie praebes, Te supplices deprecamur, ut super eas sanctum tuum spiritum benignus effundas, quo repletae, lethali labe si quae sint inquinatae, ad Te revertentes, vitam gratiae peccatis deperditam recuperent; quae vero, Te misericorditer largiente, iam Tibi adhaerent, quotidie, prout cuique dabitur, ad tuam caelestem Dapem devote accedant, qua roboratae, venialium culparum a se quotidie admissarum antidotum sibi comparare, vitamque gratiae tuae alere valeant, sicque magis magisque emundatae, sempiternam in coelis beatitudinem consequantur. Amen.

Dein vero, post cantum hymni *Tantum ergo* populo Benedictio SSm̃i Sacramenti elargiatur.

II. Die vero Dominica, quae postrema erit earumdem supplicationum, mane, more sueto, missa parochialis celebrabitur, in qua habita a parocho Homilia de Evangelio Dominicae infra Octavam solemnitatis Corporis Christi, quod optime consonat mysterio Eucharistiae explanando, christifideles coniunctim de altari sancta libabunt: sin autem alia eligatur Dominica extra praefatam Octavam, loco Homiliae in Evangelium diei, concio fiat ad populum, qua ferventius ad Eucharistiam in ipsa Missa suscipiendam disponatur.

A meridie eaedem sacrae functiones iterentur, quae anteactis diebus sunt peractae. In concione tamen oratores ad ferventiorem erga sanctissimum Sacramentum pietatem hortentur fideles, speciatim vero ad frequentiorem caelestis Convivii participationem, iuxta probatam Cathechismi romani doctrinam, uti innuit S. Congregationis Concilii memoratum Decretum, sub num. VI. Tandem antequam hymnus *Tantum ergo* decantetur, hymnus Ambrosianus praemittatur.

Quo vero omnibus magis innotescat quam ardens sit desiderium Summi Pontificis frequentioris Communionis promovendae, maximopere Ipse commendat, ut in curialibus etiam

templis, prout quisque Episcopus pro sua prudentia et sagacitate diiudicabit, saltem locum habeat ea pia exercitatio, quae in cathedralibus ecclesiis celebranda superius est proposita die Dominica infra eamdem solemnitatis Corporis Domini Octavam, vel alia in anno Dominica.

Hisce autem piis exercitationibus, ut alacrius intersint fideles, SSmus Dominus Noster indulgentias defunctis quoque applicabiles clementer elargitus est uti infra: nempe 1°. *septem annorum totidemque quadragenarum* quolibet triduanarum precum die; 2°. *plenariam* semel in Triduo lucrandam, die cuiuslibet arbitrio eligenda infra ipsum Triduum, si eidem qualibet die devote adfuerint, simulque sacramentali confessione expiati, S. Synaxim susceperint et ad mentem Sanctitatis Suae pie oraverint; 3°. *plenariam* die Dominica ab omnibus acquirendam, qui confessi ad sacras Epulas simul congregati accesserint in cathedralibus ecclesiis, vel etiam in curialibus et uti supra preces effuderint.

Interim Amplitudini Tuae omnia felicia a Domino adprecor.

Romae, ex Secretaria S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, die 10 Aprilis anno 1907.

Amplitudinis Tuae, uti Frater,

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EPISTOLA

Qua Pius PP. X laudat catholicos Catalaunos ob unitatis exemplum in fidei iuribus tuendis (1).

DILECTO FILIO NOSTRO
SALVATORI TIT. SS. QUIRICI ET IULITAE
S. R. E. CARD. CASSANAS Y PAGÉS
EPISCOPO BARCINONENSIUM

BARCINONEM.

PIUS PP. X

Dilecte Fili Noster, salutem et Apostolicam benedictionem.

Editum nuper a Catalaunia unitatis exemplum in tuendis fidei catholicae iuribus, admodum quam multa Nos delectatione perfudit, eo scilicet nomine, quod in causa religiosa,

(1) Emus Card. Secretarius Status Pontificiam hanc epistolam ad Emum Episcopum Barcinonensem transmisit, ex parte sua addens:

Emo e Rmo Sig. mio Ossmo,

Nell'intento di tributare una meritata parola di lode ai cattolici di Catalogna per la nobile e generosa azione di unanime protesta spiegata non ha guari contro i noti progetti di legge sulle associazioni religiose, ed allo scopo altresì di eccitare i cattolici delle altre provincie spagnuole a farsi promotori, in somiglianti circostanze, di movimenti collettivi ispirati alla bella condotta dei Catalani, è piaciuto al Santo Padre di dirigere all'Eminenza Vostra un suo venerato documento. Io mi affretto a rimetterle la Pontificia ed importante lettera, e non dubito che Vostra Eminenza vi troverà, insieme con i suoi fedeli, alto conforto per lo zelo dimostrato nell'anzidetta occasione e vorrà anche darle pubblicità perchè se ne giovino gli altri Vescovi e fedeli di Spagna, all'uopo di procurare la stretta unione dei cattolici, massime nelle circostanze di elezioni amministrative e politiche, alle quali prudentemente allude un periodo, che merita di essere posto in rilievo, della lettera stessa.

Profitto dell'occasione per rinnovarle i sensi della profonda venerazione con cui Le bacio umilissimamente le mani e mi pregio raffermarmi

Dell'Eminenza Vostra

Roma, 5 Marzo 1907.

Umo e dmo servitore vero
R. Card. MERRY DEL VAL.

id est quum de roganda adversus libertatem sacrarum consociationum lege consilium proferretur, Catalauni omnes tametsi studiis forte civilium rerum segregati, consensione mirifica obstitere, monueruntque palam potiorem in eorum animis religioni locum esse quam partibus, viresque in eis nulla ratione posse disiectas existere ubi fidei momentis discrimen immineat. Omnino istam catholicos decere arbitramur significationem religiosorum sensuum. Nobis vero ideo etiam e re consolatio non defuit, quia tradita plus semel a Decessore Nostro Leone XIII fel. rec. et a Nobis documenta, per eam occasionem vidimus fideli studio servata, singulari vobis consecuta utilitate. Id nunc superest unum, ut quae, memorato tempore, in Catalaunia et alibi est edita actio, similibus in adiunctis edatur assidue, neque istic solum, sed apud universos Hispaniae populos, nulla posthabita religiosae rei protegendae opportunitate, tum si quis ab inimicis impetus instet, tum si postulent tempora ferri pro singularum administratione civitatum aut pro regni regimine suffragia. Hisce certe pactis constabit, persentire Hispaniam, prae qualibet civilium sectatione rerum, avitae religionis vim, eiusque legitima et salubria commoda omni ope et consentanea voluntatum sinceritate provehere. Ad comprobandam eventu spem, tuae ne cesses navitatis opem conferre, quam caeteros Hispaniae Episcopos sua, ut antea, alacritate esse cumulaturos pro certo confidimus: simul laudem habeto, vere meritam, episcopalis diligentiae tuae, testemque dilectionis Nostrae Apostolicam benedictionem excipias, quam tibi propensissimo animo in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die IV Martii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius X normas tradit circa Ordinem S. Sepulchri.

VENERABILI FRATRI
PHILIPPO PATRIARCHAE HIEROSOLYMITANO
HIEROSOLYMAM.

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quam multa te Ordinemque a Sancto Sepulchro universum benevolentia complectamur, exploratum haud ita pridem habuisti, quum, Romae commorato, licuit tibi, plus semel, animum Nostrum per occasionem perspicere de Equestri Ordine studiose sollicitum, huiusque memoriarum, sive de comparatis in Ecclesiam meritis, sive de servata diligenter cum Romano Pontifice coniunctione, non oblitum. Horum quidem recordatio meritorum facit ipsa per se ut nulli Decessorum in diligendo Equestri Ordine concedamus; siquidem et aequum arbitramur et iucundum reperimus eas illustrium hominum Sodalitates singularibus benevolentiae indiciis augere, quae et Ecclesiae sint ornamento, et humano generi civilique cultui utilitati. Quapropter voluntatem Nostram luculentum in modum Ordini universo testaturis, illud placet decernere, gratiaeque caussâ paternique animi ergo permittere, ut qui in Equestrem Ordinem sunt adlecti, insigne Sodalitatis trophaeo militari decorent, superiore in parte collocando, propria Ordinis cruce per sericam taeniam undati operis colorisque nigri inde pendente. Magno deinde Magisterio Ordinis uni Pontificis Summi Personae adservato, volumus ut quem Patriarchatus latini Hierosolymitani munere fungi contingat, in eo, utpote Locum Tenente Ordinis eiusdem, ius et potestas confirmata permaneant Equitum auctoritate Nostra nominandorum, qui quidem in trinam distribuendi classem, ut antea, erunt, Equitum, id est, primae classis, seu a Magna Cruce; Equitum alterius classis, seu Commendato-

rum, quibus exornandis licebit, secundum peculiaria promerita, addere numisma; Equitum denique tertiae classis, nullo peculiari describendorum nomine.

Quo vero splendidior in omni orbis terrarum regione dignitas Equestris coetus appareat, itemque quo aptius negotia persolvantur Ordinis, id plane probamus, aliquot, pro cuiusque necessitate regionis, ex Equestri Ordine deligi et constitui, qui, quod ad Ordinem spectat, vicem Patriarchae obtineant eiusque personam publice referant; Equites autem omnes non dissimili ac antea, utentur veste, nisi quod album ex lana pallium superinduent, rubra cruce ad sinistrum contexta. Qui tamen, ut supra memoravimus, vices Patriarchae tuentur, eos, praeter ornamenta cetera, crux etiam, Ordinis propria, colore rubro, distinguet, medio e pectore emicans, si vestimentum Sodalitatis adhibeant, dextra vero e parte pectoris eminens, si nigro habitu incedant. Id denique placet statuere ut, vacante Patriarchali Hierosolymitana Sede, ei Equiti, sub auctoritate Cardinalis a publicis Ecclesiae negotiis, communes, quae nihil morae ferant, demandandae expediendaeque res Ordinis sint, qui Romae personam Patriarchae, ut supra dicimus, gerat.

Singularia eiusmodi minimeque ambigua Nostri in clarum Ordinem studii argumenta deferentes, id sine dubitatione confidimus, non modo omni te nisurum ope ut traditas antiquae gloriae memorias in Equestri Ordine tuearis amplificesque, verum etiam Equites singulos incitamenta inde fore suscepturos ut suam cum Apostolica Sede unitatem, grati animi adiuvante virtute, arctiore vinculo devinciant.

Testem paternae voluntatis Nostrae, auspicemque caelestium gratiarum tibi et Equestri Ordini universo Apostolicam benedictionem amantissime in Domino impertimus.

Datum Romae, die III Maii MCMVII, Pontificatus Nostri anno quarto.

PIUS PP. X

EX SECRETARIA BREVIUM

Breve solemnis beatificationis Ven. Servi Dei Bonaventurae a Barcinone, laici professi Ordinis Minorum.

PIUS PP. X

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Salvator ac D. N. I. Christus, qui *infirma mundi eligit, ut fortia quaeque confundat* saepe numero humili atque obscuro loco natos homines, nullis artibus, nulla eruditione, nulla eloquentia, nullo denique instructos humanae potentiae praesidio excitat, ad illustria facinora pro Ecclesiae suae bono et religionis incremento patranda. Inclyta Minorum Fratrum Familia, vertente saeculo decimo septimo, inscrutabilis huius divinae Providentiae consilii mirabile exemplum prodidit, quum humilis illius laicus Venerabilis Dei Famulus Bonaventura a Barcinone, non sine maximis contentionibus et laboribus tutum communire sodalibus suis asylum ad rigidius ac perfectius vivendi genus ineundum, atque etiam Sacrum in hac Alma Urbe Nostra Recessum fundare non dubitavit. Nimirum in eo apparuit quantae sit veritatis ac virtutis Summi illa Magistri promissio: *qui sequitur me, habebit lumen vitae;* nam divina tantum spe fretus, et propositum sibi finem, omnibus difficultatibus devictis, assequutus est feliciter, et innumeros socios ad sanctitatis semitam decurrendam instruxit, et vitae suae actis universo Franciscali Ordini novum decus atque ornamentum addidit.

Anno reparatae salutis MDCXX die Novembris mensis quarto et vicesimo, in oppidulo Riudoms prope Barcinonem urbem Hispaniarum florentissimam, a Michaële Gran et Catherina eius uxore natus, eodemque die lustralibus undis ablutus, Michaël Baptista nomen habuit. Parentes tenuis conditionis fuere, sed vitae integri, qui agrorum cultura sibi victum suis-

que comparabant. Accepta ab iis christianae pietatis rudimenta, vel a primis annis moribus suis, egregiae indolis puer, optime expressit; nugis enim atque oblectamentis aetatis illius propriis omnino abstinens ac solitudinis potius silentiique cupidus, innocentia, pudicitia et mira erga genitores obedientia floruit. Scholam non sine laude per breve tempus celebravit, nam crescentibus rei familiaris angustiis, illam deserere coactus, et magistro et condiscipulis magnum sui desiderium reliquit. Itaque custodiae gregis addictus, assiduae rerum divinarum commentationi vacavit, et saepe rusticas ante aras in Virginis imagine defixus, devote flexis genibus orans, suavi illam matris nomine compellabat. Postquam prima vice ad Synaxim accessit, cum dilecto Iesu consociatus pius adolescens ad uberiores efficiendos in virtute progressus curas omnes suas cogitationesque intendit, ideoque religiosas induere vestes, seque Deo totum mancipare summopere cupiebat. Sed licet invito nuptias parabat pater, dictoque audiens Michaël, quam ille proposuerat puellam, duxit uxorem. At nuptiarum die laetum fugiens convivium, novus in templo sponsus manebat, Angelorum Dominam fervidis precibus flagitans, ut sibi suaeque vitae comiti virginitatis florem intactum servaret. O praeclarum facinus et angelicae potius quam humanae naturae proprium! Michaël a sponsa tuendae puritatis promissionem obtinuit, et donec uxor vixit, videlicet sexdecim mensium spatio, sanctissimis coniuges, non sine Dei praesensione, promissis steterunt. Equidem morti proxima mulier, assidenti matri, se Michaëli sororem fuisse, non uxorem, et purum illibatumque Deo corpus reddere fatebatur.

Mortua uxore, atque impetrato tandem genitoris consensu, S. Francisci Assisiensis habitum postulavit; sed Provincialem loci patrem diu reluctantem expertus est, qui denique humilitate ac virtutum Michaëlis fama motus, illum diuturni voti compotem reddidit. Anno MDCXXXX aetatis suae decimo nono, die mensis Iulii decimo quarto, quo S. Bonaventurae

Doctoris festum agitur, in coenobio S. Michaëlis oppidi Escornalbon asperum Fratrum Minorum sagum, coelestiali laetitia profusus, assumpsit, et Michaëlis in illud auspicatissimum Bonaventurae commutavit. Vix tirocinium posuerat, iamque in ipso vitae claustralis exordio, christianae perfectionis formam apprime referre visus est. Religiosae disciplinae observantissimus, ne in minimis quidem illi unquam defuit, et paupertatem, castimoniam, humilitatem ac virtutes omnes servantem munientemque obedientiam, singulari prorsus studio est prosequutus. Paupertatem ita dilexit ut in victu cultuque vilissima quaeque semper requireret, vestibus uteretur obsoletis, munera infima libens impleret et cellam inhabitaret angustiorem. Simplicitatem et candorem cum poenitentia coniungens, innocens corpus ieiuniis, flagellis, vigiliisque compescuit. Ad obedientiam quod attinet mandata praepositorum adamussim servavit, et nullam unquam parendi moram interposuit: tandem in unaquaque virtute ita enituit, ac si caeteris posthabitis, illam unam viribus totis solummodo excoluisset. Ex eo factum est, ut a tironibus non modo, etiam a provectioribus sodalibus absolutissimum Seraphicae vitae exemplar sit habitus.

Tirocinii anno rite confecto sollemnia vota nuncupavit, atque inter Ordinis laicos cooptatus est. Continuo Morae, Tarassiae ad S. Agnetis atque in illis Catalauniae regularis provinciae coenobiis in quibus moram duxit Venerabilis Dei Servus Bonaventura vitae sanctimoniâ admirationem sibi omnium conciliavit, accedentibus etiam coelestibus signis. Nam cum ipse conrogandae stipis cura fuit concredita, per compita et finitima loca pedetentim incedens, patientiae et christianae caritatis documenta dedit miranda. Sollertia maxima et flexanimis verbis perditos homines ac dissolutas foeminas e vitiorum coeno revocare nitebatur, aegrotos et pauperes humanis officiis recreabat, alebat. Puerum iam fere animam agentem, obstupescente medico, a suffocationis periculo liberavit.

Saepe dum coqui munus obiret, paratas dapes aut ignis absumpsit, aut rapuere feles, aut ipse egenis imprudens distribuit, et nihilominus statis horis suavioribus cibis mensa Fratrum redundavit. Saepe in extasim coram populo rapiebatur procul a terra, et licet in ipsum, ira aestuans christiani nominis osor, interdum noctu diris cruciatibus et multo verbere saeviret. Omnipotens Deus, qui iam Venerabilem Dei Servum ad maiora vocabat, humilem eumdem laicum delegerat, in quo abundantioris gratiae suas divitias ostenderet. Quare ab omnibus Frater sanctus appellari publice coepit, et cum divino spiritu afflatus Romam adeundi veniam a superioribus, id aegre ferentibus, impetravit, magna christiani populi discessum morantis turba ad portum usque Barcinonensis urbis Bonaventurae est comitata. Sed ille tenax propositi, nec fletu fidelium nec terrae natalis caritate permotus, navim conscendit, et post varia procellosae navigationis pericula et piratarum incursionem in nomine Domini reiectam, Genuam appulit. Inde regulae statutis obsequens, etsi adulta hyeme altis terra rigeret pruinis, longum Romam versus iter pedes emensus est, et primum Sanctam Lauretanam domum invisit, dein Assisium, qua in urbe, dum loca S. Francisci vita et miraculis clara summa devotione lustrat, quod iamdiu coeperat consilium coelesti signo acceptum superis esse persensit. Nam dum noctu ad S. Damiani, coram SSma Eucharistia, orans advigilat, audivit vocem de coelo dicentem: « I Romam laetatum domum meam ». Et sane Ven. Dei Famulus Bonaventura a Barcinone salutare illud propositum animo moliebatur instituendi in Romana Provincia sacrum pro religiosis viris sui Ordinis Recessum, in quo iidem rigidiori ratione Seraphici Patris legem servantes, suae proximorumque saluti atque aedificationi uberius consulere possent; eumdemque ad finem ex Hispania ad hanc Almam Urbem ipse properabat.

Vix Romam pervenit anno MDCLIX ianitor in Conventu

S. Isidori positus, in humili officio tanta ac tam singulari virtutum praestantia enituit, ut non modo penes confratres, verum etiam penes Romanos omnis conditionis cives magnam sanctimoniae famam adeptus fuerit. Verum ubi primum instituendi Recessum consilium patefecit, innumerae continuo ortae difficultates, ipsis regularibus superioribus mirantibus, quod laicus Hispanus, qui vix litteras calleret, italicae linguae ignarus atque omni prorsus eruditione destitutus, tam arduum opus aggredi praesumeret. Sed destinatus Dei Servus, in Eo tantum sperans qui humiles corde exaltat, adversa cuncta patientia constantiaque vicit. Cardinalis enim Barberinius, Franciscalis Ordinis Protector, Bonaventurae votis annuens, illum ad pedes Alexandri PP. VII rec. memoriae Praedecessoris Nostri adduxit, qui in obscuro laico Dei spiritum agnoscens, sacri Recessus institutionem probavit, illiusque regulas et statuta ab eodem Dei Servo exarata, Apostolicis Litteris quorum initium *Ecclesiae catholicae regimini* die XXX mensis Augusti anno MDCLXII datis, suprema auctoritate interposita, sanxit.

Idcirco Recessui sacro inchoando adsignatus fuit Conventus S. Mariae e Gratiis oppidi Ponticelli in Sabina, montanus ac silvester, sed aptus solitudini ac poenitentiae locus. Plures sine mora religiosi viri Franciscales illuc ad umbratilem vitam, in assidua oratione, ieiunio, et carnis afflictationibus ducendam confluerunt, quibus gratum admodum fuisset, si sanctus institutor ac legifer Recessus ipsius regimen obtineret. Sed renuit humilis laicus praeesse sacerdotibus, atque utpote coquus sodalibus suis maluit inservire, donec a Cardinali Protectore, sub sanctae obedientiae vinculo adstrictus, Custodis munus licet invitus assumpsit. Qua prudentia commissum officium implerit, qua caritate, qua solertia in timore Dei et virtutum omnium exercitatione, suis potissimum exemplis, sodales confirmaverit, ex eo facile coniici potest, quod recurrentibus impedimentis ac difficultatibus fe-

liciter superatis, primum Montorii, dein variae in agro Tiburtino duae aliae sacri Recessus domus brevi apertae fuerint. His Venerabilis Dei Servus modo uti Custos praefuit, modo uti Commissarius Visitator advigilavit, modo omni abdicata dignitate, dimissis in officiis ianitoris, coqui vel olitoris inservit. Interea sanctitatis illius fama percrebuit in dies *tanquam prodigium factus multis:* quocumque incederet, dimissus et pedes, laeto populorum concursu excipiebatur: inter finitimas gentes veteres simultates iam ad caedem prorumpentes, quasi e Coelo delapsus angelus, adspectu suo tantum composuit; omnesque eum optimum tamquam parentem ducebant sanctumque appellabant, mutationis enim cordium et prophetiae dono divinitus pollebat.

Anno Iubilaei MDCLXXV et Romae, in hoc orbis catholici centro, pia sacri Recessus domus condita fuit. Nam Cardinalis Barberinius, ab eodem Venerabili Dei Famulo a certae mortis discrimine liberatus, illi locum in Urbe ubi Conventum aedificaret quaerenti, penes veteres Caesarum Palatii ruinas solitarium ac praeruptum, spinis et dumetis refertum agri modum donavit. Nulla mora, benefactorum tantum eleemosynis fretus, perarduam ille operam inchoat, et quamvis paupertatis votis observantissimus ne obolum quidem possideret, tamen operarii fabricae addicti ne uno quidem die pacta mercede caruerunt. Ipse Bonaventura, permixtus aliis laicis, saxa et latera congerens, structores adiuvabat, et post plurimos per quinquennii spatium exantlatos labores, coenobio et continenti templo ad finem adductis, quod templum Deo in honorem S. Bonaventurae Ecclesiae Doctoris sacrum esse voluit, Venerabilis Dei Servus tum novi Conventus Custos, cum universi Recessus moderator et praepositus est Apostolica auctoritate renuntiatus. Verum etsi iure ac merito supremus esset sacri Recessus praeses, vilia tamen officia nunquam detrectavit, immo sese in illis versari maxime in deliciis habuit. Itaque dum Recessus coenobia ex demandato sibi

officio lustrat diligentissime, nunc Variae, nunc Montorii, nunc in Conventu S. Mariae Gratiarum vel mensae confratrum consulit, vel stipem pro iis, sarcinis onustus, quaeritat, vel infirmis suavibus fraternae caritatis officiis ministrat. At Romae non modo populares, sed viri Principes, Praesules et Sanctae Romanae Ecclesiae etiam Cardinales certatim ad S. Bonaventurae Conventum Dei Famulum allocuturi confluebant, nemo non recreatus abibat, minime deficientibus prodigiis, cum humana subsidia deficerent. Divino enim lumine illustratus cum viris doctissimis de theologicis disceptationibus indoctus disseruit, et Patris Assisiensis indolem suavissimam referens, nudo simplicique dicendi genere animorum motus et lacrymas ciebat. Romanis quoque Pontificibus Alexandro VII, Clementi IX ac X atque Innocentio XI Praedecessoribus Nostris rec. mem. acceptissimus fuit, qui humilis laici coeptis annuentes, sacrum auctoritate sua Recessum firmarunt, eleemosynis sospitarunt, indulgentiis ac spiritualibus gratiis auxere.

At sanctus Fundator dissolvi cupiens et cum Christo esse hilari vultu *in paradisum, in paradisum* repetens, adesse sibi finem praesentiebat. Mors autem fuit vitae tam sancte actae plane consentanea. Nam febri correptus, etsi medici eum morti proximum minime subolerent, tamen se triduo moriturum nunciavit, et revera die undecima mensis Septembris anno MDCLXXXIV, aetatis suae sexagesimo quarto, Ecclesiae Sacramentis rite munitus, benedictis confratribus suis circa lectum adstantibus, placidissimo exitu mortale aevum cum immortali commutavit. Quoniam vero *in memoria aeterna erit iustus,* corpus quidem conditum sepulchro est non sine tumultu Romanorum civium, sancti viri vultum postrema vice invisentium: virtutum vero famam consequentes etiam aetates exceperunt; nam sacri Recessus opus, ab ipso Venerabili Dei Servo tam strenue propugnatum, uberiora semper in Franciscalis Familiae bonum incrementa suscepit; et surgens

adhuc medias inter veteris Urbis ruinas in Palatino clivo Recessus, a S. Bonaventura nuncupatus, quasi testimonium christianae humilitatis super ethnicum fastum victoriam referentis, pluribus in posterum sanctissimis viris tuta fuit sedes ac potissimum Leonardi a Portu Mauritio apostolatu praefulsit.

Itaque etsi serius propter publicarum rerum in Hispania conversionem de Bonaventurae fama sanctitatis et prodigiis penes SS. Rituum Congregationem causa agitari coepta est, et iuridicis probationibus rite confectis, virtutes illius heroicum attigisse culmen rec. mem. Pius PP. VI Praedecessor Noster decreto edixit XVII kal. Septembres anno MDCCLXXV dato. Inita deinde actio est de miraculis quae eo deprecante divinitus patrata ferebantur, omnibusque de iure absolutis, Nos Ipsi per decretum diei vicesimi quarti mensis Aprilis nuper elapsi super duobus miraculis Apostolica auctoritate constare sanximus. Cum autem de virtutibus ac duobus miraculis iam esset iudicium prolatum, unum supererat inquirendum nimirum ut VV. FF. NN. S. R. E. Cardinales Congregationi SS. Rituum praepositi interrogarentur, utrum Beatorum Coelitum honores Venerabili Dei Famulo Bonaventurae a Barcinone tuto decerni possent. Hoc praestitit dilectus Filius Noster Dominicus S. R. E. Cardinalis Ferrata, causae Relator, in generali conventu coram Nobis in Vaticanis Aedibus octavo kal. Maii labentis anni habito, omnesque tum praedicti Cardinales cum qui aderant Patres Consultores unanimi suffragio affirmative responderunt. Nos vero ab aperienda mente Nostra supersedimus, rati exorari Deum oportere ante edendum supremum in re tam gravi iudicium. Quod cum impense fecissemus, tandem Dominica tertia post Pascha huius anni, Eucharistico litato Sacrificio, accitis adstantibusque Aloisio S. R. E. Cardinali Tripepi SS. Rituum Congregationi Pro-Praefecto et Dominico S. R. E. Cardinali Ferrata, causae Relatore, una cum Venerabili Fratre Diomede Panici Archiepiscopo titulari Laodicen., eiusdem S. Con-

gregationis Secretario ac Rev. Patre Alexandro Verde, Sacrae Fidei Promotore, sollemni decreto sanximus tuto procedi posse ad Venerabilis Servi Dei Bonaventurae a Barcinone laici professi Ordinis Minorum S. Francisci et conditoris sacri Recessus S. Bonaventurae Almae huius Urbis sollemnem Beatificationem.

Quae cum ita sint, universi Ordinis Minorum S. Francisci supplicationibus permoti, auctoritate Nostra Apostolica, harum Litterarum vi, facultatem facimus, ut Venerabilis Dei Servus Bonaventura a Barcinone, eiusdem Ordinis laicus professus, nomine Beati in posterum nuncupetur, eiusque Corpus et lypsana, seu reliquiae, non tamen in solemnibus supplicationibus deferendae, publicae fidelium venerationi proponantur atque imagines radiis decorentur. Praeterea eadem auctoritate Nostra Apostolica concedimus, ut de illo recitetur Officium et Missa singulis annis de communi Confessorum non Pontificum, cum Orationibus propriis per Nos approbatis iuxta Rubricas Missalis et Breviarii Romani. Hanc vero Officii recitationem Missaeque celebrationem fieri dumtaxat concedimus, in hac Alma Urbe Nostra eiusque districtu, et in civitate ac dioecesi Barcinonensi, nec non in templis omnibus et Oratoriis, quibus ubique terrarum utitur Ordo Minorum, ab omnibus fidelibus tam saecularibus, quam regularibus qui Horas canonicas recitare teneantur, et quod ad Missas attinet, ab omnibus sacerdotibus saecularibus sive regularibus ad ecclesias in quibus festum agitur confluentibus, servato Decreto SS. Rituum Congregationis n. 3862 *Urbis et Orbis* IX Decembris MDCCCXCV. Denique concedimus, ut sollemnia Beatificationis Venerabilis Dei Famuli Bonaventurae a Barcinone in templis supradictis celebrentur ad normam seu instructionem SS. Rituum Congregationis die XVI Decembris MCMII de Triduo intra annum a Beatificatione sollemniter celebrando, quod quidem fieri praecipimus, die per Ordinarium designanda intra annum postquam eadem sollemnia in

Basilica Vaticana celebrata fuerint. Non obstantibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis ac Decretis de non cultu editis, ceterisque contrariis quibuscumque.

Denique volumus, ut harum Litterarum exemplis, etiam impressis, dummodo manu Secretarii praefatae Rituum Congregationis subscripta sint et sigillo Praefecti munita, eadem prorsus fides in disceptationibus iudicialibus habeatur, quae Nostrae voluntatis significationi hisce Litteris ostensis haberetur.

Datum Romae apud S. Petrum sub anulo Piscatoris, die XXI Maii MDCCCCVI, Pontificatus Nostri anno tertio.

ALOYSIUS Card. MACCHI

EX SECRETARIA STATUS

Litterae gratulatoriae pro inito foedere inter duo diaria " L'Univers „ et " La Vérité française „.

A Messieurs Auguste Roussel et Pierre Veuillot,
Directeurs du journal l'*Univers* et la *Vérité française.*

Illustrissimes messieurs,

Il m'est agréable et précieux de faire part à vos illustrissimes seigneuries que l'annonce au Souverain Pontife de l'union des deux journaux l'*Univers* et la *Vérité française,* opérée le saint jour de la Chaire romaine de Saint-Pierre, a très vivement réconforté le cœur de Sa Sainteté. Aux catholiques de France, ardents dans la foi et féconds en œuvres, mais peut-être dans le passé moins pénétrés de la nécessité absolue et sans condition de l'union, il était urgent de donner de hauts exemples d'une union généreuse, faite même au prix de quelque sacrifice.

La fusion des deux dignes et vaillants journaux a la gloire d'être le premier et, il faut l'espérer, ne sera pas le dernier de tels exemples, surtout aujourd'hui qu'une seule force peut sauver la France catholique et lui confirmer le lustre des gloires ancestrales, celle de l'Union. Et cette union, à laquelle contribue puissamment l'apostolat de la presse, le Saint-Père aime à croire qu'elle deviendra toujours plus compacte, grâce au déploiement du nouvel étendard de l'*Univers* et la *Vérité française,* étendard symbolisant une grande pensée, à savoir que, pour la *Vérité* religieuse, synonyme de liberté et de bien-être, doit combattre, en ordre serré, l'*Universel* peuple de France.

A vos seigneuries, qui, avec un cœur au-dessus des faiblesses des intérêts privés, n'avez pas hésité à donner une preuve publique que vous avez bien compris les nécessités de la patrie catholique et que vous avez la forte volonté d'être à leur hauteur, Sa Sainteté envoie ses félicitations et ses encouragements, et, ayant la confiance que l'intelligent peuple français saura, lui aussi, combien il importe de suivre leur noble exemple, vous accorde, ainsi qu'à la rédaction du nouveau journal, une spéciale bénédiction Apostolique.

Je saisis avec plaisir cette occasion de m'affirmer, avec les sentiments de l'estime la plus distinguée,

De vos seigneuries illustrissimes, le très affectionné serviteur,

Rome, 23 janvier 1907.

R. Card. Merry del Val.

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

Programma generale studiorum a Pio PP. X approbatum pro omnibus Italiae Seminariis.

Illustre e Molto Rev. Monsignore come Fratello,

La S. Congregazione dei VV. e RR., avendo avuto dal S. Padre l'incarico di riordinare i Seminari d'Italia, oltre ad aver presi a tal fine speciali provvedimenti, ha creduto opportuno di proporre un Programma generale di studi per uniformare e migliorare l'insegnamento nei Seminari medesimi.

Nell'elaborare il Programma si è preso a base dell'ordinamento degli studi la divisione dei corsi che è stata ormai introdotta in quasi tutti i Seminari, cioè in Ginnasio, Liceo, Teologia.

Per le materie d'insegnamento nel Ginnasio e nel Liceo e per la loro distribuzione, si è ritenuto doversi seguire, con le necessarie modificazioni, i programmi vigenti in Italia; e ciò non perchè siano perfetti, ma principalmente per le seguenti ragioni:

1°. I programmi in vigore rappresentano innanzi alla società lo sviluppo della cultura che oggi si richiede, onde l'opinione pubblica circonda naturalmente di maggiore stima coloro che vengono istruiti secondo i medesimi; e il rifiutarli sarebbe mettere il clero, almeno secondo il giudizio di molti, al disotto dei secolari.

2°. È da considerare inoltre che i nostri alunni non possono, in via ordinaria, decidersi seriamente sulla loro vocazione allo stato ecclesiastico, se non quando sono giunti a una età più matura: sembra quindi utile di ordinare gli studi in modo che gli alunni possano trovarsi in grado di fornirsi de' titoli

legali, e con ciò esser più liberi nella scelta dello stato. Senza dire poi, che detti titoli, anzichè nuocere, saranno giovevoli anche a quelli che Dio si degnerà di chiamare alla vita sacerdotale.

Una saggia e accorta direzione impedirà facilmente, o attenuerà di molto, gl' inconvenienti che potrebbero nascere dal caso di alunni che tentassero di rimanere in Seminario, dopo il Ginnasio, al solo scopo di conseguire la licenza liceale.

Finalmente il programma del Liceo non aggiunge alle materie che debbono far parte della Filosofia nei Seminari, se non la continuazione dello studio delle Lettere e della Storia, studio che è necessarissimo anche agli alunni del Santuario, per riuscire *instructi ad omne opus bonum.*

Si è stimato conveniente di premettere un anno di Propedeutica alla Teologia, sia per completare l'insegnamento della Filosofia, sia per esporre alcune materie che non troverebbero facilmente luogo nel corso teologico; ma da questo anno si potrà ottenere la dispensa della S. C. dei VV. e RR. quando venga dimostrato che nel Liceo si è provveduto per una adeguata preparazione alla Teologia.

Per gli studi teologici sono determinate le materie necessarie a renderli completi, e che nondimeno possano comodamente svolgersi in quattro anni.

Si propone poi qualche esempio d' orario che potrà servir di guida ai Prefetti degli Studi.

Tale è il programma che, debitamente approvato dalla suprema autorità del S. Padre, mi pregio di rimettere alla S. V. con la preghiera di far sì, che nel prossimo anno scolastico, il medesimo entri pienamente in vigore per i corsi di studi stabiliti in codesto V. Seminario.

La S. V. è pregata ancora di riferire a questa S. C. circa l'ordinamento scolastico di codesto V. Seminario, come pure di trasmettere l'elenco degl'insegnanti e la lista dei libri di testo adottati.

Nutro ferma fiducia che, grazie alle cure diligenti della S. V., sarà assicurata l'esatta osservanza del programma, la quale contribuirà efficacemente a perfezionare la cultura del clero, ponendolo in grado di compiere, con maggior frutto per le anime, la sua alta missione.

Augurandole dal Signore ogni bene, con riverente stima mi pregio di confermarmi

Roma, 10 Maggio 1907.

Come Fratello
D. Card. Ferrata, *Prefetto.*

F. Giustini, *Segretario.*

PROGRAMMA GENERALE DI STUDI

I. — *Divisione del Corso di studi.*

Il Corso di studi in tutti i Seminari d'Italia si divide in Ginnasio, Liceo e Teologia.

II. — *Ginnasio.*

a) Nessuno sarà ascritto alle classi ginnasiali se non presenti il certificato che ne dimostri l'idoneità, per aver compiuto regolarmente le classi precedenti, o non ne superi il relativo esame.

b) Il Ginnasio avrà un corso di cinque anni, diviso in cinque classi, nelle quali s'insegneranno le materie dei programmi vigenti, seguendone anche la distribuzione delle ore, in modo però che, da una parte, si dia una certa preferenza alla lingua latina in tutte le classi, e dall'altra, si mettano gli alunni in grado di prendere la licenza ginnasiale.

c) Si assegnerà almeno un'ora per settimana in ogni classe per l'istruzione catechistica.

III. — *Liceo.*

a) Nessuno sia ammesso al Liceo che non abbia regolarmente compiuto le classi ginnasiali, superandone gli esami.

b) Il Liceo sarà diviso in tre classi corrispondenti a tre anni di studio, le quali per le materie e per le ore d'insegnamento si adatteranno ai programmi vigenti, in modo che gli alunni possano prendere la licenza liceale, e d'altra parte si dia più ampio sviluppo alla sana filosofia.

c) Si dovrà assegnare almeno un' ora per settimana all' insegnamento della religione.

IV. — *Anno preparatorio alla Teologia.*

a) In questo corso, oltre a rendere più profonda la conoscenza della filosofia, si studieranno speciali materie, le quali potranno essere quelle indicate nell' esempio d' orario che si trova in calce di questo programma (*Quadro A*).

b) Nei Seminari dove sarà stabilito questo speciale anno di Propedeutica, lo studio della filosofia nei tre anni di Liceo dovrà comprendere: psicologia, logica e metafisica generale, etica.

c) Dove si ottenesse dispensa da quest'anno, nei tre anni di Liceo, per i chierici aspiranti al sacerdozio, oltre le materie stabilite nei programmi, si dovranno assegnare almeno due ore di più per settimana, fosse anche nel giovedì, per compire lo studio della filosofia, specialmente di quelle parti che sono necessarie per una adeguata preparazione agli studi teologici.

V. — *Teologia.*

a) La Teologia avrà un corso di quattro anni diviso in quattro classi, con un orario regolare di quattro ore d'insegnamento al giorno.

b) Esso comprenderà le materie seguenti: Luoghi teologici - Introduzione generale e speciale alla S. Scrittura - Esegesi biblica - Teologia dogmatica e sacramentaria - Teologia morale e pastorale - Istituzioni di diritto Canonico - Storia ecclesiastica - Lingua ebraica - Lingua greca - Archeologia ed Arte Sacra - S. Eloquenza e Patristica - S. Liturgia.

VI. — *Disposizioni generali.*

a) Perchè tale programma sia convenientemente eseguito, ogni Seminario abbia un Prefetto degli Studi, eletto dal Vescovo.

b) Al Prefetto spetterà, sempre sotto la dipendenza del Vescovo, la preparazione degli schemi per i professori, la compilazione del Calendario e degli Orari scolastici.

c) Egli - sentito anche il parere de' Professori, che dovrà chiamare a consiglio ogni mese e con più frequenza se lo giudicherà necessario - adatterà al bisogno e anche modificherà i programmi vigenti, distribuirà le ore d'insegnamento de' programmi medesimi, in modo che, salva la sostanza e la preparazione adeguata agli esami di licenza, si possa dare maggior tempo a materie di più grande importanza rispetto al fine de' Seminari, come si è già osservato per il latino nel Ginnasio e per la Filosofia nel Liceo.

d) L'anno scolastico durerà non meno di nove mesi.

e) Il Prefetto degli Studi, con il Consiglio de'Professori, disporrà che alla fine dell'anno si facciano regolari e severi esami di tutte le materie, per la promozione alle classi superiori, fissandone il voto necessario per ottenere la idoneità.

f) Sarà stabilita una sessione per gli esami di riparazione.

g) Le singole materie negli studi liceali e teologici saranno affidate a distinti Professori, i quali potranno, in via eccezionale, essere incaricati dell'insegnamento di qualche materia affine. Si dovrà sempre però evitare ad ogni costo

l'inconveniente che una stessa persona abbia troppe ore di insegnamento, con danno evidente degli alunni.

h) Nello svolgimento della propria materia, ciascun Professore adotterà un testo, che spiegherà in modo da poter esaurire dentro l'anno, proporzionatamente e per intero, il programma.

i) Per il Ginnasio ed il Liceo, dovendo seguirsi i programmi vigenti, i libri di testo saranno scelti a norma dei programmi medesimi, avuto naturalmente riguardo all'indole e allo scopo dei Seminari.

k) Per la Filosofia e la Teologia il testo sarà proposto dal Consiglio dei Professori, e sottomesso all'approvazione del Vescovo.

Nota. — Nei Seminari centrali e interdiocesani, i diritti dell' Ordinario spettano al Collegio dei Vescovi cointeressati.

Vidimus et adprobavimus, Venerabilibus fratribus Episcopis fidelem observantiam enixe commendantes.

Die v Maii, festo S. Pii V, anno MCMVII.

PIUS PP. X

QUADRO A.

Esempio d' Orario per la Classe preparatoria alla Teologia.

1ª Ora – Tutti i giorni – *De vera Religione.*

2ª Ora { Lunedì, Mercoledì, Venerdì – *Propedeutica alla Storia Eccl.*
Martedì, Sabato – *Greco Biblico.*

3ª Ora { Lunedì, Mercoledì, Venerdì – *Teodicea.*
Martedì, Sabato – *Diritto Naturale.*

4ª Ora { Lunedì, Mercoledì, Venerdì – *Cosmologia.*
Martedì, Sabato – *Storia della Filosofia.*

Quadro B.

Esempio d'Orario per la Teologia.

Lunedì.

1ª Ora – *Luoghi Teologici* – I° anno.
» – *Teologia Morale* – II°, III° e IV° anno.
2ª Ora – *Dogmatica* – II°, III° e IV° anno.
» – *Morale, De actibus Hum., Conscientia, Legibus* – I° anno.
3ª Ora – *Lingua Ebraica o Greca, Introd. Gen. alla S. Scrittura* – I° e II° anno.
» – *Istituzioni Canoniche* – III° e IV° anno.
4ª Ora – *Storia Ecclesiastica* – Tutti gli anni.

Martedì.

1ª Ora – *Lingua Ebraica o Greca, Introd. alla S. S.* – I° e II° anno.
» – *Istituzioni Canoniche* – III° e IV° anno.
2ª Ora – *Esegesi Biblica* – Tutti gli anni.
3ª Ora – *Archeologia ed Arte Sacra* – Tutti gli anni.
4ª Ora – *Storia ecclesiastica* – Tutti gli anni.

Mercoledì.

1ª, 2ª, 3ª Ora – Come il Lunedì.
4ª Ora – *Esegesi Biblica* – Tutti gli anni.

Venerdì.

1ª, 2ª, 3ª, 4ª Ora – Come il Lunedì.

Sabato.

1ª e 2ª Ora – Come il Lunedì.
3ª Ora – *Eloquenza Sacra, Patristica* – Tutti gli anni.
4ª Ora – *Sacra Liturgia* – Tutti gli anni.

N. B. — Pel I° e II° anno è segnata la lingua Ebraica o Greca, perchè il Professore, alternativamente, in un anno insegnerà l'Ebraico e l'Introduzione al Vecchio Testamento, nell'altro insegnerà il Greco e l'Introduzione al Nuovo Testamento.

QUADRO C.

Teologia.

Con l'orario precedente si avranno per ogni settimana.

Pel I° anno.

4 Ore di *Lingua Ebraica* o *Greca* e *Introd. alla S. S.*
2 Ore di *Esegesi Biblica.*
4 Ore di *Luoghi Teologici.*
4 Ore dei *Trattati Fondamentali della Teologia Morale.*
3 Ore di *Storia ecclesiastica.*
1 Ora di *Archeologia* e *Arte Sacra.*
1 Ora di *Eloquenza Sacra* e *Patristica.*
1 Ora di *Sacra Liturgia.*

Totale 20 Ore.

Pel II° anno.

4 Ore di *Lingua Ebraica* o *Greca* e *Introd. alla S. S.*
4 Ore di *Morale.*
2 Ore di *Esegesi Biblica.*
4 Ore di *Dogmatica.*
3 Ore di *Storia ecclesiastica.*
1 Ora di *Archeologia* e *Arte Sacra.*
1 Ora di *Eloquenza Sacra* e *Patristica.*
1 Ora di *Sacra Liturgia.*

Totale 20 Ore.

Pel III° e IV° anno.

4 Ore di *Morale* e *Pastorale.*
4 Ore di *Dogmatica.*
4 Ore di *Istituzioni Canoniche.*
3 Ore di *Storia ecclesiastica.*
2 Ore di *Esegesi Biblica.*
1 Ora di *Archeologia* e *Arte Sacra.*
1 Ora di *Eloquenza Sacra* e *Patristica.*
1 Ora di *Sacra Liturgia.*

Totale 20 Ore.

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

Circa S. Communionem infirmis non ieiunis.

Proposito in S. Congregatione dubio: An nomine infirmorum qui a mense decumbunt, et idcirco iuxta Decretum diei 7 Decembris 1906 (1), S. Eucharistiam non ieiuni sumere possunt, intelligantur solummodo infirmi qui in lecto decumbunt, an potius comprehendantur quoque qui, quamvis gravi morbo correpti et ex medici iudicio naturale ieiunium servare non valentes, nihilominus in lecto decumbere non possunt, aut ex eo aliquibus horis diei surgere queunt.

Eadem S. Congregatio die 6 Martii 1907 respondendum censuit: *Comprehendi, facto verbo cum SSmo ad cautelam.*

Die vero 25 Martii currentis anni SSmus Dnus Noster Pius PP. X, audita relatione infrascripti Secretarii S. C. Concilii, resolutionem eiusdem S. C. ratam habere et confirmare benigne dignatus est et publicari mandavit, contrariis quibuscumque minime obstantibus.

† VINCENTIUS Card., Episc. Praenest., *Praefectus.*

C. De Lai, *Secretarius.*

Litterae de satisfactione Missarum.

Recenti Decreto *Ut debita* diei XI mensis Maii MCMIV (2), haec S. Congregatio, varias complexa leges ante iam latas de Missarum oneribus religiose adimplendis, adiectis opportunis declarationibus interpositâque severa sanctione, providere studuit ut res omnium sanctissima summo apud omnes in honore esset, periculumque amoveretur, ne quis ullo modo piis fidelium voluntatibus quidquam detraheret. Hae tamen quum essent Sedis Apostolicae curae et Episcoporum solli-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 39, pag. 603.
(2) Cfr. » » vol. 36, pag. 672.

citudines, non defuerunt abusus ac legis violationes, super quae Sacra eadem Congregatio excitandam denuo censuit Antistitum vigilantiam.

Constat enimvero, haud paucos, non obstantibus notissimis canonicis praescriptionibus, minime dubitasse de Missarum accepta stipe suo marte demere aliquid, retentâque sibi parte pecuniae, ipsas Missas aliis celebrandas committere, ea forte opinione ductos, id sibi licere vel ob assensum sacerdotis, animo plus minus aequo recipientis, vel ob finem alicuius pii operis iuvandi, exercendaeve caritatis.

Fuerunt etiam qui contra toties inculcatas leges, praesertim contra num. 3^m eiusdem Decreti, hoc genus industriae sibi adsciverunt, ut Missarum numerum, quem possent maximum, undique conquisitum colligerent. Quo haud semel factum est, ut ingens earum copia manibus privatorum hominum fuerit coacervata; ideoque manserit obnoxia periculo, quod quidem, remotâ etiam humana malitia, semper imminet rebus privatae fidei commissis.

Denique sunt reperti qui, a lege discedentes expressa num. 5° Decreti, Missas celebrandas commiserint, non modo copiosius quam liceret largiri privatis, sed etiam inconsideratius; quum ignotis sibi presbyteris easdem crediderint, nominis titulive alicuius specie decepti, vel aliorum commendationibus permoti, qui, nec eos plane nossent, nec assumpti oneris gravitatem satis perspectam haberent.

Talibus ut occurratur disciplinae perturbationibus utque damna gravissima, quae violationem Decreti *Ut debita* consequi solent, pro viribus propulsentur, haec S. Congregatio, iussa faciens SSmi D. N. Pii Papae X, Episcopos omnes aliosque Ordinarios admonet, ut curam omnem et vigilantiam adhibeant in re tanti momenti, edoceantque clerum et administratores piorum legatorum, quanta ex inobservantia et contemptu legis pericula proveniant; quo onere ipsorum conscientia gravetur; quam temere arbitrium suum legibus

anteponant, quas diuturna rerum experientia ad rei augustissimae tutelam collocavit; qua denique sese culpa obstringant; quibus poenis obnoxii fiant.

At malo radicitus extirpando Emi Patres necessarium insuper censuerunt huc usque praescriptis nova quaedam addere. Itaque re discussa primum in Congregatione diei 23 mensis Martii 1907, ac denuo in sequenti die 27 Aprilis, sub gravi conscientiae vinculo ab omnibus servanda haec statuerunt:

I. Ut in posterum quicumque Missas celebrandas committere velit sacerdotibus, sive saecularibus sive regularibus extra dioecesim commorantibus, hoc facere debeat per eorum Ordinarium, aut ipso saltem audito atque annuente (1).

II. Ut unusquisque Ordinarius, ubi primum licuerit, suorum sacerdotum catalogum conficiat, describatque Missarum numerum, quibus quisque satisfacere tenetur, quo tutius deinceps in assignandis Missis procedat.

III. Denique si qui vel Episcopi vel sacerdotes velint in posterum Missas, quarum exuberet copia, ad Antistites aut presbyteros ecclesiarum quae in Oriente sitae sunt (2), mittere, semper et in singulis casibus id praestare debebunt per S. Congregationem Propagandae Fidei.

His autem omnibus ab infrascripto Secretario relatis eidem SSmo D. N. in audientia diei 28 mensis Aprilis, Sanctitas Sua deliberationes Emorum Patrum ratas habuit et confirmavit, easque vulgari iussit, contrariis quibuslibet minime obstantibus.

Datum Romae die 22 mensis Maii 1907.

† VINCENTIUS Card. Episc. Praenest., *Praefectus*.

C. De Lai, *Secretarius*.

---

(1) Obligatio haec non imponitur sacerdotibus Missas recipientibus, sed eas celebrandas tradentibus; qui proinde ab illorum Ordinario sive saeculari sive regulari praescriptam saltem veniam per se vel per alium obtinere debent *(N. R.)*.

(2) Qua formula comprehenduntur omnes cuiusvis ritus Ordinarii et sacerdotes illis in locis commorantes *(N. R.)*.

LUCANA ET ARIMINEN.

BENEDICTIONIS FONTIS BAPTISMALIS

Toleratur consuetudo benedicendi fontem baptismalem tantum in Sabbato Paschatis vel Sabbato Pentecostes.

Postulata. Anno 1906 Emus Archiepiscopus Lucanus, circa antiquissimam consuetudinem peragendi benedictionem fontis baptismalis in ecclesiis sive civitatis sive dioecesis, sequentia referebat Sacrae Congregationi Rituum.

In urbe Lucana duae extant ecclesiae fontem baptismalem habentes, nempe ecclesia S. Ioannis, quae adnexa est ecclesiae metropolitanae, et ecclesia S. Frediani. Capitulum metropolitanum in Sabbato Sancto accedit ad dictam S. Ioannis ecclesiam, ubi una simul cum aliis sacris functionibus illius diei peragit etiam benedictionem sacri fontis; in Vigilia autem Pentecostes Missam Conventualem solemniter canit atque fontem baptismalem benedicit in ecclesia S. Frediani. Unde idem Capitulum celebrat quidem functionem benedictionis sacri fontis duobus diebus a Rubrica Missalis praescriptis, sed in diversa ecclesia.

Insuper quoad usum benedicendi fontem in aliis ecclesiis baptismalibus dioecesis Emus vir exponebat, eas vi synodalium constitutionum in classes distribui, adeo ut quaevis classis ex quatuor vel pluribus ecclesiis paroecialibus constet subiectis, quoad nonnullas sacras functiones, ecclesiae potiori, seu plebanali vel priorali vel praepositurali dictae. Generatim benedictio fontis in Sabbato Sancto fit in ecclesia primaria cum adsistentia parochorum respectivae classis; et si in eadem classi adsint aliae ecclesiae fontem baptismalem habentes, istae vel aquam benedictam accipiunt ab ecclesia primaria, vel proprium fontem benedicunt in Pervigilio Pentecostes, vel, ubi non deficiunt sacri ministri, etiam in Sabbato Paschatis. Attamen in nulla dioecesis ecclesia benedicitur fons baptismalis in duobus diebus a Missali romano praescriptis.

Hisce expositis idem Emus Archiepiscopus rogabat utrum dicta consuetudo adhuc tuto retineri vel tolerari possit. Et S. C. Rituum hanc quaestionem pro solutione remittere censuit huic S. O., cui interim alia fere consimilis postulatio eodem anno oblata fuerat ab Episcopo Ariminensi in exhibitione relationis super statu suae dioecesis. Postulatio ita se habet: « Cum in dioecesi vigeat consuetudo, quod fons baptismalis benedictione non renovetur in Sabbato Pentecostes, Episcopus Ariminensis quaerit an possit id tolerare, attento quod desunt interdum sacerdotes qui praesunt ritui benedictionis ».

Animadversiones. Praemittitur quod memoratae petitiones, licet in se diversae, tamen in eo conveniunt quod in utraque dioecesi benedictio s. fontis in ecclesiis baptismalibus semel tantum in anno fiat. Praefata item consuetudo aliter se habet in Capitulo Lucano, quam in aliis locis. Nam in hoc Capitulo perficitur duplex benedictio sed non in eadem ecclesia, dum in aliis ecclesiis baptismalibus dioecesis Lucanae benedictio fontis unicâ tantum vice expletur vel in Sabbato Sancto vel in Sabbato Pentecostes. E contra in dioecesi Ariminensi viget consuetudo consecrandi fontem tantum in Sabbato Sancto. Insuper Missale romanum relate ad s. fontis benedictionem in Rubrica Sabbati Sancti habet: « His *(prophetiis)* expletis, si ecclesia habuerit fontem baptismalem, sacerdos benedicturus fontem, accipit pluviale violaceum.... et descendit ad fontem » ; in Rubrica vero Vigiliae Pentecostes: « Hisce *(prophetiis)* expletis, celebrans accipit pluviale violaceum, et descendendo ad fontem cantatur tractus ».

His praenotatis, quoad consuetudinem in Capitulo Lucano extantem, usus in eo inolitus videretur servandus. Omisso enim quod in themate agitur de consuetudine immemoriali quae, ut, post Urbanum VIII in Const. *Romanus Pontifex*, tradit Barbosa *(de potest. Episc., alleg. 25, n. 72)* aliique canonistae (Cfr. Reuss et Lingen., *Causae selectae, pag. 559*): « etiam

in actibus ecclesiae praeiudicium divinique cultus decrementum inferentibus, plenam amplissimamque inducit cuiuscumque melioris tituli ac proinde Apostolici etiam beneplaciti praesumptionem »; aliae etiam rationes huiusmodi manutentioni suffragari possunt. Profecto scitum est, ut monet Benedictus XIV *(Instit. eccles., I)* antiquis temporibus sacramentum baptismi, extra casum necessitatis, consuevisse ab Episcopis administrari in suis ecclesiis Cathedralibus bis tantum in anno, nempe in Sabbato Sancto et in Pervigilio Pentecostes; qui tamen usus multiplicatis fidelibus, et baptisteriis in aliis ecclesiis erectis, postea desiit. Verum, ne memoria huius primaevae institutionis periret, in praefatis diebus conservata est fontis baptismalis benedictio.

Iam vero in civitate Lucana ille antiquus mos ita videtur fuisse servatus, ut in Sabbato Maioris Hebdomadae baptismus conferretur in ecclesia S. Ioannis, et in Sabbato Pentecostes in ecclesia S. Frediani. Serius vero introducto usu baptismi quotidiani, retenta est in utraque ecclesia consecratio fontis eadem ratione qua antiquitus perficiebatur. Quae praxis videtur a Paschali II confirmata in epistola ad Rothonem Priorem ecclesiae S. Frediani, cui tribuitur « baptismi usus in Sabbato Pentecostes a praeteritis temporibus habitus ».

Item non videtur repugnare S. Liturgiae consuetudo peragendi benedictionem fontis vel in Sabbato Sancto vel in Sabbato Pentecostes ut in aliis ecclesiis baptismalibus dioecesis Lucanae, vel tantum in Sabbato Sancto ut in dioecesi Ariminensi. Nam in Rituali romano quoad materiam baptismi haec leguntur: « Aqua solemnis baptismi sit eo anno benedicta in Sabbato Paschatis vel Pentecostes ». Igitur renovatio vel iteratio benedictionis s. fontis non videtur esse necessaria, cum in alternativis satis sit alterutrum adimpleri.

Deinde citata praxis non videtur discordare a mente et doctrina sive huius S. C. sive S. C. Rituum. Sane in *Lucana* 12 Apr. 1755 S. RR. C. decrevit: « Parochos habentes fa-

cultatem benedicendi fontem baptismalem, Sabbatis diebus Paschatis aut Pentecostes dumtaxat et non aliis diebus illum de mane benedicere debere ». Idem deduci posse videtur ex *Caietana* diei 28 Febr. 1903 et 23 Ian. 1904, in qua haec S. C. contra parochum S. Angeli in oppido Vallecorsa statuit, nihil esse innovandum « quoad functiones religiosas et benedictionem fontis in Sabbato Sancto; quae secundum consuetudinem in ecclesia S. Martini tantum erit perficienda ».

Ex adverso videtur quod allatae consuetudines sint omnino reprobandae. Superius visum est quod hae benedictiones, ubi adsit fons baptismalis, sint praescriptae a Rubricis Missalis romani: hinc est quod, ut ait De Herdt (*Praxis Lit.*, *cap. 2, § 14, n. 2*): « in Sabbatis Paschae et Pentecostes....., fontis benedictio et reliqua unum cum Missa Officium efficiunt ». Atqui consuetudines contra Rubricas Missalis romani, etiamsi immemoriales, sublatae sunt per Decretum Urbani VIII an. 1634 inibi in principio impressum, et uti corruptelae a S. C. Rituum retentae sunt, uti patet ex Decretis in *Oscen.* 16 Martii 1591, n. 9 ad X., et in *Romana* 18 Iunii 1689, n. 1812.

Sed ulterius non desunt Decreta eiusdem S. C., quae eas ut specifice abolitas renunciant. Primum Decretum est in *Urbevetana* 7 Dec. 1844, n. 2878; ubi Emi Patres S. RR. C. « attentis Rubricarum sanctionibus ac aliis Decretis praesertim in *Lucana* diei 12 Aprilis 1755 in responsione ad primum, in quo dilucide edicitur parocho fontem baptismalem Sabbatis diebus Paschatis et Pentecostes benedicere debere, respondendum censuerunt: *Consuetudinem, velut abusum et Rubricis contrariam, esse eliminandam* ». Ex hac resolutione patet, quod particula illa *aut*, in citata *Lucana* posita, non disiunctive sed coniunctive accipienda sit; et in iure receptum est, quod saepe disiuncta pro coniunctis accipiuntur, ut habet Paulus in *leg. Saepe 53, ff. de verbor. signif.* Cfr. Calvini *Lexicon iuridic.* in particula *aut.* Alterum Decretum est

in una *Sancti Hippolyti* 13 Apr. 1874, n. 3331; nam cum Episcopus dictae dioecesis expostulasset a S. RR. C., num antiqua consuetudo benedicendi aquam baptismalem in parochiis semel dumtaxat per annum, Sabbato videlicet Paschatis, tolerari possit; eadem S. C. « iuxta alias data Decreta ac praesertim in una *Lucana* diei 12 Aprilis 1755, et in una *Urbevetana* diei 7 Decembris 1844 rescribendum censuit: *Aquam baptismalem in parochiis esse benedicendam in Sabbatis Paschae et Pentecostes, non obstante quacumque contraria consuetudine, quae omnino eliminari debet* ».

Haec autem fontis benedictio in utroque Sabbato perficienda est nedum in ecclesiis parochialibus, sed etiam in aliis quae s. fontem habent: neque adduci potest defectus cleri; aut parochus se excusare valet ex eo, quod ipse, in sua paroecia habens plures ecclesias baptismales, fontis benedictionem sit impeditus in his ecclesiis per se peragere, uti constat ex resolutione eiusdem S. RR. C. in una *Utinen.* diei 13 Ian. 1899, n. 4005, ubi rescribitur quod in casu potius adhibeatur *Memoriale Rituum pro ecclesiis minoribus* iussu Benedicti P. XIII editum.

Tantummodo fit exceptio pro parocho qui, vel duas regens paroecias vel filialem habens cum s. fonte, sacerdotem invenire nequeat pro delegatione ad benedictionem fontis, uti patet ex resolutione in *Urgellen.* diei 29 Maii 1900 (1).

Caeterum quia in relatis Emi Archiepiscopi litteris sermo est de benedictione fontis, quae in dioecesi Lucana perfici solet in ecclesia praecipua cuiusvis classis, caeteris intervenientibus parochis, videndum est utrum dicta ecclesia sit vere matrix, et aliae ecclesiae baptismales, quarum rectores ad sacram functionem accedunt, sint vere filiales. In casu enim quod dicta ecclesia vero matricitatis iure polleat, potest applicari resolutio ab eadem S. RR. C. edita in *Spala-*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 33, pag. 187.

ten. 7 Iunii 1892, n. 3776, ubi excipiuntur, si adsint, specialia ac determinata iura circa ecclesias matrices. Conferri etiam possunt decisiones ab eadem S. C. editae in *Novarien.* 16 Febr. 1900, et in *Derthonen.* 8 Iunii 1901 (1).

Decisio. Emi Patres S. C. Concilii, omnibus mature perpensis, die 27 Aprilis 1907 respondendum mandarunt:

Attentis peculiaribus circumstantiis, relatas consuetudines tolerari posse (2).

ROMANA

COMPUTATIONIS SERVITII CANTORALIS

Servitium extraordinarium cantorale non computatur pro admissione ad privilegium secundi servitii in Pontificia cappella Xistina cantorum.

Factispecies. Ioseph Brucchietti anno 1869 cooptatus fuit inter cantores Pontificiae cappellae Xistinae, in qua iuxta disciplinam tunc temporis vigentem recenseri nequibant coniugati, sed tantum clerici vel laici coelibes. Anno autem 1874 dictus Brucchietti facultatem petiit secreto matrimonium ineundi, quam Pius IX explicite impertiri noluit, sed fertur id tolerasse ad hoc ut Brucchietti licite stipendium uti cantor percipere pergeret. Rescriptum hoc, a Leone XIII confirmatum, ab Emo Urbis Vicario executioni fuit mandatum anno 1878, quo idem Brucchietti nuptias contraxit. Verum re inter collegas cantores vulgata, hi recursum obtulerunt ad Pontificem, qui, nolens derogare regulis cappellae Xistinae, anno 1881 decrevit ut Brucchietti exoneraretur ab officio cappellani cantoris, eidem tamen concederetur ob specialia adiuncta pen-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 33, pag. 62.

(2) Exinde colligi potest adesse revera praeceptum benedicendi fontem baptismalem tum in Sabbato Sancto tum in Sabbato Pentecostes, et nonnisi, ob particulares circumstantias, tolerari contrarias consuetudines in casu inolitas *(N. R.)*.

sionem integro stipendio respondentem, cum onere interessendi servitio cantorali quoties a magistro cappellae *pro tempore* vocaretur.

Anno 1891 lex, cantoribus cappellae Xistinae coniugium interdicens, abrogata fuit, et Ioseph Brucchietti Rescripto diei 17 Apr. eiusdem anni edito a Praefecto Domus Pontificiae, inter cantores iterum adscitus est. Dein anno 1900, expirato tricennio, quo Iosephus Brucchietti inter cantores fuerat admissus, precibus etiam nomine collegii cantorum oblatis ut idem Brucchietti admitteretur ad privilegium ita dictum secundi servitii, Domus Pontificiae Praepositus ex audientia SSmi negative respondit.

Huic Rescripto non acquiescens Brucchietti anno 1905 petitionem Pio PP. X iteravit, qui pariter negativum tulit responsum per litteras Praefecti Domus Pontificiae. At cum idem Brucchietti videret sibi praeclusam viam gratiae, animum intendit eamdem rem obtinendi per viam iuris, ac proinde Pontificem rogavit ut sua petitio pro admissione ad secundum servitium iuridice disceptari valeret apud hanc S. C.; quod ex benignitate S. Pontificis fuit indultum.

Animadversiones. Patronus a cantore Brucchietti adlectus praemittit quod, licet Brucchietti anno 1881 ab officio cappellani cantoris exoneratus fuerit, eidem tamen pensio cum onere praestandi servitium ac reliqui cantores servata fuit. Hinc specie tenus ad collegium non pertinebat, idque iustis rationibus ne disciplina tunc vigens laederetur; de facto vero ad illud pertinuit, cum suum ministerium semper fideliter impendit, et mercedem assignatam ut alii cantores percepit. Age vero, cum transitus ad secundum servitium concedatur uti praemium laboris, ad instar privilegii concedi soliti veteranis militibus iam stipendia emeritis, et cum iuxta circumforaneum iuridicum axioma *facta magis attendenda sunt quam verba* fluit, quod dictus transitus cantori Brucchietti absque iniuria denegari nequeat.

Nec aliam fuisse Pontificis mentem in Rescripto anni 1881 concedendo advocatus evincere satagit, tum ex regulis in legibus interpretandis sequendis, tum ex particularibus adiunctis. Sane quoad primum, cautum in iure est ut in interpretatione legis facienda ea assumatur, quae minus ab aequitate exorbitet, nam S. Rota *(Recent., part. 1, dec. 388, n. 3)* ait: « In dubio interpretatio capienda est minus exorbitans ab aequitate ». At haec aequitas in themate exularet, si Pontifex ita Brucchietti ab officio cantoris relevasset, ut eum excluderet ab emolumento secundi servitii: ex parte enim eum gravatum voluit sicuti alios cantores in servitio praestando, ex altera vero dum dictum privilegium aliis concedit uti praemium, hunc absque titulo absolute privat et plectit absque culpa; et praesertim id fit, quando nullus obex amplius pro admissione ad secundum servitium parari potest a disciplinari regula collegii iam abrogata.

Hanc Pontificis intentionem firmat duobus exemplis sub Pio IX: unum respicit cantorem Constantini, qui ad iubilationem admissus fuit, etiamsi ei 8 anni deessent ad complementum temporis secundi servitii; alterum refertur ad cantorem Salvati iubilatione donatum, nondum completo tricennio primi servitii, cui insuper impertita facultas fuit ducendi uxorem. Ulterius advocatus eamdem interpretationem Pontificii Rescripti eruere satagit ex specialibus adiunctis, quibus Brucchietti versabatur. Ipsi ministerium in officio cantoris prorsus erat necessarium, ut mercede inde retrahenda parentes sublevaret; quare si matrimonio contrahendo illud amitteret, potius coniugio nuntium mittere optabat, ne eosdem parentes subsidio privaret. Hac pressus angustia rogavit Pontificem, ut sibi liceret nuptias inire absque ullo detrimento; Pontifex pro gratia annuit, servato illi integro stipendio, et data petita gratia. At beneficium Principis decet esse mansurum. Quod quidem, ait advocatus, non eveniret, si servitium praestitum, post factam concessionem, non esset

computabile pro transitu ad secundum servitium; tunc gratia potius in eius dispendium verteretur.

Demum advocatus occurrit difficultati, quae forte ex adverso moveri potest, quod nempe Brucchietti nedum assignatam pensionem recepit, sed etiam quoties servitia praestitit, ei sicuti aliis extraneis a collegio invitatis, vulgo *soprachiamati*, congruum stipendium est persolutum. Hanc enim difficultatem dilui ait, si prae oculis habeatur, quod hoc stipendium apparenter rependebatur pro servitio cantoratus, realiter vero ei tradebatur pro alio humili opere ab eodem praestito eique commisso a Praefecto Domus Pontificiae nempe pro officio diribitoris stipendii cantoribus vulgo *bidello*.

Verum ex adverso non videtur cantori Brucchietti competere ius admissionis ad secundum servitium. Ad hoc enim consequendum necesse foret computare servitium ab eo praestitum ab an. 1881, quo fuit dimissus a collegio cantorum, usque ad annum 1891 quo iterum inter cantores fuit exceptus. Sed hoc admitti nequit sive quia obstat Pontificium Rescriptum anni 1881, quo declaratum fuit Brucchietti ad collegium cantorum amplius pertinere non posse; sive quia obstant tum disciplina tum Constitutiones Apostolicae tunc temporis vigentes pro collegio, iuxta quas coniugati ab eo penitus erant exclusi. Atque de exclusione cantoris Brucchietti a collegio ab an. 1881 usque ad an. 1891 adeo res comperta erat, ut ex revocatione antiquae regulae circa exclusionem coniugatorum in cantorum collegium, opus fuerit nova admissione pro Brucchietti, quae concessa fuit anno 1891. Si itaque durante decennio an. 1881–1891 Brucchietti fuit extraneus collegio, quodcumque servitium tunc temporis ab eo praestitum, utile profecto nequibat esse pro obtinendo eventuali beneficio secundi servitii, quia ei deerat necessaria qualitas cantoris Pontificii cappellae Xistinae, cuius amplius membrum non erat.

Neque in praesenti iuridica quaestione aliquid proficit re-

cursum habere ad aequitatem. Nam aequitas non eo protendenda est, ut ipsa aperte cum iure existente pugnare valeat: « Aequitas, ait Rota *(decis. 248, n. 20 et 21, part. 6 Recent.)* attendenda est, ubi iure destituimur, non autem ad destructionem iuris clari ». Et reapse computare ministerium praestitum ab extraneo cantore in ordine ad secundum servitium, esset aperte legi contraire, quae hoc beneficium tantum reservabat collegio adscriptis. Neque item urgeri posse videtur quod Brucchietti saltem de facto ad collegium cantorum ab an. 1881 usque ad an. 1891 pertinere perrexit; haec obiectio diluitur, si attendatur quod Pius IX ex gratia speciali, attentis domesticis circumstantiis Brucchietti, huic stipendium servatum voluit cum onere servitii extraordinarii, uti legitur in Rescripto. De praestatione vero servitii ordinarii neque vola neque verbum habetur: hinc dici nequit, quod praestitum servitium fuerit quasi correspectivum pensionis.

Praeterea quidquid de hoc sit, certum est ex Rescripti verbis, ipsum amplius ad collegium non pertinuisse, quia ab officio cantoris fuerat exoneratus. Iam vero incivile est ad iuris fictionem vel ad interpretationem recurrere, quando legis dispositio est clara, uti traditur in *leg. Et ideo, ff. de legibus*. Inutiliter itaque ex facto assignatae pensionis cum adiecto onere servitii extraordinarii et ex eius praestatione concluditur, Brucchietti adhuc mansisse cantorem Pontificium, cum evidenter Rescripti verba resistant. Res insuper illustratur exemplo ducto per analogiam a computatione servitii choralis pro iubilationis indulto in causa *Isernien.* diei 20 Ian. 1906, in qua haec S. C. indultum iubilationis denegavit Canonico, qui prius servitium chorale praestiterat uti Hebdomadarius et dein uti Canonicus, quia Hebdomadarius utpote Beneficiatus, ad Capituli corpus non pertinet (1). Eadem decisio edita fuit in *Romana* 18 Dec. 1847.

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 39, pag. 101.

Dubium. ***An Ioseph Brucchietti ius habeat admissionis ad secundum servitium (uti dicitur) in Pontificia cappella Xistina cantorum in casu.***

Responsum. Emi Patres S. C. Concilii, re sedulo perpensa, die 27 Aprilis 1907 rescripserunt: *Negative* (1).

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

NUSCANA

Decretum confirmationis cultus ab immemorabili tempore praestiti Ven. Servo Dei Ioanni, Episcopo Montis Marani, Sancto nuncupato.

Mons Maranus, oppidum olim in episcopalem sedem erectum, Dei Servum Ioannem habuit Praesulem, cuius nomen ad haec usque tempora cum sanctitatis fama per universam Samnii regionem pervulgatur. Eius vitae primordia latent, sed in Monte Virginis prope Maranum ortus atque aetate adhuc florente Cassinensis monachus Ordinis S. Benedicti, dignusque tanti magistri discipulus fuisse traditur. Anno millesimo octogesimo quarto ecclesia Montis Marani suo Pastore viduata, Gregorius VII sa. me. Salerni exul, rogatu cleri populique Maranensis, Ioannem eximiis virtutibus clarum, prius oblatae dignitati reluctantem, postea Summi Pontificis voluntati obtemperantem, illius Sedis Episcopum nominavit, et ad Beneventanum Archiepiscopum consecrandum misit. Novus Episcopus, omnium laetitia et gratulatione, veluti pater

(1) Sane ab anno 1881 ad annum 1891 cantor Brucchietti ad collegium cantorum cappellae Xistinae non pertinuit, quum ab eiusdem servitio ordinario exoneratus fuerit an. 1881 et dein an. 1891 iterum in illud cooptatus, et quum ex gratiosa concessione ius proprie dictum legitime erui nequeat. Hinc nil mirum si ad tramitem iuris non computetur decennium illud servitii extraordinarii ad effectum obtinendi privilegium secundi servitii *(N. R.)*.

exceptus, pastoralis officii sensit onus, humeris etiam angelicis grave, illudque tamen ex communi sententia digne sustinuit. Quae enim sive ad fidei amorisque obsequium promovendum erga Romanum Pontificem, tunc exulem, sive ad perniciosos haereticosque errores a suo grege propulsandos et ad sanam catholicamque doctrinam eidem tradendam, sive ad egenos miserosque sublevandos et ad charitatem cum pietate fovendam atque augendam quomodolibet conferre poterant, solerti studio atque assiduo opere Ioannes adimplevit. Hoc etiam inter cetera memoriae proditum est Dei Famulum operariorum multitudinem cum aqua, eo deprecante, in optimum vinum conversa, refecisse. Tandem Ioannes post multos exantlatos labores in Dei gloriam et populorum salutem tam in coenobio quam in Episcopatu, Pauli Apostoli monita ad Episcopos fideliter secutus, et virtutibus ac meritis plenus diem obiit supremum 17 Augusti anno 1094. Mortis nuncio per totam dioecesim diffuso, frequentissimus populus ad invisendum venerabile corpus confluxit. Funere solemni pompa expleto, ipsum corpus sub ara confessionis Cathedralis ecclesiae depositum fuit. Ex eo tempore tanta Dei Famuli sanctitatis opinio, simulque in illum devotio ac fiducia ad auxilium implorandum invaluit, ut cultus publicus ecclesiasticus usque in praesens perseverans et auctus venerando Praesuli adhibitus fuisse perhibeatur. Ad huiusmodi cultum pertinent imagines Servi Dei splendoribus ornatae, Sancti vel Beati titulus, reliquiae venerationi fidelium expositae cum lampade ardente, atque in publicis necessitatibus et supplicationibus per urbem delatae, preces domi et in templo Ioanni porrectae, sive ad patrocinium impetrandum, sive ad gratias agendas pro beneficiis acceptis, necnon oblationes ex voto et dona pretiosissima. Et quoad festa in eius honorem singulis annis celebranda, synodus dioecesana sub die 16 mensis Augusti an. 1595 suo decreto edixit: « Tam inventio divi Ioannis, quae celebratur quarta decima mensis Aprilis, quam fe-

stum immediate post translationem divae Mariae observentur ». Quae quidem festivitates antiquitus observatae, postquam dioecesis Montis Marani Nuscanae dioecesi adiecta fuit, confirmatae atque auctae sunt. Quod plane constat ex kalendario ad usum dioeceseos Nuscanae anno 1873 adprobato, in quo tria recensentur festa pro Monte Marano S. Ioannis Episcopi, sui Patroni praecipui, unum primarium respondens etiam Inventioni, et duo secundaria Patrocinii et Translationis. Quum haec et alia casus excepti documenta et testimonia in tabulis processualibus relata et in Actis Sacrorum Rituum Congregationis exhibita fuerint, instante Rm̃o Dñо Alfonso Carfagni, causae Postulatore, nomine etiam universae civitatis Montis Marani et Nuscanae dioeceseos, Em̃us et Rm̃us Dñus Sebastianus Cardinalis Martinelli eiusdem Causae Ponens seu Relator, in ordinario Sacrorum Rituum Congregationis coetu subsignata die ad Vaticanum coadunato, sequens dubium discutiendum proposuit: *An constet de casu excepto a Decretis sa. me. Urbani Papae VIII?* Porro Em̃i ac Rm̃i Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi post relationem Em̃i Cardinalis Ponentis, audito R. P. D. Alexandro Verde Sanctae Fidei Promotore, tum voce tum scripto, reque mature perpensa rescribendum censuerunt: *Affirmative seu constare.* Die 20 Februarii 1906.

Facta postmodum de his Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatione, Sanctitas Sua Rescriptum Sacrae eiusdem Congregationis ratum habuit et probavit, die 2 Martii, eodem anno.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ROMANA

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Annae Mariae Taigi, Tertiariae Ordinis SS. Trinitatis redemptionis captivorum.

Super dubio: *An constet de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia, earumque adnexis in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.*

Mulierem fortem, qualem exhibent sacrae Litterae, identidem edidit Christi sponsa Ecclesia, *cuius floribus nec rosae nec lilia desunt:* (Ven. Beda, serm. XVIII, de sanct.). Id autem feminarum genus documento est nullam esse vitae conditionem, in qua ad christianam perfectionem praecludatur iter. Res quum antiquis exemplis tum recentioribus confirmatur, in quibus luculentum illud Ven. Servae Dei Annae Mariae Taigi, quae claustri vitam cum coniugio ita sociavit, ut eius imitari sanctitatem nemo ab instituto suo alienum existimare queat.

Senis in urbe Etruriae ortum habuit Ven. Dei Serva IV cal. Iun. anno MDCCLXIX, piis honestisque parentibus. A quibus relinquere patriam coactis ob inclinatam fortunam, Romam deducta est sexennis. Heic, dum pia mater in famulatu est, instituenda puella traditur magistris nomine *Piis* ad S. Agathae Gothorum. In ea disciplina postquam bonis moribus ac femineo cultu instituta est, conspicua praebens futurae sanctitatis indicia, ut suppetias parentibus ferret, apud nobilem quamdam feminam ancillae munus obivit. Cui conditioni tot periculis obnoxiae honestas praeferens nuptias, acceptum parentibus ac sibi virum elegit, praenobilis familiae famulum, christianis moribus quidem satis imbutum, sed ingenio rudi asperoque, ut occasionem Ven. Annae suppeditarit exercitandae diuturnae patientiae. Domesticis intenta laboribus, liberorum christianae institutioni sedulo impigreque consuluit, ce-

terisque sui status officiis adeo sancte perfuncta est, ut cunctis uxoribus ac matribus familias perfectum exemplar exstiterit.

Ad caelestia se in dies magis trahi sentiens, religiosum virum nacta est, a Deo iam praemonitum, qui Ven. Dei Servae pietatis magister esset. Huius hortatu atque annuente coniuge, abiectis elegantioribus vestibus ornatuque omni, habitum suscepit Tertii Ordinis SSmae Trinitatis redemptionis captivorum. Tum vero, coniugali tecto in coenobium quasi converso, ieiuniis, cilicio, flagellis afflictare corpus coepit, vitamque ad Christi Cruci adfixi exemplum componens, precationibus et virtutum omnium acquisitioni ferventius attendere, ex qua vivendi ratione nec iniuriae illi defuerunt, neque contumeliae neque calumniae; quae omnia intrepido animo pro Christo sustinuit, obtrectatoribus ac vexatoribus parcens iisque bonum pro malo reddere studens.

Tanto in Deum aestuabat amore, ut ipsum vehementer cohibere cogeretur. Nec tamen, quum caelesti illa flamma esset absorpta et lateret abdita in Christo, minus de proximis ac de civili societate meruisse dicenda est. Nam, licet rerum inopia laboraret, nullam occasionem praetermisit, qua egenorum necessitati opitularetur, eademque, vel in publicis vel in privatis calamitatibus, superno lumine illustrata, divinae ultioni se victimam obtulit, non intermissa prece studens impendentia aliorum cervicibus infortunia propulsare.

Divinis charismatibus ditata saepissime rapiebatur; Eucharistiae sedem per olfactum agnoscebat; Sacras Species a non consecratis gustu distinguebat. Sed inter cetera dona illud plane mirabile per annos XLVII experta est, quasi solis ob oculos positi, qua in luce et praesentia et absentia intueretur, mentium latebras et occultissima quaeque perspiceret.

Tot cumulata gratiae thesauris atque virtutibus, vel quum in vivis degeret, sanctitatis fama pollebat. Idcirco frequentissimus ad eam erat piorum conventus ipsius consilia expetentium, ad eamque inopem, humilem, proceres Praesules-

que confluebant. Multis aerumnis iactata infirmâque iampridem valetudine, extremi morbi doloribus invicta patientia toleratis, tandem anno aetatis suae LXVII, *cupiens dissolvi et esse cum Christo,* tranquillissime in ipso obdormivit VII idus Iun. anno MDCCCXXXVII, prout ipsa praedixerat.

Aucta in dies magis post obitum fama sanctitatis, beatificationis causa penes S. Rituum Congregationem promoveri coepit. Probationibus igitur exceptis, ceterisque ad iuris normam exactis, de virtutibus heroicis Ven. Annae Mariae Taigi instituta est actio. Ac primo quidem excussum est dubium in antepraeparatorio coetu tertio cal. Septembres anno MDCCCCIV apud Rm̃um Cardinalem Dominicum Ferrata causae Relatorem; instaurata denuo causa preparatorio conventu, in Apostolicis Aedibus Vaticanis, quinto cal. Iulias anno MDCCCCV; denique coram SSm̃o D. N. Pio Papa X in iisdem Vaticanis Aedibus, tertio cal. Februarii ineuntis anni, quum memoratus Cardinalis dubium ad discutiendum proposuit: *An constet de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis Ven. Servae Dei Annae Mariae Taigi in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.* Quo super dubio quamvis unanimis esset Rm̃orum Cardinalium et PP. Consultorum sententia constare affirmantium, nihilominus in re tanti momenti prorogandum de more duxit SSm̃us Pater, spatio sibi et iis qui aderant relicto divini luminis implorandi.

Hodierno autem die, Dominica I in Quadragesima, idem Beatissimus Pater, Sacro pientissime litato in domestico sacello, Vaticanam aulam nobiliorem ingressus ac Pontificio solio assidens, ad se accersiri mandavit Rm̃os Cardinalem Aloisium Tripepi S. R. Congregationi Pro-Praefectum, et Dominicum Ferrata causae Ponentem una cum R. P. Alexandro Verde S. Fidei Promotore meque infrascripto a secretis, iisque adstantibus solemniter declaravit: *Constare de virtutibus*

theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis Ven. Servae Dei Annae Mariae Taigi, in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.

Hoc Decretum in vulgus edi et in Acta S. R. Congregationis referri iussit, quarto nonas Martii anno MDCCCCVI.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ROMANA SEU BARCINONEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servi Dei Fr. Bonaventurae a Barcinone, laici professi Ordinis Minorum, conditoris s. Recessus S. Bonaventurae de Urbe.

Super dubio: *An, et de quibus miraculis constet in casu et ad effectum de quo agitur.*

Medias inter veteris Urbis ruinas contemplanti surgentem e Palatino colle Recessum, a S. Bonaventura nuncupatum, adhuc resonare videntur Isaiae verba LI, 3, *Consolabitur Dominus omnes ruinas eius, et ponet desertum eius quasi delicias, et solitudinem eius quasi hortum Domini.* Hoc Franciscalium domicilium, quasi testimonium christianae humilitatis victoriam referentis super ethnicum fastum, non insignem doctrina virum conditorem iactat, sed religiosum sacris nullis Ordinibus initiatum, nullis pene imbutum litteris, Ven. Dei Servum Bonaventuram Gran, ab eo divinitus datum, qui *vocat ea quae sunt tamquam ea quae non sunt.*

Ortus in oppido Riudoms prope Barcinonem VIII cal. Decembr. an. MDCXX parentibus humili genere, Ven. Dei Servus eâ vitae innocentia pueritiam transegit eâque pietate praefulsit, ut angeli speciem praeseferret. A patre compulsus ut uxorem duceret, paruit quidem, sed obedientiae meritum cum

virginitatis flore coniunxit, illibatam cum annuente coniuge, tamquam cum sorore, vitam traducens. Eâ brevi vivis erepta, desiderium quo iamdiu aestuabat explens, Franciscalium Institutum amplexus est, quod ante instauratam unitatem, Reformatorum vocabatur. Per varia eius Ordinis coenobia humilioribus functus officiis, eminenti sanctitate ac singularibus gratiae donis omnium in se admirationem concitavit. Actus vehementi studio instaurandae inter suos Apostolicae vivendi formae, sacros Recessus, in quibus rigidius perfectiusque vivendi genus coleretur, in provincia romana, non sine multis contentionibus ac laboribus, varios exstruxit, in quibus hac ipsa in Urbe celeberrimum illud, quod a Doctore S. Bonaventura nomen accepit. Ubi postquam plures ex institutis a se Familiis sanctissime rexit atque aptissimis legibus fulcivit, *dilectus Deo et hominibus,* praesertim romano populo, cui exemplis et prodigiis spectaculo fuerat, intemeratae vitae cursum absolvit III Id. Septembr. an. MDCLXXXIV, aetatis suae quarto supra sexagesimum.

Haec licet fuerit viri sanctitas, et quamvis eidem illustrandae signa et miracula non defuerint, nihilominus inscrutabili Dei iudicio factum est ut Beatorum caelitum honores ei serius decernerentur. Itaque post Decretum approbationis virtutum a sa. me. Pio PP. VI editum XVIII cal. Septembr. an. MDCCLXXV, de duobus miraculis, quae per Ven. Dei Servum a Deo patrata ferebantur, accurata inquisitio peracta est, tabulaeque iudiciales a SS. Rituum Congregatione recognitae ac probatae sunt.

Horum primum accidit sub annum ferme MDCCXC in oppido Riudoms. Maria Padrell, ex vicina urbe Maspuiol equo vecta redibat; quum hic, repentino canis incursu exterritus, dorso insidentem excussit, circumvolutâque eius pedibus habena, eandem iactare et raptare miserrime coepit. Ereptam, suique vix compotem domum delatam statim ut chirurgus inspexit, eiusque dexterum crus vidit dire sauciatum, pedem

autem diffractis nervis pene avulsum a tibia, nullam esse salutis viam nisi in celeri amputatione declaravit. In ea rerum desperatione Maria ad Ven. Bonaventuram conversa, cuius reliquiam circumferre consueverat, eius opem cum lacrimis implorare coepit. Vix absoluta prece, sanatam se illico sentiens, lecto descendit, reiecto neptis auxilio ad eam accurrentis, ac firmo liberoque gradu, dum vixit, ambulavit.

Alterum contigit miraculum anno MDCCCX in eodem oppido Riudoms. Rosa Masò et Puigdengolas, puerum enixa, post aliquot horas gravissimo insultu correpta est, quem medicus epilepsim iudicavit. Nihil proficientibus remediis, aegrota in horas ruebat in peius, donec in lethale *coma* incidit. Iamque rigentem omnique sensu destitutam qui aderant veluti mortuam deflebant, et quae ad eam efferendam opus erant apparabant. Admovetur a parocho Ven. Bonaventurae reliquia, cuius contactu aegrota revocatur ad vitae munia, lectoque desilit plena valetudine pollens.

De utroque miraculo Apostolica auctoritate confecta sunt acta, annis MDCCCXXV et MDCCCXXVII. Eorum agnita et probata validitate, instaurata est actio cum diligenti inquisitione, primum in antepraeparatorio conventu in aedibus Revmi Cardinalis Dominici Ferrata causae Relatoris, octavo cal. sextiles superioris anni; rursus in praeparatorio ad Apostolicum Palatium Vaticanum decimo sexto cal. Februarii volventis anni; tertio denique in generali coetu, habito octavo cal. Maii eiusdem anni coram SSmo D. N. Pio PP. X; quo in coetu ab eodem Revmo Cardinali Dominico Ferrata propositum est dubium: *An, et de quibus miraculis constet in casu et ad effectum de quo agitur.* Suffragiis Consultorum et PP. Cardinalium constare affirmantium exceptis, SSmus Dominus a supremo suo edendo iudicio abstinuit, monuitque praesentes ut in re tam gravi caeleste lumen efflagitarent.

Tandem hodierno die, Dominica III post Pascha, Idem SSmus Dominus e domestico sacello, ubi Sacrum pientis-

sime litaverat, nobiliorem aulam Vaticanam ingressus ac Pontificio solio assidens ad Se accersivit Rmos Cardinales Aloisium Tripepi S. RR. Congregationi Pro-Praefectum et Dominicum Ferrata causae Relatorem, una cum R. P. Alexandro Verde S. Fidei Promotore, meque infrascripto a secretis, iisque adstantibus solemni Decreto sanxit: *Constare de duobus miraculis;* de primo: *Instantaneae perfectaeque sanationis dexteri pedis Mariae Padrell, pessime lacerati;* de secundo: *Instantaneae perfectaeque sanationis Rosae Masò et Puigdengolas a gravissima eclampsia puerperali.*

Hoc autem Decretum publici iuris fieri et in SS. Rituum Acta referri iussit, pridie nonas Maii anno MDCCCCVI.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ROMANA seu BARCINONEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servi Dei Fr. Bonaventurae a Barcinone, laici professi Ordinis Minorum, conditoris s. recessus S. Bonaventurae de Urbe.

Super dubio: *An, stante approbatione virtutum et duorum miraculorum,* Tuto *procedi possit ad solemnem eiusdem Ven. Servi Dei beatificationem.*

Divino consilio factum videtur ut, dum praesens aetas plurimis gloriatur doctrinis et litteris, in quibus Franciscana etiam, uti vocant, studia non ultimum locum obtinent, catholica Ecclesia virum proponat Beatorum Caelitum honoribus exornandum, qui Patris Assisiensis indolem suavissimam referens, facere magis quam dicere assueverit, exemploque plus quam doctrina christianae perfectionis incrementa curaverit. Haec nempe, quae derideri solet, iusti simplicitas, Ven. Dei Servum Bonaventuram potentem effecit ad iacenda fun-

damenta celsissimae sanctitatis, iuxta Doctoris Augustini sententiam (Serm. X, de verb. Dom.): *Cogitas magnam fabricam construere celsitudinis? de fundamento prius cogita humilitatis.*

Piis nulloque censu parentibus ortus Ven. Dei Servus anno MDCXX, non minus animo quam agro colendo adolescens operam dedit. Mox, Deo monente, Francisci Patris Institutum professus est, vilioribus addictus officiis. Brevi tamen patuit quam altus humili sub specie lateret animus, quanta coenobitae sanctitas esset, quanta obscuri hominis vis fiduciam omnem in Deo collocantis, etsi rudis ac pene litterarum expers, rigidioris disciplinae conditor exstitit, constituitque in romana Reformatorum provincia Recessus, quibus ipsemet praefuit, auctor idem et legifer et moderator. Inter eos praecipuus ille numeratur, qui a Palatino clivo adsurgit et a S. Doctore Bonaventura nomen habet; quem locum, quum multi sancti viri coluerunt, tum potissimum Leonardi a Portu Mauritio apostolatus effecit memorabilem. Atque hic, ubi propter eminentem virtutem et plane singularia dona poterat de se ipse affirmare: *tamquam prodigium factus sum multis* (Ps. LXX); hic, ubi plurimi habitus est et conquisitus a clarissimis ex omni ordine viris, a PP. Cardinalibus atque ipsis a Summis Pontificibus, ita ut ei convenirent verba Ps. LXX: *Quoniam non cognovi litteraturam, introibo in potentias Domini,* hic Ven. Dei Servus, quasi *turtur in nido ubi ponat pullos suos,* beata fine quievit III Id. Septembr. MDCLXXXIV.

Aucta post obitum Bonaventurae sanctitatis fama et prodigiis confirmata, agitata causa est, serius illa quidem propter publicarum rerum in Hispania conversionem, et super duobus miraculis actio instituta, de quibus SSm̃us D. N. Pius PP. X Decreto diei vicesimi quarti mensis Aprilis mox elapsi constare edixit.

Unum supererat iuxta S. huius Fori statuta inquirendum, utrum Beatorum Caelitum honores Ven. Dei Servo Bonaventurae, Tuto decerni possent. Itaque in S. huius Congre-

gationis generali conventu habito coram SSmo D. N. octavo cal. Maii labentis anni, Rmus Cardinalis Dominicus Ferrata, causae Relator, dubium proposuit: ***An, stante approbatione virtutum et duorum miraculorum,*** Tuto ***procedi possit ad solemnem Ven. Servi Dei Bonaventurae a Barcinone beatificationem.*** Quamvis vero Rmi Cardinales et PP. Consultores unanimi suffragio Tuto fieri posse respondissent, Beatissimus Pater mentem suam aperire distulit, praesentes adhortatus ut effusis precibus divinam opem implorarent.

Hodierno autem die, Dominica III post Pascha, salutari Hostia devotissime oblata, ad Vaticanas Aedes accivit Rmos Cardinales Aloisium Tripepi SS. RR. Congregationi Pro-Praefectum et Dominicum Ferrata causae Relatorem, una cum R. P. Alexandro Verde S. Fidei Promotore meque infrascripto Secretario, iisque adstantibus edixit: Tuto ***procedi posse ad solemnem Ven. Servi Dei Bonaventurae a Barcinone beatificationem.***

Hoc autem Decretum evulgari, in Acta SS. Rituum Congregationis referri, Litterasque Apostolicas sub plumbo de beatificationis solemnibus in patriarchali Basilica Vaticana, ubi primum licuerit, celebrandis expediri iussit, pridie nonas maias anno MDCCCCVI.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ORDINIS FRATRUM MINORUM

PROVINCIAE HIBERNIAE

Circa psalmum " De profundis „ post Missam Conventualem sive cantatam sive lectam.

Reverendus Frater Petrus Sheehan, Ordinis Fratrum Minorum Provinciae Hiberniae, de consensu tum Ministri Provincialis tum Procuratoris Generalis, Sacrorum Rituum

Congregationi sequens dubium pro opportuna declaratione humillime exposuit; nimirum: In Hibernia mos est, ut in omnibus Missis, praeter solemnes, finito ultimo Evangelio sacerdos cum Ministro psalmum *De profundis* recitet, antequam preces iussu Summi Pontificis praescriptas incipiat. Cum autem ex variis Sacrae Rituum Congregationis decretis hae preces post Missam Conventualem omittendae sint, quaeritur, an etiam psalmus *De profundis* post Missam Conventualem sive cantatam sive lectam omitti debeat?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio, omnibusque perpensis, proposito dubio respondendum censuit: Omittatur in casu.

Atque ita rescripsit die 23 Martii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

DUBIORUM

De Sororibus Tertiariis Regularibus quoad usum Kalendarii et indulgentiarum participationem.

A Sacrorum Rituum Congregatione nuper expostulatum est:

I. An Sorores Tertiariae Ordinum Regularium Ordinariis locorum subiectae, quae in Communitate vivunt, vota simplicia nuncupant et tantummodo Officium parvum B. M. V. recitant, teneantur in propria ecclesia, seu Oratorio, sequi Kalendarium respectivi Ordinis, relicto Kalendario dioecesano, quo annuente ac praecipiente loci Ordinario, a diuturno tempore usque in praesens utuntur? – Et quatenus *Negative:*

II. An eaedem Sorores praedictum Kalendarium dioecesanum adhibentes participent omnes indulgentias quae a Ro-

manis Pontificibus directe concessae sunt tantum respectivis Ordinibus eorumque ecclesiis?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio, attentisque decretis Sacrarum Congregationum Rituum et Indulgentiarum, ita respondendum censuit:

Ad I. *Negative.*

Ad II. *Affirmative.* Serventur autem Decreta praesertim S. R. C. n. 3862 *Urbis et Orbis* 9 Decembris 1895, et S. C. Indulgentiarum et SS. Reliquiarum *De indulgentiis Tertiariorum* 28 Augusti 1903 (1).

Atque ita rescripsit ac declaravit, die 10 Maii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

CHICOUTIMIEN.

Actus heroicus revocari potest.

Ad hanc S. Congregationem Indulgentiarum transmissum est a S. C. Christiano Nomini propagando praeposita sequens dubium, cuius solutionem Rmus Episcopus Chicoutimiensis postulavit, nempe:

An fidelis emittens *actum heroicum,* quod *votum* ordinarie vocatur, quo in suffragium defunctorum, divinae Maiestati offert omnes indulgentias, quas vivens lucrari potest, nec non

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 28, pag. 438; et vol. 36 pag. 377.

omnia sua opera satisfactoria, et etiam suffragia sibimet post mortem conferenda, possit, quando ipsi libuerit, revocare?

Et S. C. proposito dubio respondendum mandavit:

Affirmative.

Datum Romae ex Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 29 Februarii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

Pro R. P. D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretario*

Iosephus M. Can. Coselli, *Substitutus.*

Indulgentia adnectitur invocationi " Cor Iesu „ etc. pro renovatione professionis religiosae.

Beatissime Pater,

Frater Maria Henricus Desqueyrous Procurator Generalis Ordinis Praedicatorum, ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humiliter exponit, quod in diversis utriusque sexus Communitatibus, ad saepius renovandam professionis religiosae memoriam, habitualis facta est illa ad sacratissimum Cor Iesu devota invocatio: *Cor Iesu, charitatis victima, fac me Tibi hostiam viventem, sanctam, Deo placentem.*

Instanter exinde supplicat humilis orator, ut Sanctitas Vestra huic invocationi aliquam indulgentiam concedere dignetur, toties lucrandam, quoties recitabitur cum intentione religiosam professionem renovandi.

Et Deus, etc.

Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa X, in audientia habita die 27 Februarii 1907 ab infrascripto Cardinali Praefecto Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae omnibus utriusque sexus religiosarum Familiarum alumnis et alumnabus, vota emittentibus, benigne concessit indulgentiam quinquaginta dierum toties lucrandam,

quoties ipsi vel ipsae, cum intentione denuo religiosa vota nuncupandi, praefatam iaculatoriam precem corde saltem contrito ac devote recitaverint. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem Sacrae Congregationis, die 27 Februarii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentiae conceduntur in favorem pii Operis a Divina Misericordia in archidioecesi Cameracensi.

Très Saint-Père,

L'*Œuvre de la Divine Miséricorde*, fondée depuis plusieurs années par les pieuses Dames de la ville de Roubaix, au diocèse de Cambrai, pour l'exercice des œuvres de miséricorde spirituelle et corporelle en faveur du prochain, produit chaque jour des fruits plus consolants, surtout dans la classe œuvrière, si nombreuse et si digne d'intérêt.

Les associées se réunissent chaque mois, sous la présidence du curé-doyen, dans leur oratoire de la Divine Miséricorde, pour retremper leur ferveur et réciter en commun la prière suivante, avant d'aller, deux à deux, remplir leur mission charitable:

O mon Jésus, je vous ai beaucoup offensé et je vous en demande très humblement pardon.

Veuillez me pardonner mes nombreux péchés et me faire miséricorde.

Je vous offre en esprit de pénitence toutes les peines de ma vie et en particulier l'acte de charité fraternelle que je vais accomplir.

En tout cela, je m'unis à votre divine Passion et je prie votre Sainte Mère de vous présenter et de vous faire agréer mes pauvres sacrifices personnels.

Puissent-ils toucher votre Cœur, ô mon Jésus, et m'obtenir miséricorde.

Ainsi soit-il.

Afin d'attirer sur elles les bénédictions du Ciel, elles supplient Votre Sainteté de leur accorder, aux conditions habituelles, les indulgences suivantes, applicables aux âmes du Purgatoire :

1. Une indulgence de trois jours;

a) chaque fois qu'elles assistent aux réunions de l'Œuvre;

b) chaque fois qu'elles récitent la prière, avant d'accomplir l'acte de miséricorde envers le prochain;

2. Une indulgence plénière (aux conditions de la Confession, Communion et prière à l'intention du Souverain Pontife) :

a) pour chaque nouvelle associée, le jour de son admission;

b) pour toutes les associées, aux fêtes suivantes: Sacré Cœur de Jésus, N.-D. du Saint Rosaire, St. Joseph, SS. Apôtres Pierre et Paul.

Et que Dieu....

SSm̃us D. N. Pius PP. X, in audientia habita die 17 Aprilis 1907, ab infrascripto Card. Praefecto S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia in omnibus iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro, absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem Sacrae Congregationis, die 17 Aprilis 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia adnectitur precibus pro rectis studiis ac christiana institutione.

Très Saint Père,

Le Directeur de l'Œuvre de Sainte Catherine d'Alexandrie dont le siège est à Paris, humblement prosterné aux pieds de Votre Sainteté, sollicite pour les trois prières suivantes l'extension à tous les fidèles des indulgences qui ont déjà été accordées en faveur des Membres de l'Œuvre, par un rescrit du 14 Mai 1895, « 100 jours d'indulgence applicable aux âmes du Purgatoire, pour la pieuse récitation de chacune de ces prières ; cette indulgence ne peut être gagnée qu'une fois par jour ».

I. — *Prière pour les bonnes études et l'enseignement chrétien.*

Seigneur Jésus-Christ, la Voie, la Vérité et la Vie, vous qui avez tant aimé les âmes, et qui, non content de nous avoir donné l'exemple, avez fait de si magnifiques promesses à ceux qui auront enseigné la vérité, remplissez tous ceux qui enseignent de votre esprit de science, de sagesse et de crainte ; remplissez de votre grâce ceux qui sont enseignés, afin que, instruits d'une manière salutaire et utile, leur intelligence conçoive ce qui est vrai, leur cœur retienne ce qui est bien, leur vie soit pleine de bonnes œuvres, et qu'en tous votre saint Nom soit glorifié.

O Jésus enseignant, qui, tout ému de compassion sur vos enfants semblables à des brebis sans pasteur, avez dit à vos disciples: *Priez le Maître de la moisson qu'il envoie des ouvriers,* daignez, nous vous en supplions, multiplier les dignes instituteurs de la jeunesse; sanctifiez-les dans la vérité; augmentez en eux la foi, l'espérance et la charité.

O bon Jésus, qui avez dit: *Laissez venir à moi les petits enfants,* ne permettez pas qu'un seul de ces petits que vous avez rachetés par votre précieux Sang périsse; éloignez d'eux

tout scandale d'impiété, de vice ou d'erreur; nous vous le demandons au nom de votre sainte Passion, des douleurs de votre très sainte Mère et par l'intercession de saints Anges et de tous les Saints. Ainsi soit-il.

II. — *Prière à sainte Catherine d'Alexandrie, invoquée comme Protectrice et Patronne des études et de l'enseignement.*

O glorieuse vierge et martyre sainte Catherine, qui, par votre science admirable, votre zèle pour la foi et votre glorieux martyre, avez gagné à Jésus-Christ un si grand nombre d'âmes, vous dont le patronage a été si souvent réclamé par les plus doctes, nous vous choisissons pour la protectrice et la patronne de nos études et de notre enseignement.

Obtenez-nous, à nous qui sommes vos clients, un amour généreux pour Jésus-Christ notre Sauveur, un zèle ardent pour le faire connaître et aimer, un attachement inviolable à la foi catholique et aux enseignements de la sainte Eglise.

Que, par votre intercession, le Seigneur daigne accorder à tous ceux qui enseignent la plénitude des dons du Saint-Esprit; qu'ils unissent à une science vraie la sûreté et l'habileté des méthodes, la pureté de la foi, l'intégrité de la vie et une humble défiance d'eux-mêmes.

Demandez à Jésus votre Epoux qu'Il prenne en pitié tous ceux qui sont enseignés; qu'Il les préserve des maîtres impies ou indifférents, des doctrines perverses ou erronées; qu'Il leur donne la rectitude de l'esprit, la docilité du cœur, et la grâce de progresser dans leurs études selon les desseins de la souveraine Sagesse.

Enfin, ô glorieuse Sainte, sollicitez du Père des lumières une telle effusion de grâces sur l'enseignement de la jeunesse, qu'après avoir étudié, aimé et pratiqué la loi divine, tous ensemble, maîtres et disciples, parviennent à la montagne sainte qui est Jésus-Christ. Ainsi soit-il.

III. — *Prière à sainte Catherine d'Alexandrie.*

. O glorieuse sainte Catherine, vierge sage et prudente qui avez mis la science de Jésus-Christ au-dessus de toute science, obtenez-nous de demeurer inviolablement attachés à la foi catholique, et de ne chercher, dans nos études et dans notre enseignement, qu'à étendre en nous et dans les autres le règne de Jésus-Christ Notre-Seigneur et de sa sainte Eglise. Ainsi soit-il.

Et que Dieu.....

Ex audientia SSmi, die 29 Aprilis 1907.

SSmus D. N. Pius PP. X benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, die 29 Aprilis 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

URBIS ET ORBIS

Commendatur et indulgentiis ditatur pia praxis Novendialium precum in honorem SS. Sacramenti festo Corporis Christi praemittenda.

Spiritualium omnium bonorum fons et caput est procul dubio Sanctissimum Eucharistiae Sacramentum, per quod Iesus Christus divitias sui erga homines amoris veluti effudit. Quare nihil tam excellentius et salutarius existimandum quam in christiano populo cultum huius Augustissimi Sacramenti promovere et amplificare, quo magis in eo uberiores eiusdem Sacramenti fructus proveniant; vividius nempe excitetur fides, spes firmius roboretur, et divinae caritatis ignis impensius foveatur, omnisque christianae virtutis splendor magis eluceat.

Quae omnia probe noscens Beatissimus Pater, ad augendum provehendumque amorem et obsequium erga S. Eucharistiam, in audientia habita ab infrascripto Card. Praefecto S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae die 8 Maii 1907 delatis precibus, quibus supplicatum est, ut Novendialium precum piam praxim in honorem huius Sacratissimi Mysterii ante Solemnia Corporis Christi praemittendam approbare et sacris etiam indulgentiis decorare dignaretur, libentissime annuens, supramemoratam piam praxim nedum auctoritate sua comprobavit sed et summopere commendavit. Insuper eadem Sanctitas Sua christifidelibus aliquo pietatis actu has novendiales preces sive privatim peragentibus sive ipsis publice in ecclesiis celebratis, iuxta normas ab Ordinariis praescribendas, devote adstantibus, has indulgentias, animabus igne Purgatorii detentis etiam profuturas, clementer est elargitus: 1°. septem annorum totidemque quadragenarum singulis Novendialium precum diebus; 2°. plenariam in uno quolibet eorum dierum, vel festo die Corporis Christi, vel quolibet ex octo insequentibus, modo rite confessi ac S. Synaxi refecti, ad mentem Sanctitatis Suae Deo supplicaverint. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 8 Maii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

Indulgentia in favorem sacerdotum piae Sodalitatis " Regina Apostolorum „ nuncupatae.

Beatissimo Padre,

P. Nicola Monaco d. C. d. G., Direttore della Congregazione dei sacerdoti *Regina Apostolorum*, stabilita nell'Oratorio del Caravita in Roma, prostrato umilmente al bacio del

S. Piede, implora dalla S. V. qualche indulgenza per gli ascritti a detta Congregazione i quali reciteranno le preghiere seguenti:

A Maria Santissima

Immacolata Madre di Dio, Regina degli Apostoli, prostrato ai Vostri piedi Vi ringrazio di avermi chiamato a far parte di questa pia Congregazione di sacerdoti, i quali si propongono con speciale fervore di dedicare la loro vita alla santificazione propria e alla salvezza delle anime.

Benedite, o Vergine Santissima, questo Sodalizio, che per tanti titoli vi appartiene, perchè moltiplichi le sue opere a maggior gloria di Dio. Come foste la consigliera, la protettrice, la Regina degli Apostoli, concedete a tutti i congregati, e particolarmente a me povero peccatore ed indegnissimo ministro di Dio, la santità, lo zelo e lo spirito di carità e di sacrifizio che ebbero i santi Apostoli. Purificate e santificate l'anima mia, rendete potentemente efficace la mia parola, accendete in me la fiamma dell'amore del prossimo, temprate il mio spirito all'abnegazione e al sacrificio, e moltiplicate sotto i miei passi i mezzi spirituali e temporali per propagare il regno di Dio nelle anime, affinchè nell'unità di preghiera e di azione con tutti i congregati, possiamo raggiungere il nostro nobilissimo intento che si formi un solo ovile sotto un solo pastore. Così sia.

Ai SS. Apostoli Pietro e Paolo

O gloriosi nostri protettori, Principi degli Apostoli, santi Pietro e Paolo, colonne fondamentali della Chiesa di Cristo, mantenete in noi sempre viva la venerazione, l'obbedienza e l'amore all'Augusto Vicario di Cristo e alla S. Chiesa; e impetrateci di seguire fedelmente le vostre vestigia a santificazione nostra e delle anime tutte, onde possiamo meritare

quella corona, che a tutti i suoi degni ministri ha riservato il Sommo Sacerdote Gesù Cristo. Così sia.

Che della grazia ecc.

S. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, utendo facultatibus a SS. D. N. Pio Papa X sibi tributis, sacerdotibus praefatae Piae Sodalitati adscriptis indulgentias trecentorum dierum, defunctis quoque applicabilem, semel in die lucrandam, benigne concessit, pro devota cuiusque ex praefatis orationibus recitatione. Praesenti in perpetuum valituro.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 8 Maii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia adnectitur invocationi ad Spiritum Sanctum.

Beatissime Pater,

Alexander Le Roy, Episcopus titularis Alindensis, Superior Generalis Congregationis a Spiritu Sancto, necnon Moderator generalis Archisodalitatis Spiritus Sancti in ecclesia Domus primariae praefatae Congregationis Lutetiae Parisiorum canonice erectae, ad pedes S. V. provolutus, supplex postulat, quo magis augeatur devotio erga Spiritum Sanctum et frequentior fiat fidelium recursus ad Ipsum, ut christifideles quoties, per modum orationis iaculatoriae, quovis idiomate, recitaverint pervulgatam invocationem:

Veni Sancte Spiritus, reple tuorum corda fidelium, et tui amoris in eis ignem accende.

toties indulgentiam trecentorum dierum, defunctis quoque applicabilem, lucrari possint.

Et Deus.

SSmus D. N. in audientia habita die 8 Maii 1907 ab infrascripto Card. Praefecto S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 8 Maii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus*.

Pro R. P. D. Panici Archiep. Laodicen., *Secretario*

Ioseph M. Can. Coselli, *Substitutus*.

EX S. CONGREGATIONE STUDIORUM

Litterae circulares ad Episcopos Italiae circa gradus academicos in sacra theologia consequendos.

Illmo e Rmo Signore,

Chi è nominato Canonico Teologo o Penitenziere nelle chiese cattedrali, deve, secondo la mente del Concilio di Trento, esser fornito dei gradi accademici nelle scienze sacre oppure conseguirli dentro l'anno dal possesso. E quest' obbligo è sempre inserito nelle Bolle Pontificie di collazione e sanzionato colla decadenza dal Beneficio nel caso che non venisse adempito, con queste testuali parole: « Volumus autem ut tu infra annum in aliqua approbata studii generalis Universitate gradum Magisterii in Sacra Theologia (vel Licentiae in Decretis) praevio rigoroso examine ac aliis servatis servandis, suscipere omnino tenearis, alioquin Beneficium de quo agitur vacet eo ipso ».

Non ostante sì chiara e precisa ingiunzione, sovente avviene che gli investiti de' menzionati Canonicati, quantunque

privi di gradi accademici, proseguano a ritenerli senza preoccuparsi della decadenza in cui sono incorsi.

A porre termine a tanto grave inosservanza, che nuoce anche al prestigio dei Capitoli, nei quali si vorrebbe che almeno la metà dei Canonici avesse il diploma di Laurea o di Licenza a senso dcl *Cap. XII, Sess. 24 de Ref., del Concilio Tridentino,* il S. Padre, nell'udienza del 16 Febbraio u. s., ha espressamente ordinato a questa S. Congregazione degli Studi di richiamare su questo importante punto l'attenzione dei RR. Ordinarii e di sollecitarli a far sì che ciascun Canonico Teologo e Penitenziere, ed anche altri a cui per legge di fondazione o per disposizioni speciali delle costituzioni capitolari, incombe l'obbligo dei gradi accademici, si metta in perfetta regola entro il corrente anno col conseguire il prescritto grado ovvero col domandarne la necessaria dispensa pel tramite della stessa S. Congregazione.

Ad evitar poi che in avvenire si abbia a lamentare la mancanza di sacerdoti insigniti di gradi accademici, si è inoltre Sua Santità degnata di agevolarne il conseguimento, estendendo a tutte le diocesi d'Italia la facilitazione già concessa ad alcune, cioè che quelli i quali hanno regolarmente compiuto il corso quadriennale di Teologia nel proprio Seminario, possano dopo un anno di studio privato presentarsi all'esame del Baccellierato; dopo un altro anno a quello di Licenza, e finalmente dopo l'anno successivo a quello di Laurea presso la Facoltà Teologica viciniore che gode del privilegio di conferirli, derogando a qualsiasi contraria Costituzione (1).

(1) Interim eadem S. Congregatio sequentes litteras ad Ordinarios dioecesium, in quibus Facultas Theologica erecta est cum iure conferendi gradus academicos, direxit:

Illmo e Rmo Signore,

Colla Circolare 7 Marzo corr., n. 4092, diramata a tutti i Rmi Vescovi d'Italia, questa S. Congregazione degli Studî, in omaggio ai venerati ordini del

Nel partecipare a V. S. queste sovrane disposizioni, appena occorre farle rilevare la evidente necessità che nei Seminarî diocesani il corso degli studî venga il più che sia possibile uniformato a quello della Facoltà che è sede degli esami, affinchè i candidati possano sostenerli con felice risultato, e che perciò questa uniformità sia richiesta come condizione per l'ammissione agli esami secondo le istruzioni già impartite da questa S. Congregazione.

Piaccia alla S. V. Rma dichiarare ricevuta della presente che porterà a conoscenza del suo clero, facendogli fin da ora bene intendere che in avvenire difficilmente saranno con-

---

Santo Padre impartiti al sottoscritto Cardinale Prefetto nella udienza del 16 Febbraio u. s. ha disposto che ai giovani chierici, i quali, compiuto regolarmente il corso quadriennale teologico nei Seminarî diocesani, aspirassero ai diplomi accademici in S. Teologia, sia permesso d'ora innanzi di presentarsi alla Facoltà teologica viciniore, fornita del privilegio pontificio di conferirli e di darvi l'esame del Baccellierato dopo un anno di studio privato, della Licenza dopo due anni, e della Laurea dopo tre anni dal compiuto quadriennio.

Come V. S. ben comprende, un siffatto ordinamento è diretto principalmente a stimolare quella parte del giovane clero che non può frequentare le Università od altri Istituti scientifici canonicamente eretti, alla coltura degli studî superiori e a procurarle in pari tempo la possibilità di fornirsi dei titoli accademici in Teologia espressamente richiesti per le prebende teologali e penitenziarie, e talora per altri beneficî ecclesiastici.

Ho fiducia pertanto che V. S. non esiterà ad ammettere agli esami coloro che volessero avvalersi d'una tale facilitazione e a tenere con questi lo stesso trattamento che suole usarsi coi frequentanti, ogni qualvolta ne avranno fatta formale domanda corredata del certificato degli studî fatti in conformità dei programmi di cotesta Facoltà a norma delle istruzioni contenute nella summenzionata Circolare, e avvalorata dalla commendatizia dei rispettivi Ordinarî.

Piaccia a V. S. dichiararsi intesa di quanto sopra con apposita risposta.

Con sensi di perfetta osservanza mi protesto

Di V. S.

Roma, addì 9 Marzo 1907.

Dmo Servo

† FRANCESCO Card. SATOLLI, *Prefetto.*

Ascenso Dandini, *Segretario.*

cesse dispense dall'obbligo del conseguimento dei gradi accademici, e soltanto per grazia speciale, quando vi fossero giusti motivi, sarà accordata una congrua proroga.

Con sensi di perfetta osservanza mi pregio protestarmi

Di V. S.

Roma, addì 7 Marzo 1907.

Dm̃o Servo

† FRANCESCO Card. SATOLLI, *Prefetto.*

Ascenso Dandini, *Segretario.*

EX COMMISSIONE BIBLICA

De auctore et veritate historica quarti Evangelii.

Propositis sequentibus dubiis Commissio Pontificia *de Re Biblica* sequenti modo respondit:

Dubium I. Utrum ex constanti, universali ac solemni Ecclesiae traditione iam a saeculo II decurrente, prout maxime eruitur: *a*) ex SS. Patrum, scriptorum ecclesiasticorum, imo etiam haereticorum, testimoniis et allusionibus, quae, cum ab Apostolorum discipulis vel primis successoribus derivasse oportuerit, necessario nexu cum ipsa libri origine cohaerent; *b*) ex recepto semper et ubique nomine auctoris quarti Evangelii in canone et catalogis sacrorum Librorum; *c*) ex eorumdem Librorum vetustissimis manuscriptis codicibus et in varia idiomata versionibus; *d*) ex publico usu liturgico inde ab Ecclesiae primordiis toto orbe obtinente; praescindendo ab argumento theologico, tam solido argumento historico demonstretur Ioannem Apostolum et non alium quarti Evangelii auctorem esse agnoscendum, ut rationes a criticis in oppositum adductae hanc traditionem nullatenus infirment?

Resp. — Affirmative.

Dubium II. Utrum etiam rationes internae quae eruuntur ex textu quarti Evangelii seiunctim considerato, ex scribentis testimonio et Evangelii ipsius cum I Epistola Ioannis Apostoli manifesta cognatione, censendae sint confirmare traditionem quae eidem Apostolo quartum Evangelium indubitanter attribuit? — Et utrum difficultates quae ex collatione ipsius Evangelii cum aliis tribus desumuntur, habita prae oculis diversitate temporis, scopi et auditorum pro quibus vel contra quos auctor scripsit, solvi rationabiliter possint, prout SS. Patres et exegetae catholici passim praestiterunt?

Resp. — Affirmative ad utramque partem.

Dubium III. Utrum, non obstante praxi quae a primis temporibus in universa Ecclesia constantissime viguit, arguendi ex quarto Evangelio tamquam ex documento proprie historico, considerata nihilominus indole peculiari eiusdem Evangelii, et intentione auctoris manifesta illustrandi et vindicandi Christi divinitatem ex ipsis factis et sermonibus Domini, dici possit facta narrata in quarto Evangelio esse totaliter vel ex parte conficta ad hoc ut sint allegoriae vel symbola doctrinalia, sermones vero Domini non proprie et vere esse ipsius Domini sermones, sed compositiones theologicas scriptoris, licet in ore Domini positas?

Resp. — Negative.

Die autem 29 Maii ann. 1907, in audientia ambobus Rm̃is Consultoribus ab Actis benigne concessa, Sanctissimus praedicta Responsa rata habuit ac publici iuris fieri mandavit.

Fulcranus Vigouroux, P. S. S. } *Consultores ab Actis.*
Laurentius Janssens, O. S. B. }

EPISTOLA

Qua Pius PP. X dilaudat novam editionem omnium operum S. Francisci Salesii.

VENERABILI FRATRI
LUCIANO EPISCOPO ANNECIENSI
ANNESSIUM

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quod nuper a Salesianis de monasterio Anneciensi Virginibus, quae omnium legiferi sui Patris operum nobilem editionem accurant, ipse Nobis attulisti munus, volumina scilicet usque adhuc edita, idque amantissimis coniunctum litteris, Nos quidem habuisse pergratum vix attinet dicere. In quo non solum respicienda pietas est erga sanctum Auctorem ab alumnis disciplinae suae egregie testata, sed opportunitas etiam Ecclesiae, sacro praesertim Ordini, praebita. Inest enim in Salesio, tamquam peculiaris, ab amore profecta Iesu Christi unde totus calet, mira quaedam persuadendi suavitas, cui non facile resisti queat, sive is mentes ab opinionum insania ad catholicam sapientiam, sive animos a vitiositate quavis ad virtutem atque adeo ad sanctitatis fastigia traducit. Huius tanti viri documenta ac spiritus, si modo penitus in ministris sacrorum insederint, sane quam prodesse possunt vel hodie, quum veritati divinitus traditae et christianorum integritati morum tam iniqua sunt tempora. Quare, uti divinae providentiae beneficio factum arbitramur ut ille, Doctoris titulo rite insignitus, Ecclesiae hac aetate eluxerit, ita divinae benignitatis instinctu susceptum esse consilium videtur, universa, quae ipse reliquisset, scripta rursus meliusque vulgandi. Operis autem confectionem gaudemus talem exsistere, ut prudentioribus in hoc genere cumulatissime satisfaciat: id quod praeterquam non vulgari sanctimonialium sollertiae et

diligentiae, tribuendum est doctissimorum navitati virorum, qui, pro sua sagacitate ac peritia, earum labores regunt atque adiuvant. Utrisque igitur, quas laudes a Decessore Nostro fel. rec. Leone XIII novimus rem exordientibus tributas, easdem Nos iam feliciter properantibus ad exitum iteramus perlibenter: simul oramus Deum, ut in reliquum auxiliari pergat, et largam pro meritis mercedem conferat. — Haec tu, Venerabilis Frater, qui ex auctoritate huic operi advigilas, sacris istis Virginibus ipsarumque adiutoribus significes volumus, una cum benedictione Apostolica, quam et caelestium bonorum auspicem et praecipuae Nostrae benevolentiae testem tibi atque eis amantissime in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die I Ianuarii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius X gratulatur de singulari Belgarum consecratione Deiparae Immaculatae.

DILECTO FILIO NOSTRO
PETRO LAMBERTO TIT. S. CRUCIS IN IERUSALEM
S. R. E. PRESBYTERO CARDINALI GOOSSENS
ARCHIEPISCOPO MECHLINIENSIUM
NECNON CETERIS VENERABILIBUS FRATRIBUS
BELGARUM EPISCOPIS

MECHLINIAM

PIUS PP. X

Dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Quinquagesimo redeunte anno postquam Deipara Virgo pontificio oraculo ab omni originis labe immunis decreta est, nobilissima Belgarum gens, quod e litteris vestris communiter datis clare percepimus, tale pietatis praebuit spectaculum,

quale moribus institutisque maiorum ac simul optatis Nostris plane respondet. Etenim et urbes florentissimae et oppida remotiora, vel sublimibus indita rupibus, amice inter se coniurarunt ut, superiori mense, certa quadam composita hora diei Virgini Immaculatae sacri, se et familias et res suas et nationem in singularem Mariae clientelam solemniori ritu traderent. Haec sicut interiores animi Nostri sensus suavissime concitarunt, ita a Nobis magnopere commendantur, quippe quae, hac devexatorum temporum acerbitate, quum ardor fidei passim deferbuit, ceteris populis insigni incitamento sint. Faustitatem rerum igitur vehementer laetamur Vobis, qui, excitae pietatis auctores, et gratiam ampliorem Nostram et Deiparae augustissimae patrocinium digniores promeriti estis. Interea, quum, hac Parente omnium tenerrima suffragante, omnia bona feliciaque a Iesu Redemptore precamur, et Vobis et gregibus vestris, paternae benevolentiae Nostrae pignus, benedictionem Apostolicam amantissime impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die v Ianuarii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex laudat Congregationem Marianam Academicam Zagrabiae ob eiusdem consecrationem Virgini Immaculatae.

DILECTO FILIO

ALOISIO ERSM S. F.

CONGREGATIONIS MARIANAE ACADEMICAE PRAESIDI

ZAGRABIAM

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quum Nos praecipuo quodam studio erga adolescentem aetatem affecti simus, utpote quae spem omnem posteri aevi

contineat, facile intelligis quam grate habuerimus allatas nuper istius, cui praees, Sodalitii litteras. Ex his enim accepimus, iuventutem Croaticam, ob sollemnia anni quinquagesimi a definito dogmate Immaculatae Conceptionis, magnae Dei Matri se peculiari modo consecrasse; Sodalitium autem vestrum, sicut ceteris in hac consecratione peragenda praeiverit, ita praeire voluisse in eadem Nobis nuntianda: quem vos nuntium perofficiose curastis eo Nobis die perferendum, quo die Marco Crisino, patriae vestrae lumini, beatorum Martyrum honores, auctoritate Nostra decretos, Alma haec Urbs dedicabat. Ista quidem idoneam dant Nobis causam, cur non modo religionem pietatemque vestram laudemus, sed etiam cur eo meliora a vobis, divina adspirante gratia, expectemus. Etenim, beatissimae Virginis patrocinium tam studiose demerentibus, profecto licebit vobis christianarum omnium virtutum incrementa capere, ac praesertim coniunctius in dies huic Beati Petri Cathedrae adhaerescere, cum vestro et vestratium emolumento Fidei sanctae, cuius olim Crisinus inclytum martyrium fecit. Horum auspicem caelestium munerum, et paternae Nostrae benevolentiae testem, tibi, dilecte fili, Congregationis tuae sodalibus, et Croaticae iuventuti universae Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXI Ianuarii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius X probat studium Archiepiscopi Cameracensis ad conquirendas pecunias pro catholico Lyceo magno Insulensi.

VENERABILI FRATRI

STEPHANO MARIAE ARCHIEPISCOPO CAMERACENSIUM

CAMERACUM

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Epistolam a te pastoralem excepimus, fideli Cameracensi populo ea mente scriptam ut hortamenta adderentur publice ad conferendas liberali manu symbolas, quae decimo quoque anno solent pro catholici Lycei magni Insulensis vita profectuque dari. Talis ista sane res est, quae et Nobis videatur commendanda summopere, et, vel eo solum quod est nunciata, laetitiam cordi Nostro multam crearit. Apte equidem valdeque etiam utiliter illud in memoriam revocasti populo, institutione ac doctrina adolescentium catholica, salutem contineri reipublicae. Huius sunt argumento rei praecellentes habiti in societate hominum fructus ubicumque in honore fuit catholica institutio et scientia, ista etiam in urbe, e qua varias in orbis regiones salubris influxit doctrinae virtutisque vis. Quapropter et gentem omnem Gallorum et tuum in primis populum responsuros abunde invitationi fidimus; praeclare enim eorum animi enitent studio quodam erga optima quaeque perardenti. Horum vero voluntatem tuumque generosum opus gratia e caelo uber fecundet, divinaeque opis auspicium adsit Apostolica benedictio, quam tibi atque iis omnibus, quorum laudatum Lyceum liberalitatem persentiet, peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXXI Ianuarii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Pii PP. X. ad Episcopos Patronos Instituti Catholici Parisiensis, ut illud tueantur et ornent (1).

DILECTO FILIO NOSTRO
FRANCISCO MARIAE S. R. E. PRESB. CARD. RICHARD
ARCHIEPISCOPO PARISIENSI
CETERISQUE ARCHIEPISCOPIS ET EPISCOPIS EX GALLIA
PATRONIS INSTITUTI CATHOLICI PARISIENSIS

PIUS PP. X

Dilecte Fili Noster, Venerabiles Fratres, salutem et Apostolicam benedictionem.

Sub exitum mensis huius, uti accepimus, una simul conventuri vos estis, ut Instituti Catholici Parisiensis, cuius patrocinium geritis, rationes de more cognoscatis. Quoniam, propter difficultates temporum, ea quoque res in consultationem vestram venire posse videtur, quid ipsi Instituto faciatis in posterum, Nostrum esse putavimus haec ad vos, pro rei gravitate, scribere. Equidem intelligimus iniqua Civitatis vestrae ab Ecclesia seiunctio in quantas vos rerum angustias coniecerit. Destituti scilicet reditibus legitimis, ideoque adacti ex piorum collationibus tuitionem divini cultus omnem petere, aegre plerumque habebitis quod novis necessitatibus tot tantisque suppetat, nisi sumptus, quamvis utiles, non adeo tamen necessarios, minuere studueritis. Verum nolimus hoc parsimoniae studio quidquam detrimenti Instituto inferri, de quo loquimur. Neque enim illud ponendum est in genere earum rerum, quarum iacturam fieri liceat, sed quas

(1) Dicti Episcopi litteris item latinis diei 28 Maii 1907 summas quoque persolverunt gratias Romano Pontifici, cum propter benignissimas missas ab ipso litteras, tum propter munificentissimum illud donum, libellarum nempe 100.000, quod in favorem Instituti Catholici Parisiensis addere eadem Sanctitas Sua dignata est *(N. R.)*.

vel magno negotio retineri oporteat. Facile apparet, hoc misero Galliae tempore unam omnium maxime in discrimen vocari, iuventutem. Subducta quippe, magnam partem, de vigilantia tutelaque Ecclesiae, in publica cogitur gymnasia et lycea magna, quae quidem apprime ad extrahendam radicitus ex animis religionem comparata esse dixeris. Iamvero, si tanto huic malo mederi omnino non possumus, at saltem, ut in usum iuvenum nostrorum catholica quae restant studiorum domicilia conservemus integra, eniti pro viribus debemus. Itaque non potest esse dubium, quin vos Institutum Parisiense tueri posthac, ut fecistis adhuc, atque etiam ornare velitis, quemadmodum religionis defensio postulat. Nostis in athenaeis publicis propria quaedam magisteria ad impugnationem catholicae veritatis nuper esse constituta. Optandum est apud Institutum vestrum similium disciplinarum magistros esse, qui adversarios refellant. Sed quo pacto id commode, hoc est, novo sine onere fiat, vestrum consilium erit. Vos autem dabitis operam ut, praeterquam idoneis magisteriis, numero etiam auditorum Institutum floreat; propterea curae vobis erit, de dioecesanis vestris adolescentes clericos spei bonae eo plures submittere, qui philosophiam ibi et doctrinae sacrae studia penitus colant. — Ac de philosophia, petimus a vobis ne unquam patiamini in Seminariis vestris minus sancte observari quae providentissime Literis Encyclicis *Aeterni Patris* Decessor Noster praecepit (1). Permagni ad custodiam et tutelam Fidei hoc interest. Certe Nobiscum doletis e Clero praesertim adolescenti quasdam erumpere coepisse, periculi et erroris plenas, novitates sententiarum de ipsis fundamentis doctrinae catholicae. Sed eas fere non aliunde proficisci patet, quam a superbo quodam fastidio sapientiae veteris, quo ratio philosophandi principum scholasticorum, quamquam multiplici Ecclesiae praeconio conse-

---

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 12, pag. 97.

crata, contemnitur. Ergo vos vestros alumnos sacri ordinis non debetis velle philosophiae praeceptis tantum imbui quantum in legitima litterarum institutione praescriptum est publice, sed eo uberius et altius, nempe secundum disciplinam Thomae Aquinatis; ut solidam deinceps possint sacrae theologiae reique biblicae scientiam percipere. — Auspicem divinorum munerum ac testem praecipuae benevolentiae Nostrae, vobis, dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres, Apostolicam benedictionem amantissime impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die VI Maii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex gratulatur Ernesto Commer ob extractos et refutatos Hermanni Schell errores.

DILECTO FILIO
ERNESTO COMMER
ANTISTITI URBANO
DOCTORI DECURIALI THEOLOGIAE TRADENDAE
IN LYCEO MAGNO VINDOBONENSI
VINDOBONAM

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Summa Nos voluptate complexi opus sumus, quod eam in rem, aetati nostrae civibusque maxime tuis sane quam utilem, condidisti, ut qui Hermanni Schell, recens vita functi, obtegantur scriptis errores, extraendo iudicares disceptandoque reiceres. Res est non comperta nemini, Hermannum Schell vita quidem ducta integre, item pietate, Religionis

tuendae studio, aliis praeterea virtutibus excelluisse: non item incorrupta doctrina; quo factum est ut nonnulla eius scripta, tamquam minus congruentia veritati catholicae, improbarit Sedes Apostolica damnaritque publice. Itaque de catholicis id erat sine dubitatione confidendum, qui virum, cetera laudabilem, aberrantem a sententia catholica sequeretur, fore neminem, securamque ab eiusmodi caussa doctrinam, detecto provide discrimine, non tam adservari illibatam quam ad profectum posse contendere. At, contra, non deesse comperimus qui eius doctrinam commendare non dubitarint, eumque perinde laudibus efferre, ac si fidei defensor exstiterit princeps, ipsi etiam Paulo Apostolo comparandus, planeque dignus, cuius memoria, posito monumento, posteritati admirationique consecretur. Equidem qui ita sentiunt, vel ii ignoratione occupari veritatis catholicae sunt existimandi, vel auctoritati Sedis Apostolicae obsistere, id calumniae commenti, obsoletioribus studiis adhaerentem, disciplinarum eam obstare progressui, alas acerrimis quibusque ingeniis circumcidere, verumque edocentibus obniti. Neque tamen falsius quidquam aut iniquius fingi cogitatione potest; si quidem improbat certe errandi libertatem Ecclesia, fidelesque ne patiantur se irretiri fallaciis, evigilat; at non illud ullo pacto prohibet, immo vero instando commendat suadetque, traditum divinitus verum, cui ipsa custodiendo est data, pro gentium aetatumque indole, apertius explanari et interpretatione evolvi legitima. Quapropter palam est, nullam posse aliam damnatorum Hermanni Schell scriptorum caussam intelligi quam quod novarum iisdem venenum rerum alienaeque a catholica fide sententiae continerentur. Quae quum ita sint, egregie te de Religione ac de doctrina meritum edicimus, ac theologi te munere functum praeclare arbitramur, qui, eo germane declarato quid in propositis rebus Ecclesia sentiat, cautum fidelibus esse volueris. Tibi idcirco ex animo gratulamur: simul vehementer hortamur desiderio, ne reprehensiones adversariorum veritus,

quas honori tibi et incitamento esse oportet, mentem aut calamum a cāthollco tuendo dogmate revoces. Auspicem gratiae divinae, Nostraeque benevolentiae testem, Apostolicam benedictionem amantissime tibi impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XIV Iunii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

EX SECRETARIA BREVIUM

Nova privilegia conceduntur piae Archisodalitati a nocturna SS. Sacramenti adoratione.

PIUS PP. X

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Piam Archisodalitatem a nocturna sanctissimi Sacramenti adoratione a principio ad praesens usque tempus iugi constantis benevolentiae studio Romani Pontifices sunt prosequuti. Et sane placuit Decessoribus Nostris christiani populi pietatem erga Sacramentum amoris magis magisque in dies excitari; eaque de causa pluribus Societatem ipsam spiritualibus gratiis ac privilegiis ultro libenterque ditarunt. Haec animo repetentes, cum Venerabilis Frater Raphael Merry del Val Archiepiscopus titularis Nicaenus hodiernus ipsius Societatis Praeses enixas Nobis preces adhibuerit, ut alia prioribus addere privilegia de Apostolica benignitate dignaremur, Nos quibus nihil acceptius quam ut Archisodalitas tam frugifera potiora capiat in Domino incrementa, votis hisce annuendum existimamus. Quae cum ita sint, de Omnipotentis Dei misericordia ac BB. Petri et Pauli Apostolorum eius auctoritate confisi, omnia ac singula privilegia et indulgentias,

quibus a Romanis Pontificibus ipsa Archisodalitas ad hanc usque diem ornata fuit et aucta, praesentium vi in perpetuum confirmamus. Praeterea largimur:

I. Ut a sacerdotibus qui praesunt vigiliis, Missa peragi queat novissimo dimidio horae respectivae vigiliae.

II. Ut hae Missae servatis rite servandis celebrari valeant ad ipsum altare ubi Augusti Sacramenti fit Expositio.

III. Ut omnes et singuli qui pervigiliis intersunt fideles, et qui vel morari debent in ecclesia vel admittantur, atque religiosae Communitates, quarum in ecclesia Expositio locum habeat, ad sacram Synaxim accedere possint in alterutra e Missis quae celebrentur in extremo dimidio horae vigiliae respectivae, licet ad altare Expositionis, ubi eaedem Missae peragantur.

IV. Tandem ut Religiosi ipsam in Archisodalitatem, uti exercentes nunc et in posterum adlecti, etsi nequeant aliis vigiliis interesse praeter illas quae in proprii Instituti ecclesia locum habeant, nihilominus participes esse queant omnium et singulorum privilegiorum atque indulgentiarum quibus fruuntur caeteri inscripti, quos nulla loci limitatio coercet.

Contrariis non obstantibus quibuscumque. Praesentibus perpetuis futuris temporibus valituris.

Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die XIV Septembris MCMIII, Pontificatus Nostri anno primo.

ALOIS. Card. MACCHI

Praefectura Apostolica de Cameron in Africa Occidentali in Vicariatum Apostolicum erigitur.

PIUS PP. X

AD FUTURAM REI MEMORIAM

Cum Nobis nihil antiquius sit, quam ut catholicum nomen etiam in plagas longe terrarum marisque tractu dissitas

amplificetur; quae in illius incrementum bene, prospere feliciterque eveniant, Apostolica Nostra auctoritate interposita, praestare satagimus. Hoc consilio, cum relatum sit ad Nos, in Praefectura Apostolica de Cameron, iam ab an. MDCCCLXXXX in Africa Occidentali rite erecta, ac curis piae Societatis Missionum, vulgo Pallottinorum, concredita, eos religionis esse progressus, qui merito suadent Praefecturam eandem in Vicariatum Apostolicum esse evehendam; Nos, collatis consiliis cum Venerabilibus Fratribus Nostris S. R. E. Cardinalibus negotiis Propagandae Fidei praepositis, inspecto numero haud parvo catholicorum illius regionis, stationum, scholarum, ipsorumque Missionariorum, non modo certum habuimus de bono statu religionis in Cameronensi territorio testimonium, sed etiam spem magnam concepimus maioris in posterum incrementi, praesertim si Vicarius Apostolicus, charactere episcopali insignitus, Missionis illius regimen teneat. Quae cum ita sint, omnes et singulos, quibus Nostrae hae Litterae favent, peculiari benevolentia complectentes, et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris, et poenis, si quas forte incurrerint, huius tantum rei gratia absolventes, et absolutos fore censentes, motu proprio atque ex certa scientia et matura deliberatione Nostris, deque Apostolicae Nostrae potestatis plenitudine, praesentium vi, Praefecturam Apostolicam supradictam de Cameron in Africa Occidentali, prioribus retentis confiniis, in Vicariatum Apostolicum erigimus, Cameronensem appellandum, ab iisdem Missionariis piae Societatis Missionis deserviendum. Decernentes praesentes Litteras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, illisque, ad quos spectat et spectare poterit, in omnibus et per omnia plenissime suffragari, sicque in praemissis per quoscumque iudices ordinarios et delegatos iudicari et definiri debere, atque irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel

ignoranter, contigerit attentari. Non obstantibus Nostra et Cancellariae Apostolicae regula de iure quaesito non tollendo, aliisque Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis, ceterisque, speciali licet atque individua mentione et derogatione dignis, in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romae apud S. Petrum sub annulo Piscatoris, die II Ianuarii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

ALOYSIUS Card. MACCHI

EX SECRETARIA STATUS

Litterae gratulatoriae de erecta "Schola Apostolica" in Iaponia a Societate Mariae, ad incrementum fidei catholicae.

Revmo Padre,

Mi è grato portare a cognizione della S. V. Revma l'alto e particolare compiacimento con cui è stato appreso dal Sommo Pontefice la fondazione di una *Scuola Apostolica* presso la città di Urakami, nell' Impero Giapponese. La Società di Maria, che ha il notevole vanto di avere promosso siffatta istituzione, ha chiaramente dimostrato di essere animata da zelo non soltanto ardente, ma altresì illuminato; imperocchè, pur conoscendo le difficoltà gravissime che si frappongono ad ogni opera di apostolato cattolico, essa ha nondimeno preferito di scegliere la più ardua; e ben sapendo quanto sian diversi gli uni dagli altri, i vantaggi delle varie imprese, essa ha voluto eleggere la più utile. Sua Santità pertanto si congratula col prelodato Sodalizio per l'animoso entusiasmo, onde si è consacrato alla vita della Scuola Apostolica; e non dubita punto che da simile Istituto proverranno

alla nazione Giapponese indescrivibili beni, essendo di là che dovranno uscire, per la istruzione e per la conversione del paese, i maestri cristiani, i sacerdoti ed i religiosi. Tale lusinghiera prospettiva ha meritato ed ha ottenuto dal Santo Padre tutto l'appoggio della Suprema autorità: e perciò l'Augusto Pontefice, nel formare caldi voti per la riuscita e per l'incremento dell'Istituto, ha manifestato la fiducia che le anime generose non manchino di sostenere e di favorire coi loro soccorsi l'esistenza e lo sviluppo di così provvida intrapresa ed a tal uopo, mentre ha benedetto la prelodata Scuola e i benefattori della medesima, si è degnato largire all'Istituto i privilegi dei quali godono le altre Scuòle Apostoliche, ed in particolare le indulgenze menzionate nel Breve Apostolico del Suo Venerato Predecessore Pio IX in data del 15 Maggio 1877.

Mentre, per il bene dell'anzidetta Istituzione, io rendo di ciò intesa la S. V., colgo l'opportunità di raffermarmi con sensi di distinta stima

Della S. V. Revma
Roma, 30 Aprile 1907.

Affmo nel Signore
R. Card. Merry del Val

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

Prioratus Benedictinorum de Oriocourt in dioecesi Metensi erigitur in Abbatiam.

Beatissime Pater,

Willibrordus Benzler, Ordinis Sancti Benedicti, Episcopus Metensis, ad pedes S. V. humiliter provolutus, devote exponit sequentia.

In dioecesi Metensi ab antiquis temporibus permultae extabant insignes Abbatiae monachorum et monialium Sancti Benedicti, inter quas eminebant Abbatiae monachorum S. Vincentii et S. Arnulphi urbis Metensis, S. Martini de Glanderiis, S. Naboris Hilariaci, et illustris Abbatia Gorziensis, monialium item Abbatiae Sanctae Glodesindis Metensis et Vergavillae.

Omnes illae Abbatiae tempore civilis perturbationis in Gallia dirutae sunt exeunte saeculo XVIII.

Decursu saeculi XIX tandem iterum restitutus est Ordo Sancti Benedicti in hac dioecesi: in pago siquidem Oriocourt, prius Nanceien., nunc vero Meten. dioecesis, die 19 Septembris 1860 erectus est Prioratus monialium Sancti Benedicti, auctoritate Episcopi Nanceiensis Georgii Darboy. Prioratus hic originem duxit ex Abbatia de Flavigny dioecesis Nanceien., quae et ipsa originem habuit ex antiqua Abbatia de Vergavilla, dioecesis Meten., quae saeculo x fundata est a Comite Sigerico, Domino de Dürkastel, et uxore eius Bertha, quaeque usque ad eius eversionem S. Sedi immediate subiecta erat.

Prioratus de Oriocourt constat 16 monialibus choristis cum 2 Novitiis et 15 Sororibus conversis cum 2 Novitiis. In eo Officiatura choralis iugiter celebratur, ibique, ut Epi-

scopus occasione Sacrae Visitationis cum gaudio comperit, floret regularum observantia virtutumque religiosarum exercitium. Moniales etiam circiter 20 puellas educandas ad scientiam et christianas virtutes informant.

Ecclesia sub titulo SSmi Cordis Iesu noviter erecta, simplex quidem sed decens admodum reperitur.

Prioratus, etsi paupertatem religiose colit, tamen necessaria pro sustentatione Sororum possidet.

Tandem a Gubernio civili recognitionem et personalitatem iuridicam obtinuit decreto 7 Ianuarii 1905.

Unde ex omni parte, in quantum fieri potest, existentia monasterii et regularis observantia secura videtur.

Episcopus itaque ad Dei gloriam, Ordinisque Sancti Benedicti decus, ad monialium solatium, in memoriam illustrium Abbatiarum antiquae Meten. dioecesis, Sanctitatem Vestram enixe orat, ut Prioratum de Oriocourt Apostolica auctoritate ad dignitatem Abbatialem evehere dignetur, cum iuribus et privilegiis huic titulo adnexis.

Et Deus.....

Metis, die 25 Ianuarii 1907.

WILLIBRORDUS O. S. B., *Eppus Meten.*

Vigore specialium facultatum a SSmo Domino Nostro concessarum, Sacra Congregatio Emorum ac Rmorum S. R. E. Cardinalium negotiis et consultationibus Episcoporum et Regularium praeposita, benigne facultatem tribuit Ordinario Meten. erigendi in Abbatiam enunciatum Prioratum, cum omnibus iuribus et privilegiis huic titulo adnexis, dummodo omnia habeantur quae pro huiusmodi erectione requiruntur ad formam sacrorum Canonum et Apostolicarum Constitutionum. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Romae 19 Martii 1907.

D. Card. FERRATA, *Praefectus.*

Ph. Giustini, *Secretarius.*

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

De dispensatione a residentia nonnullis parochis concessa.

Rme Dne uti Frater,

Cum in formula rescripti qua parochis indulgetur dispensatio a residentia addita sit clausula « dummodo per idoneum substitutum, qui diu noctuque resideat, animarum curae plene consultum sit »; et cum gratia ipsa concessa sit *in forma commissoria,* liquet parochos ipsos non posse a residentia abire, nisi prius Ordinarius executioni rescriptum mandaverit. Haec autem executio subordinata est conditioni de substituto inveniendo qui spondeat residere et animarum curae vacare. Itaque in potestate Amplitudinis Tuae est facere quod in litteris 24 Aprilis (1) poscebas relate ad nonnullos

(1) En litterarum textus:

Eme ac Revme Domine,

Peracto nuper in hac Malacitana dioecesi parochiarum concursu, providere necesse est circa illorum parochorum statum qui, ob diversas rationes, nequeunt in ecclesias suas inservire, vel etiam in eis residere.

Supplices adiunctae pagellae exprimunt nomina illorum de quibus agitur, et ipsorum precibus meas quoque adiungo, et pro Apostolica legis residentiae dispensatione, ferventer oro.

Sed in executione huiusmodi dispensationis semper difficultates suboriuntur, ob quarum opportunam solutionem, huic sacrae Congregationi quam reverenter adsto. Saepissime etenim evenit ut parochus, de residentia dispensatus, peregre proficiscitur, nihil de aptitudine coadiutoris Praelato pro approbatione offerendi, nihil de portione fructuum isti assignanda, quae aliquoties congruae sustentationi non suppeditat, et paroeciam suam, veluti praedium in locationem datum, reputans, nihil denique de alio curat nisi de portione relicta sibi sumenda.

Haec omnia in praxi ab Ordinariis haud facile resolvuntur, eo quod praecipue res habenda est cum senibus absentibus et infirmis.

Plana igitur et facilior infrascripto sterneretur via si in Decreto dispensationis residentiae ab oratoribus postulato, ipsis, ab hac Sacra Congregatione stricte imponeretur, ut infra breve tempus (aut si placuerit infra trimestre) a die notificationis Decreti, dispensati idoneum coadiutorem Episcopo offerant: de

parochos a residentia dispensandos. Interim me profiteor A. T. Rmae

Romae, 31 Maii 1906.

Uti Frater
VINCENTIUS Card. Episc. Praenest., *Praefectus.*
C. De Lai, *Secretarius.*

SALAMANTINA

ONERUM BENEFICII

De oneribus beneficii particularibus adimplendis praeferenter ad onera communia.

Factispecies. Episcopus Salamantinus refert quod, ex 14 beneficiatis in sua Cathedrali extantibus, quatuor vocantur *de officio* eo quod, vi Concordati inter S. Sedem et Hispaniam an. 1851 initi, dicta beneficia habent permanenter adnexum peculiare officium: tales sunt Praecentor, Organista, Psalmista et Magister capellae musicalis, qui primo et principaliter sua particularia munera adimplent, alia vero communia corpori beneficiatorum eatenus quatenus cum propriis sunt compatibilia.

Verum quaestio non circa hos sed circa nonnullos beneficiatos movetur, qui *de gratia* vocantur. Cum enim in vim subsequentis decreti de consilio utriusque potestatis an. 1888 initi, in Hispaniae Capitulis dimidia pars aliorum beneficiorum,

---

portione ab utroque retinenda iuxta locorum et laborum diversitatem concorditer, et coram ipso Episcopo paciscantur: quod si hoc non fecerint, Episcopus, speciali facultate ab H. S. C. delegata, rem pro suo arbitrio expediat.

Malacae 24 Aprilis 1906.

Addmus et Obsmus in Dño
Ioannes, Episcopus Malacitanus.
Emo ac Rmo Dño Card. S. Congr. Concilii Praefecto.

quae *de gratia* dicuntur, conferantur praevio concursu, et Episcopis tribuatur facultas, audito Capitulo, iisdem imponendi specialia onera prout necessitas aut utilitas ecclesiae erigat; Episcopus in dioecesi Salamantina antecessor, auditis prius Capitularibus, iniunxit uni canonico munus Magistri sacrarum caeremoniarum, aliis duobus officium Tenoris et secundi Psalmistae, et quarto obligationem, antea omnibus beneficiatis communem, celebrandi Missam statuta hora. Quinto vero canonico munus speciale impositum nondum fuit, quia adhuc non contigit beneficii vacatio. Ratio autem imponendi haec onera, prosequitur hodiernus Episcopus, fuit, « quia ita fert usualis interpretatio Decreti concordati an. 1888, in quo etsi onera aliqua specialia iniungenda innuantur, non tamen taxative sed demonstrative exprimuntur, et praesertim utilitas ecclesiae, nempe promotio cultus divini, cui propter deficientem dotationem Cathedralium aliter non facile consuli potest.... At vero praefata munera incompatibilia sunt cum servitio altaris, id est cum officiis Diaconi et Subdiaconi in Missa conventuali, quae exerceri debent a caeteris beneficiatis *de gratia,* cum agatur de obligatione quae incumbit corpori beneficiatorum et inde querelae ex parte eorum qui dicto servitio adstringuntur, quatenus illud pluries subire tenentur, et existimant diminutionem pati in suis beneficiis propter impositionem maioris oneris. Ea de causa mota est controversia circa praelationem et impletionem munerum relate ad illos beneficiatos qui specialia munera habent adnexa, an nempe primo et principaliter exercere debeant proprium et peculiare munus, vel e contra praeferendae sint obligationes communes quae ex aequo omnes beneficiatos attingunt ».

Disceptatio synoptica. Qui tuentur adimpletionem onerum communium praeferendam esse implemento onerum specialium, praenotant has provisiones, per concursum iam antecedenter factas, nullas omnino esse renunciandas. Quum enim in concursu requirantur conditiones extraordinariae, quas

nonnisi pauci possidere valent, uti v. g. onus Tenoris, Psalmistae, Contralti etc.; hinc alii sacerdotes, licet idonei ex canonico et concordatario iure, tamen a concursu repelluntur ob deficientiam specialis conditionis.

Appositio praeterea dictorum onerum est inutilis, quia his officiis Cantoris vel Psalmistae iam fuerat consultum per canonicatus *de officio*; quin imo pugnat cum lege concordataria, quia iuxta postremas circulares literas diei 18 Iunii 1904 declaratorias Decreti concordati an. 1888, Ordinarii super canonicatibus liberae collationis *de concursu* nequeunt onera specialia imponere, quae iuxta Concordatum reservantur tantum beneficiatis *de officio* nominatis in art. primo Concordati hoc modo: « Tenor, chori Praecentor, Psalmista, Psaltes et Magister caeremoniarum ».

Verum etsi impositio oneris specialis sustineri valeat, non ideo sequitur quod hoc onus praeferenter oneribus communibus beneficiatorum sit adimplendum: hoc enim importaret gravamen aliis beneficiatis qui non sunt *de concursu.* Sane in casu cum de decem beneficiatis *de gratia,* quinque provideantur per concursum, istorum onera communia refunderentur, ob incompatibilitatem cum onere speciali, in illos beneficiatos simpliciter *de gratia*: et ita locum haberet vera beneficii imminutio contra dispositum in canonico iure sub titulo: *ut beneficia ecclesiastica sine diminutione conferantur.* Item dicta impositio contradicit dispositioni Conc. Trid. *(sess. 25, cap. 5 de Reform.)* ita praescribenti: « ut illis, quae bene constituta sunt, contrariis ordinationibus non detrahatur ». Verum quidem est quod ex Decreto an. 1888 Episcopis tribuitur facultas onera specialia imponendi beneficiatis *de gratia* per concursum providendis; sed cum huiusmodi impositio sit quid accidentale et potestativum imo secundarium, non eo protendi debet, ut onera specialia et personalia absorbeant alia onera realia et a iure imposita cum dispendio aliorum beneficiatorum.

Ex adverso qui sustinent oneris specialis adimplementum esse praeferendum, contendunt naturam beneficiorum non desumi ex modo, quo illa acquiruntur, sed potius ex officio cui sunt adnexa; unde effatum: *beneficium propter officium.* Quare fundamentum beneficii est officium, et nihil refert utrum beneficiati sint *de officio,* vel hoc speciale onus habeant ex impositione Episcopi facta in concursu ad tramitem Decreti an. 1888, et quando haec specialis obligatio cum aliis communibus in adimplemento est compatibilis, ad utramque tenentur.

Quando vero onera specialia et communia incompatibilia sunt quoad implementum, sustinent oneri speciali satisfaciendum esse, omissa onerum communium persolutione. Nam obligationes speciales directe personam respiciunt et sunt potiores quam communes quae directe communitatem et indirecte individuum tangunt. Insuper onera specialia specialem idoneitatem arguunt, et hinc, cum substitutionem excludant, ab illis supportari debent, qui hanc idoneitatem praeseferunt. Insuper in conflictu duarum obligationum illa est praeferenda, quae altiorem et nobiliorem finem habet; iam vero in beneficiis *de concursu,* officium speciale impositum fuit ex particulari utilitate quam ex eo nanciscitur ecclesia et cultus.

Quod si beneficiati *de gratia* aliquod persentiunt gravamen ab hac exemptione, hoc profecto directe non intenditur ab Episcopis et Capitulis, sed potius refundi debet in Decretum an. 1888 tamquam causam, quia permittit beneficiatis *de concursu* speciale onus imponi posse. Verum cum hoc gravamen sit in iure odiosum et prohibitum a rubrica: *ut beneficia ecclesiastica sine diminutione conferantur;* hinc, iuxta normam in Salamantina Cathedrali sancitam, ne beneficiati *de gratia* essent nimis gravati, imposita fuit beneficiatis *de concursu* obligatio aliqua specialis forte gravior omnibus aliis, celebrandi nempe Missam diebus dominicis et festivis, appellatam *de reserva.*

Huic sententiae una cum maiori parte Capituli adstipulatur ipse Episcopus, qui votum suum pluribus rationum momentis vallatum ita concludit: « Quare ad exorta dubia tum circa validitatem provisionum tum circa praelationem muneris adimplendi, meum iudicium sic proferrem: Ad I. Neque formaliter dubitari posse circa validitatem provisionis beneficiorum, quibus onera specialia fuerunt iniuncta, quod, praeter rationes antea expositas, probat praxis servata in omnibus ecclesiis Cathedralibus Hispaniae. Ad II. Stante incompatibilitate munerum, praeferenter implendum esse speciale, utpote praecipuum, personale et ecclesiae, ratione circumstantiarum, magis utile ».

Demum ex officio animadvertitur quod, omissa disquisitione utrum dicta specialia onera ab Episcopo imponi valide possint beneficiatis *de concursu,* cum id clare pateat sive a praxi in Hispaniae Cathedralibus servata, sive a Decreto concordato an. 1888, quod partem efformat iuris particularis canonici pro ea regione, relate ad secundam quaestionem subiicitur, quod sicuti canonicus poenitentiarius et theologus et item canonicus parochus, quando proprio detinentur munere, a choralibus communibus officiis sunt exempti iuxta canonicum ius, (Cfr. Benedictus XIV, *Inst. eccl. 107, n. 55 et 56*), ita iudicandum videtur in casu de beneficiatis *de concursu*, quando ipsi adimplendo speciale impositum munus nequeunt communes aliorum beneficiatorum *de gratia* obligationes persolvere. Insuper in *cap. un. de clericis non resid.* in *6°* habetur, quod beneficiatus legitime abesse potest a servitio chori ex evidenti propriae ecclesiae utilitate. Iam vero quum in beneficiatis *de concursu* adimpletio specialis muneris sit in evidentem ecclesiae propriae utilitatem si beneficiatus *de concursu* hoc adimplens, nequeat alias communes obligationes beneficiatorum *de gratia* persolvere, merito ab istis dici debet exoneratus.

Resolutio. Sacra Congr. Concili, re ad trutinam vocata, in comitiis generalibus diei 22 Iunii 1907 respondit:

Iuxta votum Episcopi (1).

PARISIEN.

NULLITATIS MATRIMONII

Declaratur nullitas matrimonii ex capite clandestinitatis.

Factispecies. Parisiis in ecclesia S. Germani a Pratis, die 1 Iunii 1893 Eugenia N..., 24 annos tunc nata, et Carolus N..., in eadem fere aetate constitutus, matrimoniale foedus inter se inierunt, quod modo ex defectu Tridentinae formae uti nullum a muliere impetitur.

Sane Eugenia, quippe quae vitae communionem cum noverca fastidire coepit, statim ac maiorem aetatem assequuta est, paternam domum reliquit atque Parisios aufugit penes avunculum in paroecia S. Germani a Pratis commorantem. Verum heic paucos dumtaxat dies morata est, quum statim sese receperit apud aviam et materteram, quae oppidum *Marquivillers* vocatum, dioecesis Ambianensis, incolebant, ibique propriam fixerit sedem. Nam quamvis ad avunculi domum saepe saepius redierit Eugenia peculiaribus causis mota, tamen nonnisi per aliquot dies, si duo menses excipiantur sui coniugii ineundi causa, permansit.

Interea, factis bannorum publicationibus tum in paroecia S. Germani a Pratis, tum in loco *Marquivillers*, tum fortasse etiam in paroecia Parisiensi S. Mariae *des Batignolles*, in qua Carolus suum habebat domicilium, religiosae nuptiae

(1) Dum enim Episcopo Salamantino, ex iure particulari in Hispania vigente, tribuitur facultas specialia onera imponendi beneficiatis *de concursu*, si iidem beneficiati, in concursu onerum specialium cum oneribus communibus Capituli, non tenerentur praeferenter adimplere onera particularia, iam actum esset de specialium munerum impositione ac obligatione, et ita ipsa lex finisque eius frustraretur *(N. R.)*.

a sponsae fratre sacerdote benedictae fuerunt in ecclesia S. Germani a Pratis de licentia saltem tacita eiusdem parochi; quin tamen ad hoc delegatio aliqua a proprio neutrius sponsi parocho vel Ordinario praehabita fuerit.

Hoc modo coniuges vitam communem cum maritali affectu duxerunt usque ad mensem Iulium an. 1904, quo tempore, quia vir rem familiarem dilapidabat, uxor nedum eum deseruit, sed et divortii civilis sententiam petiit. Deinde eadem Eugenia, ut suum connubium declararetur nullum ex capite clandestinitatis petiit a Curia Parisiensi, quae, processu canonico absoluto, die 11 Iulii 1906 edixit: *constare de matrimonii nullitate in causa.*

At contra huiusmodi sententiam appellavit apud hanc S. Congregationem localis Defensor matrimonii ex officio.

Dubium. *An sententia Curiae Parisiensis confirmanda vel infirmanda sit in casu.*

Decisio. Emi Patres S. C. Concilii, causa in examen vocata, die 22 Iunii 1907 responderunt:

Sententiam esse confirmandam (1).

LAUDEN.

MANSIONARIATUUM

Mansionariatus in casu declarantur inducere naturam cappellaniarum manualium, non autem beneficiorum.

Compendium facti. In Cathedrali Laudensi usque ab an. 1588 duplex extitit instituta cappellanorum choralium species; una cappellanorum beneficiatorum cum dote propria et iurispatronatus laicalis, altera mansionariorum absque

(1) Parochus S. Mariae a Pratis nec erat parochus proprius sponsae vel eo minus sponsi, nec a proprio alterutrius coniugis parocho aut Ordinario debitam ad matrimonium in casu, iuxta praescriptum capitis *Tametsi* Conc. Trid., celebrandum delegationem habuit *(N. R.)*.

praebenda propria, et stipendium pro chori servitio recipientium a cleri consortio. In brevi enim historia, quae Statutis Capitularibus an. 1827 praemissa fuit, legitur quod Episcopus Taberna, praeter canonicos aliosque cappellanos beneficiatos, « mansionarios aliquot instituit pro chori servitio, assignata eisdem mercede ex redditibus consortii cleri ».

Secuta initio saeculi praeterlapsi sub Napoleone I oppilatione bonorum ecclesiasticorum, bona tum Capituli tum consortii cleri devoluta sunt fisco. Postea vero Capitulum vi Concordati an. 1803 et Decreti ministerialis an. 1806 fuit redintegratum, et loco bonorum stabilium eidem assignatus fuit annuus reditus ex publico aerario, unicuique vero ex mansionariis statuta fuit annua pensio. Verum nunc movetur quaestio ab Episcopo Laudensi, utrum dicti mansionarii censeri debeant vera beneficia vel potius cappellaniae manuales, quo postremo sub aspectu hucusque ab eo considerati et collati sunt.

Animadversiones. Dicti mansionariatus videntur esse vere beneficia, sive ratio habeatur eorum institutionis, sive res spectetur post secutam Capituli Laudensis restaurationem.

Re quidem vera quoad primum, compertum est ad beneficii constitutionem tria potissimum requiri, nempe erectionem canonicam seu factam Decreto Ordinarii, designationem officii et perpetuam reditus assignationem; unde beneficium passim definiri solet: « Ius perpetuum percipiendi fructus ex bonis ecclesiae ratione spiritualis officii, auctoritate ecclesiastica constitutum ». Iam vero quod haec tria in erectione mansionariatuum adfuerint, eruitur ex verbis supra relatis circam historicam eorum originem.

Neque putandum est hos mansionarios fuisse statutos uti simplices cappellanos; sive quia non desideratur officium sacrum, quum ipsi iniunctum habeant onus officiaturae choralis, sive quia nec desunt fundatio facta ab Episcopo et perpetua reditus officio adnexio.

Quin ex adverso opponatur haec duo extrema abesse, quia dicti mansionarii erant potius uti mercenarii delegati ad chorale pensum implendum, et insuper de natura sua amovibiles ab officio. Nam verba illa, ad mercedem sese referentia, non de simplici deputatione, sed potius de vero iure reditus percipiendi sunt intelligenda, cum in interpretatione facienda magis res sit attendenda quam verba, uti tradit lex *Promittendo, ff. de iure dotium.* Quo vero ad amovibilitatem, responderi potest quod ea non destruit beneficii conceptum, cum dari possint vera beneficia manualia, uti tradit Leurenius *(For. benef., part. 1, quaest. 84),* et exemplum habetur in beneficiis parochialibus, quorum titulares aliquando amovibiles esse possunt ad nutum.

Verum etiamsi dicti mansionarii instituti sint uti simplices mercenarii, non ideo sequitur in eadem conditione perseverasse post Capituli redintegrationem. Primo id arguitur ex eo quod pensio ex publico aerario iis fuit adsignata uti praebenda eadem ratione, qua fuit decreta canonicis, et insuper admissi sunt ad massam communem distributionum. Iam vero quod hae civiles pensiones, Capituli praebendatis solutae a Gubernio, induant veri beneficii naturam iam alias pro Capitulis Galliae per resolutiones S. Poenitentiariae 19 Ian. 1819 et 9 Ian. 1823 decisum fuit. Secundo id resultat ex quadam causa *Lauden. - Servitii chori* die 26 Ian. 1856 acta apud hanc S. C. inter canonicos et mansionarios; ubi in relatione Episcopi Benaglia edicitur quod mansionariatus, restituto Capitulo an. 1806, declarati fuerunt ab utraque auctoritate ecclesiastica et civili uti beneficia proprie dicta. Insuper ex folio officiali eiusdem causae deprehenditur, quod cappellani in contradictorio contra Capitulum contenderunt se esse veros beneficiatos, nec constat a Capitulo eamdem qualitatem tunc temporis fuisse impugnatam.

Nec valet argumentum ab actuali Episcopo allatum, quod pro ipsis numquam adfuit institutio canonica, sed mera de-

putatio ad officium cappellani. Nam si per canonicam institutionem intelligatur immissio nominati in realem beneficii possessionem, haec de stricto iure non requiritur, quum ut quis vere beneficiatus dici possit, sufficit simplex Bulla nominationis iuxta *cap. 17 de praebendis in 6°*, ut inibi explicat Barbosa in sua *Collectan. Doctorum.* Si autem pro institutione canonica intelligatur illa tituli collativa, haec refunditur in deputationem ad cappellani officium, cum in iure nulla forma pro hac institutione sit praescripta.

Ex altera vero parte asserendum videtur memoratos mansionariatus esse tantum officia servitoria, et proinde nulli Apostolicae reservationi obnoxios. Hoc enim certum est si ratio habeatur temporis anterioris Capituli instaurationi, quia nullum adest Decretum erectionis huiusmodi mansionariatuum in beneficia ecclesiastica. Praeterea nulla dos eis fuit assignata aut reditus ex mensa Capitulari, sed tantum stipendium ex quodam fundo consortii cleri, qui licet dicatur pia institutio, tamen non pertinet ad classem bonorum ecclesiasticorum, ex quibus fundantur beneficia ecclesiastica.

Ulterius in relata historica origine mansionariatuum aliae cappellaniae chorales memorantur cum propriis titulis, et nuncupantur beneficiales vel adiunctae mensae Capituli: quod non fit pro mansionariatibus; hinc aptari posset principium, *inclusio unius exclusio alterius*. Hoc confirmatur etiam ex eo quod iuxta dioecesanas synodos an. 1630 et 1690, dum caeterae cappellaniae chorales referuntur sub titulo de canonicis et beneficiatis cum residentia, mansionariatus e contra inscribuntur sub titulo eorum qui adscripti sunt simpliciter pro servitio ecclesiae.

Neque aliter sentiendum, si disquisitio fiat de mansionariatibus restitutis una cum Capituli redintegratione an. 1806 facta. Auctoritas enim ecclesiastica nullum canonicae erectionis Decretum edidit, quod quidem requiritur ad beneficii constitutionem. Redintegratio enim Capituli Cathedralis inter

auctoritatem ecclesiasticam et civilem an. 1803 concordata non inducit veram Capituli mutationem quoad eius statum iuridicum, sed tantum quoad assignationem dotis et stipendii. Insuper in ipsius Capituli historia, in actis S. Visitationis et in Curiae actis, ceteri cappellani vocantur beneficiati, mansionarii vero nunquam. Neque mansionariatus habitus fuit uti titulus legitimus sacrae ordinationis; quinimo, si unus vel alter casus excipiatur, mansionariatus hucusque collati sunt absque canonica institutione, et cum ordinaria auctoritate etiam in mensibus reservatis.

Hisce rationibus adiungitur argumentum desumptum ex *cap. 5 de praebendis in 6°*, ubi Bonifacius VIII statuit quadragenariam observantiam vel legitimam praescriptionem vim in beneficiis ad eorum naturam dignoscendam magnam habere. Cfr. etiam resolutiones S. C. EE. et RR. 19 Sept. 1862, 17 Mart. 1863 et 19 Ian. 1866 adductae a Vecchiotti *(Inst. eccl., art. 2, cap. 2, n. 12, de benef. eccl.)*. Haec autem observantia, si invocari valet in linea praescriptiva, eo fortius est attendenda in linea interpretativa, quia consuetudo est optima legum interpres. Iamvero generatim Ordinarii spectarunt dictos mansionariatus uti mercenarios, etiam post Capituli instaurationem. In praxi adnotari etiam potest fortasse melius expedire rem non immutare, attento in praesentibus temporum adiunctis periculo, quod beneficia ecclesiastica subire quotidie possunt ex fisci vexatione.

Modo superesset disceptatio super concessione sanationis factarum nominationum etiam in mensibus S. Sedi reservatis, quatenus declaratum maneat dictos mansionariatus esse vera beneficia; sed super hoc non est multum immorandum, cum bona Episcopi fides suadeat gratiae concessionem.

Dubia. I. *An mansionariatus in Cathedrali ecclesia Laudensi instituti ab Episcopo Taberna censendi sint vera beneficia et Apostolicae roservationi subiecti in casu.* – Et quatenus affirmative:

II. *An indulgenda sit petita sanatio in casu.*

Resolutio. Emi Patres S. C. Concilii, omnibus rite perpensis, die 22 Iunii 1907 respondendum duxerunt:

Ad I. *Negative* (1).

Ad II. *Provisum in primo.*

CALARITANA

REDINTEGRATIONIS IN OFFICIO

De natura iuridica officii Praesidis in Collegiali ecclesia S. Eulaliae.

Species facti. In paroeciali ecclesia S. Eulaliae, sita in suburbio civitatis Calaritanae dicto *Marina* vel *Leopola*, anno 1620 erectum fuit ab Archiepiscopo Collegium presbyterorum, quod ab initio septem et dein pluribus beneficiatis conflavit. Inter alia recensebantur etiam quinque beneficia Curata, quae tantum a lege Italica an. 1867 eversiva proprietatis ecclesiasticae conservata fuerunt, et quorum iuspatronatum passivum habent sacerdotes oriundi ex praefato suburbio, activum vero pro duobus spectat ad Archiepiscopum, pro aliis tribus ad municipium Calaritanum, modo suffectum antiquis syndacis suburbii. Paroecia ipsa est adnexa mensae archiepiscopali, atque cura habitualis animarum residet apud Archiepiscopum pro tempore.

Interim an. 1770 in executionem Bullae Clementis XIV *Inter multiplices* circa ordinationem curae animarum apud

(1) Natura mansionariatuum in themate desumi nequit ex institutionis tabulis quae desiderantur; neque ex eorumdem recensione in Statutis Capitularibus an. 1827 facta, quae ad rem parum vel nihil confert. Potius res diiudicanda est ex antiqua et constanti praxi, vi cuius dicti mansionariatus, utpote qui collati fere semper fuerunt ordinaria Episcoporum auctoritate etiam in mensibus S. Sedi reservatis, et absque canonica institutione, merito habentur uti simplices cappellaniae. Nec constat ipsorum naturam mutatam fuisse tempore redintegrationis Capituli initio saeculi XIX peractae *(N. R.)*.

Capitula in Sardinia, Archiepiscopus decrevit ut ex quinque Curatis, qui prius per turnum exercebant parochiale ministerium, unus dumtaxat esset verus parochus cum nomine Vicarii Curati, coeteri vero eius coadiutores et ab eo dependentes, qui tamen posteriori decreto an. 1779 veri parochi effecti sunt. Verum exortis deinde discordiis factum est ut munus Praesidis dicti Collegii, de facto in Vicario Curato cumulari coeperit, quod non a beneficiatis sed ab uno Archiepiscopo libere conferebatur.

Vacato an. 1900 officio Praesidis per promotionem sacerdotis Sechi, hoc consecutus est ab Archiepiscopo sacerdos Paulus Manca, qui, duobus vix elapsis annis, quo Curatus et Praeses erat renuntiatus, ab eodem Praesule obtinuit ut ingredi valeret in Societatem Iesu, pro inibi novitiatu religioso ineundo, dilata dimissione officii Praesidis et paroeciae ad tempus, quo professionem religiosam emitteret. Interim munus Praesidentis, de consensu Archiepiscopi, concreditum fuit alteri Curato eiusdem paroeciae, sacerdoti Pinna, quem idem Manca ut suum mandatarium iam delegaverat.

At quinque novitiatus mensibus transactis, sacerdos Manca, religiosam Iesuitarum familiam relinquens ad suppetias ferendas suae sorori supervento morbo correptae, illico institit apud Archiepiscopum ut restitueretur ad officium tum parochi tum Praesidis. Archiepiscopus primum quidem concessit, sed denegavit secundum, asserens se iam de eo, utpote officio ad eius nutum amovibili, disposuisse in favorem Curati Pinna, et de caetero iustas habere causas ad talem redintegrationem denegandam. Hinc sacerdos Manca ad hanc S. C. recursum obtulit.

Disceptatio synoptica. Archiepiscopi patronus contendit in primis paroeciam S. Eulaliae non esse veram Collegiatam sed dumtaxat ecclesiam communitativam. Observat enim cum Card. Petra *(Const. 7 Innoc. IV, sect. 2)* quod in iure tantum ecclesiae Cathedrales et regulares praesumuntur

Collegiales, quia iis tantum est connaturale Collegium; hinc caeterae, vel simplices ecclesiae vel parochiales reputantur, et consequenter cum qualitas Collegiatae sit in istis accidentalis, ab allegante est stricte probanda. Cfr. De Luca *(de benef., discurs. 14)*. Idque fortius obtinet si constet ecclesiam, cuius Collegialitas praetenditur, prius fuisse paroecialem, uti docet Riganti *(in Reg. IV Cancell., § 2, n. 36)*. His innixus principiis advocatus argui posse sustinet Collegialitatem alicuius ecclesiae, ut tenet Riganti *(loc. cit., n. 36)*, ex erectionis actu, ex privilegio Apostolico vel ex quibusdam signis.

Atqui nullum ex hisce argumentis in casu invocari potest. Nam de actu erectionis disserens, animadvertit ecclesiam S. Eulaliae an. 1620 irrite fuisse in Collegiatam ab Archiepiscopo erectam, quum hic tali facultate erat destitutus; erectiones enim ecclesiarum ad Collegiatae gradum privative uni R. Pontifici sunt reservatae. Quod adstruit, tum congestis canonistarum sententiis, uti Ferraris *(Bibl. can., v. Collegium, n. 18-21)*, Lotterius *(de re benef., lib. 1, q. 15)* etc., tum relatis decisionibus huius S. C. in *Fulginaten.* 26 Februarii 1639, in *Conversana* 27 Iunii 1626, nec non S. C. EE. et RR. quae allegantur a Ferraris *(loc. cit., n. 18)*. Hinc in casu censet potius beneficiatorum cummunitatem institutam fuisse, qui, praeter curam animarum, ad onera choralia essent adstricti.

De privilegio Apostolico ad probandam Collegiatae qualitatem, advocatus supervacaneum ducit disserere, cum illud in themate desideretur.

Dein descendens ad tertium probationis genus subsidiarium, distinguit signa Collegialitatis in *aequivoca*, quae sese referunt ad materialem Collegii constitutionem, et communia sunt omnibus Collegiis; et in *univoca*, quae ad formalem Collegiatae constitutionem, et hinc tantum ad Collegiatas ecclesias pertinent. Et quamvis admittat ecclesiae S. Eulaliae competere aliqua signa aequivoca, negat ad eamdem eccle-

siam spectare signa univoca. Etenim primo quum agitur de ecclesia paroeciali, cura habitualis animarum residere debet apud Collegium. Cfr. Card. Petra *(loc. cit., n. 34)*, Lotterius *(loc. cit., quaest. 15, n. 99)*. Secundo Collegialitas asseratur oportet per antiquas enunciativas non tantum populi et cleri, sed Episcopi in suis solemnibus actis. Cfr. Card. Petra *(loc. cit., n. 34)*, Riganti *(loc. cit., n. 60 et 81)*. Tertio si caput Collegii ab ipsis membris eligitur. Iam age haec omnia in ecclesia S. Eulaliae non inveniuntur.

Deinde patronus contendit Praesidentiam in ecclesia S. Eulaliae non habere naturam canonicae dignitatis sed esse merum officium de libera electione Archiepiscopi et ad ipsius nutum amovibile. Nam ut dignitas fiat, praeterquamquod requiritur ut habeatur ecclesia Collegiata, necesse est 1° ut gaudeat nomine quodam a iure comprobato ex. gr. archidiaconi, archipresbyteri, decani, praepositi etc.; 2° ut pro illius erectione adsit interventus auctoritatis Pontificiae; 3° ut eius collatio nonnisi a S. Sede fieret, cum iuxta Regulam IV Cancellariae Ap. principales dignitates in Collegiatis sint S. Sedi reservatae; 4° demum haberet fixam praebendam. Quae conditiones in themate non verificantur.

Quod autem officium Praesidis sit liberae collationis Archiepiscopi et ad ipsius nutum amovibile, demonstrare nititur ex eo quod Praesidens in ecclesia S. Eulaliae non est nisi ipsius Archiepiscopi delegatus. Hoc constat ex ipsis nominationis literis anni 1792, nec non ex adductis pluribus nominationibus Praesidentium vel Vice-Praesidentium libere ab Archiepiscopo factis, et non semel cum actu distincto a nominatione Vicarii Curati, quum nempe illi iam in possessione curae animarum erant.

Neque dici posse addit, Archiepiscopum hac facultate arbitrarie usum fuisse quoad sacerdotem Manca. Aderant profecto gravia motiva pro eius remotione ab officio, et propitiam occasionem, qua eiusmodi remotio fieri posset cum

minori dicti sacerdotis dispendio Archiepiscopus prudenter arripuit.

Ex adverso patronus sacerdotis Manca primo evincere nititur, etiam in hypothesi amovibilitatis officii Praesidis ad nutum, iustam ad id requiri causam, et hanc in casu deesse. Sane notat cum Card. De Luca *(Disc. 20, de Regal.)* quod in officiis manualibus, quae ex consuetudine retinent quemdam perpetuitatis characterem et quae non habent rationem simplicis famulatus, sed muneris publici, remotio non admittitur sine iusta causa seu demerentia removendi. In themate autem Praesides nominati ab a. 1780 ad an. 1900 retinuerunt dictum officium vel ad obitum vel ad promotionem.

Accedit praeterea quod Manca officio Praesidentis expoliatus mansit tempore novitiatus. Iam vero Concilium Trid. *(Sess. 25, cap. 16 de Regul.)* ad tutandam novitii libertatem sub poena nullitatis sanxit ut « nulla renuntiatio aut obligatio antea facta etiam cum iuramento vel in favorem cuiuscumque causae piae, valeat, nisi cum licentia Episcopi, sive eius Vicarii, fiat intra duos menses proximos ante professionem; ac non alias intelligatur effectum suum sortiri, nisi secuta professione ». Haec autem dispositio iuxta Bouix *(De iure Reg., tom. 1, part. 4, cap. 6)* comprehendit quascumque renuntiationes et contractus quibus bona et iura novitiorum notabiliter minuuntur (1). Cfr. etiam quae Benedictus XIV in Bulla *Ex quo dilectus* 2 Ian. 1717 docet. Idque vel magis valere ait in casu, quum ex remotione sacerdos Manca gravem iacturam passus sit sive in honore sive in emolumentis; et ipse procurator Pinna, dum adstrictus manebat ad defendendum mandantem in retentione officii sibi delegati, contrarium egit aspirando ad idem officium.

(1) At Novitii Societatis Iesu ab ipsomet Concilii Tridentini decreto excepti sunt, adeo ut ipsi possint valide donationes et renuntiationes etiam beneficiorum facere, quin servent formam a Conc. Trid. in genere praescriptam. Cfr. Schmalzgrueber *(tom. 7, de Regul., n. 97)*, Ferraris *(v. Novitiatus, n. 44)* – *(N. R.)*.

Insuper advocatus propugnat officium Praesidis esse inamovibile, utpote habens rationem primae et unicae dignitatis in Collegiata S. Eulaliae. Nec admitti posse ait hanc ecclesiam esse tantum receptitiam; nam in ecclesiis communitativis non habentur praebendae distinctae sed omnes beneficiati participant tantum de reditibus massae communis, ut docet Santi *(Prael. can., lib. 3, tit. 5, n. 8)*; nec ibi adest beneficiatorum caput. Recensetur etiam electio Praesidis an. 1629 facta a Collegii beneficiatis. Quin oggeratur defectus beneplaciti Apostolici; nam ante an. 1623 hae erectiones fieri poterant auctoritate Ordinarii, quia decreta inhibitoria huius S. C. nondum prodierant, uti probat tum auctoritate Pitonii *(discept. eccl. 116, n. 30)*, tum quadam resolutione dictae S. C. in *Cremonen.* diei 7 Sept. 1720. Item in actis praesertim S. Visitationis an. 1768, 1863, 1890 et 1891 praefata ecclesia nuncupatur Collegiata. Neque aliter sensit clerus eiusdem ecclesiae, qui in suis gerendis negotiis continuo se gessit uti Capitulum veri nominis. Cum igitur ecclesia S. Eulaliae sit Collegiata, sequitur quod eius caput gaudeat iuris inamovibilitate, et hinc eius remotio fieri nequeat nisi servata canonica forma.

Alteram inamovibilitatis causam advocatus reponit in coniunctione officii Praesidis cum officio Vicarii Curati. Etenim per Bullam Clementis XIV *Inter multiplices* cura paroecialis coaluit in Vicario Curato adiuto per quatuor Pro-parochos, qui licet a. 1779 et ipsi veri parochi effecti sint, ille tamen retinuit munus vigilantiae et praesidentiae super alios beneficiatos. Unde sicuti sacerdoti Manca concessa est redintegratio in paroeciam, ita etiam est restituendus in officium Praesidis.

Dubium. *An parocho Paulo Manca spectet redintegratio in officio Praesidis ecclesiae S. Eulaliae in casu.*

Responsum. Sacra Congr. Concilii, attentis omnibus, die 28 Novembris 1905 rescribendum censuit: *Dilata.*

Cum enim sacerdos Manca instaret etiam ut super aliquibus sibi factis accusationibus regularis instrueretur pro-

cessus, hinc haec S. C. protelavit controversiae decisionem. Dein vero ad tricas et scandala ex parte recurrentis vitanda, causam reproponi iussit, seposita parte morali quaestionis, tantum super iuridicam naturam officii Praesidentis, scilicet utrum sit purum officium, cuius collatio et avocatio a libera voluntate Archiepiscopi pendet, vel potius verum beneficium cuius privatio praevium iudiciarium processum requirat.

Et eadem S. C. ad supra propositum dubium, die 27 Aprilis 1907, respondendum esse censuit: *Negative.*

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

TAURINEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servi Dei Iosephi Cafasso, sacerdotis saecularis, Collegii ecclesiastici Taurinensis moderatoris.

Inter Causas beatificationis et canonizationis Servorum Dei, quae apud Sacram Rituum Congregationem per viam non cultus incedunt, quaeque a civitate atque archidioecesi Taurinensi inscribuntur, post illas Venerabilium sacerdotum Ignatii a S. Agatha ex Ordine Minorum Capuccinorum et Iosephi Benedicti Cottolengo canonici fundatoris parvae domus a divina providentia, tertia succedit sacerdotis Iosephi Cafasso collegii ecclesiastici Taurinensis rectoris, cuius vitae sanctitas, eximiae prudentiae ac doctrinae iuncta, per universam regionem Pedemontanam celebratur, et natale solum, urbem principem aliasque civitates hospitales illustrat. In oppido Castronovo, Astensis dioecesis, die XV Ianuarii anno MDCCCXI, a parentibus Ioanne Cafasso et Ursula Beltramo, quorum probitas ac religio una cum bonorum copia in pauperes effusa, incolarum animos atque existimationem sibi

conciliabant, tertius e quatuor filiis ortus est Iosephus, die sequenti in sacro fonte regeneratus. Puerulus curis, monitis exemplisque genitorum optime respondit. Quotquot Eum viderant in templo devotum et frequentem ad sacra et ad catechesim, admirantes sanctulum nuncupabant. Interdum adhuc puer, aequalibus aliisque in coetum atque locum indictum vocatis, sacros sermones, quos in ecclesia audierat, felici memoria, praeconis instar, diserte repetebat. Studiorum elementa et latinae grammaticae institutiones in civica schola addiscens, ingenium naturale, praeceptore adiuvante, arte, exercitatione ac diligentia sua utiliter excoluit. Interim domesticam familiam ad serotinas preces rosarias fundendas suaviter alliciebat, famulumque balbutientem singulari charitate et patientia prosecutus, obtinuit ut hic easdem preces cum ceteris explicate et distincte recitare incepisset. Tertio decimo aetatis anno Cherium venit, ibique grammaticae superioris atque humanitatis ac rethoricae studiis absolutis, in civico collegio philosophiae sedulam dedit operam, clericali veste an. MDCCCXXVI etiam suscepta. Domum reversus, theologicis disciplinis, docente archipresbytero Dassano, integrum biennium impendit; atque mense Octobri exeunte, anno MDCCCXXX, Cherii inter alumnos seminarii adscitus, theologiae cursum summa cum laude, amplissimo superiorum testimonio confirmata, feliciter explevit. Ad sacerdotium rite promotus die XXI Septembris MDCCCXXXIII, sacri huius ministerii munia diligenter obivit. Quo magis idoneum Dei ministrum se redderet, Taurinum profectus est una cum R. D. Ioanne Allamano sibi amicitia studiisque coniuncto; atque, prius in seminario metropolitano, postea in collegio ecclesiastico a theologo Guala fundato, qui lectiones de morali theologia tradebat, auditor extitit. Huius collegii alumnus die XXVIII Ianuarii an. MDCCCXXXIV renunciatus, triennio vix exacto, ac facto experimento, ad confessiones audiendas probatus fuit, atque ipsi magistro adiutor datus. Post aliquot annos magi-

sterium, a theologo Guala ob aegritudinem dimissum, Ipse superiorum voluntati obtemperans libenter suscepit. Neque mirandum si salutiferas sapientiae aquas, quas ab antecessore et a praeclaris S. Francisci Salesii et S. Alfonsi de Ligorio operibus hauserat, in suos alumnos ac discipulos, sacerdotes iuvenes et senes large lateque effuderit. Anno autem MDCCCXLVIII Archiepiscopus Taurinensis alia quoque officia contulit Iosepho, qui eadem usque ad obitum tenuit. S. Francisci Assisiensis ecclesiae atque opificum congregationi praeses, collegii ecclesiastici moderator, atque templi S. Ignatii de Loyola in oppido Lanzo administrator electus et constitutus, apostolatus sui vestigia ubique reliquit. Tandem fidelis Christi Servus annum aetatis nonum supra quadragesimum agens, postquam « operatus fuerit bonum, et rectum, et verum coram Domino Deo suo, in universa cultura ministerii domus Dei », penes convictum S. Francisci, in morbum incidit, quem patientissime toleravit. Ad extrema deductus et sacramentis Ecclesiae refectus ac roboratus, die XXIII Iunii anno MDCCCLX placide obdormivit in Domino. Interim sanctitatis fama quam Ipse sibi adeptus fuerat vivens, post obitum mirifice inclaruit. Testis est cleri populique concursus ad funus, praesente corpore, in paroecia SS. Martyrum celebratum, et die trigesima, maiori pompa renovatum, Sacrum litante parvae domus a divina providentia moderatore Anglesio, habita etiam laudativa oratione a Ioanne Bosco Societatis Salesianae Institutore. Testis quoque est Taurinensium civium atque advenarum frequentia ad sepulcrum in quo corpus Servi Dei, tertio translatum, nunc quiescit, penes templum B. Mariae Virgini a Consolatione dicatum, nuperque a Sanctissimo Domino Nostro Pio Papa X ad Basilicae minoris dignitatem evectum. Quae quidem sanctitatis Servi Dei opinio ad haec usque tempora perseverans ac in dies aucta, quum omnibus perspecta foret, Emus et Rmus Dnus Augustinus Cardinalis Richelmy Archiepiscopus Taurinensis super

ea informativam inquisitionem instituit. Hac expleta, et peracta ac probata revisione scriptorum ipsius Servi Dei, obtenta insuper Apostolica dispensatione a lapsu decennii et ab interventu et voto Consultorum, quum omnia in promptu essent, ad instantiam Rm̃i Dñi Raphaelis M. Virili Episcopi tit. Troadensis et Causae Postulatoris, attentisque litteris ac postulationibus quorundam Em̃orum S. R. E. Cardinalium, plurium Rm̃orum Sacrorum Antistitum aliorumque virorum ecclesiastica vel civili dignitate praestantium una cum clero et populo Taurinensi, Cherensi et Castrinovi Astensis, Em̃us et Rm̃us Dñus Dominicus Cardinalis Ferrata eiusdem Causae Ponens seu Relator in Ordinario Sacrorum Rituum Congregationis coetu subsignata die, ad Vaticanum habito, sequens dubium discutiendum proposuit: ***An sit signanda Commissio introductionis Causae in casu et ad effectum de quo agitur.*** Porro Em̃i et Rm̃i Patres sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem ipsius Em̃i Ponentis, audito etiam voce et scripto R. P. D. Alexandro Verde Sanctae Fidei Promotore, omnibus sedulo perpensis, respondere censuerunt: ***Affirmative seu Commissionem esse signandam si Sanctissimo placuerit.*** Die XV Maii MDCCCCVI.

Quibus omnibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatis, Sanctitas Sua Rescriptum Sacrae eiusdem Congregationis ratum habuit et probavit, propriaque manu signare dignata est Commissionem introductionis Causae praefati Venerabilis Servi Dei Iosephi Cafasso, sacerdotis saecularis, collegii ecclesiastici Taurinensis moderatoris, die XXIII, eisdem mense et anno.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., ***Secretarius.***

NUCERINA PAGANORUM SEU COMPSANA

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servi Dei Dominici Blasucci, clerici studentis in Congregatione Sanctissimi Redemptoris.

Alfonsiana Familia, quae in religiosis Ecclesiae viridariis suam habet venustatem et foecunditatem, imaginem Patris sui legiferi in sanctis quoque alumnis impressam, iucunda gratulatione iugiter conspicit. Dumque adhuc redolet odorem illius lectissimi floris Gerardi Maiella laici professi, cuius virtus ac memoria per Beatissimum Patrem Nostrum Pium X sanctificationis fastigio coronata est, alter sese explicat flos, veluti eodem succo terrae et calore solis procreatus et auctus, similem efflans suavitatem. Clericus studens est, Dominicus Blasucci, ob innocentiae candorem cum poenitentiae rigore et legum observantia coniunctum, ab ipso S. Alfonso qui Eum in suam nascentem Congregationem cooptaverat, *angelicus iuvenis* corpore et spiritu appellatus. Ruvi de Monte in Lucanis, die v Martii an. MDCCXXXII, a piis honestisque parentibus Nicolao Blasucci et Maria Antonia Carnevale ortus est Dei Famulus, die sequenti in paroecia oppidi baptizatus. Infans adhuc ob parcum lactis alimentum languens, deficientibus viribus, interiisse, et, genitrice S. Franciscum Xaverium invocante, mirifice ad vitam revocatus fuisse traditur. Post triennium, patre demortuo, maternis curis et piae religiosaeque educationi ita satisfecit, ut aequalibus proponeretur imitandus. Aures, oculos sensusque cohibens, ne quid animus detrimenti caperet, in deliciis habebat Synaxim, preces et conciones in templo. Sancto Vincentio Ferrerio valde devotus, in Iesum Christum patientem et Virginem Matrem perdolentem singulari ferebatur pietatis affectu, quem congruis exercitationibus in ecclesia Patrum Franciscalium maxime fovebat. E domestica institutione atque ab humanioribus litteris ad philosophicas disciplinas gradum faciens, An-

tonium Carnevale oppidi curionem et avunculum suum habuit etiam praeceptorem, sub quo adeo profecit, ut, in aetate quindecim annorum, cum ingenii et diligentiae laude philosophiae cursum absolverit. Ad perfectioris vitae statum inclinatus, adhibito consilio prius Patrum Minorum Conventualium et postea sacerdotum S. Vincentii a Paulo, dum in eo erat, ut sanctum propositum exequeretur, contradicentibus propinquis, illud aegre differre debuit. Verum Beatissima Virgo clientem suum in angustiis non reliquit. Nam Patribus Ligorianis Atellam prope Ruvum adeuntibus pro sacris ad populum concionibus in novendiali et in Festo Immaculatae B. M. V. Conceptionis, Dominicus opportunam arripuit occasionem. Ipsa Deipara Virgine opitulante, carni et sanguini lacrymisque genitricis victor restitit, et properante die natali Domini an. MDCCXLIX, ac favente Petro-Paulo fratre germano, natu maiore, qui post ipsum in Congregationem SSmi Redemptoris se recepit, a P. Villani Cioranum ad Sanctum Alfonsum deductus fuit. Hic iuvenem optimae spei paterna benevolentia amplexus, statim in tirocinium admisit. Anno insequente, die II Februarii in solemniis Deiparae puerperae perlitantis, Servus Dei habitum Instituti sumpsit, tirocinium prosecutus sub ipso P. Villani probatae prudentiae et virtutis viro, ex voluntate sancti Institutoris tironibus praefecto. Morum innocentia, orandi studio, religiosa disciplina ita inclaruit, ut sodales eius vestes cum devotione osculari eumque angelum vel Aloisium nuncupare gaudebant. Absoluto tirocinio, religiosa vota cum maxima laetitia nuncupat, atque studiis et exercitationibus, iuxta morem et statuta, incumbit: a quibus tamen paulisper vacare coactus est ob aegritudinem et, iussu amantissimi Patris S. Alfonsi, ut animum viresque reficeret. Quamdiu valetudo ei praesto fuit, nam voluntas nunquam defuit, comes adiectus est Patribus in sacris expeditionibus. Testes sunt Rocchetta, Aquilonia et Troia de mirabili ac ferventi eloquio quo SS. Rosarii mysteria et Iesu

ac Matris gaudia, dolores ac triumphos coram clero et populo, attento ac devoto, explicabat. Volvente an. MDCCLI Ilicetum venit, valetudinis etiam curandae causa, ibique cum Gerardo Maiella sanctitatis et amicitiae foedere iunctus est. Ex quo fides data est, ut sese invicem precibus apud Deum iuvarent, interposita potentis Virginis ope, quotidie angelicae salutationis recitatione imploranda. Pauli etiam Cafaro, Dominicus sibi devinxit animum, illiusque sancti viri ductu Nuceriam Paganorum concessit ad Alexandri de Meo theologicas praelectiones audiendas, in qua palaestra singularem laudem et gloriam inter sodales adeptus est. Angriam, Lancusium aliasque civitates sacris missionibus Christi operarius perlustravit, et mense Iulio an. MDCCLII ad collegium Capitis Silari, quod ipse P. Cafaro regebat, missus, ibi usque ad obitum mansit nova virtutis praebens argumenta, praesertim vehementis amoris erga Augustissimum Eucharistiae Sacramentum, a cuius reali praesentia atque intima conversatione neque per vim abstrahi atque avocari posse videbatur. Demum Dei Famulus diuturno morbo fractus, eoque ingravescente totus in Dei voluntatem nutumque conversus, et decedentium Sacramentis recreatus, Sanctissima Virgine invocata et cruce ad os et ad pectus admota, piam exalavit animam, angelicis choris sociandam, die II Novembris in commemoratione omnium fidelium defunctorum, eodem anno, aetatis vigesimo primo et Congregationis tertio. Fama sanctitatis vitae quam Dominicus in vita sibi acquisierat, post mortem clarior evasit, civium multitudine ex omni ordine ad funus et ad tumulum confluente, auxiliumque implorante. Eapropter super eadem fama adhuc in dies crebrescente, inquisitiones Ordinariae in ecclesiasticis Curiis Nucerina Paganorum et Compsana adornatae sunt. Quibus Sacrorum Rituum Congregationi exhibitis iam peracta et probata revisione scriptorum Servi Dei, atque obtenta dispensatione ab interventu et voto Consultorum, ad instantiam Rm̃i P. Clau-

dii Benedetti Congregationis SSm̃i Redemptoris Postulatoris generalis attentisque litteris Postulatoriis quorumdam Em̃orum S. R. E. Cardinalium, plurium Rm̃orum Sacrorum Antistitum una cum Rm̃o P. Mathia Raus praedictae Congregationis Superiore Generali ac Rectore maiori, et clero ac populo tum Ruvi oppidi natalis, tum Capitis Silari ubi Dominicus obiit, infrascriptus Cardinalis Aloisius Tripepi Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectus et Causae Ponens seu Relator, in Ordinariis eiusdem Sacrae Congregationis comitiis subsignata die ad Vaticanum habitis, sequens dubium discutiendum proposuit: *An sit signanda Commissio Introductionis Causae in casu et ad effectum de quo agitur?* Et Em̃i ac Rm̃i Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem ipsius Cardinalis Ponentis, audito voce et scripto R. P. D. Alexandro Verde Sanctae Fidei Promotore, omnibusque sedulo perpensis rescribendum censuerunt: *Affirmative seu Commissionem esse signandam si Sanctissimo placuerit.* Die XV Maii MDCCCCVI.

Facta postmodum de his Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatione, Sanctitas Sua Rescriptum eiusdem Sacri Consilii ratum habuit et confirmavit, propriaque manu signare dignata est Commissionem Introductionis Causae praedicti Venerabilis Servi Dei Dominici Blasucci, clerici studentis e Congregatione SSm̃i Redemptoris, die XXIII, eisdem mense et anno.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

TORNACEN.

Indultum S. Communionis in nocte adorationis.

Hodiernus Tornacensis Episcopus, ad genua Sanctitatis Vestrae provolutus, supplex implorat ut in parochialibus ecclesiis et in publicis sacellis et Oratoriis Tornacensis dioecesis, in quibus per gyrum et ex ordine fit publica expositio SSm̃i Sacramenti a vesperis usque ad vesperas, adoratores possint immediate post mediam noctem ad sacram Synaxim accedere in ecclesia vel Oratorio in quibus extat expositio praedicta.

SSm̃us Dominus Noster Pius Papa X, referente infrascripto Cardinali Sacrorum Rituum Congregationi Praefecto, attentis expositis, ita precibus annuere dignatus est, ut una hora post mediam noctem Sacra Synaxis adoratoribus distribui possit. Valituro hoc indulto ad proximum tantum quinquennium. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 23 Ianuarii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

BARCINONEN.

Directio cantus et recitationis in choro spectat ad Canonicum Praecentorem, non autem ad Decanum.

Hodiernus Praecentor ecclesiae Cathedralis Barcinonensis in Hispania, a Sacrorum Rituum Congregatione solutionem sequentis dubii humillime postulavit, nimirum:

Articulus 13 Ordinationum huius ecclesiae et chori sic se habet: « Presiderá el coro el señor Obispo: en ansencia de éste el Deán por occupar la primera silla post Pontificalem y en su defecto el que se halle más preeminente; salvas

siempre las facultades del Chantre *(nempe Praecentoris)* en lo relativo al canto y buen órden de las procesiones ».

Nunc vero, quoad facultates has Praecentoris, sunt aliqui qui dicunt moderationem seu directionem cantus et modi recitandi in choro, tam in Missa quam in Officio, non esse munus Praecentoris, sed Decani. Alii autem stricto sensu interpretantes praefatum articulum 13, propugnant directionem cantus esse munus Praecentoris non autem Decani. Quaeritur igitur :

An directio cantus et modi recitandi intra chorum, sit Praecentoris an Decani?

Et Sacra Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisita etiam informatione Emi et Rmi Dñi Cardinalis Episcopi Barcinonensis, auditoque Commissionis Liturgicae suffragio, praepositae quaestioni ita respondendum censuit : *Est Praecentoris.*

Atque ita rescripsit, die 3 Martii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

DE AGUAS CALIENTES

De Kalendario dioecesis adhibendo ab ecclesiis saecularibus in paroecia regulari extantibus.

Rmus Dñus Iosephus M. Portugal, Episcopus dioeceseos de Aguas Calientes in Mexico, Sacrorum Rituum Congregationi ea quae sequuntur pro opportuna declaratione reverenter exposuit; nimirum:

In loco *de Asientos* nuncupato, dioeceseos de Aguas Calientes, extat ecclesia parochialis et regularis ad Ordinem Fratrum Minorum S. Francisci pertinens, quae Kalendario ipsius Ordinis utitur, atque intra fines paroeciae habentur aliae ecclesiae Episcopi iurisdictioni subiectae. Hinc quaeri-

tur, an in hisce ecclesiis adhiberi debeat idem Kalendarium Ordinis Fratrum Minorum, quo utitur supradicta ecclesia parochialis vel potius Kalendarium dioeceseos?

Et Sacra Rituum Congregatio ad relationem subscripti Secretarii, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio, praepositae quaestioni ita respondendum censuit:

Negative ad primam partem, Affirmative ad secundam, nisi aliqua ex dictis ecclesiis stabiliter administretur ab ipsis Fratribus Minoribus.

Atque ita rescripsit. Die 31 Maii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

BENEDICTIO NOVI PORTUS

Formula benedictionis novi portus ac maris (1).

Cantatur Psalmus 92.

Dominus regnavit, decorem indutus est: indutus est Dominus fortitudinem et praecinxit se.

Etenim firmavit orbem terrae, qui non commovebitur.

Parata sedes tua ex tunc: a saeculo tu es.

Elevaverunt flumina Domine: elevaverunt flumina vocem suam.

Elevaverunt flumina fluctus suos, a vocibus aquarum multarum.

Mirabiles elationes maris, mirabilis in altis Dominus.

Testimonia tua credibilia facta sunt nimis; domum tuam decet sanctitudo Domine in longitudinem dierum.

Gloria Patri, et Filio, et Spiritui Sancto.

Sicut erat in principio et nunc et semper, et in saecula saeculorum. Amen.

---

(1) Formula haec, quamvis statuta sit pro benedictione novi portus, adhiberi tamen potest etiam pro maris benedictione, quae uti in Belgio quotannis perfici solet *(N. R).*

Deinde Celebrans, stola et pluviali albi coloris indutus, dicit, Choro respondente :

℣. Kyrie eleison.
℟. Christe eleison.
℣. Kyrie eleison. Pater noster. *secreto.*
℣. Et ne nos inducas in tentationem.
℟. Sed libera nos a malo.
℣. Salvos fac servos tuos.
℟. Deus meus sperantes in te.
℣. Mitte nobis Domine auxilium de sancto.
℟. Et de Sion tuere nos.
℣. Esto nobis Domine turris fortitudinis.
℟. A facie inimici.
℣. Nihil proficiat inimicus in nobis.
℟. Et filius iniquitatis non apponat nocere nobis.
℣. Benedictus Dominus die quotidie.
℟. Prosperum iter faciat nobis Deus salutarium nostrorum.
℣. Vias tuas Domine demonstra nobis.
℟. Et semitas tuas edoce nos.
℣. Utinam dirigantur viae nostrae.
℟. Ad custodiendas iustificationes tuas.
℣. Erunt prava in directa.
℟. Et aspera in vias planas.
℣. Angelis suis Deus mandavit de te.
℟. Ut custodiant te in omnibus viis tuis.
℣. Adiutorium nostrum in nomine Domini.
℟. Qui fecit coelum et terram.
℣. Domine, exaudi orationem meam.
℟. Et clamor meus ad te veniat.
℣. Dominus vobiscum.
℟. Et cum spiritu tuo (1).

---

(1) Praedicti Versus fere omnes desumpti sunt ex *Itinerario Clericorum (N. R.)*.

Oremus

Prospice, Domine, supplicationibus nostris, et bene✠dic portum istum (1), navesque huc appellentes aut hinc egredientes cum omnibus qui in eis sunt, sicut dignatus es benedicere arcam Noe ambulantem in diluvio; porrige eis, Domine, dexteram tuam, sicut porrexisti beato Petro ambulanti super mare: et mitte sanctum Angelum tuum de coelis, qui liberet et custodiat eos semper a periculis universis; atque famulos tuos, repulsis adversitatibus, portu semper optabili, cursuque tranquillo tuearis, transactisque, ac recte perfectis negotiis, iterato tempore ad propria cum gaudio revocare digneris: Qui vivis etc.

℟. Amen.

Brugen.

Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa X, referente infrascripto Cardinali Sacrorum Rituum Congregationi Praefecto, suprascriptum ritum, seu formulam benedictionis *novi portus ac maris,* a R̃mo D̃no Episcopo Brugen. Supremae Apostolicae Sedis sanctioni humillime propositam atque ab eodem Sacro Consilio revisam, benigne approbavit atque indulsit. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 26 Iunii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

(1) *In benedictione maris, quae fieri solet a parocho vel sacerdote in oppidis Belgii maritimis, dicatur:* bene ✠ dic mare istud.

EX S. CONGREGATIONE CONSISTORIALI

ANGELORUM IN MEXICANA REPUBLICA

ERECTIONIS IN COLLEGIATAM

Templum B. Mariae V. " de Ocotlan „ evehitur ad dignitatem ecclesiae Collegiatae.

Deiparam Virginem ab Immaculata Conceptione Mexicanos maxima prosequi veneratione res est notissima. Siquidem non modo eam sub titulo *de Guadalupe* in coelestem Mexicanae Reipublicae universae Praestitem solemniter elegerunt, sed et ipsi, vel sub eodem vel aliis sub titulis, non pauca dedicavere templa. Inter haec illud commemorare libet, quod non longe ab urbe Tlascala, intra archiepiscopalis Angelopolitanae ecclesiae fines, Beatae Mariae absque originali labe conceptae sub titulo *de Ocotlan* sacrum existit, quodque vetustissimum ferunt, eodemque ferme tempore extructum, quo catholica Religio in Mexicana Regione propagari coepit. Sacrae huic Aedi, quae structura, ornatus magnificentia et splendore sacrarumque suppellectilium copia praestat, perampla adnexa est domus, in qua praeter sacerdotes divinis in sacra ipsa Aede ministeriis obeundis addictos, adolescentes quoque commorantur, qui ecclesiae servitio sese mancipare cupiunt, praetereaque clerici, qui, sacris expletis studiis, pastoralem, uti aiunt, theologiam excolunt, ut sacris Ordinibus recipiendis se praeparent.

Cum templum Deiparae *de Ocotlan* sacrum, piis fidelium largitionibus, qui ad ipsum, ex dissitis quoque regionibus, pientissimae Matris opem imploraturi se conferunt, redditibus sat affluat; cumque in eo a cappellanis clericisque divinae laudes quotidie iam recitentur, Sacrumque pro benefactoribus fiat, R. P. D. Iosephus Raymundus Ibarra, metropolitanae ecclesiae Angelorum Archiepiscopus, quo melius ac aptius ser-

vitio templi eiusdem etiam in posterum consuleretur, litteris ad Apostolicam Sedem die XIV Iulii hoc anno datis, pro eximia sua erga Immaculatam Dei Genitricem *de Ocotlan* pietate, SSmum D. N. Pium PP. X humiliter exoravit, ut templum ipsum ad Collegiatae ecclesiae honorem et dignitatem Apostolica auctoritate evehere benigne dignaretur.

Sanctitas Sua, ad mei infrascripti Sacrae Congregationis concistorialibus rebus expediendis praepositae Substituti relationem, cunctis quae consideranda erant matura deliberatione perpensis, quod bonum, faustum felixque sit, Dei gloriae fideliumque pietati erga Deiparam Immaculatam sub titulo *de Ocotlan* fovendae benevertat, Angelopolitani Archiepiscopi vota benigne excipere dignata est, et ea quae sequuntur statuere ac decernere.

I. Beatitudo itaque Sua in primis, suppleto, quatenus opus sit, quorumcumque in hac re interesse habentium vel habere praesumentium consensu, ecclesiam honori B. Mariae Virginis ab Immaculato Conceptu sub titulo *de Ocotlan* non longe ab urbe Tlascala, intra archidioecesis Angelopolitanae fines, dicatam, Apostolica auctoritate ad ecclesiae Collegiatae honorem et dignitatem, sub invocatione et titulo eiusdem Beatissimae Virginis Mariae absque originali labe conceptae *de Ocotlan* cum Capitulo, stallo, choro, mensa capitulari, sigillo aliisque signis, privilegiis, immunitatibus, exemptionibus, praeeminentiis, concessionibus et gratiis, quibus ceterae Collegiatae ecclesiae in Mexicana Republica existentes iure, usu et consuetudine fruuntur et gaudent, iis tamen exceptis privilegiis, quae ex indulto particulari aut oneroso titulo sint acquisita, evehit atque extollit, eidemque in dotem redditus omnes et bona constituit, quibus actu ipsa potitur, aliaque omnia, quae pia fidelium liberalitas in hunc finem in posterum conferet.

II. In eadem ecclesia, ad Collegiatae dignitatem, ut supra evecta, Sanctitas Sua unam constituit praebendam Ab-

batialem, quae prima et unica erit Capituli dignitas, ita ut qui eam obtineat, tam in choro et capitulo, quam in publicis supplicationibus aliisque sacris functionibus praesit et praeeminentiam habeat, nullo tamen, praeter titulum, Abbatiali alio insigni aut privilegio gaudeat, nullaque fruatur iurisdictione, itemque undecim alias canonicales praebendas instituit atque erexit, eademque beneficia, servatis Apostolicis Constitutionibus, ac sartis tectisque Cancellariae legibus, conferri mandavit.

III. Ecclesiae Collegiatae Abbati et undecim Canonicis tali modo constitutis Sanctitas Sua onus imposuit apud Collegiatam personaliter residendi, Horas canonicas omnes tam diuturnas quam nocturnas quotidie recitandi, itemque Missam conventualem pro benefactoribus alternatim celebrandi; quibus vero festis diebus Missa haec erit solemniter celebranda, exsecutor huius Decreti infra designandus statuet.

IV. Capitularium deinde congruae substentationi et onerum implemento ipsis incumbentium eadem Sanctitas Sua prospicere cupiens decrevit, ut ipsi singuli singulis mensibus ex ecclesiae redditibus scutata quadraginta seu bis centum libellas percipiendi ius habeant. Caveat insuper Decreti huius exsecutor, ut ex ecclesiae redditibus, nisi aliter iam provisum fuerit, certa quaedam pars ecclesiae ipsius sacrario eiusque fabricae tribuatur pro necessariis expensis et reparationibus.

V. Praeter choralia ministeria, Beatitudo Sua Abbati aliisque Canonicis munus pariter commisit ad disciplinas erudiendi clericos utriusque Seminarii in domo templo adnexa commorantes, eademque Seminaria moderandi, statuta tamen pro hisce muneribus congrua retributione a canonicalibus praebendis prorsus distincta, quamque exsecutor decernet.

VI. Exsecutori pariter curae erit, ad normam sacrorum Canonum, ea omnia decernere, quibus recto Collegialis Capituli ordini et Collegiatae ecclesiae ministerio sit consultum; distributiones praesertim aut mulctae, secundum sacrosanctae

Tridentinae Synodi Decreta, statuendae per ipsum erunt, quibus Canonici ad munus suum diligenter obeundum alliciantur, eaeque e praebendarum redditibus desumentur.

VII. Collegiali vero Capitulo ita erecto Sanctitas Sua facultatem quoque fecit Statuta et Decreta, sacris tamen Canonibus, sacrosancto Tridentino Concilio et Apostolicis Constitutionibus consona, quae eiusdem Collegiatae ecclesiae regimen bonorumque administrationem respiciant non minus ac onerum implementum et chori disciplinam, poenarumque praesertim per absentes vel negligentes contrahendarum impositionem, edendi atque condendi, eaque condita atque edita denuo corrigendi et declarandi, sub praesidentia tamen ac praevia Angelopolitani Archiepiscopi pro tempore adprobatione.

VIII. Ad divini vero cultus splendorem et Collegialis Capituli decorem augendum atque in obsequium erga Beatissimam Virginem Immaculatam, Beatitudo Sua Abbati et Canonicis benigne indulsit, ut in sacris functionibus et publicis supplicationibus, intra limites tamen Angelopolitanae archidioecesis, ipsi vestem talarem nigram oris et globulis caeruleis ornatam, zonam item caeruleam et penulam seu mozzettam sericam super rocchettum pariter caeruleam, nec non flocculum caeruleum in pileo et bireto licite ac valide gestare possint ac valeant, servatis tamen Apostolicis Constitutionibus ac praesertim ritualibus dispositionibus.

IX. Ad praemissa demum exsequenda Sanctitas Sua deputari voluit R. P. D. Raymundum Ibarra et Gonzales metropolitanae ecclesiae Angelorum Archiepiscopum, cum facultatibus necessariis et opportunis etiam subdelegandi, ad effectum de quo agitur, quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, itemque definitive pronunciandi super qualibet oppositione in exsecutionis actu quomodolibet oritura, et cum mandato transmittendi, intra sex menses, ad Sacram hanc Congregationem exemplar authentica forma exaratum exsecutionis peractae, et praesens hisce de

rebus edi iussit consistoriale Decretum, perinde valiturum ac si super iisdem Litterae Apostolicae sub plumbo vel sub anulo Piscatoris expeditae fuissent, et inter acta referri Sacrae huius Congregationis Consistorialis.

Datum Romae, hac die VIII Septembris anno Dñi MCMVI.

Pro R. P. D. Secretario
Iulius Grazioli,
S. C. C. et Secretariae S. Collegii *Substitutus*.

BELEMEN. DE PARA ET MARIANNEN.
IN BRASILIANA REPUBLICA

Sedes episcopales Belemensis de Para et Mariannensis evehuntur ad titulum et dignitatem archiepiscopalem.

Sempiternam humani generis salutem omni studio omnique ope curare ideoque inter populos tum fidei pietatisque adiumenta, tum caritatis disciplinaeque vincula apte quidem ad tempora, ad loca multiplicari atque augeri fuit semper eaque maxima catholicae Ecclesiae sollicitudo. At huius sane sollicitudinis licet innumera ubilibet pateant indicia, praecipuam tamen in dioecesium provinciarumque ecclesiasticarum erectione habetur, quas Romani Pontifices iis praesertim in regionibus instituendas curant, quae recentiori aevo delectae, maiora ac promptiora prae ceteris habent civium bonorumque incrementa. Praeter has vero regiones, Brasiliana Respublica nuperrimis hisce temporibus peculiares Apostolicae Sedis curas sibi promeruit. Sane postquam Leo PP. f. r. XIII Litteris Apostolicis, quarum initium *Ad universas Orbis ecclesias* quinto calendas Maii an. Dñi MDCCCXCII datis, quatuor novis erectis dioecesibus, alteraque constituta ecclesiastica provincia totam ecclesiasticam hierarchiam in Brasiliana Republica restituit, plures aliae in eadem Republica erectae sunt et constitutae dioeceses, nempe de Spiritu Sancto

anno MDCCCLXXXXV, de Pouso Alegre anno MCM, de Alagoas anno MCMI, de Piahuy anno MCMII, et denique anno MCMIV Praelatura Santemerensis seu Nullius dioecesis.

Sed aucto dioecesium numero, opportunum, imo necessarium omnino visum est novas archiepiscopales sedes constituere. Cum autem Brasiliana Respublica territorium quam latissime pateat, et duo tantum in eo nunc existant archiepiscopales sedes, non modo Archiepiscopi Suffraganearum Sedium necessitatibus, in iis quae ad ipsos spectant, difficillime occurrere possunt, sed et causae ecclesiasticae, matrimoniales praesertim, quae nonnisi maximo animarum discrimine differri possunt, nimis in longum protrahuntur, pluraque alia sequuntur incommoda.

Cum itaque novissimis hisce temporibus preces in hunc finem Apostolicae Sedi oblatae fuerint, SSmus D. N. Pius PP. X, cunctis quae consideranda sunt matura deliberatione perpensis, rei utilitate perspecta, exquisitaque sententia Sacri Consilii negotiis ecclesiasticis expediendis praepositis, Episcoporum fideliumque votis obsecundandum censuit.

Quod igitur bonum, faustum felixque sit, Dei gloriae, Religionique incremento in Brasiliana Republica benevertat, Sanctitas Sua, potestate utens sibi et Apostolicae Sedi expresse reservata in memoratis Apostolicis Litteris *Ad universas orbis ecclesias* novam ineundi in Brasiliana Republica dioecesium circumscriptionem, quandocumque in Domino opportunum visum fuerit, atque suppleto, quatenus opus sit, quorumcumque in hac re interesse habentium vel habere praesumentium consensu, episcopales sedes Belemensem de Para ac Mariannensem, quarum altera ad Boream, altera vero ad meridiem Brasilianae Reipublicae sita est, quaeque prae ceteris magis aptae et dignae visae sunt, ut ad archiepiscopalium sedium dignitatem evehantur, in metropolitanas erigere et constituere decrevit in eum qui sequitur modum.

I. Primum itaque Beatitudo Sua utramque episcopalem sedem Belemensem de Para et Mariannensem, de Apostolicae potestatis plenitudine, a iure metropolitico archiepiscopalis ecclesiae SSmi Salvatoris de Bahia atque archiepiscopalis ecclesiae S. Sebastiani Fluminis Ianuarii respective exsolvit et eximit, easdemque sub eodem titulo, quem praeseferunt, iisdemque in conditionibus, quibus nunc sunt, ad archiepiscopalem dignitatem et honorem evehit et erigit pro uno deinceps Archiepiscopo Belemensi de Para atque Mariannensi, atque ut ordo Canonicorum templi maximi uniuscuiusque dioecesis Metropolitanus audiat perpetuo constituit atque decernit.

II. Deinde Archiepiscopis Belemensi de Para et Mariannensi, post postulationem rite faciendam in Consistorio, eadem Beatitudo Sua usum pallii et crucis ante se praeferendae, ex aliorum Episcoporum more atque sacrorum canonum praescripto, intra uniuscuiusque archidioecesis limites, et non alibi omnino concedit, itemque omnia archiepiscopalia insignia, privilegia, honores et iura, quibus aliae archiepiscopales ecclesiae per Brasiliam earumque Praesules quomodolibet, non tamen titulo oneroso seu ex indulto aut privilegio particulari fruuntur, potiuntur et gaudent.

III. Duabus hisce archiepiscopalibus sedibus, ut supra, constitutis, Sanctitas Sua in suffraganeas assignat et attribuit metropolitanae ecclesiae Belemensi de Para episcopales sedes S. Ludovici de Maragnano, Amazonum, et de Piauhy, quas in hunc finem a iure metropolitico archiepiscopalis ecclesiae SSmi Salvatoris de Bahia subtrahit et eximit, ipsam Santaremensem Praelaturam, licet nullius dioecesis, derogato proinde exemptionis seu immediatae subiectionis Apostolicae Sedi iure, quo Santaremensis eadem Praelatura, utpote nullius dioecesis, frui deberet; Mariannensi vero dioecesim Coyasensem, quam pariter a iure metropolitico eiusdem archiepiscopalis ecclesiae SSmi Salvatoris de Bahia distrahit, et

sedes episcopales Adamantinam ac de Pouso Alegre, quas ab ecclesiastica provincia S. Sebastiani Fluminis Ianuarii dirimit ac separat.

IV. Cum autem ad regendam cathedralem ecclesiam Belemensem de Para fuerit nuper per litteras Apostolicas in forma Brevis die 23 Aprilis hoc anno datis electus R. P. D. Iosephus Marcondes Homen de Mello atque Mariannensis dioecesis a pluribus annis sit Episcopus R. P. D. Silverius Gomez Pimenta, mandavit eadem Sanctitas Sua ut iidem in Archiepiscopos nunc constituti archidioeceses ipsas commissas eodem iure in posterum regant, quo hactenus rexere, eosque ab expediendis Apostolicis Litteris sub plumbo vel sub anulo Piscatoris pro aucta dignitate absolvit et dispensavit.

V. Decrevit pariter Beatitudo Sua easdem ecclesias Belemensem de Para et Mariannensem ad metropoliticam dignitatem erectas taxari utramque seorsim in aureis florenis de Camera sexaginta sex cum tertia floreni parte, hasque taxas in libris Camerae Apostolicae de more describi.

VI. Ad praemissa vero exsequenda eadem Beatitudo Sua deputare dignata est R. P. D. Iulium Tonti Archiepiscopum Tit. Ancyranum et in Brasiliana Republica Nuntium Apostolicum cum facultatibus necessariis et opportunis etiam subdelegandi ad effectum de quo agitur quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, itemque definitive pronuntiandi super quacumque oppositione in exsecutionis actu quomodolibet oritura, iniuncta eidem obligatione ad Sacram hanc Congregationem intra sex menses transmittendi exsecutionis acta authentica forma exarata, ut in tabulario Sacrae huius Congregationis servari possint.

VII. Demum Sanctitas Sua hisce de rebus praesens edi voluit consistoriale Decretum perinde valiturum, ac si super iisdem Litterae Apostolicae sub plumbo vel sub anulo Pisca-

toris expeditae fuissent, et Decretum ipsum inter acta referri mandavit Sacrae huius Congregationis Consistorialis.

Datum Romae hac die I Maii an. Dñi MCMVI.

Pro R. P. D. Secretario
IULIUS GRAZIOLI,
S. C. C. et Secretariae S. Collegii *Substitutus.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Indulgentia plenaria tribuitur renovantibus vota baptismalia in fine missionum vel exercitiorum spiritualium.

Beatissime Pater,

Fr. Ab. Henricus Desqueyrous, Procurator Generalis Ordinis Fratrum Praedicatorum, ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humiliter exponit quod, in diversis locis, Ordinis sui et etiam aliorum Ordinum et Congregationum Missionarii solent, in fine missionum et exercitiorum spiritualium, ad solemnem functionem fideles convocare, in qua sacrae promissiones in susceptione baptismatis emissae publice renovantur. Ut ergo christifideles his servandis promissis efficacius excitentur, praedictus orator Sanctitatem Vestram enixe implorat ut, quotiescumque huiusmodi renovatio publica et solemnis in ecclesia peragitur, fideles huic coeremoniae devote adstantes, qui vota baptismi per hanc formulam: *Abrenuntio Satanae, et omnibus pompis eius et omnibus operibus eius, et promitto me Christo fideliter adhaesurum*, aut per alia verba secundum usum regionis, renovaverint, plenariam Indulgentiam, defunctis quoque applicabilem, lucrari valeant,

dummodo confessi ad S. Synaxim accesserint et ad mentem Sanctitatis Vestrae pie oraverint (1).

Et Deus....

SSm̃us in Audientia habita die 27 Februarii 1907, ab infrascripto Cardinali Praefecto Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro, absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 27 Februarii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentiae conceduntur adspicientibus sacram Hostiam et dicentibus " Dominus meus et Deus meus „.

Beatissime Pater,

Iosephus Recoder de Dorda Annesci, Congregationis Missionis sacerdos, ad S. V. pedes humillime provolutus enixe postulat, ut ad augendam fidelium devotionem et venerationem erga divinissimum Eucharistiae sacramentum concedere S. V. dignetur septem annos et septem quadragenas Indulgentiae omnibus et singulis christifidelibus, qui fide, pietate et amore sacratissimam Hostiam adspexerint, non solum cum in Missae Sacrificio elevatur, verum etiam cum solemniter exponitur; item ut Indulgentiam plenariam lucrari valeant semel in hebdomada quotquot talem piissimam praxim quotidie peregerint, et sacram Communionem rite dispositi receperint,

(1) Similis indulgentia nuper concessa fuit in festo SS. Trinitatis per decretum eiusdem S. C. diei 1 Iunii 1906. Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 39, pag. 372 *(N. R.)*.

additis, in ipsa oculorum elevatione, verbis: *Dominus meus et Deus meus!*

Et Deus...

Iuxta preces in Domino.

Die 18 Maii 1907.

PIUS PP. X

Praesentis Rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic Secretariae S. Congñis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae. In quorum fidem....

Datum Romae ex eadem Secretaria, die 12 Iunii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

URBIS ET ORBIS

In sola Rosarii Mariani recitatione conceditur cumulatio Indulgentiarum a PP. Praedicatoribus et a PP. Crucigeris nuncupatarum.

Huic Sacrae Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae sequentia dubia solvenda sunt exhibita:

I. An christifideles habentes prae manibus aliquam ex Coronis benedictis tum a Patribus Ordinis Praedicatorum, tum a PP. Crucigeris, vel a sacerdotibus ad id facultate pollentibus (1), dum recitant Rosarium Marianum cumulare va-

(1) Indulgentiae, quae a Patribus Crucigeris nomen sumunt, potissimum commendantur propter usus et acquisitionis facilitatem, quum Indulgentia 500 dierum adnexa sit cuilibet globulo Coronae a PP. Crucigeris benedictae, seu aliis verbis: toties acquiritur Indulgentia 500 dierum, defunctis quoque applicabilis, quoties cum dicta Corona semel dicitur *Ave Maria* vel *Pater noster*, etiam extra ipsius Rosarii Mariani recitationem, et quin ulla requiratur mysterii meditatio. Diu Patres S. Crucis vulgo *Crucigeri* facultate pollent, prout eisdem concessa fuit a Leone X atque recognita a Leone XIII per decretum S. Congñis Indulgentiarum die 15 Martii 1884 datum, adnectendi huiusmodi Indulgentias Coronis a se benedictis; verum, quum ipsi domus habeant dumtaxat in Belgio et in Hollandia, hinc nuperrime Pius PP. X Sacrae Congregationi Indulgentiarum speciales dedit facultates, quarum vigore ipsa in posterum concedere poterit

leant Indulgentias, quae recitationi SSmi Rosarii sunt adnexae, cum illis quae a PP. Crucigeris nomen habent?

II. An pariter cumulentur Indulgentiae, quando christifideles manu gestantes Coronam ditatam Indulgentiis PP. Crucigerum, recitent Orationem Dominicam vel Angelicam Salutationem, adnexam alicui orationi vel pio exercitio peculiaribus Indulgentiis iam ditato?

Et Sacra Congregatio, re mature perpensa, propositis dubiis respondendum mandavit: Negative ad utrumque; sed supplicandum SSmo, ut benigne concedere dignetur Indulgentias a PP. Crucigeris nuncupatas cumulari cum Indulgentiis recitationi SSmi Rosarii iam tributis, in ipsa tantum Rosarii recitatione.

De quibus facta relatione SSmo Dño Nostro Pio PP. X in Audientia habita die 12 Iunii 1907 ab infrascripto Cardinali Praefecto, idem SSmus dubiorum resolutionem ratam habuit et confirmavit; simulque, de speciali gratia, petitam Indulgentiarum cumulationem in Mariani dumtaxat Rosarii recitatione clementer est elargitus, dummodo Coronae utramque benedictionem acceperint. Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die et anno uti supra.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

---

cuilibet sacerdoti, ad confessiones audiendas licet non approbatus, potestatem benedicendi etiam in Urbe, unico Crucis signo et de consensu Ordinarii loci in quo facultas ipsa exercetur, Coronas a SS. Rosario B. M. V. iisque applicandi Indulgentias quae a PP. Crucigeris nuncupari solent. Interim monemus quod S. Congregatio instantias sacerdotum hoc indultum petentium non recipere, nisi accesserit proprii Ordinarii saecularis vel regularis commendatio. Nec praeterire censemus, eamdem facultatem iam in antecessum Sacram Congr. Propagandae Fidei tribuisse Missionariis Apostolicis, qui ad loca missionum exterarum sese conferebant *(N. R.)*.

EX S. CONGREGATIONE STUDIORUM

Normae pro maiori incremento Archigymnasii Burgensis.

Illme ac Rme Domine,

Quae Amplitudo Tua litteris v Id. Nov. datis, de progressibus quos istud Pontificium Archigymnasium per proximum triennium fecerit, diligentissime referebat, gratissima sane Nobis fuere.

Enimvero est cur laetemur alumnorum numerum crevisse, quod singularem magistrorum sollicitudinem, doctrinam, auctoritatem testificatur, cum alumni eo sint frequentiores quo magistri in omni genere meliores; in usum venisse crebras exercitationes, disputationes, praeparationes ad pericula pro gradibus adipiscendis; praemia esse proposita, quo iuvenum animi magis magisque ad studia excitentur atque confirmentur, quae iis dentur qui postremo studiorum curriculo, facto periculo singulari, inter omnes eminuerint.

Neque illud Nos movet parvum fuisse numerum eorum qui vel doctoris lauream vel caeteros academiae gradus adepti sint, quippe quod id demonstrare videatur iudices iustam in candidatos adhibuisse severitatem.

Quia vero nonnulli fuere qui paupertate impediti quominus impensas facere possent quae ipsam graduum adeptionem sequi soleant, ad eos non contenderunt, idcirco suadere non dubitamus ut posthac alumnis pauperibus, dummodo prae caeteris perdigni sint, quantum potest, praemii causa indulgeatur; ne qui doctrina praestantissimi sunt, fructus sui ingenii et diligentiae propter ipsam paupertatem capere non posse videantur.

Quod attinet ad magistrorum numerum, iste quidem in S. Theologiae et Philosophiae disciplinis, cum sit legitimus, probatur. Quod haudquaquam dici potest de Iuris canonici

disciplina, cui, quoniam uno tantum in Decretalibus magistro utatur, et alter quamprimum decernatur oportet.

Plurimum porro ad istius Archigymnasii auctoritatem dignitatemque applicandam valeat, si quibus magistris ab hoc Sacro Consilio studiis regundis potestas data est docendi, quamvis doctoris laurea non praeditis, hac ii ad honorem ornarentur, quippe qui diu et cum laude disciplinas tradiderint.

Illud quoque in maximis laudibus ponendum esse existimamus et latinam linguam, quod iampridem, etiam atque etiam hortati sumus, ampliori et exquisitiori ratione, quarto addito anno, docendi, in qua instructi sint necesse est potissimum qui ad sacras disciplinas se applicant, et constituendi scholam, quae graviores litteras cum humanioribus coniungeret, qua alumni in arte dicendi et disserendi, duce rethorico doctore, exercerentur.

Neque minoris momenti sunt quae Amplitudo Tua refert de S. Scripturae schola, quae nunc, non solum recentiori huius disciplinae progressioni sed etiam Summi Pontificis voluntati obsequendo, secundum Litteras Apostolicas die XXIII mens. Febr. a. MDCCCCIV datas tradatur (1).

Nisi quod hoc loco facere non possumus quin commoneamus in probationum materia eam S. Scripturae partem includendam esse, quae ipsis Litteris Apostolicis plane respondeat.

Ad extremum tum omnis nostra exspectatio expleta erit, cum, prout Constitutiones praescribunt ac postulant, proprium Doctorum Collegium Philosophiae Disciplinae tandem aliquando constituatur.

Caeterum Ipsi libentissime Tibi, Studiorum Praefecto, singulis Collegiis Doctorum singulisque magistris et vehementer gratulamur et meritas tribuimus laudes, qui uno animo omnem curam studiumque ad bonum istius Archigymnasii contuleritis, quod confidimus fore ut vestra perspecta perpe-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 36, pag. 530.

tuaque opera ad quam optimum statum quam primum perveniat.

Quae quidem per triennium acta utinam sodalibus Archigymnasii patefiant.

Iucundissimum denique Nobis est hoc bonum perferre nuncium, Summum Pontificem, ad quem omnia in audientia diei xx mensis Dec. subscriptus Cardinalis Praefectus referebat, Apostolicam benedictionem, praeclarum Suae approbationis et favoris pignus, singillatim Tibi, moderatoribus, magistris discipulisque peramanter impertivisse.

Haec erant Tibi significanda, cui omnia fausta ac felicia adprecamur a Domino.

Amplitudinis Tuae

Datum Romae, e Secretaria Sacrae Congregationis Studiorum, Nonis Ian. a. MCMVII.

Hm̃us et Dm̃us Servus
† FRANCISCUS Card. SATOLLI, *Praefectus.*
Ascensus Dandini, *Secretarius.*

Illm̃o ac Rm̃o Dño Archiepiscopo Burgensi
Pontificii Archigymnasii Burgensis Cancellario.

EX COMMISSIONE BIBLICA

Ordini S. Benedicti committitur munus colligendi Lectiones variantes Vulgatae latinae S. Scripturae.

Reverendissimo P. Abate (1),

La Pontificia Commissione per gli Studii biblici, creata, pochi anni or sono, dal Sommo Pontefice Leone XIII di

(1) Nempe: Rm̃o P. Abbati Primati Ordinis S. Benedicti, D. Ildebrando de Hemptinne, qui, nomine proprio et universi Ordinis, munus sibi commissum libenti animo suscepit *(N. R.)*.

venerata memoria (1), ha per iscopo non solo di fornire all'insegnamento cattolico delle norme savie e sicure, che pur facendo ampio tesoro delle vere conquiste della scienza, non si discostino dalle tradizioni inespugnabili della Chiesa; ma ancora di dare un nuovo impulso agli studi biblici, più importanti forse, che non furono mai, nei tempi nostri così travagliati dal dubbio universale e dall'evoluzionismo razionalistico. Fra i più utili argomenti a proporre alla trattazione dei dotti è certamente uno studio accurato ed esauriente sulle varianti della Volgata latina. Già i Padri del Concilio di Trento, pur riconoscendo la Volgata quale edizione autentica per gli usi pubblici della Chiesa, non ne dissimularono le imperfezioni, onde espressero il voto che con ogni diligenza venisse sottomessa ad un esame minutissimo e ridotto a forma più definitivamente conforme ai testi originali. Questo cómpito affidarono essi alla sollecitudine della Sede Apostolica, ed i Romani Pontefici, per quanto le condizioni dei loro tempi consentivano, non tardarono ad estendere alla emendazione della Volgata le loro sapienti cure, quantunque non fosse loro dato di giungere al perfetto coronamento della non facile impresa. Fintanto che giunga l'ora propizia per così importante revisione che ponga in grado di dare una edizione emendatissima della Volgata latina, è indispensabile un laborioso studio preliminare di preparazione mercè più diligente e compiuta raccolta delle varianti di essa Volgata che si ritrovano sia nei codici, sia negli scritti dei Padri; studio al quale varii dotti già si applicarono con intelligenza e zelo, tra i quali a buon diritto occupa un degno posto l'illustre ed infaticabile P. Vercellone Barnabita. Essendo però siffatto lavoro molto complesso, è sembrato opportuno che venisse ufficialmente affidato ad un Ordine religioso capace di disporre dei mezzi proporzionati alla difficile impresa. È parso

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 35, pag. 234.

pertanto agli Eminentissimi Signori Cardinali della Pontificia Commissione per gli Studii biblici, ottimo divisamento, che la Santità di Nostro Signore Papa Pio X si è degnata di approvare, che l' illustre e benemerito Ordine benedettino, i cui pazienti e dotti lavori in ogni ramo di ecclesiastica erudizione costituiscono un vero monumento di glorie legittimamente raccolte nel corso di molti secoli, fosse ufficialmente invitato ad incaricarsi di questo importantissimo e ponderoso studio.

Mi rivolgo quindi a Lei, Rmo P. Abate Primate, che con tanto zelo presiede alla Confederazione benedettina, di cui cotesto Monastero di S. Anselmo è degno centro, affinchè con quei sentimenti di devozione verso la Santa Sede, che le son proprii, si compiaccia assumere in nome dell'Ordine stesso l' indicato cómpito, e rallegrandomi con Esso Lei per l'alta fiducia riposta nell'inclita Famiglia di S. Benedetto, spero che i figli di cotanto Padre corrispondano con alacre gioia e felice successo all'onorevole invito. Lieto di poter così dare anche da parte mia una pubblica testimonianza dell'amore singolare che io nutro per l'Ordine benedettino in genere ed in ispecie per S. Anselmo ed il suo degnissimo capo, con sensi della più distinta stima godo di raffermarmi

Di Lei

Roma, 30 aprile 1907.

affmo servitore

M. Card. RAMPOLLA.

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EPISTOLA

Qua Pontifex gaudet de editis actis et documentis dogma Immaculatae B. M. V. Conceptionis respicientibus.

AL DILETTO FIGLIO
VINCENZO SARDI
PROTONOTARIO APOSTOLICO
E NOSTRO SEGRETARIO DEI BREVI AI PRINCIPI.

Diletto figlio,

Abbiamo letti molti degli atti e documenti relativi alla definizione del dogma della Immacolata Concezione da lei pubblicati, e Ci siamo veramente compiaciuti d'aver accolto il di lei pensiero, quand' ella Ci chiedeva il permesso di darli alle stampe. La pubblicazione infatti dei dotti lavori di tanti eminenti Teologi, se influirà mirabilmente a far conoscere sempre meglio il tesoro di grazie, che è la Vergine Immacolata, e ad accrescerne la divozione e la fiducia; dimostrerà pure lo studio, la prudenza e la ponderazione premesse dall'augusto Nostro Predecessore Pio IX alla solenne promulgazione del dogma.

Ci congratuliamo pertanto con lei anche per questo riuscitissimo suo lavoro, che sarà certo accolto con gradimento specialmente dal clero, e auguriamo che Dio benedetto, per intercessione dell'Immacolata, la ricompensi di tante fatiche, accordandole i migliori conforti, dei quali sia caparra la benedizione Apostolica, che le impartiamo con effusione di cuore.

Dal Vaticano, li 6 Febbraio 1905.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex gratulatur cum Archiepiscopo Parisiensi pro expleto anno 60 sacerdotii et 33 episcopatus.

DILECTO FILIO NOSTRO
FRANCISCO MARIAE TIT. S. MARIAE IN VIA
S. R. E. PRESBYTERO CARDINALI RICHARD
ARCHIEPISCOPO PARISIENSIUM
LUTETIAM PARISIORUM.

PIUS PP. X

Dilecte Fili Noster, salutem et Apostolicam benedictionem.

Benevolentiam in te Nostram, eamque praeclaris consentaneam meritis, iam inde ab inito Pontificatu Summo profiteri assueti, facere equidem nullo modo possumus ut ea Nobis amplissima praeterlabatur confirmandae dilectionis occasio, quae e memoria fauste praebetur sacerdotii tui ante annos sexaginta suscepti, itemque e natali episcopatus tui die, qui tertium supra tricesimum annum emensus prospere est. O utinam sospitem diu incolumemque adservare Deus fidelem illum ac prudentem Praesulem velit, qui datus tanto cum fructu Bellicensi primum gregi, ac Parisiensi dein populo fuit! Haec libet adprecari tibi desiderio animi summo: haec tibi amantissima etiam deprecetur apud Deum Virgo, cuius suavibus clara praesentiis proxima recolitur mensis huius undecima dies, celebritati peragendae tuae sane quam bene delecta. Omina vero Nostra quo uberior e caelo gratia fecundet, Apostolicam tibi benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die IX Februarii MCMV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius X laudat sex volumina S. Theologiae ab A. Paquet conscripta.

DILECTO FILIO
A. PAQUET PROTONOTARIO APOSTOLICO
DECANO FACULTATIS THEOLOGICAE
LYCEI MAGNI LAVALLIENSIS
QUEBECUM.

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Sena nuper volumina accepimus a te oblata, quibus tu, suasore atque auspice Ven. Fr. Ludovico Archiepiscopo tuo, totam Aquinatis doctrinam amplexus es, tum quae dogmata, tum quae sacramenta pertractat. Officium devotionis tuae pergratum habuimus, eo vel magis quod conscripti a te libri non uno ex capite praeclaram merentur laudem. Inest enim in iis romanae sapientiae sapor, quem tu quondam romanarum scholarum alumnus diligenter hausisti; inest et testimonium insigne illius obedientiae, qua tu et universum Lyceum magnum Lavalliense praescripta a Decessore Nostro de Sancti Thomae doctrinis terendis ac propugnandis sancte exequimini. Tibi praeterea laudi vertendum est quod, cum primus apud Canadienses theologiae tractatus in lucem edideris, id feceris singulari doctrinae soliditate pellucidoque stilo, nihilque omittens, quod temporum nostrorum opportunitatibus magis esset accommodatum. Speramus fore ut, tuo usi exemplo, qui theologicas disciplinas in Universitate ista sunt tradituri, numquam ab Aquinatis doctrinis discedant, quibus, quo melius alumni sacri cleri fuerint imbuti, eo aptiores erunt ad omne genus errores retundendos. Benevolentiae Nostrae pignus Apostolicam benedictionem tibi et Uni-

versitatis Lavalliensis antecessoribus et alumnis amantissime in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die xx Februarii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius PP. X gratulatur Rectori et alumnis Collegii Urbani Americae foederatae.

DILECTO FILIO
THOMAE HENNEDY
PONTIFICIAE DOMUS ANTISTITI
RECTORI URBANI COLLEGII
PRO ALUMNIS FOEDERATARUM AMERICAE CIVITATUM.

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quum, haud ita pridem, te, una cum alumnis tuo regimini creditis, admissione Nostra donavimus, placuit testari coram amplissimis verbis qua existimatione quaque benevolentia Collegium vestrum prosequeremur. Et merito id quidem. Videramus enim, ex annuo in scholis periculo stataque praemiorum distributione, sic alumnos istos in disciplinarum sacrarum studia incubuisse strenue, ut tulisse primas laetarentur. Aliunde vero non ignorabamus diligentiae huic in sacris excolendis doctrinis parem esse et disciplinae servandae constantiam et exercendae pietatis ardorem. Libet igitur iterum per litteras gratulari tibi, qui egregie Rectoris munere fungeris; gratulari simul alumnis omnibus, qui optime industriis tuis obsecundant. Crescat, hoc plane optamus et ominamur, crescat adolescentium numerus, qui ex Americae foederatis Civitatibus huc transmeent, catholicam sapientiam

in ipso fidei centro apud Cathedram Beati Petri Apostolorum Principis hausturi. Equidem ex vestro Collegio, ut multa apud vestrates in Religionis utilitatem provenisse scimus, sic ampliora in posterum proventura confidimus. Hoc ut eveniat, tibi, dilecte fili, tuisque in Collegio moderando adiutoribus nec non alumnis singulis, Apostolicam benedictionem, caritatis Nostrae pignus et munerum divinorum auspicem, amantissime in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXVII Februarii MCMV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex hortatur ad solemnia quindecies saecularia S. Ioannis Chrysostomi rite celebranda.

VENERABILI FRATRI NOSTRO
VINCENTIO S. R. E. CARD. VANNUTELLI
EPISCOPO PRAENESTINORUM
PRAESIDI COETUS SOLEMNIBUS CELEBRANDIS SAECULARIBUS
AB OBITU S. IOANNIS CHRYSOSTOMI.

PIUS PP. X

Venerabilis Frater Noster,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Prope est ut diei memoria quindecies saecularis redeat quum actuosa vexataque multis modis vita Ioannes Chrysostomus sanctissime cessit. Aetati huic nostrae, qua nullam oporteat magis ad illustria quaepiam instaurari exemplaria virtutum, gaudet animus insignem hunc virum posse iterum ad imitandum proponere. Siquidem plura ille in se vivendi genera, eaque singularibus plane luminibus laudum micantia, felicissime expressit. Nam, dum adhuc in laicorum coetu

detineretur, vitam et mores a saecularium consuetudine ita defendit, ut honestius non posset, donec a fluxarum studiis rerum totum se in divina recepit. Pastor autem Constantinopolitanae ecclesiae datus, officia episcopalis muneris, nulla hominum verecundia, nullo periculorum metu, diligentissime ac fortissime explevit.

Explanator denique nunciusque divinarum legum adeo coeteris in omnes partes praestare visus est, ut et Ecclesiae doctor sit habitus, et nomen ab aureo eloquii flumine invenerit; quare illum Leo XIII fel. rec. Decessor Noster dignum merito censuit quem sacris oratoribus exemplum simul ac patronum daret. Porro quum Orientalium Chrysostomus ecclesiarum decus et gloria sit, mirum quantum consiliis Nostris Decessorumque Nostrorum conducere est existimandus, ut scilicet, quemadmodum ornamento Ille Romanae Ecclesiae diligendo ac defendendo extitit, ita consolationi extet, unitate tandem Orientalium gentium Nobiscum monitis auspicioque Ipsius, redintegrata. Itaque palam est, Venerabilis Frater Noster, valde Nobis esse cordi sollemnia saecularia praeclarissimi Antistitis magnis sacri cultus coeremoniis haberi iisque non in universis modo Urbis templis quae Orientali utuntur ritu, verum etiam ad ipsam divi Petri Basilicam in monte Vaticano: nimirum expectatione tali permoti atque allecti, ut et elucentes in Chrysostomo virtutes populi admirentur atque imitentur, et ii qui a Nobis, Orientalibus e coetibus dissident, videant perspiciantque quam multam quamque germanam ritibus universis gratiam praestemus, inducantque demum animos optatis Nostris amanter obsequi, et antiquam matrem saluberrimo reditu amplecti. Quamobrem beatum e vita discessum Ioannis Chrysostomi volumus gratulatione maxima et cultu coli, hoc anno, plane singulari; gloriosamque sapientissimi Antistitis memoriam litteratorum etiam conventibus repeti. Ad animos vero excitandos acuendosque, id Nos libentissima voluntate pollicemur fore Nos,

reseratis coelestibus thesauris, quotquot in deferendos Chrysostomo honores operam contulerint sacrarum indulgentiarum muneribus amplissime cumulaturos. Auspicem gratiae divinae Nostrique animi testem, Apostolicam benedictionem Tibi peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXII Iulii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

EX SECRETARIA BREVIUM

Litterae Apostolicae quibus theologicae facultati catholicae Universitatis studiorum Bonnensis e dioecesi Coloniensi ius conceditur academicos gradus conferendi.

PIUS PP. X

AD FUTURAM REI MEMORIAM

Cum, sicuti admotae Nobis ab Archiepiscopo Coloniensi preces praeseferunt, peropportunum sit, ut theologicae facultati catholicae in studiorum Universitate Bonnae institutae academicos gradus conferendi ius Apostolica Nostra auctoritate tribuamus, simulque ipsius facultatis Decano privilegium concedamus gestandi, quandocumque in huiusmodi gradibus conferendis suo munere defungitur, rubri coloris biretum; Nos, quibus nihil antiquius est aut acceptius quam ut theologicae institutiones maiora in dies incrementa percipiant, omnibus rei momentis attente ac mature perpensis, precibus huiusmodi annuendum censuimus. Quamobrem omnes ac singulos, quibus Nostrae hae Litterae favent, peculiari benevolentia complectentes, et a quibusvis excommunicationis et interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, cen-

suris et poenis, si quas forte incurrerint, huius tantum rei gratia absolventes et absolutos fore censentes, facultati theologicae catholicae existenti in Universitate studiorum Bonnae, intra fines dioecesis Coloniensis, de Apostolica Nostra auctoritate, praesentium vi, ius concedimus provehendi ad Licentiae gradum, et Doctoris Laurea decorandi discipulos, facto tamen legitimo periculo, ac eiusdem facultatis Decano, quandocumque in gradibus conferendis suo munere defungitur, bireti rubri usum concedimus; hisce tamen adamussim servatis conditionibus ac legibus: nimirum ut antecessores in dictam theologicam facultatem adlecti, docendi munus habeant ab ecclesiastica auctoritate demandatum; iidemque, quod ad doctrinam studiorumque theologicorum rationem, inspectioni ac moderationi auctoritatis ipsius Ecclesiae obnoxii sint, et circa fidei professionem Sacrorum Canonum praecepta servent; tandem ut Theologiae Laurea a facultate praedicta nequeat conferri, nisi antea venia et potestas, singulis vicibus, impetrata sit ab Archiepiscopo, cuius etiam erit theses et lucubratas dissertationes inspicere, nec non periculorum instituendorum exitum agnoscere. Pari insuper auctoritate et similiter praesentium tenore, Coloniensi sacrorum Antistiti concedimus omnes et singulas necessarias et opportunas facultates, ut, quae superius praescripta sunt, suos plenarios atque integros effectus sortiantur. Decernentes praesentes Litteras firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, illisque ad quos spectat et spectare poterit in omnibus et per omnia plenissime suffragari, sicque in praemissis per quoscumque iudices ordinarios et delegatos iudicari et definiri debere, atque irritum et inane, si secus super his a quoquam, quavis auctoritate, scienter vel ignoranter, contigerit attentari. Non obstantibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis, nec non supradictae studiorum Universitatis, etiam iuramento, confirmatione Apostolica, vel quavis

firmitate alia roboratis, statutis et consuetudinibus, ceterisque speciali licet et individua mentione ac derogatione dignis, in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die xv Februarii MCMV, Pontificatus nostri anno secundo.

A. Card. MACCHI

Breve beatificationis Venn. Monialium Compendiensium ex Ordine Carmelitarum Excalceatarum.

PIUS PP. X

AD PERPETUAM REI MEMORIAM

Nullo sane tempore in Ecclesia Domini heroes defuere, et hi non modo integrae aetatis viri, sed etiam mulieres, senes ac teneri usque infantes, qui atroces inter cruciatus mortem oppeterent, et de christiana fide testimonium exhiberent. Neque solum in barbaris regionibus, ubi Evangelii praecones *a tenebris et umbra mortis* homines ad veritatem adducere conantur, verum apud excultissimos etiam populos et in opulentis civitatibus; nam infestus humanitatis osor ubique gentium odium contra Christi asseclas excitat atque movet. Ita duodevicesimo exeunte saeculo vel Parisii, divinis humanisque cunctis permixtis, fecundo martyrum sanguine rubuerunt. Ibi enim iniuriae libertatis nomine in Ecclesiam illatae magis magisque in dies crevere, ac sub terroris regimine, sublata publica catholicae religionis dignitate, pollutisque altaribus, tum sacerdotes piaeque virgines in claustris abditae, tum cives cuiuslibet ordinis, quos neque honestas, neque scientia iuvit, in vitae discrimen continenter sunt adducti ac misere necati. Inter famosae huius crudelitatis victimas mirabili extiterunt exemplo sexdecim moniales ex ordine Carmelitarum Excalceatarum, quae vi iam coenobio Compendiensi exactae, cruenta morte suae in fide et re-

ligiosis votis constantiae, perinde ac si scelus admiserint, poenas Parisiis pependerunt. Venerabiles Dei Famulae, quarum ultimum supplicium novum addidit Ecclesiae splendorem ac notam iudicibus inussit, nulla oblivione delendam, hae fuerunt: Theresia a S. Augustino, Maria Francisca a S. Aloisio, Maria a Iesu Crucifixo, Maria a Resurrectione, Euphrasia ab Immaculata Conceptione, Gabriella Henrica a Iesu, Theresia a SSmo Corde Mariae, Maria Gabriella a S. Ignatio, Iulia Aloisia a Iesu, Maria Henrica a Providentia, Maria a S. Spiritu, Maria a S. Martha, Stephana Ioanna a S. Francisco Xaverio, Constantia Meunier, et Catharina ac Theresia Soiron germanae sorores. Placet de iis aliquid meminisse, quo videantur singulae, quibus praeditae virtutibus, insigne pro suo coelesti Sponso martyrium fecerint. Theresia a S. Augustino, in saeculo Magdalena Claudia Lidoine, ortum Lutetiae Parisiorum habuit anno MDCCLII, et adhuc adolescentula ad Carmelum vocata, vicesimo primo aetatis suae anno Religionem est ingressa. Haec tam incenso sacrificii caritatisque enituit studio, ut in Antistitam electa, se et Communitatem Deo pro impetranda inter Ecclesiam et Gallias pace consecraret, ac martyrii flagraret desiderio. Mira in extremo supplicio apparuit eius virtus, nam omnes suas filias ad mortem excitare non destitit, usque dum ipsa gloriosa martyrum corona non fuerit redimita. Huic succedit Maria Anna Francisca a S. Aloisio e gente Brideau, quae anno MDCCLXX, aetatis suae decimo octavo, religiosam vitam amplexa, adeo singulari silentii et solitudinis amore praestitit, ut difficiliora sibi demandata munera summa cum diligentia expleverit, ac mortem libentissime obierit. Par non erat alacritas ad vitam amittendam Mariae Annae Piedcourt Parisiensi, novem et septuaginta annos natae, quae inter Carmelitides Mariae a Iesu Crucifixo nomen assumpserat; sed tanta fuit eius in Deum pietas atque in homines caritas, ut naturae voce devicta, hilari vultu patibulum ascenderit et

suavibus verbis carnifici pepercerit. Tandem ac prior aetatem egit Anna Maria Thouret, in claustris Maria a Resurrectione nuncupata, neque minorem ei iniecerat formidinem martyrium, sed magis Christi potuit amor, quo in monasterio infirmis heroice praesto fuerat; immo a militibus barbare e curru deiecta, maxime timuit, ne sororibus praemoriens, martyrii gloriam consequi non posset. Praeclaris animi ingeniique dotibus exornata Maria Claudia Brard, quae inter Carmelitides adlecta, sibi Euphrasiae ab Immaculata Conceptione nomen indiderat, ad se abiiciendam est pro viribus adnisa; propterea humilis et mitis omnibus admirantibus facta, mortem suae aetatis anno octavo et quinquagesimo libentissime excepit, ut suus propinquus ad bonam frugem revocaretur. Litteris pariter exculta et quidem poetrix fuit Maria Francisca de Croissy anno MDCCXLV Parisiis orta, atque in Religione Gabriella Henrica a Iesu vocata. A mundo penitus abhorrens, claustri vitam summo amore prosecuta, ac sanguinem pro Christo profundere cupiens, huiusmodi sensus facile versibus exprimebat. Martyrii itaque nuncium gaudio gestiens accepit, et gloriose ad superos evolavit. Septima accedit Theresia a SSmo Corde Mariae, in saeculo Maria Anna Hanisset, cui urbs Rhemensis patria fuit. Haec prudentia aliisque virtutibus, quibus moniales excellere solent, elucens, duo et quinquaginta annos nata martyr occubuit. Fidelis regulae custodia una cum sanctitate, silentio et assidua cum Domino unione ita Mariam Gabriellam a S. Ignatio e familia Trezel illustrarunt, ut obrutus thesaurus vulgo nuncuparetur. Haec propinquis se deprecantibus, ut iam e monasterio expulsa, domum reverteret, fortiter obstitit, atque a Domino impetravit, ut sibi natus nepos ad caelestia gaudia adhuc innocens duceretur. Spectatam in se victoriam retulit Rosa Chrétien, quae iam consobrino Chrétien de la Neuville data nuptum et paucos post annos marito viduata, ad Carmelum confugit, ubi Mariae Aloisiae a Iesu sibi nomen adscivit. Cum esset

enim ardenti difficilique ingenio, tanta cura studioque suos mores emendavit, ut omnes ab ea modestiae sumerent exemplum. Sed nobiliorem palmam accepit quinquagesimo tertio suae aetatis anno; nam, quamvis supplicii cogitatione vehementer commoveretur, vitam tamen pro Domino animose profudit. Verecundia autem, praeclara monialium virtus, in Anna Pelras apprime effulsit, quae anno MDCCLX parentibus pietate egregiis orta, primum in Vincentianum Institutum cooptata fuit, in quo germana soror Antistitae munere fungebatur, ac deinde utpote periculis propter singularem oris venustatem obnoxia, intra Carmeli claustra se recepit. Hic Mariae Henricae a Providentia sibi imposito nomine, infirmis adiuvandis ut inter a Caritate Sorores operam dedit, ac fortissimum contra tyrannos animum praebens, martyrium insigne fecit. De Angelica Roussel, id est Maria a S. Spiritu, anno MDCCLXVIII, suae aetatis decimoquinto inter Carmelitides excepta, commemoranda est heroica patientia, qua licet ardentissima praedita indole, totius vitae atroces pertulit poenas, ita ut glorioso martyrio eumdem habuerit et patiendi et vivendi finem. Ac pariter de Maria Dufour, in Religione Maria a S. Martha, satis erit mirum illud praestantium virtutum recolere documentum, quibus uti prius in saeculo, sic postea, usque ab anno MDCCLXXII, aetatis suae tricesimo primo in Communitate Compendiensi omnium sibi animos devinxit. In hac inclita mulierum cohorte decima tertia sequitur Elisabeth Verolot, cui vota nuncupanti Stephana Ioanna a S. Francisco Xaverio nomen fuit. Honesto loco nata, atque indole dulcis et festiva Carmelitidum vestem anno MDCCLXXXVII, vigesimo tertio suae aetatis, induit; sese ad religiosae vitae labores et molestias sibi ab Antistita oculis subiecta libenter amplectenda paratam ostendit, atque in nuncio mortis est summopere laetata. Iunior inter has Maria Ioanna Meunier extitit, Constantia in monasterio dicta, quae lege iniuria lata a Deo se votis obstringenda impedita, cum parentibus pro viribus

conflixit, non modo ut libere in claustris relinqueretur, sed etiam ut una cum Antistita piisque sororibus se ad mortem pro Christo offerre posset, quam vero duodetriginta annos nata libens oppetiit. Reliquum est, ut pauca dicamus de germanis sororibus Catharina ac Theresia Soiron quae, licet humilibus officiis in pia monasterii domo addictae, magno tamen fortique animo moniales aequarunt. Prima enim maior natu atque ob suam prudentiam ad ianuam custodiendam delecta, Antistitam cum lacrimis obsecravit, ne se ab ipsa disiungi pateretur, atque ita sibi quoque sanguinem pro Christo effundere liceret: altera autem ob ipsius pulchritudinem a femina Principe de Lamballe ad servitia arcessita, renuit, et claustri paupertatem aulae deliciis praeponens, cum ceteris Carmelitidibus supplicium consociavit. Hae Venerabiles Dei Famulae, decus et ornamentum totius Ordinis Deiparae Virginis a Monte Carmelo sacri, vel ab ineunte Galliarum perturbatione e Compendiensi coenobio expulsae in exiguas manus decesserant, sive ad religiosa promissa, quantum liceret, implenda, sive ad pericula a fidelibus prudenter acriterque propulsanda; sed quum saevus ille furor in christianum nomen ut cum maxime increvisset, mites et innoxiae Virgines mense Iunio anno MDCCXCIV comprehensae sunt atque in vincula coniectae. Quod eas summo affecit gaudio, nam iterum omnes simul congregatae, carcerem pro monasterio habuerunt, ibique pietatis exercitationibus, quoad fieri potuit, operam navantes, sese invicem ad martyrium cohortabantur. Illinc vero haud multo post, IV idest idus Iulias repente Parisios traducuntur. Grave est dictu, quantum in longo itinere sanctae hae mulieres excruciarentur. Duris curribus superiectae, manibus ad tergum vinctis, circumdatae armatis ac plebis contumelias et irrisiones perferre coactae, hoc uno fruebantur solatio, quod Deo summas adhibentes preces, se ei in holocaustum offerrent. Ubi autem ad principem Galliarum urbem pervenerunt, denuo in horridum carcerem conduntur, novas

et acerrimas molestias, famem nimirum, sitim, crassum foetidumque aerem, et quod gravius erat, nequam hominum societatem perpessurae. Sed heróicas Carmeli filias neque animus neque vires defecerunt, quin immo diem XVII ante kalendas Augustas, ipsarum supplicii praeludium, in honorem Nostrae Dominae Carmelitidis effusa laetitia celebrarunt, ita ut profanis visae sint potius ad nuptias quam ad mortem se parare. Postridie eius diei in ius raptae sine testibus, sine defensoribus praecipiti ac tumultuario iudicio capitis damnatae sunt, huic tantum culpae affines, quod suo instituto se fideles servaverint ac SSmum Iesu Cor eximia coluerint religione. Qua edita sententia incredibile est quantum moniales oblectarentur, utpote quae martyrii coronam tandem essent adepturae. Iter a tribunali ad supplicii locum triumphi crederes viam, nam Carmelitides per mediam turbam, alto usans silentio, laetis iucundisque vultibus incedebant, Deo grates pro tanto beneficio cumulate persolventes. Ubi vero mortis pegma conspiciunt, suas voces, mox angelorum choreis commiscendas, elatius emittunt, atque hymnum Paracletum invocantem maximo cum fervore canunt. Itaque renovatis tum sacri baptismatis tum religiosis votis, Theresia a S. Augustino Antistita luculentum Machabaeorum exemplum imitata, omnibus precibus exorat, ut ad animos morituris addendos, securi caput ultima submittat. Atque ita delicati flores, omnigenas virtutes redolentes, singuli a tortore praeciduntur, et decoro effuso sanguine, uti efflagitavit Theresia, gratiam apud Altissimum pro Galliis invenerunt. Paucis enim abhinc diebus effrenata illa caedis cupiditas sensim restincta fuit, et effluere desiit cruor, quo nefarii cives nobilissimam regionem per biennium resperserant.

Tanta martyrii fama longe lateque protinus pervulgata propter caelestia signa nova luce refulsit. Quare eius caussa iuridicis inquisitionibus feliciter absolutis, ad SS. Rituum Congregationem delata est. A qua mature perpensis, ratisque

habitis actis omnibus in ordinario ad has aedes Vaticanas conventu kalendas Decembres anno MDCCCCII celebrato, de eiusdem caussae introductione pertractatum fuit, quam XVII kal. Ian. anni supradicti rec. me. Leo XIII Decessor Noster sua manu signavit. Praeterea nutu iussuque Nostro Apostolico actis confectis, aliisque quaestionibus rite solutis, signisque seu miraculis, quae ad earum Venerabilium Dei Famularum intercessionem a Deo patrata ferebantur, una cum martyrio et caussa martyrii ad trutinam de more revocatis, Nos per memoratae SS. Rituum Congregationis decretum, die octavo kal. Iulias superioris anni datum, memoriae Sancti Praecursoris dicato, de martyrio eiusque caussa, necnon de signis seu miraculis martyrium ipsum illustrantibus constare rite declaravimus. Hoc unum tantum supererat inquirendum, ut VV. FF. NN. S. R. E. Card. praefatae Congregationi SS. Rituum praepositi rogarentur, num stante, ut superius dictum est, approbatione martyrii eiusque caussae, pluribus signis seu miraculis a Deo illustrati et confirmati, tuto censere ut procedi posset ad Beatorum honores eisdem Venerabilibus Dei Famulabus decernendos. Quod dubium propositum fuit a Venerabili Fratre Nostro Vincentio S. R. E. Cardinali Vannutelli Episcopo Praenestino et caussae Relatore in generalibus comitiis coram Nobis XVIII kal. Dec. elapsi eiusdem anni habitis, omnesque qui aderant, tum Cardinales, tum SS. Rituum Congregationis consultores unanimi suffragio affirmative responderunt. Nos vero iterandas esse Deo preces censuimus, ut ad sententiam in tam gravi negotio ferendam caeleste auxilium Nobis comparemus. Denique IV idus Decembr. superioris eiusdem anni, quo die Ecclesia Almae domus Lauretanae B. M. V. I. translationem celebrat, Eucharistico Sacrificio libato, adstantibus dilecto Filio Nostro Aloisio Diacono Cardinali Tripepi SS. Rituum Congregationis Pro-Praefecto, ac supradicto Ven. Fratre Nostro Vincentio S. R. E. Cardinali Vannutelli, necnon Ven. Fratre Diomede Panici

Archiepiscopo Laodicensi, eiusdem Congregationis Secretario, ac Rev. Patre Alexandro Verde Fidei Promotore, tuto procedi posse decrevimus ad sollemnem Venerabilium Dei Famularum, quas supra memoravimus, beatificationem. Quae cum ita sint, Nos precibus dilecti Filii Nostri Francisci Mariae Beniamini S. R. E. Card. Richard, Archiepiscopi Parisiensis, una cum VV. FF. Archiepiscopis et Episcopis dioecesum ad quas pertinebant praedictae Venerabiles Dei Famulae, nec non universae Carmelitarum Excalceatorum Familiae permoti, Apostolica auctoritate Nostra harum litterarum vi facultatem facimus, ut Venerabiles Dei Famulae Theresia a S. Augustino, Maria Francisca a S. Aloisio, Maria a Iesu Crucifixo, Maria a Resurrectione, Euphrasia ab Immaculata Conceptione, Gabriella Henrica a Iesu, Theresia a SSmo Corde Mariae, Maria Gabriella a S. Ignatio, Iulia Aloisia a Iesu, Maria Henrica a Providentia, Maria a S. Spiritu, Maria a S. Martha, Stephana Ioanna a S. Francisco Xaverio, Constantia Meunier ac germanae sorores Catharina et Theresia Soiron ex Ordine Carmelitarum Excalceatarum Beatarum nomine in posterum nuncupentur, earumque corpora et lipsana, seu reliquiae, non tamen in solemnibus supplicationibus deferendae, publicae fidelium venerationi proponantur, et sacris radiis imagines decorentur. Insuper eadem auctoritate Nostra concedimus, ut de illis recitetur Officium et Missa de Communi Virginum Martyrum cum orationibus propriis per Nos approbatis iuxta rubricas Missalis seu Breviarii Romani. Huiusmodi vero Officii recitationem Missaeque celebrationem fieri concedimus intra fines dumtaxat dioecesium Parisiensis et Bellovacensis, itemque omnibus in templis religiosorum domorum Fratrum necnon Sororum Ordinis B. M. V. a Monte Carmelo, qui Excalceati dicuntur, ab omnibus fidelibus ad Horas canonicas recitandas obstrictis, et quod ad Missas attinet, ab omnibus sacerdotibus tum saecularibus tum regularibus ad ecclesias, in quibus festum agitur, convenien-

tibus, servato Decreto SS. Rituum Congregationis n. 3862 *Urbis et Orbis* IX Decembris MDCCCXCV. Demum concedimus, ut sollemnia beatificationis Venerabilium Dei Famularum, quas supra recensuimus, supra dictis in templis celebrentur, ad normam decreti seu Instructionis SS. Rituum Congregationis die XVI Dec. MCMII de triduo intra annum a beatificatione sollemniter celebrando, quod quidem fieri praecipimus diebus legitima auctoritate definiendis intra annum postquam eadem sollemnia in Vaticana Basilica fuerint celebrata.

Non obstantibus Constitutionibus et Ordinationibus Apostolicis ac Decretis de non cultu editis ceterisque contrariis quibuscumque. Volumus autem ut harum Litterarum exemplis etiam impressis, dummodo manu Secretarii dictae SS. Rituum Congregationis subscripta sint, et sigillo Praefecti munita, eadem prorsus in disceptationibus etiam iudicialibus fides habeatur, quae Nostrae voluntatis significationi hisce Litteris extensis haberetur.

Datum Romae apud S. Petrum, sub annulo Piscatoris, die XIII Maii MDCCCCVI, Pontificatus Nostri anno tertio.

A. Card. MACCHI

EX SECRETARIA STATUS

Litterae ad Emum Card. Goossens, de suprema S. Sedis auctoritate a duobus sacerdotibus Belgii abusive invocata.

Eminence Révérendissime,

Il a été porté à la connaissance du Saint-Siège que les deux prêtres belges, Daens et Fonteyne, condamnés justement par leurs évêques pour cause d'insubordination et pour avoir fomenté la discorde parmi les fidèles, se permettent

constamment d'invoquer l'autorité du Souverain Pontife dans leurs discours et dans les journaux qu'ils rédigent, sans avoir obtenu l'autorisation requise, comme si eux et leurs partisans agissaient en conformité des doctrines et des enseignements du Saint-Siège, et comme si les évêques belges, interprétant mal ces doctrines et ces enseignements, avaient réprouvé et continuaient à réprouver à tort leur manière d'agir.

Le Saint-Père, ayant eu connaissance de tout cela, a jugé, dans sa grande sagesse et sa prudence, qu'il est opportun de mettre fin à un état de choses qui pourrait nuire gravement aux intérêts de la religion catholique en Belgique. Il est, en effet, facile de comprendre que si l'on continue à tolérer certains agissements, un certain nombre de catholiques de bonne foi pourraient être induits en erreur, et que ainsi, parmi les fidèles, se perpétuerait le germe de la discorde qu'il importe souverainement de faire disparaître.

Le Saint-Père veut donc que Votre Eminence sache et fasse savoir en même temps aux évêques et aux catholiques belges qu'il condamne cette façon d'agir des prêtres mentionnés, qui invoquent abusivement l'autorité suprême du Saint-Siège.

Je profite de l'occasion pour vous redire les sentiments de profonde vénération avec lesquels, etc.

Rome, 27 février 1905.

R. Card. Merry del Val

Normae traduntur pro Universitate Manilensi.

Dalla Segreteria di Stato, li 4 aprile 1906.

La Santità di Nostro Signore, volendo dare alla Provincia del SS. Rosario dei PP. Predicatori un nuovo attestato di benevolenza, e mirando insieme alla maggiore stabilità delle opere da essa con tanto zelo e frutto sostenute, si è degnata dichiarare, concedere e prescrivere quanto segue:

I. Per ricevere i gradi accademici in teologia e diritto canonico, gli alunni mandati dai Vescovi suffraganei dovranno non solamente frequentare i corsi scolastici della Università di S. Tommaso di Manila, sotto pena di inabilità per ottenere i detti gradi, ma dovranno inoltre convivere completamente separati dalle persone secolari, come alunni interni nella stessa Università, nel modo e con la disciplina propria di un vero Seminario esclusivamente per chierici. Gli alunni della diocesi di Manila potranno convivere o nella Università o nel Seminario diocesano di Manila, a giudizio dell'Arcivescovo, frequentando però le scuole dell' Università per essere canonicamente abili a conseguire i gradi accademici.

II. La pensione da pagarsi dai singoli chierici convittori sarà determinata dal Rettore, d'accordo coi Rm̃i Ordinarii.

III. Resta generalmente proibito ai convittori chierici il passare le piccole o le grandi vacanze fuori dell' Università o della casa di villeggiatura della stessa Università.

Le dispense saranno rare, concesse con causa sufficiente e previa la licenza del rispettivo Ordinario.

IV. Il licenziamento dei chierici convittori, per causa di incapacità intellettuale o morale o per indegnità, è lasciato alla coscienza e prudenza del Rettore e suo Consiglio, il quale dovrà avvisare il rispettivo Ordinario, indicando le cause del licenziamento fatto o da farsi.

V. Le iscrizioni o matricole dei chierici studenti nell'Università e gli studi stessi cogli esami annui o di fine di anno accademico, come anche di grado inferiore, saranno completamente gratuiti. Per i soli gradi di Licenza e di Dottorato saranno pagati i diritti stabiliti o da stabilirsi, salvo nel Rettore col suo Consiglio la facoltà di dispensare in parte o in tutto dalle tasse i Licenziati o Dottori che, per speciali motivi, si giudicheranno meritevoli di benigna condonazione.

VI. L'amministrazione dei beni del chiamato Collegio di S. Giuseppe di Manila, da trent'anni affidata alla Università e fino ad oggi retta dalla benemerita direzione della stessa Università, rimane confermata e invariata come per il passato, e colla stessa destinazione, salvo sempre nei Padri Domenicani l'obbligo di sottostare alla ispezione e patronato dell'Ordinario di Manila.

Tanto si partecipa al Revmo P. Ministro Generale dei Frati Predicatori per sua intelligenza e norma.

R. Card. MERRY DEL VAL

Rmo P. M. Giacinto Maria Cormier
Maestro Gen. dei Frati Predicatori.

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

Declaratio circa ieiunia et abstinentias Familiarum Religiosarum utriusque sexus proprias.

Feria IV, die 24 Aprilis 1907.

In generali conventu Supremae Sacrae Congregationis S. Officii, habito supradicta feria ac die, proposito dubio: « Num articulo 6° Decreti feria IV, 5 Septembris 1906, *De ieiunii et abstinentiae lege in Italia reformanda* (1) quidquam derogatum fuerit ieiuniis et abstinentiis Religiosis utriusque sexus Familiis a propriis ipsarum Regulis et Constitutionibus praescriptis »; Emi ac Rmi Dni Cardinales Inquisitores Generales, praehabito Rmorum DD. Consultorum voto, respondendum decreverunt: « Negative; ideoque quod ad ieiunia et abstinentias ex generali Ecclesiae praecepto servandas, Religiosas utriusque sexus Familias, peculiari ieiunii aut abstinentiae voto non adstrictas, eadem ac simplices fideles lege uti posse; quod ad ieiunia vero et abstinentias eis proprias, standum esse uniuscuiusque ipsarum Regulis et Constitutionibus » (2).

Et sequenti feria V, die 25 eiusdem mensis, SSmus D. N. Pius divina providentia PP. X relatam sibi Emorum Patrum resolutionem benigne adprobare et confirmare dignatus est.

Petrus Palombelli, *S. R. U. I. Notarius.*

(1) Cfr. Acta S. Sedis, vol. 39, pag 455

(2) Religiosis nempe utriusque sexus in Italia extantibus, qui speciali voto ieiunii aut abstinentiae non detinentur, datur quidem facultas, de suorum tamen Praelatorum consensu, sese conformandi ceteris Italiae fidelibus quoad ieiunia et abstinentias ex generali Ecclesiae praecepto inductas, non autem quoad ieiunia et abstinentias a propriis Regulis vel Constitutionibus statutas. Hinc Vigiliae ipsorum fundatorum aliaque particularia ieiunia moderanda sunt ad tramitem antiquae disciplinae *(N. R.)*.

DECRETUM

Quo sub 65 propositionibus reprobantur ac proscribuntur praecipui errores reformismi seu modernismi.

Feria IV, die 3 Iulii 1907.

Lamentabili sane exitu aetas nostra freni impatiens in rerum summis rationibus indagandis ita nova non raro sequitur ut, dimissa humani generis quasi haereditate, in errores incidat gravissimos. Qui errores longe erunt perniciosiores, si de disciplinis agitur sacris, si de Sacra Scriptura interpretanda, si de fidei praecipuis mysteriis. Dolendum autem vehementer inveniri etiam inter catholicos non ita paucos scriptores qui, praetergressi fines a Patribus ac ab ipsa Sancta Ecclesia statutos, altioris intelligentiae specie et historicae considerationis nomine, eum dogmatum progressum quaerunt qui, reipsa, eorum corruptela est.

Ne vero huius generis errores, qui quotidie inter fideles sparguntur, in eorum animis radices figant ac fidei sinceritatem corrumpant, placuit SSmo D. N. Pio divina providentia PP. X ut per hoc Sacrae Romanae et Universalis Inquisitionis officium ii qui inter eos praecipui essent, notarentur et reprobarentur.

Quare, instituto diligentissimo examine, praehabitoque RR. DD. Consultorum voto, Emi ac Rmi Dni Cardinales, in rebus fidei et morum Inquisitores Generales, propositiones quae sequuntur reprobandas ac proscribendas esse iudicarunt, prouti hoc generali Decreto reprobantur ac proscribuntur:

1. Ecclesiastica lex quae praescribit subiicere praeviae censurae libros Divinas respicientes Scripturas, ad cultores critices aut exegeseos scientificae librorum Veteris et Novi Testamenti non extenditur.

2. Ecclesiae interpretatio Sacrorum Librorum non est

quidem spernenda, subiacet tamen accuratiori exegetarum iudicio et correctioni.

3. Ex iudiciis et censuris ecclesiasticis contra liberam et cultiorem exegesim latis colligi potest fidem ab Ecclesia propositam contradicere historiae, et dogmata catholica cum verioribus christianae religionis originibus componi reipsa non posse.

4. Magisterium Ecclesiae ne per dogmaticas quidem definitiones genuinum Sacrarum Scripturarum sensum determinare potest.

5. Quum in deposito fidei veritates tantum revelatae contineantur, nullo sub respectu ad Ecclesiam pertinet iudicium ferre de assertionibus disciplinarum humanarum.

6. In definiendis veritatibus ita collaborant discens et docens Ecclesia, ut docenti Ecclesiae nihil supersit nisi communes discentis opinationes sancire.

7. Ecclesia, cum proscribit errores, nequit a fidelibus exigere ullum internum assensum, quo iudicia a se edita complectantur.

8. Ab omni culpa immunes existimandi sunt qui reprobationes a Sacra Congregatione Indicis aliisve Sacris Romanis Congregationibus latas nihili pendunt (1).

9. Nimiam simplicitatem aut ignorantiam prae se ferunt qui Deum credunt vere esse Scripturae Sacrae auctorem.

10. Inspiratio librorum Veteris Testamenti in eo constitit quod scriptores israelitae religiosas doctrinas sub peculiari quodam aspectu, gentibus parum noto aut ignoto, tradiderunt.

11. Inspiratio divina non ita ad totam Scripturam Sa-

(1) Per priores octo relatas propositiones, licet specietenus sub diverso dicendi modo, quoad substantiam renovantur veteres protestantium ac rationalistarum errores, qui denegare vel saltem infirmare praesumpserunt auctoritatem doctrinalem ac disciplinarem Ecclesiae catholicae *(N. R.)*.

cram extenditur, ut omnes et singulas eius partes ab omni errore praemuniat.

12. Exegeta, si velit utiliter studiis biblicis incumbere, in primis quamlibet praeconceptam opinionem de supernaturali origine Scripturae Sacrae seponere debet, eamque non aliter interpretari quam cetera documenta mere humana (1).

13. Parabolas evangelicas ipsimet Evangelistae ac christiani secundae et tertiae generationis artificiose digesserunt, atque ita rationem dederunt exigui fructus praedicationis Christi apud iudaeos.

14. In pluribus narrationibus non tam quae vera sunt Evangelistae retulerunt, quam quae lectoribus, etsi falsa, censuerunt magis proficua.

15. Evangelia usque ad definitum constitutumque canonem continuis additionibus et correctionibus aucta fuerunt; in ipsis proinde doctrinae Christi non remansit nisi tenue et incertum vestigium.

16. Narrationes Ioannis non sunt proprie historia, sed mystica Evangelii contemplatio; sermones, in eius Evangelio contenti, sunt meditationes theologicae circa mysterium salutis historica veritate destitutae.

17. Quartum Evangelium miracula exaggeravit non tantum ut extraordinaria magis apparerent, sed etiam ut aptiora fierent ad significandum opus et gloriam Verbi Incarnati.

18. Ioannes sibi vindicat quidem rationem testis de Christo; re tamen vera non est nisi eximius testis vitae christianae, seu vitae Christi in Ecclesia, exeunte primo saeculo.

---

(1) Propositionibus sub n. 9, 10, 11 et 12 denegatur vel saltem in dubium ponitur auctoritas divina Sacrae Scripturae; quin imo insequentibus aliis propositionibus a 13 usque ad 19 *inclusive,* auctoritas quoque humana Librorum Sacrorum, praesertim vero Evangeliorum synopticorum ac maxime Evangelii S. Ioannis in discrimen adducitur *(N. R).*

19. Heterodoxi exegetae fidelius expresserunt sensum verum Scripturarum quam exegetae catholici.

20. Revelatio nihil aliud esse potuit quam acquisita ab homine suae ad Deum relationis conscientia (1).

21. Revelatio, obiectum fidei catholicae constituens, non fuit cum Apostolis completa.

22. Dogmata quae Ecclesia perhibet tamquam revelata, non sunt veritates e coelo delapsae, sed sunt interpretatio quaedam factorum religiosorum quam humana mens laborioso conatu sibi comparavit.

23. Existere potest et reipsa existit oppositio inter facta quae in Sacra Scriptura narrantur eisque innixa Ecclesiae dogmata; ita ut criticus tamquam falsa reiicere possit facta quae Ecclesia tamquam certissima credit.

24. Reprobandus non est exegeta qui praemissas adstruit, ex quibus sequitur dogmata historice falsa aut dubia esse, dummodo dogmata ipsa directe non neget.

25. Assensus fidei ultimo innititur in congerie probabilitatum.

26. Dogmata fidei retinenda sunt tantummodo iuxta sensum practicum, idest tanquam norma praeceptiva agendi, non vero tamquam norma credendi.

27. Divinitas Iesu Christi ex Evangeliis non probatur; sed est dogma quod conscientia christiana e notione Messiae deduxit (2).

28. Iesus, quum ministerium suum exercebat, non in eum finem loquebatur ut doceret se esse Messiam, neque eius miracula eo spectabant ut id demonstraret.

---

(1) Superius praeiactis erroneis principiis circa inspirationem S. Scripturae innituntur praesertim propositiones subsequentes (20-26), quae revelationem et dogma explicare conantur per conscientiam et evolutionem psycologicam iuxta methodos subiectivismi Kanthiani *(N. R.)*.

(2) Praedicto evolutionismo subiectivo innituntur et aliae propositiones, sive quae (27-38) respiciunt ipsam Iesu Christi personam eiusque resurrectionem ac mortem; sive quae (39-51) tangunt doctrinam sacramentorum in genere et in

29. Concedere licet Christum quem exhibet historia, multo inferiorem esse Christo qui est obiectum fidei.

30. In omnibus textibus evangelicis nomen *Filius Dei* aequivalet tantum nomini *Messias*, minime vero significat Christum esse verum et naturalem Dei Filium.

31. Doctrina de Christo quam tradunt Paulus, Ioannes et Concilia Nicaenum, Ephesinum, Chalcedonense, non est ea quam Iesus docuit, sed quam de Iesu concepit conscientia christiana.

32. Conciliari nequit sensus naturalis textuum evangelicorum cum eo quod nostri theologi docent de conscientia et scientia infallibili Iesu Christi.

33. Evidens est cuique qui praeconceptis non ducitur opinionibus, Iesum aut errorem de proximo messianico adventu fuisse professum, aut maiorem partem ipsius doctrinae in Evangeliis Synopticis contentae authenticitate carere.

34. Criticus nequit asserere Christo scientiam nullo circumscriptam limite nisi facta hypothesi, quae historice haud concipi potest quaeque sensui morali repugnat, nempe Christum uti hominem habuisse scientiam Dei et nihilominus noluisse notitiam tot rerum communicare cum discipulis ac posteritate.

35. Christus non semper habuit conscientiam suae dignitatis messianicae.

36. Resurrectio Salvatoris non est proprie factum ordinis historici, sed factum ordinis mere supernaturalis, nec demonstratum nec demonstrabile, quod conscientia christiana sensim ex aliis derivavit.

37. Fides in resurrectionem Christi ab initio fuit non tam de facto ipso resurrectionis, quam de vita Christi immortali apud Deum.

---

specie; sive demum quae (52–63) directe concernunt Ecclesiam eiusque constitutionem ac hierarchiam, primatum B. Petri et Ecclesiae Romanae, atque veritatem universalem *(N. R)*.

38. Doctrina de morte piaculari Christi non est evangelica sed tantum paulina.

39. Opiniones de origine sacramentorum, quibus Patres Tridentini imbuti erant quaeque in eorum canones dogmaticos procul dubio influxum habuerunt, longe distant ab iis quae nunc penes historicos rei christianae indagatores merito obtinent.

40. Sacramenta ortum habuerunt ex eo quod Apostoli eorumque successores ideam aliquam et intentionem Christi, suadentibus et moventibus circumstantiis et eventibus, interpretati sunt.

41. Sacramenta eo tantum spectant ut in mentem hominis revocent praesentiam Creatoris semper beneficam.

42. Communitas christiana necessitatem baptismi induxit, adoptans illum tamquam ritum necessarium, eique professionis christianae obligationes adnectens.

43. Usus conferendi baptismum infantibus evolutio fuit disciplinaris, quae una ex causis extitit ut sacramentum resolveretur in duo, in baptismum scilicet et poenitentiam.

44. Nihil probat ritum sacramenti confirmationis usurpatum fuisse ab Apostolis: formalis autem distinctio duorum sacramentorum, baptismi scilicet et confirmationis, haud spectat ad historiam christianismi primitivi.

45. Non omnia, quae narrat Paulus de institutione Eucharistiae (I. Cor. XI, 23-25), historice sunt sumenda (1).

46. Non adfuit in primitiva Ecclesia conceptus de christiano peccatore auctoritate Ecclesiae reconciliato; sed Ecclesia nonnisi admodum lente huiusmodi conceptui assuevit. Imo etiam postquam poenitentia tanquam Ecclesiae institutio

(1) En nota Pauli verba: « Ego enim accepi a Domino, quod et tradidi vobis, quoniam Dominus Iesus in qua nocte tradebatur accepit panem, et gratias agens fregit et dixit: *Accipite et manducate, hoc est corpus meum quod pro vobis tradetur; hoc facite in meam commemorationem*. Similiter et calicem, postquam coenavit, dicens: *Hic calix novum testamentum est in meo sanguine; hoc facite quotiescumque bibetis in meam commemorationem* » *(N. R.)*.

agnita fuit, non appellabatur sacramenti nomine, eo quod haberetur uti sacramentum probrosum.

47. Verba Domini: *Accipite Spiritum Sanctum; quorum remiseritis peccata, remittuntur eis, et quorum retinueritis, retenta sunt* (Io. xx, 22 et 23) minime referuntur ad sacramentum poenitentiae, quidquid Patribus Tridentinis asserere placuit.

48. Iacobus in sua epistola (v, 14 et 15) non intendit promulgare aliquod sacramentum Christi, sed commendare pium aliquem morem, et si in hoc more forte cernit medium aliquod gratiae, id non accipit eo rigore, quo acceperunt theologi qui notionem et numerum sacramentorum statuerunt (1).

49. Coena christiana paullatim indolem actionis liturgicae assumente, hi, qui Coenae praeesse consueverant, characterem sacerdotalem acquisiverunt.

50. Seniores qui in christianorum coetibus invigilandi munere fungebantur, instituti sunt ab Apostolis presbyteri aut episcopi ad providendum necessariae crescentium communitatum ordinationi, non proprie ad perpetuandam missionem et potestatem Apostolicam.

51. Matrimonium non potuit evadere sacramentum novae legis nisi serius in Ecclesia; siquidem ut matrimonium pro sacramento haberetur necesse erat ut praecederet plena doctrinae de gratia et sacramentis theologica explicatio.

52. Alienum fuit a mente Christi Ecclesiam constituere veluti societatem super terram per longam saeculorum seriem duraturam; quin imo in mente Christi regnum coeli una cum fine mundi iamiam adventurum erat.

---

(1) Verba S. Iacobi se referunt ad sacramentum Extremae Unctionis, quum dicit: *Infirmatur quis in vobis? Inducat presbyteros Ecclesiae, et orent super eum, ungentes eum oleo in nomine Domini; et oratio fidei salvabit infirmum et alleviabit eum Dominus, et si in peccatis sit, remittentur ei (N. R.).*

53. Constitutio organica Ecclesiae non est immutabilis; sed societas christiana perpetuae evolutioni aeque ac societas humana est obnoxia.

54. Dogmata, sacramenta, hierarchia, tum quod ad notionem tum quod ad realitatem attinet, non sunt nisi intelligentiae christianae interpretationes evolutionesque quae exiguum germen in Evangelio latens externis incrementis auxerunt perfeceruntque.

55. Simon Petrus ne suspicatus quidem unquam est sibi a Christo demandatum esse primatum in Ecclesia.

56. Ecclesia Romana non ex divinae providentiae ordinatione, sed ex mere politicis conditionibus caput omnium Ecclesiarum effecta est.

57. Ecclesia sese praebet scientiarum naturalium et theologicarum progressibus infensam.

58. Veritas non est immutabilis plusquam ipse homo, quippe quae cum ipso, in ipso et per ipsum evolvitur.

59. Christus determinatum doctrinae corpus omnibus temporibus cunctisque hominibus applicabile non docuit, sed potius inchoavit motum quemdam religiosum diversis temporibus ac locis adaptatum vel adaptandum.

60. Doctrina christiana in suis exordiis fuit iudaica, sed facta est per successivas evolutiones primum paulina, tum ioannica, demum hellenica et universalis.

61. Dici potest absque paradoxo nullum Scripturae caput, a primo Genesis ad postremum Apocalypsis, continere doctrinam prorsus identicam illi quam super eadem re tradit Ecclesia, et idcirco nullum Scripturae caput habere eumdem sensum pro critico ac pro theologo.

62. Praecipui articuli Symboli Apostolici non eamdem pro christianis primorum temporum significationem habebant quam habent pro christianis nostri temporis.

63. Ecclesia sese praebet imparem ethicae evangelicae

efficaciter tuendae, quia obstinate adhaeret immutabilibus doctrinis quae cum hodiernis progressibus componi nequeunt.

64. Progressus scientiarum postulat ut reformentur conceptus doctrinae christianae de Deo, de Creatione, de Revelatione, de Persona Verbi Incarnati, de Redemptione.

65. Catholicismus hodiernus cum vera scientia componi nequit nisi transformetur in quemdam christianismum non dogmaticum, id est in protestantismum latum et liberalem (1).

Sequenti vero feria V, die 4 eiusdem mensis et anni, facta de his omnibus SSmo D. N. Pio PP. X accurata relatione, Sanctitas Sua Decretum Emorum Patrum adprobavit et confirmavit, ac omnes et singulas supra recensitas propositiones ceu reprobatas ac proscriptas ab omnibus haberi mandavit.

Petrus Palombelli, *S. R. U. I. Notarius.*

Piis ac religiosis Institutis conceditur indultum celebrandi tres Missas et S. Communionem distribuendi in nocte Nativitatis Domini.

Feria V, die 1 Augusti 1907.

SSmus D. N. D. Pius divina providentia PP. X, in solita audientia R. P. D. Adsessori S. Officii impertita, ad fovendam fidelium pietatem eorumque grati animi sensus excitandos pro ineffabili Divini Verbi Incarnationis mysterio, motu proprio, benigne indulgere dignatus est ut in omnibus et singulis sacrarum virginum monasteriis clausurae legi subiectis aliisque religiosis institutis, piis domibus et clericorum seminariis, publicum aut privatum Oratorium habentibus cum

(1) Duae postremae evolutionismi propositiones, quae sunt magis explicitae ac genericae, maximam praeseferunt affinitatem cum aliis propositionibus in antecessum damnatis a Pio IX in Syllabo diei 8 Decembris 1864 nec non a Concilio Vaticano anni 1870 *(N. R.)*.

facultate Sacras Species habitualiter ibidem asservandi, sacra nocte Nativitatis D. N. I. C. tres rituales Missae vel etiam, pro rerum opportunitate, una tantum, servatis servandis, posthac in perpetuum quotannis celebrari Sanctaque Communio omnibus pie petentibus ministrari queat. Devotam vero huius vel harum Missarum auditione omnibus adstantibus ad praecepti satisfactionem valere eadem Sanctitas Sua expresse declarari mandavit.

Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Petrus Palombelli, *S. R. U. I. Notarius.*

EX S. CONGREGATIONE INDICIS

DECRETUM

Quo prohibentur quaedam opera a Dimnet, Le Roy, Le Morin et Houtin conscripta, nec non Coenobium.

Feria VI, die 26 Iulii 1907.

Sacra Congregatio Emõrum ac Rmõrum S. R. E. Cardinalium a SSmõ D. N. Pio PP. X Sanctaque Sede Apostolica Indici librorum pravae doctrinae, eorumdemque proscriptioni, expurgationi ac permissioni in universa christiana republica praepositorum et delegatorum, habita in Palatio Apostolico Vaticano die 26 Iulii 1907, damnavit et damnat, proscripsit proscribitque, atque in Indicem librorum prohibitorum referri mandavit et mandat quae sequuntur opera:

Ernest Dimnet, *La pensée catholique dans l'Angleterre contemporaine. Paris 1906.*

Edouard Le Roy, *Dogme et critique. Paris.*

Jean Le Morin, *Vérités d'hier? La théologie traditionnelle et les critiques catholiques. Paris 1906.*

ALBERT HOUTIN, *La crise du clergé. Paris 1907.*

COENOBIUM, *Rivista internazionale di liberi studi. Lugano 1906-1907.*

Itaque nemo cuiuscumque gradus et conditionis praedicta opera damnata atque proscripta, quocumque loco et quocumque idiomate, aut in posterum edere, aut edita legere vel retinere audeat, sub poenis in Indice librorum vetitorum indictis.

Quibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per me infrascriptum Secretarium relatis, Sanctitas Sua Decretum probavit, et promulgari praecepit. In quorum fidem etc.

Datum Romae die 26 Iulii 1907.

Andreas Card. STEINHUBER, *Praefectus.*

Fr. Thomas Esser, Ord. Praed., *a Secretis.*

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

TERGESTIN. ET IUSTINOPOLITAN.

IURIUM AC EXEMPTIONIS

An Regulares Missam celebrare valeant in festis tempore Missae paroecialis, et an ac quomodo Processionibus interesse teneantur.

Factispecies. Episcopus dioecesanus, quum rescivisset Fratres Conventuales civitatis vulgo *Pirano* nedum diebus festis primam Missam litare eodem tempore quo in Collegiata ecclesia celebrabatur Missa paroecialis, verum etiam Processionibus Rogationum (1) nullatenus interesse, aliis vero

(1) Proprie loquendo *Rogationes* sunt Processiones, quae fiunt in tribus diebus ante Ascensionem Domini cum cantu Litaniarum Sanctorum, quaeque vocantur etiam *Litaniae minores,* quippe aliquanto remissius seu minori solemnitate ex praescripto Caeremonialis Episcoporum *(lib. 2, cap. 32, n. 7)* essent celebrandae quam

Processionibus accedere e via conventui proxima; litteris diei 17 Dec. 1903 dictos Religiosos adhortatus est ut in posterum diebus dominicis et festis primum Sacrum peragerent post expletam parochialem Missam, atque ad iuris tramitem intervenirent omnibus Processionibus loci solemnibus, ne Rogationibus quidem exceptis, accedendo ab ipsa Collegiali ecclesia.

Sed renuentibus PP. Conventualibus, idem Episcopus die 19 Ian. 1904 huic S. C. quaestionem detulit solvendam. Dein actum quidem fuit rem componere ex bono et aequo, sed quum id incassum cessisset, Procurator generalis PP. Conventualium die 6 Maii 1906 institit ut controversia dirimeretur, iuris ordine servato.

Rationes favore Religiosorum. Quoad primam quaestionem seu quod ad Missae celebrationem attinet, praemittere iuvat quod veteri disciplinae adsistendi Sacro diebus festis in propria paroecia *(Extrav., tit. 9, cap. 2)* hodie praevaluit universalis mos illud audiendi in qualibet ecclesia vel publico Oratorio *(Pichler, lib. 1, tit. 31, n. 25)*. Huic vero consuetudini favet Concilium Trid. *(Sess. 22, Decret. de observ. et evit. in celebr. Missae)*, quod mandat quidem ut « Ordinarii locorum Episcopi... *moneant* populum ut frequenter ad suas paroecias, saltem diebus dominicis et *maioribus festis* accedant », non autem ut *coerceant* nec *in omnibus festis*.

Ceterum facultas celebrandi Sacrum diebus festivis, etiam tempore Missae parochialis, recognoscitur Fratribus Mendicantibus, et per privilegiorum communicationem aliis quoque Religiosis, a Pio V in Bulla *Etsi Mendicantium* diei 16 Maii 1567;

Processiones seu *Litaniae maiores*, quae fiunt in ipso festo S. Marci Evang., et quae sicut a principio maiori solemnitate sunt institutae et celebratae, ita etiam nunc maiori solemnitate essent celebrandae. Cfr. Ferraris *(verb.* Litaniae, *n. 4)*, Quarti *(De Process., punct. 9, sect. 2;* et *De Litaniis, punct. 1, n. 224)* et De Herdt *(Prax. S. Liturgiae, tom. 3, n. 71)*. Aliquando tamen sub nomine *Rogationum* veniunt Litaniae tam maiores quam minores *(N. R.)*.

qui sub n. 8 haec statuit: « Volumus quod Fratribus Mendicantibus huiusmodi non solum prohiberi non possit ne Missas et alia divina Officia faciant..., verumtamen Missas et divina Officia huiusmodi, etiam in diebus dominicis vel festivis, etiam antequam rector parochialis ecclesiae celebraverit, celebrare et facere »; dein vero sub n. 22 subdit: « Prohibemus insuper eisdem Ordinariis ac aliis quibuscumque personis, ne impediant ipsos Fratres, quando eis placuerit, tam in diebus dominicis seu festivis, aut aliis totius anni temporibus, campanas pulsare et etiam tempore, quo ipsi celebraverint, Missas celebrare ». Quae confirmata inveniuntur a pluribus resolutionibus tum S. C. EE. et RR., uti in *Taurinen.* 28 Sept. 1742 ad 1, et in *Ragusina* 11 Martii 1892; tum S. C. Concilii in *Aquen.* 8 Iunii 1708 ad 14, in *Comen.* 19 Dec. 1750 ad 8, et in *Squillacen.* 28 Febr. 1761. Cfr. Benedictus XIV *(de syn. dioec., lib. 11, cap. 14)*, Ferraris *(verb.* Campana, *n. 16-19)*, Bouix *(De iur. Regul., tom. 2, part. 5, cap. 2, § 1)* et *Acta S. Sedis (vol. 24, pag. 558)*.

Neque in casu Patres Conventuales teneri dici possunt ad explanandum fidelibus Evangelium, quia hoc onus solis parochis est impositum.

Quoad alteram vero propositam quaestionem, favore PP. Conventualium vigere videtur immemorialis consuetudo, qua iidem Rogationibus nunquam intervenerunt. Iamvero in Additionibus ad Ferraris *(verb.* Processiones, *n. 98)* haec leguntur: « Non obstante Concilio Tridentino *(Sess. 25, cap. 13 de Regul.)* obligante Regulares, tametsi exemptos, ad publicas Processiones, possunt adhuc ii vel ex privilegio, vel *ex praescriptione* non teneri iis intervenire ». Et *(loc. cit., n. 102 et 103)* subditur: « Quod vero concernit praescriptionem, ea non aliter potest opponi, quam si Regulares vocati, per legitimum tempus non intervenerunt in publicis Processionibus..., quia ubi sermo est de praescriptione iuris negativi cum iis, qui ante interpellationem nulla tenentur

obligatione, ea non incipit nisi a die, qua interpellati contradixerint, et sic possidere coeperint ». Quantum autem requiratur ad hanc praescriptionem contra Tridentinum inducendam, iuxta communem sententiam, valida censetur consuetudo immemorialis. Haec enim rationem habet privilegii ad tramitem cap. *Super quibusdam 26, de verb. signif.*, ubi dicitur: « Duximus declarandum illa esse... interdicta, quae non apparent... largitione concessa, vel ex antiqua consuetudine a tempore, cuius non extat memoria, introducta ». Et *Glossa* arguit: « Nota diligenter quod illa consuetudo, cuius non extat memoria, ius sive privilegium inducit ».

Praeterea in casu adest peculiaris ratio, cur PP. Conventuales non tenentur Rogationibus interesse, quum in loco Pyrrhano nulla Rogationum Processio fiat iuxta mentem Conc. Tridentini. Prima enim, quae in tribus Rogationum diebus inchoatur summo mane, et protrahitur usque ad horas postmeridianas cum magno populi concursu sed unico tantum comitante sacerdote, uti privata merito habetur. Altera vero, quae in dictis tribus diebus incipitur post Nonam recitatam, et frequentatur a Capitulo et a clero, naturam quoque privatam induit, quia non intersunt confraternitates et populus, neque observatur ordo statutus a Rituali Romano et a Caeremoniali Episcoporum. Quam Processionem PP. Conventuales antiquitus peragebant intra claustra monasterii, et hodie in propria ecclesia concinunt tantum Litanias Sanctorum aliasque praescriptas preces.

Demum ad tertium dubium quod attinet, PP. Conventuales in themate ob immemorialem inolitam consuetudinem Processionibus, demptis tamen iis SSm̃i Sacramenti, e via conventui finitima accedunt, absque ullo populi scandalo aut admiratione, et nemine reclamante.

Rationes favore Episcopi. Quoad primum propositum dubium, admittitur quidem ad iuris tramitem Regulares obligari non posse ab Episcopo ad omittendam celebrationem

Missae tempore Missae paroecialis, sed quum exinde fideles occasionem sumerent non audiendi verbum Dei, hinc Episcopus Tergestinus per suum decretum invitavit PP. Conventuales ut primum Sacrum litarent post absolutam Missam parochi. Quod absonum haud est a praescripto Conc. Trid. *(Sess. 22, Decretum de observ. et evit. in celebr. Missae)*, quod mandat ut Episcopi « moneant populum ut frequenter ad suas parochias, saltem diebus dominicis et maioribus festis accedant ». Obligatio vero audiendi Sacrum in propria paroecia in desuetudinem abiit ob privilegia hac de re Regularibus concessa, quae, quum in aedificationem non autem in destructionem Ecclesiae esse debeant, non ita protendantur oportet ut fideles cum spirituali discrimine removeantur a propria paroecia frequentanda. Idque eo vel magis valet quando agitur de verbo Dei audiendo, quum parochus ratione proprii officii teneatur suos filianos Evangelium docere.

Hinc saltem de iure constituendo imponi posset Religiosis obligatio litandi Sacrum, postquam facta est explanatio Evangelii in paroecia.

Relate vero ad alterum dubium, advertitur quod vi iuris communis Episcopus cogere valet omnes Regulares ad interessendum publicis et generalibus loci Processionibus. Hoc eruitur imprimis ex Caeremoniali Episcoporum *(lib. 2, cap. 32)*, quod statuit ut « congregetur de mandato Episcopi totus clerus saecularis et regularis », praesertim vero ex Conc. Trid. *(Sess. 25, cap. 13 de Regul.)* praescribente: « Exempti autem omnes, tam clerici saeculares quam regulares quicumque, etiam monachi, ad publicas Processiones vocati, accedere compellantur; iis tantum exceptis, qui in strictiori clausura perpetuo vivunt ». Hoc idem confirmatum fuit ab Urbano VIII per decretum generale specialis Commissionis Cardinalitiae diei 27 Iulii 1628 *(Coll. Rituum, n. 1096)* ubi sancitum fuit: « Posse Episcopos poenis sibi bene visis compellere quoscumque Regulares recusantes, etiam monachos et quomodolibet

exemptos, ad infrascriptas Processiones accedere, atque illis interesse; exceptis dumtaxat in strictiori clausura viventibus, et monasteriis ultra medium milliare a civitate distantibus..., non obstantibus quibuscumque privilegiis, consuetudinibus, vel praescriptionibus etiam immemorabilibus; privilegiis tantum Apostolicis Sacro Tridentino Concilio posterioribus, contrarium desuper disponentibus, minime sublatis ». In *Collectione Rituum* plura alia decreta ad rem prostant. Atqui conventus Patrum Conventualium non distat a Collegiata per dimidium horae quadrantem, neque ipsi strictam clausuram observant, neque aliquo gaudent privilegio, neque demum pro se habent consuetudinem immemorialem.

Tandem quoad postremam quaestionem extat resolutio S. C. Rituum in *Calaguritana* 24 Maii 1664, n. 1291, ubi ad dubium 4: « An Regulares, quoties intersunt Processionibus..., teneantur accedere ad ecclesias parochiales », responsum prodiit: « Teneri accedere ad parochialem et intus expectare, etc. » (1).

Dubia. I. *An in loco Pyrrhano, dioecesis Tergestinae, approbanda sit consuetudo, vi cuius RR. PP. Conventuales Missam in diebus festis celebrent tempore Missae paroecialis, in qua locum habet Homilia.*

II. *An PP. Conventuales Pyrrhani teneantur interesse Processioni Rogationum, cui intervenit Capitulum, clerus et archipresbyter localis.*

III. *An, quum PP. Conventuales intersunt Processionibus, accedere debeant Processioni in ecclesia parochiali, vel potius in via conventui proxima prout modo in usu habent.*

---

(1) Sacra Congr. EE. et RR. in *Ariminen.* 24 Sept. 1751 proposito dubio 8: « An iidem Patres *(Conventuales)* ad eamdem ecclesiam *(nempe Collegiatam parochialem)* accedere quoque teneantur pro levando Capitulo occasione Processionum generalium », respondit: « Accedere debere ad ecclesiam, a quo incipient Processiones ». Cfr. Bizzarri, *Collect., pag. 419. (N. R.)*

Resolutiones. Sacra C. EE. et RR., omnibus rite perspectis, die 18 Ianuarii 1907 respondendum mandavit:

Ad I. Reformato dubio: *An RR. PP. Conventuales in loco Pyrrhano, dioecesis Tergestinae, ius habeant celebrandi Missam diebus festivis tempore Missae parochialis, in qua locum habet Homilia:*

Affirmative et ad mentem (1).

Ad II. *Ad mentem* (2).

Ad III. *Affirmative ad primam partem; negative ad secundam.*

---

(1) Recognitum igitur fuit Fratribus Conventualibus ius litandi Sacrum etiam tempore Missae parochialis, at insimul per *mentem* forsitan admonentur ne huic iuri ita stricte adhaereant, ut exinde oriatur spirituale fidelium damnum *(N. R.)*.

(2) In casu non videtur constare de consuetudine legitime praescripta, qua PP. Conventuales eximuntur a Rogationibus. Sed etiamsi consuetudo haec probata existere dicatur, censemus tamen eam admitti non posse, quum quaelibet praescriptio et consuetudo, etiam immemorialis, sublata sit per supra relatum generale decretum Urbani VIII de die 27 Iulii 1628, cuius verba sunt satis explicita et clara. Contrariam enim sententiam amplectentes, ut Wernz *(Ius Decret., tom 3, n. 565)*, triplici praecipue nituntur argumento, nempe tum Decreto S. C. RR. in *Placentina* diei 10 Iulii 1602, n. 99; tum auctoritate Ferraris *(verb.* Processiones, *n. 102);* tum demum auctoritate Piat *(Prael. iur. regul., tom 2, part. 4, cap. 3, quaest. 57, n. 3).* Verum citatum Decretum in *Placentina,* praeterquamquod respicit dumtaxat Monachos congregationis Cassinensis, abrogatum esse videtur a subsequenti Decreto generali a. 1628 iussu Urbani VIII edito. Praeterea quae leguntur in Bibliotheca canonica Ferraris *(verb.* Processiones, *n. 102)* non sunt ipsius Ferraris, sed aliena manu addita. Tandem Piat ipse, praeter iam citatum decretum in *Placentina,* recenset etiam Const. *Nuper pro parte* Urbani VIII de die 17 Nov. 1638; sed haec Bulla confirmat dumtaxat Apostolica auctoritate praedictum Decretum in *Placentina* pro congregatione Cassinensi. Idem Piat citat etiam Passerinum *(De stat. hominum, tom. 3, quaest. 189, art. 10, n. 1001);* sed Passerinus, licet floruerit statim post editum decretum generale Urbani VIII diei 27 Iulii 1628, illud tamen haud novisse videtur, quia de eodem mentionem non facit; quin imo et ipse auctoritate aliorum doctorum fundatur. Quod dicitur de Passerino, idem dicendum venit de ceteris auctoribus a P. Piat et ab ipso Passerino adductis. Ex adverso oppositam sententiam implicite saltem tuentur, inter recentiores, Moccheggiani *(Iurisprud. eccl., tom. 2, n. 1103)* et Ferrari *(De statu relig., n. 85, pag. 223). (N. R.)*

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

LIPAREN.

INTERPRETATIONIS PIAE VOLUNTATIS

Episcopo confirmatur facultas disponendi de legato in bonum causae piae.

Compendium facti. Ludovicus Idéo, Episcopus Liparensis, testamento an. 1879 instituit legatum pro erectione novae Cathedralis in loco centrali, cum iam existens, sita in praerupto et fere deserto colle, incommoda et impervia esset oppidanis. Summa relicta, non computato decimarum credito inexigibili, constabat libellis nitidis 101, 800. Huius legati executorem fundator nuncupavit Episcopum Liparensem *pro tempore*, exclusa quacumque etiam indirecta ingerentia laicae auctoritatis, et has leges adiecit, nempe ut: 1° erectio novae Cathedralis esset saltem incipienda intra sexennium a die secutae possessionis novi Episcopi computandum; 2° hoc termino inutiliter elapso, ad legatum vocaretur dioecesanum Seminarium; 3° Seminario autem posito in impossibilitate acceptandi vel usufruendi dicto legato, substitueretur locale Institutum Sororum a caritate; 4° et his renuentibus, vocarentur pauperes suae dioecesis.

Interim Episcopo Idéo defuncto, eidem anno 1881 successit Marianus Palermo, qui, reputans relictam summam non satis esse pro novae Cathedralis aedificatione, consilium iniit novam sternendi dumtaxat viam a puncto centrico oppidi, quae removeret difficultates accessus ad iam extantem Cathedralem. Pro huius viae molitione, nonnullis gradibus temperandae, expensae, iuxta periti architecti relationem, supputabantur in libellis 40,000; quibus occurri poterat pro dimidia parte cum fructibus summae ut supra cumulatis, pro alio autem dimidio cum distractione partis sortis capitalis, ita

ut haec reducta maneret ad libell. 80,000. Huius vero residuae summae annuum foenus in libell. 4000 divisum manebat inter duo alia Instituta a fundatore subordinate vocata, nempe libell. 1500 favore Seminarii dioecesani, et libell. 2500 favore Sororum a caritate.

Super hac pii legati Idéo immutatione Episcopus Palermo ut tuto procederet; satius duxit hanc S. C. interpellare; quae per rescriptum a. 1886 iussit exquiri votum Archiepiscopi metropolitani Messanensis, qui, dum sese favorabilem exhibuit propositae legati inversioni praesertim quoad novae viae constructionem, tamen innuit incommoda exoriri posse ex parte laicae potestatis. Hisce acceptis eadem S. C. rescripsit Episcopo Palermo, ut haec obstacula removere curaret. Translato interim Episcopo Palermo ad Sedem Platiensem, novae difficultates enatae sunt praesertim ex parte Oeconomatus generalis beneficiorum vacantium, qui contendens legatum Idéo esse iam Seminario devolutum, illud sibi vindicare satagebat. De hoc edocta S. Congregatio rescripto diei 30 Novembris 1889 novo Episcopo Natoli concessit « facultates necessarias et opportunas ad hoc ut, de consensu Archiepiscopi Messanensis, super iisdem precibus statuat ac gerat quidquid causae piae magis utile ac opportunum in Dño expedire iudicaverit ».

Defuncto Episcopo Natoli, ad Sedem Liparensem promotus fuit an. 1898 Nicolaus Audino, qui sollicitus fuit curare executionem constructionis novae viae, ad exitum nondum deductae. Insuper cum numerus clericorum Seminarii Liparensis valde tenuis evasisset, eos in Seminarium Iaciense transtulit. Sed haec agendi ratio displicuit Sororibus a caritate, quae, timentes ne reditus sibi assignatus ex pio legato imminueretur, et insuper perpendentes nullum ius proferre posse Seminarium ex eo quod illud amplius non extabat, recursum obtulerunt ad S. C. EE. et RR. quae, habitis super dicto recursu informationibus ab Episcopo Audino, die 19

Iulii 1903 rescripsit, dictum legatum ex integro spectare ad Sorores caritatis, ac proinde in alios usus ne in parte quidem distrahi posse. Imo translato Episcopo Audino a. 1903 ad ecclesiam Mazariensem et electo Episcopo Liparensi Francisco Raiti, praefatae Sorores institerunt apud S. C. EE. et RR. ut reditus legati Idéo in residua summa libell. 60,000 sibi adiudicaretur exclusive: ipsae enim timebant ne huiusmodi reditus pars assignaretur alteri novo Instituto opera cuiusdam Sororis Franciscalis exorto.

Verum cum municipium Liparense minaretur instituere actionem iudicialem contra duos enunciatos Episcopos pro complemento constructionis incoeptae viae, cui amplius occurri non poterat fundis et reditibus legati Idéo, obstante memorato rescripto, duo praefati Episcopi, ad vitandum conflictum iudiciarium, ad S. C. EE. et RR. exhibuerunt memoriale, allegantes supra citata S. C. C. rescripta. Praemisso enim quod citatum Decretum C. EE. et RR. nullitate laborare videbatur utpote obreptitium et subreptitium, duo Episcopi praeter sanationem pro summis ex legato iam erogatis in dictam accessus viam, expostulabant ut facultas concederetur complendi constructionem eiusdem viae, atque insimul residuam summam erogandi in favorem Seminarii ac Sororum caritatis.

Huiusmodi petitio a S. C. EE. et RR. ad hanc S. C., utpote iam praeventam per plura iam a se edita rescripta ante impugnatum Decretum, remissa fuit.

Animadversiones. Profecto quod piae morientium dispositiones sint ad unguem servandae est canon iuris, quo non vulgatior alter. Atqui Episcopus Idéo in suo legato tria opera taxative vocavit, servato substitutionis gradu; hinc nulli interpretationi locus fieri potest. Quare sive sanatio pro summis iam erogatis ex legato in dictam viam accessus, sive postulatio detractionis novae summae in eius complementum, non videtur esse concedenda. Eo vel magis id est tenen-

dum, quia hoc aliis causis piis evadit praeiudicialis. Neque petita legati inversio videtur posse cohonestari, sive ex factis a municipio Liparensi minis intentandi civile iudicium, cum, iuxta appositam in testamento clausulam, eius ingerentia sit penitus exclusa; sive ex plena fiducia collata a testatore in Episcopo Liparensi *pro tempore*, quia fiducia haec in legatario eo sensu collocata fuit, ut factas dispositiones servaret, non autem ut eas anteverteret.

Insuper duo Episcopi petunt ut residuum reditus applicari possit favore Seminarii et Sororum a charitate, sed huic petitioni videntur contradicere tum rescriptum S. C. EE. et RR., iuxta quod summa legata ex integro cedere deberet in emolumentum Sororum caritatis, tum testatoris voluntas quia haec duo entia vocata sunt ad legati participationem non simultanee sed successive, servato substitutionis gradu.

Reapse de bono Seminarii iure non videtur posse dubitari. Iuxta siquidem testamentum in defectu novae Cathedralis, quum secundo loco succedebat Seminarium, plus quam 20 anni effluxi sunt a morte Episcopi Idéo, et voluntas testatoris, pro erectione novae Cathedralis intra sexennium incipienda, numquam executioni fuit mandata. Neque ipsum dici potest extinctum ex facto quod eius clerici, attento tenui horum numero, translati sunt in Seminarium Iaciense. Quin imo ex adverso haec videtur potissima ratio ut eidem propria iura vindicentur, adiudicando ex integro legatum Idéo, ut ipsum redintegrari possit in civitate Liparensi.

Ex altera vero parte non videntur deesse graves rationes, quae concessionem petitae gratiae suadent. Sane aliquando adesse possunt iusta et necessaria motiva pro piarum voluntatum commutatione, praesertim quando pia testatoris dispositio ad actum traduci non potest. In huiusmodi casu, quod prudens commutatio sit etiam necessaria, facile deprehenditur, ut tenet Barbosa ex Conc. Trid. *(Sess. 22, cap. 6 de reform.)*, et Pignatelli *(tom. 4, cons. 48, n. 12)*; hinc po-

tius quam commutari, videtur testatoris voluntas interpretari, quatenus si id fuisset praevisum, testator aliter disposuisset, ut haec S. C. pluries suis decisionibus sancivit, signanter in *Nullius Piscien.* 21 Iunii 1721, in *Anagnina* 27 Iulii 1522, in *Civitatis Castelli* 13 Martii 1522. Cfr. Fagnanus *(Decret., lib. 3, cap. Nos quid, n. 31).*

Atqui legatum in themate adimpleri non poterat ex duplici causa. Primo quia expensae praesumptae pro novi operis molitione in libell. 120,000, iuxta peritiam redactam ab architecto et super qua sese fundavit Episcopus Idéo, veritati non congruebant, cum longe maior summa pecuniae erat necessaria. Secundo quia idem testator prae oculis habuit summam ex decimis non solutis retrahendam, quae tamen in praxi est inexigibilis. Quare Episcopus Palermo testatoris successor et executor testamentarius ex iusta et necessaria causa censuit voluntatem disponentis alio modo adimplere, non solum quia huiusmodi facultas commutandi pias defunctorum voluntates videtur Episcopis tamquam Sedis Apostolicae delegatis competere *ex cap. 6, sess. 22 Conc. Trid., de Reform.* iuxta auctores inibi a Barbosa allegatos, sed potissimum quia putavit, id respondere voluntati ipsius Idéo, qui in vivis existens novae viae constructionem peroptaverat.

Verum quia in casu non erectionis Cathedralis, alii aderant vocati, Episcopus Palermo opportunis facultatibus rescripto huius S. C. diei 30 Nov. 1889 se munivit pro inversione legati in dictam viae constructionem, ita tamen ut reditus ex residuo legato Idéo particeps fieret tum Seminarium tum Institutum Sororum a caritate. Posita igitur hac S. Sedis concessione, quae est suprema moderatrix piarum voluntatum, nunc supervacaneum est proferre sive ius Seminarii ad exclusivum usum legati, utpote secundo loco vocati, sive etiam ius Sororum caritatis sibi legatum vindicantium ex supra relato decreto S. C. EE. et RR., quum hoc rescriptum omni robore destituatur, utpote editum a praefata S. C.

inscia facultatis iam obtentae ab Episcopo Palermo peragendi inversionem legati Idéo.

Decisio. Emi Patres S. C. C., re ad trutinam vocata, die 27 Iulii 1907 respondere rati sunt:

Servetur rescriptum S. C. diei 30 Novembris 1889; et ad mentem, facto verbo cum SSmo.

TARBIEN. SEU PARISIEN.

NULLITATIS MATRIMONII

Matrimonium declaratur nullum ex capite clandestinitatis.

Compendium facti. Die 29 Augusti 1894 in paroecia loci Aquensis vulgo *Bagnère-de-Bigorre*, dioecesis Tarbiensis, Iulia I.... vicesimum aetatis annum vix incoepta, et Henricus A.... annorum circiter 28, matrimonium illud contraxerunt, quod modo mulier uti nullum ex capite clandestinitatis denuntiat, eo quod celebratum fuerit coram parocho non proprio, absque ulla parochi vel Ordinarii alterutrius coniugis delegatione.

Siquidem Iulia suum fovebat domicilium apud parentes in civitate vulgo *Menton*, dioecesis Niciensis, ubi eius pater munere architecti fungebatur; e contra Henricus a duobus fere annis, uti iudex supplens, in urbe Palo vulgo *Pau* dicta, dioeceseos Baionensis, commorationem faciebat. Interim accidit ut familia Iuliae, valetudinis curandae causa alterius filiae, mense Augusti an. 1893 peteret vicum Aquensem, ut inibi duos circiter aestivi temporis menses transigeret. Sed, quum mense Septembri eiusdem anni ad finem vertente, filia aegrotans aliquid solaminis ex hac mora caperet, consilio medici commoratio de mense in mensem procrastinata fuit. Tunc temporis actum fuit de nuptiis ineundis inter Iuliam et Henricum, quem illa cognovit durante hyeme anni 1892 et 1893 in loco Palo.

Mense vero Ianuarii 1894 Iulia una cum patre, negotiorum causa vico Aquensi relicto, Mentonum profecti sunt, cum proposito ibi nuptias celebrandi proximo mense Maio. At cum mater, ob filiae morbum, in vico Aquensi permanere adhuc cogeretur, tum Iulia tum eius pater mense Aprilis 1894 illuc sese contulerunt, adeo ut ibi mense Augusti coniugium contractum fuerit. Tunc coniuges alio perrexerunt, ubi Iulia duos fere annos cum viro transegit, sed cum discordiae inter sponsos exortae fuerint, mulier maritalem domum dereliquit.

Hinc, indulta prius ab hac S. C. Episcopo Tarbiensi facultate deputandi Curiam Parisiensem pro confectione processus in casu, Iulia dum Parisiis degeret, die 9 Martii 1906 Emo Archiepiscopo Parisiensi supplices preces porrexit pro declaratione nullitatis matrimonii obtinenda; et eadem Parisiensis Curia die 6 Aprilis 1907 sententiam edidit: *Constare de nullitate matrimonii in casu, salva tamen legitimitate prolis.* Ab hac tamen sententia apud hunc S. O. provocavit Parisiensis Defensor matrimonii.

Dubium. *An sententia Curiae archiepiscopalis Parisiensis sit confirmanda vel infirmanda in casu.*

Decisio. Sacra C. Concilii in comitiis generalibus diei 27 Iulii 1907 respondit:

Sententiam esse confirmandam (1).

---

(1) Ratio est quia ex una parte neque uxor neque vir tempore initi matrimonii, domicilium vel quasi-domicilium habuerunt in vico Aquensi; ex altera vero parte parochus dicti vici excepit consensum nupturientium absque ulla delegatione parochi vel Ordinarii alterutrius coniugis.

Ad rem adnotare iuvat quod inter doctores agitatur quaestio, num quasi-domicilium parentum sit communicabile filiofamilias in minori aetate constituto in ordine ad matrimonium contrahendum, etiamsi alibi hic habitaret. Sunt enim qui hoc affirmare videntur, exemplum sumentes ex communicatione domicilii parentum. Ita Gasparri *(de matr., tom. 2, n. 1104)* docet: « Filius (vel filiafamilias), valide semper contrahit coram parocho domicilii aut quasi-domicilii parentum, quia eorum domicilium vel quasi domicilium, si existit, se-

ELBOREN.

MATRIMONII

Dispensatur ad cautelam matrimonium inconsummatum, quod impetitur etiam uti nullum tum ex contractus simulatione tum ex conditione substantiae matrimonii contraria.

Factum. Antonius L...., dum ipse degeret in loco vulgo *Montemor o Novo* archidioeceseos Elborensis in Lusitania, et antequam nuberet Franciscae A...., ex quadam concubina habuit et filiam Isabellam L...., quam in baptismatis actu legitime recognovit. Interim die 21 Oct. 1889 accidit ut dicta Isabella, tunc 13 aetatis annum vix egressa, a suae novercae fratre Antonio stupraretur. Quod ob crimen, instante puellae patre, vulgaris malefactor per sententiam diei 4 Nov. 1892, quae in rem iudicatam pertransiit die 16 Maii 1893, damnatus est ad ulterutram suo arbitrio eligendam poenam, nimirum vel ad octo deportationis annos, vel ad carcerem quinque fere annorum.

At cum huiusmodi sententia ex Lusitana lege in irritum redigi posset per subsequentes nuptias inter violatam ac violatorem contractas, hinc amici et propinqui utriusque familiae omnem moverunt lapidem ut pater Isabellae Isabellaque

---

quitur. At ipse potest alibi commorari, et obtinere quasi-domicilium, ideoque valide contrahere etiam coram parocho illius loci ». Cfr. etiam Wernz *(Ius Decr., tom. 4, n. 179)*. E contra sunt alii qui tenent quasi-domicilium non esse communicabile sed mere personale, quum personales sint animus et intentio commorandi in loco per maiorem anni partem. Nam Feije haec tradit *(de imp. et disp., n. 204)*: « Quod autem dictum fuit de retinendo vero patris vel tutoris domicilio, etiamsi filius cum eo amplius non habitet, id non est applicandum quasi-domicilio patris vel tutoris; hoc enim habet quidem filius cum eo habitans, non vero illud sequitur et retinet quando cum eo amplius non habitat ». At quidquid sit de hac iuridica quaestione, certum tamen est quod, etiam in sententia de communicabilitate quasi-domicilii parentum filiis, agi non potest, vivente et alias degente patre, nisi de communicabili quasi-domicilio patris, non vero matris; patria enim potestas, vivente patre, in ipso solo residere censetur *(N. R.)*.

ipsa, ut reus a poena luenda liberaretur, in matrimonium consentirent. Restitit primum infelix pater, sed deinde precibus ac instantiis pressus, atque praesertim metuens ne secus propria uxor in mentalem alienationem prae dolore incideret, tandem permisit quoddam iniri coniugium, obtento tamen prius a leviro stupratore chirographo, quo hic promittebat se vitam coniugalem cum Isabella non instauraturum, immo nec ut illa instauraretur conaturum. Hoc autem compromissum etiam a patre sponsi subscriptum fuit die 2 Iunii 1893. Imo ad maiorem rei firmitatem summa 2.000.000 *reis*, quae undecim circiter libellarum italicarum millibus aequivalet, loco pignoris habenda, tradita fuit patri sponsae.

Die vero 7 Iunii 1893, praehabita etiam a bannis dispensatione, Isabella, iam in aetate 17 annorum constituta, per adlectum procuratorem religiosas nuptias celebravit cum dicto Antonio annorum 25, in matrici paroecia S. Mariae in eadem urbe *Montemor o Novo* extante. Sed hae nuptiae, quae malo fato initae fuerunt, peiorem quoque exitum habuerunt. Vir enim promissis haud stetit, sed die 31 Maii 1894 atque die 6 mensis insequentis ad iudicem laicum confugit ut uxor, quae una simul cum proprio patre vitam ducebat, ad tramitem iuris sibi iudicialiter traderetur. Verum pater Isabellae ipsaque filia, ut iudicis citationem vitarent, clam aufugerunt, atque Isabella prius in loco *Cheminé*, postea vero Lisbonae delituit. Deinde die 7 Iunii 1894 tum vir tum eius pater iterum ad iudicem provocarunt, hic petens ut, quum inita pactio de vita coniugali non instituenda esset prorsus irrita, pignus patri sponsae traditum una cum foenoribus sibi restitueretur; ille autem postulans ut dos Isabellae sibi traderetur. Tandem, cum haec omnia in irritum cessissent, idem maritus mense Febr. 1900, insimulans uxorem adulterio, quo crimine lex Lusitana marito adiudicat uxoris bona, ab ea separationem legalem petiit. Sed huiusmodi accusationem mulier dato libello refutavit.

Demum eadem Isabella, ne aliis sponsi molestiis vexaretur, ineunte mense Martii 1901 Archiepiscopum Elborensem adire censuit, expetens ut suum cum Antonio initum coniugium, ratum et nondum consummatum, irritaretur ex defectu consensus, quia celebratum fuerat sive accedente fictione sive apposita conditione contra ipsius matrimonii substantiam. Archiepiscopus autem, oblatas sibi preces excipiens, praeter actricem excutere sub iuramento curavit, tam in propria quam in Lisbonensi Curia, testes septimae manus a muliere inductos; vir autem, quamvis citatus, non comparuit. Et die 21 Nov. eiusdem anni ipse Metropolitanus Praesul matrimonium in casu validum ac firmum declaravit.

A qua tamen sententia quum appellasset Isabella ad Sectionem Pontificiam recursuum in tribunali ecclesiastico Elborensi existentem; haec, in vim specialis mandati Sedis Apostolicae, die 2 Dec. 1904, praehabitis quatuor ex suis Consultoribus votis, causae revisionem ob fundamenti legalis defectum denegavit, atque sententiam Curiae confirmavit. Tunc actrix quum ad supremum Summi Pontificis tribunal confugisset, expostulans annullationem sui matrimonii vel saltem dispensationem super rato et non consummato; haec S. C. Emo Patriarchae Lisbonensi munus commisit novum conficiendi processum, in quo audita est sub iuramento mulier una cum aliis testibus ab ipsa inductis. Omnibus igitur actis ad hunc S. O. transmissis, in quibus, prouti saltem ex actibus processualibus coniicere licet, interventus Defensoris matrimonialis desideratur, causa proposita est discutienda.

Allegationes patroni. Advocatus, qui Isabellam patrocinatur, orationem suam in duplicem dispertitur partem, in quarum prima agit de matrimonio irrito, in altera vero de matrimonio non consummato in casu. Primam partem evincere adnititur ex defectu consensus proveniente tum ex contractus simulatione tum ex apposita conditione substantiae matrimonii contraria.

Et imprimis disserens de matrimonio simulato, refert doctrinam canonicam hac de re, prout nempe traditur a Gasparri *(De matrim., vol. 2, n. 908, 911, 912, 919 et 922, edit. 3)*. Iamvero Isabellam matrimonium contrahere noluisse, vel certe intentionem non habuisse coniugii onera suscipiendi, ex actis apparere ait patronus. Causa enim, quae Isabellam impulerat ad matrimonium simulandum, in eo fuit quod nisi nuptiae fierent, gravissima mala impendebant; nam Antonius vel detrudebatur in carcerem vel pellebatur in exilium, et ipsius Isabellae noverca vitâ periclitabatur.

Posita igitur simulandi causa, simulationem revera intercessisse evinci ait advocatus ex adiunctis, quae sive *ante nuptias*, sive *in nuptiis*, sive *post nuptias* evenerunt. Sane *ante nuptias* datum quidem fuit Isabellae consilium nubendi Antonio; sed tum ipsa tum pater eius obstiterunt, neque a suo recesserunt proposito, nisi quum, mutata sententia, cogitatum fuit de matrimonio simulando. Hinc communis inter amicos et notos insedit persuasio, simulacrum matrimonii non alium in finem celebrari, quam ut Antonius poena liberaretur. Praeterea huiusmodi finem *in nuptiis* intentum coniuges exterioribus signis patefecisse contendit patronus. Isabella enim, die nuptiarum adveniente, matris sepulcrum adiit, ibique coram testibus iuramentum emittit, se nunquam vitae consortium cum Antonio inituram. Et ipse Antonius antequam iret ad ecclesiam, exarata scriptura, pollicitus est, iuribus matrimonialibus in perpetuum renuntiare. Tandem Isabella *post nuptias* neque Antonii uxorem esse, neque coniugalibus officiis teneri se professa est.

Nec aliter facto se gessisse Isabellam tenet advocatus. Nam in primis ipsa fugam arripuit, quum Antonius, ut uxoris dotem acquireret, vitam coniugalem instituere ope iudicis conatus est. Imo quum Isabella delituerit Lisbonae, semper in promptu habuit chirographum, quo, si Antonius ad eam repetendam intentasset actionem, petere posset a iudice ut,

potius quam viro traderetur, tuta poneretur in domo, usquedum divortium decerneretur. Eadem denique actrix post patris mortem obstitit, ne Antonius ullam partem haberet in haereditate administranda. Unde patrocinator concludit indicia hucusque recensita ea esse quae moralem certitudinem inducere valent in themate de vera matrimonii simulatione agi, non enim tot ac tanta indicia allata sunt ad ostendendam simulationem v. g. in causa *Parisien.-Matrimonii* coram hac S. C. die 7 Martii 1885 ventilata (1).

Praeterea nullitatem matrimonii in casu deducit patronus ex conditione contra substantiam ipsi contractui apposita. Iamvero dum ex una parte in propatulo est matrimonium esse irritum, si coniuges conditionem ponant quae illius substantiae adversetur; ex altera vero certum item est conditionem, quam ponunt coniuges de coito vitando, contra substantiam haberi, ut tradit Gasparri *(loc. cit., n. 1000).* At Isabella super matris sepulcro iam ante nuptias se obstrinxit iureiurando, se nunquam viro coituram. Et ipse Antonius suo chirographo accessit mulieris voluntati, dum promisit se nunquam tentaturum ut sibi coniugalia iura vindicaret.

Deinde advocatus praecipue impetit assertionem Curiae quod nempe « Antonius non renuntiavit iuri ad coitum, sed promisit se iure non usurum; qua proinde distinctione admissa, matrimonium iuxta nonnullos initum haberi non solet ». At e contra advertit recensitam distinctionem in forum deducendam non esse, quum ex communiter contingentibus praesumi nequeat, coniuges in iure canonico imperitos, conditione apposita, excludere voluisse ius coniugale, sed eiusdem dumtaxat usum. Caeterum, etiamsi hoc detur, standum esse ait communiori et probabiliori sententiae, quae vult matrimonium esse irritum, licet coniuges usui tantum proprii iuris nuntium miserint. Ad rem conferri possunt ea quae tradit Gasparri *(loc.*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 18, pag. 14.

cit., n. 1007 et 1010), quamvis ipse sententiam contrariam amplectatur. Quinimo idem auctor *(ibid., n. 1005 et 1006)* ex indiciis dignoscendum esse tenet, utrum ius coniugale fuerit exclusum, an vero iuris usus tantum impeditus. Iam age, arguit advocatus, in themate non modo habetur conditio nullis terminis circumscripta, sed insuper indicia clariora ad ipsum ius coniugale excludendum, praesertim ex chirographo desumpta.

Accedens denique patronus ad alteram suae orationis partem, qua evincere intendit matrimonium in casu inconsummatum mansisse, argumentum desumit *ex coarctata* nuncupatum, quatenus nempe coniuges ne uno quidem momento sub eodem tecto convixerunt. Et hoc ut ostendat duo distinguit tempora, quorum primum protenditur a die nuptiarum usque ad fugam Isabellae in urbem Lisbonensem, alterum vero annos insequentes complectitur.

Porro, quoad prius temporis spatium, adest libellus ipsius Antonii, qui iudicem adiens ut uxorem cogeret ad vitam coniugalem instaurandam, narrat se, ut id assequeretur, frustra hactenus institisse. Item extat relatio Notarii, qui, quum una simul cum iudice accessisset ad villam *Cheminé*, ut Isabellam illam imperio legis traderet Antonio, munus sibi commissum exequi non valuit, quia ipsa iam delituerat.

Quoad alterum vero tempus, ex quo actrix Lisbonam se contulit, simul non convixisse coniuges patere ait patrocinator ex eo quod Antonius, prout constat testimonio publica auctoritate recognito, continuo in urbe *Montemor o Novo* mansit; dum e contra Isabella, plurimis fatentibus testibus, nunquam illam in urbem rediit. Imo, etiamsi admittatur quod Antonius aliquando Lisbonam se contulerit, non ideo tamen cum Isabella convixisse contendit ipse. Initio enim, circiter per annum, actrix fuit hospes quarumdam matronarum Lisbonae. Et ipsa Isabella, hoc in hospitio recepta, libellum a. 1894 exaravit, quo iudicis opem implorabat, si Antonius actionem

iterum intentasset ad eam repetendam, atque divortium postulabat ea lege ut, iudicis auctoritate, apud easdem matronas interim custodiretur. Hoc idem, prosequitur patronus, liquet etiam pro sequentibus annis, quos Isabella transegit usque in hodiernum diem apud patris amicum. Etenim concipi nequit quomodo Isabella commercium habere potuerit cum viro, dum ipsa opem iudicis implorabat ne ab eo repeteretur per chirographum, quod sequentibus annis eadem renovavit.

Imo coniuges aliquando simul convixisse excludit factum, quod a die nuptiarum acriter inter se decertarunt. Vix enim celebrato matrimonio, Antonius iudicem adiit ad uxorem repetendam, atque eius patrem usque ad mortem litibus vexavit: postque eius obitum, opes filiae arripere festinavit, dolosam iniens cum actricis fratre locationem dotis. Et eo usque pervenit ut, ad hoc assequendum iuxta legis Lusitanae praescripta, Isabellam adulterio accusare haud dubitavit; quo a scelere se facile purgasse actricem sustinet advocatus. Prostat demum ipsius Antonii confessio, quum ipse anno 1900 apud iudicem Elborensem, Isabellam adulterio incusando, hoc eidem vertit vitio, quod sibi hactenus convivere recusaverat. Idque eo magis tenendum, quia quot sunt testes, qui vel Elborae vel Lisbonae ad testificandum sunt vocati, tot sibi firmam esse persuasionem de matrimonio non consummato praedicant. Quapropter concludit patronus, pro certo habens ut matrimonium in casu nullum declararetur, sin minus ut benigna concedatur a Summo Pontifice dispensatio super rato et non consummato.

Animadversiones Defensoris vinculi ex officio. Vindex matrimonii prae primis insurgit contra defectum canonicae uti vocant procedurae, quando nempe huiusmodi causa agitata fuit in Curia Elborensi, sive prima vice in tribunali dioecesano, sive altera vice in tribunali extraordinario Apostolica auctoritate constituto, adeo ut inter alias irregularitates omissum fuerit examen actricis. Et quamvis haec

S. C. die 9 Iulii 1904 processum ex novo conficere demandaverit Curiae Lisbonensi, haec tamen minus recte munere suo functa est, quum v. gr. omiserit citationem et excussionem viri, nec non interventus Defensoris vinculi in interrogatoriis uxoris et testium, prout saltem ex actis constat.

Ad causae meritum transiens Defensor sacri vinculi, memorat ex triplici capite matrimonium in casu impeti ab actricis patrono. Et primo quoad assertam nullitatem ex simulatione consensus, ipse praemittit admitti non posse auctoritatem *Glossae (ad cap. 26 de sponsal.*, voc. *Mulierem),* secundum quam si conditio aliqua non fuerit expressa in actu celebrationis, habetur ut non apposita, quasi tacite ei nuntio dato per silentium. Nam cum nulla lex praescribat ut conditionis appositio, saltem ad validitatem, fiat in actu celebrationis matrimonii, res iure ante-tridentino regitur, quod, saltem ad validitatem, id non praecipit. Praeterea non satis probatum est, quod coniuges nonnisi nudum matrimonii simulacrum peragere intenderint; eo magis quod auditus non fuit vir, nec canonice contumax declaratus. Dein inverosimile est, quod nempe coniuges, etiam ad aliquod periculum vitandum, in celebratione coniugii nihil aliud intendant quam simplicem repraesentare comoediam omni effectu ethico-iuridico destitutam. Idque eo vel magis tenendum est quia, iuxta communiter contingentia, in themate magis fuit appetibile verum coniugium, v. gr. quia melius consulebatur honori puellae, vel quia secus sponsi se iniecissent in magnas difficultates ob fere impossibilitatem se liberandi a praetenso vinculo per matrimonium simulatum contracto.

Neque secundo loco admitti posse contendit probatam esse in themate nullitatem matrimonii ex capite consensus vitiati ob adiectam substantiae coniugii contrariam conditionem. Quamvis enim et ipse concedat matrimonium fuisse intentum ac celebratum cum limitatione iurium coniugalium, negat tamen limitationem eiusmodi prouti substantialem ha-

bendam esse. Hocque probare satagit tum ex eo quod praesumendum est coniuges valide contrahere voluisse, tum ex eo quod limitatio illa, saltem secundum plurium theologorum ac canonistarum placita, optime conciliatur cum matrimonii substantia. Limitationem enim, si quae fuit apposita, intelligendam dumtaxat esse sustinet quoad iurium coniugalium exercitium, adeo ut consensus substantialiter vitiatus dici non possit. Non enim posita fuit limitatio sub modo inhonesto v. gr. *si adulterium feceris..., si prolem omnino vitabis...*; sed modo per se honesto, seu non accedendi ad invicem. Iamvero Schmalzgrueber, quamvis probabiliorem videri dicat sententiam negantem esse validum matrimonium sub conditione bonis matrimonii contraria initum, tamen, si haec modo honesto ponatur, censet sententiam contrariam admodum probabilem. Quam quidem sententiam idem auctor *(Comm. in Decret. Gregorii IX, n. 119)* late exponit. Exinde concludit si res in iure est dubia, in facto tamen valere illud: *in dubio standum est pro matrimonio.*

Accedens demum ad assertam matrimonii inconsummationem, haud probandum censet comma sententiae Elborensis, ubi edicitur quod matrimonium *solvi poterat dumtaxat per professionem religiosam:* quum haec verba, saltem prima fronte, videantur excludere potestatem in Ecclesia dissolvendi matrimonium ratum nisi vi professionis religiosae. Addit depositiones testium potius observationes subiectivas apparere, seu magis quam de facto non cohabitationis, referre de testium persuasione circa illius inexistentiam, aut etiam non esse tales ut excludant possibilitatem quod sponsi, saltem ad breve tempus, permanserint soli.

Quapropter Defensor matrimonii censet in casu novum ex integro et ad iuris tramitem processum instituendum esse, exquisito ac excusso viro etiam quoad matrimonii inconsummationem, vel saltem medendum defectibus informium actorum nunc extantium per processum suppletorium.

Dubia. I. *An constet de matrimonii nullitate in casu.*

Et quatenus negative:

II. *An sit praestandum consilium SSmo pro dispensatione matrimonii rati et non consummati in casu.*

Resolutio. Emi Patres S. C. C., re sedulo perpensa in plenario coetu diei 27 Iulii 1907, responderunt:

Ad I. *Providebitur in secundo.*

Ad II. *Affirmative ad cautelam* (1).

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

Conceditur indultum Missae de requie in S. Missionibus.

Augustinus Veneziani, Procurator generalis congregationis Missionis, ad Pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humillime implorat, ut quoties a presbyteris eiusdem congregationis de Ordinariorum consensu sacrae Missiones in quibuslibet ecclesiis peraguntur, cantari inibi valeat unica Missa de requie pro animabus defunctorum, postrema die earumdem Missionum, vel alia die deligenda, etiam occurrente Officio duplici.

Et Deus etc.

Sacra Rituum Congregatio, utendo facultatibus sibi specialiter a Sanctissimo Domino Nostro Pio Papa X tributis, attentis expositis, benigne annuit pro gratia iuxta preces ad

(1) Sacra Congregatio in sua sententia ferenda potius sequi maluit viam gratiosae dispensationis, quippe quae est brevior ac tutior. *Brevior*, quia pro obtinenda dispensatione matrimonii sufficit unica tantum sententia favorabilis; dum e contra pro nullitatis declaratione habenda requiruntur omnino duae sententiae conformes. *Tutior*, quia in themate inconsummatio evidenter constat; quod certe dici nequit de nullitate ex defectu consensus. Attamen quum non exulet rationabile dubium etiam de coniugii nullitate, hinc dispensatio ipsa conceditur dumtaxat *ad cautelam*, seu in hypothesi quod matrimonium sit validum *(N. R.)*.

proximum decennium: dummodo non occurrat duplex primae vel secundae classis, festum de praecepto servandum, Feria, Vigilia vel Octava quae sint ex privilegiatis: servatis Rubricis, contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 2 Martii 1906.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

MEXICANA

Approbantur formulae benedicendi et imponendi sacrum Numisma B. M. Virginis de Guadalupe.

Ad satisfaciendum fidelium Mexicanae ditionis pietati erga Deiparam Virginem de Guadalupe, novae Hispaniae patronam, iamdiu in more positum fuit, ut numismata cuderentur, quae ex una parte SSmam Trinitatem referunt hispanico verbo *Trisagium* circumscripto, e versa autem ipsam Beatam Mariam Virginem de Guadalupe, cum sequentibus verbis: *Santa María de Guadalupe Patrona de los Mexicanos* aliisque. Haec vero numismata ex Apostolicis litteris diei 12 Iunii 1903 approbata plurimisque indulgentiis ditata quotannis christifidelibus diribentur. Quibus omnibus permotus, Rmus Dnus Prosper Maria Alarcon Archiepiscopus Mexicanus, quasdam ritus formulas pro benedicendis atque imponendis huiusmodi numismatibus concinnandas curavit easque supremae Sanctissimi Domini Nostri Pii Papae X sanctioni humiliter subiecit.

Quare ad iuris tramitem, quum Emus et Rmus D. Cardinalis Sebastianus Martinelli Relator exhibitas binas formulas in Ordinario Sacrorum Rituum Congregationis coetu subsignato die ad Vaticanum coadunato proposuerit, Emi et Rmi Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, re mature perpensa, auditoque R. P. D. Promotore sanctae fidei, rescri-

bendum censuerunt: *Pro gratia et ad Emum Ponentem cum Promotore Fidei.*

Die 5 Martii 1907.

Denique hisce Santissimo Domino Nostro Pio Papae X ab infrascripto S. Rituum Congregationi Cardinali Praefecto relatis, Sanctitas sua sententiam Sacri ipsius Consilii ratam habens suprascriptas formulas ad benedicenda riteque fidelibus imponenda numismata B. M. V. de Guadalupe suprema auctoritate Sua lubenter approbavit (1).

Die 6 iisdem mense et anno.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius,*

FORMULA BENEDICENDI SACRUM NUMISMA IN HONOREM BEATAE MARIAE VIRGINIS DE GUADALUPE

Sacerdos, indutus superpelliceo ac stola alba, dicat:

℣. Adiutorium nostrum in nomine Domini.

℟. Qui fecit coelum et terram.

℣. Domine, exaudi orationem meam.

℟. Et clamor meus ad te veniat.

℣. Dominus vobiscum.

℟. Et cum spiritu tuo.

Oremus

Bene ✠ dic, Domine, haec numismata in honorem et gloriam Sanctissimae Trinitatis excusa, necnon in venerationem ac laudem semper Virginis Mariae sub appellatione de Guadalupe: et concedere dignare, ut quicumque horum quodli-

(1) Rescriptum autem concessionis huius facultatis est sequentis tenoris: « Sacra Rituum Congregatio, utendo facultatibus sibi specialiter a Sanctissimo Domino Nostro... tributis, benigne... indulsit ut orator benedicere possit et fidelibus imponere sacrum Numisma in honorem Beatae Mariae Virginis de Guadalupe: dummodo apprime servet formam superius adnotatam atque expressus accedat sui Rmi Ordinarii dioecesani consensus. Contrariis non obstantibus quibuscumque. Die.... » *(N. R.)*

bet devote gestet, semper stabilis in fide servetur, ab animae et corporis periculis liberetur, et pro infinita misericordia tua per invocationem Sanctissimae Trinitatis et per merita Beatae Virginis Mariae sine originali labe conceptae, e malignorum spirituum insidiis eripiatur, et sanctis sacramentis munitus pie decedat. In nomine Patris Omnipotentis, et Iesu Christi Filii eius, Domini nostri, et Spiritus Sancti Paracliti, et in charitate eiusdem Domini nostri Iesu Christi, qui venturus est iudicare vivos et mortuos et saeculum per ignem.

℟. Amen.

Oremus

Deus, qui sub beatissimae Virginis Mariae singulari patrocinio constitutos perpetuis beneficiis nos cumulari voluisti; praesta supplicibus tuis: ut cuius hodie commemoratione laetamur in terris, eius conspectu perfruamur in coelis. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Deinde sacerdos aspergit numismata aqua benedicta.

FORMULA IMPONENDI SACRUM NUMISMA BEATAE MARIAE VIRGINIS DE GUADALUPE

Sacerdos, superpelliceo et stola albi coloris indutus, dicat:

℣. Adiutorium nostrum in nomine Domini.

℟. Qui fecit coelum et terram.

℣. Dominus vobiscum.

℟. Et cum spiritu tuo.

Oremus

Deus, qui sub beatissimae Virginis Mariae singulari patrocinio constitutos perpetuis beneficiis nos cumulari voluisti: praesta supplicibus tuis; ut cuius hodie commemoratione

laetamur in terris, eius conspectu perfruamur in coelis. Per Christum Dominum nostrum.

℟. Amen.

Accipe signum congregationis ad corporis et animae defensionem, ut divinae bonitatis gratia et ope Mariae matris tuae, quam sub titulo de Guadalupe nunc specialiter honoras, aeternam beatitudinem consequi merearis. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti.

℟. Amen.

Accipe has litteras, quibus assertus es filius (*vel* asserta es filia) beatae Mariae Virginis sub titulo de Guadalupe; sed tu melius moribus ac pietate te eiusdem filium (*vel* filiam) assere. Interim te cum prole pia benedicat eadem virgo Maria.

℟. Amen.

EX S. CONGREGATIONE CONSISTORIALI

YUCATANEN. SEU EMERITEN.

EVECTIONIS AD TITULUM ET DIGNITATEM ARCHIEPISCOPALEM.

Dioecesis Yucatanensis erigitur in archidioecesim.

Quum rei sacrae procuratio recte ordinata pro temporum locorumque diversitate, spirituali animarum bono promovendo quam maxime conferat, Romani Pontifices, quorum est, pro universali, quam super Ecclesiam exercent iurisdictione, decernere quidquid Religioni provehendae profuturum dignoscitur, nunquam destiterunt, felici qualibet arrepta occasione, fidelium regimini, novis erectis dioecesibus, novisque constitutis ecclesiasticis provinciis, melius aptiusque consulere. Quum itaque nuperrime contigerit ut a clero fidelibusque Yucatanensis seu Emeritensis dioecesis Apostolicae

Sedi preces admotae sint, ut Yucatanensis eadem episcopalis Sedes a metropolitico archidioecesis de Antequera iure eximeretur atque ad metropolitanae Sedis dignitatem et honorem eveheretur, cumque in rem Archiepiscopus ipse archidioecesis de Antequera R. P. D. Eulogius Gregorius Gillow assensum suum praestiterit, SSmus Dnus Noster Pius PP. X, exquisita antea S. R. E. Cardinalium, qui negotiis ecclesiasticis extraordinariis expediendis praepositi sunt, sententia, rei opportunitate perspecta, Yucatanensium votis eo libentius assecundandum censuit, quod Yucatanensis seu Emeritensis episcopalis Sedes, cum a Leone PP. f. r. X anno MDXVIII fuerit erecta, inter antiquiores Mexicanae totius Reipublicae dioeceses merito habeatur. Neque vetustate tantum ipsa praestat sed et aliis nominibus, virorum praesertim nobilitate, qui eidem praefuerunt, quorum non pauci vitae sanctitate, rebusque praeclare gestis Mexicanam regionem non modo sed et Ecclesiam universam illustrarunt. Eadem insuper ecclesia pluribus aliis interiectis dioecesibus, ab ecclesia metropolitana disiungitur, ab eaque longe adeo abest, ut difficilis admodum evadat necessarius inter utramque accessus.

Hisce itaque de causis Beatitudo Sua cunctis quae consideranda erant matura deliberatione perpensis, attento Archiepiscopi archidioecesis de Antequera assensu, quod bonum faustum felixque sit, Dei gloriae Religionisque incremento benevertat, Yucatanensem seu Emeritensem episcopalem Sedem ad metropolitanae Sedis dignitatem et honorem evehendam decrevit in eum qui sequitur modum:

I. Primum itaque Beatitudo Sua, suppleto, quatenus opus sit, quorumcumque in hac re interesse habentium vel habere praesumentium consensu, de Apostolicae potestatis plenitudine episcopalem Sedem Yucatanensem a metropolitico iure archiepiscopalis ecclesiae de Antequera exsolvit atque eximit, eamdemque sub titulo quem praesefert, iisdem-

que sub conditionibus ad archiepiscopalis sedis dignitatem et honorem evehit atque extollit pro uno deinceps Archiepiscopo Yucatanensi; atque ut ordo canonicorum maximi templi ita erectae archidioecesis metropolitanus perpetuo audiat, constituit atque decernit.

II. Dein Archiepiscopo Yucatanensi, post postulationem in Consistorio rite faciendam, eadem Sanctitas Sua usum Pallii et crucis ante se ferendae, ex aliorum Archiepiscoporum more atque sacrorum canonum praescripto, intra ipsius Archidioecesis limites, et non alibi omnino, concedit; itemque omnia alia archiepiscopalia insignia, privilegia, honores et iura quibus ceterae archiepiscopales ecclesiae in Mexicana regione earumque Praesules quomodolibet, non tamen titulo oneroso aut particulari privilegio, fruuntur, potiuntur et gaudent.

III. Yucatanensi archiepiscopali ecclesiae, ut supra, constitutae eadem Sanctitas Sua in suffraganeas assignat et attribuit, episcopales Sedes Tabasquensem et Campecorensem, quas in hunc finem a metropolitico iure Archiepiscopi de Antequera subtrahit atque eximit.

IV. Cum vero Yucatanensis ecclesiae R. P. D. Martinus Tritschler et Cordova a pluribus iam annis sit Episcopus, mandavit Beatitudo sua ut ipse in Archiepiscopum nunc constitutus commissam sibi archidioecesim eodem in posterum iure regat quo hucusque rexit, eumque ab expediendis Litteris Apostolicis sub Plumbo aut sub annulo Piscatoris pro aucta dignitate absolvit et dispensavit.

V. Item voluit Beatitudo sua Yucatanensem eamdem ecclesiam ad archiepiscopalem dignitatem tali modo evectam in aureis florenis de Camera sexaginta sex cum tertia floreni parte taxari et hanc taxam in libris Camerae Apostolicae de more describi.

VI. Ad praemissa vero exequenda eadem Beatitudo sua deputari iussit R. P. D. Iosephum Ridolfi, Archiepisco-

pum titularem Apamensem et in Mexicana Republiea Delegatum Apostolicum, cum facultatibus necessariis et opportunis etiam subdelegandi, ad effectum de quo agitur, quamcumque aliam personam in ecclesiastica dignitate constitutam, nec non definitive pronunciandi super quacumque oppositione in executionis actu quomodolibet oritura, iniuncta eidem obligatione executionis acta authentica forma exarata, ad Sacram hanc Congregationem intra sex menses transmittendi, ut in tabulario eiusdem Sacrae Congregationis asservari possint.

VII. Praesens demum Sanctitas Sua hisce de rebus edi voluit Consistoriale Decretum per Litteras Apostolicas sub Plumbo expediendum, et inter acta referri Sacrae huius Congregationis Consistorialis.

Datum Romae, hac die XI Novembris anno Dñi MCMVI.

Pro R. P. D. Secretario
IULIUS GRAZIOLI
S. C. C. et Secretariae S. C. Substitutus.

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Indulgentia plenaria pro confratribus SS. Rosarii.

Beatissime Pater,

Fr. M. Henricus Desqueyrous, Procurator generalis Ordinis Praedicatorum, ad pedes S. V. provolutus, humiliter exponit quod in diversis regionibus, praesertim vero in Germania pius ille usus, inter Confratres SS. Rosarii, invaluit Rosarium integrum pro triumpho Sanctae Matris Ecclesiae recitandi, imo et ad hoc non pauci nomen suum dederunt, ut specialioris erga S. Sedem Apostolicam et Romanum Pon-

tificem devotionis testimonium praeberent. Petit ergo humilis orator, ut Confratribus SS. Rosarii, qui, confessi ac S. Synaxi refecti, Rosarium integrum, etiam divisim, in una die naturali ad praedictam intentionem recitaverint, et aliquam ecclesiam vel publicum sacellum visitaverint, indulgentiam plenariam, etiam defunctis applicabilem, singulis diebus semel tantum lucrandam, Sanctitas Vestra benigne concedere dignetur.

Et Deus.

SSmus D. N. Pius PP. X, in audientia die 12 Iunii 1907 ab infrascripto Card. Praefecto S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. C., die 12 Iunii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro iaculatoria prece "Cœur Eucharistique" etc.

Très Saint Père,

Mathias Raus Recteur Majeur des Rédemptoristes et Directeur Général de l'Archiconfrérie du Cœur Eucharistique de Jésus, humblement prosterné aux pieds de Votre Sainteté, La supplie de vouloir bien accorder l'indulgence de trois cents jours, une fois par jour, applicable aussi aux âmes du Purgatoire, à l'oraison jaculatoire *Cœur Eucharistique de Jésus, ayez pitié de nous*, déjà enrichie de 50 jours d'indulgence par S. S. Léon XIII, 12 Décembre 1900.

Et que Dieu etc.

Sacra Congr. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, utendo facultatibus a SS. D. N. Pio PP. X sibi tributis, be-

nigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. C., die 26 Iulii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus*.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

EX VICARIATU URBIS

DECRETUM

Quo proscribitur in Urbe liber " Dogme et Critique par Leroy ".

Cum Nobis constet librum, qui inscribitur *Dogme et Critique - par Edouard Léroy - Librairie Bloud et C.ie - Paris, 4, Rue Madame,* in hac Urbe venumdari; cumque eius lectionem christifidelibus detrimento esse vehementer putemus; eum auctoritate Nostra Ordinaria, proscribimus atque proscriptum declaramus.

Itaque nemini cuiuscumque gradus conditionis, Nostrae iurisdictioni subiecto, eumdem librum vendere aut legere vel retinere liceat sub culpa lethali.

Datum Romae, die 24 Maii 1907.

PETRUS RESPIGHI, Card. Vicarius.

Franciscus Faberi, *Secretarius*

ACTA ROMANI PONTIFICIS

LITTERAE APOSTOLICAE

SS. D. N. Pii div. prov. PP. X, extinctionis institutionis translationis quarundam paroeciarum, videlicet extinctionis paroeciarum S. Mariae Magdalenae, S. Mariae Monticellianae; institutionis paroeciarum SS. Petri et Marcellini, S. Mariae Angelorum, S. Crucis in Aedibus Sessorianis; translationis paroeciarum SS. Celsi et Iuliani ad S. Ioannem Florentinorum, S. Angeli in Foro piscario ad S. Laurentium in Lucina.

PIUS EPISCOPUS

SERVUS SERVORUM DEI

Ad perpetuam rei memoriam

Susceptum, Deo inspirante, negotium paroecias ordinandi per Urbem opportunius tempori, etsi sensim pro adiunctis rerum, constanter tamen Apostolica providentia prosequimur. Propterea, cum se maturitas modo offerat aliquid in re tam gravi atque utili ulterius constituendi, alias his Nostris litteris abolere, alias ab inchoato instituere, alias transferre alio curias decretum est. — De Nostrae igitur potestatis plenitudine paroecias binas, alteram ad Sanctae Mariae Magdalenae in platea cognomine, alteram ad Sanctae Mariae Monticellianae, extinguimus penitus. Redditus vero earum binis aliis suo tempore erigendis, destinamus. — Porro paroecias novas instituimus ternas; alteram ad Sanctorum Petri et Marcellini in via Merulana; alteram ad Sanctae Mariae Angelorum in Thermis, utramque pro clero saeculari; alteram ad Sanctae Crucis in Aedibus Sessorianis. In harum vero tuitionem, bona, redditus ac iura quaevis transferimus et attribuimus, quae trium aliarum paroeciarum huc usque extiterunt; videlicet, ex ordine, Sancti Laurentii in Aedibus Lucinae, Sancti Ioannis nationis Florentinorum, Sancti Bernardi ad Thermas. — Postremo ius parochiale, cum bonis omni-

bus ac redditibus, necnon Collegium Canonicorum, quod ad hanc diem obtinuit in Basilica SS. Celsi et Iuliani; itemque quod in Aede S. Angeli in Foro piscario; transferimus utrumque, illud quidem ad templum Sancti Ioannis Florentinorum, hoc autem ad Sancti Laurentii in Lucina.

Quia vero ad S. Ioannis Florentinorum suam obtinet sedem Sodalitas confratrum Florentinae gentis; relationes et iura inter eandem Sodalitatem et Collegium Canonicorum eo transferendum peculiari pacto definientur et decernentur, illudque Nos auctoritati Nostrae Apostolicae confirmandum et sanciendum reservamus.

Porro ad Sanctum Laurentium in Lucina quod attinet, cum praefatis Nostris dispositionibus, extinctionis videlicet, translationis et attributionis, obstent Litterae Apostolicae Pauli V decessoris Nostri fel. rec. *In Apostolicae dignitatis culmine* (1): Nos, maius atque uberius animarum bonum spectantes ac desiderantes, eisdem Pauli V litteris, quas hic de verbo ad verbum veluti insertas haberi volumus, de certa scientia et de plenitudine potestatis Nostrae derogamus, easdemque, in quantum praedictis extinctioni, translationi et attributioni obstant, cassamus, retractamus ac veluti non datas in posterum habendas esse mandamus. — Clericis autem minoribus qui antehac parochiale munus ad Sancti Laurentii in Lucina gesserunt, templum atque aedes Sancti Angeli in Foro piscario, animarum tamen cura suppressa, concedimus. Ad fines quod spectat quibus praedictae paroeciae contineri debeant, et ad cetera omnia, quae executio huius voluntatis

(1) Hac Bulla diei 18 Apr. 1606 Paulus V suppressit Collegiatam ac paroeciam saecularem in ecclesia S. Laurentii in Lucina extantem atque ecclesiam ipsam assignavit congregationi Clericorum Regularium Minorum, qui inibi saltem numero triginta esse deberent ad curam animarum rite exercendam et ad coetera divina officia loco ac vice Collegiatae explenda. Sed cum hodie nonnisi pauci Religiosi apud ipsam ecclesiam habeantur, hinc est quod Pius PP. X Collegiatam ac paroeciam saecularem redintegravit *(N. R.)*.

Nostrae postulat, potestatem facimus dilecto Filio Nostro Cardinali vice sacra Antistiti Urbis, Nostro nomine statuendi.

Praesentes vero Litteras et in eis contenta et statuta quaecumque, nulla unquam ex causa, colore et capite, etiam ex eo quod paroeciarum Patroni sive ecclesiastici sive laici vel alii quilibet in praemissis seu in eorum aliquo, ius aut interesse, quamvis ex fundatione, dotatione vel ex alio quovis titulo habentes vel habere praetendentes, etiam quomodolibet in futurum, illis non consenserint, seu ad ea vocati et auditi non fuerint, de subreptionis, obreptionis aut nullitatis vitio seu aliquo defectu inexcogitato et substantiali, notari, impugnari aut in controversiam et iudicium vocari posse: sed tamquam ex Pontificiae providentiae officio, et motu proprio, certa scientia, matura deliberatione, deque Nostrae Apostolicae potestatis plenitudine editas omnimoda firmitate perpetuo validas et efficaces existere, et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere atque ab omnibus inviolabiliter observari volumus et decernimus, sublata cuicumque, etiam Cardinalitia dignitate fulgenti, quavis aliter iudicandi et interpretandi facultate; irritum quoque et inane decernentes quidquid in contrarium scienter vel ignoranter contigerit attentari.

Non obstantibus de iure quaesito non tollendo aliisque Nostris et Cancellariae Apostolicae Regulis, Praedecessorum Nostrorum Constitutionibus et Ordinationibus et quarumcumque ecclesiarum etiam Patriarchalium seu Ordinum et Congregationum, iuramento et confirmatione Apostolica vel quavis alia firmitate roboratis, statutis et consuetudinibus, etiam motu proprio aliisque quibuslibet in contrarium praemissorum concessis, de illis eorumque totis tenoribus praesentibus pro expressis habentes, pari motu, scientia et Apostolicae auctoritatis Nostrae plenitudine, plenissime et latissime specialiter derogamus.

Praesentium vero transumptis seu exemplis etiam impres-

sis, manu tamen Notarii Apostolici subscriptis et sigillo personae in ecclesiastica dignitate constitutae munitis, eamdem fidem in iudicio et extra haberi volumus quae ipsis praesentibus haberetur si originaliter exhiberentur.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam Nostrae suppressionis et extinctionis, institutionis et translationis, derogationis, decreti, statuti, mandati et voluntatis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attentare praesumpserit indignationem Omnipotentis Dei ac Beatorum Apostolorum Eius Petri et Pauli se noverit incursurum.

Datum Romae apud S. Petrum anno Incarnationis Dominicae millesimo nongentesimo sexto, IX Kal. Novembris, Pontificatus Nostri anno quarto.

A. Card. Di Pietro
Pro-Dat.

R. Card. Merry del Val
a Secretis Status.

Visa

De Curia I. De Aquila *e Vicecomitibus*

Loco ✠ Plumbi

Registr. in Secret. Brevium

V. Cugnonius.

EPISTOLA

Qua Pius PP. X suum gratum animum significat Episcopatui Provinciae Mediolanensis.

PIUS PP. X

Dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Communis epistola, quam vos Raudiis Campis de more congressi, ad aedem Virginis, nuper Nobis misistis, quamquam fere de iis rebus erat quae Nos maxime sollicitos et

anxios habent, gratissima Nobis accidit. Id enim afferebat solatii, cuius praecipue indigemus hoc tempore: siquidem molestias curasque minuere, quas ex contumacia ac temeritate quorumdam percipimus nihil magis potest, quam diligentia sacrorum Antistitum, qui in tuenda vel doctrina fidei vel disciplina Ecclesiae omnem suam Nobis operam studiumque navent. Vosque ita videmus affectos esse quemadmodum diligentissimos decet Episcopos: commotos nempe vehementer ea Nostra denuntiatione periculi, quod catholico nomini intrinsecus conflatur; et acri vigilantia intentos ad cavendum, ne quid propterea detrimenti greges vestri capiant. Nos autem pastorale studium vestrum eo complectimur libentius, quia cum eximia erga Nos pietate coniunctum est. Nam quod vos ex officii conscientia facitis, id ipsum ad aegritudinem Nostram diluendam valere vultis; eamque ut magna Dei Mater per proxima Sacerdotii Nostri solemnia Nobis abstergat omnem, comprecamini. Utinam quae insigni Ecclesiae praeconio laudatur expultrix haeresum, vestris faveat votis, Nosque tam celeriter ab his curis respirare sinat. Quod si futurum est, ut eaedem sollicitudinis causae diutius insideant, Illa certe opem a Deo vobis exorabit, unde Nos, ut facitis, sanctae diligentiae vestrae fructibus recreetis. Itaque gratum de praestito pie officio significamus Nostrum Vobis animum; cuius quidem testem, eamdemque divinorum auspicem munerum, vobis, dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres, et clero ac populo, cuique vestrum concreditis, Apostolicam benedictionem peramanter impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XII Iunii anno MDCCCCVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex gratulatur de incremento Collegii Scotorum de Urbe.

DILECTO FILIO NOSTRO
ROBERTO FRASER
ANTISTITI URBANO
MODERATORI COLLEGII SCOTORUM DE URBE.

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quum ante annos quinque et viginti sacerdotale munus inibas, rem ingrediebare felicem fortunatamque non tibi modo qui praeclara eras in Deum Ecclesiamque assecuturus promerita, sed Collegio potissimum Urbano nationis tuae, cuius instaurandae saluti virtutem parabas tuam, futurus, consentaneo tempore, providentissimus Instituti moderator. Obscurum Nobis non est quam afflicta facerent ante supremum tibi magisterium domus collatum, Collegii Scotorum bona quamque exigui propterea fructus in dioecesum utilitatem ederentur. At gaudet animus spectare in praesens restitutas tuo studio Collegii fortunas, auctam fermeque geminatam alumnorum copiam, excultam diligentissime contendentium ad sacra iuvenum pietatem, cohaerentes consperantesque denique mirifice moderatoris adolescentumque voluntates. Res est in lumine collocata tuorum praestantia et claritudine operum, Apostolica praeterea lustratione Urbis, publico veluti suffragio confirmata, adeo quidem ut illud nobis nullo modo queat esse ambiguum coelesti Deum ope tuos labores voluisse foecundos catholicamque Scotorum gentem praecipua quadam gratia esse prosecutum. Itaque faustitate usi natalis quinti et vigesimi sacerdotii tui libenter tibi gratulamur de collatis in Scotorum Collegium beneficiis votaque nuncupamus summa sive pro tuae felicitate vitae quam sos-

pitari diutissime cupimus, sive etiam pro sollertiae studii operumque tuorum incremento. Hoc autem iucundum tibi prae re quavis arbitramur exstiturum, eam in rem per Nos omina offerri ut pergant Scotorum Episcopi, quemadmodum antea, fidem in te quasi in exploratae virtutis viro collocare suppetiasque quotidie magis Collegio venire, sic certo arbitrati, adiumenta si succurrant, longe fore maiora derivanda in patriam tum ad sacras tum ad civiles res emolumenta. Testem animi Nostri auspicemque divinorum munerum tibi Collegioque universo Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XII Augusti an. MCMVII, Pontificatus nostri quinto.

PIUS PP. X

EX SECRETARIA STATUS

Conventio inter S. Sedem et Russiam circa linguam, historiam et literaturam russicas in Seminariis catholicis Poloniae.

Les soussignés, ayant été autorisés par leurs Gouvernements de conclure, au sujet de l'étude et des examens de la langue, de l'histoire et de la littérature russes dans les Séminaires catholiques de Pologne, un accord sur la base des Conventions de 1882 et de 1897 et du Pro-Memoria remis par le Cardinal d'Etat de Sa Sainteté au Chargé d'Affaires de Russie en date du 4 Août 1906, sont convenus des articles suivants:

I. Le plan et le programme de l'étude de la langue, de l'histoire et de la littérature russes sont formés par l'Evêque (à la direction duquel les Séminaires diocésains sont soumis) d'accord avec le Gouvernement, en conformité de la nature et du but des Séminaires. Les maîtres enseignant ces bran-

ches sont de même nommés par l'Evêque avec l'agrément préalable du Gouvernement.

II. Les examens de la langue, de l'histoire et de la littérature russes dans les Séminaires, à l'occasion du passage des élèves d'une classe à l'autre et de leur sortie du Séminaire, se font en présence du Gouverneur local ou d'une personne spécialement déléguée par lui à cet effet, assisté d'un Représentant de l'Arrondissement scolaire.

III. Le droit de donner des notes aux élèves est réservé aux professeurs. La présence du Représentant du Pouvoir et de l'autorité scolaire aux examens a seulement pour but de donner au Gouvernement le moyen de s'informer de première source sur la marche et les progrès de l'enseignement de matières non théologiques et de venir en aide à cet enseignement par les moyens qu'il a à sa disposition.

IV. Les examens à l'occasion du passage d'une classe à l'autre sont seulement verbaux; les examens à l'occasion de la sortie du Séminaire sont verbaux et par écrit.

V. Les thèmes pour les examens par écrit sont choisis par l'Evêque en conformité avec les cours de langue, d'histoire et de littérature russes faits aux élèves du Séminaire. Ils sont communiqués par l'Evêque qui extrait, en présence des élèves de la classe de sortie, un des billets cachetés indiquant le thème.

Toutes les dispositions de l'accord de 1882, ne portant pas directement sur l'enseignement dans les Séminaires du Royaume de Pologne de la langue, littérature et histoire russes, ni sur les examens de ces matières, restent en vigueur, ainsi que celles de la convention de 1897.

Rome, le 22 Juillet 1907.

R. Card. MERRY DEL VAL.
S. SAZONOW.

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

MATRITEN.

CREDITI

Decernitur creditum favore congregationis S. Philippi Nerii non spectare ad congregationem saecularem.

Expositio facti. Municipium Matritense, quod an. 1679 debita contraxit etiam cum plurimis entibus moralibus, inter quae recensebatur congregatio S. Philippi Nerii, anno 1884 in vim regii decreti, ut aes alienum solveret, titulos debiti municipalis emisit vulgo *Sisas* nuncupatos ex quadam taxa super vectigalibus imposita. At cum nemo ex dicto Instituto proprium creditum pluribus versuris conflans exegisset, dicta Communitas eosdem an. 1888 tradidit Episcopo Matritensi, cui, tamquam dioecesis Ordinario, ex peculiari lege devoluta erant credita congregationum religiosarum extinctarum.

Serius tantum, videlicet ineunte anno 1904, congregatio saecularium Servorum pro pauperibus infirmis regii Hospitalis Matritensis, a S. Philippo Nerio vocata, a Curia petiit quidem sibi restitui praefatos titulos eorumque indebite percepta foenora, sed negativum tulit responsum: hinc die 11 Ian. 1905 ad hanc S. C. EE. et RR. recursum obtulit.

Animadversiones. Advocatus qui iura Episcopi protuetur, contendit in clientis favorem militare praesumptionem a priori, repositam in pacifica titulorum per 17 annos possessione, adeoque onus contra probandi ex toto refundi in partem adversam. Quod eo vel magis tenendum esse ait, sive quia in casu agitur de ingenti pecuniae summa, quam habere nequibat Institutum ortu pauper, sive quia municipium Matritense nomina fecit anno 1679, nempe 15 annis antequam praedicta saecularis congregatio erigeretur. Neque huiusmodi

mutuum posteriori tempore fieri poterat; secus enim, ob facile irrepentem duorum Institutorum confusionem, apposita non fuisset simplex denominatio *congregationis S. Philippi Nerii,* nempe Patrum Oratorii, quae vi persecutionis Hispaniae an. 1834 extincta fuit. Ceterum, subdit ipse, sub tali appellatione proprie et exclusive venit congregatio PP. Oratorii tum in communi loquendi usu, tum in iure canonico, tum in ipso Concordato Hispanico an. 1851, art. 24. Hinc ad rem non facit attestatio actualis municipii, quod, contra alias editas declarationes, edixit titulos in themate emissos fuisse favore hodiernae congregationis saecularis S. Philippi Nerii.

Ex adverso patronus alterius collitigantis praecipuum suae thesis argumentum depromit ex recensita declaratione a municipio Matritensi facta, qua sub nomine *congregationis S. Philippi Nerii* intelligi asseritur modernam congregationem saecularem a S. Philippo Nerio. Porro in tuto posita titulorum proprietate, ad nihil prodesse sustinet rationes indirectas ab adversario obiectas, neque congregationem a se patrocinatam teneri ad praecedentium factorum probationem. Nec, iuxta ipsum, facessit omissa per 17 annos redintegrationis actio; nam id in iure destruere nequit titulorum proprietatem, in facto vero multiplices habere potuit causas. Addit praeterea quod, etsi detur hodiernam congregationem saecularem esse pauperem, non ideo inferri valet eodem in statu extitisse tempore emissionis debiti municipalis, quod nedum an. 1679 sed etiam insequentibus annis contractum fuit.

Dubium. *An Episcopus Matritensis teneatur tradere congregationi S. Philippi Nerii saecularium Servorum pro pauperibus infirmis regii Hospitalis Matritensis titulos a municipio Matritensi receptos cum respectivis foenoribus in casu.*

Responsum. S. Congr. EE. et RR., re ad trutinam vocata, die 18 Maii 1906 rescribendum censuit:

Ex deductis negative, seu non teneri.

Ab hac sententia advocatus congregationis saecularis be-

neficium novae audientiae obtinuit, sed novas deductiones aut documenta tempore utili non exhibuit; attamen quaestio, instante altera parte, reproposita fuit mense iam antea statuto.

Dubium. *An sententia edita die 18 Maii 1906 confirmanda vel infirmanda sit in casu.*

Decisio. Et eadem S. C. EE. et RR. in plenario conventu diei 16 Februarii 1907 respondit: *In decisis* (1).

BOIANEN.

ERECTIONIS ECCLESIAE SUCCURSALIS

De valida erectione ecclesiae succursalis et de emolumentorum perceptione.

Series facti. Sac. Alexander Tagliaferri, canonicus Cathedralis et parochus ecclesiae S. Blasii in civitate Boianensi, die 13 Oct. 1884 scriptum consensum in praesens et in futurum emisit, ut ecclesia S. Emigdii, in vico vulgo *Monteverde* intra suae paroeciae limites sita, erigeretur in succursalem cum viceparocho, cui tomulos 15 frumenti seu annuas libellas 150 assignavit, reservata tamen sibi tertia emolumentorum parte ex matrimoniis et ex funeribus inibi peragendis promanantium. Nonnulli etiam parochiani loci Montis Viridis novo viceparocho libellas 170 quotannis solvendas polliciti sunt. Hinc Episcopus Boianensis supplices ad hoc preces exhibuit Datariae Apostolicae, quae per rescriptum diei 18 Nov. 1884 eidem Ordinario necessarias et opportunas tribuit facultates ut, praehabito regulari parochi consensu ac publico peracto instrumento cum cautione, procederet ad erectionem praedictae ecclesiae succursalis cum viceparocho ad nutum Epi-

(1) Congregatio saecularium Servorum etc., cui incumbit onus probandi factam exceptionem, positivum argumentum proferre non valuit ad infirmandum tum pacificam possessionem titulorum controversorum ex parte Episcopi Matritensis, tum denominationem congregationis S. Philippi Nerii dumtaxat ad presbyteros Oratorianos proprie spectantem *(N. R.)*.

scopi amovibili. Unde Episcopus die 21 Martii 1885 decretum erectionis emisit; at instrumentum publicum nonnisi die 29 Sept. eiusdem anni rogatum fuit, in quo tamen parochus sibi reservavit tertiam adventitiorum aliorumque proventuum partem, atque insimul clausulam apposuit exquirendi prius consensum Gubernii quoad libell. 150 cessionem.

Haec nihilominus pacifice obtinuerunt usque ad exitum anni 1904, quo in canonicum parochum electus est sacerdos Michael Barile, qui, donec et ipse fuit viceparochus in vico Montis Viridis, ultro admisit validitatem erectionis ecclesiae succursalis ac sua iura vindicavit, postea vero rescriptum Pontificium uti nullum impugnavit, eo quod preces S. Sedi ab Episcopo tunc temporis oblatae vitio obreptionis et subreptionis laborarent. Hinc ad hanc S. C. EE. et RR. recursum obtulit, petens insuper utrum, supposita validitate decreti erectionis, tertia pars eidem debita desumenda sit dumtaxat ex emolumentis matrimoniorum et funerum iuxta consensum praestitum die 13 Oct. 1884, an potius ex omnibus adventitiis aliisque proventibus ad formam instrumenti diei 29 Septembris 1885 (1).

Dubia I. *An erectio ecclesiae succursalis in vico* Monteverde *valida sit in casu.*

Et quatenus affirmative:

II. *An parochus S. Blasii ius habeat erigendi tertiam emolumentorum partem iuxta consensum diei 13 Octobr. 1884, vel potius iuxta instrumentum diei 29 Septembris 1885 in casu.*

Resolutiones. Emi Patres S. C. EE. et RR. in conventu plenario diei 16 Februarii 1907 responderunt:

Ad I. *Affirmative* (2).

---

(1) Consulto omittimus huius causae disceptationem, quia rationes a parocho recurrente adductae, praeterquam quod parvi momenti sunt, serio destituuntur fundamento *(N. R.)*.

(2) Nam sedulo distinguenda est causa generalis, cuius intuitu concessa fuit a S. Sede erectio ecclesiae succursalis, a peculiaribus adminiculis, quibus illa

Ad II. *Standum actui consensus diei 13 Octobris 1884 et decreto episcopali diei 21 Martii 1885, et ad mentem* (1). *Mens est quod parochus Basile persolvat 15 tomulos frumenti debitos atque iam a Fundo Cultus computatos et ab ipso nondum solutos. Et amplius.*

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

DECRETUM

De sponsalibus et matrimonio iussu et auctoritate SS. D. N. Pii Papae X a S. Congregatione Concilii editum.

Ne temere inirentur clandestina coniugia, quae Dei Ecclesia iustissimis de causis semper detestata est atque prohibuit, provide cavit Tridentinum Concilium, *cap. 1, Sess. XXIV de reform. matrim.* edicens: « Qui aliter quam praesente parocho vel alio sacerdote de ipsius parochi seu Ordinarii licentia et duobus vel tribus testibus matrimonium contrahere attentabunt, eos Sancta Synodus ad sic contrahendum omnino inhabiles reddit, et huiusmodi contractus irritos et nullos esse decernit ».

Sed cum idem Sacrum Concilium praecepisset, ut tale decretum publicaretur in singulis paroeciis, nec vim haberet nisi iis in locis ubi esset promulgatum; accidit ut plura loca, in quibus publicatio illa facta non fuit, beneficio tridentinae

---

fulcitur. Causa principalis in themate erat bonum incolarum Montis Viridis, et nemo inficias ibit huiusmodi vicum ab ecclesia parochiali fere tria kilometra dissitum convenienter pastorem in loco residentem habere debuisse. Adminicula autem, quae coeteroquin veritati adversari haud probatum fuit, sunt quid accessorii, quod S. Sedem movere nequibat ad gratiam erectionis elargiendam *(N. R.)*.

(1) Decretum erectionis fundatur in consensu praestito die 13 Oct. 1884 non autem in posteriori instrumento; quod praeterea confirmatur ex praxi usque in praesens usitata *(N. R.)*.

legis caruerint, hodieque careant, et haesitationibus atque incommodis veteris disciplinae adhuc obnoxia maneant.

Verum nec ubi viguit nova lex, sublata est omnis difficultas. Saepe namque gravis exstitit dubitatio in decernenda persona parochi, quo praesente matrimonium sit contrahendum. Statuit quidem canonica disciplina, proprium parochum eum intelligi debere, cuius in paroecia domicilium sit, aut quasi domicilium alterutrius contrahentis. Verum quia nonnunquam difficile est iudicare, certo ne constet de quasidomicilio, haud pauca matrimonia fuerunt obiecta periculo ne nulla essent: multa quoque, sive inscitia hominum sive fraude, illegitima prorsus atque irrita deprehensa sunt.

Haec dudum deplorata, eo crebrius accidere nostra aetate videmus, quo facilius ac celerius commeatus cum gentibus, etiam disiunctissimis, perficiuntur. Quamobrem sapientibus viris ac doctissimis visum est expedire ut mutatio aliqua induceretur in iure circa formam celebrandi connubii. Complures etiam sacrorum Antistites omni ex parte terrarum, praesertim e celebrioribus civitatibus, ubi gravior appareret necessitas, supplices ad id preces Apostolicae Sedi admoverunt.

Flagitatum simul est ab Episcopis, tum Europae plerisque, tum aliarum regionum, ut incommodis occurreretur, quae ex sponsalibus, idest mutuis promissionibus futuri matrimonii, privatim initis derivantur. Docuit enim experientia satis, quae secum pericula ferant eiusmodi sponsalia: primum quidem incitamenta peccandi causamque cur inexpertae puellae decipiantur; postea dissidia ac lites inextricabiles.

His rerum adiunctis permotus SSmus D. N. Pius PP. X pro ea quam gerit omnium Ecclesiarum sollicitudine, cupiens ad memorata damna et pericula removenda temperatione aliqua uti, commisit S. Congregationi Concilii ut de hac re videret, et quae opportuna aestimaret, Sibi proponeret.

Voluit etiam votum audire Consilii ad ius canonicum in

unum redigendum constituti, nec non Emorum Cardinalium qui pro eodem codice parando speciali commissione delecti sunt: a quibus, quemadmodum et a S. Congregatione Concilii, conventus in eum finem saepius habiti sunt. Omnium autem sententiis obtentis, SSmus Dominus S. Congregationi Concilii mandavit, ut decretum ederet quo leges a Se, ex certa scientia et matura deliberatione probatae, continerentur, quibus sponsalium et matrimonii disciplina in posterum regeretur, eorumque celebratio expedita, certa atque ordinata fieret.

In executionem itaque Apostolici mandati S. Concilii Congregatio praesentibus litteris constituit atque decernit ea quae sequuntur.

De sponsalibus

I. - Ea tantum sponsalia habentur valida et canonicos sortiuntur effectus, quae contracta fuerint per scripturam subsignatam a partibus et vel a parocho, aut loci Ordinario, vel saltem a duobus testibus.

Quod si utraque vel alterutra pars scribere nesciat, id in ipsa scriptura adnotetur; et alius testis addatur, qui cum parocho, aut loci Ordinario, vel duobus testibus, de quibus supra, scripturam subsignet.

II. - Nomine parochi hic et in sequentibus articulis venit non solum qui legitime praeest paroeciae canonice erectae; sed in regionibus, ubi paroeciae canonice erectae non sunt, etiam sacerdos cui in aliquo definito territorio cura animarum legitime commissa est, et parocho aequiparatur; et in missionibus, ubi territoria necdum perfecte divisa sunt, omnis sacerdos a missionis Moderatore ad animarum curam in aliqua statione universaliter deputatus.

De matrimonio

III. - Ea tantum matrimonia valida sunt, quae contrahuntur coram parocho vel loci Ordinario vel sacerdote ab

alterutro delegato, et duobus saltem testibus, iuxta tamen regulas in sequentibus articulis expressas, et salvis exceptionibus quae infra n. VII et VIII ponuntur.

IV. - Parochus et loci Ordinarius valide matrimonio adsistunt,

§ 1°. a die tantummodo adeptae possessionis beneficii vel initi officii, nisi publico decreto nominatim fuerint excommunicati vel ab officio suspensi;

§ 2°. intra limites dumtaxat sui territorii: in quo matrimoniis nedum suorum subditorum, sed etiam non subditorum valide adsistunt;

§ 3°. dummodo invitati ac rogati, et neque vi neque metu gravi constricti requirant excipiantque contrahentium consensum.

V. - Licite autem adsistunt,

§ 1°. constito sibi legitime de libero statu contrahentium, servatis de iure servandis;

§ 2°. constito insuper de domicilio, vel saltem de menstrua commoratione alterutrius contrahentis in loco matrimonii;

§ 3°. quod si deficiat, ut parochus et loci Ordinarius licite matrimonio adsint, indigent licentia parochi vel Ordinarii proprii alterutrius contrahentis, nisi gravis intercedat necessitas, quae ab ea excuset.

§ 4°. Quoad *vagos,* extra casum necessitatis parocho ne liceat eorum matrimoniis adsistere, nisi re ad Ordinarium vel ad sacerdotem ab eo delegatum delata, licentiam adsistendi impetraverit.

§ 5°. In quolibet autem casu pro regula habeatur, ut matrimonium coram sponsae parocho celebretur, nisi aliqua iusta causa excuset.

VI. - Parochus et loci Ordinarius licentiam concedere possunt alii sacerdoti determinato ac certo, ut matrimoniis intra limites sui territorii adsistat.

Delegatus autem, ut valide et licite adsistat, servare te-

netur limites mandati, et regulas pro parocho et loci Ordinario n. IV et V superius statutas.

VII. - Imminente mortis periculo, ubi parochus, vel loci Ordinarius, vel sacerdos ab alterutro delegatus, haberi nequeat, ad consulendum conscientiae et (si casus ferat) legitimationi prolis, matrimonium contrahi valide ac licite potest coram quolibet sacerdote et duobus testibus.

VIII. - Si contingat ut in aliqua regione parochus locive Ordinarius, aut sacerdos ab eis delegatus, coram quo matrimonium celebrari queat, haberi non possit, eaque rerum conditio a mense iam perseveret, matrimonium valide ac licite iniri potest emisso a sponsis formali consensu coram duobus testibus.

IX. - § 1°. Celebrato matrimonio, parochus, vel qui eius vices gerit, statim describat in libro matrimoniorum nomina coniugum ac testium, locum et diem celebrati matrimonii, atque alia, iuxta modum in libris ritualibus vel a proprio Ordinario praescriptum; idque licet alius sacerdos vel a se vel ab Ordinario delegatus matrimonio adstiterit.

§ 2°. Praeterea parochus in libro quoque baptizatorum adnotet, coniugem tali die in sua parochia matrimonium contraxisse. Quod si coniux alibi baptizatus fuerit, matrimonii parochus notitiam initi contractus ad parochum baptismi sive per se, sive per curiam episcopalem transmittat, ut matrimonium in baptismi librum referatur.

§ 3°. Quoties matrimonium ad normam n. VII aut VIII contrahitur, sacerdos in priori casu, testes in altero, tenentur in solidum cum contrahentibus curare, ut initum coniugium in praescriptis libris quam primum adnotetur.

X. - Parochi qui heic hactenus praescripta violaverint, ab Ordinariis pro modo et gravitate culpae puniantur. Et insuper si alicuius matrimonio adstiterint contra praescriptum § 2ⁱ et 3ⁱ num. V, emolumenta *stolae* sua ne faciant, sed proprio contrahentium parocho remittant.

XI. - § 1°. Statutis superius legibus tenentur omnes in catholica Ecclesia baptizati et ad eam ex haeresi aut schismate conversi (licet sive hi, sive illi ab eadem postea defecerint), quoties inter se sponsalia vel matrimonium ineant.

§ 2°. Vigent quoque pro iisdem de quibus supra catholicis, si cum acatholicis sive baptizatis sive non baptizatis, etiam post obtentam dispensationem ab impedimento mixtae religionis vel disparitatis cultus, sponsalia vel matrimonium contrahunt; nisi pro aliquo particulari loco aut regione aliter a S. Sede sit statutum.

§ 3°. Acatholici sive baptizati sive non baptizati, si inter se contrahunt, nullibi ligantur ad catholicam sponsalium vel matrimonii formam servandam.

Praesens decretum legitime publicatum et promulgatum habeatur per eius transmissionem ad locorum Ordinarios: et quae in eo disposita sunt ubique vim legis habere incipiant a die solemni Paschae Resurrectionis D. N. I. C. proximi anni 1908.

Interim vero omnes locorum Ordinarii curent hoc decretum quamprimum in vulgus edi, et in singulis suarum dioecesum parochialibus ecclesiis explicari, ut ab omnibus rite cognoscatur.

Praesentibus valituris de mandato speciali SSmi D. N. Pii PP. X, contrariis quibuslibet etiam peculiari mentione dignis minime obstantibus.

Datum Romae die 2ª mensis Augusti anni 1907.

† VINCENTIUS Card., Episc. Praenest., *Praefectus*.

C. De Lai, *Secretarius*.

RELATIO ACTORUM

Quae praecesserunt Decretum de sponsalibus et matrimonio.

Gravissima quaestio de forma celebrationis matrimonii primum proposita fuit incidenter in comitiis generalibus S. C. Concilii in una *Wratislavien. et aliarum* diei 20 Maii 1905 (1), una cum voto Consultoris P. Pii a Langonio (2), ex occasione quod Emus Episcopus Wratislaviensis et Emus Archiepiscopus Parisiensis rogaverant ut in suis dioecesibus temperarentur leges ad domicilium pro matrimonio valide contrahendo statutae. Tunc enim Emi Patres respondendum censuerunt: *Pro gratia iuxta petita ab Emo Archiepiscopo Parisiensi, facto verbo cum SSmo, et ad mentem.*

Quae mens fuit: « 1°. che si partecipi all'Emo Kopp la risoluzione data per Parigi, affinchè, se vuole, possa chiedere simile estensione per la sua diocesi; 2.° che si chieda il voto di due canonisti onde preparare un decreto per modificare la legislazione matrimoniale relativamente al capo *Tametsi*, tenendo in vista queste basi: *a*) che il parroco debba assistere al matrimonio, rogato e volontariamente, di maniera che restino aboliti tutti i matrimonî fatti per sorpresa; *b*) che niun parroco debba assistere al matrimonio di non suoi parrocchiani, ed anche dei suoi parrocchiani che abbiano dimorato fuori di parrocchia tanto tempo da contrarre impedimento, senza che gli consti *ad tramitem iuris* dello stato libero dei contraenti; *c*) ferme queste due condizioni, ciascuno possa fare il matrimonio *coram Ordinario loci, aut parocho (quicumque sit) et duobus vel tribus testibus,* come stabilisce il Tridentino; *d*) e questa legge sia estesa a tutti i cattolici di tutti i luoghi, anche dove non fu pubblicato il capo *Tametsi*; in guisa che quindi innanzi i cattolici fra di loro non possano più fare matrimonio validamente che *co-*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 38, pag. 208.
(2) Cfr. » » vol. 38, pag. 244 et 305; vol. 39 pag. 245 et 305.

ram Ordinario loci, aut parocho et duobus testibus. E si fissi un termine canonico da cui queste nuove disposizioni abbiano vigore per tutta la Chiesa ».

Quaestio maxima est in determinando quisnam esse debeat parochus qui matrimonio fidelium valide adsistat. Ius vigens respondit esse parochum proprium alterutrius sponsorum ratione domicilii vel quasi-domicilii. Iamvero omnes Emi Patres in Congregatione diei 20 Maii 1905 concordes fuerunt circa necessitatem mutandi veterem hanc formulam; sed non concordes evaserunt in nova statuenda: et ideo hodie hoc punctum determinare oportet. Formulae novae subrogandae (habita quidem ratione validitatis contractus, et missa parumper quaestione de liceitate, scilicet coram quo licite contrahi matrimonium possit) ad has reduci possunt: 1.° coram parocho loci commorationis, seu incolatus actualis alterutrius sponsorum; 2.° coram parocho in cuius paroecia alteruter sponsorum a mense commoratur; 3.° coram parocho qui acta explevit pro libertate status et celebratione matrimonii requisita. Quae ultima formula prescinderet omnino a conditione et modo habitationis sponsorum pro validitate matrimonialis contractus.

Aliud punctum quod indeterminatum mansit in praecedenti Congregatione erat, utrum etiam matrimonia mixta sub hac nova lege comprehendi deberent. Ideo de hoc etiam peculiariter actum fuit. Cum vero de his omnibus iampridem, idest die 23 Maii 1905, relatio facta esset SSmo D. N. ab Emo Card. Praefecto, Sanctitas Sua approbare et confirmare dignata est S. O. resolutiones tam quoad concessionem Emo Archiepiscopo Parisiensi faciendam quam quoad modum propositum pro reformatione vigentis disciplinae de parocho proprio ad effectum matrimonii. Super qua secunda, eaque gravissima quaestione hodie sententia definitiva requiritur; et ad hunc effectum duo sequentia canonistarum vota una simul cum nonnullis animadversionibus ex officio adiuncta sunt.

VOTUM CONSULTORIS

Eñi Patres,

Memoranda manebunt comitia S. V. O. habita die 20 Maii 1905. Postquam enim in eis munere iudicum functi estis, circa peculiares quasdam controversias, animum ad maiora et graviora erigentes, reformationem disciplinae de matrimonii forma, quam iamdiu communia vota postulabant, non ultra differendam esse censuistis, data simul mente articulorum per quos, si a SSño probarentur, reformatio huiusmodi ad praxim deduci posset.

Iamvero, cum a me, cui obtigerat votum exarare pro confectione novi codicis, super titulo de forma matrimonii, quaesitum sit, quid hac de re cogitarem et qua ratione nova statuta redigenda censerem, breviter dicam, primo de opportunitate huius reformationis, deinde vero ex eo voto quaedam escribam, quae praefatae menti Vestrae adamussim respondere viderentur.

Interim sciatis, EE. PP., Commissionem consultorum a novo codice distulisse tractationem illius tituli; arbitratur enim articulos decreti a Vobis edendi, aut Motus proprii, vel Bullae – si pro rei gravitate videbitur potius Motus proprius aut Bulla publicanda – in novum codicem ex integro transferri posse.

I.

De opportunitate loquuturus, triplici ex capite hanc reformationem nedum opportunam sed necessariam iudicarem, et primo quidem ut disciplina, hac de re, minus implexa reddatur et uniformis evadat in universa Ecclesia; 2° ut eliminentur, quantum fieri potest, casus, hodie haud raro occurrentes, nullitatis matrimonii ex capite clandestinitatis; 3° ut dignitati sacramenti tutiori modo provideatur.

1. Ad primum quod attinet, neminem latet caput *Tametsi* C. T. continere decretum generale. Cum vero promulgatio huius decreti, ob speciales illius temporis conditiones, non unico actu ab ipso Concilio facta sit, sed eam S. Synodus faciendam mandaverit, cum primum fieri posset *in singulis parochialibus ecclesiis (Sessio XXIV de ref. matr., cap. 1)*, contigit ut illud pluribus in locis nullatenus fuerit promulgatum: et hodie post tria saecula tantum abest ut reformatio eo decreto contenta universalis evaserit, ut sint integrae vastaeque regiones in quibus disciplina de matrimonii forma adhuc antiquo iure regatur. Inde factum est ut finis, quem sibi TT. PP. praestituerant impediendi ni-

mirum matrimonia clandestina, ex parte nec exigua frustratus sit. Ad haec, distinctio inter loca et personas quae decreto tenentur, et loca et personas quae ab eo eximuntur, occasionem praebuit fraudibus illorum qui vim huius legis eludere vellent, dubiis et anxietatibus tum fidelium tum parochorum et Ordinariorum circa valorem matrimonii, quando non satis constaret de promulgatione decreti, vel nupturientes exempti in loco non exempto, vel nupturientes non exempti in loco exempto nuptias celebraturi essent. Quibus difficultatibus equidem occurrere studuerunt Summi Pontifices, sive per se sive per suas Romanas Congregationes; ut Urbanus VIII Brevi 14 Aug. 1627, quo ad instantiam Episcopi Colonien. confirmat declarationem S. C. C. 5 Sept. 1626; Benedictus XIV Const. *Paucis ab hinc* 19 Martii 1758, S. C. S. Officii in Instruct. 14 Dec. 1859, et in alia Instr. 7 Iunii 1867. Verum nonnisi perfunctorie nitimur effectus cohibere quoadusque causa in suo esse permaneat. Causa autem in themate erat praedicta distinctio locorum et personarum, orta ex speciali methodo promulgationis decreti tridentini. Optimo itaque consilio decrevistis, Emi PP., distinctionem huiusmodi abolendam esse et unam eamdemque, pro valida celebratione matrimonii, ubicumque demum celebretur, formam constituere.

2. Alia ratio, unde reformatio opportuna apparet, in eo consistit quod urgeat obsistere matrimoniis invalidis ex capite clandestinitatis in dies frequentioribus.

a) Hoc inconveniens inde potissimum oritur, quod difficile sit vigentem matrimonii formam servare iis, et plurimi sunt, qui extra locum domicilii, quod retinent habitualiter, vagantur.

Iam dixi Tridentinos PP., dum ederent celebre decretum *Tametsi*, in animo habuisse cum primis matrimonia clandestina impedire. Verum, quod non raro accidit, ut nempe volentes Scyllam vitare incidant in Charybdim, idipsum in re nostra evenit. Dum enim hinc ianua obstruebatur matrimoniis clandestinis, illinc porta haud angusta patere coepit matrimoniis invalidis ex capite clandestinitatis. Quod quidem non vitio decreti tribuendum, sed eiusdem decreti interpretationi restrictivae, qua idoneitas ad valide assistendum matrimonio in solo parocho vel Ordinario *proprio* collocata est.

Sane interpretatio huiusmodi nec a littera nec a mente Concilii reclamari videbatur. *Non a littera;* pars enim decreti, de qua loquimur, ita se habet: « Qui aliter quam praesente parocho, vel alio sacerdote de ipsius parochi seu Ordinarii licentia, et duobus vel tribus testibus, matrimonium contrahere attentabunt, eos S. Synodus ad sic contrahendum, omnino inhabiles reddit ». Ubi evidenter adiunctum *proprius* desideratur

Non a mente; quamvis enim in contextu dicti capitis, ante et post illa verba, expresse loquatur de parocho *proprio*, qui debeat denuntiationes facere et nupturientibus benedictionem impertire, non tamen inde sequitur etiam eadem verba de parocho *proprio* esse accipienda: imo contrarium prorsus infertur. Si enim TT. Patres, cum ageretur de denuntiationibus faciendis deque benedictione nuptiali, quae solummodo ad liceitatem requiruntur, expressam voluerunt qualitatem parochi *proprii*, eo magis id efficere debuissent cum determinarent formam matrimonii substantialem, qua in re ob gravissimos effectus legis irritantis, perspicuitas verborum maxime curanda erat. Cum itaque ibi mentio fiat dumtaxat de parocho vel Ordinario, absque ullo addito, dicendum est qualitatem parochi *proprii* iuxta mentem S. Synodi non esse ad validitatem necessariam. Scilicet obtinet in casu regula interpretationis: *Legislator quod voluit expressit, quod noluit tacuit (Ex cap. 12, de Decim.)*. Mox summatim exposita interpretatio, quae inde ab anno 1868 non semel apparuerat vel in foliis defensoris vinculi vel in scripturis advocatorum, Wernz, Votum in una *Parisien*. 1898 (1), nuperrime strenuum habuit patronum cl. P. Pium a Langonio in suo docto Voto in *Wratislavien. et aliarum* 1904 (2).

Indubium tamen est, aliter sensisse doctores. Doctoribus paulatim accessit iurisprudentia et tandem authenticae declarationes (Urbanus VIII Const. *Exponi* 14 Aug. 1627; Benedictus XIV Const. *Paucis* 19 Martii 1758; S. C. S. Officii 7 Iunii 1887), ita ut ius hodie certissimum sit matrimonium esse invalidum nisi contrahatur (exceptis vagis) coram parocho vel Ordinario proprio ratione domicilii vel quasi domicilii saltem alterutrius sponsi, vel coram alio sacerdote de ipsius parochi vel Ordinarii propria licentia. Sed haec facile dicuntur, haud vero facile dictu est, quot ex hac doctrina ad praxim deducta et praesertim ex notione quasi domicilii, quot inquam incertitudines et manifestae matrimoniorum nullitates derivarint, cum ingenti fidelium scandalo.

Quae quidem incommoda, nostris hisce temporibus, plurium aucta sunt. Cum enim aliquot abhinc annis in immensum excreverit numerus familiarum et singularum personarum praesertim operariorum qui, retento originario domicilio hac illac, intra vel extra Europam vagantur, accidit ut hi, nec iuridice vagi nec certum aliud domicilium vel quasi domicilium habentes, difficile admodum iuxta praesentem disciplinam valida possint matrimonia contrahere: quare aut illegitime coniunguntur

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 32, pag. 346.
(2) Cfr. » » vol. 38, pag. 244.

aut si parochum inveniant qui facile se aestimet eorum ***proprius***, cum plerumque non sit – deficit enim in talibus fere semper animus manendi vel perpetuo vel ad maiorem anni partem – specie utique valide contrahunt, re autem invalide. Quo circa S. C. Inq. et S. O. V., non semel consulti ab Episcopis vel singulatim vel in Concilia collectis, debuerunt, ut his semivagis providerent, indulta concedere quibus alicubi semestris, alibi vel sola menstrua commoratio, quin de animo manendi inquireretur, loco quasi domicilii foret in ordine ad matrimonium contrahendum (*S. C. C.* ad Episcopum Parisien. 9 Nov. 1898; S. C. Inq. ad Patres Conc. Plen. Baltimoren. 6 Maii 1886; S. C. C. ad Episcopum Parisien. 20 Maii 1905) (1).

Sed tempus iam erat ut peculiaribus indultis et variis, quae nonnisi partim proficiunt, generalis et uniformis reformatio sufficeretur: hanc autem reformationem, Vos Emi Patres consultissime iudicastis commode fieri posse, non tam aliquid de novo inducendo, quam revocando legem tridentinam ad suam pristinam et genuinam significationem.

Est enim mens Vestra ut sartum maneat parocho vel Ordinario proprio ius (cui respondeat ex parte sponsorum obligatio), per se vel per alium sacerdotem, benedicendi nuptias suorum subditorum, prout expresse cavetur in decreto *Tametsi*. Parochum vero aut Ordinarium proprium, iuxta mentem S. Synodi, non alium intelligimus quam parochum vel Ordinarium domicilii; nonnisi enim diu post absolutum Concilium, quasi-domicilii nomen et usus invectus est (Feije, ***de disp. matr., n. 209;*** A. Langonio, ***Vot. cit.***). Quo autem matrimonia facilius tum valide tum licite ineantur, idem ius ad instar indulti Baltimorensis concedendum putarem cuicumque parocho vel Ordinario quoad nupturientes, quorum alteruter in aliqua paroecia sibi subiecta iam a mense continuo commoretur.

At si contingat nuptias celebrari coram alio quovis parocho vel Ordinario, aut coram sacerdote ab eis delegato, cum S. Synodus in ea parte decreti, quae continet legem irritantem, non distinguat inter parochum et Ordinarium proprium et parochum et Ordinarium non proprium, recte Vos adhaeretis regulae: ***ubi lex non distinguit nec nos distinguere debemus (Ex Cap. 6, de maior. et obed., § 6)***; eo amplius quod distinctio in casu valde esset odiosa. Atque ideo merito decernendum arbitramini eas nuptias, fore quidem illicitas sed validas; quin et licitas, si iusta et gravis causa intercedat. Ita fiet ut ex eadem lege tridentina rite intellecta et aliquantulum moderata, hinc obsistatur

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 38, pag. 208.

clandestinis coniugiis, inde vero nedum non foveantur matrimonia nulla sed, cum facile valida iniri possint, illa sensim evadant rariora.

Aliqua tamen differentia ponenda est inter parochum et Ordinarium domicilii et alium quemcumque parochum et Ordinarium, ut nempe illi *ubique* valide matrimonio assistant aut alium sacerdotem ad assistendum delegent; hi nonnisi *in suo territorio*. Non enim decet parochum aut Ordinarium, in loco non suo et quoad non suos, testis *autorizabilis* officio defungi: nec omittendum quod de matrimoniis ita velut transeunter et fortuito contractis vix progressu temporis certa probatio haberi posset.

Quaerat forte quis: actum ergo erit de quasi-domicilio? Non est hic locus disputandi, utrum illud in aliis iuris provinciis servare expediat: at evidens est in reformatione, quam proponimus, quasi-domicilium rem esse supervacaneam prorsus: sicut etiam apparet nihil exigere in themate ut in ius introducatur domicilium dioecesanum aut domicilium urbanum, quas novas domicilii formas quidam recentiores in remedium ad praedicta inconvenientia excogitarunt, nulla tamen suffragante SS. CC. resolutione.

b) Alia causa nullitatis matrimonii ex capite clandestinitatis est, quod in locis ubi viget decretum capitis *Tametsi*, – excepta Hollandia ex celebri declaratione Benedicti XIV 4 Nov. 1741, aliisque nonnullis regionibus ad quas a S. Sede benedictina declaratio extensa fuit – eodem teneantur tum catholici tum etiam haeretici et schismatici. Porro in puncto iuris nihil foret heic excipiendum, translatitium namque est quotquot baptisma valide receperunt, sive intra sive extra catholicam Ecclesiam, hoc ipso legibus ecclesiasticis obligari. Verum cum ex una parte sperandum non sit haereticos et schismaticos velle parochum catholicum adire ut coram eo suas ineant nuptias; et alia ex parte, innumera peccata saltem materialia aliaque gravissima inconvenientia ex nullitate tot matrimoniorum consequantur, non videretur hac in re summo iuri insistendum. Id autem sin verbis, certe spiritui congruit Concilii Tridentini. Quorsum enim specialissima illa forma promulgationis cap. *Tametsi* per singulas paroecias? In hunc etiam finem, ait Card. Pallavicinus, ut obviaretur « all'inconveniente ricordato dal Lainez e da altri: cioè che fra gli eretici i quali non ubbidirebbero a quel decreto, niun matrimonio in tempo avvenire sarebbe vero e niuna progenie legittima. S' ovviava, dico, a ciò, perchè ne' loro paesi non avrebbon'essi lasciato promulgar il decreto: e pertanto non sarebbesi verificata la condizione sotto la quale il Concilio ordinava ch'egli obbligasse » (Pallav., *Istor. del Conc. di Trento, lib. XXII, c. VIII, n. 10*).

Quibus perspectis, patet valde expedire ut lege clandestinitatis ubique teneantur omnes et soli baptizati in Ecclesia catholica, vel ad eam conversi sive demum in fide perseverent sive ab ea deficiant; ne apostatae ex suo crimine exemptionem ab ea lege lucrentur.

Videant tamen, EE. PP., an praeter non baptizatos in Ecclesia catholica, eximi etiam debeant « qui catholice baptizati, a pueritia nondum septennali, in haeresi educantur ac haeresim profitentur », prouti censuit C. S. Officii, die 6 Apr. 1859, declarans citatam Constit. Benedicti XIV pro Hollandia.

3. Quod demum suadere videtur reformationem praesentis disciplinae de matrimonii forma est, ut ab initio innuimus, ne dignitas sacramenti in quibusdam casibus plus minus offendatur.

a) Hodie sufficit ad validitatem coniugii qualiscumque praesentia moralis parochi proprii, adeo ut valeat matrimonium, etiamsi parochus non rogatus sed inopinato intersit, aut vi metuve gravi coactus. At palam est, valde hoc dignitatem sacramenti dedecere, praeter quam quod aequitas naturalis doceat nemini suam fraudem vel dolum debere patrocinium impertiri *(cap. 15, de rescript.)*. Porro satis consultum erit tum sacramenti dignitati tum naturali aequitati, si statuatur, quod Vobis propositum est, exinde invalidum esse matrimonium, cui parochus, aut alius pro eo, non rogatus assistat aut ad assistendum vi vel gravi metu cogatur.

Quid vero si parochus iniuste assistere recusaret? Num saltem in hoc casu licebit vim aut fraudem adhibere? S. Alph., postquam dixerit « graviter peccant contrahentes coram parocho, vi aut dolo detento, aut casu transeunte, ob iniuriam quae irrogatur sacramento et Ecclesiae, cum parochus tunc ut persona publica assistat », subdit: « Notant deinde Pal. et Salm. cum Conc. Trull. Aversa, quod urgente necessitate contrahendi, si parochus nollet assistere, nec possit adiri superior, tunc potest nolens adduci, modo non fiat vis personae. Imo Dic. apud Salmant. concedit etiam per vim si aliter vexatio tolli nequeat, quia parochus tunc ex officio assistere tenetur » *(S. Alph. VI, n. 1093)*. Verum cum ex mox proposita reformatione idoneus habeatur quicumque parochus vel Ordinarius non proprius, et hi in casu necessitatis etiam licite assistant, praefata exceptio haud est necessaria, facile enim in casu poterit alio modo vexatio tolli.

b) Ex vigenti disciplina, valida est licentia a parocho vel Ordinario data, viva voce, alio sacerdoti ad assistendum matrimonio: quin etiam valet sub certis conditionibus licentia tacita, nec desunt qui disputent de valore licentiae praesumptae et interpretativae. Iamvero nonne ista minus conveniunt dignitati et gravitati matrimonii, nedum qua sacramen-

tum est sed etiam qua contractus, ex quo tum coniugum et prolis tum utriusque societatis bonum quam maxime pendet? Pleraeque delegationes ad acta civilia, etiam parvi momenti, invalidae sunt nisi in scriptis fiant, certae personae et quidem ope publici tabellionis. Iam quis putet plus aequo requiri, si dicamus ad validitatem dictae licentiae opus esse ut scripto detur determinato sacerdoti? Quae tenuis iuris vigentis modificatio, dum praestat ut honor debitus etiam ex hoc capite habeatur sacramento, quod *magnum est*, praeterea supprimit quaestiones circa valorem licentiae tacitae vel expressae vel interpretativae, quae haud raro ipsius matrimonii valorem in discrimen adducunt.

c) Demum est ius receptum, a lege clandestinitatis eximi partem catholicam quae acatholicae exemptae iungi velit. Nihilominus, ut video ex folio Exmi Secretarii, id pluribus Vestrum non probatur; et merito quidem, sapit enim gratiam ac privilegium erga transgredientes legem Ecclesiae, prohibentis matrimonia mixta eaque vehementer abhorrentis.

Clemens XI in litteris ad Gustavum Leopoldum Principem Bipontinum datis 23 Iulii 1707 aiebat: « Ecclesia ab huiusmodi coniugiis, quae plurimum deformitatis nec parum spiritualis periculi praeseferunt, abhorret ». Et eadem fere repetunt Pius VI in litteris ad Card. de Frankenberg 13 Iulii 1782; Pius VII in litteris ad Galliarum Episcopos 17 Febr. 1809; Pius VIII in litteris 25 Martii 1830; Greg. XVI in litteris ad Primatem et Episcopos Hungariae 30 Apr. 1841. Porro absonum videtur et a reverentia sacramenti prorsus alienum si talia coniugia ineuntes, quasi in praemium boni operis, maneant a lege clandestinitatis exempti.

Velint igitur, EE. VV., decernere ut etiam quoad sic contrahentes servetur principium vigens circa alia impedimenta, quod scilicet stante individuitate contractus matrimonialis, inhabilitas unius ad matrimonium valide contrahendum facit, per se et ex natura rei, matrimonium invalidum pro utraque parte (S. Thomas, *tert. part. suppl., q. 47, art. 4*). Adeo ut catholici inhiantes matrimonia mixta, legi clandestinitatis non minus ac alii fideles subiiciantur. Quod si fiat, etiam ex hac parte ad Tridentinum revertemur. Nostis enim, EE. PP., in actis S. Synodi de communicatione exemptionis huiusmodi nullum vestigium inveniri, sed eam multo serius ex minus recta applicatione dicti principii individuitatis contractus apud quosdam doctores invaluisse, et solum a tempore Benedicti XIV ut ius certum habitam esse (Bened. XIV, *de Syn., lib. VI, c. VI, n. 12;* Wernz, *tom. IV, n. 40;* Gaspar. *vol. II, n. 963*). Dicam amplius: abolitionis exemptionis, de qua loquimur, exemplum nobis reliquit s. m. Leo XIII, qui dum rogante Archiepi-

scopo Melitensi dispensaret a forma Concilii cum acatholicis illius insulae, cavit simul ne insulani catholici possent unquam ea uti dispensatione, « sive quod uterque contrahens sit catholicus, *sive quod alter sit catholicus, alter heterodoxus* » (S. C. a Negotiis EE. EE., decretum 12 Ian. 1890).

Ut finem his notulis faciamus si alicui ea, quae hucusque diximus, nova videantur, et ideo reiici debere, respondemus eodem modo quo – ut refert Card. Pallavicinus – respondebat Archiepiscopus Granatensis iis ex Patribus et theologis tridentinis, qui ob eamdem rei novae difficultatem acriter contendebant decretum *Tametsi* contra clandestina connubia non esse approbandum: « Se una tal obiezione valesse, diceva, seguirebbe che niuna ordinazione di nuovo dovesse mai statuirsi: il che troppo ripugna a quel che richiede la vicissitudine degli umani accidenti » (Pallav., *Istor. del C. di T., lib. XXII, c. IV, n. 9*).

II.

Demonstrata opportunitate reformationis, restat ut eam in formam redigamus ad praxim accommodatam.

Iamvero decreti, aut Motus proprii aut Bullae hac de re edendae pars dispositiva posset sequentibus capitibus comprehendi.

CAPUT I.

De forma matrimonii validi.

§ 1. Matrimonium, ut validum sit, contrahi debet coram parocho vel Ordinario, qui sint rogati, et coram duobus testibus.

§ 2. Parochus et Ordinarius domicilii alterutrius nupturientis valide matrimonio assistunt ubique: quilibet alius parochus vel Ordinarius nonnisi in suo territorio.

§ 3. Parochus et Ordinarius possunt etiam alii sacerdoti licentiam assistendi concedere; sed, excepto parocho vel Ordinario domicilii quibus fas est delegare ad quemcumque locum, eam dare valide nequeunt ad assistendum matrimonio extra suum territorium.

§ 4. Haec licentia nulla est, nisi data fuerit in scriptis determinato sacerdoti.

CAPUT II.

De forma matrimonii liciti.

§ 1. Ut matrimonium licitum quoque sit, requiritur primo, ut serventur iuris vigentis dispositiones circa inquisitionem super statu li-

bero contrahentium, praevias denuntiationes, aliaque omnia ad matrimonii celebrationem attinentia, quibus praesenti decreto non derogatur.

§ 2. Requiritur praeterea ut matrimonium celebretur coram parocho, cui alteruter contrahentium subditur ratione domicilii, vel in cuius paroecia saltem a mense continuo commoratur, aut coram Ordinario, in cuius dioecesi sita est paroecia domicilii vel menstruae commorationis; aut coram alio sacerdote de praedicti parochi vel Ordinarii licentia.

§ 3. Interveniente iusta et gravi causa, quicumque valide assistere potest, licite etiam assistit.

CAPUT III.

Qui hoc decreto teneantur et quando obligare incipiat.

§ 1. His, quae superioribus capitibus statuta sunt, tenentur omnes et soli in sinu sanctae Romanae Ecclesiae baptizati vel ad eam conversi, quamvis postea ab Ecclesia recesserint; ne catholicis quidem exceptis, qui velint cum acatholicis exemptis matrimonium inire.

§ 2. Praesens decretum valere incipiet in universa Ecclesia, nulla facta locorum distinctione, a prima die Ianuarii inclusive, anni reparatae salutis millesimi nongentesimi septimi.

Sed, haec omnia, Emi Patres, dicta sint, salvo EE. VV. meliori iudicio; et interim Sacram Purpuram deosculor.

Romae, die 6 Ianuarii 1906.

AUGUSTUS SILI, *Consultor.*

VOTUM DEFENSORIS MATRIMONII EX OFFICIO

Emi et Rmi Patres,

Quum in comitiis generalibus die 20 Maii proxime elapsi 1905 celebratis, occasione arrepta a precibus Emi Archiepiscopi Wratislaviensis suppliciter instantis, ut pro sua dioecesi specialis benigna aliqua concessio fieret quoad modum servandi legem coniugiorum clandestinitatem vetantem, placuerit EE. VV. nonnulla generatim decernere ad hanc eamdem legem interpretandam ac adplicandam, addita mente, ut per duos viros, canonum peritos, schema (ut inquiunt) decreti in vulgus edendi conficeretur, e re visum est optimo viro, qui amplissimi S. V. Consessus est a Secretis, mandare me, licet humillimum canonicarum disciplinarum cultorem, esse ex duorum numero. Muneri quamvis nimis impar schema de facto perfeci, quod sapientissimo vestro iudicio PP. EE. sub-

mitto, illud antea praefatus, me munus mihi demandatum ita interpretatum fuisse, ut parum novi proponerem, quippe de omnibus fere satis iam decretum est, magis ex adverso sollicitus ut in certas formulas, quae in iure communi fuerunt constituta, sancita, vel a vobis fuerunt proposita, redigerem.

SCHEMA DECRETI

DE MODO LEGEM CONIUGIORUM CLANDESTINITATEM VETANTEM SERVANDI

Pars I praeambula (1).

Neminem fugit, quamvis vel parum in ecclesiasticis rebus eruditum, quanta cura semper catholica Ecclesia caverit, ut fidelium coniugia nonnisi interiectis sacris ritibus ac adstantibus sacris ministris celebrarentur.

Multiplex autem causa Ecclesiam ad hanc disciplinam inducendam ac religiose custodiendam permovit, ac potissimum consideratio, quod christianorum coniugium sit verum ac proprium novae Legis sacramentum, et hinc nonnisi religione auspicante ac moderante celebrandum, ac ulterius quod matrimonium sit ad humanum genus conservandum a natura ipsa ordinatum et hinc nonnisi magnis cum cautelis, ad utriusque sive christianae sive civilis reipublicae bonum, ineundum.

De hac sollertissima ac constantissima Ecclesiae sollicitudine, ne matrimonia aliter ac religiose et publice a fidelibus celebrarentur, testimonia habemus innumera in Patrum scriptis, Romanorum Pontificum constitutionibus, Conciliorum decretis clandestina coniugia, seu coniugia celebrata clanculum et secreto, remotis arbitris et testibus ac potissimum sacris ministris, reprobantibus.

« Decet vero, inquiebat vel ab exordio saec. II S. Ignatius martyr, ut ducentes uxores et nubentes, cum Episcopi arbitrio coniungantur, ut nuptiae iuxta Domini praeceptum sint, non autem ad concupiscentiam » (2). Tertullianus vero alter eiusdem saeculi Pater, scribebat: « Occultae quoque coniunctiones, idest, non prius apud Ecclesiam professae, iuxta moechiam et fornicationem iudicari periclitantur » (3).

Innocentius III in Conc. Lat. IV, can. 51: « Praedecessorum nostrorum inhaerendo vestigiis, inquit, clandestina coniugia penitus inhibemus, prohibentes etiam ne quis sacerdos talibus interesse praesumat. Quare specialem quorumdam locorum consuetudinem ad alia generaliter

(1) Hoc ponitur in commodum S. C., sed expungendum ex decreto.

(2) Epist. ad Polycarpum.

(3) De pudicit., c. 4.

prorogando statuimus, ut cum matrimonia fuerint contrahenda, in ecclesiis per presbyteros publice proponantur etc. » (1).

Rem autem perfecerunt Patres Tridentini (2), qui matrimonii reformationem Sess. XXIV aggressi, plurima attendentes mala, quae ex coniugiis clanculo celebratis, experientia coeteroquin teste, necessario enascuntur, illud quidem praefati sunt, ad omne periculum ne orthodoxa de coniugiis doctrina aliqua ratione labefactaretur: « Tametsi dubitandum non est, clandestina matrimonia libero contrahentium consensu facta, rata et vera esse matrimonia, quamdiu Ecclesia ea irrita non fecit, et proinde iure damnandi sint, ut eas S. Synodus anathemate damnat, qui ea vera ac rata esse negant », at incunctanter subiunxerunt: « Nihilominus S. Dei Ecclesia ex iustissimis causis illa semper detestata est atque prohibuit ». Imo, quum tam salutaris disciplina non parum tunc temporis fuisset ex hominum incuriis ac malitiis sauciata, prudentissimo ac saluberrimo decreto haec constituerunt: « Verumtamen cum S. Synodus animadvertat, prohibitiones illas propter hominum inobedientiam iam non prodesse, et gravia peccata perpendat, quae ex iisdem clandestinis coniugiis ortum habent, praesertim vero eorum, qui in statu damnationis permanent, dum priore uxore, cum qua clam contraxerant, relicta, cum alia palam contrahunt, et cum ea in perpetuo adulterio vivunt, cui malo cum ab Ecclesia, quae de occultis non iudicat, succurri non potest, nisi efficacius aliquod remedium adhibeatur; idcirco Sacri Lateranensis Concilii sub Innocentio III celebrati vestigiis inhaerentes, praecipit, ut in posterum, antequam matrimonium contrahatur, ter a proprio contrahentium parocho, tribus continuis diebus festivis, in ecclesia inter Missarum solemnia, publice denuncietur, inter quos matrimonium sit celebrandum, quibus denunciationibus factis, si nullum legitimum opponatur impedimentum, ad celebrationem matrimonii in facie Ecclesiae procedatur.... Qui aliter, quam praesente parocho, vel alio sacerdote, de ipsius parochi seu Ordinarii licentia, et duobus vel tribus testibus, matrimonium contrahere attentabunt, eos S. Synodus ad sic contrahendum omnino inhabiles reddit, et huiusmodi contractus irritos et nullos esse decernit, prouti eos praesenti decreto irritos facit et annullat etc. » (3).

(1) C. III, de clandest. despons.

(2) C. I, de ref. matr., sess. XXIV.

(3) Visum est opportunum quasi de verbo ad verbum referre decretum tridentinum, tum ut constet de Ecclesiae diligentissima ac constantissima sollicitudine in reprobandis coniugiis clandestinis, tum ut apta via sternatur ad

Quanta sapientia fuerint haec a Tridentinis Patribus firmata sancita probavit experientia, nam iis in locis seu paroeciis, ubi Cap. *Tametsi,* quo illa continentur, fuit promulgatum, clandestinorum coniugiorum contagium fere penitus cessavit.

Verum alio ex capite experientia probavit nonnulla alia incommoda (quod rerum humanarum est proprium) praeter imo contra Tridentinae Synodus mentem ex tam saluberrimae legis observantia consequi, et neminem profecto latet quantum et doctores et tribunalia, haud exceptis ipsis RR. Congregationibus, adlaboraverint insudaverint in constabilienda certa iurisprudientia quoad parochum, ut iamdiu dici consuevit, proprium in ordine ad matrimonium, seu quoad parochum illum, coram quo omnino est coniugium celebrandum, ne nullitatis vitio a Patribus Tridentinis adversus contra facientes decretae, inficiatur.

Creverunt autem hae difficultates et haec incommoda postquam homines, immutatis multum antiquis moribus, creberrimas inducere coeperunt huc illuc pervagationes seu frequentissime de loco in locum commorationem transferre, quin semper de animo eos ad id impellente constaret, idest an cum intentione vel minus ad sua redeundi, vel saltem redeundi serius aut tardius.

Hisce incommodis alicubi, S. Sede benignissime indulgente, obviam itum est, facultate facta, ut si quis commoratus fuerit in aliqua paroecia per sex menses, censendus sit ibidem habere quasi-domicilium in ordine ad matrimonium, quin inquisitio sit facienda de animo ibidem permanendi per maiorem anni partem (1).

Imo alibi remissius adhuc actum est, quum indultum fuerit, ut post mensilem commorationem certo in loco quis legitime ibi valeat matrimonium inire, penitus praescindendo ab animo ibidem domicilium vel quasi-domicilium acquirendi.

Quum vero haec singula legis de clandestinitate vitanda temperamenta, favore quorumdam locorum indulta, nonnisi fidelibus ibi degentibus faveant, ac caeteroquin incommoda superius indigitata non solum haud imminutura, sed progressura in posterum fore pro certo sit habendum, Sacra Concilii Congregatio, munus sibi concreditum de tridentinis disciplinaribus decretis authentice interpretandis ac efficaciter exequendis intendens et explens, ac de expresso insuper SSmi D. N. Pii PP. X man-

---

novam decreti tridentini interpretationem et adplicationem, quae praesenti decreto sancitur.

(1) Ita per tramitem S. Officii statutum est anno 1898 quoad civitatem Parisiensem.

dato procedens, haec quoad modum tridentinum decretum in futurum (1) interpretandi ac adplicandi decernit, decreto ipsi tridentino qua opus expresse derogando (2), atque illud in reliquis ut firmum omnino retinendum mandando.

---

(1) In *futurum* dicitur, quia coniugiorum iam celebratorum vis ac valor aestimari debent ex legislatione ac iurisprudentia celebrationis tempore vigentibus.

(2) Facta est mentio *derogationis expressae* decreti Concilii. Idque ad tollendas quasvis possibiles difficultates quoad necessitatem vel minus derogationis Concilii, ut valor eorum, quae contra decernuntur, ponatur in tuto. Confer v. g. Bouix, *de principiis*, ubi agitur de hac quaestione. Prudenter autem insinuari derogationis conceptum ex eo liquet, quod reapse praesens decretum immutat tridentinam disciplinam. Licet enim in decreto comitiorum generalium 20 Maii 1905, saltem ut mihi transmissum fuit, ita edicatur: « che si chieda il voto di uno o due Canonisti, onde preparare un decrèto che riporti la legislazione matrimoniale circa l'assistenza del parroco nei matrimonii al disposto del Tridentino *pure et simpliciter* » in facto est, in mente pandita sub subsequentibus numeris proponi innovationes, quae mutationem Tridentini important et hinc eius derogationem exigunt. Sic proponitur constituendum, ut decernantur invalida matrimonia *ex inopinato,* quae per se, seu attento Tridentino, valerent. Sic etiam proponitur constituendum: « Quemlibet parochum esse idoneum ad consensum quorumlibet nupturientium, licet non suorum subditorum, excipiendum ». Quod profecto est alienum a mente Tridentini, quod constanter loquitur *de parocho seu de parocho suo.* Nam parochus *contrahentium proprius* memoratur, ubi est sermo de bannis, necnon ubi est sermo de benedictione sponsi tribuenda. Nec dicas dici simpliciter *parochum* quando est sermo de assistentia *(aliter quam praesente parocho),* nam haec verba intelligenda sunt iuxta contextum capitis loquentis evidenter *de parocho proprio.*

Caeteroquin attendendum, requiri parochum proprium iuxta Tridentinum probari: *a)* ex verbis postremae partis capitis *Tametsi:* « Quod si quis parochus vel alius sacerdos, sive regularis sive saecularis sit,.... alterius parochiae sponsos sine illorum parochi licentia *matrimonio coniungere* aut benedicere ausus fuerit »; *b)* ex iurisprudentia, quae ita interpretata est decretum; *c)* ex communi modo dicendi, nam eadem ratione qua secundum communem sensum, si dicitur instrumentum fieri debere *coram notario,* licet generatim adire quemlibet, quia plures sunt; quando dicitur e contra actum faciendum esse *coram syndico,* intelligitur proprius, quia unicus est. Sunt enim termini correlativi parochus et parochianus, et quoad non parochianum parochus haud parochus est. Quod bene adverti volo seu peto, quum (salva reverentia) mihi constet non deesse in amplissimo S. V. C., qui contendat Concilium intellexisse parochum quemlibet, theoriam autem et disciplinam de parocho proprio fuisse operam

Pars II dispositiva

1. Regula constanter in Ecclesia catholica servata, ut matrimonia contrahi debeant publice, seu ut iamdiu dicere placuit *in facie Ecclesiae,* ac ut coniugia aliter celebrata tamquam reprobata sint habenda, iterum atque iterum firmatur ac religiosissime ubivis ab omnibus observanda mandatur.

2. Hinc nullo prorsus modo licebit matrimonium inire, nisi praesente Ordinario vel parocho aut sacerdote ab alterutro delegato atque duobus vel tribus testibus (1).

3. Ordinarius vel parochus quilibet valide assistere poterit quibuslibet fidelium coniugiis, non tamen licite nisi: *a*) sive agatur de subditis sive agatur de non subditis, antea ex certis argumentis et, quatenus opus, secundum regulas iam statutas, ex authenticis documentis perspectum habuerit eos matrimonio contrahendo idoneos esse, idque praesertim, si alibi tanto tempore morati fuerint, ut canonico impedimento adstringi valuerint: *b*) si vero agatur de non subditis, seu de iis, qui neque ratione domicilii neque ratione quasi domicilii subiecti sibi fuerint, haud obtinuerit opportunam delegationem ab ipsorum Ordinario vel parocho, vel non sit res de periculo mortis (2).

---

iurisprudentiae. Quod non videtur esse verum. (Confer etiam Appendicem I ad calcem huius schematis, ubi refertur doctrina cl. Sanchez super vera mente PP. Tridentinorum *quoad parochum proprium*).

(1) Quoad testes, quum in posterum parochus debeat esse rogatus, videretur idem dicendum, et hinc addendum: *testibus rogatis.* Nam si rogatus debet esse testis principalis (seu parochus), idem videtur repetendum de secundariis, eo magis quod repugnaret testes interesse posse valide v. g. detentos per vim, non vero parochum. Imo adderem quoque: *testibus, qui quantum pertingit ad honestatem actus sint quoad eius fieri potest mares et puberes.* Notum quippe est secundum hodiernam disciplinam posse admitti quosvis testes dummodo per se, seu de iure naturae, idoneos ad faciendam fidem, et hinc pueros, mulieres, infames etc. Abstinerem tamen a termino: *et coeteroquin de iure habiles.* Nam tum requirerentur certae qualitates, quae in praxi facessere possunt difficultatem. Dicendo autem: *rogati et quoad fieri potest mares et puberes,* iam aliquid magis desideratur in futuris testibus, quam in hodiernis, et hinc magis proportionatur natura futurorum testium *parocho qui, praeter qualitatem parochi, in futurum debet esse rogatus. Quoad testes* in casu periculi mortis, V. notam insequentem.

(2) S. Officium per celebre decretum *De mandato* anno 1888 Episcopis tribuit modo generali facultatem dispensandi in imped. dirimentibus in casu mortis. Anno vero 1899 declaravit in hac amplissima facultate comprehendi

4. Subditus ratione quasi-domicilii in ordine ad matrimonium celebrandum is censeri debebit, qui, precisione etiam facta a qualibet mentis intentione ibi plus minusve longam moram protrahendi, de facto per unum saltem integrum mensem seu spatium triginta dierum completorum fuerit commoratus (1).

5. Ordinarius seu parochus in ordine ad matrimonium valide celebrandum aestimandus erit Ordinarius seu parochus sive utriusque sive alterutrius sponsi, quamvis quoad honestatem summopere deceat, et Ordinariis id decernentibus omnino expediat, servare singularum regionum mores casu, quo sponsi diversis in locis morentur (2).

6. Casu contingente, ut quis saltem per mensem seu triginta dies, in aliqua dioecesi fuerit commoratus, quin stabilem sedem in certa pa-

---

quoque impedimentum clandestinitatis, ita ut possit parochus, ab Episcopo delegatus, in sua paroecia vel coniungere non suos, sed extraneos inibi casu existentes, dispensando a praesentia parochi proprii, ad quem nullo modo valeat haberi recursus, vel etiam coniungere suos, sed sine testibus, pariter dispensando ab eorum praesentia, cum omnino non sint, qui testium munere fungi possunt. - Quum per praesens decretum S. C. Concilii temperatior ac facilior inducatur disciplina quoad assistentiam praestandam ab Ordinario seu parocho proprio, e re videretur conformare huic novissimo decreto S. C. C. decretum S. Officii, et hinc statuere ut *periculo mortis ingruente* non amplius necessaria sit delegatio (habitualis vel actualis) ab Ordinario obtinenda. Reapse si decernitur a S. C. C. ut omnis parochus possit *valide* assistere cuilibet coniugio, bonum est et logicum, ut statim decernatur quod *ingruente periculo mortis* possit hoc *licite* absque alterius delegationis necessitate facere. Necessitas enim non habet legem. Insuper semel inflexo ad sensum nuperrimi huius decreti S. C. C. sensu decreti S. O. *quoad parochum,* videtur bonum et logicum idem praestare *quoad testes,* seu decernere ut *ingruente periculo mortis* possit parochus, in defectu absoluto testium (qui tamen casus est perdifficilis in praxi) statim procedere ad assistentiam praestandam matrimonio absque necessitate ulterioris dispensationis ex parte Episcopi. Hinc superiori n. 2. ubi est sermo de testibus, ubi dicitur: *duobus vel tribus testibus,* adderem: *nisi ob ingruens mortis periculum ne unius quidem testis praesentia haberi queat.*

(1) Ita concepi schema, quum mihi magis placeat sententia Emorum Patrum exigentium aliquod determinatum tempus, ne facile oriantur confusiones. Opportunum autem videtur statim explicare quomodo intelligendus *mensis,* ne postea incunctanter fiant quaestiones, an sensu iuridico, vulgari etc.

(2) E re videtur ita statuere, quum varii esse possint populorum mores, v. g. quod coniugium fiat in parochia sponsi potiusquam sponsae. Ordinarii ergo videbunt.

roecia habuerit, eius matrimonio assistere licite poterit (servatis servandis) Ordinarius, atque sacerdos quilibet ab eo delegatus (1).

7. Parochorum erit fideles suos opportune edocere firmam manere obligationem matrimonium non aliter celebrandi quam coram proprio Ordinario vel parocho; Ordinariorum autem erit sollerter in parochos advigilare, ne per assistentiam praestitam coniugiis non suorum subditorum quidpiam recti parochialis regiminis deturbetur.

8. Quo autem Ordinarius seu parochus legitime seu valide matrimonio assistat, necesse omnino erit ut rogatus ipse fuerit. Infirmantur propterea prorsus quaelibet coniugia, quae ex inopinato vel coram parocho invito attentari contigerit.

9. Quoad vagos, firma retenta disciplina a Concil. Trid. (2) indu-

(1) Hoc modo evertitur sat recens decisio S. Officii, qua edictum est non posse nos contrahere *in ordine ad matrimonium* domicilium seu quasi domicilium in dioecesi nisi mediante paroecia. Quod (absit verbo invidia) semper putavi non multum cohaerere principiis organizationis ecclesiasticae, iuxta quae *antea* concipitur *christianus*, postea *dioecesanus*, tandem *parochianus*. Reapse paroeciae nonnisi serius institutae sunt in commodum regiminis ecclesiastici et potissimum in subsidium Episcoporum, qui semper fuerunt, quippe quos *Spiritus Sanctus posuit regere Ecclesiam Dei*. Argumentum autem depromptum ex necessitate publicandi C. *Tametsi* in singulis paroeciis mihi non placet et inconcludens videtur, quum mens Patrum Tridentinorum fuerit consulere bono fidelium et vitare simul plura coniugia invalida ex parte acatholicorum, non vero sancire principia, quae videntur evertere fundamenta regiminis ecclesiastici. Et reapse quis non statim perspectam habet (iterum absit verbo invidia et irreverentia) anomaliam, quae in eo habetur, ut quis habitans per integram vitam v. g. Mediolani, sed nulla constituta sibi certa sede in certa paroecia (quod potest esse verum de famulis et ancillis ita dictis *non fixis*) videatur tamen non posse ibidem contrahere matrimonium. Reapse non potest contrahere *coram parocho*, quia parochum (ut supponimus) non habet neque ratione domicilii, neque ratione quasi-domicilii. Non *coram Ordinario*, quia non potest habere Ordinarium in ordine ad matrimonium, nisi mediante parochialitate qua caret. Non tandem *iure vagorum* coram quolibet Ordinario seu parocho, quia vagus non est. Dixeris forsan esse *vagum* in ordine ad matrimonium? Falsum, nam si supponimus aliquem ex istis, v. g. Titium, licet Mediolani commorando per longissimum forsan tempus, domicilium domi retinuisse (v. g. Placentiae) tum certe vagus non est in sensu iuris et hinc requireretur delegatio parochi proprii. Supposuerimus e contra domicilium primaevum dereliquisse? et tunc non est forsan anomalum ponere Titium habere in civitate Mediolanensi domicilium seu quasi-domicilium quoad coetera negocia ecclesiastica, *uno excepto coniugio?* Coram quo ergo contrahet?

(2) Sess. XXIV, cap. 7.

cta de eis nonnisi sub certis legibus ad coniugium admittendis, decernitur quemlibet omnino Ordinarium seu parochum, etiamsi in eorum dioecesi vel parochia vagi haud actu habitent, censendum esse proprium in ordine ad matrimonium celebrandum (1).

10. Coniugia filiorum-familias, quorum nomine et censu in ordine ad matrimonium (2) habendi sunt quotquot maiorem aetatem secundum propriae civitatis iura nondum fuerint adepti, celebrari poterunt, servatis servandis, non solum coram Ordinario seu parocho domicilii vel quasi-domicilii, quae fortasse secundum sacrorum canonum et huius decreti statuta legitime obtinuerint (3), verum etiam coram Ordinario seu

(1) Ponitur hoc modo *quemlibet omnino Ordinarium* ad sopiendam controversiam, num vagi saltem adire debeant *parochum actualis commorationis,* seu v. g. (puta) *parochum diversorii, in quo hic et nunc habitant.* Quamvis v. g. Feije in suo tract. *de matrim.* dicat probabiliorem esse hanc posteriorem sententiam, magis adhaesi alteri: *a*) tum quia vere vagi nullum parochum vere proprium habent, et hinc debent *logice* posse confugere ad quemlibet; *b*) tum quia post hoc decretum, quum omnes coram quolibet parocho *valide* contrahere valeant, videtur concedendum vagis aliquid magis, seu quod *licite* coram quolibet (arbitrio suo) contrahant.

(2) Dicitur *in ordine ad matrimonium*. Etenim dum Ecclesia multam libertatem fecit filiis-familias in negociis mere spiritualibus, v. g. admittendo ad professionem religiosam..... ad sacros ordines.... ad beneficia, quoad matrimonium rigidiorem se praebuit, quum agatur de re quae tangit non solum ordinem spiritualem sed et civilem. Unde in Conc. Trid. quamvis non fuerint exauditae preces Regis Galliae, qui optasset declarari nulla matrimonia filiorum-familias sine consensu parentum celebrata, haec tamen aperte edicta sunt *reprobata.* Congruum hinc videtur determinare modo claro et certo, quandonam filius possit marte suo contrahere coniugium vel egeat e contra consensu parentum. E re censerem determinationem hanc facere, habito respectu ad leges civiles singularum gentium constituentes terminos maioris aetatis. Nec opponatur interdum (ut v. g. iure italico, Cod. civ., art. 63) maiorem aetatem quoad matrimonium non esse eamdem ac quoad alia negocia, (ita ut v. g. civilem secundum cit. art. filius, licet aetate maior, quum expleverit annum 21, si nondum excesserit annum 25 adhuc indigeat consensu patris). Nam lex civilis disponens de maiori aetate in genere est *legitima,* et hinc etiam ab Ecclesia attendenda, dum ea quae disponit de maiori aetate in specie quoad matrimonium est *illegitima,* et hinc nulla consideratione digna.

(3) Bene potest filius-familias maxime post hoc decretum, quo abbreviantur termini ad habendum quasi-domicilium, habere domicilium vel quasi-domicilium, diversum a domicilio seu quasi-domicilio parentum. Sic v. g. potest iuvenculus XV annorum in aliqua civitate figere suum domicilium mercaturae

parocho loci, in quo domicilium legale, idest penes parentes (iisque deficientibus penes tutores) ad tramitem legum civilium contigerit eos obtinere (1).

11. Hoc decretum orbem universum attingit, nullo prorsus excepto loco. In locis autem, ubi C. *Tametsi* Conc. Tridentini haud fuit promulgatum, per decreti huiusmodi editionem ***haud erit censenda*** (vel e contrario ***erit censenda***) eo ipso inducta quoque obligatio procedendi ad denunciationes peragendas ad tramitem ipsius Tridentini, ***firma hinc manente*** (vel e converso ***abolita***) antiqua disciplina de edictis proponendis ac de investigationibus peragendis ad tramitem Conc. Lat. IV (2).

12. Eo autem adstricti erunt censendi quotquot in Ecclesia catholica baptizati fuerint, quamvis postea ab ea per haeresim vel schisma secesserint (*N. B.* Quoad hoc punctum confer omnino Appendicem III ad calcem schematis).

13. Matrimonia, quae, sublato per dispensationem rite obtentam impedimento disparitatis cultus, celebrari contigerit a nupturientibus, quorum unus sit baptizatus et alter non baptizatus, ineunda omnino erunt (servatis servandis) in facie Ecclesiae ad sensum huius decreti, et

---

gratia vel quasi-domicilium studiorum causa. Nec opponatur quod secundum leges civiles filius-familias *per se* sequitur domicilium parentum ac potest domum revocari etc. Nam nos agimus de domicilio et quasi-domicilio ecclesiasticis. Porro parentes v. g. optime possunt filiis suis dare licentiam acquirendi sibi domicilium vel quasi-domicilium canonicum distinctum a proprio. Quod si postea, mutato consilio et innixi auctoritati legis civilis, voluerint licentiam revocare, erit ***per accidens*** quod domicilium abrumpatur. Vel ipso iure romano edicebatur haberi domicilium eo in loco, in quo quis habet fortunae suae summam etc. ***unde rursus non sit discessurus, si nihil avocet.*** Ergo bene potest esse domicilium verum cum probabilitate ac timore, ne quis abire debeat.

(1) Ut bene fortasse meminerint EE. VV., multas difficultates habuit S. C. non semel, ac potissimum occasione celebris causae ***Tolosana*** D'Oliveira-Couderc, in aestimando domicilio filiorum-familias, quando e medio intercedit domicilium legale, seu datum a lege civili, penes parentes aut tutores. Ut hae difficultates funditus resecentur, videtur expediens sancire, ut hoc domicilium legale penes parentes seu tutores constituat non ***exclusive sed cumulative*** cum domicilio et quasi-domicilio canonico titulum aptum ad sortiendum Ordinarium seu parochum proprium quoad matrimonium.

(2) Emorum Patrum erit decernere, num expediat ius tridentinum de tribus denunciationibus substituere iuri lateranensi (adhuc saltem frequenter, ut reor, vigenti, ubi non viget C. *Tametsi*), iuxta quod sat esset ***proponere coniugia in ecclesiis,*** et hinc etiam unam tantum facere denunciationem.

quidem sub nullitatis poena (1). Ea vero, quae mixta dicuntur, omnino erunt ad actus honestatem celebranda (servatis quoque de iure servandis) coram Ordinario seu parocho partis catholicae: quod vero pertingit ad actus valorem, aestimandus hic erit ex principiis iuris communis, ac praesertim ex iis quae constituuntur hoc decreto n. 12 (2).

14. Vigore huius decreti vim habere desinet nota Declaratio Benedicti XIV pro foed. statibus Belgii et Hollandiae quoad coniugia haereticorum inter se necnon coniugia mixta, idque etiam quoad regiones ad quas postea eadem Declaratio fuit extensa (3).

---

(1) Hoc modo concepi schema ad tollendam possibilitatem quod aliquis putet, obtenta semel dispensatione et hinc facta idonea parte catholica ad contrahendum cum parte non baptizata, possit matrimonium *valide* contrahi, licet *clandestinum* ipsum fuerit, idque ob indivisibilitatem contractus et communicationem privilegii exemptionis factam ab infideli fideli. Dictum est autem *in facie Ecclesiae ad sensum huius decreti* ad indicandum posse *valide* contrahi coram quolibet Ordinario seu parocho, at non *licite* nisi coram Ordinario seu parocho partis catholicae.

(2) Quoad mixta coniugia apposite dictum *ad honestatem actus* semper fieri debere coram Ordinario seu parocho partis catholicae, at *quoad validitatem* hanc esse dimetiendam ex principiis iuris communis ac potissimum ex iis, quae constituuntur hoc decreto n. 12. Reapse, si ut proponitur, eximentur a decreto nati vel saltem educati in haeresi et schismate, at e contra comprehendentur *personaliter deficientes a fide vel communione*, in primo casu communicabitur privilegium exemptionis parti catholicae et hinc coniugium valebit; in secundo vero ratione contrariorum, seu ob non evenientem communicationem, coniugium erit invalidum. Confer etiam omnino Appendicem II ad calcem.

(3) Declaratio Benedictina respicit coniugia haereticorum inter se necnon coniugia mixta seu partis catholicae cum parte haeretica. Si acceptatur schema, ut proponitur, cessat Benedictina quoad coniugia haereticorum inter se, ut evidens est, quum implicite subducantur e decreto irritante. Quoad coniugia vero mixta cessat quoque *ex indirecto*. Nam ob indissolubilitatem actus pars haeretica, quae est exempta in hypothesi, communicat suam exemptionem alteri parti, ut hodie contingeret v. g. in matrimonio, quod romanus civis (qui detinetur lege clandestinitatis) valide tamen Londini contraheret cum puella londinensi (quae lege clandestinitatis eximitur). Validum enim ideo esset, quia puella londinensis *exempta* communicat suum (ut ita dicamus) privilegium civi romano *non exempto*. Cessare autem debere Benedictinam quoad mixta coniugia tam evidens est, ut, quemadmodum refert Benedictus XIV in tract. *de Syn.*, ideo plenis suffragiis declarata fuerint in S. Congr. valida quoque quoad eas regiones (seu foed. status etc.) matrimonia mixta, quia declarata fuerant valida matrimonia haereticorum inter se. Verum quoad hanc exemptionem vide Appendicem II ad calcem.

15. In locis Missionum, ubi ecclesiastica hierarchia nondum fuit instituta, vel postquam instituta est, fuerit eversa, locum Ordinarii seu parochi obtinebunt quoad coniugia celebranda Vicarii seu Praefecti Apostolici, necnon missionarii, dummodo ad hos postremos quod spectat rite deputati ii fuerint ad matrimonia benedicenda (1).

16. Quoties ad tramitem huius decreti poterit aliquis iure proprio coniugiis assistentiam legitime praebere, poterit id quoque per alios praestare (2).

17. Itemque poterit valide assistentiam praestare etiam extra proprium territorium, non tamen licite, ni forsan rationabilis eaque gravis causa aliud faciendum suaserit, petita tamen in hoc casu et obtenta licentia ab Ordinario seu parocho loci, quoties matrimonium non mere privatim, sed publice ac potissimum si solemniter sit ineundum (3). Quod autem Ordinariis aliisve eis aequiparatis iuxta decretum licebit, id quoque ipsorum Vicariis Generalibus concessum erit censendum (4).

---

(1) Fit distinctio inter Vicarios et Praefectos ex una parte, atque missionarios ex altera. Nam quilibet Vicarius seu Praefectus vi huius decreti comparatur Ordinario. Idque recte, tanto magis post decretum *De mandato*, quo S. O. aequavit conditionem horum Vic. et Praef. cum conditione Ordinariorum, seu Episcoporum etc. in ordine ad dispens. matrimoniales. Simplices vero missionarii in tantum habebunt facultatem assistendi in quantum erunt rite deputati, et tunc, si erunt deputati *more stabili* ad modum parochorum, censendi erunt habiles ad assistendum *ex iure proprio* et hinc cum facultate delegandi, ad tramitem dispositionis sub n. 16; si vero erunt deputati *per vim delegationis* censendi erunt habiles ad subdelegandum solum in casibus, quibus a iure conceditur, v. g. si expresse facta est facultas subdelegandi etc.

(2) Ponitur hoc modo ad tollendam quamlibet difficultatem circa potestatem delegandi. Ipsum Conc. Trid. edixerat: « Qui aliter quam praesente parocho vel alio sacerdote de ipsius parochi seu Ordinarii licentia ». Dicitur autem generatim *aliquis iure proprio,* ut comprehendantur quoque, praeter Ordinarios proprie dictos, Vicarii Apostolici.

(3) Quum agatur de actu iurisdictionis ordinariae-voluntariae recte docebant hucusque canonistae posse v. g. parochum assistere coniugiis suorum filianorum extra paroeciam propriam. Hoc principium retinetur, sed aliquomodo temperatum, ne occasio detur intercipiendi seu deturbandi regimen parochiale. Hinc licentia requiritur (secundum schema) Ordinarii seu parochi localis, quoties matrimonium est celebrandum publice etc., nam tunc quasi videtur rem resolvi in quoddam publicum et manifestum exercitium iurisdictionis in territorio alieno. Dictum est autem: *qui iure proprio,* nam delegati non possunt nec valide nec licite nisi intra territorium delegantis.

(4) Opportunum visum est cavere expresse de Vicariis Generalibus Ordi-

18. Poenae in eos, qui contra decretum huiusmodi fecerint, ipsissimae erunt, quae in cit. C. *Tametsi* decernuntur (1).

19. Decretum hoc in universo orbe quoad omnes omnino (qualibet exceptione remota) ecclesias ritum latinum sequentes absque ulterioris promulgationis necessitate vigere incipiet post sex menses ab eius editione seu die.... quoad Europam atque insulas adiacentes; post annum vero seu die.... in reliquis orbis partibus (2). Ordinariorum autem et parochorum erit per crebras, populoque congruas instructiones sive scripto sive verbo interim plebem christianam de saluberrima hac innovatione edocere (3).

(Si placebit acceptare propositam a me sanationem matrimoniorum invalide celebratorum ex vitio clandestinitatis – confer omnino Appendicem IV ad calcem – poterit opportune hic inseri paragraphus 20) ita concepta ut ibidem proponitur, seu:

20. *Auctoritate SSmi decernuntur sanata in radice matrimonia quaelibet etc. etc.*

(Sequi heic poterunt, quatenus opportunum videatur, clausulae derogatoriae etc. etc.) (4).

Carolus Lombardi, *Defensor Vinculi*.

---

nariorum, (v. g. Episcoporum ac Abbatum Nullius) necnon aliorum, qui Ordinariis aequiparantur v. g. Vicariorum Apostolicorum ad succidendas quaslibet controversias, quas forsan adhuc aliquis permovere posset, eas depromendo ex natura potestatis Vicariorum Generalium, num scilicet sit vere ordinaria necne.

(1) Hae poenae respiciunt assistentes sacerdotes necnon ipsos contrahentes.

(2) Dictum est *quoad ecclesias ritum latinum sequentes,* ne quid videatur immutari quoad ecclesias rituum orientalium. Adhiberem formulam *post sex menses.... post annum* addendo insuper diem determinatam, idque ad tollendas quaslibet controversias, num v. g. dies editionis (puta 1° Iulii) sit comprehensa vel non spatio *sex mensium..... anni.* Imo forsan melius reticerentur verba *post sex menses, post annum* dicendo statim *die tali* v. g. *kalendis Ianuarii pro Europa.... kalendis Iulii* pro reliquo orbe. Haec videntur forsan prima fronte aequo subtiliora, verum, quum sermo est de legibus, nulla cautela satis. Quod bene norunt iuris-periti!

(3) Opportunum videtur: *a*) per unam promulgationem Romae factam ponere in tuto unitatem novae disciplinae in universo orbe; *b*) mandare viceversa, ut per crebras instructiones durante tempore constituto, seu *sex mensium* et *unius anni* (quodque videtur esse fini intento adsequendo aptum) populus edoceatur tempore opportuno, quum agatur de re, quae multum attingit populorum mores, seu matrimoniorum legitimitatem cum consequentibus effectibus etiam in ordine ad familias etc. Reapse Patres Tridentini mandaverunt faciendam promulgationem *in singulis parochiis.*

(4) *Monitum.* Nihil prorsus in schemate dictum est de celebri declaratione

APPENDIX I

Doctrina Cl. Sanchez super vera mente PP. Tridentinorum quoad parochum proprium.

(Tract. *de matrim., lib. 3, disp. 19*)

Utrum sit necessarium ad matrimonii valorem, ut assistat proprius utriusque contrahentis parochus, ac intra propriae parochiae limites.

Videtur non desiderari ad matrimonii valorem, proprii parochi assistentiam: quia Trident. sess. 24, c. 1 de matrimon., in decreto irritanti, solum ait: *Qui aliter quam praesente parocho;* cum ergo indefinite loquatur, et sit lex correctoria, non est intelligenda de proprio parocho, ut vel sic minus corrigat ius antiquum.

Et confirmatur, quia idem Tridentinum, eod. c. 1 paulo inferius, vers. *quod si quis parochus,* sic ait: *Si parochus, vel alius sacerdos, sine proprii parochi licentia, alterius parochiae sponsos matrimonio coniungere ausus fuerit, maneat suspensus,* etc., non dicit matrimonium esse irritum, ergo signum est non esse de necessitate sacramenti, sed solum de praecepti necessitate exigi, ut proprius parochus sit, prout contingit in extrema unctione.

Secundo, quia esto dicamus requiri esse proprium utriusque contrahentis, quia Trident. d. cap. 1, paulo ante decretum irritans, dicit denunciationes faciendas esse a proprio contrahentium parocho, loquens in plurali, et postea subdit: *Qui aliter quam praesente parocho;* ergo clare videtur loqui de eodem parocho, de quo antea: hoc enim argumento statim num. seq. utemur, ad probandum requiri esse proprium parochum §. Et confirmatur, quia cum uterque contrahens sacramentum recipiat, utriusque parochus proprius adesse debet, aliter enim non potest utrique sacramenta ministrare.

Duo tanquam indubitata supponenda sunt. Primum est, exigi necessitate sacramenti, ut valeat matrimonium, assistentiam proprii parochi. Probatur primo, quia expresse Trid. sess. 24, c. 1 de matrim., in principio illius decreti locutum est de proprio parocho, ibi: *Praecipit sancta Synodus, ut matrimonium ter a proprio contrahentium parocho denuncietur.* Et infra loquendo de benedictionibus statuit ut a proprio

Urbani VIII quoad se transferentes *in fraudem* de loco subiecto Capiti *Tametsi* ad locum exemptum, nam post decretum huiusmodi non amplius erunt loca exempta, et sic cessabunt pro semper intricatae quaestiones, cui illa declaratio dedit locum.

parocho fiant, ergo idem dicendum est de ipso matrimonio: clausula enim non ita clara, ex antecedentibus et subsequentibus debet intelligi.

Secundo nam illius parochi praesentia necessaria est, qui potest alii sacerdoti licentiam assistendi matrimonio concedere: ut constat ex illis verbis eiusd. Conc., eod. c. 1: *Qui aliter quam praesente parocho, vel alio sacerdote de ipsius parochi licentia;* sed solus proprius parochus est, qui potest hanc licentiam concedere, alius enim iurisdictionem non habet in contrahentes: ergo solus ille poterit matrimonio assistere.

Tertio ex fine eiusd. c. 1, ubi parochus, vel alius sacerdos coniungens sponsos absque licentia proprii parochi, suspenditur: ergo sentit Tridentinum hoc munus esse proprii parochi, ac proinde dum praesentiam parochi petit, de proprio intelligit.

Tandem quia idem Trident. ead. sess. 24, c. 23 de refor. in fine, praecipit Episcopis ut in locis, in quibus promiscui parochi erant, fiant distinctae parochiae, et unicuique suus parochus assignetur, a quo solo sacramenta licite percipiantur: ergo dum idem Tridentinum praecipit parochum matrimonio assistere, de proprio intelligit. Sic docent Nav. l. 4 consiliorum, in 1 edit., titulo de clandest. despons., cons. 2, n. 1, et Summ. Latina, c. 25 in fine, Menoch. cons. 398, vol. 4, ubi variorum DD. consilia congerit idem asseverantium, et Rotae sententia decisum esse affirmat. Rota decis. 643 et 656, et seq. tom. 1, in novissimis; Spino, Speculo testam., gl. 25, n. 37; Salzedo, pract. c. 73, in nova edit. vers. 14; Segura, direct. iudicum, 2 p., c. 15, n. 46. Et ex Theologis, Veracrux, appendice ad Speculum, dub. 5, concl. 2; Corduba, Summa, q. 43 in fine, 44 in fine, et 46 in fine; Henriquez, lib. 11 de matrim., cap. 3, n. 2; Barth. a Ledesma, de matrim., dub. 21, § *Et annotare;* Vega, lib. 6 Summae, cas. 113; Petr. de Ledesma, de matrim., q. 45, art. 5, punct. 3, dub. 3, concl. 1; Ludovicus Lopez, 1 p. instructorii, c. 86, § *Praeterea,* et 2 p. de matrim., c. 39, § *Praeterea advertendum;* Manuel, 1 tom. Summae, 2 edit., c. 19 n. 4.

Quando autem foemina nubens statim ad viri parochiam transferenda est, an sit proprius parochus, qui est habitationis foeminae, et si matrimonium illud inveniatur nullum, sit coram eodem parocho ratificandum: dicemus hoc tertio lib., disp. 23 et 25.

Hinc infertur, dum Bulla cruciata facultatem recipiendi sacramenta a quolibet sacerdote concedit, minime concessionem intelligi de sacramento matrimonii. Primo, quia ut alienus sacerdos possit assistere matrimonio, requiritur licentia expressa ut hoc 3 lib., disp. 35 probabimus: in eo autem indulto nulla fit matrimonii mentio.

Secundo, quia licet eo indulto ministratio digniorum sacramento-

rum, ut Eucharistiae et Poenitentiae concedatur, non sequitur concedi matrimonii ministerium propter ingentia inde subsequenda incommoda: expediebat enim eum solum matrimonio assistere posse, qui tanquam proprius pastor oves cognoscens impedimenta investigare valeret.

Confirmatur, quia nullus alius potest sponsos benedicere absque proprii parochi licentia, ut dicitur in Trid., sess. 24 de matr., c. 1, et derogatur ibi cuicunque privilegio, ergo signum est nolle Trident. virtute cuiusvis privilegii alienum sacerdotem absque proprii licentia matrimonio interesse posse. Sic Veracrux, appendice ad Speculum, dub. 5, concl. 7; Spino, Spec. testam., gl. 15, n. 43; Henriq. l. 11 de matr., c. 3, n. 5; Suar., 3 p., q. 82, art. 3, disp. 73, sect. 3, § *Quo circa;* Barth. a Ledes. dub. 21 de matrim., fol. 1320; Petrus de Ledesma, de matrim., q. 45, art. 5, punct. 3, dub. 3, ad fin. § *Ex dictis sequitur quod simplex sacerdos.*

Secundo supponendum est tamquam certum sufficere parochum alterius contrahentium, saltem si sit parochus illius contrahentis, in cuius parochia celebratur; ut si in parochia sponsi parochum ipsius sponsi, et in parochia sponsae parochum sponsae. Probatur quia quamvis quoad reliqua sacramenta parochus alterius contrahentis, non sit utriusque parochus, at quantum ad matrimonium parochus alterius est utriusque ratione connexionis, eo quod matrimonium non nisi inter duos consistere potest, ut probatur ex leg. *Si communem, ff. Quemadmodum servit. amitt., ibi,* « Si communem fundum ego, et pupillum haberemus, licet uterque non uteretur, tamen propter pupillum et ego viam retineo ». Ubi Glossa verbo *Et ego,* inquit: « quia individuum est, ideo aut tota retinetur, aut tota amittitur ». Et Bart. ibi, in init. inquit: « In individuis retinet quis per socium, quod per se non potest ». Cum ergo matrimonii contractus individuus sit, ita ut ab uno sine altero iniri nequeat, eo ipso quod quis est parochus ad coniungendum unum, per necessariam connexionem erit ad utrumque.

Et confirmatur, quia re concessa, omnia necessaria ad illam comparandam conceduntur *leg. 2, ff. de iurisd. omn. iudic., ibi:* « cui iurisdictio data est, ea quoque concessa videntur, sine quibus iurisdictio explicari non potuit », et *c. praeterea, de off. deleg. in fine, ibi,* « ex eo quod causa sibi committitur, super omnibus quae ad causam ipsam spectare noscuntur, plenariam recipit potestatem »: ergo cum proprio parocho committatur suum parochianum matrimonio coniungere, censetur etiam commissum alienum cum suo coniungere, cum haec necessario connexa sint. Sic Navar., Summa Latina, c. 25 in fine, in posteriori editione, dicens sic declarasse Cardinales: quamvis in antiqua editione asseruerit

solum sponsae parochum esse legitimum: Spino, Speculo testam., gl. 15, n. 41; Segura, 2 p. directorii iudicum, c. 15, n. 47; Salzedo, pract. c. 73, in nova edit., vers. 14. Et ex Theologis, Henriquez, l. 11 de matrim., cap. 3, n. 2; Manuel, 1 tom. Summae, 2 edit., cap. 29, num. 4; Vega, lib. 6 Summae, cas. 118; Petrus de Ledesma, de matrim., q. 40, art. 5, punct. 2, dub. 3, concl. 2; Ludovicus Lopez, 1 p. instruct., c. 86, § *Praeterea,* et 2 p. de matr., c. 49, § *Praeterea advertendum;* Barth. a Ledes., dub. 21 de matrim., fol. 1331, § *Annotare oportet secundo;* Vivaldus Candelabro, 1 p. de matr., n. 244.

Ad argumenta proposita n. 1 respondetur. Ad 1 ex antecedentibus et subsequentibus colligi Tridentinum intellexisse de proprio parocho.

Ad confirmationem dic ibi solum tractari de poena sacerdotis alieni assistentis matrimonio, ac proinde non opus fuisse repetere matrimonii nullitatem; quae satis expressa erat.

Ad 2 et confirmationem constat dictis n. praecedenti, nam ratione connexionis parochus unius, est utriusque.

APPENDIX II

Num expediat conservare theoriam et disciplinam de indivisibilitate contractus in matrimonio et consequenti communicatione privilegii exemptionis ex parte nupturientis exempti ad nupturientem non exemptum.

1. Praestat ante omnia statum quaestionis dilucide, quamvis breviter, exponere. Id autem praestabo referendo verba cl. Gasparri in *tract. de matr., vol. II, ed. I, pag. 163, n. 963:* « Ante omnia vero generaliter animadvertendum, quod si una pars ratione loci in quo habitat, vel ratione societatis in qua vivit, exempta est; eius exemptio, propter individualitatem contractus, etiam alteri parti communicatur, ideoque neutra tenetur forma Tridentina quoad validitatem matrimonii, et ita matrimonium clandestinum est validum, licet illicitum. Bened. XIV *de Syn. VI, VI, n. 12* enarrat omnes, qui in S. C. C. coram ipso Pontifice expenderunt quaestionem de validitate matrimonii clandestini haereticorum inter se aut mixti in Statibus Foederatis Belgii et Hollandiae, semel admissa validitate matrimonii haereticorum inter se, concordibus suffragiis admisisse quoque validitatem matrimonii mixti (1), « quoniam cum coniugum alter tum ratione loci in quo habitat, tum ratione societatis in qua vivit, exemptus sit a Tridentinae synodi lege, exemptio

(1) Canonistae autem consulti non omnes id admiserant. Vide De Rosckovany *De matr. mixtis* I, § 49.

qua ipse fruitur, alteri parti communicata remanet propter individuitatem contractus, vi cuius exemptio quae uni ex partibus competit, ad alteram secundum etiam civiles leges extenditur eidemque communicatur ». Ante Benedict. XIV hoc principium nonnulli admittebant, alii negabant: sed post Ben. XIV omnes et in foro et in scholis illud retinent. Hoc tamen principium valet tantum pro matrimonii forma, non vero pro aliis impedimentis: proinde in his, etsi una tantum pars ligetur, e. g. in impedimento aetatis, disparitatis cultus etc., matrimonium irritum est. Non dubitamus hoc principium applicandum quoque esse matrimonio inter fidelem et infidelem, ita ut exemptio infidelis a forma Tridentina communicetur etiam fideli, et exemptio fidelis a forma civili forte constituta communicetur etiam infideli, ideoque matrimonium sine forma Tridentina et sine forma civili sit validum, obtenta dispensatione *a disparitate cultus*; nisi in hac dispensatione aliud statuatur, aut aliud obsit impedimentum *(n. 297)* ».

2. Hisce suppositis, moneo me in schemate conficiendo habuisse prae oculis hanc doctrinam, ut liquet ex iis, quae proposui quoad matrimonium clandestinum v. g. in Italia nupturientis haeretici cum nupturienti catholica, itemque quoad matrimonia inter baptizatum et non baptizatam. Verum expeditne proprie hanc disciplinam conservare? Reor quod innovata quidem ac faciliori reddita, sed iterum iterumque inculcata, disciplina *de necessitate contrahendi publice seu coram Ecclesia*, magis forsan expediret sancire contrarium principium, seu statuere ut omnia et singula coniugia catholicorum (nam acatholici in hypothesi, seu si acceptatur schema, generatim excluduntur) debeant coram Ordinario seu parocho et testibus celebrari. Unde corollarium quod casu contingente, quod unus ex nupturientibus sit non catholicus (vel baptizatus vel non baptizatus parum refert) debeat ipse contrahere secundum formam catholicam. Ecclesia enim de parte catholica sollicita esse debet et non de acatholica. Proinde si pars catholica inhiat nuptias cum acatholica, *hanc* secumtrahat ad ecclesiasticam sanctionem nuptiis obtinendam, non e converso. Verum sapientiores viderint. Quod tamen si placebit, schema inflectetur ad hanc novam dispositionem. Hucusque haec theoria ac disciplina erant valde commodae, potissimum ad aestimandum valorem nuptiarum mixtarum necnon valorem matrimoniorum inter subiectos C. *Tametsi* et ab eo exemptos. Verum in futurum, quum parum inservire possit, nec aliunde carere videatur aliqua anomalia, forsan melius est eam abolere. Quoddam eius temperamentum ego iam proposui, edicendo in schemate quod nuptiae inter partem baptizatam et partem non baptizatam omnino sub nullitatis poena celebrari debeant coram

Ecclesia, secus ac hucusque esset verum, ut liquet ex superius recitatis verbis cl. Gasparri. Verum EE. VV. erit decernere radicaliorem disciplinae mutationem, substituendo principio, quod hucusque viguit: *Pars, quae non tenetur* (saltem quoad validitatem) *ad celebrandum coram Ecclesia, communicat hoc suum quasi-privilegium alteri comparti,* hoc aliud principium: *Pars, quae tenetur, trahit ad se partem, quae per se non teneretur.*

3. Imo ad certo comprehendendum quoque casum matrimonii inter v. g. virum latini, qui tenetur *sub nullitate,* et mulierem ritus orientalis, quae non tenetur *sub nullitate,* talia adhiberem verba, quae *casum quemlibet absque ulla exceptione contineant.*

APPENDIX III

Num expediat ita concipere schema, ut excludantur e decreto illi haeretici et schismatici, qui per se tenerentur ad contrahendum coram Ecclesia.

1. Hoc punctum est valde salebrosum et momentosum. Putarem propositam formulam esse valde aptam ad excludendos e vi decreti irritantis acatholicos seu haereticos et schismaticos, qui, quum in haeresi vel schismate fuerint nati vel saltem ab infantia enutriti et educati, profecto miserationem aliquam merentur ob sequentes rationes: 1. In primis generatim magis praesumendum est eos esse in bona quam in mala fide, quum praepotens sit vis opinionum ab incunabulis ebibitarum: adeo verum ut, casu contingente, quod proles nascatur ex coniugio a talibus personis celebrato, non obstante impedimento dirimente (v. g. in gradu prohibito), generatim censeatur ut legitima ob praesumptam bonam fidem seu ignorantiam parentum. 2. Insuper matrimonium celebrare est de iure naturali primario, iamvero durissimum videtur obligare tales personas (numero frequentissimas) vel ad abstinendum a matrimonio vel ad celebrandum secundum formam, quam non admittunt. 3. Insuper res in iure nostro ita sunt dispositae, ut contineat quamdam saltem practicam contrarietatem, nam dum obligantur tales haeretici etc. ad contrahendum secundum formam Concilii, prohibentur parochi, quominus talibus matrimoniis assistant. 4. Insuper talis disciplina locum dare potest immoralitatibus, nam supponamus v. g. quemdam protestantem heic Romae abhorrere uxorem suam.... posset simulate convertere se ad fidem catholicam, postea impugnare matrimonium ex capite clandestinitatis, et sic transire ad secundas nuptias. 5. Quidquod vix non videbitur aliquibus quasi-immorale (ut minus sapiens forsan dico) cogere tales haereticos

ad faciendam rem, quam ipsi secundum principia, quae fixissima ac firmissima habent, putant esse contra conscientiam suam, quamque de facto et in concreto (quidquid sit de iure et in abstracto) reapse non ponerent nisi peccando, esto ex conscientia erronea ?! Revera nonne (ut dicit Innoc. III) ***quidquid fit contra conscientiam, aedificat ad gehennam?*** Rationes vero in contrarium parum valent. V. g. imputare sibi debent haeretici quod coniugia sint nulla.... ipsi ignorant nullitatem; ergo, quum sint in bona fide, non peccant utendo matrimonio nullo etc. etc. Nam contrariae sunt longe graviores, adeo ut, si quid exiguitati meae opinari licet, non solum instem enixissime, ut acceptetur proposita formula, sed etiam ut serio cogitetur de remedio quoad praeteritum, sanando in radice innumera coniugia ita nulliter celebrata v. g. in Gallia, Italia, etc. Confer etiam Appendicem IV ad calcem.

2. Et haec quidem iam scripseram, quando mihi validissima (ut opinor) nova occurrit ratio ad inveniendum modum aliquem non comprehendendi lege clandestinitatem vetante acatholicos. Concilium Tridentinum voluit, ut C. *Tametsi* non obtineret vim suam (quod unicum est in decretis ac sanctionibus tridentinis) nisi in singulis paroeciis, in quibus *de facto* promulgatio ipsius capitis fieret. Et hoc, notant doctores, ideo etiam (ni forsan potissimum) quia, quum bene posset ac deberet praevideri quod protestantes non fuissent promulgaturi Caput in suis ecclesiis, loca illa legem effugissent, et sic in tuto fuisset posita validitas coniugiorum ab ipsis protestantibus celebrandorum. Si ergo mens Tridentini fuit proprie excludere protestantes, quum hodie ob mutata adiuncta, v. g. ob datam a Guberniis tolerantiam cultuum ut inquiunt, frequentia acatholicorum in locis catholicis et in medio catholicorum sit magna, serio cogitandum est de modo practico (ut fecit Concilium) ***hinc*** doctrinam catholicam firmam et integram tenendi, et aversionem erga errorem profitendi, at *illinc* simul non illaqueandi inutilibus ac damnosis vinculis eos miseros, quos iam erroris catena constringit. Ponere in tuto valorem coniugiorum huiusmodi videtur omnino cohaerere aequitatis ac moralitatis principiis ! ! ! Profecto si Patres Tridentini praevidere potuissent hanc adiunctorum quasi fundamentalem immutationem, aliqua efficaci ratione cavissent, ne lex de clandestinitate acatholicos urgeret ! ! ! Profecto si protestantes hodierni scirent, seu serio cogitarent nos per leges nostras eos ponere in practica quadam quasi–necessitate non habendi coniugia valida, reor quod scandalum et quidem non leve paterentur. Coeterum, quum sapientibus loquar, vix inutile videtur advertere me non habere ut invalida omnia prorsus haereticorum et schismaticorum coniugia, sed solum ea, quae inita fuerint illis in locis, in quibus

ob publicationem factam C. *Tametsi* antiquis temporibus, quando haeretici etc. ibidem nullo modo erant aut saltem erant rarissimi, omnes ibidem commorantes, catholici vel acatholici parum refert, dummodo baptizati, censendi sunt decreto obstricti, ut verum est v. g. de Italia.

3. Mentem autem Concilii Tridentini fuisse eam quam ego indicavi, liquet v. g. ex traditis a cl. Gasparri in tract. *de matrim., vol. II, pag. 98, ed. I:* « Ipsum Concilium relatis verbis determinat modum illud promulgandi, qui est prorsus singularis. Vult nimirum ut decretum pluries publicetur in unaquaque parochia, et vim non habeat, nisi post triginta dies a prima publicatione. Ratio propter quam Concilium hunc modum selegit, haec fuit. P. Lainez S. I. in ipso Concilio observavit haereticos hanc legem non esse recepturos: unde innumerae fornicationes, filii illegitimi, magna confusio quoad legitimas successiones. Concilium voluit haec incommoda removere, et putavit ea removeri, si exigeretur promulgatio decreti in unaquaque paroecia; nam hoc modo decretum promulgandum fore praevidebatur in locis, quae vel catholici exclusive incolebant, vel in quibus potiores partes habebant; non autem in locis ab haereticis vel exclusive vel principaliter occupatis ».

4. *Proponitur et exsolvitur quaedam prima difficultas.* Forsan aliquis obiiciet, quod semel admissa exemptione a decreto quoad natos vel saltem educatos in haeresi et schismate, haeretici et schismatici utpote exempti communicabunt hoc suum quasi-privilegium parti catholicae, et hinc continget quod v. g. matrimonium clandestinum (seu non celebratum coram Ecclesia) initum heic Romae inter virum protestantem et puellam catholicam erit validum.... Et ita quidem verum futurum fore candide fateor; verum me non terret difficultas, nam melius est permittere hoc incommodum quam tolerare quod *omnia coniugia v. g. protestantium* heic Romae sint invalida. Caeterum posita hac innovatione iam evaderet verum quoad orbem id, quod hodie iam est verum in locis, ad quae fuit extensa Benedictina. Nam ibidem proprie ex eo quod sint valida, ob gravissima motiva recognita, matrimonia clandestina haereticorum inter se, habentur quoque valida matrimonia clandestina mixta. Caeterum quum hodie valde diffusus sit usus matrimoniorum civilium, sic codicibus civilibus disponentibus, reor quod practice ex innovatione proposita non solum non sequeretur multum damni, sed forsan aliquid boni. Reapse plures, qui alias vixissent in concubinatu (puta quia contenti solo matrimonio civili vel solo matrimonio coram ministello acatholico) in facto erunt reapse legitime coniugati, nam ipsorum matrimonium ob indivisibilitatem contractus revera valebit. Paucis (qua agatur de mixtis) qui volunt rite undequaque copulari, id facile obtinebunt ser-

vando, quae Ecclesia praecipit; qui vero ecclesiasticas sanctiones spernentes volent arbitrio suo copulari, ex provida Ecclesiae dispositione, ipsorum temeritati contra eunte, valide licet et quasi inviti copulabuntur. Coeterum in difficultate solvenda, est habenda quoque ratio eorum, quae in superiori Appendice II proponuntur quoad mutationem principii moderantis communicabilitatem privilegii a parte privilegiata ad non privilegiatam.

5. *Proponitur et exsolvitur quaedam secunda difficultas.* Cl. Gasparri in suo tract. *de matr., vol. II, cap. 17, de matrimonii forma*, haec habet relate ad intelligentiam Benedictinae: « Quaesitum fuit a S. C. S. Officii: *An pro intelligentia celebris declarationis Ben. XIV pro Hollandia comprehendi possint sub nomine haeretici quinque sequentes classes: 1° Illi qui, catholice baptizati, a pueritia nondum septennali in haeresi educantur ac haeresim profitentur; 2° Qui non tam in haeresi quam ab haereticis educantur, nulla scilicet vel vix ulla haereticae doctrinae instructione accepta et cultu non frequentato, licet aliquoties participato; 3° Qui adhuc pueri in manus haereticorum incidentes haereticae sectae adiunguntur; 4° Apostatae ab Ecclesia catholica ad haereticam sectam transeuntes; 5° Qui nati et baptizati ab haereticis adoleverunt quin ullam solemnem haereseos professionem emiserint ac veluti nullius religionis... Igitur quid sentiendum sciscitatur Episcopus de istorum matrimoniis cum parte catholica initis?...* »; S. C. 6 Apr. 1859 respondit: *Ad effectum matrimonii supra numeratos comprehendi in laudata Ben. XIV declaratione* ».

Iamvero supposito quod acceptetur supra proposita exemptio haereticorum etc. natorum vel saltem educatorum in haeresi, iam amplius non habebit locum in tota sua extensione haec interpretatio data a S. O. Nam v. g. apostatae *(de quibus sub n. 4)* non amplius eximentur..... Resp. esse verum. Attamen bonum, quod habetur ex abolitione impedimenti in *genere* pro natis vel saltem enutritis in secta acatholica abunde compensat parvum damnum, quod sequeretur relate v. g. ad personaliter apostatas, qui nequibunt valide contrahere nisi coram parocho. Ipsi autem id sibi imputare debent, quum sint personaliter rei.

6. Notetur autem bene modus quo concepi schema ad excludendos haereticos et schismaticos (seu natos vel saltem enutritos in haeresi et schisma). Non enim *aperte* eos exclusi, sed *tacite* et quasi per viam transversam ne aliqui, potissimum pusilli, occasionem caperent scandali aut saltem admirationis, quasi Ecclesia velit *positive* favere huiuscemodi hominibus. Certo certius *positive* favere non esset bonum, at est optimum eis consulere tamquam filiis miseris et infirmis, Christi vestigiis

inhaerendo, de quo praedixit Isaias : *Arundinem quassatam non confringet, et linum fumigans non extinguet* (Is. 42, 3).

APPENDIX IV

Num expediat generali decreto sanare in radice matrimonia hucusque sive a catholicis sive ab acatholicis invalide celebrata ex clandestinitatis vitio.

1. Si quid opinor, forsan non esset inopportunum ad funditus resecandas intricatas, numeroque plures, quaestiones de validitate vel invaliditate iam contractorum coniugiorum ex capite clandestinitatis sive relate ad catholicos sive relate ad acatholicos, radicitus rem succidere per ultimum comma decreto apponendum, hoc modo conceptum : *Auctoritate SSmi decernuntur sanata in radice matrimonia hucusque a baptizatis quibuslibet invalide celebrata ex clandestinitatis vitio, dummodo consensus perseveraverit, et, quatenus agatur de coniugiis a catholicis initis, fuerint ea coram aliquo ministro sacro celebrata.* Hoc modo sanarentur innumera invalida coniugia acatholicorum.... ac in tuto ponerentur plura coniugia catholicorum (exceptis, ut par est, matrimoniis mere civilibus) nulliter celebrata, quia inita sine ullo parocho vel coram parocho non proprio....

2. Utrum id fieri expediat, non est meum iudicare. Reor tamen rem studium mereri. Quod si fieret, iam esset in bona substantia et quidem pro semper magna parte sepultum cum honore Caput *Tametsi,* quod non immerito aliquis iocose appellavit : *vineam advocatorum ! ! !*

3. *Exceptis,* supra dixi, (et quidem valde consulto) *matrimoniis mere civilibus.* Equidem et haec sanari possunt, et reapse interdum sanantur in S. O. et S. Poenitentiaria. Verum si singulis in casibus id videtur fieri posse sine periculo sanandi quod non est, seu matrimonium mere ludicrum, quippe celebratum *non intentione ineundi coniugium saltem validum iure naturae, at solum explendi meram coeremoniam civilem,* non careret forsan incommodis et difficultatibus sanare *generatim* omnia coniugia civilia *ob periculum sanandi plura coniugia nullo modo talia, et hinc non sanabilia, quippe conventiones carentes figura vere maritali,* ut dicunt canonistae. Inter conditiones enim necessarias ad sanandum coniugium invalidum, oportet ut consensus aliquo modo vere maritalis fuerit praestitus et perseverarit. Quod non obtinet in celebrantibus matrimonium civile solum cum animo implendi quamdam formalitatem mere civilem. At de omnibus iudices Vos estote PP. EE.

et parcite mihi si quid forsan minus rectum, minus congruum, minus opportunum scripserim vel proposuerim! Etsi desint vires (antiquum est adagium) laudanda tamen voluntas!

VOTUM SECRETARII

Cum iuxta S. H. C. legem opus sit ut Secretarius votum suum Emis Patribus praevie patefaciat, in praesenti causa id eo vel magis necessarium evadit, quia agitur de re inter omnes gravissima, et quia Consultores in varias discordesque sententias abierunt. Censui autem utilius esse mentem meam typis impressam in antecessum exhibere, quam in incontinenti oretenus proponere. Sit itaque

SCHEMA CANONUM

Can. 1. Matrimonium inter catholicos in universa Ecclesia, ut validum sit, contrahi debet coram aliquo catholico loci Ordinario vel parocho, aut sacerdote qui loco parochi sit (1), intra limites respectivi territorii, (2) et coram duobus testibus.

---

(1) Haud necessarium existimo heic loqui de ***delegato,*** quum omnibus scitum sit, quod potestas ordinaria delegari potest quodque *qui per alium facit, per se ipsum facere videtur.* Non est igitur hic locus confundendi conceptum primarium cum delegatione, de qua congruentius sermo erit inferius ubi de modalitatibus ipsius delegationis.

(2) Omnia suadent ut potestas parochorum quoad matrimonii celebrationem reddatur territorialis. Prae primis enim quum omnes civiles Codices hoc principium utpote opportunius adoptaverint in actis celebrandis nuptiarum uti aiunt civilium, non suppetit sufficiens ratio cur Ecclesia illud non sequatur in matrimoniali materia. Accedit praeterea quod, abolita disciplina parochi *proprii* atque extensa facultate parochis valide assistendi matrimoniis etiam non subditorum, congruum videtur quod saltem haec amplissima ipsorum facultas coarctetur intra limites propriae iurisdictionis, ut inde confusio et praesertim contestationes parochi proprii diversa sub forma in posterum vitentur. Absque dubio saltem quaelibet necessitatis aut utilitatis ratio desinit, ut parochus assistat matrimonio proprii filiani in aliena paroecia. Id eo vel magis tenendum est, quia celebratio matrimonii eum actorum complexum requirit, v. gr. publicationes, solemnem benedictionem, adnotationem in libris parochialibus etc., quae minime conveniunt parocho extra proprium territorium, quaeque difficulter ab eodem peragi poterunt debita cum sollertia ac diligentia. Esto quidem in genere potestatem parochialem a iurisprudentia considerari ad instar potestatis

Can. 2. Ordinarius vel parochus, ut valide adsistat, debet esse rogatus, et requirere ac excipere matrimonialem contrahentium consensum.

Can. 3. Hoc autem facere valet a die adeptae possessionis beneficii aut officii, eaque perdurante, nisi publico decreto nominatim fuerit excommunicatus aut ex officio suspensus, appellatione in contrarium, quae forte interposita fuerit, minime suffragante.

Can. 4. Quilibet Ordinarius vel parochus licentiam concedere potest alii determinato sacerdoti intra limites sui territorii, ut valide matrimonio adsistat.

Can. 5. Ordinarius vel parochus matrimonio adsistere licite non valet, nec licentiam adsistendi concedere, nisi alteruter ex contrahentibus subditus sibi sit ratione domicilii aut saltem commorationis in loco per mensem protractae.

Can. 6. Vagorum autem matrimonio parochi licite adsistere non possunt nisi, re ad Ordinarium delata, ab eo licentiam id faciendi obtinuerint.

Can. 7. Quamvis vero Episcopi aliique locorum Ordinarii possint et valide et licite matrimoniis adsistere, cavere tamen debent ne crebrius id faciant; numquam autem inconsultis parochis nupturientium propriis.

Can. 8. § 1. In impossibilitate generali ac diuturna, adeo ut prudenter praevideatur intra annum vel semestre coram Ordinario vel parocho, aut sacerdote ab iis delegato non posse matrimonium celebrari, hoc valide et licite iniri potest coram duobus saltem testibus.

§ 2. In impossibilitate particulari, imminente scilicet mortis periculo, ad consulendum conscientiae et prolis legitimationi etiam coram simplici confessario, aut alio unico teste matrimonium contrahi valide et licite potest.

Can. 9. Leges superius statutae valent generatim etiam pro matrimoniis mixtis, quae a parte catholica cum acatholica contrahuntur sive cum dispensatione ab impedimento disparitatis cultus aut mixtae religionis, sive non; nisi aliter pro aliquo particulari loco aut regione a legitima auctoritate fuerit cautum (1).

---

paternae, quam proinde parochus etiam in peccatorum absolutione exercere valet, sine strepitu, quoad suos filianos etiam extra proprium territorium; verum potestas celebrandi matrimonium diversam ac superiorem induit naturam, socialem nempe, et iurisdictionem importat utique voluntariam, quae tot actorum complexum exigit, ut simpliciter paterna dici non possit.

(1) Hac de re extant duae decisiones Pontificiae inter se pugnantes, ideo statutae quia eas requirebant diversa locorum ac personarum adiuncta. Siqui-

Can. 10. In matrimonii celebratione ritus in libris sacramentalibus ab Ecclesia probatis praescripti diligenter serventur: et parochi in primis curent, ne solemnis benedictio a sponsis negligatur. Si vero haec vel alia gravioris momenti praetermissa fuerint, cum primum fieri commode potest, suppleantur iuxta modum in iisdem libris statutum.

Can. 11. In matrimoniis mixtis, etiamsi legitima dispensatio intercesserit, quilibet sacer ritus adhiberi prohibetur. Si tamen ex hac prohibitione gravia mala oriri praevideantur, Ordinarius potest aliquam ecclesiasticam caeremoniam, exclusa semper Missae celebratione, permittere. Can. 12. § 1. Celebrato matrimonio, parochus vel qui eius vices gerit, statim describat in libro matrimoniorum nomina coniugum et testium, locum et diem celebrati matrimonii et alia iuxta formulam in libris ritualibus vel a proprio Ordinario praescriptam; idque licet alius sacerdos vel a se vel ab Ordinario delegatus matrimonio adstiterit.

§ 2. Insuper parochus etiam in libro baptizatorum adnotet coniugem tali die in sua parochia matrimonium contraxisse; si vero coniux alibi baptizatus fuit, parochus notitiam initi matrimonii ad parochum baptismi transmittat, qui idem adnotet in suo baptizatorum libro.

§ 3. Etiam cum matrimonium ad normam can. 6 contrahitur absque praesentia parochi vel alterius qui eum suppleat, contrahentes et, iis deficientibus, testes curare debent ut quantocius in praedictis libris adnotetur.

---

dem Leo XIII per decretum S. C. a negotiis ecclesiasticis extraordinariis diei 12 Ian. 1890 statuit in insula Melitensi, acatholicis a tridentina forma solutis, eidem subiici omnes catholicos contrahentes sive inter se sive cum parte acatholica. E contra decreto S. Officii diei 18 Ian. 1906 Pius PP. X decernit quod in tota Germania, inducta pro catholicis praescriptione capitis *Tametsi*, quoad protestantes et quoad matrimonia mixta formam Tridentinam non requiri ad valorem. Iamvero in Codice universalis Ecclesiae quaenam formula praeferenda est? Censeo praeferri debere formulam statutam pro Melita; nam si ob speciales circumstantias opportuna vel necessaria visa est dispositio pro Germania, ubi simul cum catholicis numerantur protestantes, idem criterium applicari non posse videtur omnibus aliis nationibus, praesertim vero catholicis. Quod confirmatur etiam ex eo quod dum ex una parte Ecclesia propter graves rationes abolevit matrimonia clandestina inter catholicos, ex altera vero gravioribus etiam de causis abhorret a coniugiis mixtis, et nonnisi quibusdam sub cautelis illa permittit. Si igitur eximeretur ab observantia formae Tridentinae catholicus, qui cum parte acatholica contrahit, id esset contra apertam Ecclesiae mentem, atque vergeret in perniciem, quum exinde via sterneretur ad matrimonia clandestina et mixta celebranda.

Proposita igitur causa sub die 17 Februarii 1906 cum iam supra relatis votis, Emi Patres quoad punctum quaestionis fundamentale convenerunt in hac novae legis formula: « Catholici omnes, ubique terrarum, etiam in locis ubi hucusque publicatum non fuit caput *Tametsi* Concilii Tridentini, incipiendo a die...., non poterunt matrimonium valide contrahere, nisi mutuum consensum praestent coram aliquo loci Ordinario aut parocho catholico, quicumque sit, qui ad adsistendum rogatus fuerit, et coram duobus saltem testibus. Et matrimonia ex inopinato aut aliter contracta nulla et irrita erunt ».

Et ita quidem quoad substantiam dispositionis principalis; nam quoad formam dictionis, quoad subsequentes minorisve momenti dispositiones, et quoad coordinationes huius novae legis cum ceteris, quae a Commissione Codicis ecclesiastici agi dicebantur, Emi Patres distulerunt iudicium, ac mandarunt ut facto verbo cum SSmo, Secretarius S. C. ageret etiam cum Secretario praefatae Commissionis in canonum schemate ad rem concinnando, et iterum res proponeretur. Interim accessit quod ex sententia Secretarii Commissionis Codicis quaestio de forma celebrationis matrimonii prius subiecta fuit examini et iudicio peculiaris coetus quorumdam Consultorum, et deinde omnium Consultorum Codicis, ubi et de iis quae in S. Congr. S. Officii disputata fuerunt circa mixta matrimonia quoad edendas Litteras Apostolicas *Provida sapientique* 18 Ianuarii 1906 (1) ratio habita est.

Schema hac ratione concinnatum fuit; quod die 14 Iulii 1906 sapienti iudicio S. O. propositum fuit, adiectis animadversionibus quae a nonnullis Consultoribus super aliquo peculiari puncto seorsim a ceteris propositae sunt (2). Iuxta votum autem EE. PP., approbante SSmo D. N., praesenti

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 39, pag. 81.

(2) Ex iisdem Consultorum animadversionibus dumtaxat praecipua summario modo infra referemus *(N. R.)*.

Congregationi interfuit, praeter Secretarium Commissionis Codicis, ipse Card. Vives y Tuto, qui unus ex ea Commissione est, et inter S. C. Concilii Patres non connumeratur.

SCHEMA CANONUM

Can. 1. § 1. Matrimonium inter catholicos in universa Ecclesia celebrari debet coram catholico parocho (seu sacerdote qui loco parochi est) vel Ordinario, vel alio sacerdote ab eisdem rite delegato, et coram duobus saltem testibus; secus invalidum est (1).

§ 2. Quilibet catholicus parochus vel Ordinarius valide matrimonio assistit; sed parochus vel Ordinarius proprius alterutrius saltem contrahentis valide assistit ubique; alius vero parochus vel Ordinarius, nonnisi intra limites sui territorii (2).

Can. 2. § 1. Nisi aliqua iusta et gravis causa excuset, matrimonii celebrationi licite tantum assistit parochus vel Ordinarius proprius vel alius sacerdos ab eisdem rite delegatus (3).

§ 2. Parochus vel Ordinarius est proprius, si alteruter saltem con-

---

(1) Unus Consultor inciperet: « Matrimonium inter catholicos, ut validum sit etc. »; ulteriora verba, iuxta ipsum, ita fiunt inutilia, et sententia est una.

(2) E contra quidam Consultores dicerent simpliciter: « Quilibet catholicus parochus vel Ordinarius valide matrimonio assistit », alii vero adderent, « sed nonnisi intra fines sui territorii »; et alter adderet tantum « intra fines sui territorii », sed tunc iuxta ipsum esset immutandus canon. — Alius hanc paragraphum ita enunciaret: « Quilibet parochus vel Ordinarius, intra limites sui territorii, quorumlibet matrimonio valide assistit; parochus autem vel Ordinarius proprius alterutrius contrahentis valide assistit ubique ». — Et alter eamdem paragraphum ita loco mutaret ut esset loco § 1 canonis sequentis, qui tunc tribus paragraphis constaret; textus autem huius paragraphi ita breviorem redigeret: « Quilibet catholicus parochus vel Ordinarius valide matrimonio assistit intra limites sui territorii », pergendo usque ad vocem *ubique,* et supprimendo quae sequuntur. — Alter demum vellet determinari ubi inscribi deberet matrimonium celebratum ab Ordinario aut a parocho extra fines sui territorii; hinc adderet « § 3. Matrimonium inscribi debet in libro parochiali loci ubi celebratur. Monendus est parochus domicilii, ut ipse in libro suo de matrimonio alibi celebrato mentionem faciat ».

(3) Unus Consultor verbum *gravis* tollendum fore putaret, utpote quia, datis iam hodiernis moribus, *causa iusta* sufficere videtur, ut licite ad matrimonium celebrandum citra formalem delegationem parochus non proprius procedere possit.

trahens in parochia habet vel domicilium, vel quasi-domicilium vel, si de vagis agatur, simplicem commorationem (1).

Can. 3. Parochus vel Ordinarius post legitime adeptam possessionem sui beneficii aut officii et donec eam retineant, semper matrimonio valide assistunt per se vel per alium, nisi publico decreto fuerint vel beneficio aut officio privati, vel nominatim excommunicati aut suspensi, etiamsi appellatio interposita fuerit (2).

Can. 4. Licentia assistendi matrimonio a parocho vel Ordinario valide concedi nequit, nisi in scriptis, determinato sacerdoti et, si agatur de parocho vel Ordinario non proprio, nisi ad assistendum matrimonio infra limites sui territorii (3).

---

(1) Quidam Consultor animadvertit quod nisi aliunde determinetur conceptus domicilii vel quasi-domicilii, independenter ab animo manendi in loco, dici posset: « Parochus vel Ordinarius est proprius, si alteruter saltem contrahens in parochia triginta diebus continuis habitavit; ante terminum eiusmodi commorationis nullus parochus licité matrimonio assistere potest, nisi de expressa licentia Ordinarii loci ». — Alter vero, ad tollendas quaestiones de quasi-domicilio seu difficultates practicas, diceret: « Parochus vel Ordinarius est proprius, si alteruter saltem contrahens in dioecesi seu territorio residet per integrum mensem, vel, si de vagis agatur, simpliciter commoratur ».

(2) Consultor unus censeret quod, ad evitandas graves quaestiones circa validitatem matrimoniorum quae a parochis forsan invalide *privatis* aut *suspensis* celebrantur, melius esset servare ius hodiernum quod retinet matrimonium valere usque dum de facto perdurat qualitas parochi. Si vero introducenda esset conditio dirimens *suspensionis*, quum haec multiplex sit, nempe *a simplici beneficio*, aut *a fructibus beneficii*, aut *a divinis*, aut *a iurisdictione*, decernendum oporteret heic agi de suspensione *a iurisdictione* seu *ab officio*. — Alter omitteret verba *beneficii aut* et *beneficio aut*, quum iuxta ipsum expediret ut in novo Codice omnia iura et officia seu obligationes exprimerentur inhaerere ipsi officio, abstractione facta a beneficio, quod sit potius aliquid accidentale relate ad officium.

(3) Unus observat quod facultas delegandi sequitur facultatem assistendi, quia *qui per alium facit, per se ipsum facere videtur;* hinc postremum incisum huius paragraphi deberet esse conforme paragrapho 2 canonis 1. — Nonnulli ex eo quod delegatus semper agit *nomine et auctoritate delegantis,* incongruum videri arguunt quod simplici sacerdoti concedatur delegatio assistendi matrimonio ubique, e contra parocho et Ordinario *non proprio* tantum intra fines sui territorii. — Alii demum censent delegationem valide concedi posse etiam viva voce, et sufficere ut de illa fiat mentio in libro parochiali; hinc dicerent: « De licentia assistendi matrimonio.... constare debet in scriptis »; vel « Licentia assistendi... nequit, nisi... directe oretenus praesenti vel aliter in scri-

Can. 5. Parochus vel Ordinarius aut sacerdos delegatus, ut valide assistant, debent esse rogati nec contradicentes (1).

Can. 6. § 1. In impossibilitate generali ac saltem per mensem duratura habendi aliquem Ordinarium vel parochum aut alium sacerdotem ab eisdem rite delegatum, matrimonium, absque eorumdem praesentia, valide et licite celebratur coram duobus saltem testibus, si haberi possunt (2).

§ 2. Si vero impossibilitas sit particularis, tunc tantum matrimonium valide et licite eodem modo celebratur, cum pars in imminenti periculo mortis versatur, et necesse habet matrimonium inire ut conscientiae suae aut prolis legitimationi consulat (3).

Can. 7. § 1. Etiam matrimonia inter partem catholicam et partem acatholicam inita cum dispensatione ab impedimento mixtae religionis vel disparitatis cultus, celebrari debent iuxta formam in praecedentibus canonibus statutam.

§ 2. Aliter tamen contracta haec matrimonia, sicut et matrimonia acatholicorum inter se, sunt valida, nisi aliud obstet dirimens impedimentum iuris divini vel canonici (4).

---

ptis »; vel saltem eo sensu ut possent parochi etiam oretenus concedere licentiam assistendi matrimonio propriis viceparochis seu coadiutoribus ordinariis in casibus saltem urgentioribus.

(1) Nonnulli Consultores, ut excludatur ex parte parochi elementum internum necessarium ad validitatem matrimonii, ita redigerent canonem: « Ordinarius vel parochus vel sacerdos delegatus, ut coram duobus vel tribus testibus valide celebrationi matrimonii assistant, debent, iuxta formam in libris ritualibus praescriptam, ab utroque sponso requirere et excipere consensum matrimonialem »; vel etiam: « Parochus vel Ordinarius... atque verbis vel facto consentientes intentioni rogantium ». — Insuper alii canonem etiam ad testes extendere cuperent, et simul adderent paragraphum 2 ita conceptum: « Curet Ordinarius vel parochus vel sacerdos delegatus ut, citra necessitatis casum, adhibeantur testes, quibus noti sunt contrahentes, ut sint aetate maiores, exclusis Religiosis, foeminis saltem pro viris acatholicis et catholicis excommunicatis vitandis ».

(2) Quidam Consultores loco *per mensem* ponerent *semestre,* vel *trimestre,* vel saltem *bimestre,* quum etiam hoc modo non laedatur ius naturae. Alii deinde supprimerent verba *si haberi possunt.* — Alter requireret saltem praesentiam simplicis sacerdotis vel confessarii, si hic haberi potest; hinc supprimeret verba *ab iisdem rite delegatum.*

(3) Unus Consultor post verba *conscientiae suae* adderet etiam *aut famae mulieris.*

(4) Aliqui Consultores habent uti illogicam matrimoniorum mixtorum va-

§ 3. At apostatarum matrimonia, non servatis iis quae pro validitate in praecedentibus canonibus praescribuntur, irrita sunt (1).

Can. 8. § 1. Extra casum necessitatis in matrimonii celebratione serventur ritus in libris ritualibus ab Ecclesia probatis praescripti aut laudabilibus consuetudinibus recepti (2).

§ 2. Si ii ritus omissi fuerint, deinde, cum commode fieri poterit, suppleantur, quin tamen, matrimonio valide contracto, renovetur consensus.

Can. 9. § 1. Parochus curet ut sponsi benedictionem solemmen accipiant, quae dari eis potest etiam postquam diu vixerint in matrimonio, sed solum in Missa, servata speciali rubrica, et excepto tempore feriato.

§ 2. Solemnem benedictionem ille tantum sacerdos dare potest, qui licite matrimonio assistit (3).

Can. 10. § 1. Matrimonia inter partem catholicam et partem acatholicam celebrata etiam cum legitima dispensatione ab impedimento mixtae religionis vel disparitatis cultus nullo sacro ritu cohonestentur; sed interrogationes de consensu fieri possunt (4).

---

liditatem, quia matrimonia mixta in hac parte matrimoniis catholicorum aequiparari debent. Neque iuxta ipsos obstant contraria acta Pontificia, quum haec respiciant loca particularia et data sint ob peculiares rationes inibi tantum extantes. Alter saltem optaret ut ius aliud decernatur, quo huiusmodi matrimonia reddantur contractu difficiliora, utpote catholicae civitati non parum nociva. Tandem alii censent legem sub § 2 contentam non esse ex toto illogicam, et de coetero vi praesertim Constitutionis diei 18 Ian. 1906 ex parte iam in rem iudicatam transiisse.

(1) Iuxta quosdam paragraphus haec esset expungenda, quia apostatae haereticis aequiparandi videntur, vel saltem quia in hodiernis socialibus et moralibus conditionibus applicatio praefatae legis locum daret pluribus dubiis. Ex adverso aliis minus placet quod apostatae ad instar haereticorum sint habendi; tot enim, infaustis hodiernis temporibus, dantur apostatarum genera et species, ut exinde confusio maxima quoad matrimonia orirentur.

(2) Consultor unus hanc paragraphum supprimeret.

(3) Duo Consultores ad vitandas graves difficultates in praxi orituras quoad eos qui nuptias inire nequeunt coram proprio parocho, putant quod, sicut pro matrimoniis assistendis, ita et pro impertienda nuptiali benedictione admitti possit delegatio; ideo haec paragraphus esset supprimenda.

(4) Nonnulli censent incisum *sed interrogationes de consensu fieri possunt,* esse supprimendum, quia secus supponi posset externam consensus expressionem hisce in casibus non esse necessariam; vel saltem loco verbi *possunt* legendum esse *debent,* quum huiusmodi contrahentes legi Ecclesiae se submittant, ac proinde contrahere coram parocho, prout de iure, deberent.

§ 2. Si tamen ex hac prohibitione graviora mala praevideantur, Ordinarius potest aliquam ecclesiasticam caeremoniam, exclusa semper Missae celebratione, permittere.

Can. 11. § 1. Celebrato matrimonio, parochus vel qui eius vices gerit, statim describat in libro matrimoniorum nomina coniugum et testium, locum et diem celebrati matrimonii et alia iuxta formulam in libris ritualibus vel a proprio Ordinario praescriptam; idque licet alius sacerdos vel a se vel ab Ordinario delegatus matrimonio adstiterit.

§ 2. Insuper parochus etiam in libro baptizatorum adnotet coniugem tali die in sua parochia matrimonium contraxisse; si vero coniux alibi baptizatus fuit, parochus notitiam initi matrimonii ad parochum baptismi transmittat, qui idem adnotet in suo baptizatorum libro (1).

§ 3. Etiam cum matrimonium ad normam can. 6 contrahitur absque praesentia parochi vel alterius qui eum suppleat, contrahentes et, iis deficientibus, testes curare debent ut quantocius in praedictis libris adnotetur (2).

Hisce praehabitis, in plenario conventu diei 14 Iulii 1906 multa quidem dirempta, expolita et statuta fuerunt. Sed cum in re tam magni momenti Emi Patres censuerint expedire ut nova schematis editio fieret cum emendationibus propositis, eaque cognoscenda atque rimanda in S. Congregatione adhuc ferretur; hinc est quod Secretarius S. C. sequens canonum schema proposuit in coetu diei 26 Ianuarii 1907.

SCHEMA CANONUM

Can. 1. Matrimonium inter catholicos, ut validum sit, contrahi debet coram Dei ministro catholico et legitimo iuxta ea quae in sequentibus canonibus statuuntur, et coram duobus testibus.

---

(1) Consultor hanc dispositionem coarctaret ad regiones dumtaxat mixtas.

(2) Consultor, ut praecaveatur ne, ex defectu testimonii seu fidei matrimonii facti ad normam can. 6, alteruter contrahentium vel eius filii aut posteri vel aliquis cui intereat probatio legitimi matrimonii, defraudetur iure suo ob negligentiam sive omissionem adnotationis in libro parochiali, indicat et § 4 ita conceptam: « Denique si testes et contrahentes negligant vel omittant curare adnotationem matrimonii in praedictis libris, tenetur parochus, qui certam notitiam seu scientiam matrimonii contracti habet, adnotare illud declarando quomodo certam scientiam habuit ».

Can. 2. Legitimus Dei minister ex generali regula est Ordinarius loci et parochus, vel sacerdos qui loco parochi est, a die adeptae possessionis beneficii aut officii, eaque perdurante, nisi publico decreto nominatim fuerit excommunicatus vel ab officio suspensus.

Can. 3. Sed hi non possunt valide matrimonio adsistere,

§ 1. nisi intra limites territorii suae iurisdictionis: et ibi valide assistunt pro omnibus;

§ 2. et nisi sint ad matrimonium celebrandum rogati, ac requirant et excipiant praescriptum contrahentium consensum.

Can. 4. Licite autem matrimonio adsistere nequeunt,

§ 1. nisi legitime sibi constet de libero statu contrahentium;

§ 2. et nisi alteruter ex contrahentibus subditus sibi sit ratione domicilii, aut saltem commorationis per mensem in loco protractae, excepto casu gravis aut urgentis necessitatis.

Can. 5. Quod si quis absque iusta causa matrimonio adsistere praesumat non proprii subditi, stolae emolumenta parocho nupturientium proprio reddere debebit.

Can. 6. Quoties contrahentes eiusdem paroeciae non sunt, matrimonium et acta praevia ad eius celebrationem ex generali regula ad parochum sponsae reservantur, nisi aliqua iusta causa excuset (1).

Can. 7. Vagorum autem matrimonium parochi celebrare licite nequeunt nisi, re ad Ordinarium delata, ab eo licentiam adsistendi obtinuerint.

Can. 8. Ordinarius et parochus, vel sacerdos qui loco parochi stat, licentiam concedere possunt adsistendi matrimonio alii determinato sacerdoti, sub modo tamen et conditionibus tam ad validitatem quam ad liceitatem superius statutis.

Can. 9. Imminente mortis periculo, ad consulendum conscientiae et prolis legitimationi, matrimonium iniri valide et licite potest etiam coram simplici confessario et alio unico teste, requisito tamen ab eodem confessario atque obtento contrahentium consensu ad formam can. 3, § 2 (2).

---

(1) Hic canon a quodam parocho dictatus est, quo in praxi magis vitentur aemulationes atque facilius inveniri possint in posterum acta matrimonialia.

(2) Codices civiles in casu infirmitatis maiores requirunt formalitates ac cautelas quam in coeteris casibus: ita Codex Italicus statuit: « L'uffiziale si trasferisca col segretario nel luogo ove si trova lo sposo impedito, ed ivi alla presenza di *quattro* testimoni seguirà la celebrazione del matrimonio ». Et iure merito; nam in mortis periculo celebrari solent matrimonia dolosa et nulla eum in finem ut servetur species, haereditates arripiantur atque sine plena infirmi

Can. 10. In impossibilitate generali legitimum Dei ministrum habendi coram quo matrimonium celebrari queat, si praevideatur hanc impossibilitatem perduraturam esse ultra semestre, matrimonium ipsum valide et licite iniri potest, emisso a nupturientibus formali consensu coram duobus testibus.

Can. 11. Leges superius statutae valent generatim etiam pro matrimoniis mixtis, quae a parte catholica cum acatholica contrahuntur sive cum dispensatione ab impedimento disparitatis cultus aut mixtae religionis, sive non; nisi aliter pro aliquo particulari loco aut regione a legitima auctoritate fuerit cautum.

Can. 12. § 1. In matrimonii celebratione ritus praescripti in libris sacramentalibus ab Ecclesia probatis diligenter serventur. Et parochi in primis curent, ne solemnis benedictio a sponsis negligatur. Si haec autem praetermissa fuerit, cum primum fieri commode potest suppleatur.

§ 2. In matrimoniis mixtis, etiamsi legitima dispensatio intercesserit, quilibet sacer ritus adhiberi prohibetur. Si tamen ex hac prohibitione gravia mala oriri praevideantur, Ordinarius potest aliquam ecclesiasticam caeremoniam, exclusa semper Missae celebratione, permittere.

Can. 13. § 1. Celebrato matrimonio, parochus vel qui eius vices gerit, statim describat in libro matrimoniorum nomina coniugum et testium, locum et diem celebrati matrimonii et alia iuxta formulam in libris ritualibus vel a proprio Ordinario praescriptam; idque licet alius sacerdos vel a se vel ab Ordinario delegatus matrimonio adstiterit.

§ 2. Insuper parochus in libro quoque baptizatorum adnotet coniugem tali die in sua parochia matrimonium contraxisse. Quod si coniux alibi baptizatus fuerit, parochus matrimonii notitiam initi contractus ad parochum baptismi sive directe, sive ope curiae episcopalis, transmittat, ut res adnotetur in respectivo baptismi libro.

§ 3. Quoties matrimonium ad normam can. 9 aut 10 contrahitur, confessarius in impossibilitate particulari, testes in impossibilitate gene-

---

intelligentia. Haec mala verificantur etiam pro solo matrimonio religioso, nedum in locis ubi eidem recognoscitur valor connubii civilis, sed ubique locorum, prout experientia S. C. C. docet. Iamvero si pro aeterna salute alicuius animae absolute necessaria esset celebratio matrimonii in extremis, permitti quidem posset ut aegrotus nuptias ineat coram unico teste vel etiam absque testibus; verum haec matrimonii celebratio in extremis non videtur requiri absolute ad salutem. Hinc praeferenda est quaedam via media, prout in canone proponitur, qua et facilis reddatur celebratio dicti coniugii et una simul tueantur lex et iustitia.

rali, tenentur in solidum cum contrahentibus curare, ut initum coniugium in praescriptis libris quam primum adnotetur.

Die vero 23 Martii 1907 examini et correctioni Emorum Patrum denuo propositi fuerunt canones de matrimonio praecedenti vice discussi, et una simul canon pro nova sponsalium forma inducenda et schema Constitutionis ad novas leges publicandas comparatum, ad hoc ut haec omnia definitive emendata et expolita SSmo libere subiici possint. Canon de sponsalibus exhibitus, est sequens:

Ea tantum sponsalia habentur valida et canonicos sortiuntur effectus, quae contracta fuerint per scripturam subsignatam tum a partibus (si scribere sciant), tum a parocho aut a sacerdote qui loco parochi est, vel a duobus testibus aetate maioribus ac fide dignis.

Quod si utraque vel alterutra pars scribere nesciat, id in ipsa scriptura adnotetur.

Caeteri canones, quum a iam superius relatis parum vel nihil differant, hinc heic omittuntur; adnotare tantum sufficiat quoad vagos hunc canonem exhibitum fuisse:

Vagorum matrimonia iungere parocho ne liceat, nisi prius rem ad Ordinarium detulerit vel ad Vicarium foraneum aut ad alium sacerdotem qui, in dioecesibus praesertim amplioribus, pro unoquoque locorum confinio, seu *Districtu,* erit ad hunc finem ab Ordinario stabiliter constituendus, ab eoque adsistendi licentiam impetraverit.

Tandem decretum sponsalium et matrimonii iterum propositum fuit ulteriori Emorum Patrum revisioni, usque dum maximam illam attigerit perfectionem, prout ea apprime perspicitur in supra relato definitivo et authentico decreto.

MELEVITANA

IURIS DEFERENDI CRUCEM

Denegatur parocho S. Pauli ius deferendi propriam crucem in processione S. Gregorii.

Compendium facti. Die 14 Maii 1898 apud hanc S. C. acta fuit quaestio: « Utrum ecclesia S. Pauli extra muros in suburbio vulgo *Rabato* civitatis Notabilis sit ecclesia parochialis, seu potius sit parochialis ecclesia Cathedralis in casu ». Haec controversia originem ex eo repetebat, quod munus parochi super dicto suburbio, vi Bullae Gregorii XIII an. 1569, adnexum fuerat dignitati archipresbyteratus Cathedralis. Ad propositum autem dubium iustis de causis responsum prodiit: *Non esse interloquendum.*

Verum, effervescentibus animis incolarum loci Rabato, die 7 Martii 1902 ab hoc S. O. decreta fuit dismembratio paroeciae suburbii Rabato a Cathedrali. Ex eo tempore et alia exorta est quaestio tum circa locum parocho S. Pauli competentem in publicis processionibus, tum circa ius eiusdem parochi in processionibus S. Marci et Rogationum ob factam ab Episcopo prohibitionem eas celebrandi: et propositis tunc a praefato parocho dubiis: « I. se nelle processioni in cui intervengono i parroci della diocesi, il parroco di S. Paolo del Rabato *extra moenia* debba occupare il secondo posto, cioè dopo quello della Cattedrale, come si è sempre fatto, ovvero l'ultimo posto; V. Se il parroco di S. Paolo ha il dritto di fare le processioni di S. Marco e delle Rogazioni, ovvero se il parroco della Cattedrale ha dritto di percorrere in dette occasioni processionalmente il territorio della parrocchia di S. Paolo *invito parocho* »; haec S. C. die 12 Aug. 1904 respondit: Ad I. *Suppressis verbis* – come finora si è fatto – *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.* Ad V. *Nihil esse innovandum.*

Dein ipse Episcopus ad vitandas quaestiones proposuit huic S. C. sequentia dubia: « I. Stante la decisione di so-

pra, il parroco di S. Paolo fuori le mura deve procedere dopo le altre parrocchie, cioè con precedenza su di loro sotto la croce della Cattedrale o inalberando la propria croce; II. E se sotto la croce propria deve esso camminare anche dopo, cioè avere precedenza anche sulle parrocchie Collegiate ». Et die 3 Dec. 1904 rescriptum fuit: Ad I. *Affirmative ad primam partem, negative ad secundam.* Ad II. *Provisum in primo.* Huic decisioni parochus acquiescere renuit, et petiit ut in processione S. Gregorii, cui omnes parochi dioecesis Melevitanae in vim consuetudinis intervenire solent sub propria cruce cum velo appenso, id etiam sibi liceret.

Deductiones. Capituli procurator primo ostendere satagit, parochi praetensionem elevandi propriam crucem in processione S. Gregorii subvertere decisiones ab hac S. C. editas an. 1898 et 1904. Cum enim insoluta manserit controversia circa parochialitatem ecclesiae Cathedralis vel S. Pauli, consequitur quod nulla ex his ecclesiis se iactare potest fuisse paroecialem. Verum, si parocho nunc conceditur ius deferendi crucem cum aliis parochis, ipse incederet vel ut primus, et eius paroecia ut antiquior reputaretur, vel ut ultimus, et eius paroecia ut recentis erectionis haberetur. Item cum decretum fuerit, parocho S. Pauli secundum locum post Capitulum Cathedrale in dictis processionibus competere, tali ratione cum Capitulo unum corpus etiam post paroeciae dismembrationem efficit. E contra si parocho concedatur facultas elevandi propriam crucem in festo S. Gregorii, ipse praecedentia frui non posset super ecclesiis collegiatis, et sic non amplius spectari ut pertinens ad Capitulum.

Deinde patronus probare nititur, respondere etiam liturgicis praeceptis, quod parochus in casu crucem deferre non valeat, quum iisdem consentaneum sit, ut ecclesiae suburbanae in pompa ducenda sequantur ecclesiae matricis in urbe crucem. Rem advocatus confirmat exemplo eiusdem ecclesiae Rabatensis, cuius parochus, post divisum territorium per

paroeciae dismembrationem a Cathedrali, putans non amplius eidem esse subiectum, praetendebat ducere publicas supplicationes S. Marci et Rogationum independenter a Capitulo Cathedrali. Res delata ad hanc S. C. die 12 Aug. 1904, haec respondit: *Nihil esse innovandum,* seu aliis verbis servatam voluit in Processionibus ducendis usitatam normam. Reliquae vero paroeciae in vim consuetudinis utique crucem deferre valent, sed praecedentiam minime obtinent supra ecclesias collegiatas. E contra cum Rabatensis ecclesia hucusque consideretur uti coalescens cum Cathedrali, eius rector vi primatus ecclesiae Cathedralis, cui sua ecclesia ita adiuncta habetur, caeteras Collegiatas antecellit. Nec oggeri potest quod Rabatum spectari nequit ut existens in suburbio civitatis Notabilis, ac proinde ecclesia S. Pauli haberi non possit ut suburbana; nam inter urbem Notabilem et Rabatum tantum urbis moenia interponuntur, et in fossa, quae olim urbem sepiebat, nunc domus extant inaedificatae. Quod adstruitur etiam tum ex dubiis propositis in *Melevitana* 14 Maii 1898 superius citata, tum in alia *Melevitana* 7 Apr. 1900. Neque id infirmari posse sustinet ex rescripto S. C. Rituum an. 1903 (1), quod declaravit ecclesiam S. Pauli non teneri ad celebrandam Octavam Dedicationis Cathedralis; hoc enim rescriptum sese refert dumtaxat ad liturgicos ritus.

Ex adverso qui parochum protuetur, in primis exponit statum iuridicum paroeciae S. Pauli. Dicit enim hanc ecclesiam paroecialem antiquitatis nota praecellere: uti tradunt historicus Pelagius Cappuccinus in suo *Componimento storico* et Ciantar in suo opere *Malta illustrata.* Anno vero 1569 eius parochus fuit evectus ad dignitatem archipresbyteralem Capituli Cathedralis. Exorta dein quaestio, quaenam esset ecclesia paroecialis, nempe ecclesia S. Pauli vel Cathedralis, haec S. C. anno 1898 respondit: *Non esse interloquendum,*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 36, pag. 492.

seu aliis verbis ecclesiam S. Pauli relinquendam esse in pacifica possessione suorum iurium. Verum cum ex resolutione huius S. C. diei 7 Martii 1902, diviso territorio, paroecia S. Pauli separata fuerit a Cathedrali, excitata fuit controversia utrum paroecia S. Pauli spectari deberet uti recentis erectionis, et hinc tamquam filialis ecclesiae Cathedralis, vel potius adhuc permaneret in suo primitivo statu. Et eadem S. C. die 9 Februarii 1903 declaravit: « Per constitutionem paroeciae S. Pauli minime immutatum fuisse responsum datum primo dubio ab hac S. C. in causa *Melevitana-Iurium* die 14 Maii 1898: *Non esse interloquendum* ». At cum Episcopus parocho Sancti Pauli in processione S. Gregorii assignasset postremum locum, quasi paroecia postremae esset erectionis, hinc, instante eodem parocho, prodiit supra relatum responsum diei 22 Aug. 1904 ad I.

In merito causae patronus admittit quidem, iuxta ius commune, in processionibus quibus intervenit Capitulum Cathedrale, omnes parochos et clerum incedere debere sub eiusdem Capituli cruce, prouti decernitur in Coeremoniali Episcoporum *(lib. 2, cap. 33)* et in decretis S. RR. C., uti in *Sutrina* 6 Apr. 1680, n. 1647, et in *Abellinen.* 28 Apr. 1886, n. 3144, ubi ad tertium dubium quoad festivas processiones responsum fuit, quod « si accedat Capitulum Cathedralis, omnes incedere debent sub cruce Cathedralis ». Verum aliter sentiendum esse ait, si in aliquibus locis contraria vigeat consuetudo, cui deferendum esse eadem S. RR. C. statuit in *Burgen.* 12 Iulii 1628, n. 467: « Sub cruce cleri totum clerum incedere debere, nisi adsit contraria consuetudo, quae erit probanda ». Age vero, ipse subdit, in dioecesi Melevitana ex antiquissima consuetudine, parochi intervenientes processioni S. Gregorii, cui accedat Cathedrale Capitulum, singuli propriam elevant crucem cum velo appenso.

Hinc advocatus deducit, etiam paroeciam S. Pauli de Rabato tractandam esse ad instar aliarum paroeciarum dioecesis,

cum nulla ratio suppetat cur ipsa eodem iure non polleat. Neque opponatur paroeciam S. Pauli esse suburbanam, ita ut eius territorium pertineat ad districtum Cathedralis; nam contrarium sensit S. C. Rituum, quum decreto 18 Dec. 1903 rescripsit, ecclesiam S. Pauli non teneri ad Octavam Dedicationis Cathedralis. Et cum deinde Capitulum appellasset, probare satagens quod Rabatum efformaret suburbium, reproposita causa sub dubio: « An attentis noviter deductis a Rmo Capitulo ecclesiae Cathedralis recedendum sit a decisis per decretum *Meliten.* diei 18 Dec. 1903 »; eadem S. C. die 20 Ian. 1904 respondit: *Standum in decisis.* Verum etiam dato quod paroecia S. Pauli suburbium efformet, non ideo sequitur illam excludendam a privilegio deferendi crucem; nam qualitas paroeciae sive urbanae sive suburbanae, sicuti obligatio celebrandi festum Dedicationis Cathedralis, nullam innuunt dependentiam a Cathedrali, neque impediunt usum dicti privilegii. Alterae vero obiectioni quod ideo parocho S. Pauli per rescriptum huius S. C. diei 12 Aug. 1904 concessa est praecedentia super caeteras Collegiatas, quia habita est filialis ecclesiae Cathedralis; reponit ipse quod haec praecedentia neque a parocho petita neque concessa fuit: parochus enim tantum praecedentiam super caeteras parochias expetivit.

Resolutio. Emi Patres S. C. C. in generali coetu diei 27 Iulii 1907 respondendum mandarunt:

In decretis et ad mentem (1).

---

(1) Nempe in citatis decretis ab hac S. C. editis die 14 Maii 1898, 9 Februarii 1903, 12 Augusti et 3 Decembris 1904. Aliis verbis, parochus S. Pauli de Rabato deferre nequit crucem propriae ecclesiae cum velo appenso in generali processione S. Gregorii, sed procedere tenetur sub cruce Capituli Cathedralis, dum coeteri parochi dioecesis Melevitanae, vi consuetudinis legitime inductae, incedere valent sub propria paroeciae cruce. In aliis vero generalibus processionibus, omnes parochi intervenientes accedunt et ipsi sub unica cruce Capituli Cathedralis *(N. R.)*.

ROTTENBURGEN.

DISPENSATIONIS AB IRREGULARITATE

Denegatur dispensatio ab irregularitate ex gravi corporis defectu contracta.

Supplex libellus. Richardus Blankenhorn, 20 annorum, cupit ad ss. ordines promoveri, sed arcetur ob irregularitatem ex defectu corporis eo quod in uno pede ita laesus est ut, teste Episcopo, « necesse esset patellam eius pedis totam exsecari. Quo factum est, ut pes iste non solum curtaretur, sed etiam totus rigidus fieret. Ob eam causam huius pedis genu flectere omnino non potest, alterius autem pedis genu, scamno aut mensae innixus, vix aliquantulum potest flectere ». Imo idem Ordinarius retulit etiam quod sibi « utique constabat eum in exercitio sacrarum functionum non omnia rite exequi posse. Certe quidem id populo admirationi erit, quod in expositione SS. Sacramenti non genuflectendo, sed stando, officio suo fungi debet et in celebratione Missae corpus tantum paululum inclinare, non vero genuflectere potest ».

Observationes. In primis gratiae concessioni plura obstare videntur. Sane in cap. *Presbyterum, de cler. aegrot.*, interdicta fuit celebratio Missae sacerdoti, cui dimidium palmae cum duobus digitis manus fuerat amputatum. Exinde Pirhing *(Ius can., lib. 3, tit. 5, § 1)*, D'Annibale *(Summ. theol. mor., vol. 1, n. 414)* aliique arguunt ab altaris ministerio esse repellendos qui vel sacros ordines congrue exercere non valent, vel in eorum exercitio scandalum et fidelium admirationem parant. Age vero haec duo inconvenientia in casu locum habere ex supra relatis Episcopi litteris patet. Idque eo fortius est retinendum, quia heic non agitur de sacerdote uti in citato capite, in quo ecclesiae indulgentia maior esse solet, sed de simplici iuvene, qui neque studiis theologicis est initiatus, neque militiae ecclesiasticae adscriptus per clericalem tonsuram. Unde ex gratiae denegatione nullum damnum

persentiet, sed bene potis erit, absoluto gymnasio, aliam vitae rationem ingredi, uti ait Episcopus.

Insuper neque suffragatur absoluta dioecesis necessitas ob cleri defectum, quum haec ex confessione Episcopi sit tantum relativa. Item desiderantur speciales oratoris intellectuales qualitates, quia Ordinarius praefert dumtaxat bonam iuvenis indolem et spectatam morum probitatem, et omnino silet de ingenio extraordinario. Hinc tutius et prudentius videretur ipsum non admittere ad sacros ordines, praesertim habita ratione actualium temporum, in quibus catholicae religionis hostes a minima quaque re ansam arripere solent ad probra et iniurias emovendas in eius ministros. Caeterum congruere videtur etiam huius S. C. praxis et iurisprudentia. Plura siquidem prostant exempla denegatae dispensationis in huiusmodi circumstantiis; ita in *Patavina* 27 Apr. 1861 gratia non fuit concessa clerico ob deformitatem in manu dextera; in *Pampilonen.* 22 Nov. 1856, et *Policastren.* 21 Martii 1863 clerico ob defectum in sinistra manu; in *Bergomen.* 22 Nov. 1903 clerico propter amborum pedum amputationem; tandem in *Cathacen.* 17 Dec. 1859 sacerdoti, qui ob debilitatem nervorum ad deambulandum fulcro scipionis opus habebat.

Ex adverso pro gratiae concessione sequentia adnotari possunt. Episcopus enim « vellet fieri posset ut iuvenis iste ad sacerdotium ab eo flagrantissime exoptatum perveniret, qua gratia sine dubio cum propter bonam ingenii indolem tum propter spectatam morum probitatem dignus esset ». Deinde occurrit bonum dioecesis, cum vocationes ad statum ecclesiasticum quotidie rariores evadant. Neque desunt exempla factarum concessionum in huiusmodi casibus aequalis fortasse gravitatis. Ita in *Bergomen.* 13 Iunii 1868 consimilis gratia, cum clausula tamen *in exemplum non afferenda*, concessa fuit clerico, qui, ex amputatione passa, sinistro pede ligneo utebatur, licet paulisper claudicaret; in *Adrien.* 11 Dec. 1875 dispensatum fuit ab irregularitate cum clerico, cui

pars cruris nempe coxa praecisa fuerat, et in eius locum instrumentum ligneum fuerat subrogatum; in *Mediolanen.* 14 Apr. 1894 cum clerico qui, ex passa cruris sinistri amputatione, genuflexiones cum difficultate peragebat; tandem in *Abellinen.* 26 Aug. 1905 cum clerico qui, ex caesione cruris dexteri, defectui genuflexionis supplebat, profunde personam inclinando.

Demum res fortasse comperendinari posset, et interim monere Episcopum ut oratorem subiiciat accuratae inspectioni medici, qui referat utrum inducta in artibus rigiditas, aliquo artis salutaris remedio, saltem aliquatenus temperari possit.

Decisio. Emi Patres S. C. Concilii, re mature perpensa, die 24 Augusti 1907 responderunt:

In expositis circumstantiis non solere concedi (1).

S. CLAUDII

DISPENSATIONUM MATRIMONII OB ANGUSTIAM LOCI

Dispensatio matrimonii concessa ob angustiam loci valet etiam pro angustia locorum.

Postulatum. Episcopus S. Claudii die 20 Aprilis 1907 a S. Poenitentiaria petiit, num valida sit atque executioni demandari possit dispensatio matrimonii a S. Dataria concessa *ob angustiam loci* originis aut domicilii (2), dum e contra

(1) Circumstantiae in casu concurrentes sunt, tum gravis corporis defectus, qui, dum non sinit rite peragere sacras functiones, admirationem et scandalum fidelium gignit; tum conditio ipsius invenis nondum ad sacros ordines promoti; tum denique defectus specialium motivorum ex parte necessitatis dioecesis et qualitatum oratoris. Ecclesia enim, hodiernis praesertim temporibus, etiam in concedendis vel denegandis hisce dispensationibus, prae oculis semper habet, praeter debitum Dei cultum, ne vilescat ministerium nostrum *(N. R.)*.

(2) Dispensatio enim regulariter nonnisi in forma commissoria conceditur, nunquam vero aut nonnisi rarissime in forma gratiosa; hinc dispensatio, ut suum sortiatur effectum, per iudicem delegatum fulminari debet *(N. R.)*.

sponsi, licet eiusdem sint paroeciae tercentorum focorum numerum haud efformantis, pertinent tamen ad duo etiam nomine distincta loca et plus quam viginti minuta inter se dissita (1). Et S. Poenitentiaria die 2 insequentis Maii rescripsit: « Angustiam loci esse causam quae a muliere alliganda est: pro solutione vero propositae quaestionis recurrendum esse ad S. C. Concilii ». Quod et factum fuit.

Animadversiones. Dictum postulatum huc recidit, utrum nempe in supplicatione pro dispensatione ab impedimento matrimonii dirimente in enunciato casu, sub poena nullitatis gratiae, opus sit distincte exprimere ***angustiam locorum*** sive originis sive domicilii tum mulieris tum viri ad invicem dissitorum plusquam 20 momenta, licet ipsa posita sint intra ambitum eiusdem paroeciae non excedentis 300 focos; an ex adverso satis sit adducere ***angustiam loci*** sive originis sive domicilii mulieris, prout fit in dioecesi S. Claudii.

Ad cuius intelligentiam praemittitur quod angustia loci tunc habetur quum sponsa et sponsus orti sunt ex eodem loco angusto, vel in eodem angusto loco commorantur. Formula autem adhibita a Dataria Apostolica pro concessione dispensationis ob loci angustiam haec est: « Cum dicta mulier in loco, ex quo ipsa et orator praefatus orti sunt (aut in loco quo ipsa et orator praefatus domicilium habent), in dicta dioecesi existente, propter illius angustiam virum paris conditionis, cui nubere possit, invenire nequeat, etc. » (2). E contra angustia locorum adest, quum vir et mulier ad diversum locum pertinent, ita ut locus nativitatis vel domicilii mulieris sit omnino distinctus a loco originis vel domicilii

---

(1) Viginti minuta aequiparantur uni milliario *(N. R.)*.

(2) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 34, pag. 35, form. 1; pag. 53, form. 17; et pag. 54, form. 18. In *Normis* autem adiectis (*ibid., pag. 80*) legitur: « Specialis loci expressio *originis* oratorum est facienda, quando dispensatio propter angustiam loci petitur. Et si alio domicilium transtulerint, mentio tunc loci *domicilii* facienda est, si item dispensatio propter angustiam petitur loci » *(N. R.)*.

viri, licet haec duo loca sint in eadem paroecia et dummodo 300 focos non efforment. Iamvero formula a S. Dataria in casu adhiberi solita ita sonat: « Cum dicta mulier in locis, ex quibus ipsa et orator praefatus orti sunt, in dicta dioecesi existentibus, etiam de uno ad alium sese transferendo, propter illorum angustiam virum paris conditionis, cui mulier nubere possit, invenire nequeat, etc. » (1). Angustia locorum vocatur etiam quando loca tum originis tum domicilii aut quasidomicilii mulieris sunt angusta.

Praeterea cum angustia locorum pari gressu procedat cum angustia loci addere iuvat, hanc duplicem esse, nempe *absolutam* et *relativam*, uti edicitur in Instructione S. C. Propagandae Fidei 9 Maii 1877: « Angustia loci sive absoluta sive relativa (ratione tantum oratricis) cum scilicet in loco originis vel etiam domicilii cognatio foeminae ita sit propagata, ut alium paris conditionis, cui nubat, invenire nequeat, nisi consanguineum vel affinem; patriam vero deserere sit ei durum » (2). Profecto iuxta litteras circulares a Card. Pro-Datario iussu Pii IX die 30 Augusti 1847 datas, locus angustus censetur si non contineat ultra 300 focos seu 1500 incolas: ex responso vero Datariae Apostolicae relato in *Valven.* 8 Martii 1884 habetur quod « angustia loci verificatur cum eius focularia numerum 300 non excedant; nec officit quod locus angustus parum ab alio dissitus existat, dummodo ista duo loca sint inter se distincta ac diversa, propriamque denominationem retineant. Aliqua autem distantia requiritur in suburbiis, quae quamvis civitatis partem constituant, nihilominus angustia in ipsis admittitur cum per milliare aut paulo minus a civitate distent » (3). Haec autem distantia potest etiam esse minor, quando accedat difficultas et asperitas viarum, uti in citata *Valven.* fuit resolutum.

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 34, pag. 62, form. 26; et pag. 66, form. 30.
(2) Cfr. » » vol. 10, pag. 291.
(3) Cfr. » » vol. 16, pag. 543.

Nec est praetereundum quod haec loci angustia non desumitur ab ambitu paroeciae, sed a numero focorum cuiusque loci, uti patet ex responso S. C. C. in *Oveten.* 16 Decembris 1876: « Angustiam loci non esse desumendam a numero focorum cuiusque paroeciae, sed a numero focorum cuiusque loci, vel etiam plurium locorum si non distent ad invicem ultra milliare » (1).

Igitur angustia loci verificatur quando femina honestae familiae in loco sive originis sive domicilii, qui locus non excedat numerum 300 focorum, non valet invenire virum paris conditionis pro matrimonio, nisi nubat affini vel consanguineo: haec angustia loci vocatur *absoluta.* E contra si mulier ob altiores suas qualitates, puta nobilitatem, genus culturae et alia huiusmodi, virum paris conditionis invenire nequeat cui nubat, etiam in loco ampliori complectente plusquam 300 focos, tunc non habetur proprie angustia loci, cum locus sit amplus, sed potius alia causa desumpta ex qualitate personae, quae audit angustia loci *relativa.* Cfr. Feije *(De imped. et dispens. matr., n. 653)*; Gasparri *(De matrim., n. 333)*; Pompen *(De dispens. matr., part. 1, sect. 1, cap. 1, art. 3).*

Hisce enucleatis, videretur in themate satis esse exponere angustiam loci iuxta responsum Datariae Ap. in citata *Valven.* Revera si percurratur tota Instructio S. C. de Propaganda Fide nullum verbum fit de hac causa, quamvis ibi singillatim pro dispensatione obtinenda recenseantur causae. Ergo haec causa vel non existit, vel si existit, dici debet comprehensa in illa ob angustiam loci, iuxta relatam resolutionem in *Oveten.* Insuper angustia loci tamquam causa dispensationis admissa tantum est favore mulieris, et ab ipsa tantum est alleganda. Ecclesia enim perpendit pudorem et honestatem mulieris,

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 9, pag. 571 et *Monitum* pag. 631 eiusdem voluminis.

quae non sinunt ut ipsa virum sibi quaerat extra proprium locum, et ita etiam solatio parentum maneat destituta. Ergo tantum respectus habendus est ad locum sive originis sive domicilii mulieris, non autem ad locum viri, pro quo hoc privilegium non militat, cum ipse uxorem alibi quaeritare valeat.

Neque dicatur in themate angustiam duorum locorum insuper esse exprimendam, quia haec duo loca sunt inter se distincta et notabiliter ad invicem distant nempe per spatium ultra 20 minuta. Reponi enim potest quod ista loca sunt intra limites eiusdem paroeciae, et nihil obest quod inter se notabiliter distent, nam sive divisim sive insimul sumpti non conficiunt 300 focos. Verum etiam paulisper retento quod angustia locorum in supplicatione esset exprimenda, non apparet, ab eius omissione vitiari debere Breve dispensationis. De hac enim poena nullibi habetur sermo in memorata Instructione, et de coetero causa haec implicite continetur in causa exposita ob angustiam loci: nam mulier et sponsus, quamvis habeant originem vel domicilium in diversis locis, tamen cum haec loca sint sub eadem paroecia et non efforment 300 focos, vere dici possunt esse in loco angusto.

Ex adverso videretur angustiam locorum necessario esse exponendam, ita ut, ea reticita in precibus, Breve concessionis ab Ordinario rite executioni committi non valeat. Nam in dicta Instructione de hac causa expresse mentio non fit, quia in ipsa tantum communiores et potiores causae recensentur, nempe, « praecipuae illae causae, quae ad matrimoniales dispensationes obtinendas iuxta canonicas sanctiones et prudens ecclesiasticae provisionis arbitrium pro sufficientibus haberi consueverunt ». Hinc recensio causarum non taxativa sed potius demonstrativa dicenda est. Imo in eadem Instructione animadvertitur, « unam aliquando causam seorsim acceptam insufficientem esse, sed alteri adiunctam sufficientem existimari; nam quae non prosunt singula, unita iuvant, *arg. leg.* 5

Cod. de prob. » Idque eo fortius est retinendum quia, ut ait Pompen *(loc. cit., n. 34)* et Feije *(loc. cit., n. 655)*, olim propter solam angustiam loci non dispensabatur nisi in gradibus tertio et quarto, hodie vero etiam in gradu secundo.

Praeterea necessitas expositionis huius causae eruitur ex formula Datariae Ap., ubi haec causa appellatur « ob angustiam locorum etiam de uno loco ad alium sese transferendo »; dum alia formula praescribitur ob angustiam tantum loci. Iam vero quod praxis et stylus Curiae legem efformet, non est qui ignoret. Quae doctrina cohaeret communi sensui canonistarum; ita Pompen *(loc. cit.)* docet: « Si in supplicatione simpliciter dicitur angustia loci, intelligitur locus originis et in quo mulier cum iuvene habitat, Pir. Corradus *Prax. dispensat. Apost., lib. 7, cap. 5, n. 30*. Unde si angustus est solus locus habitationis puellae et non locus nativitatis, aut solus locus nativitatis et non habitationis, item si iuvenis est ex diverso loco oriundus aut in alio loco habitat; haec omnia clare in supplicatione exponantur, ne in rescripto tales occurrant termini qui verificari nequeant ». Idem tradit Feije *(loc. cit., n. 652)* et *Monitore ecclesiastico, vol. 13, pag. 169*. Ratio est quia angustia locorum magis efficax esse videtur ad dispensationem obtinendam, quam simplex angustia loci. Imo obreptio vel subreptio in themate versatur circa causam finalem concessionis; hinc si praeter falso adductam causam finalem, aliae finales et sufficientes non extent, dispensatio vitiatur; ideoque dispensationes, hac causa reticita obtentae, per se nullae sunt et a Delegato Apostolico non possunt executioni demandari seu fulminari. Regulae enim a dicta Instructione editae tam recurrentes pro dispensatione quam eius executores afficiunt, uti in illa sancitur: « Haec prae oculis habere debent non modo qui ad S. Sedem pro obtinenda aliqua dispensatione recurrunt, sed etiam qui ex Pontificia delegatione dispensare per se ipsi valent, ut facultatibus quibus pollent, rite, ut par est, utantur ».

Responsum. Emi Patres S. C. Concilii, in plenario coetu diei 24 Augusti 1907, proposito ab Episcopo S. Claudii postulato rescripserunt: *Affirmative* (1).

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

DECLARATIO

De Sacra Synaxi in Oratoriis privatis distribuenda.

Sanctissimus Dominus noster Pius Papa X in audientia habita die 8 Maii 1907 ab Emo et Rmo Dno Cardinali Seraphino Cretoni S. R. C. Praefecto, statuere ac declarare dignatus est, ut in Indultis Oratorii privati intelligatur inclusa facultas sacram Communionem distribuendi iis omnibus christifidelibus, qui Sacrificio Missae adsistunt (2); salvis iuri-

(1) Ratio est quia, iuxta regulam iuris 35 in 6°., *plus semper in se continet, quod est minus,* ac proinde quum dispensatio concessa sit ob simplicem loci angustiam, a fortiori concederetur ob angustiam locorum *(N. R.)*.

(2) Haec facultas potius quam nova concessio dicenda est iuris iam existentis authentica declaratio, quod et ipse titulus praesentis decreti innuit. Nam Concilium Tridentinum *(sess. 22, cap. 6 de sacrif. Missae)* nedum spiritualiter sed et realiter ad Eucharistiam percipiendam fideles hortatur, cum Missae sacrificio praesentes assistunt, hisce verbis: « Optaret quidem sacrosancta Synodus ut in singulis Missis fideles adstantes non solum spirituali affectu, sed sacramentali etiam Eucharistiae perceptione communicarent, quo eos sanctissimi huius sacrificii fructus uberior proveniret ». Ex hisce verbis nonnulli, inter quos Clericatus *(de sacram. Euch., dec. 7, ad mensem febr., cap. 1, n. 54)*, clare ac certe consequi docent, « ut in privatis Oratoriis, quando in ipsis celebrandi Missam facultas est, distribui Eucharistia possit iis, qui Missae praesentes adsunt; neque ad hoc praestandum ullo particulari indulto opus sit »; quemadmodum refert Benedictus XIV in Bulla *Sedis Apostolicae* diei 2 Iunii 1751, § 23, et notat in suis *Institutionibus eccl., (Inst. 34, § 3, n. 11)*. E contra alii, uti Quartus *(ad Rubr. Missal., part. 3, tit. 10, dub. 10)*, contendunt necessariam esse Episcopi licentiam pro re gerenda, sive regularis sive secularis sacerdos Sacrum Deo conficiat. Hanc sententiam amplexatus est Benedictus XIV in suis *Institutionibus* et deinde in citata Bulla, haec tradens: « Huiusmodi opinio tum bono rerum ordini tum

bus parochialibus (1). Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Ex Secretaria Sacrorum Rituum Congregationis, eadem die 8 Maii 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Indulgentia plenaria toties quoties lucranda extenditur ad omnes ecclesias et Oratoria publica totius Ordinis S. Benedicti.

Beatissimo Padre,

La pietà verso i defunti, tanto nobilmente sentita dal popolo cristiano, ha ricevuto un nuovo possente stimolo dalla concessione fatta dalla S. V., il 27 Febbraio 1907 (2), all'inclito Ordine Benedettino, di potersi cioè da qualunque

Romanae etiam consuetudini sive praxi cohaerens Nobis visa est; ac proinde ordinavimus ne in privato Oratorio recipi Communio posset ab iis qui in eodem Missae intersunt, quam vel saecularis sacerdos vel sacerdos regularis celebraret, nisi vel nostram vel generalis Vicarii Nostri licentiam obtinuissent. Neque etiam in praesens voluntas Nobis aut ratio est, cur ab hoc systemate recedamus ». Verum, ut notat Ferraris (*v.* Oratorium, *n. 48)*, haec licentia Episcopi, vel etiam parochi, « facile praesumi potest, praesertim cum Communio eorum, qui Missae intersunt, pertineat ad idem sacrificium et cum eo connexionem habeat; unde olim, qui Missae intererant, semper communicabant ». Attamen usus contrarius alicubi invaluit, forte ex eo quod facultas distribuendi Eucharistiam expressa non continebatur in Apostolico indulto Oratorii privati; qui mos nunc merito aboletur, ac proinde in posterum Communio dari potest adstantibus Missae in domestico sacello saltem infra ipsam Missam *(N. R.)*.

(1) Quae iura, ad rem quod attinet, in eo consistunt quod in privatis Oratoriis non potest ministrari sacramentum Eucharistiae die Paschatis, neque satisfacere praecepto Paschali in coeteris diebus temporis Paschalis, sine licentia saltem tacita parochi aut Ordinarii. Cfr. Ferraris *(loc. cit., n. 43)*, qui ibi commentat formulam generalem indulti « sine iurium parochialium praeiudicio » *(N. R.)*.

(2) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 40, pag. 246.

fedele, che visiti qualche chiesa o pubblico oratorio dell'Ordine medesimo, il giorno 2 del mese di Novembre, acquistare, *toties quoties*, l'Indulgenza plenaria, applicabile anche ai defunti (1).

Ora, essendo la predetta concessione limitata alle chiese ed agli oratorii dei Benedettini di color nero, il Maggiore degli Eremiti Camaldolesi di Monte Corona, figli anch'essi del gran Patriarca dei Monaci di Occidente, affinchè le anime dei defunti, nel giorno del loro massimo suffragio, vengano più largamente espiate, e per togliere qualunque dubbio nei fedeli, se una data chiesa goda o no del privilegio, umilmente prostrato ai piedi della S. V., La supplica a voler benignamente estendere la suddetta Indulgenza a tutte le chiese ed a tutti gli oratorii pubblici dei Monaci e delle Monache dell'Ordine Benedettino, senza distinzione di colore o di famiglia. Che della grazia ecc.

Ex audientia SSmi, die 2 Septembris 1907.

SSmus D. N. Pius PP. X praedictam plenariam Indulgentiam benigne extendere dignatus est ad omnes ecclesias et ad universa publica Oratoria, tam Monachorum quam Monialium, Ordinis S. Benedicti, nulla facta distinctione formae et coloris habitus, vel familiae, servatis conditionibus in rescripto S. Congregationis Indulgentiis sacrisque Reliquiis praepositae, d. d. 27 Februarii huius decurrentis anni enunciatis. Praesenti in perpetuum valituro, absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscunque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 2 Septembris 1907.

Pro Emo Card. Praefecto,
Fr. H. M. Card. Gotti.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

---

(1) Seu a secundis Vesperis diei primae Novembris usque ad occasum solis diei sequentis *(N. R.)*.

EX VICARIATU URBIS

Ordinatio actionis catholicae in Urbe.

Secondo le norme fondamentali per l'azione cattolica diocesana, emanate per ordine del Santo Padre con lettera dell'Emo sig. Cardinale Segretario di Stato, in data del 5 Febbraio 1906, deve costituirsi in ciascuna diocesi d'Italia una direzione diocesana, al fine di promuovere, reggere e coordinare l'azione cattolica locale.

Conformandoci pertanto pienamente alle norme suddette, in virtù della nostra potestà ordinaria e con l'approvazione del Santo Padre abbiamo decretato e decretiamo quanto segue: 1. Il *Comitato diocesano* che fino ad ora poteva considerarsi come centro dell'azione cattolica in Roma è sciolto; 2. È costituita una *Direzione diocesana* composta dai signori: Alliata comm. Guglielmo, Ambrosini commendator Attilio, Bianchini avv. Vincenzo, Burri cav. Antonio, Buttarelli cav. Paolo, De Angelis cav. Francesco, De Sanctis prof. Pietro, Ermini avv. Rufo Agostino, Folchi comm. Pio, Fornari cav. Giuseppe, Grossi Gondi cav. Augusto, Pericoli comm. Paolo, Poesio Arturo, Sacchetti march. Giulio, Seganti cav. Francesco Sav., Tolli comm. Filippo; 3. L'ufficio di Assistente ecclesiastico della Direzione diocesana sarà per ora esercitato dall'Illmo e Rmo Mons. Francesco Faberi, Segretario del Vicariato; 4. A questa Direzione diocesana così da Noi istituita dovrà far capo tutta l'azione cattolica di Roma e suo distretto, compresi i Comitati parrocchiali, che continuano ad esistere, e che anzi vorremmo vedere presto fiorire in tutte le parrocchie di Roma; 5. L'archivio e la cassa del Comitato diocesano dovranno passare alla nuova ed unica Direzione diocesana; 6. Questa infine darà a sè stessa il proprio statuto che dovrà essere sottoposto alla nostra approvazione.

Dato dalla Nostra Residenza, il 10 Gennaio 1907.

PIETRO RESPIGHI, *Card. Vicario.*

ACTA ROMANI PONTIFICIS

LITTERAE ENCYCLICAE

SS. D. N. Pii div. prov. PP. X ad Patriarchas, Primates, Archiepiscopos, Episcopos, aliosque locorum Ordinarios pacem et communionem cum Apostolica Sede habentes, de modernistarum doctrinis (1).

AD PATRIARCHAS PRIMATES ARCHIEPISCOPOS EPISCOPOS
ALIOSQUE LOCORUM ORDINARIOS
PACEM ET COMMUNIONEM CUM APOSTOLICA SEDE HABENTES

PIUS PP. X

Venerabiles Fratres, salutem et Apostolicam benedictionem.

Pascendi dominici gregis mandatum Nobis divinitus officium id munus in primis a Christo assignatum habet, ut traditae sanctis fidei depositum vigilantissime custodiat, repudiatis profanis vocum novitatibus atque oppositionibus falsi nominis scientiae. Quae quidem supremi providentia pastoris nullo plane non tempore catholico agmini necessaria fuit: etenim, auctore humani generis hoste, nunquam defuere *viri loquentes perversa* (2), *vaniloqui et seductores* (3), *errantes et in errorem mittentes* (4). Verumtamen inimicorum crucis

(1) Decretum S. Officii diei 3 Iulii 1907, quo damnati sunt praecipui modernistarum errores, mirifice illustratur ac perficitur per hodiernum providentissimum ac momentosum Summi Pontificis documentum. Modo namque Pius PP. X, vi supremi officii divinitus sibi collati, universum modernismi systema, quod omnium haeresum collectionem merito definit, uno sub adspectu dilucide exponit in iis quae ad philosophiam, fidem, theologiam, historiam, criticam, apologeticam et reformationem pertinent; dein errorum nexum causasque intimius scrutatur et indicat, atque demum remedia praescribit ad tam perniciosum malum avertendum apta. Faxit Deus ut iuvenes praesertim ecclesiastici, qui e peregrinis modernistarum doctrinis incaute decepti sunt, tandem aliquando vocem Christi Vicarii clamantem audiant, et erroneas abiicientes doctrinas ad bonam frugem revertantur! Interea omnium nostrum erit debitas gratias reddere Deo qui talem ac tantum nobis dedit Pontificem, qui fidelem populum ac clerum de errore inter omnes perniciosissimo summa vigilantia ac fortitudine admonuit ab eoque liberavit *(N. R.)*.

(2) Act. XX, 30. — (3) Tit. I, 10. — (4) II Tim. III, 13.

Christi, postrema hac aetate, numerum crevisse admodum fatendum est; qui, artibus omnino novis astuque plenis, vitalem Ecclesiae vim elidere, ipsumque, si queant, Christi regnum evertere funditus nituntur. Quare silere Nobis diutius haud licet, ne muneri sanctissimo deesse videamur, et benignitas, qua, spe sanioris consilii, huc usque usi sumus, officii oblivio reputetur.

Qua in re ut moram ne interponamus illud in primis exigit, quod fautores errorum iam non inter apertos hostes quaerendi sunt modo; verum, quod dolendum maxime verendumque est, in ipso latent sinu gremioque Ecclesiae, eo sane nocentiores, quo minus perspicui. — Loquimur, Venerabiles Fratres, de multis e catholicorum laicorum numero, quin, quod longe miserabilius, ex ipso sacerdotum coetu, qui, fucoso quodam Ecclesiae amore, nullo solido philosophiae ac theologiae praesidio, immo adeo venenatis imbuti penitus doctrinis quae ab Ecclesiae osoribus traduntur, Ecclesiae eiusdem renovatores, omni posthabita modestia animi, se iactitant; factoque audacius agmine, quidquid sanctius est in Christi opere impetunt, ipsa haud incolumi divini Reparatoris persona, quam, ausu sacrilego, ad purum putumque hominem extenuant.

Homines huiusmodi Ecclesiae Nos hostibus adscribere, etsi mirantur ipsi, nemo tamen mirabitur iure, qui, mente animi seposita cuius penes Deum arbitrium est, illorum doctrinas et loquendi agendique rationes cognorit. Enimvero non is a veritate discedat, qui eos Ecclesiae adversarios quovis alio perniciosiores habeat. Nam non hi extra Ecclesiam, sed intra, ut diximus, de illius pernicie consilia agitant sua: quamobrem in ipsis fere Ecclesiae venis atque in visceribus periculum residet, eo securiore damno, quo illi intimius Ecclesiam norunt. Adde quod securim non ad ramos surculosque ponunt; sed ad radicem ipsam, fidem nimirum fideique fibras altissimas. Icta autem radice hac immortalitatis, virus

per omnem arborem sic propagare pergunt, ut catholicae veritatis nulla sit pars unde manus abstineant, nulla quam corrumpere non elaborent. Porro, mille nocendi artes dum adhibent, nihil illis callidius nihil insidiosius: nam et rationalistam et catholicum promiscue agunt, idque adeo simulatissime, ut incautum quemque facile in errorem pertrahant; cumque temeritate maxime valeant, nullum est consecutionum genus quod horreant aut non obfirmate secureque obtrudant. Accedit praeterea in illis, aptissime ad fallendos animos, genus vitae cummaxime actuosum, assidua ac vehemens ad omnem eruditionem occupatio, moribus plerumque austeris quaesita laus. Demum, quod fere medicinae fiduciam tollit, disciplinis ipsi suis sic animo sunt comparati, ut dominationem omnem spernant nullaque recipiant frena; et freti mendaci quadam conscientia animi, nituntur veritatis studio tribuere quod uni reapse superbiae ac pervicaciae tribuendum est. — Equidem speravimus huiusmodi quandoque homines ad meliora revocare: quo in genere suavitate primum tamquam cum filiis, tum vero severitate, demum, quamquam inviti, animadversione publica usi sumus. Nostis tamen, Venerabiles Fratres, quam haec fecerimus inaniter: cervicem, ad horam deflexam, mox extulerunt superbius. Iam si illorum solummodo res ageretur, dissimulare forsitan possemus: sed catholici nominis e contra securitas agitur. Quapropter silentium, quod habere diutius piaculum foret, intercipere necesse est; ut personatos male homines, quales reapse sunt, universae Ecclesiae demonstremus.

Quia vero modernistarum (sic enim iure in vulgus audiunt) callidissimum artificium est, ut doctrinas suas non ordine digestas proponant atque in unum collectas, sed sparsas veluti atque invicem seiunctas, ut nimirum ancipites et quasi vagi videantur, cum e contra firmi sint et constantes; praestat, Venerabiles Fratres, doctrinas easdem uno heic conspectu exhibere primum, nexumque indicare quo invicem

coalescunt, ut deinde errorum caussas scrutemur, ac remedia ad averruncandam perniciem praescribamus.

Ut autem in abstrusiore re ordinatim procedamus, illud ante omnia notandum est, modernistarum quemlibet plures agere personas ac veluti in se commiscere; philosophum nimirum, credentem, theologum, historicum, criticum, apologetam, instauratorem: quas singulatim omnes distinguere oportet, qui eorum systema rite cognoscere et doctrinarum antecessiones consequutionesque pervidere velit.

Iam, ut a philosopho exordiamur, philosophiae religiosae fundamentum in doctrina illa modernistae ponunt, quam vulgo *agnosticismum* vocant. Vi huius humana ratio *phaenomenis* omnino includitur, rebus videlicet quae apparent eâque specie qua apparent: earumdem praetergredi terminos nec ius nec potestatem habet. Quare nec ad Deum se erigere potis est, nec illius existentiam, ut ut per ea quae videntur, agnoscere. Hinc infertur, Deum scientiae obiectum directe nullatenus esse posse; ad historiam vero quod attinet, Deum subiectum historicum minime censendum esse. — His autem positis, quid de *naturali theologia,* quid de *motivis credibilitatis,* quid de *externa revelatione* fiat, facile quisque perspiciet. Ea nempe modernistae penitus e medio tollunt, et ad *intellectualismum* amandant; ridendum, inquiunt, systema ac iamdiu emortuum. Neque illos plane retinet quod eiusmodi errorum portenta apertissime damnarit Ecclesia: siquidem Vaticana Synodus sic sanciebat: *Si quis dixerit Deum unum et verum, Creatorem et Dominum nostrum, per ea quae facta sunt, naturali rationis humanae lumine certo cognosci non posse, anathema sit* (1); itemque: *Si quis dixerit fieri non posse, aut non expedire, ut per revelationem divinam homo de Deo cultuque ei exhibendo edoceatur, anathema sit* (2); ac demum: *Si quis dixerit revelationem divinam externis signis*

(1) *De Revel.*, can. I. — (2) *Ibid.*, can. II.

credibilem fieri non posse, ideoque sola interna cuiusque experientia aut inspiratione privata homines ad fidem moveri debere, anathema sit (1). — Qua vero ratione ex *agnosticismo,* qui solum est in ignoratione, ad *atheismum* scientificum atque historicum modernistae transeant, qui contra totus est in inficiatione positus: quo idcirco ratiocinationis iure, ex eo quod ignoretur utrum humanarum gentium historiae intervenerit Deus necne, fiat gressus ad eamdem historiam neglecto omnino Deo explicandam, ac si reapse non intervenerit; novit plane qui possit. Id tamen ratum ipsis fixumque est, atheam debere esse scientiam itemque historiam; in quarum finibus non nisi *phaenomenis* possit esse locus, exturbato penitus Deo et quidquid divinum est. — Qua ex doctrina absurdissima quid de sanctissima Christi persona, quid de Ipsius vitae mortisque mysteriis, quid pariter de anastasi deque in caelum ascensu tenendum sit, mox plane videbimus.

Hic tamen *agnosticismus,* in disciplina modernistarum, non nisi ut pars negans habenda est: positiva, ut aiunt, in *immanentia vitali* constituitur. Harum nempe ad aliam ex altera sic procedunt. — Religio, sive ea naturalis est sive supra naturam, ceu quodlibet factum, explicationem aliquam admittat oportet. Explicatio autem, naturali theologia deleta adituque ad revelationem ob reiecta credibilitatis argumenta intercluso, immo etiam revelatione qualibet externa penitus sublata, extra hominem inquiritur frustra. Est igitur in ipso homine quaerenda: et quoniam religio vitae quaedam est forma, in vita omnino hominis reperienda est. Ex hoc *immanentiae religiosae* principium asseritur. Vitalis porro cuiuscumque phaenomeni, cuiusmodi religionem esse iam dictum est, prima veluti motio ex indigentia quapiam seu impulsione est repetenda: primordia vero, si de vita pressius loquamur,

(1) *De Fide,* can. III.

ponenda sunt in motu quodam cordis, qui *sensus* dicitur. Eam ob rem, cum religionis obiectum sit Deus, concludendum omnino est, fidem, quae initium est ac fundamentum cuiusvis religionis, in sensu quodam intimo collocari debere, qui ex indigentia divini oriatur. Haec porro divini indigentia, quia nonnisi certis aptisque in complexibus sentitur, pertinere ad conscientiae ambitum ex se non potest; latet autem primo infra conscientiam, seu, ut mutuato vocabulo a moderna philosophia loquuntur, in *subconscientia,* ubi etiam illius radix occulta manet atque indeprehensa. — Petet quis forsan, haec divini indigentia, quam homo in se ipse percipiat, quo demum pacto in religionem evadat. Ad haec modernistae: Scientia atque historia, inquiunt, duplici includuntur termino; altero externo, aspectabili nimirum mundo, altero interno, qui est conscientia. Alterutrum ubi attigerint, ultra quo procedant non habent: hos enim praeter fines adest *incognoscibile.* Coram hoc *incognoscibili,* sive illud sit extra hominem ultraque aspectabilem naturam rerum, sive intus in *subconscientia* lateat, indigentia divini in animo ad religionem prono, nullo, secundum *fideismi* scita, praevertente mentis iudicio, peculiarem quemdam commovet *sensum:* hic vero divinam ipsam *realitatem,* tum tamquam obiectum tum tamquam sui caussam intimam, in se implicatam habet atque hominem quodammodo cum Deo coniungit. Est porro hic *sensus* quem modernistae fidei nomine appellant, estque illis religionis initium.

Sed non hic philosophandi, seu rectius delirandi, finis. In eiusmodi enim *sensu* modernistae non fidem tantum reperiunt; sed, cum fide inque ipsa fide, prout illam intelligunt, *revelationi* locum esse affirmant. Enimvero ecquid amplius ad revelationem quis postulet? An non revelationem dicemus, aut saltem revelationis exordium, *sensum* illum religiosum in conscientia apparentem; quin et Deum ipsum, etsi confusius, sese, in eodem religioso *sensu,* animis mani-

festantem? Subdunt vero: cum fidei Deus obiectum sit aeque et caussa, revelatio illa et de Deo pariter et a Deo est; habet Deum videlicet revelantem simul ac revelatum. Hinc autem, Venerabiles Fratres, affirmatio illa modernistarum perabsurda, qua religio quaelibet, pro diverso adspectu, naturalis una ac supernaturalis dicenda est. Hinc conscientiae ac revelationis promiscua significatio. Hinc lex, qua *conscientia religiosa* ut regula universalis traditur, cum revelatione penitus aequanda, cui subesse omnes oporteat, supremam etiam in Ecclesia potestatem, sive haec doceat sive de sacris disciplinave statuat.

Attamen in toto hoc processu, unde, ex modernistarum sententia, fides ac revelatio prodeunt, unum est magnopere attendendum, non exigui quidem momenti ob consequutiones historico-criticas, quas inde illi eruunt. — Nam *Incognoscibile*, de quo loquuntur, non se fidei sistit ut nudum quid aut singulare; sed contra in phaenomeno aliquo arcte inhaerens, quod, quamvis ad campum scientiae aut historiae pertinet, ratione tamen aliqua praetergreditur; sive hoc phaenomenon sit factum aliquod naturae, arcani quidpiam in se continens, sive sit quivis unus ex hominibus, cuius ingenium acta verba cum ordinariis historiae legibus componi haud posse videntur. Tum vero fides, ab *Incognoscibili* allecta quod cum phaenomeno iungitur, totum ipsum phaenomenon complectitur ac sua vita quodammodo permeat. Ex hoc autem duo consequuntur. Primum, quaedam phaenomeni *transfiguratio*, per elationem scilicet supra veras illius conditiones, qua aptior fiat materia ad induendam divini formam, quam fides est inductura. Secundum, phaenomeni eiusdem aliquapiam, sic vocare liceat, *defiguratio* inde nata, quod fides illi, loci temporisque adiunctis exempto, tribuit quae reapse non habet: quod usuvenit praecipue, quum de phaenomenis agitur exacti temporis, eoque amplius quo sunt vetustiora. Ex gemino hoc capite binos iterum modernistae

eruunt canones; qui, alteri additi iam ex agnosticismo habito, critices historicae fundamenta constituunt. Exemplo res illustrabitur; sitque illud e Christi persona petitum. In persona Christi, aiunt, scientia atque historia nil praeter hominem offendunt. Ergo, vi primi canonis ex agnosticismo deducti, ex eius historia quidquid divinum redolet delendum est. Porro, vi alterius canonis, Christi persona historica *transfigurata* est a fide: ergo subducendum ab ea quidquid ipsam evehit supra conditiones historicas. Demum, vi tertii canonis, eadem persona Christi a fide *defigurata* est: ergo removenda sunt ab illa sermones, acta; quidquid, uno verbo, ingenio, statui, educationi eius, loco ac tempori quibus vixit, minime respondet. — Mira equidem ratiocinandi ratio: sed haec modernistarum critice.

Religiosus igitur *sensus,* qui per *vitalem immanentiam* e latebris *subconscientiae* erumpit, germen est totius religionis ac ratio pariter omnium, quae in religione quavis fuere aut sunt futura. Rudis quidem initio ac fere informis, eiusmodi *sensus,* paullatim atque influxu arcani illius principii unde ortum habuit, adolevit una cum progressu humanae vitae, cuius, ut diximus, quaedam est forma. Habemus igitur religionis cuiuslibet, etsi supernaturalis, originem: sunt nempe illae *religiosi sensus* merae explicationes. Nec quis catholicam exceptam putet; immo vero ceteris omnino parem: nam ea in conscientia Christi, electissimae naturae viri, cuiusmodi nemo unus fuit nec erit, *vitalis* processu *immanentiae,* non aliter, nata est. — Stupent profecto, qui haec audiant, tantam ad asserendum audaciam, tantum sacrilegium! Attamen, Venerabiles Fratres, non haec sunt solum ab incredulis effutita temere. Catholici homines, immo vero e sacerdotibus plures, haec palam edisserunt; talibusque deliramentis Ecclesiam se instauraturos iactant! Non heic iam de veteri errore agitur, quo naturae humanae supernaturalis ordinis veluti ius tribuebatur. Longius admodum processum est: ut nempe san-

ctissima religio nostra, in homine Christo aeque ac in nobis, a natura, ex se suaque sponte, edita affirmetur. Hoc autem nil profecto aptius ad omnem supernaturalem ordinem abolendum. Quare a Vaticana Synodo iure summo sancitum fuit: *Si quis dixerit, hominem ad cognitionem et perfectionem quae naturalem superet, divinitus evehi non posse, sed ex seipso ad omnis tandem veri et boni possessionem iugi profectu pertingere posse et debere, anathema sit* (1).

Huc usque tamen, Venerabiles Fratres, nullum dari vidimus intellectui locum. Habet autem et ipse, ex modernistarum doctrina, suas in actu fidei partes. Quo dein pacto, advertisse praestat. — In *sensu* illo, inquiunt, quem saepius nominavimus, quoniam *sensus* est non cognitio, Deus quidem se homini sistit; verum confuse adeo ac permixte, ut a subiecto credente vix aut minime distinguatur. Necesse igitur est aliquo eumdem sensum collustrari lumine, ut Deus inde omnino exiliat ac secernatur. Id nempe ad intellectum pertinet, cuius est cogitare et analysim instituere; per quem homo vitalia phaenomena in se exsurgentia in species primum traducit, tum autem verbis significat. Hinc vulgata modernistarum enunciatio: debere religiosum hominem fidem suam *cogitare*. — Mens ergo, illi *sensui* adveniens, in eumdem se inflectit, inque eo elaborat pictoris instar, qui obsoletam tabulae cuiusdam diagraphen collustret ut nitidius efferat: sic enim fere quidam modernistarum doctor rem explicat. In eiusmodi autem negotio mens dupliciter operatur: primum, naturali actu et spontaneo, redditque rem sententia quadam simplici ac vulgari; secundo vero, reflexe ac penitius, vel, ut aiunt, *cogitationem elaborando,* eloquiturque cogitata *secundariis* sententiis, derivatis quidem a prima illa simplici, limatioribus tamen ac distinctioribus. Quae *secundariae* sen-

(1) *De Revel.*, can III.

tentiae, si demum a supremo Ecclesiae magisterio sancitae fuerint, constituent *dogma.*

Sic igitur in modernistarum doctrina ventum est ad caput quoddam praecipuum, videlicet ad originem dogmatis atque ad ipsam dogmatis naturam. Originem enim dogmatis ponunt quidem in primigeniis illis formulis simplicibus, quae, quodam sub respectu, necessariae sunt fidei; nam revelatio, ut reapse sit, manifestam Dei notitiam in conscientia requirit. Ipsum tamen dogma *secundariis* proprie contineri formulis affirmare videntur. — Eius porro ut assequamur naturam, ante omnia inquirendum est, quaenam intercedat relatio inter *formulas religiosas* et *religiosum* animi *sensum.* Id autem facile intelliget, qui teneat *formularum* eiusmodi non alium esse finem, quam modum suppeditare credenti, quo sibi suae fidei rationem reddat. Quamobrem mediae illae sunt inter credentem eiusque fidem: ad fidem autem quod attinet, sunt inadaequatae eius obiecti notae, vulgo *symbola* vocitant; ad credentem quod spectat, sunt mera *instrumenta.* — Quocirca nulla confici ratione potest, eas veritatem absolute continere: nam, qua *symbola,* imagines sunt veritatis, atque idcirco sensui religioso accommodandae, prout hic ad hominem refertur; qua *instrumenta,* sunt veritatis vehicula, atque ideo accommodanda vicissim homini, prout refertur ad religiosum sensum. Obiectum autem *sensus religiosi,* utpote quod *absoluto* continetur, infinitos habet adspectus, quorum modo hic modo alius apparere potest. Similiter homo, qui credit, aliis atque aliis uti potest conditionibus. Ergo et formulas, quas dogma appellamus, vicissitudini eidem subesse oportet, ac propterea varietati esse obnoxias. Ita vero ad intimam *evolutionem* dogmatis expeditum est iter. — Sophismatum profecto coacervatio infinita, quae religionem omnem pessumdat ac delet!

Evolvi tamen ac mutari dogma non posse solum sed oportere, et modernistae ipsi perfracte affirmant, et ex eorum sententiis aperte consequitur. — Nam inter praecipua

doctrinae capita hoc illi habent, quod ab *immanentiae vitalis* principio deducunt: *formulas religiosas,* ut *religiosae* reapse sint nec solum intellectus commentationes, vitales esse debere vitamque ipsam vivere *sensus religiosi.* Quod non ita intelligendum est, quasi hae formulae, praesertim si mere imaginativae, sint pro ipso religioso sensu inventae; nihil enim refert admodum earum originis, ut etiam numeri vel qualitatis: sed ita, ut eas *religiosus sensus,* mutatione aliqua, si opus est, adhibita, *vitaliter* sibi adiungat. Scilicet, ut aliis dicamus, necesse est ut *formula primitiva* acceptetur a corde ab eoque sanciatur; itemque sub cordis ductu sit labor, quo *secundariae formulae* progignuntur. Hinc accidit quod debeant hae formulae, ut vitales sint, ad fidem pariter et ad credentem accommodatae esse ac manere. Quamobrem, si quavis ex causa huiusmodi accommodatio cesset, amittunt illae primigenias notiones ac mutari indigent. — Haec porro formularum dogmaticarum cum sit vis ac fortuna instabilis, mirum non est illas modernistis tanto esse ludibrio ac despectui; qui nihil e contra loquuntur atque extollunt nisi religiosum sensum vitamque religiosam. Ideo et Ecclesiam audacissime carpunt tamquam devio itinere incedentem, quod ab externa formularum significatione religiosam vim ac moralem minime distinguat, et formulis notione carentibus casso labore ac tenacissime inhaerens, religionem ipsam dilabi permittat. — *Caeci* equidem *et duces caecorum,* qui superbo scientiae nomine inflati usque eo insaniunt ut aeternam veritatis notionem et germanum religionis sensum pervertant: novo invecto systemate, *quo, ex proiecta et effrenata novitatum cupiditate, veritas, ubi certo consistit, non quaeritur, sanctisque et apostolicis traditionibus posthabitis, doctrinae aliae inanes, futiles, incertae nec ab Ecclesia probatae adsciscunt, quibus veritatem ipsam fulciri ac sustineri vanissimi homines arbitrantur* (1).

---

(1) Gregor. XVI Ep. Encycl. *Singulari Nos* 7 kal. iul. 1834.

Atque haec, Venerabiles Fratres, de modernista ut philosopho. — Iam si, ad credentem progressus, nosse quis velit unde hic in modernistis a philosopho distinguatur, illud advertere necesse est, etsi philosophus *realitatem* divini ut fidei obiectum admittat, hanc tamen ab illo *realitatem* non alibi reperiri nisi in credentis animo, ut obiectum sensus est et affirmationis atque ideo phaenomenorum ambitum non excedit: utrum porro in se illa extra sensum existat atque affirmationem huiusmodi, praeterit philosophus ac negligit. E contra modernistae credenti ratum ac certum est, *realitatem* divini reapse in se ipsam existere nec prorsus a credente pendere. Quod si postules, in quo tandem haec credentis assertio nitatur; reponent: in privata cuiusque hominis *experientia*. — In qua affirmatione, dum equidem hi a rationalistis dissident, in protestantium tamen ac pseudo-mysticorum opinionem discedunt. Rem enim sic edisserunt: in *sensu religioso* quendam esse agnoscendum cordis intuitum; quo homo ipsam, sine medio, Dei *realitatem* attingit, tantamque de existentia Dei haurit persuasionem deque Dei tum intra tum extra hominem actione, ut persuasionem omnem, quae ex scientia peti possit, longe antecellat. Veram igitur ponunt experientiam, eamque rationali qualibet experientia praestantiorem: quam si quis, ut rationalistae, inficiatur, inde fieri affirmant, quod nolit is in eis se ipse constituere moralibus adiunctis, quae ad experientiam gignendam requirantur. Haec porro *experientia*, cum quis illam fuerit assequutus, proprie vereque credentem efficit. — Quam hic longe absumus a catholicis institutis! Commenta eiusmodi a Vaticana Synodo improbata iam vidimus. — His semel admissis una cum erroribus ceteris iam memoratis, quo pacto ad atheismum pateat via, inferius dicemus. Nunc statim advertisse iuverit, ex hac *experientiae* doctrina, coniuncta alteri de *symbolismo*, religionem quamlibet, ethnicorum minime excepta, ut veram esse habendam. Quidni etenim in religione quavis experientiae

huiusmodi occurrant? occurrisse vero non unus asserit. Quo iure autem modernistae veritatem experientiae abnuent, quam turca affirmet; verasque experientias unis catholicis vindicabunt? Neque id reapse modernistae denegant; quin immo, subobscure alii, alii apertissime, religiones omnes contendunt esse veras. Secus autem sentire nec posse, manifestum est. Nam religioni cuipiam quo tandem ex capite, secundum illorum praecepta, foret falsitas tribuenda? Certe vel ex fallacia *sensus religiosi*, vel quod falsiloqua sit formula ab intellectu prolata. Atqui *sensus religiosus* unus semper idemque est, etsi forte quandoque imperfectior: formula autem intellectus, ut vera sit, sufficit ut *religioso sensui* hominique credenti respondeat, quidquid de huius perspicuitate ingenii esse queat. Unum, ad summum, in religionum diversarum conflictu, modernistae contendere forte possint, catholicam, utpote vividiorem, plus habere veritatis; itemque christiano nomine digniorem eam esse, ut quae christianismi exordiis respondeat plenius. — Has consecutiones omnes ex datis antecedentibus fluere, nemini erit absonum. Illud stupendum cummaxime, catholicos dari viros ac sacerdotes, qui, etsi, ut autumari malumus, eiusmodi portenta horrent, agunt tamen ac si plene probent. Eas etenim errorum talium magistris tribuunt laudes, eos publice habent honores, ut sibi quisque suadeat facile, illos non homines honorare, aliquo forsan numero non expertes, sed errores potius, quos hi aperte asserunt inque vulgus spargere omni ope nituntur.

Est aliud praeterea in hoc doctrinae capite, quod catholicae veritati est omnino infestum. — Nam istud de *experientia* praeceptum ad *traditionem* etiam transfertur, quam Ecclesia huc usque asseruit, eamque prorsus adimit. Enimvero modernistae sic traditionem intelligunt, ut sit *originalis experientiae* quaedam cum aliis communicatio per praedicationem, ope formulae intellectivae. Cui formulae propterea, praeter vim, ut aiunt, *repraesentativam, suggestivam* quan-

dam adscribunt virtutem, tum in eo qui credit, ad *sensum religiosum* forte torpentem excitandum, instaurandamque *experientiam* aliquando habitam, tum in eis qui nondum credunt, ad *sensum religiosum* primo gignendum et *experientiam* producendam. Sic autem experientia religiosa late in populos propagatur; nec tantummodo in eos qui nunc sunt per praedicationem, sed in posteros etiam, tam per libros quam per verborum de aliis in alios replicationem. — Haec vero experientiae communicatio radices quandoque agit vigetque; senescit quandoque statim ac moritur. Vigere autem, modernistis argumentum veritatis est: veritatem enim ac vitam promiscue habent. Ex quo inferre denuo licebit: religiones omnes quotquot extant veras esse, nam secus nec viverent.

Re porro huc adducta, Venerabiles Fratres, satis superque habemus ad recte cognoscendum, quem ordinem modernistae statuant inter fidem et scientiam; quo etiam scientiae nomine historia apud illos notatur. — Ac primo quidem tenendum est, materiam uni obiectam materiae obiectae alteri externam omnino esse ab eaque seiunctam. Fides enim id unice spectat, quod scientia *incognoscibile* sibi esse profitetur. Hinc diversum utrique pensum: scientia versatur in phaenomenis, ubi nullus fidei locus; fides e contra versatur in divinis, quae scientia penitus ignorat. Unde demum conficitur, inter fidem et scientiam numquam esse posse discidium: si enim suum quaeque locum teneat, occurrere sibi invicem nunquam poterunt, atque ideo nec contradicere. — Quibus si qui forte obiiciant, quaedam in aspectabili occurrere natura rerum quae ad fidem etiam pertineant, uti humanam Christi vitam; negabunt. Nam, etsi haec phaenomenis accensentur, tamen, quatenus vita fidei imbuuntur, et a fide, quo supra dictum est modo, *transfigurata* ac *defigurata* fuerunt, a sensibili mundo sunt abrepta et in divini materiam translata. Quamobrem poscenti ulterius, an Christus

vera patrarit miracula vereque futura praesenserit, an vere revixerit atque in caelum conscenderit; scientia agnostica abnuet, fides affirmabit; ex hoc tamen nulla erit inter utramque pugna. Nam abnuet alter ut philosophus philosophos alloquens, Christum scilicet unice contemplatus secundum *realitatem historicam;* affirmabit alter ut credens cum credentibus loquutus, Christi vitam spectans prout *iterum vivitur* a fide et in fide.

Ex his tamen fallitur vehementer qui reputet posse opinari, fidem et scientiam alteram sub altera nulla penitus ratione esse subiectam. Nam de scientia quidem recte vereque existimabit; secus autem de fide, quae, non uno tantum sed triplici ex capite, scientiae subiici dicenda est. Primum namque advertere oportet, in facto quovis religioso, detracta *divina realitate* quamque de illa habet *experientiam* qui credit, cetera omnia, praesertim vero *religiosas formulas,* phaenomenorum ambitum minime transgredi, atque ideo cadere sub scientiam. Liceat utique credenti, si volet, de mundo excedere; quamdiu tamen in mundo deget, leges, obtutum, iudicia scientiae atque historiae numquam, velit nolit, effugiet. — Praeterea, quamvis dictum est Deum solius fidei esse obiectum, id de divina quidem *realitate* concedendum est, non tamen de *idea* Dei. Haec quippe scientiae subest; quae, dum in ordine, ut aiunt, logico philosophatur, quidquid etiam absolutum est attingit atque ideale. Quocirca philosophia seu scientia cognoscendi de idea Dei ius habet, eamque in sui evolutione moderandi et, si quid extrarium invaserit, corrigendi. Hinc modernistarum effatum: evolutionem religiosam cum morali et intellectuali componi debere; videlicet, ut quidam tradit quem magistrum sequuntur, eisdem subdi. — Accedit demum quod homo dualitatem in se ipse non patitur: quamobrem credentem quaedam intima urget necessitas fidem cum scientia sic componendi, ut a generali ne discrepet idea, quam scientia exhibet de hoc mundo uni-

verso. Sic ergo conficitur, scientiam a fide omnino solutam esse, fidem contra, ut ut scientiae extranea praedicetur, eidem subesse. — Quae omnia, Venerabiles Fratres, contraria prorsus sunt iis quae Pius IX decessor Noster tradebat, docens (1): *Philosophiae esse, in iis quae ad religionem pertinent, non dominari sed ancillari, non praescribere quid credendum sit, sed rationabili obsequio amplecti, neque altitudinem scrutari mysteriorum Dei, sed illam pie humiliterque revereri.* Modernistae negotium plane invertunt: quibus idcirco applicari queunt, quae Gregorius IX item decessor Noster de quibusdam suae aetatis theologis scribebat (2): *Quidam apud vos, spiritu vanitatis ut uter distenti, positos a Patribus terminos profana transferre satagunt novitate; coelestis paginae intellectum... ad doctrinam philosophicam rationalium inclinando, ad ostentationem scientiae, non profectum aliquem auditorum... Ipsi, doctrinis variis et peregrinis abducti, redigunt caput in caudam, et ancillae cogunt famulari reginam.*

Quod profecto apertius patebit intuenti quo pacto modernistae agant, accommodate omnino ad ea quae docent. Multa enim ab eis contrarie videntur scripta vel dicta, ut quis facile illos aestimet ancipites atque incertos. Verumtamen consulte id et considerate accidit; ex opinione scilicet quam habent de fidei atque scientiae seiunctione mutua. Hinc in eorum libris quaedam offendimus quae catholicus omnino probet; quaedam, aversa pagina, quae rationalistam dictasse autumes. Hinc, historiam scribentes, nullam de divinitate Christi mentionem iniiciunt; ad concionem vero in templis eam firmissime profitentur. Item, enarrantes historiam, Concilia et Patres nullo loco habent; catechesim autem si tradunt, illa atque illos cum honore afferunt. Hinc etiam exegesim theologicam et pastoralem a scientifica et historica se-

(1) Brev. ad Ep. Wratislav. 15 iun. 1857.

(2) Ep. ad Magistros theol. paris., non. iul. 1223.

cernunt. Similiter, ex principio quod scientia a fide nullo pacto pendeat, quum de philosophia, de historia, de critice disserunt, Lutheri sequi vestigia non exhorrentes (1), despicientiam praeceptorum catholicorum, sanctorum Patrum, oecumenicarum synodorum, magisterii ecclesiastici omnimodis ostentant; de qua si carpantur, libertatem sibi adimi conqueruntur. Professi demum fidem esse scientiae subiiciendam, Ecclesiam passim aperteque reprehendunt quod sua dogmata philosophiae opinionibus subdere et accommodare obstinatissime renuat: ipsi vero, veteri ad hunc finem theologia sublata, novam invehere contendunt, quae philosophorum delirationibus obsecundet.

Hic iam, Venerabiles Fratres, nobis fit aditus ad modernistas in theologico agone spectandos. Salebrosum quidem opus: sed paucis absolvendum. — Agitur nimirum de concilianda fide cum scientia, idque non aliter quam una alteri subiectâ. Eo in genere modernista theologus eisdem utitur principiis, quae usui philosopho esse vidimus, illaque ad credentem aptat: principia inquimus *immanentiae* et *symbolismi*. Sic autem rem expeditissime perficit. Traditur a philosopho *principium fidei esse immanens;* a credente additur *hoc principium Deum esse:* concludit ipse *Deus* ergo *est immanens in homine.* Hinc *immanentia theologica.* Iterum: philosopho certum est *repraesentationes obiecti fidei esse tantum symbolicas;* credenti pariter certum est *fidei obiectum esse Deum in se:* theologus igitur colligit: *repraesentationes divinae realitatis esse symbolicas.* Hinc *symbolismus theologicus.* — Errores profecto maximi: quorum uterque quam sit perniciosus, consequentiis inspectis patebit. — Nam, ut de *symbolismo* statim dicamus, cum symbola talia sint respectu obiecti, re-

(1) Prop. 29 damn. a Leone X Bull. *Exsurge Domine* 16 maii 1520. *Via nobis facta est enervandi auctoritatem Conciliorum, et libere contradicendi eorum gestis, et iudicandi eorum decreta, et confidenter confitendi quidquid verum videtur, sive probatum fuerit, sive reprobatum a quocumque Concilio.*

spectu autem credentis sint instrumenta; cavendum primum, inquiunt, credenti, ne ipsi formulae ut formula est plus nimio inhaereat, sed illa utendum unice ut absolutae adhaerescat veritati, quam formula retegit simul ac tegit nititurque exprimere quin unquam assequatur. Addunt praeterea, formulas eiusmodi esse a credente adhibendas quatenus ipsum iuverint; ad commodum enim datae sunt non ad impedimentum: incolumi utique honore qui, ex sociali respectu, debetur formulis, quas publicum magisterium aptas ad communem conscientiam exprimendam iudicarit, quamdiu scilicet idem magisterium secus quidpiam non edixerit. — De *immanentia* autem quid reapse modernistae sentiant, difficile est indicare; non enim eadem omnium opinio. Sunt qui in eo collocant, quod Deus agens intime adsit in homine, magis quam ipse sibi homo; quod plane, si recte intelligitur, reprehensionem non habet. Alii in eo ponunt, quod actio Dei una sit cum actione naturae ut causae primae cum causae secundae; quod ordinem supernaturalem reapse delet. Alii demum sic explicant, ut suspicionem efficiant pantheisticae significationis; id autem cum ceteris eorum doctrinis cohaeret aptius.

Huic vero *immanentiae* pronunciato aliud adiicitur, quod a *permanentia divina* vocare possumus: quae duo inter se eo fere modo differunt, quo *experientia* privata ab *experientia* per traditionem transmissa. Exemplum rem collustrabit: sitque ab Ecclesia et Sacramentis deductum. Ecclesia, inquiunt, et Sacramenta a Christo ipso instituta minime credenda sunt. Cavet id agnosticismus, qui in Christo nil praeter hominem novit, cuius conscientia religiosa, ut ceterorum hominum, sensim efformata est: cavet lex immanentiae, quae externas, ut aiunt, *applicationes* respuit: cavet item lex evolutionis, quae ut germina evolvantur tempus postulat et quandam adiunctorum sibi succedentium seriem: cavet demum historia, quae talem reapse rei cursum fuisse ostendit. Attamen

Ecclesiam et Sacramenta *mediate* a Christo fuisse instituta retinendum est. Quî vero? Conscientias christianas omnes in Christi conscientia virtute quodammodo inclusas affirmant, ut in semine planta. Quoniam autem germina vitam seminis vivunt; christiani omnes vitam Christi vivere dicendi sunt. Sed Christi vita, secundum fidem, divina est: ergo et christianorum vita. Si igitur haec vita, decursu aetatum, Ecclesiae et Sacramentis initium dedit: iure omnino dicetur initium huiusmodi esse a Christo ac divinum esse. Sic omnino conficiunt divinas esse etiam Scripturas sacras, divina dogmata. — His porro modernistarum theologia ferme absolvitur. Brevis profecto supellex: sed ei perabundans, qui profiteatur, scientiae, quidquid praeceperit, semper esse obtemperandum. — Horum ad cetera quae dicemus applicationem quisque facile per se viderit.

De origine fidei deque eius natura attigimus huc usque. Fidei autem cum multa sint germina, praecipua vero Ecclesia, dogma, sacra et religiones, libri quos sanctos nominamus; de his quoque quid modernistae doceant, inquirendum. — Atque ut dogma initium ponamus, huius quae sit origo et natura iam supra indicatum est. Oritur illud ex impulsione quadam seu necessitate, vi cuius qui credit in suis cogitatis elaborat, ut conscientia tam sua quam aliorum illustretur magis. Est hic labor in rimando totus expoliendoque primigeniam mentis *formulam,* non quidem in se illam secundum logicam explicationem, sed secundum circumstantia, seu, ut minus apte ad intelligendum inquiunt, *vitaliter*. Inde fit ut, circa illam, *secundariae* quaedam, ut iam innuimus, sensim enascantur formulae; quae postea in unum corpus coagmentatae vel in unum doctrinae aedificium, cum a magisterio publico sancitae fuerint utpote communi conscientiae respondentes, dicuntur dogma. Ab hoc secernendae sunt probe theologorum commentationes: quae ceteroqui, quamvis vitam dogmatis non vivunt, non omnino tamen sunt inutiles, tum ad

religionem cum scientia componendam et oppositiones inter illas tollendas, tum ad religionem ipsam extrinsecus illustrandam protuendamque; forte etiam utilitati fuerint novo cuidam futuro dogmati materiam praeparando. — De cultu sacrorum haud foret multis dicendum, nisi eo quoque nomine Sacramenta venirent; de quibus maximi modernistarum errores. Cultum ex duplici impulsione seu necessitate oriri perhibent; omnia etenim, ut vidimus, in eorum systemate impulsionibus intimis seu necessitatibus gigni asseruntur. Altera est ad sensibile quiddam religioni tribuendum; altera ad eam proferendam, quod fieri utique nequaquam possit sine forma quadam sensibili et consecrantibus actibus, quae Sacramenta dicimus. Sacramenta autem modernistis nuda sunt symbola seu signa; quamvis non vi carentia. Quam vim ut indicent, exemplo ipsi utuntur verborum quorundam; quae vulgo fortunam dicuntur sortita, eo quod virtutem conceperint ad notiones quasdam propagandas, robustas maximeque percellentes animos. Sicut ea verba ad notiones, sic Sacramenta ad sensum religiosum ordinata sunt: nihil praeterea. Clarius profecto dicerent, si Sacramenta unice ad nutriendam fidem instituta affirmarent. Hoc tamen Tridentina Synodus damnavit (1): *Si quis dixerit haec sacramenta propter solam fidem nutriendam instituta fuisse, anathema sit.*

De librorum etiam sacrorum natura et origine aliquid iam delibavimus. Eos, ad modernistarum scita, definire probe quis possit syllogen *experientiarum,* non cuique passim advenientium, sed extraordinariarum atque insignium, quae in quapiam religione sunt habitae. — Sic prorsus modernistae docent de libris nostris tum veteris tum novi testamenti. Ad suas tamen opiniones callidissime notant: quamvis experientia sit praesentis temporis, posse tamen illam de praeteritis aeque ac de futuris materiam sumere, prout videlicet

(1) Sess. VII, *de Sacramentis in genere,* can. 5.

qui credit vel exacta rursus per recordationem in modum *praesentium vivit,* vel futura per praeoccupationem. Id autem explicat quomodo historici quoque et apocalyptici in libris sacris censeri queant. — Sic igitur in hisce libris Deus quidem loquitur per credentem; sed, uti fert theologia modernistarum, per *immanentiam* solummodo et *permanentiam vitalem.* — Quaeremus, quid tum de inspiratione? Haec, respondent, ab impulsione illa, nisi forte vehementiâ, nequaquam secernitur, qua credens ad fidem suam verbo scriptove aperiendam adigitur. Simile quid habemus in poëtica inspiratione; quare quidam aiebat: Est Deus in nobis, agitante calescimus illo. Hoc modo Deus initium dici debet inspirationis sacrorum librorum. — De qua praeterea inspiratione modernistae addunt, nihil omnino esse in sacris libris quod illa careat. Quod quum affirmant, magis eos crederes orthodoxos quam recentiores alios, qui inspirationem aliquantum coangustant, ut, exempli causa, quum *tacitas* sic dictas *citationes* invehunt. Sed haec illi verbo tenus ac simulate. Nam si Biblia ex agnosticismi praeceptis iudicamus, humanum scilicet opus, ab hominibus pro hominibus exaratum, licet ius theologo detur ea per *immanentiam* divina praedicandi; quî demum inspiratio coarctari possit? Generalem utique modernistae sacrorum librorum inspirationem asseverant: catholico tamen sensu nullam admittunt.

Largiorem dicendi segetem offerunt, quae modernistarum schola de Ecclesia imaginatur. — Ponunt initio eam ex duplici necessitate oriri, una in credente quovis, in eo praesertim qui primigeniam ac singularem aliquam sit nactus experientiam, ut fidem suam cum aliis communicet; altera, postquam fides communis inter plures evaserit, in *collectivitate,* ad coalescendum in societatem et ad commune bonum tuendum, augendum, propagandum. Quid igitur Ecclesia? partus est *conscientiae collectivae* seu consociationis conscientiarum singularium; quae, vi *permanentiae vitalis,* a primo

aliquo credente pendeant, videlicet, pro catholicis, a Christo. — Porro societas quaepiam moderatrice auctoritate indiget, cuius sit officium consociatos omnes in communem finem dirigere, et compagis elementa tueri prudenter, quae, in religioso coetu, doctrina et cultu absolvuntur. Hinc in Ecclesia catholica auctoritas tergemina; *disciplinaris, dogmatica, cultualis*. — Iam auctoritatis huius natura ex origine colligenda est; ex natura vero iura atque officia repetenda. Praeteritis aetatibus vulgaris fuit error quod auctoritas in Ecclesiam extrinsecus accesserit, nimirum immediate a Deo; quare *autocratica* merito habebatur. Sed haec nunc temporis obsolevere. Quo modo Ecclesia e conscientiarum collectivitate emanasse dicitur, eo pariter auctoritas ab ipsa Ecclesia vitaliter emanat. Auctoritas igitur, sicut Ecclesia, ex conscientia religiosa oritur, atque ideo eidem subest; quam subiectionem si spreverit, in tyrannidem vertitur. Ea porro tempestate nunc vivimus, quum libertatis sensus in fastigium summum excrevit. In civili statu conscientia publica populare regimen invexit. Sed conscientia in homine, aeque atque vita, una est. Nisi ergo in hominum conscientiis intestinum velit excitare bellum ac fovere, auctoritati Ecclesiae officium inest democraticis utendi formis; eo vel magis quod, ni faxit, exitium imminet. Nam amens profecto fuerit, qui in sensu libertatis, qualis nunc viget, regressum posse fieri aliquando autumet. Constrictus vi atque inclusus, fortior se profundet, Ecclesia pariter ac religione deleta. — Haec omnia modernistae ratiocinantur: qui propterea toti sunt in indagandis viis ad auctoritatem Ecclesiae cum credentium libertate componendam.

Sed enim non intra domesticos tantum parietes habet Ecclesia, quibuscum amice cohaerere illam oporteat; habet et extra. Non una namque ipsa occupat mundum; occupant aeque consociationes aliae, quibuscum commercium et usus necessario intercedat. Quae iura igitur, quae sint Ecclesiae

officia cum civilibus consociationibus determinandum est etiam, nec aliter determinandum nisi ex ipsius Ecclesiae natura, qualem nimirum modernistae nobis descripsere. — In hoc autem eisdem plane regulis utuntur, quae supra pro scientia atque fide sunt allatae. Ibi de *obiectis* sermo erat, heic de *finibus*. Sicut igitur *ratione obiecti* fidem ac scientiam extraneas ab invicem vidimus: sic Status et Ecclesia alter ab altera extranea sunt ob fines quos persequuntur, temporalem ille, haec spiritualem. Licuit profecto alias temporale spirituali subiici; licuit de *mixtis* quaestionibus sermonem interseri, in quibus Ecclesia ut domina ac regina intererat, quia nempe Ecclesia a Deo, sine medio, ut ordinis supernaturalis est auctor, instituta ferebatur. Sed iam haec a philosophis atque historicis respuuntur. Status ergo ab Ecclesia dissociandus, sicut etiam catholicus a cive. Quamobrem catholicus quilibet, quia etiam civis, ius atque officium habet, Ecclesiae auctoritate neglecta, eius optatis, consiliis praeceptisque posthabitis, spretis immo reprehensionibus, ea persequendi quae civitatis utilitati conducere arbitretur. Viam ad agendum civi praescribere praetextu quolibet, abusus ecclesiasticae potestatis est, toto nisu reiiciendus. — Ea nimirum, Venerabiles Fratres, unde haec omnia dimanant, eadem profecto sunt, quae Pius VI decessor Noster, in Constitutione apostolica *Auctorem fidei*, solemniter damnavit (1).

Sed modernistarum scholae satis non est debere Statum ab Ecclesia seiungi. Sicut fidem, quoad elementa, ut inquiunt, phaenomenica scientiae subdi oportet, sic in temporalibus

(1) Prop. 2. *Propositio, quae statuit, potestatem a Deo datam Ecclesiae ut communicaretur Pastoribus, qui sunt eius ministri pro salute animarum; sic intellecta, ut a communitate fidelium in Pastores derivetur ecclesiastici ministerii ac regiminis potestas: haeretica.* — Prop. 3. *Insuper, quae statuit Romanum Pontificem esse caput ministeriale; sic explicata ut Romanus Pontifex non a Christo in persona beati Petri, sed ab Ecclesia potestatem ministerii accipiat, qua velut Petri successor, verus Christi vicarius ac totius Ecclesiae caput pollet in universa Ecclesia: haeretica.*

negotiis Ecclesiam subesse Statui. Hoc quidem illi aperte nondum forte asserunt; ratiocinationis tamen vi coguntur admittere. Posito etenim quod in temporalibus rebus Status possit unus, si accidat credentem, intimis religionis actibus haud contentum, in externos exilire, ut puta administrationem susceptionemve Sacramentorum; necesse erit haec sub Status dominium cadere. Ecquid tum de ecclesiastica auctoritate? Cum haec nisi per externos actus non explicetur; Statui, tota quanta est, erit obnoxia. Hac nempe consecutione coacti, multi e protestantibus *liberalibus* cultum omnem sacrum externum, quin etiam externam quamlibet religiosam consociationem e medio tollunt, religionemque, ut aiunt, *individualem* invehere adnituntur. — Quod si modernistae nondum ad haec palam progrediuntur, petunt interea ut Ecclesia quo ipsi impellunt sua se sponte inclinet seseque ad civiles formas aptet. Atque haec de auctoritate *disciplinari*. — Nam de *doctrinali* et *dogmatica* potestate longe peiora sunt ac perniciosiora quae sentiunt. De magisterio Ecclesiae sic scilicet commentantur. Consociatio religiosa in unum vere coalescere nequaquam potest, nisi una sit consociatorum conscientia, unaque, qua utantur, formula. Utraque autem haec unitas mentem quandam quasi communem expostulat, cuius sit reperire ac determinare formulam, quae communi conscientiae rectius respondeat; cui quidem menti satis auctoritatis inesse oportet ad formulam quam statuerit communitati imponendam. In hac porro coniunctione ac veluti fusione tum mentis formulam eligentis tum potestatis eamdem perscribentis, magisterii ecclesiastici notionem modernistae collocant. Cum igitur magisterium ex conscientiis singularibus tandem aliquando nascatur, et publicum officium in earumdem conscientiarum commodum mandatum habeat; consequitur necessario, illud ab eisdem conscientiis pendere, ac proinde ad populares formas esse inflectendum. Quapropter singularium hominum conscientias prohibere quominus

impulsiones quas sentiunt palam aperteque profiteantur, et criticae viam praepedire qua dogma ad necessarias evolutiones impellat, potestatis ad utilitatem permissae non usus est sed abusus. — Similiter in usu ipso potestatis modus temperatioque sunt adhibenda. Librum quemlibet, auctore inscio, notare ac proscribere, nulla explicatione admissa, nulla disceptatione, tyrannidi profecto est proximum. — Quare heic etiam medium est quoddam iter reperiendum, ut auctoritati simul ac libertati integra sint iura. Interea temporis catholico sic est agendum, ut auctoritatis quidem observantissimum se publice profiteatur, suo tamen obsequi ingenio non intermittat. — Generatim vero sic de Ecclesia praescribunt: quoniam ecclesiasticae potestatis finis ad spiritualia unice pertinet; externum apparatum omnem esse tollendum, quo illa ad intuentium oculos magnificentius ornatur. In quo illud sane negligitur, religionem, etsi ad animos pertineat, non tamen unice animis concludi; et honorem potestati impensum in Christum institutorem recidere.

Porro ut totam hanc de fide deque vario eius germine materiam absolvamus, restat, Venerabiles Fratres, ut de utrorumque explicatione postremo loco modernistarum praecepta audiamus. — Principium hîc generale est: in religione, quae vivat, nihil variabile non esse, atque idcirco variandum. Hinc gressum faciunt ad illud, quod in eorum doctrinis fere caput est, videlicet ad *evolutionem*. Dogma igitur, Ecclesia, sacrorum cultus, libri, quos ut sanctos veremur, quin etiam fides ipsa, nisi intermortua haec omnia velimus, evolutionis teneri legibus debent. Neque hoc mirum videri queat, si ea prae oculis habeantur, quae sunt de horum singulis a modernistis tradita. Posita igitur evolutionis lege, evolutionis rationem a modernistis ipsis descriptam habemus. Et primo quoad fidem. Primigenia, inquiunt, fidei forma rudis et universis hominibus communis fuit, ut quae ex ipsa hominum natura atque vita oriebatur. Evolutio vitalis progressum dedit; nimirum non no-

vitate formarum extrinsecus accedentium, sed ex pervasione in dies auctiore sensus religiosi in conscientiam. Dupliciter autem progressio ipsa est facta: *negative* primum, elementum quodvis extraneum, ut puta ex familia vel gente adveniens, eliminando; dehinc *positive*, intellectiva ac morali hominis expolitione, unde notio divini amplior ac lucidior *sensusque religiosus* exquisitior evasit. Progredientis vero fidei eaedem sunt causae afferendae, quam quae superius sunt allatae ad eius originem explicandam. Quibus tamen extraordinarios quosdam homines addi oportet (quos nos prophetas appellamus, quorumque omnium praestantissimus est Christus); tum quia illi in vita ac sermonibus arcani quidpiam praesetulerunt, quod fides divinitati tribuebat; tum quia novas nec ante habitas *experientias* sunt nacti, religiosae cuiusque temporis indigentiae respondentes. — Dogmatis autem progressus inde potissimum enascitur, quod fidei impedimenta sint superanda, vincendi hostes, contradictiones refellendae. Adde his nisum quemdam perpetuum ad melius penetranda quae in arcanis fidei continentur. Sic, ut exempla cetera praetereamus, de Christo factum est: in quo, divinum illud qualecumque, quod fides admittebat, ita pedetentim et gradatim amplificatum est, ut demum pro Deo haberetur. — Ad evolutionem cultus facit praecipue necessitas ad mores traditionesque populorum sese accommodandi; item quorundam virtute actuum fruendi, quam sunt ex usu mutuati. — Tandem pro Ecclesia evolutionis causa inde oritur, quod componi egeat cum adiunctis historicis cumque civilis regiminis publice invectis formis. — Sic illi de singulis. Hic autem, antequam procedamus, doctrina haec de *necessitatibus* seu *indigentiis* (vulgo *dei bisogni* significantius appellant) probe ut notetur velimus; etenim, praeterquam omnium quae vidimus, est veluti basis ac fundamentum famosae illius methodi, quam historicam dicunt.

In evolutionis doctrina ut adhuc sistamus, illud prae-

terea est advertendum quod, etsi indigentiae seu necessitates ad evolutionem impellunt; his tamen unis acta, evolutio, transgressa facile traditionis fines atque ideo a primigenio vitali principio avulsa, ad ruinam potius quam ad progressionem traheret. Hinc, modernistarum mentem plenius sequuti, evolutionem ex conflictione duarum virium evenire dicemus, quarum altera ad progressionem agit, altera ad conservationem retrahit. — Vis conservatrix viget in Ecclesia, contineturque traditione. Eam vero exerit religiosa auctoritas; idque tam iure ipso, est enim in auctoritatis natura traditionem tueri; tam re, auctoritas namque, a commutationibus vitae reducta, stimulis ad progressionem pellentibus nihil aut vix urgetur. E contra vis ad progrediendum rapiens atque intimis indigentiis respondens latet ac molitur in privatorum conscientiis, illorum praecipue qui vitam, ut inquiunt, propius atque intimius attingunt. — En hic, Venerabiles Fratres, doctrinam illam exitiosissimam efferre caput iam cernimus, quae laicos homines in Ecclesiam subinfert ut progressionis elementa. — Ex convento quodam et pacto inter binas hasce vires, conservatricem et progressionis fautricem, inter auctoritatem videlicet et conscientias privatorum, progressus ac mutationes oriuntur. Nam privatorum conscientiae, vel harum quaedam, in conscientiam collectivam agunt; haec vero in habentes auctoritatem, cogitque illos pactiones conflare atque in pacto manere. — Ex his autem pronum est intelligere, cur modernistae mirentur adeo, quum reprehendi se vel puniri sciunt. Quod eis culpae vertitur, ipsi pro officio habent religiose explendo. Necessitates conscientiarum nemo melius novit quam ipsi, eo quod propius illas attingunt, quam ecclesiastica auctoritas. Eas igitur necessitates omnes quasi in se colligunt: unde loquendi publice ac scribendi officio devinciuntur. Carpat eos, si volet, auctoritas; ipsi conscientia officii fulciuntur, intimâque experientia norunt non sibi reprehensiones deberi sed laudes. Utique

non ipsos latet progressiones sine certaminibus haud fieri, nec sine victimis certamina: sint ergo ipsi pro victimis, sicut prophetae et Christus. Nec ideo quod male habentur, auctoritati invident: suum illam exsequi munus ultro concedunt. Queruntur tantum quod minime exaudiuntur; sic enim cursus animorum tardatur: hora tamen rumpendi moras certissime veniet, nam leges evolutionis coërceri possunt, infringi omnino non possunt. Instituto ergo itinere pergunt: pergunt, quamvis redarguti et damnati; incredibilem audaciam fucatae demissionis velamine obducentes. Cervices quidem simulate inflectunt; manu tamen atque animo quod susceperunt persequuntur audacius. Sic autem volentes omnino prudentesque agunt: tum quia tenent, auctoritatem stimulandam esse non evertendam; tum quia necesse illis est intra Ecclesiae septa manere, ut collectivam conscientiam sensim immutent: quod tamen quum aiunt, fateri se non advertunt conscientiam collectivam ab ipsis dissidere, atque ideo nullo eos iure illius se interpretes venditare.

Sic igitur, Venerabiles Fratres, modernistis auctoribus atque actoribus, nihil stabile nihil immutabile in Ecclesia esse oportet. Qua equidem in sententia praecursoribus non caruere, illis nimirum, de quibus Pius IX decessor Noster iam scribebat: *Isti divinae revelationis inimici humanum progressum summis laudibus efferentes, in catholicam religionem temerario plane ac sacrilego ausu illum inducere vellent, perinde ac si ipsa religio non Dei, sed hominum opus esset aut philosophicum aliquod inventum, quod humanis modis perfici queat* (1). — De revelatione praesertim ac dogmate nulla doctrinae modernistarum novitas; sed eadem illa est, quam in Pii IX syllabo reprobatam reperimus, sic enunciatam: *Divina revelatio est imperfecta et idcirco subiecta continuo et indefinito progressui, qui humanae rationis progressioni re-*

(1) Encycl. *Qui pluribus* 9 nov. 1846.

spondeat (1): solemnius vero in Vaticana Synodo per haec verba: *Neque enim fidei doctrina, quam Deus revelavit, velut philosophicum inventum proposita est humanis ingeniis perficienda, sed tamquam divinum depositum Christi sponsae tradita, fideliter custodienda et infallibiliter declaranda. Hinc sacrorum quoque dogmatum is sensus perpetuo est retinendus quem semel declaravit Sancta Mater Ecclesia, nec unquam ab eo sensu altioris intelligentiae specie et nomine recedendum* (2): quo profecto explicatio nostrarum notionum, etiam circa fidem, tantum abest ut impediatur, ut imo adiuvetur ac provehatur. Quamobrem eadem Vaticana Synodus sequitur: *Crescat igitur et multum vehementerque proficiat tam singulorum quam omnium, tam unius hominis quam totius Ecclesiae, aetatum et saeculorum gradibus, intelligentia, scientia, sapientia; sed in suo dumtaxat genere, in eodem scilicet dogmate, eodem sensu eademque sententia* (3).

Sed postquam in modernismi assectatoribus philosophum, credentem, theologum observavimus, iam nunc restat ut pariter historicum, criticum, apologetam, reformatorem spectemus.

Modernistarum quidam, qui componendis historiis se dedunt, solliciti magnopere videntur ne credantur philosophi; profitentur quin immo philosophiae se penitus expertes esse. Astute id quam quod maxime: ne scilicet cuipiam sit opinio, eos praeiudicatis imbui philosophiae opinationibus, nec esse propterea, ut aiunt, omnino *obiectivos*. Verum tamen est, historiam illorum aut criticen meram loqui philosophiam; quaeque ab iis inferuntur, ex philosophicis eorum principiis iusta ratiocinatione concludi. Quod equidem facile consideranti patet. — Primi tres huiusmodi historicorum aut criticorum canones, ut diximus, eadem illa sunt principia, quae supra ex philosophis attulimus: nimirum *agnosticismus*, theorema de *transfiguratione* rerum per fidem, itemque aliud quod de *defiguratione*

(1) Syll., Prop. 5. — (2) Const. *Dei Filius*, cap. IV. — (3) Loc. cit.

dici posse visum est. Iam consecutiones ex singulis notemus. — Ex *agnosticismo* historia, non aliter ac scientia, unice de phaenomenis est. Ergo tam Deus quam quilibet in humanis divinus interventus ad fidem reiiciendus est, utpote ad illam pertinens unam. Quapropter si quid occurrat duplici constans elemento, divino atque humano, cuiusmodi sunt Christus, Ecclesia, Sacramenta aliaque id genus multa; sic partiendum erit ac secernendum, ut quod humanum fuerit historiae, quod divinum tribuatur fidei. Ideo vulgata apud modernistas discretio inter Christum historicum et Christum fidei, Ecclesiam historiae et Ecclesiam fidei, Sacramenta historiae et Sacramenta fidei, aliaque similia passim. — Deinde hoc ipsum elementum humanum, quod sibi historicum sumere videmus, quale illud in monumentis apparet, a fide per *transfigurationem* ultra conditiones historicas elatum dicendum est. Adiectiones igitur a fide factas rursus secernere oportet, easque ad fidem ipsam amandare atque ad historiam fidei: sic, quum de Christo agitur, quidquid conditionem hominis superat, sive naturalem, prout a psychologia exhibetur, sive ex loco atque aetate, quibus ille vixit, conflatam. — Praeterea, ex tertio philosophiae principio, res etiam, quae historiae ambitum non excedunt, cribro veluti cernunt, eliminantque omnia ac pariter ad fidem amandant quae, ipsorum iudicio, in factorum *logica*, ut inquiunt, non sunt vel personis apta non fuerint. Sic volunt Christum ea non dixisse, quae audientis vulgi captum excedere videntur. Hinc de *reali* eius historia delent et fidei permittunt allegorias omnes quae in sermonibus eius occurrunt. Quaeremus forsitan qua lege haec segregentur? Ex ingenio hominis, ex conditione qua sit in civitate usus, ex educatione, ex adiunctorum facti cuiusquam complexu: uno verbo, si bene novimus, ex norma, quae tandem aliquando in mere *subiectivam* recidit. Nituntur scilicet Christi personam ipsi capere et quasi gerere: quidquid vero paribus in adiunctis ipsi fuissent acturi,

id omne in Christum transferunt. — Sic igitur, ut concludamus, *a priori* et ex quibusdam philosophiae principiis, quam tenent quidem sed ignorare asserunt, in *reali*, quam vocant, historia Christum Deum non esse affirmant nec quidquam divini egisse; ut hominem vero ea tantum patrasse aut dixisse, quae ipsi, ad illius se tempora referentes, patrandi aut dicendi ius tribuunt.

Ut autem historia ab philosophia, sic critice ab historia suas accipit conclusiones. Criticus namque, indicia sequutus ab historico praebita, monumenta partitur bifariam. Quidquid post dictam triplicem obtruncationem superat, *reali* historiae assignat; cetera ad fidei historiam seu *internam* ablegat. Has enim binas historias accurate distinguunt; et historiam fidei, quod bene notatum volumus, historiae *reali* ut realis est opponunt. Hinc, ut iam diximus, geminus Christus; realis alter, alter qui nunquam reapse fuit sed ad fidem pertinet; alter qui certo loco certaque vixit aetate, alter qui solummodo in piis commentationibus fidei reperitur: eiusmodi, exempli causa, est Christus, quem Ioannis evangelium exhibet; quod utique, aiunt, totum quantum est commentatio est.

Verum non his philosophiae in historiam dominatus absolvitur. Monumentis, ut diximus, bifariam distributis, adest iterum philosophus cum suo dogmate *vitalis immanentiae;* atque omnia edicit, quae sunt in Ecclesiae historia, per *vitalem emanationem* esse explicanda. Atqui vitalis cuiuscumque emanationis aut caussa aut conditio est in necessitate seu indigentia quapiam ponenda: ergo et factum post necessitatem concipi oportet, et illud historice huic esse posterius. — Quid tum historicus? Monumenta iterum, sive quae in libris sacris continentur sive aliunde adducta, scrutatus, indicem ex iis conficit singularum necessitatum, tum ad dogma tum ad cultum sacrorum tum ad alia spectantium, quae in Ecclesia, altera ex altera, locum habuere. Confectum indicem critico tradit. Hic vero ad monumenta, quae fidei historiae desti-

nantur, manum admovet; illaque per aetates singulas sic disponit, ut dato indici respondeant singula: eius semper praecepti memor, factum necessitate, narrationem facto anteverti. Equidem fieri aliquando possit, quasdam Bibliorum partes, ut puta epistolas, ipsum esse factum a necessitate creatum. Quidquid tamen sit, lex est, monumenti cuiuslibet aetatem non aliter determinandam esse, quam ex aetate exortae in Ecclesia uniuscuiusque necessitatis. — Distinguendum praeterea est inter facti cuiuspiam exordium eiusdemque explicationem: quod enim uno die nasci potest, non nisi decursu temporis incrementa suscipit. Hanc ob causam debet criticus monumenta, per aetates, ut diximus, iam distributa bipartiri iterum, altera quae ad originem rei altera quae ad explicationem pertineant secernens; eaque rursus ordinare per tempora.

Tum denuo philosopho locus est; qui iniungit historico sua studia sic exercere, uti evolutionis praecepta legesque praescribunt. Ad haec historicus monumenta iterum scrutari; inquirere curiose in adiuncta conditionesque, quibus Ecclesia per singulas aetates sit usa, in eius vim conservatricem, in necessitates tam internas quam externas quae ad progrediendum impellerent, in impedimenta quae obfuerunt, uno verbo, in ea quaecumque quae ad determinandum faxint quo pacto evolutionis leges fuerint servatae. Post haec tandem explicationis historiam, per extrema veluti lineamenta, describit. Succurrit criticus aptatque monumenta reliqua. Ad scriptionem adhibetur manus: historia confecta est. — Cui iam, petimus, haec historia inscribenda? Historico ne an critico? Neutri profecto; sed philosopho. Tota ibi per *apriorismum* res agitur: et quidem per apriorismum haeresibus scatentem. Miseret sane hominum eiusmodi de quibus Apostolus diceret: *Evanuerunt in cogitationibus suis... dicentes enim se esse sapientes, stulti facti sunt* (1): at bilem tamen com-

(1) Ad Rom. I, 21–22.

movent quum Ecclesiam criminantur monumenta sic permiscere ac temperare ut suae utilitati loquantur. Nimirum affingunt Ecclesiae, quod sua sibi conscientia apertissime improbari sentiunt.

Ex illa porro monumentorum per aetates partitione ac dispositione sequitur sua sponte non posse libros sacros iis auctoribus tribui, quibus reapse inscribuntur. Quam ob causam modernistae passim non dubitant asserere, illos eosdem libros, Pentateuchum praesertim ac prima tria Evangelia, ex brevi quadam primigenia narratione, crevisse gradatim accessionibus, interpositionibus nempe in modum interpretationis sive theologicae sive allegoricae, vel etiam iniectis ad diversa solummodo inter se iungenda. — Nimirum, ut paucis clariusque dicamus, admittenda est *vitalis evolutio* librorum sacrorum, nata ex evolutione fidei eidemque respondens. — Addunt vero, huius evolutionis vestigia adeo esse manifesta, ut illius fere historia describi possit. Quin immo et reapse describunt, tam non dubitanter, ut suis ipsos oculis vidisse crederes scriptores singulos, qui singulis aetatibus ad libros sacros amplificandos admorint manum. — Haec autem ut confirment, criticen, quam *textualem* nominant, adiutricem appellant; nitunturque persuadere hoc vel illud factum aut dictum non suo esse loco, aliasque eiusmodi rationes proferunt. Diceres profecto eos narrationum aut sermonum quosdam quasi typos praestituisse sibi, unde certissime iudicent quid suo quid alieno stet loco. — Hac via quî apti esse queant ad decernendum, aestimet qui volet. Verumtamen qui eos audiat de suis exercitationibus circa sacros libros affirmantes, unde tot ibi incongrue notata datum est deprehendere, credet fere nullum ante ipsos hominum eosdem libros volutasse, neque hos infinitam propemodum Doctorum multitudinem quaquaversus rimatam esse, ingenio plane et eruditione et sanctitudine vitae longe illis praestantiorem. Qui equidem Doctores sapientissimi tantum abfuit ut Scripturas sacras ulla ex parte reprehende-

rent, ut immo, quo illas scrutabantur penitius, eo maiores divino Numini agerent gratias, quod ita cum hominibus loqui dignatum esset. Sed heu! non iis adiumentis Doctores nostri in sacros libros incubuerunt, quibus modernistae! scilicet magistram et ducem non habuere philosophiam, quae initia duceret a negatione Dei, nec se ipsi iudicandi normam sibi delegerunt. — Iam igitur patere arbitramur, cuiusmodi in re historica modernistarum sit methodus. Praeit philosophus; illum historicus excipit; pone ex ordine legunt critice tum interna tum textualis. Et quia primae causae hoc competit ut virtutem suam cum sequentibus communicet; evidens fit, criticen eiusmodi non quampiam esse criticen, sed vocari iure *agnosticam, immanentistam, evolutionistam:* atque ideo, qui eam profitetur eaque utitur, errores eidem implicitos profiteri et catholicae doctrinae adversari. — Quam ob rem mirum magnopere videri possit, apud catholicos homines id genus critices adeo hodie valere. Id nempe geminam habet causam: foedus in primis, quo historici criticique huius generis arctissime inter se iunguntur, varietate gentium ac religionum dissensione posthabita: tum vero audacia maxima, qua, quae quisque effutiat, ceteri uno ore extollunt et scientiae progressioni tribuunt; qua, qui novum portentum aestimare per se volet, facto agmine adoriuntur; qui neget, ignorantiae accusent; qui amplectitur ac tuetur, laudibus exornent. Inde haud pauci decepti; qui, si rem attentius considerarent, horrerent. — Ex hoc autem praepotenti errantium dominio, ex hac levium animorum incauta assensione quaedam circumstantis aëris quasi corruptio gignitur, quae per omnia permeat luemque diffundit. — Sed ad apologetam transeamus.

Hic apud modernistas dupliciter a philosopho et ipse pendet. *Non directe* primum, materiam sibi sumens historiam, philosopho, ut vidimus, praecipiente conscriptam: *directe* dein, mutuatus ab illo dogmata ac iudicia. Inde illud

vulgatum in schola modernistarum praeceptum, debere novam apologesim controversias de religione dirimere historicis inquisitionibus et psychologicis. Quamobrem apologetae modernistae suum opus aggrediuntur rationalistas monendo, se religionem vindicare non sacris libris neve ex historiis vulgo in Ecclesia adhibitis, quae veteri methodo descriptae sint; sed ex historia *reali*, modernis praeceptionibus modernaque methodo conflata. Idque non quasi *ad hominem* argumentati asserunt, sed quia reapse hanc tantum historiam vera tradere arbitrantur. De adserenda vero sua in scribendo sinceritate securi sunt: iam apud rationalistas noti sunt, iam, ut sub eodem vexillo stipendia merentes, laudati: de qua laudatione, quam verus catholicus respueret, ipsi sibi gratulantur, eamque reprehensionibus Ecclesiae opponunt. — Sed iam quo pacto apologesim unus aliquis istorum perficiat videamus. Finis, quem sibi assequendum praestituit, hic est: hominem fidei adhuc expertem eo adducere, ut eam de catholica religione *experientiam* assequatur, quae ex modernistarum scitis unicum fidei est fundamentum. Geminum ad hoc patet iter: *obiectivum* alterum, alterum *subiectivum*. Primum ex agnosticismo procedit; eoque spectat, ut eam in religione, praesertim catholica, vitalem virtutem inesse monstret, quae psychologum quemque itemque historicum bonae mentis suadeat, oportere in illius historia *incogniti* aliquid celari. Ad hoc, ostendere necessum est, catholicam religionem, quae modo est, eam omnino esse quam Christus fundavit, seu non aliud praeter progredientem eius germinis explicationem, quod Christus invexit. Primo igitur germen illud quale sit, determinandum. Idipsum porro hac formula exhiberi volunt: Christum adventum regni Dei nunciasse, quod brevi foret constituendum, eiusque ipsum fore Messiam, actorem nempe divinitus datum atque ordinatorem. Post haec demonstrandum, qua ratione id germen, semper *immanens* in catholica religione ac *permanens*, sensim ac secundum historiam sese

evolverit aptaritque succedentibus adiunctis, ex iis ad se *vitaliter* trahens quidquid doctrinalium, cultualium, ecclesiasticarum formarum sibi esset utile; interea vero impedimenta si quae occurrerent superans, adversarios profligans, insectationibus quibusvis pugnisque superstes. Postquam autem haec omnia, impedimenta nimirum, adversarios, insectationes, pugnas, itemque vitam foecunditatemque Ecclesiae id genus fuisse monstratum fuerit, ut, quamvis evolutionis leges in eiusdem Ecclesiae historia incolumes appareant, non tamen eidem historiae plene explicandae sint pares; *incognitum* coram stabit, suaque sponte se offeret. — Sic illi. In qua tota ratiocinatione unum tamen non advertunt, determinationem illam germinis primigenii deberi unice *apriorismo* philosophi agnostici et evolutionistae, et germem ipsum sic gratis ab eis definiri ut eorum causae congruat.

Dum tamen catholicam religionem recitatis argumentationibus asserere ac suadere elaborant apologetae novi, dant ultro et concedunt, plura in ea esse quae animos offendant. Quin etiam, non obscura quadam voluptate, in re quoque dogmatica errores contradictionesque reperire se palam dictitant: subdunt tamen, haec non solum admittere excusationem, sed, quod mirum esse oportet, iuste ac legitime esse prolata. Sic etiam, secundum ipsos, in sacris libris, plurima in re scientifica vel historica errore afficiuntur. Sed, inquiunt, non ibi de scientiis agi aut historia, verum de religione tantum ac re morum. Scientiae illic et historia integumenta sunt quaedam, quibus experientiae religiosae et morales obteguntur ut facilius in vulgus propagarentur; quod quidem vulgus cum non aliter intelligeret, perfectior illi scientia aut historia non utilitati sed nocumento fuisset. Ceterum, addunt, libri sacri, quia naturâ sunt religiosi, vitam necessario vivunt: iam vitae sua quoque est veritas et logica, alia profecto a veritate et logica rationali, quin immo alterius omnino ordinis, veritas scilicet comparationis ac proportionis tum ad *me-*

dium (sic ipsi dicunt) in quo vivitur, tum ad finem ob quem vivitur. Demum eo usque progrediuntur ut, nulla adhibita temperatione, asserant, quidquid per vitam explicatur, id omne verum esse ac legitimum. — Nos equidem, Venerabiles Fratres, quibus una atque unica est veritas, quique sacros libros sic aestimamus *quod Spiritu Sancto inspirante conscripti Deum habent auctorem* (1), hoc idem esse affirmamus ac mendacium utilitatis seu officiosum ipsi Deo tribuere: verbisque Augustini asserimus: *Admisso semel in tantum auctoritatis fastigium officioso aliquo mendacio, nulla illorum librorum particula remanebit, quae non ut cuique videbitur vel ad mores difficilis vel ad fidem incredibilis, eâdem perniciosissima regula ad mentientis auctoris consilium officiumque referatur* (2). Unde fiet quod idem sanctus Doctor adiungit: *In eis*, scilicet Scripturis, *quod vult quisque credet, quod non vult non credet.* — Sed modernistae apologetae progrediuntur alacres. Concedunt praeterea, in sacris libris eas subinde ratiocinationes occurrere ad doctrinam quampiam probandam, quae nullo rationali fundamento regantur; cuiusmodi sunt quae in prophetiis nituntur. Verum has quoque defendunt quasi artificia quaedam praedicationis, quae a vita legitima fiunt. Quid amplius? Permittunt, immo vero asserunt, Christum ipsum in indicando tempore adventus regni Dei manifeste errasse: neque id mirum, inquiunt, videri debet; nam et ipse vitae legibus tenebatur! — Quid post haec de Ecclesiae dogmatibus? Scatent haec etiam apertis oppositionibus: sed, praeterquamquod a logica vitali admittuntur, veritati symbolicae non adversantur; in iis quippe de infinito agitur, cuius infiniti sunt respectus. Demum, adeo haec omnia probant tuenturque, ut profiteri non dubitent, nullum Infinito honorem haberi excellentiorem quam contradicentia de ipso affirmando! — Probata vero contradictione, quid non probabitur?

(1) Conc. Vat. *de Rev.*, c. 2. — (2) Epist. 28.

Attamen qui nondum credat non *obiectivis* solum argumentis ad fidem disponi potest, verum etiam *subiectivis*. Ad quem finem modernistae apologetae ad *immanentiae* doctrinam revertuntur. Elaborant nempe ut homini persuadeant, in ipso atque in intimis eius naturae ac vitae recessibus celari cuiuspiam religionis desiderium, et exigentiam, nec religionis cuiuscumque sed talis omnino qualis catholica est; hanc enim *postulari* prorsus inquiunt ab explicatione vitae perfecta. — Hic autem queri vehementer Nos iterum oportet, non desiderari e catholicis hominibus, qui, quamvis *immanentiae* doctrinam ut doctrinam reiiciunt, ea tamen pro apologesi utuntur; idque adeo incauti faciunt, ut in natura humana non capacitatem solum et convenientiam videantur admittere ad ordinem supernaturalem, quod quidem apologetae catholici opportunis adhibitis temperationibus demonstrarunt semper, sed germanam verique nominis exigentiam. — Ut tamen verius dicamus, haec catholicae religionis exigentia a modernistis invehitur, qui volunt moderatiores audiri. Nam qui *integralistae* appellari queunt, ii homini nondum credenti ipsum germen, in ipso latens, demonstrari volunt, quod in Christi conscientia fuit atque ab eo hominibus transmissum est. — Sic igitur, Venerabiles Fratres, apologeticam modernistarum methodum, summatim descriptam, doctrinis eorum plane congruentem agnoscimus: methodum profecto, uti etiam doctrinas, errorum plenas, non ad aedificandum aptas sed ad destruendum, non ad catholicos efficiendos sed ad catholicos ipsos ad haeresim trahendos, immo etiam ad religionis cuiuscumque omnimodam eversionem!

Pauca demum superant addenda de modernista ut reformator est. Iam ea, quae huc usque loquuti sumus, abunde manifestant quanto et quam acri innovandi studio hi homines ferantur. Pertinet autem hoc studium ad res omnino omnes, quae apud catholicos sunt. — Innovari volunt phi-

losophiam in sacris praesertim Seminariis: ita ut, amandata philosophia scholasticorum ad historiam philosophiae inter cetera quae iam obsoleverunt systemata, adolescentibus moderna tradatur philosophia, quae una vera nostraeque aetati respondens. — Ad theologiam innovandam, volunt, quam nos rationalem dicimus, habere fundamentum modernam philosophiam. Positivam vero theologiam, niti maxime postulant in historia dogmatum. — Historiam quoque scribi et tradi expetunt ad suam methodum praescriptaque moderna. — Dogmata eorumdemque evolutionem cum scientia et historia componenda edicunt. — Ad catechesim quod spectat, ea tantum in catecheticis libris notari postulant dogmata, quae innovata fuerint sintque ad vulgi captum. — Circa sacrorum cultum, minuendas inquiunt externas religiones prohibendumve ne crescant. Quamvis equidem alii, qui symbolismo magis favent, in hac re indulgentiores se praebeant. — Regimen Ecclesiae omni sub respectu reformandum clamitant, praecipue tamen sub disciplinari ac dogmatico. Ideo intus forisque cum moderna, ut aiunt, conscientia componendum, quae tota ad democratiam vergit: ideo inferiori clero ipsisque laicis suae in regimine partes tribuendae, et collecta nimium contractaque in centrum auctoritas dispertienda. — Romana consilia sacris negotiis gerendis immutari pariter volunt; in primis autem tum quod a *sancto officio* tum quod ab *indice* appellatur. — Item ecclesiastici regiminis actionem in re politica et sociali variandam contendunt, ut simul a civilibus ordinationibus exulet, eisdem tamen se aptet ut suo illas spiritu imbuat. — In re morum, illud asciscunt americanistarum scitum, activas virtutes passivis anteponi oportere, atque illas prae istis exercitatione promoveri. — Clerum sic comparatum petunt ut veterem referat demissionem animi et paupertatem; cogitatione insuper et facto cum modernismi praeceptis consentiat. — Sunt demum qui, magistris protestantibus dicto lubentissime audientes, sa-

crum ipsum in sacerdotio coelibatum sublatum desiderent. — Quid igitur in Ecclesia intactum relinquunt, quod non ab ipsis nec secundum ipsorum pronunciata sit reformandum?

In tota hac modernistarum doctrina exponenda, Venerabiles Fratres, videbimur forte alicui diutius immorati. Id tamen omnino oportuit, tum ne, ut assolet, de ignoratione rerum suarum ab illis reprehendamur; tum ut pateat, quum de modernismo est quaestio, non de vagis doctrinis agi nulloque inter se nexu coniunctis, verum de uno compactoque veluti corpore, in quo si unum admittas, cetera necessario sequantur. Ideo didactica fere ratione usi sumus, nec barbara aliquando respuimus verba, quae modernistae usurpant. — Iam systema universum uno quasi obtutu respicientes, nemo mirabitur si sic illud definimus, ut omnium haereseon conlectum esse affirmemus. Certe si quis hoc sibi proposuisset, omnium quotquot fuerunt circa fidem errores succum veluti ac sanguinem in unum conferre; rem numquam plenius perfecisset, quam modernistae perfecerunt. Immo vero tanto hi ulterius progressi sunt, ut, non modo catholicam religionem, sed omnem penitus, quod iam innuimus, religionem deleverint. Hinc enim rationalistarum plausus: hinc qui liberius apertiusque inter rationalistas loquuntur, nullos se efficaciores quam modernistas auxiliatores invenisse gratulantur. — Redeamus enimvero tantisper, Venerabiles Fratres, ad exitiosissimam illam *agnosticismi* doctrinam. Eâ scilicet, ex parte intellectus, omnis ad Deum via praecluditur homini, dum aptior sterni putatur ex parte cuiusdam animi sensus et actionis. Sed hoc quam perperam, quis non videat? Sensus enim animi actioni rei respondet, quam intellectus vel externi sensus proposuerint. Demito intellectum; homo externos sensus, ad quos iam fertur, proclivius sequetur. Perperam iterum; nam phantasiae quaevis de sensu religioso communem sensum non expugnabunt: communi autem sensu doce-

mur, perturbationem aut occupationem animi quampiam, non adiumento sed impedimento esse potius ad investigationem veri, veri inquimus ut in se est; nam verum illud alterum *subiectivum,* fructus interni sensus et actionis, si quidem ludendo est aptum, nihil admodum homini confert, cuius scire maxime interest sit necne extra ipsum Deus, cuius in manus aliquando incidet. — *Experientiam* enimvero tanto operi adiutricem inferunt. Sed quid haec ad sensum illum animi adiiciat? Nil plane, praeterquam quod vehementiorem faciat; ex qua vehementia fiat proportione firmior persuasio de veritate obiecti. Iam haec duo profecto non efficiunt ut sensus ille animi desinat esse sensus, neque eius immutant naturam, semper deceptioni obnoxiam, nisi regatur intellectu; immo vero illam confirmant et iuvant, nam sensus quo intensior, eo potiore iure est sensus. — Cum vero de religioso sensu hic agamus deque experientia in eo contenta, nostis probe, Venerabiles Fratres, quanta in hac re prudentia sit opus, quanta item doctrina quae ipsam regat prudentiam. Nostis ex animorum usu, quorumdam praecipue in quibus eminet sensus: nostis ex librorum consuetudine, qui de ascesi tractant; qui quamvis modernistis in nullo sunt pretio, doctrinam tamen longe solidiorem, subtilioremque ad observandum sagacitatem praeseferunt, quam ipsi sibi arrogant. Equidem Nobis amentis esse videtur aut saltem imprudentis summopere pro veris, nulla facta investigatione, experientias intimas habere, cuiusmodi modernistae venditant. Cur vero, ut per transcursum dicamus, si harum experientiarum tanta vis est ac firmitas, non eadem tribuatur illi, quam plura catholicorum millia se habere asserunt de devio itinere, quo modernistae incedunt? Haec ne tantum falsa atque fallax? Hominum autem pars maxima hoc firmiter tenet tenebitque semper, sensu solum et experientia, nullo mentis ductu atque lumine, ad Dei notitiam pertingi numquam posse. Restat ergo iterum atheismus ac religio nulla. — Nec modernistae

meliora sibi promittant ex asserta *symbolismi* doctrina. Nam si quaevis intellectualia, ut inquiunt, elementa nihil nisi Dei symbola sunt; ecquid symbolum non sit ipsum Dei nomen aut personalitatis divinae? quod si ita, iam de divina personalitate ambigi poterit, patetque ad pantheismum via. — Eodem autem, videlicet ad purum putumque pantheismum, ducit doctrina alia de *immanentia divina*. Etenim hoc quaerimus: an eiusmodi *immanentia* Deum ab homine distinguat necne. Si distinguit, quid tum a catholica doctrina differt, aut doctrinam de externa revelatione cur reiicit? Si non distinguit, pantheismum habemus. Atqui *immanentia* haec modernistarum vult atque admittit omne conscientiae phaenomenon ab homine ut homo est proficisci. Legitima ergo ratiocinatio inde infert unum idemque esse Deum cum homine: ex quo pantheismus. — Distinctio demum, quam praedicant, inter scientiam et fidem, non aliam admittit consecutionem. Obiectum enim scientiae in cognoscibilis realitate ponunt; fidei e contra in incognoscibilis. Iamvero incognoscibile inde omnino constituitur, quod inter obiectam materiam et intellectum nulla adsit proportio. Atqui hic proportionis defectus numquam, nec in modernistarum doctrina, auferri potest. Ergo incognoscibile credenti aeque ac philosopho incognoscibile semper manebit. Ergo si qua habebitur religio, haec erit realitatis incognoscibilis; quae cur etiam mundi animus esse nequeat, quem rationalistae quidam admittunt, non videmus profecto. — Sed haec modo sufficiant ut abunde pateat quam multiplici itinere doctrina modernistarum ad atheismum trahat et ad religionem omnem abolendam. Equidem protestantium error primus hac via gradum iecit; sequitur modernistarum error; proxime atheismus ingredietur.

Ad penitiorem modernismi notitiam, et ad tanti vulneris remedia aptius quaerenda, iuvat nunc, Venerabiles Fratres, causas aliquantum scrutari unde sit ortum aut nutritum

malum. — Proximam continentemque causam in errore mentis esse ponendam, dubitationem non habet. Remotas vero binas agnoscimus, curiositatem et superbiam. — Curiositas, ni sapienter cohibeatur, sufficit per se una ad quoscumque explicandos errores. Unde Gregorius XVI decessor Noster iure scribebat (1): *Lugendum valde est quonam prolabantur humanae rationis deliramenta, ubi quis novis rebus studeat, atque contra Apostoli monitum nitatur plus sapere quam oporteat sapere, sibique nimium praefidens, veritatem quaerendam autumet extra catholicam Ecclesiam, in qua absque vel levissimo erroris coeno ipsa invenitur.* — Sed longe maiorem ad obcaecandum animum et in errorem inducendum cohibet efficientiam superbia: quae in modernismi doctrina quasi in domicilio collocata, ex ea undequaque alimenta concipit, omnesque induit aspectus. Superbiâ enim sibi audacius praefidunt, ut tamquam universorum normam se ipsi habeant ac proponant. Superbiâ vanissime gloriantur quasi uni sapientiam possideant, dicuntque elati atque inflati: *Non sumus sicut ceteri homines;* et ne cum ceteris comparentur, nova quaeque etsi absurdissima amplectuntur et somniant. Superbiâ subiectionem omnem abiiciunt contenduntque auctoritatem cum libertate componendam. Superbiâ sui ipsorum obliti, de aliorum reformatione unice cogitant, nullaque est apud ipsos gradûs, nulla vel supremae potestatis reverentia. Nulla profecto brevior et expeditior ad modernismum est via, quam superbia. Si qui catholicus e laicorum coetu, si quis etiam sacerdos christianae vitae praecepti sit immemor, quo iubemur abnegare nos ipsi si Christum sequi velimus, nec auferat superbiam de corde suo; nae is ad modernistarum errores amplectendos aptissimus est quam qui maxime! — Quare, Venerabiles Fratres, hoc primum vobis officium esse oportet superbis eiusmodi hominibus obsistere, eos tenuio-

(1) Ep. Encycl. *Singulari Nos* 7 kal. iul. 1834.

ribus atque obscurioribus muneribus occupare, ut eo amplius deprimantur quo se tollunt altius et ut, humiliore loco positi, minus habeant ad nocendum potestatis. Praeterea tum ipsi per vos tum per Seminariorum moderatores, alumnos sacri cleri scrutemini diligentissime; et si quos superbo ingenio repereritis, eos fortissime a sacerdotio repellatis. Quod utinam peractum semper fuisset ea qua opus erat vigilantia et constantia!

Quod si a moralibus causis ad eas quae ab intellectu sunt veniamus, prima ac potissima occurret ignorantia. — Enimvero modernistae quotquot sunt, qui doctores in ecclesia esse ac videri volunt, modernam philosophiam plenis buccis extollentes aspernatique scholasticam, non aliter illam, eius fuco et fallaciis decepti, sunt amplexi, quam quod alteram ignorantes prorsus, omni argumento caruerunt ad notionum confusionem tollendam et ad sophismata refellenda. Ex connubio autem falsae philosophiae cum fide illorum systema, tot tantisque erroribus abundans, ortum habuit.

Cui propagando utinam minus studii et curarum impenderent! Sed eorum tanta est alacritas, adeo indefessus labor, ut plane pigeat tantas insumi vires ad Ecclesiae perniciem, quae, si recte adhibitae, summo forent adiumento. — Gemina vero ad fallendos animos utuntur arte; primum enim complanare quae obstant nituntur, tum autem quae prosint studiosissime perquirunt atque impigre patientissimeque adhibent. — Tria sunt potissimum quae suis illi conatibus adversari sentiunt: scholastica philosophandi methodus, Patrum auctoritas et traditio, magisterium ecclesiasticum. Contra haec acerrima illorum pugna. Idcirco philosophiam ac theologiam scholasticam derident passim atque contemnunt. Sive id ex ignoratione faciant sive ex metu, sive potius ex utraque causa, certum est studium novarum rerum cum odio scholasticae methodi coniungi semper; nullumque est indicium manifestius quod quis modernismi doctrinis favere incipiat, quam quum

incipit scholasticam horrere methodum. Meminerint modernistae ac modernistarum studiosi damnationem, qua Pius IX censuit reprobandam propositionem quae diceret (1): *Methodus et principia, quibus antiqui doctores scholastici theologiam excoluerunt, temporum nostrorum necessitatibus scientiarumque progressui minime congruunt.* — Traditionis vero vim et naturam callidissime pervertere elaborant, ut illius momentum ac pondus elidant. Stabit tamen semper catholicis auctoritas Nicaenae Synodi II, quae damnavit *eos, qui audent... secundum scelestos haereticos ecclesiasticas traditiones spernere et novitatem quamlibet excogitare... aut excogitare prave aut astute ad subvertendum quidquam ex legitimis traditionibus Ecclesiae catholicae.* Stabit Synodi Constantinopolitanae IV professio: *Igitur regulas, quae sanctae catholicae et apostolicae Ecclesiae tam a sanctis famosissimis Apostolis, quam ob orthodoxorum universalibus necnon et localibus Conciliis vel etiam a quolibet deiloquo Patre ac magistro Ecclesiae traditae sunt, servare ac custodire profitemur.* Unde Romani Pontifices Pius IV itemque huius nominis IX in professione fidei haec quoque addi voluerunt: *Apostolicas et ecclesiasticas traditiones, reliquasque eiusdem Ecclesiae observationes et constitutiones firmissime admitto et amplector.* — Nec secus quam de Traditione, iudicant modernistae de sanctissimis Ecclesiae Patribus. Eos temeritate summa traducunt vulgo ut omni quidem cultu dignissimos, ast in re critica et historica ignorantiae summae, quae, nisi ab aetate qua vixerunt, excusationem non habeat. — Denique ipsius ecclesiastici magisterii auctoritatem toto studio minuere atque infirmare conantur, tum eius originem, naturam, iura sacrilege pervertendo, tum contra illam adversariorum calumnias libere ingeminando. Valent enim de modernistarum grege, quae moerore summo Decessor Noster scribebat: *Ut mysticam Sponsam Christi, qui lux*

(1) Syll., Prop. 13.

vera est, in contemptum et invidiam vocarent tenebrarum filii consuevere in vulgus eam vecordi calumnia impetere, et, conversa rerum nominumque ratione et vi, compellare obscuritatis amicam, altricem ignorantiae, scientiarum lumini et progressui infensam (1). — Quae cum sint ita, Venerabiles Fratres, mirum non est, si catholicos homines, qui strenue pro Ecclesia decertant, summa malevolentia et livore modernistae impetunt. Nullum est iniuriarum genus, quo illos non lacerent: sed ignorantiae passim pervicaciaeque accusant. Quod si refellentium eruditionem et vim pertimescant: efficaciam derogant coniurato silentio. Quae quidem agendi ratio cum catholicis eo plus habet invidiae, quod, eodem tempore nulloque modo adhibito, perpetuis laudibus evehunt quotquot cum ipsis consentiunt; horum libros nova undique spirantes grandi plausu excipiunt ac suspiciunt; quo quis audentius vetera evertit, traditionem et magisterium ecclesiasticum respuit, eo sapientiorem praedicant; denique, quod quisque bonus horreat, si quem Ecclesia damnatione perculerit, hunc, facto agmine, non solum palam et copiosissime laudant, sed ut veritatis martyrem pene venerantur. — Toto hoc, tum laudationum tum improperiorum strepitu, percussae ac turbatae iuniorum mentes, hinc ne ignorantes audiant inde ut sapientes videantur, cogente intus curiositate ac superbia, dant victas saepe manus ac modernismo se dedunt.

Sed iam ad artificia haec pertinent, quibus modernistae merces suas vendunt. Quid enim non moliuntur ut asseclarum numerum augeant? In sacris Seminariis, in Universitatibus studiorum magisteria aucupantur, quae sensim in pestilentiae cathedras vertunt. Doctrinas suas, etsi forte implicite, in templis ad concionem dicentes inculcant; apertius in congressibus enunciant; in socialibus institutis intrudunt atque extollunt. Libros, ephemeridas, commentaria suo vel

(1) Motu-pr. *Ut mysticam* 14 martii 1891.

alieno nomine edunt. Unus aliquando idemque scriptor multiplici nomine utitur, ut simulata auctorum multitudine incauti decipiantur. Brevi, actione, verbis, proelo nihil non tentant, ut eos febri quadam phreneticos diceres. — Haec autem omnia quo fructu? Iuvenes magno numero deflemus, egregiae quidem illos spei, quique Ecclesiae utilitatibus optimam navarent operam, a recto tramite deflexisse. Plurimos etiam dolemus, qui, quamvis non eo processerint, tamen, corrupto quasi aëre hausto, laxius admodum cogitare, eloqui, scribere consuescunt quam catholicos decet. Sunt hi de laicorum coetu, sunt etiam de sacerdotum numero; nec, quod minus fuisset expectandum, in ipsis religiosorum familiis desiderantur. Rem biblicam ad modernistarum leges tractant. In conscribendis historiis, specie adserendae veritatis, quidquid Ecclesiae maculam videtur aspergere, id, manifesta quadam voluptate, in lucem diligentissime ponunt. Sacras populares traditiones, apriorismo quodam ducti, delere omni ope conantur. Sacras Reliquias vetustate commendatas despectui habent. Vano scilicet desiderio feruntur ut mundus de ipsis loquatur; quod futurum non autumant si ea tantum dicant, quae semper quaeve ab omnibus sunt dicta. Interea suadent forte sibi obsequium se praestare Deo et Ecclesiae: reâpse tamen offendunt gravissime, non suo tantum ipsi opere, quantum ex mente qua ducuntur, et quia perutilem operam modernistarum ausibus conferunt.

Huic tantorum errorum agmini clam aperteque invadenti Leo XIII decessor Noster fel. rec., praesertim in re biblica, occurrere fortiter dicto actuque conatus est. Sed modernistae, ut iam vidimus, non his facile terrentur armis: observantiam demissionemque animi affectantes summam, verba Pontificis Maximi in suas partes detorserunt, actus in alios quoslibet transtulere. Sic malum robustius in dies factum. Quamobrem, Venerabiles Fratres, moras diutius non inter-

ponere decretum est, atque efficaciora moliri. — Vos tamen oramus et obsecramus, ne in re tam gravi vigilantiam, diligentiam, fortitudinem vestram desiderari vel minimum patiamini. Quod vero a vobis petimus et expectamus idipsum et petimus aeque et expectamus a ceteris animarum pastoribus, ab educatoribus et magistris sacrae iuventutis, imprimis autem a summis religiosarum familiarum magistris.

I. Primo igitur ad studia quod attinet, volumus probeque mandamus ut philosophia scholastica studiorum sacrorum fundamentum ponatur. — Utique, *si quid a doctoribus scholasticis vel nimia subtilitate quaesitum, vel parum considerate traditum; si quid cum exploratis posterioris aevi doctrinis minus cohaerens, vel denique quoquo modo non probabile; id nullo pacto in animo est aetati nostrae ad imitandum proponi* (1). Quod rei caput est, philosophiam scholasticam quum sequendam praescribimus, eam praecipue intelligimus, quae a sancto Thoma Aquinate est tradita: de qua quidquid a Decessore Nostro sancitum est, id omne vigere volumus, et qua sit opus instauramus et confirmamus, stricteque ab universis servari iubemus. Episcoporum erit, sicubi in Seminariis neglecta haec fuerint, ea ut in posterum custodiantur urgere atque exigere. Eadem religiosorum Ordinum moderatoribus praecipimus. Magistros autem monemus ut rite hoc teneant, Aquinatem deserere, praesertim in re metaphysica, non sine magno detrimento esse.

Hoc ita posito philosophiae fundamento, theologicum aedificium extruatur diligentissime. — Theologiae studium, Venerabiles Fratres, quanta potestis ope provehite, ut clerici e Seminariis egredientes praeclara illius existimatione magnoque amore imbuantur, illudque semper pro deliciis habeant. Nam *in magna et multiplici disciplinarum copia quae menti veritatis cupidae obiicitur, neminem latet sacram Theologiam ita principem sibi locum vindicare, ut vetus sapien-*

(1) Leo XIII, Enc. *Aeterni Patris.*

tium effatum sit, ceteris scientiis et artibus officium incumbere, ut ei inserviant ac velut ancillarum more famulentur (1). — Addimus heic, eos etiam Nobis laude dignos videri, qui, incolumi reverentia erga Traditionem et Patres et ecclesiasticum magisterium, sapienti iudicio catholicisque usi normis (quod non aeque omnibus accidit) theologiam positivam, mutuato a veri nominis historia lumine, collustrare studeant. Maior profecto quam antehac positivae theologiae ratio est habenda: id tamen sic fiat, ut nihil scholastica detrimenti capiat, iique reprehendantur, utpote qui modernistarum rem gerunt, quicumque positivam sic extollunt ut scholasticam theologiam despicere videantur.

De profanis vero disciplinis satis sit revocare quae Decessor Noster sapientissime dixit (2): *In rerum naturalium consideratione strenue adlaboretis: quo in genere nostrorum temporum ingeniosa inventa et utiliter ausa, sicut iure admirantur aequales, sic posteri perpetua commendatione et laude celebrabunt.* Id tamen nullo sacrorum studiorum damno; quod idem Decessor Noster gravissimis hisce verbis prosequutus monuit (3): *Quorum causam errorum, si quis diligentius investigaverit, in eo potissimum sitam esse intelliget, quod nostris hisce temporibus, quanto rerum naturalium studia vehementius fervent, tanto magis severiores altioresque disciplinae defloruerint: quaedam enim fere in oblivione hominum conticescunt; quaedam remisse leviterque tractantur, et quod indignum est, splendore pristinae dignitatis deleto, pravitate sententiarum et immanibus opinionum portentis inficiuntur.* Ad hanc igitur legem naturalium disciplinarum studia in sacris Seminariis temperari praecipimus.

II. His omnibus praeceptionibus tum Nostris tum Decessoris Nostri oculos adiici oportet, quum de Seminariorum

(1) Leo XIII, Litt. Ap. *In magna* 10 dec. 1889.
(2) Alloc. 7 martii 1880. — (3) Loc. cit.

vel Universitatum catholicarum moderatoribus et magistris eligendis agendum erit. — Quicumque modo quopiam modernismo imbuti fuerint, ii, nullo habito rei cuiusvis respectu, tum a regundi tum a docendi munere arceantur; eo si iam funguntur, removeantur: item qui modernismo clam aperteve favent, aut modernistas laudando eorumque culpam excusando, aut Scholasticam et Patres et magisterium ecclesiasticum carpendo, aut ecclesiasticae potestati, in quocumque ea demum sit, obedientiam detrectando: item qui in historica re, vel archeologica, vel biblica nova student: item qui sacras negligunt disciplinas, aut profanas anteponere videntur. — Hoc in negotio, Venerabiles Fratres, praesertim in magistrorum delectu, nimia nunquam erit animadversio et constantia; ad doctorum enim exemplum plerumque componuntur discipuli. Quare, officii conscientia freti, prudenter hac in re at fortiter agitote.

Pari vigilantia et severitate ii sunt cognoscendi ac deligendi, qui sacris initiari postulent. Procul, procul esto a sacro ordine novitatum amor: superbos et contumaces animos odit Deus! — Theologiae ac Iuris canonici laurea nullus in posterum donetur, qui statum curriculum in scholastica philosophia antea non elaboraverit. Quod si donetur, inaniter donatus esto. — Quae de celebrandis Universitatibus Sacrum Consilium Episcoporum et Religiosorum negotiis praepositum clericis Italiae tum saecularibus tum regularibus praecepit anno MDCCCXCVI; ea ad nationes omnes posthac pertinere decernimus (1). — Clerici et sacerdotes qui catholicae cuipiam Universitati vel Instituto item catholico nomen dederint, disciplinas, de quibus magisteria in his fuerint, in civili Universitate ne ediscant. Sicubi id permissum, in posterum ut ne fiat edicimus. — Episcopi, qui huiusmodi Universitatibus vel Institutis moderandis praesunt, curent dili-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 29, pag. 359.

gentissime ut quae hactenus imperavimus, ea constanter serventur.

III. Episcoporum pariter officium est modernistarum scripta quaeve modernismum olent provehuntque, si in lucem edita ne legantur cavere, si nondum edita prohibere ne edantur. — Item libri omnes, ephemerides, commentaria quaevis huius generis neve adolescentibus in Seminariis neve auditoribus in Universitatibus permittantur: non enim minus haec nocitura, quam quae contra mores conscripta; immo etiam magis, quod christianae vitae initia vitiant. — Nec secus iudicandum de quorumdam catholicorum scriptionibus, hominum ceteroqui non malae mentis, sed qui theologicae disciplinae expertes ac recentiori philosophia imbuti, hanc cum fide componere nituntur et ad fidei, ut inquiunt, utilitates transferre. Hae, quia nullo metu versantur ob auctorum nomen bonamque existimationem, plus periculi afferunt ut sensim ad modernismum quis vergat.

Generatim vero, Venerabiles Fratres, ut in re tam gravi praecipiamus, quicumque in vestra uniuscuiusque dioecesi prostant libri ad legendum perniciosi, ii ut exulent fortiter contendite, solemni etiam interdictione usi. Etsi enim Apostolica Sedes ad huiusmodi scripta e medio tollenda omnem operam impendat; adeo tamen iam numero crevere, ut vix notandis omnibus pares sint vires. Ex quo fit, ut serior quandoque paretur medicina, quum per longiores moras malum invaluit. Volumus igitur ut sacrorum Antistites, omni metu abiecto, prudentia carnis deposita, malorum clamoribus posthabitis, suaviter quidem sed constanter suas quisque partes suscipiant; memores quae Leo XIII in Constitutione apostolica *Officiorum* praescribebat: *Ordinarii, etiam tamquam Delegati Sedis Apostolicae, libros aliaque scripta noxia in sua dioecesi edita vel diffusa proscribere et e manibus fi-*

delium auferre studeant (1). Ius quidem his verbis tribuitur sed etiam officium mandatur. Nec quispiam hoc munus officii implevisse autumet, si unum alterumve librum ad Nos detulerit, dum alii bene multi dividi passim ac pervulgari sinuntur. — Nihil autem vos teneat, Venerabiles Fratres, quod forte libri alicuius auctor ea sit alibi facultate donatus, quam vulgo *Imprimatur* appellant: tum quia simulata esse possit, tum quia vel negligentius data vel benignitate nimia nimiave fiducia de auctore concepta, quod postremum in Religiosorum forte ordinibus aliquando evenit. Accedit quod, sicut non idem omnibus convenit cibus, ita libri qui altero in loco sint adiaphori, nocentes in altero ob rerum complexus esse queunt. Si igitur Episcopus, audita prudentum sententia, horum etiam librorum aliquem in sua dioecesi notandum censuerit, potestatem ultro facimus immo et officium mandamus. Res utique decenter fiat, prohibitionem, si sufficiat, ad clerum unum coërcendo; integro tamen bibliopolarum catholicorum officio libros ab Episcopo notatos minime venales habendi. — Et quoniam de his sermo incidit, vigilent Episcopi ne, lucri cupiditate, malam librarii mercentur mercem: certe in aliquorum indicibus modernistarum libri abunde nec parva cum laude proponuntur. Hos, si obedientiam detrectent, Episcopi, monitione praemissa, bibliopolarum catholicorum titulo privare ne dubitent; item potioreque iure si episcopales audiant: qui vero pontificio titulo ornantur, eos ad Sedem Apostolicam deferant. — Universis demum in memoriam revocamus, quae memorata apostolica Constitutio *Officiorum* habet, articulo XXVI: *Omnes, qui facultatem apostolicam consecuti sunt legendi et retinendi libros proihibitos, nequeunt ideo legere et retinere libros quoslibet aut ephemerides ab Ordinariis locorum proscriptas, nisi eis in apostolico indulto expressa facta fuerit potestas legendi ac retinendi libros a quibuscumque damnatos.*

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 30, pag. 39.

IV. Nec tamen pravorum librorum satis est lectionem impedire ac venditionem; editionem etiam prohiberi oportet. Ideo edendi facultatem Episcopi severitate summa impertiant. — Quoniam vero magno numero ea sunt ex Constitutione *Officiorum*, quae Ordinarii permissionem ut edantur postulent, nec ipse per se Episcopus praecognoscere universa potest; in quibusdam dioecesibus ad cognitionem faciendam censores ex officio sufficienti numero destinantur. Huiusmodi censorum institutum laudamus quam maxime: illudque ut ad omnes dioeceses propagetur non hortamur modo sed omnino praescribimus. In universis igitur curiis episcopalibus censores ex officio adsint, qui edenda cognoscant: hi autem e gemino clero eligantur, aetate, eruditione, prudentia commendati, quique in doctrinis probandis improbandisque medio tutoque itinere eant. Ad illos scriptorum cognitio deferatur, quae ex articulis XLI et XLII memoratae Constitutionis venia ut edantur indigent, Censor sententiam scripto dabit. Ea si faverit, Episcopus potestatem edendi faciet per verbum *Imprimatur*, cui tamen praeponetur formula *Nihil obstat*, adscripto censoris nomine. — In Curia romana, non secus ac in ceteris omnibus, censores ex officio instituantur. Eos, audito prius Cardinali in Urbe Pontificis Vicario, tum vero annuente ac probante ipso Pontifice Maximo, Magister sacri Palatii apostolici designabit. Huius erit ad scripta singula cognoscenda censorem destinare. Editionis facultas ab eodem Magistro dabitur nec non a Cardinali Vicario Pontificis vel Antistite eius vices gerente, praemissa a censore, prout supra diximus, approbationis formula, adiectoque ipsius censoris nomine. — Extraordinariis tantum in adiunctis ac per quam raro, prudenti Episcopi arbitrio, censoris mentio intermitti poterit. — Auctoribus censoris nomen patebit nunquam, antequam hic faventem sententiam ediderit; ne quid molestiae censori exhibeatur vel dum scripta cognoscit, vel si editionem non probarit. — Censo-

res e religiosorum familiis nunquam eligantur, nisi prius moderatoris provinciae vel, si de Urbe agatur, moderatoris generalis secreto sententia audiatur: is autem de eligendi moribus, scientia et doctrinae integritate pro officii conscientia testabitur. — Religiosorum moderatores de gravissimo officio monemus nunquam sinendi aliquid a suis subditis typis edi, nisi prius ipsorum et Ordinarii facultas intercesserit. — Postremum edicimus et declaramus, censoris titulum, quo quis ornatur, nihil valere prorsus nec unquam posse afferri ad privatas eiusdem opiniones firmandas.

His universe dictis, nominatim servari diligentius praecipimus, quae articulo XLII Constitutionis *Officiorum* in haec verba edicuntur: *Viri e clero seculari prohibentur quominus, absque praevia Ordinariorum venia, diaria vel folia periodica moderanda suscipiant.* Qua si qui venia perniciose utantur, eâ, moniti primum, priventur. — Ad sacerdotes quod attinet, qui *correspondentium* vel *collaboratorum* nomine vulgo veniunt, quoniam fequentius evenit eos in ephemeridibus vel commentariis scripta edere modernismi labe infecta; videant Episcopi ne quid hi peccent, si peccarint moneant atque a scribendo prohibeant. Idipsum religiosorum moderatores ut praestent gravissime admonemus: qui si negligentius agant, Ordinarii auctoritate Pontificis Maximi provideant. — Ephemerides et commentaria, quae a catholicis scribuntur, quoad fieri possit, censorem designatum habeant. Huius officium erit folia singula vel libellos, postquam sint edita, opportune perlegere: si quid dictum periculose fuerit, id quamprimum corrigendum iniungat. Eadem porro Episcopis facultas esto, etsi censor forte faverit.

V. Congressus publicosque coetus iam supra memoravimus, utpote in quibus suas modernistae opiniones tueri palam ac propagare student. — Sacerdotum conventus Episcopi in posterum haberi ne siverint, nisi rarissime. Quod

si siverint, ea tantum lege sinent, ut nulla fiat rerum tractatio, quae ad Episcopos Sedemve Apostolicam pertinent; ut nihil proponatur vel postuletur, quod sacrae potestatis occupationem inferat; ut quidquid modernismum sapit, quidquid presbyterianismum vel laicismum, de eo penitus sermo conticescat. — Coetibus eiusmodi, quos singulatim, scripto, aptaque tempestate permitti oportet, nullus ex alia dioecesi sacerdos intersit, nisi litteris sui Episcopi commendatus. — Omnibus autem sacerdotibus animo ne excidant, quae Leo XIII gravissime commendavit (1): *Sancta sit apud sacerdotes Antistitum suorum auctoritas: pro certo habeant sacerdotale munus, nisi sub magisterio Episcoporum exerceatur, neque sanctum, nec satis utile, neque honestum futurum.*

VI. Sed enim, Venerabiles Fratres, quid iuverit iussa a Nobis praeceptionesque dari, si non haec rite firmiterque serventur? Id ut feliciter pro votis cedat, visum est ad universas dioeceses proferre, quod Umbrorum Episcopi (2), ante annos plures, pro suis prudentissime decreverunt. *Ad errores,* sic illi, *iam diffusos expellendos atque ad impediendum quominus ulterius divulgentur, aut adhuc extent impietatis magistri per quos perniciosi perpetuentur effectus, qui ex illa divulgatione manarunt; sacer Conventus, sancti Caroli Borromaei vestigiis inhaerens, institui in unaquaque dioecesi decernit probatorum utriusque cleri consilium, cuius sit pervigilare an et quibus artibus novi errores serpant aut disseminentur atque Episcopum de hisce docere, ut collatis consiliis remedia capiat, quibus id mali ipso suo initio extingui possit, ne ad animarum perniciem magis magisque diffundatur, vel quod peius est in dies confirmetur et crescat.* — Tale igitur Consilium, quod *a vigilantia* dici placet, in singulis dioecesibus institui quamprimum decernimus. Viri, qui in illud

(1) Litt. Enc. *Nobilissima Gallorum,* 10 febr. 1884.

(2) Act. Consess. Epp. Umbriae, novembri 1849, Tit. II, art. 6.

adsciscantur, eo fere modo cooptabuntur, quo supra de censoribus statuimus. Altero quoque mense statoque die cum Episcopo convenient: quae tractarint decreverint, ea arcani lege custodiunto. — Officii munere haec sibi demandata habeant. Modernismi indicia ac vestigia tam in libris quam in magisteriis pervestigent vigilanter; pro cleri iuventaeque incolumitate, prudenter sed prompte et efficaciter praescribant. — Vocum novitatem caveant meminerintque Leonis XIII monita (1): *Probari non posse in catholicorum scriptis eam dicendi rationem quae, pravae novitati studens, pietatem fidelium ridere videatur loquaturque novum christianae vitae ordinem, novas Ecclesiae praeceptiones, nova moderni animi desideria, novam socialem cleri vocationem, novam christianam humanitatem, aliaque id genus multa.* Haec in libris praelectionibusque ne patiantur. — Libros ne negligant, in quibus piae cuiusque loci traditiones aut sacrae Reliquiae tractantur. Neu sinant eiusmodi quaestiones agitari in ephemeridibus vel in commentariis fovendae pietati destinatis, nec verbis ludibrium aut despectum sapientibus, nec stabilibus sententiis, praesertim, ut fere accidit, si quae affirmantur probabilitatis fines non excedunt vel praeiudicatis nituntur opinionibus. — De sacris Reliquiis haec teneantur. Si Episcopi, qui uni in hac re possunt, certo norint Reliquiam esse subditiciam, fidelium cultu removeant. Si Reliquiae cuiuspiam auctoritates, ob civiles forte perturbationes vel alio quovis casu, interierint; ne publice ea proponatur nisi rite ab Episcopo recognita. Praescriptionis argumentum vel fundatae praesumptionis tunc tantum valebit, si cultus antiquitate commendetur; nimirum pro decreto, anno MDCCCXCVI a sacro Consilio indulgentiis sacrisque Reliquiis cognoscendis edito, quo edicitur: *Reliquias antiquas conservandas esse in ea veneratione in qua hactenus fuerunt, nisi in casu particulari*

(1) Instruct. S. C. NN. EE. EE. 27 ian. 1902.

certa adsint argumenta eas falsas vel supposititias esse. — Quum autem de piis traditionibus iudicium fuerit, illud meminisse oportet: Ecclesiam tanta in hac re uti prudentia, ut traditiones eiusmodi ne scripto narrari permittat nisi cautione multa adhibita praemissaque declaratione ab Urbano VIII sancita; quod etsi rite fiat, non tamen facti veritatem adserit, sed, nisi humana ad credendum argumenta desint, credi modo non prohibet. Sic plane sacrum Consilium legitimis ritibus tuendis, abhinc annis xxx, edicebat (1): *Eiusmodi apparitiones seu revelationes neque approbatas neque damnatas ab Apostolica Sede fuisse, sed tantum permissas tamquam pie credendas fide solum humana, iuxta traditionem quam ferunt, idoneis etiam testimoniis ac monumentis confirmatam.* Hoc qui teneat, metu omni vacabit. Nam Apparitionis cuiusvis religio, prout factum ipsum spectat et *relativa* dicitur, conditionem semper habet implicitam de veritate facti: prout vero *absoluta* est, semper in veritate nititur, fertur enim in personas ipsas Sanctorum qui honorantur. Similiter de Reliquiis affirmandum. — Illud demum Consilio *vigilantiae* demandamus, ut ad socialia instituta itemque ad scripta quaevis de re sociali assidue ac diligenter adiiciant oculos, ne quid in illis modernismi lateat, sed Romanorum Pontificum praeceptionibus respondeant.

VII. Haec quae praecepimus ne forte oblivioni dentur, volumus et mandamus ut singularum dioecesum Episcopi, anno exacto ab editione praesentium litterarum, postea vero tertio quoque anno, diligenti ac iurata enarratione referant ad Sedem Apostolicam de his quae hac Nostra Epistola decernuntur, itemque de doctrinis quae in clero vigent, praesertim autem in Seminariis ceterisque catholicis Institutis, iis non exceptis quae Ordinarii auctoritati non subsunt. Id-

(1) Decr. 2 maii 1877.

ipsum Moderatoribus generalibus ordinum religiosorum pro suis alumnis iniungimus.

Haec vobis, Venerabiles Fratres, scribenda duximus ad salutem omni credenti. Adversarii vero Ecclesiae his certe abutentur ut veterem calumniam refricent, qua sapientiae atque humanitatis progressioni infesti traducimur. His accusationibus, quas christianae religionis historia perpetuis argumentis refellit, ut novi aliquid opponamus, mens est peculiare Institutum omni ope provehere, in quo, iuvantibus quotquot sunt inter catholicos sapientiae fama insignes, quidquid est scientiarum, quidquid omni genus eruditionis, catholica veritate duce et magistra, promoveatur. Faxit Deus ut proposita feliciter impleamus, suppetias ferentibus quicumque Ecclesiam Christi sincero amore amplectuntur. Sed de his alias. — Interea vobis, Venerabiles Fratres, de quorum opera et studio vehementer confidimus, superni luminis copiam toto animo exoramus ut, in tanto animorum discrimine ex gliscentibus undequaque erroribus, quae vobis agenda sint videatis, et ad implenda quae videritis omni vi ac fortitudine incumbatis. Adsit vobis virtute sua Iesus Christus, auctor et consummator fidei nostrae; adsit prece atque auxilio Virgo immaculata, cunctarum haeresum interemptrix. — Nos vero, pignus caritatis Nostrae divinique in adversis solatii, Apostolicam benedictionem vobis, cleris populisque vestris amantissime impertimus.

Datum Romae, apud Sanctum Petrum, die VIII Septembris MCMVII, Pontificatus Nostri anno quinto.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex Legatum Apostolicum mittit ad conventum Eucharisticum Metensem.

VENERABILI FRATRI NOSTRO
VINCENTIO S. R. E. CARDINALI VANNUTELLI
EPISCOPO PRAENESTINO

PIUS PP. X

Venerabilis Frater Noster,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Solemnis catholicorum conventus, hoc anno de more habendus honori SS. Eucharistiae, Metas, ut nosti, indictus est in mensem proximum. Quanti sit apud Nos huiusmodi institutum, et quantopere Nobis fovendum videatur, vulgo putamus exploratum esse; sed tibi in primis, Venerabilis Frater Noster, quem anno superiore ad eum conventum, qui Turnaci habitus est, Legatum misimus. Etenim inter cetera, quae religionis causâ, boni in morem induxerunt, hoc maxime est salutare et frugiferum, quod frequentes in unum statis temporibus coeunt consultandi gratiâ, quo pacto ad cultum, venerationem, usumque Sacramenti Augusti alios usque plures inflamment atque excitent. Quippe centrum christianae vitae atque adeo Ecclesiae velut anima in Eucharistia consistit; quam quo magis catholicae gentes in amore habuerint, eo uberius vitam Iesu Christi participaverint, eoque felicius christianae rei et privatim et publice consultum fuerit. Si quid igitur est singulari auctoritatis Nostrae suffragio dignum, certe haec tanta in Eucharistiam pientissimorum hominum studia sunt dignissima. Quare quod iam tibi mandavimus muneris, iterum mandare libet; ac propterea his te litteris Legatum Nostrum renuntiamus, qui conventui Eucharistico Metensi, nomine Nostro, praesideas. Hoc tu fungendo mu-

nere, tuam quidem eximiam sollertiam, pietatem, diligentiam praestabis; simul autem uberem, opinamur, sanctae laetitiae voluptatisque fructum capies. Nam elaborantibus praesertim Venerabilibus Fratribus, Metensi et Namurcensi Episcopis, ita intelligimus res apparari, ut iam nunc coniicere liceat, hunc coetum et frequentiâ virorum clarissimorum, et numero Sacrorum Antistitum et celebri civitatis hospitae concursu fore memorabilem. Futurum autem praeclaris utilitatibus foecundum, cernimus ex iis rebus, quae erunt pertractandae, quarum summa huc redit, ut in cunctis christianae societatis ordinibus studium excitetur Eucharistici Convivii, potissimeque eius frequentandi consuetudo. Haec profecto quasi compendiaria via est ad salutem vel singulorum vel communem: hortari omnes et impellere ut Iesum adeant in Eucharistia praesentem et vivum; qui quum causa nobis et fons est omnium bonorum, tum nos infinita instinctus caritate, ut laborantes reficiat convocare ad se et invitare non cessat. Iam vero dantibus operam, ut optatis amantissimi Redemptoris Nostri satisfiat cumulatius, Ipsius ad deliberandum lumina, ad agendum auxilia sine dubio affluent. Quorum auspicem munerum, ac peculiaris Nostrae benevolentiae testem, tibi, Venerabilis Frater Noster, et universis qui in coetu interfuerint Apostolicam benedictionem peramanter impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum die XVI Iulii anno MCMVII, Pontificatus Nostri quarto.

PIUS PP. X

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

Circa fidei professionem a canonicis et a parochis emittendam.

Beatissime Pater,

Ioannes Emmanuel Sans et Saravia, Episcopus Legionensis in Hispania, Sanctitati Vestrae sequens dubium humiliter exponit:

Mos est in hac dioecesi, sicut in quamplurimis Hispaniae, ut tam canonici ecclesiae Cathedralis, qui praebendam obtinent per concursum, quam clerici beneficiati curam animarum habentes adnexam, fidei professionem emittant in actu collationis, illi coram Episcopo et Capitulo, hi vero coram Episcopo vel Vicario Generali, sed actus professionis non iteratur, quamvis actus possessionis transferatur in aliam diem. Cum vero lex professionis fidei emittendae urgeat a die adeptae possessionis, quaeritur: « Utrum canonici et parochi qui professionem fidei emiserunt in actu collationis, iterum illam emittere debeant infra duos menses a die adeptae possessionis, quando actus collationis et possessionis non sunt simultanei ».

Die 16 Novembris 1906. S. Congregatio C. Tridentini Interpres, suprarelato dubio Rmi Episcopi Legionensis ita respondendum censuit: « Canonici et parochi, qui fidei professionem emiserunt in actu collationis beneficii, non teneri aliam emittere infra duos menses a die adeptae possessionis » (1).

VINCENTIUS Card., Episc. Praenest., *Praefectus.*

C. De Lai, *Secretarius.*

(1) Decisio haec congruit cum alia eiusdem S. C. in *Tirasonen.- Visitationis SS. LL.* 20 Apr. et 11 Maii 1782. Tunc enim ad dubium: « An obtinentes beneficium cum cura animarum, dignitates et canonicatus in ecclesiis metropolitanis vel cathedralibus satisfiant praecepto Sacri Concilii *sess. 24, cap. 12 de reform.,* si professionem fidei emittant post susceptam institutionem vel collationem, et antequam in possessionem immittantur in casu », responsum prodiit:

Confirmantur Acta Concilii Provincialis Mediolanensis VIII.

Eme ac Rme Dne mi Obsme,

Debito plane fungor officio gratulandi Eminentiae Tuae de absoluto feliciter, Tuo ductu et auspiciis, Mediolanensi Concilio Provinciali octavo. Luce enim quae in ipso constituta sunt ingentem produnt amorem congregatorum Patrum erga fidelem populum, simulque mirificam cognitionem praesentium necessitatum in quibus ille versatur.

Eius igitur synodi documenta, ad exactissimam iuris normam multa opportunitate ac sapientia confecta, magno profecto, usui erunt, ad christianam vitam in populo roborandam.

Haec, quae mihi Tecum et cum omnibus Mediolanensis Concilii Patribus communia sunt vota, impleat benignissimus Deus detque, quod Ecclesia precatur, « ut de profectu sanctarum ovium fiant gaudia aeterna pastorum ».

Pergratum est addere, istius acta synodi ab Emis Patribus huius S. Congregationis Concilii mature perpensa fuisse atque recognita eademque ad SSmum Patrem Pium X delata meruisse Eius laudes et Apostolicam benedictionem, cum facultate ea typis edendi.

Interim remittens exemplar voluminis una cum voto Consultoris et emendationibus ab Emis S. huius Congnis Patribus propositis, gaudeo impensum animi mei obsequium exhibere Eminentiae Tuae, cuius manus summa cum demissione deosculor E. V. Rmae,

Romae, 3 Augusti 1907. — Humus Addmus Servus verus

† VINCENTIUS Card., Episc. Praenest., *Praefectus*.

C. De Lai, *Secretarius*.

Mediolanen. Emo Card. Archiepiscopo.

« Affirmative ». Ratio est quia canonica institutio tribuit ius plenum in re seu in ipso beneficio etiam ante possessionem; immissio autem in realem beneficii possessionem de stricto iure non requiritur, iuxta *cap. 17 de Praeb. in VI*, uti Barbosa *(ibid., n. 4)* explicat *(N. R.)*.

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

DERTHONEN.

De incensatione peragenda in expositione SS. Sacramenti.

Hodiernus Calendarista dioecesis Derthonensis, de consensu sui Rmi Episcopi, a Sacra Rituum Congregatione sequentium dubiorum solutionem humiliter expostulavit; nimirum:

I. Quoties incensandum SSmum Eucharistiae Sacramentum, si hoc exponatur pro benedictione?

II. Quum SSmum Sacramentum a mane usque ad Vesperas maneat expositum, Celebrans qui cum ministris accedit ad altare expositionis, post praescriptam reverentiam et antequam aliquid cantetur, debetne facere incensationem?

Et Sacra Rituum Congregatio ad relationem subscripti Secretarii, exquisito voto Commissionis Liturgicae, ita respondendum censuit:

Ad I. Iuxta responsum d. d. 14 Maii 1907 in *Pinerolien.* (1), nempe « Pro expositione in Pyxide incensationem

(1) Quum rescriptum in *Pinerolien.* publici iuris redditum non sit, hinc illius dispositio ex integro heic refertur. Iam in una *Ariminen.* 11 Sept. 1847, n. 2957 S. C. Rituum rescripsit: « Omissio incensationis conformior est Ecclesiae praxi in benedictione cum sacra Pyxide; requiritur tamen omnino, quum impertitur benedictio cum Ostensorio ». Attamen non videtur reprobandus usus alicubi invectus duplicem peragendi thurificationem etiam in expositione SSmi cum Pyxide. Duplicem praeterea incensationem tempore supra memorato faciendam esse in expositione Sacramenti in Ostensorio aperte liquet: *a*) ex Rituali Romano *(tit. 9, cap. 5, n. 2 et 5)* pro Processione in festo SS. Corporis Christi; *b*) ex Caeremoniali Episcoporum *(lib. 2, cap. 33, n. 19 et 26)* pro eadem Processione Corporis Christi; *c*) ex Instructione Clementina *(§ 19 et 24)* pro Oratione 40 Horarum; *d*) ex communi Ecclesiae praxi praesertim Urbis. Quapropter tertia thuris impositio ac incensatio, quae a Celebrante post cantatam orationem *Deus qui nobis sub sacramento* etc. fieri solet quibusdam in locis, praesertim vero in

non requiri. Quoad expositionem vero in Ostensorio duplicem incensationem requiri, unam post expositum SSmum Sacramentum, antequam incipiantur preces, alteram ad stropham *Genitori,* etsi inter expositionem et *Tantum ergo* nullae interponantur preces »; et haec est praxis Ecclesiarum Urbis.

Ad II. Negative (1).

Atque ita rescripsit, die 5 Iulii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Italia Subalpina, est omnino reprobanda ac eliminanda. Caeterum huiusmodi morem eadem S. C. iam proscripsit in una *Societatis Salesianae* diei 16 Februarii 1906 ad V, 1. — Item quod prima Sacramenti thurificatio fieri debeat immediate post eiusdem expositionem, nulla unquam fuit controversia. Potius quaestio facta fuit et adhuc fit in determinando tempore quo et thus imponendum et dein adolendum in secunda incensatione. Siquidem tum Rituale Romanum *(loc. cit., n. 5)* tum Caeremoniale Episcoporum *(loc. cit., n. 25 et 26),* dum praescripserunt dumtaxat ut incensi impositio ac incensatio fiant dum cantatur hymnus *Tantum ergo* etc., aliquam incertitudinem reliquerunt, quae, ut habet Gardellini *(Comm. in Instr. Clem., § 24, n. 16)* « occasio fuit cur diversi diversa sentirent et varia invalesceret ecclesiarum consuetudo ». Dein vero quum Instructio Clementina declarasset, incensum imponendum esse ad stropham *Genitori Genitoque* atque illico incensandum Sacramentum; ideo haec doctrina et praxis communis evasit, et in hodierno etiam rescripto inculcatur. Nihilominus retineri adhuc potest praxis, vi cuius incensum imponitur immediate post verba *Veneremur cernui,* vel dum canuntur duo ultimi versus strophae *Tantum ergo,* etc., atque nonnisi ad *Genitori* etc. incensatur. Cfr. Gardellini *(loc. cit., n. 16 et 17)*, et De Herdt *(Praxis Pont., tom. 3, n. 233 ad 26) (N. R.).*

(1) Ratio est quia prima incensatio iam facta fuit in ipso expositionis actu, altera vero ad hymnum *Tantum ergo* peragenda est *(N. R.).*

EPISTOLA

Qua Pius X gratulatur Episcopo Novariensi ob auspicatum cuniculum montis Sempronii.

VENERABILI FRATRI
MATHIAE EPISCOPO NOVARIENSIUM
NOVARIAM

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Peculiari in Nos dilectione incensum amantissimo te corde complectimur, qui, Mathiae Apostoli exornatus nomine, non hunc quasi postremum in Apostolorum collegio sequeris, sed perinde imitaris quasi prae ceteris cum Petro coniunctissimum, quo nempe iam Pontifice atque etiam ipsius eligendi auspice, unus omnium ille connumeratus cum Apostolis fuit. Eiusmodi vero studium non equidem poteras luculentiore profiteri testimonio, quam datis illis ad Nos officiosissimis litteris, unde tam uber et votorum plenitudo laetabilium et faustissimarum significatio rerum afferebatur. O utinam velit per haec solemnia Deus eam tibi rependere felicitatem bonorum, quae praebitae Nobis per epistolam iucunditati respondeat. Quid enim animo Nostro suavius, quam dioecesim tuam universam novisse Pontifici Summo adhaerentem, difficultates Apostolicae Sedis, submissa devote stipe, sublevantem, optata insuper ac vota, veluti observantiae et humanitatis indicia, offerentem? Huc autem accessit repetita a te recordatio, mirum quantum desiderata Nobis, praestitae per te nativitatis quum cuniculum Sempronii montis, peringentis molitionis opus, a sacris auspicabare precibus. Scilicet consentaneum plane fuit sacram a Religione lustrationem operi obvenire, a qua tantum rei perficiendae adiumenti fuerat impertitum. Quapropter quum habitis erga Nos offi-

ciis destinataque huic Sedi stipe, tum composita pientissime dioecesi oblatisque tuis de populari institutione scriptis, tum denique comparato Religioni decore consecratisque humanae industriae incrementis gaudemus ex animo, tibique gratam aperientes voluntatem, Apostolicam benedictionem tibi gregique tuo peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXII Aprilis MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex monet Fratres a scholis christianis ut primas professioni religiosae tribuant.

DILECTO FILIO
GABRIELI MARIAE
FRATRUM A SCHOLIS CHRISTIANIS
ANTISTITI GENERALI
PARISIOS

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Quum propediem, ut accepimus, sollemnem Ordinis conventum habituri sitis, hac utimur occasione libenter, tibi tuisque omnibus paternam Nostram significandi voluntatem; quamquam eam vobis probe perspectam putamus. Namque his miseris Galliae temporibus, quum bellum in Ecclesiam tam atrox geritur, opus esse intelligimus, ut ad aures bonorum pro iustitia et veritate certantium, crebro Summi Ducis sonet vox, quae ipsorum sive approbando sive admonendo, contentionem exacuat. Quare vos, qui, uti peculiarem in modum bene estis de civibus vestris meriti, ita praecipuos quos-

dam ab inimica vi iamdudum toleratis impetus, magnis erectisque animis iubemus esse, rationemque instituti vestri, quantum per has rerum asperitates licet, retinere. Omnino nolimus, apud vos ceterosque vestri similes, quorum religiosum munus est erudire adolescentulos, ea quam pervulgari audimus, quidquam valeat opinio, institutioni puerili primas vobis dandas esse, religiosae professioni secundas; idque aetatis huius ingenio et necessitatibus postulari. Etsi enim his tantis malis, quae premunt, quoad potest, medendum est, propterea que in multis rebus cedendum tempori, non eatenus tamen descendendum, ut de sanctissimorum institutorum dignitate atque adeo de ipso doctrinae sacrae patrimonio quid decedat. Itaque in vestra causa illud maneat, religiosae vitae genus longe communi vitae praestare; atque, si magno obstricti estis erga proximos officio docendi, multo maiora esse vincula, quibus Deo obligamini. Ceterum liquet, ideo vos usque adhuc magistros educatoresque iuventutis extitisse eximios (adeo ut vel publice amplissimis laudibus ornaremini), quia tales Ordinis vestri disciplina conformarit ac finxerit. — Quam quidem colite et diligite, ut facitis, summa erga antistites vestros fide studioque, summe inter vos coniuncti; quod autem reliquum est, conscientiae officii obsequimini, freti Deo. Divinae auspicem opis, itemque peculiaris Nostrae benevolentiae testem, tibi, dilecte fili, et sodalibus tuis universis Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXIII Aprilis MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius X cohortatur Episcopos Lusitaniae ad studiose curandam clericorum institutionem.

DILECTO FILIO NOSTRO
IOSEPH SEBASTIANO S. R. E. PRESB. CARD. NETO
PATRIARCHAE OLISSIPONENSI
AC VENERABILIBUS FRATRIBUS
ARCHIEPISCOPIS ET EPISCOPIS REGNI LUSITANIAE

PIUS PP. X

Dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Sollicito vehementer animo hisce vos litteris alloquimur, adducti, ut intelligitis, earum indignitate rerum, quae, non uno quidem nomine improbandae, claram Lusitaniae urbem recens commoverunt. Hae nimirum cum pro ea cura, quam de alumnis sacrorum gerimus, incredibilem quamdam Nobis aegritudinem afferunt, tum causam nimis idoneam dant, quam memores Nostrarum partium, capimus, cohortandi vos, ut ipsam sacrae iuventutis institutionem studiosissime accuretis. Equidem non diffitemur, huic vos officio haudquaquam deesse solitos, ac praesertim his viginti annis studuisse vestrorum disciplinam temperationemque Seminariorum melius constituere. At in hoc genere, etsi bonos cepistis adhuc laborum fructus, videtis tamen ipsi, multa esse reliqua, in quibus elaborare necesse sit. Iamvero desiderari aliquid vestrae, in hac causa, diligentiae pastoralis, quaesumus, ne patiamini. Nimium quantum Ecclesiae populique christiani interest, talia esse clericorum Seminaria, qualia Tridentina Synodus providentissime voluit: pietatis nempe artiumque bonarum domicilia, ubi rite atque ordine lecta in spem divini ministerii iuventus virtutibus doctrinisque debitis instruatur. Ut enim ex illis, si quidem instituti sui rationem inviolate retineant,

praeclarae sunt utilitates in commune expectandae, ita si vel paullum ab ea ratione deficiant, maxima sunt ex iisdem metuenda incommoda: id quod tristis rerum experientia confirmat. — Quare si vobis est, quod summopere debet esse, cordi, suppleri clerum vestrum sacerdotibus iis, qui non inscientia aut desidia aut probrosis moribus sanctissimum munus dedecorent, verum scientiae ornatu, studio animarum, integritate vitae eo se nomine dignos praestent, similiter vestrum cuiusque Seminarium vobis esse cordi patet oportere. Hoc igitur omni ope excolite, hunc, inquimus, praecipuum industriae vestrae campum, in quo quum sancte studioseque versati eritis, tum putate cetera officii vestri munia magnam partem vos exsecutos. — Quamquam ad parandam sacerdotum copiam, qui dignitatem decusque cleri retineant, non satis fuerit eam tantam curam in Seminario collocasse: magnum profecto istud, sed nequaquam in isto omnia. Relinquitur enim ut in adsciscendis ministris sacrorum nihil temere, nihil nisi ex conscientia officii fiat. Religiosissime servandum est Episcopo quod Paullus Apostolus graviter admonuit: *Manus cito nemini imposueris;* quippe periculorum plena est omnis, in negotio huius momenti ac ponderis, festinatio: at multo magis cavendum, ne quo studio et favore hominum adducatur, ut manus cuipiam, minus digno, imponat. Enimvero hoc adeo tetrum est facinus, ut minime suspicio eius cadere in quemquam vestrum possit: illud potius, ut in consecrandis clericis nullum cautionis genus supervacaneum vobis videatur, etiam atque etiam rogamus. — Verum in tota hac re, quae ita unumquemque vestrum attingit, ut attingat universos, propterea quod ad ipsius Lusitanae Ecclesiae salutem pertinet, ne satis habetote, pro viribus contendere et eniti singulos, sed consilia inter vos conferendo, deliberetis identidem, cupimus, quid maxime ad commune propositum conducat. Itaque, quoniam intermissum istic accepimus esse morem solemnes Episcoporum coetus

habendi, dabitis operam, ut eum quamprimum atque ob hanc potissimum causam, de qua loquimur, revocetis.

Auspicem divinorum munerum et paternae Nostrae benevolentiae testem vobis, Dilecte Fili Noster et Venerabiles Fratres, Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die V Maii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pontifex dolet de iniuriis in religionem catholicam illatis a Gubernio Reipublicae Aequatorianae.

VENERABILIBUS FRATRIBUS ET DILECTIS FILIIS
EPISCOPIS CETERISQUE LOCORUM ORDINARIIS
IN REPUBLICA AEQUATORIANA

PIUS PP. X

Venerabiles Fratres et dilecti filii,
salutem et Apostolicam benedictionem.

Acre nefariumque bellum ab iis, qui rempublicam Aequatorianam temperant, iamdudum adversus Ecclesiam susceptum, tantum abest ut diuturnitate defervescat, ut flammam potius concipiat in dies maiorem. Iam horum consilia huc spectare, ad religionem catholicam non modo iniustis vinculis impediendam sed evertendam funditus, clare indicant istae quae rogantur et sanciuntur leges; si tamen leges ea sunt decreta nominanda, quibus civilis auctoritas perperam de rebus, a ratione et potestate sua remotis, quid statuerit.

Apostolica quidem Sedes, pro paterna sua in civitatem vestram benevolentia, permultis perque magnis testata exemplis, quum nihil praetermisit, quod hostiles mitigare animos

posset, tum de reliquo facilitatem indulgentiamque omnem paratissima est ad redintegrandam pacem adhibere. — Interim vero Apostolici sanctitas officii, quemadmodum Decessorem Nostrum fel. rec. Leonem XIII impulit, ut, datis ad vos litteris, violata Dei et Ecclesiae iura vehementer expostularet, ita nunc, quando novae maioresque dolendi causae in hoc genere existunt, impellit Nos, ut illatas religioni iniurias eo magis conqueramur.

Sane haec talia deplorare satis non possumus, de quibus iam nonnulli vestrum, valde se Nobis probantes, questi sunt: sanctitudinem stabilitatemque matrimonii christiani inique attentatam; exturbatum bonorum possessionibus clerum; disiectas religiosorum familias, nativamque potestatem sollemnia Deo vota nuncupandi coangustatam improbe; varia perfunctioni sacri ministerii allata impedimenta. Atque ad ista omnia, quae quidem maximo Nobis moerori sunt, vobisque, quotquot estis sacrorum Antistites, intolerandam rerum conditionem creant, cumulus quidam accedit ex eo, quod pleraeque dioeceses diutius iam Episcopos suos desiderant. Iamvero huic ipsi incommodo, singularem in modum gravi, quod multorum causam malorum continet, ne fiat remedii cunctatione gravius, sentimus mature ratione aliqua medendum esse.

Sed alia praeterea est cura, quae Nos magnopere sollicitat: veremur quippe, nec sine causa, ne istorum, qui in civitate praesunt, exempla sensim in iis, qui subsunt, tantum possint, ut veterem exploratamque istorum cum Romano Pontifice coniunctionem extenuent. Quapropter vestrum erit, Venerabiles Fratres et dilecti filii, omnem operam diligentiamque conferre in populum, et efficere, ut catholici homines, arctius in dies vobis et per vos Apostolicae Sedi adhaereant: iidemque, vobis auctoribus, concordi nisu et salva verecundia civili auctoritati debita, contendant quavis legitima ope sarcire damna, quae religioni publice importata sint.

In primis vero excitate omnes et hortamini ad officia rite servanda christianae vitae, illa praesertim, quorum custodiam praesens rerum perturbatio difficiliorem facit. Quibus ex officiis duo nominatim commendanda sunt. Alterum, ut ista direptione ecclesiasticorum bonorum quidquam deminui de sacrosancto iure dominioque Ecclesiae ne putent, ideoque religiose videant obtemperandum esse sacrorum canonum in hac re praescriptis, nisi statutas subire poenas, adversus huius sacrilegii reos gravissimas, velint. Alterum, ut, quoniam divini cultus necessitatibus consulere, redacta ad inopiam, Ecclesia non potest, subsidio huic veniant catholici, uti par est, ac sumptus eiusmodi, pro sua quisque facultate, suppeditent.

Ceterum nolumus, propter has temporum acerbitates despondeatis animum. Adspicite in auctorem fidei et consummatorem Iesum; qui cum, ipse tentatus per omnia, Ecclesiae suae similia perpetienda fore denuntiavit, tum, quod ipse vicisset mundum, in se confidere eam iussit. Hac igitur fiducia subnixi, vos alacres, Ecclesiae sanctae causâ, contendite; Nosque interea Deum implorabimus, ut et vobis opportunam det opem, et meliorem Reipublicae istius moderatoribus mentem iniiciat. — Horum auspicem bonorum et paternae Nostrae benevolentiae testem, vobis, Venerabiles Fratres et dilecti filii, et clero populoque vestro Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XIV Maii MDCCCCV, Pontificatus Nostri anno secundo.

PIUS PP. X

EPISTOLA

Qua Pius PP. X Ordini Cisterciensium Reformatorum inculcat quasdam leges disciplinae regularis.

VENERABILI FRATRI
AUGUSTINO EPISCOPO TIT. CONSTANTIENSI
ORDINIS CISTERCIENSIUM REFORMATORUM ABBATI GENERALI

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Inter plura et egregia, quae fel. rec. Leo PP. XIII Decessor Noster in bonum rei christianae perfecit, illud profecto est censendum, quod tres Congregationes Cisterciensium Trappistarum in Ordinem Cisterciensium Reformatorum seu Strictioris Observantiae sub unius Superioris Generalis regimine coëgit. Nos autem magno animi solatio affecti sumus, cum accepimus illam unitatem aequalitatemque disciplinae iam nunc esse omnino perfectam, eamque fructus, Ecclesiae et christiano populo salutares, efferre. Verum, ut bene coepta promoveantur in melius, opportunum Nobis visum est nonnulla praescriptionum inculcare capita his litteris; unde plane intelligere poteritis, quanta vos benevolentia prosequamur, quantoque studio utilitati Ordinis vestri consultum esse velimus.

I. Primum, dilecti filii, quae idem Decessor Noster, praesertim in litteris suis Apostolicis, quarum initium est *Non mediocri*, anno MDCCCCII die XXX Iulii editis, in gratiam vestri Ordinis decrevit et statuit, ea omnia et singula, auctoritate Nostra Apostolica, approbamus et confirmamus.

II. Deinde vos omnes, Superiores ac subditos, vehementer admonitos volumus ut semper sanctam disciplinam custodientes, ex proprio Ordinis vestri instituto sine intermissione precationi et poenitentiae pro animarum salute incumbatis. Etenim si unquam alias, sane in hac rerum acerbitate, qua

Ecclesia Dei premitur, huiusmodi religiosorum hominum officium necessarium est.

III. Praesertim vero vos, dilecti filii, qui eiusdem Ordinis domorum Moderatores estis, magnopere in Domino hortamur, rogamus, obsecramus, ut nihil faciatis reliqui, quod ad pristinam Ordinis dignitatem revocandam pertineat. Itaque pro munere, quod geritis, studete, ut propriae Ordinis leges ubique inviolate serventur; nominatimque haec attendite:

1. Norunt omnes, nihil ad relaxandam regularem disciplinam plus valere, quam nimiam in recipiendis alumnis facilitatem. Quare Superiores, ad quos id spectabit, sedulo curent, ut in posterum nullus admittatur in Ordinem, quin eius utilitati et decori inservire posse aut velle videatur.

2. Summae etiam curae vobis esto, ut secundum Ordinis vestri leges recta studiorum ratio vigeat, et ne quis ad maiores Ordines promoveatur, quin studio sacrae theologiae diligenter, ut oportet, operam dederit.

3. Regularis observantia non raro ob id collabi solet, quod Ecclesiae leges atque ipsa religiosorum Ordinum statuta super bonorum administratione non, uti par est, sancte custodiuntur. Quapropter, ad maxima deprecanda mala, omnibus et singulis Superioribus edicimus, ut, quoties agatur de bonis emendis, alienandis, permutandis, de mutuo contrahendo quod decem millia libellarum attingat, de aedificio exstruendo, demoliendo, restaurando, aut de alia impensa facienda, extraordinaria et notabili, quae pertineat scilicet ad summam pecuniae dictam, ne quid tale faciant, nisi et habita Capituli Generalis aut Abbatis Generalis venia, et ea fideliter servando, quae Constitutionibus et Decretis Apostolicae Sedis praescripta sunt.

4. Quoniam praesidium valde efficax ad disciplinam regularem conservandam aut instaurandam inest in Visitatione canonica, quae quotannis in singulis Ordinis domibus est peragenda, ideo Visitatores hortamur in Domino rogamusque.

ut gravissimum officium suum diligentissime impleant, et de monasteriorum statu personali, disciplinari, materiali et oeconomico Abbatem Generalem certiorem faciant; Superiores autem domorum monemus, ut Visitatori accuratissimam relationem de statu oeconomico sui quisque monasterii exhibeant.

5. Negotia sive totius Ordinis, sive singulorum vel monasteriorum vel monachorum, quae in Romana Curia expedienda sunt, Procurator Generalis, qui ex principiis iuris communis est gestor negotiorum Ordinis apud Apostolicam Sedem, ipse de mandato Abbatis Generalis solus omnia curet expedienda: deque iis, iniussu suo, cum Cardinalibus aut cum quibusvis Romanae Curiae Officialibus tractare quidquam nemo audeat.

Has leges potissimum sanctas esse vobis volumus: eis autem vos non solum pro vestro erga Vicarium Iesu Christi obsequio, sed etiam pro studio quo Institutum vestrum colitis, fore ut religiose semper obtemperetis, certo scimus. — Auspicem divinorum munerum et paternae benevolentiae Nostrae testem, tibi, Venerabilis Frater, et Ordini tuo universo Apostolicam benedictionem peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die XXXI Maii MDCCCCV, Pontificatus nostri anno secundo.

PIUS PP. X

ALLOCUTIO

Pii PP. X ad Legationem extraordinariam Abyssiniae (1).

Sono veramente lieto dei sentimenti, che in nome vostro e di Sua Maestà il Re dei Re, Signore e Imperatore del-

(1) En nobilis sermo quem die 7 Octobris 1907 Legatus extraordinarius nomine Imperatoris Aethiopiae Menhelik II habuit ad Summum Pontificem:

Tu sei sublime per nome e per fama grande Apostolo. Tu figlio e seguace dell'Apostolo S. Pietro e delle sue orme imitator fedele, Tu siedi sulla

l'Etiopia, colla guida del Santo Vangelo, avete espressi di rispetto e di ossequio alla Cattedra di San Pietro; e successore benchè indegno del Santo Apostolo, mi gode l'animo di esternare a Voi e al Vostro Gran Signore la mia riverente ammirazione.

Padre dei popoli del mondo, mentre stendo a tutti le braccia, e a tutti indirizzo la mia parola per chiamarli alla luce della verità, faccio questo con affetto particolare col grande Imperatore dell' Etiopia informato a tanta riverenza verso la Chiesa cattolica, della quale riconosce la dignità, il potere e per le divine promesse la certa durata.

Mi è cara poi in modo speciale questa occasione per

---

sua sublime ed eccelsa Cattedra che è in Roma e colla tua predicazione riempi l'Italia e tutte le altre nazioni.

A Te, Padre venerato, che sei estraneo ad ogni astuzia e contesa mi spedisce il mio Signore ed Imperatore dell' Etiopia. Imperocchè Tu sei il fondamento della Chiesa, Tu la pietra della Fede Cristiana, siccome nell' Evangelo il N. S. G. Cristo ha detto al Tuo padre S. Pietro (Matt. XVI-18-19) — Tu sei Pietro e su questa pietra io fonderò la mia Chiesa e le porte d'inferno non prevarranno contro di essa. — E a te darò le chiavi del regno dei cieli e qualunque cosa avrai tu legato su la terra sarà legata in Cielo e qualunque cosa avrai tu sciolto su la terra sarà sciolta in Cielo. — E presso S. Giov. XXI-15-17 si dice a Pietro: Pasci le mie pecorelle — Pasci le mie agnelle. In un altro passo sta scritto (Matt. 18-16) — *In ore duorum vel trium stat omne verbum.*

È senza dubbio pertanto che fra tutte le altre Cattedre la tua è la più sublime, ed eccelsa è la Tua dignità, dappoichè sei Tu che siedi sulla Cattedra del Principe degli Apostoli.

È per questa ragione che il mio Signore ed Imperatore a Te mi manda onde inchinarmi dinnanzi al Tuo Trono e baciare col cuore e col labbro le tue sacre mani. E sebbene Sua Maestà imperiale sia lungi col corpo, è a Te vicina col cuore e colla mente. A questo fine eziandio mi manda a Te per parlare cioè in sua vece e nella sua persona godere del Tuo aspetto, ed ancora per visitare Roma e le molte cose che in essa si ammirano ed in modo speciale le Tombe degl'illustri Santi Apostoli Pietro, erede delle chiavi del regno de'Cieli, e di Paolo detto il Vaso d'elezione da G. Cristo medesimo.

Le virtù pertanto e la forza di questi Apostoli e il dono del Tuo aiuto, incominciando sin da questo giorno sian sempre col mio Signore l'Imperatore Menelik e con me!

rinnovare la mia gratitudine e riconoscenza al grande Imperatore per l' alta protezione ch'egli dona ai miei Missionari, che predicano nell' immenso suo impero il vangelo di Gesù Cristo. Assicuratelo pure il vostro gran Signore, che i buoni Padri non saranno mai ingrati alla sua protezione e ai suoi favori, e lontani affatto da ogni ribellione, nemici d'ogni insidia, d'ogni inganno e d'ogni astuzia, predicando ai suoi popoli la dottrina del Vangelo, che è dottrina di carità, d' umiltà e di perfetta soggezione alle autorità costituite, renderanno a lui i migliori servigi, preparandogli sudditi fedeli, soldati valorosi e forti campioni per sostenere la sua autorità e difendere il suo trono.

E oltre questo vantaggio non gli mancheranno a grande compenso le divine benedizioni per la sua prosperità, benedizioni che auguro di cuore a lui gran Signore, alla Imperatrice, ai Principi della sua Casa e del suo Impero, e a Voi in modo particolare, che vi farete interprete fedele di questi miei sentimenti.

ALLOCUTIO

Quam Pius PP. X die 28 Octobris 1907 habuit ad Comitatum centralem directivum Societatis nationalis patrumfamilias nuper Romae constitutae pro moralitatis tuitione.

Lamento nè più ragionevole, nè più universale si ascolta risuonare ai nostri giorni sulla bocca d' ogni classe di persone, che intorno alla immoralità e dissolutezza non solo dei giovani adulti, ma anche dei fanciulli più teneri, nei quali a grande sventura si vede nel primo sviluppo della ragione ancor tenera già essere essi ingolfati in vizî detestabili, da tendenze veramente fatali, che fanno tremare quanti si trovano alla direzione della società.

Questo universale disordine, questa precoce malizia nei fanciulli, da chi dobbiamo purtroppo ripeterla? Se è detto

dello Spirito Santo, che i figli rassomiglian ai padri, tolta qualche rara eccezione di rami malnati che non corrispondono alla natura dell'albero al quale sono congiunti, la cattiveria dei figli si deve imputare alla negligenza, alla trascuratezza, e, Dio nol voglia, alla malizia ancora dei genitori. Per cui, se dobbiamo aspettare qualche cosa di bene per la società, lo dobbiamo aspettare specialmente dalla famiglia. Se quindi è lodevole sempre qualunque associazione che sia informata a santi principî, è lodevolissima la vostra di padri di famiglia, che vi siete uniti per mantenere nella vostra famiglia e perciò in tutte le altre ad essa collegate, quei principî di moralità e di religione, pei quali i vostri figliuoli abbiano a crescere a voi conformi buoni cristiani e ottimi cittadini; e nella libertà, come ha detto benissimo il signor Presidente, nella libertà che viene da Gesù Cristo, perchè da Gesù Cristo ci fu donata, esercitare quella suprema autorità che ha il padre nella famiglia stessa per ben condurla al fine, pel quale Iddio l' ha stabilita. Il nome di Padre si conviene a Dio soltanto, e Dio lo ha in qualche modo donato ai mortali per dimostrare non solo la riverenza, con cui il padre dev'essere tenuto, ma l'autorità suprema che egli deve esercitare nella stessa famiglia. Il Padre, voi lo sapete, quando non era costituita in regni la società, esercitava nella famiglia l' ufficio, non solo di monarca, ma anche di sacerdote. Era lui stesso che offeriva insieme coi figli i sacrifici all'Eterno, e abbiamo nella divina Scrittura come Noè, Abramo e gli altri Patriarchi (che pur non erano sacerdoti) offerivano sacrifici esercitando gli uffici di sacerdoti. E questo nome di Padre che specialmente è dato a quelli, che Iddio ha chiamato cooperatori nell'opera della creazione, per rendere perpetuo nel mondo il genere umano, questo nome di Padre lo ha voluto dare anche, quasi per antonomasia, a quelle persone che esercitano gli stessi uffici di carità nella vita spirituale. Voi sarete andati qualche volta in quei luo-

ghi, nei quali viene punito il delitto, dove delle persone abbrutite sentono orrore per tutto che vi ha di religione e di moralità: eppure si presenta innanzi a quelle persone che disdegnano qualunque sentimento di pietà un uomo dalla barba bianca, cinto di una corda alle reni, e quei visi, truci sempre, si fanno ridenti e sentono volentieri la parola di colui, che chiamano col nome di Padre. E la più alta autorità della terra il Signore ha voluto costituirla con questo nome di Padre, quello di Papa, il padre degli universali fedeli. Io dunque non posso che lodare la vostra iniziativa di rappresentare propriamente Iddio sulla terra; ma, per rappresentare Iddio, non basta l'onnipotenza nè l'opera della creazione; è necessario anche aver la bontà, poichè Iddio è buono, è buono per eccellenza, e buoni devono essere i Padri. Quando un buon padre di famiglia con tutte le forze che il Signore gli ha donato e con quella corona che gli ha posto sulla fronte esercita la sua autorità e la sua bontà, è impossibile che quanti da lui dipendono non abbiano da rassomigliargli in tutte le opere loro. E quindi il buon padre di famiglia farà buono il figliuolo, farà ottimi i nepoti, e vedrà la seconda, la terza, la quarta generazione circondata da questi rampolli che inneggiano alla sua bontà e alla provvidenza che, per suo mezzo, il Signore dispensa.

Io quindi *lodo, approvo ed encomio in modo speciale* la vostra associazione, costituita a Roma, e oramai diffusa in tanti altri centri, in tante altre città, e faccio voti, perchè il Signore vi dia lume per poter scegliere i mezzi più opportuni affine di esercitare questo santo apostolato: essere cioè coadiutori dei sacerdoti, dei Vescovi, del Papa per restaurare il regno di Gesù Cristo sulla terra, e perchè abbiate da vedere la vostra tarda vecchiaia circondata dai figliuoli e dai nepoti, i quali vi manifestino i loro sentimenti di riconoscenza per il bene che avete loro fatto, mettendoli sulla via della virtù, e voi, alzando le mani per benedirli pos-

siate dire: « ci distacchiamo per poco, per rivederci in Paradiso ».

La benedizione del Signore sia con voi.

EX SECRETARIA BREVIUM

Nominantur quidam Abbates Ordinis S. Benedicti in Brasilia.

VENERABILI FRATRI
GERARDO VAN CALOEN O. S. B.
EPISCOPO TITULARI PHOCAENSI
ABBATI B. M. V. A MONTESERRATO FLUMINIS IANUARII
VICARIO GENERALI CONGREGATIONIS BENEDICTINAE IN BRASILIA.

PIUS PP. X

Venerabilis Frater, salutem et Apostolicam benedictionem.

Ex officio supremi apostolatus pro nullis quidem meritis Nostris in sublimi Principis Apostolorum cathedra collocati fungimur, in omnes christiani orbis partes vel longo terrarum marisque intervallo dissitas, oculos mentis Nostrae convertimus, et quae rei sacrae procurationi melius gerendae facere possunt, interposita Nostra auctoritate decernere satagimus.

Iamvero probe novimus Benedictinam in Brasilia Congregationem novissime instauratam, tuisque, Venerabilis Frater, curis commissam, tua potissimum sedulitate et industria, frequenti monachorum numero et susceptorum operum laude florere, ideoque ut potiora iugiter incrementa, Deo favente, suscipiat, placet Nobis hactenus Abbatis solatio destitutas, ipsius Congregationis Abbatias suo Praesule providere, ut uberius in illius partibus spirituali fidelium bono consultum sit. Quae cum ita sint, exhibitis Nobis tuo nomine precibus benigne annuentes, omnesque et singulos quibus hae Nostrae Litterae favent a quibusvis ecclesiasticis censuris, sententiis et poenis, si quas forte incurrerint, huius tantum rei

gratia absolventes, et absolutos fore censentes, collatis etiam consiliis cum Venerabilibus Fratribus Nostris Sanctae Romanae Ecclesiae Cardinalibus in Congregationem adlectis ecclesiasticis negotiis extra ordinem pertractandis praepositam, ex certa scientia ac matura deliberatione Nostris haec quae infrascripta sunt Apostolica Nostra auctoritate decernenda censuimus. Et primo, cum tu, Venerabilis Frater, Apostolicis laboribus fractus, et malefirmae valetudinis incommodis conflictatus, Coadiutoris Abbatis opem Nos supplex flagitaveris, Nos inspectis singularibus animi ingeniique virtutibus quibus enitet dilectus filius Chrysostomus de Saegher Ordinis Sancti Benedicti sacerdos, tuae Abbatiae Prior, illius Capituli suffragiis permoti, illum Abbatiae Sancti Martini Tebaensis titularem Abbatem rite per praesentes, Apostolica auctoritate cum omnibus facultatibus necessariis atque opportunis renuntiamus; simulque coadiutorem tuum cum futurae successionis iure eligimus. Volumus vero ut te vivente, et coadiutoria huiusmodi durante, ipse Chrysostomus in Abbatiae tuae Beatae Mariae Virginis a Monteserrato Fluminis Ianuarii administratione eatenus se ingerat, quatenus tu volueris ac mandaveris; omnibus ac singulis ad quos spectat praecipimus, ut eum in coadiutoris tui officium recipiant, admittant illique faveant, pareant ac praesto sint: tandem quandocumque per obitum tuum, vel aliam quamlibet causam Abbatia Beatae Mariae Virginis a Monteserrato Fluminis Ianuarii vacet eumdem Chrysostomum, nunc pro tunc, a vinculo Abbatiae Sancti Martini Tebaensis, de Apostolicae Nostrae potestatis plenitudine solventes, de pleno iure Abbatem ipsius Abbatiae Beatae Mariae Virginis a Monteserrato Ordinis Sancti Benedicti nullius dioecesis, Fluminis Ianuarii, et Vicarium Generalem Congregationis Benedictinae in Brasilia renuntiamus. Praeterea cum dilectus filius Dominicus a Transfiguratione Machado, Abbas Sancti Sebastiani de Bahia, et ipse gravis aetatis incommodis defatigatus, coadiutoris Ab-

batis subsidium rogaverit, Nos dilectum filium Mayolum De Caigny, Ordinis Sancti Benedicti, religionis studio non minus quam doctrinae laude praeclarum sacerdotem, ad huiusmodi coadiutoriae officium vocandum censuimus, quippe qui in eadem Abbatia de Bahia, tironum magistri, philosophia ac theologiae antecessoris, demum Prioris, amplissimo munere scite naviterque functus est. Quare ipsum Mayolum titularem Laubiensis Abbatiae Abbatem cum omnibus facultatibus necessariis atque opportunis, Apostolica Nostra auctoritate per praesentes facimus, et ipsum, praesentium similiter tenore, coadiutorem eligimus cum iure futurae successionis Dominici a Transfiguratione Machado, Abbatis Sancti Sebastiani de Bahia. Itaque volumus, ut vivente eodem Abbate Dominico a Transfiguratione, ipse Mayolus eatenus se ingerat in Abbatiae Sancti Sebastiani de Bahia administratione, quatenus ille Dominicus voluerit ac mandaverit; omnibus et singulis ad quos pertinet praecipimus ut Mayolum eumdem in dictum coadiutoris officium recipiant, admittant, illique faveant, pareant ac praesto sint, tandem quandocumque per obitum dicti Dominici, vel aliam quamlibet causam, Abbatia Sancti Sebastiani de Bahia vacet, Mayolum praedictum nunc pro tunc a vinculo Laubiensis Abbatiae de potestatis Apostolicae plenitudine solventes, de pleno iure Abbatem Sancti Sebastiani de Bahia Apostolica similiter Nostra auctoritate renuntiamus. Insuper cum Abbatiae Ordinis Sancti Benedicti nuncupatae ab Assumptione Dominae Nostrae in civitate Sancti Pauli, et a Sancto Benedicto, Olindae, in praesentiarum proprii Abbatis solatio destitutae reperiantur, Nos illas suo Praesule providere summopere optantes, religiosos viros quos tu, Venerabilis Frater, datis Litteris Sanctae huic Sedi proposuisti, omnibus rei momentis attento ac sedulo studio perpensis in Abbates huiusmodi eligendos existimavimus. Quae cum ita sint, Abbatiam Nostrae Dominae ab Assumptione civitatis Sancti Pauli de persona dilecti filii Michaëlis Kruse,

Ordinis Sancti Benedicti sacerdotis, Nobis ob meritorum praestantiam accepta, Apostolica Nostra autoritate praesentium vi providemus, dictumque Michaëlem in philosophia doctorem, typis editis scriptis et praestantibus animi ingeniique dotibus clarum, in eiusdem Abbatiae Nostrae Dominae ab Assumptione Abbatem eligimus et renuntiamus cum omnibus et singulis facultatibus necessariis atque opportunis tum quoad ordinem, tum quoad iurisdictionem. Abbatiam similiter Sancti Benedicti Olindae Apostolica Nostra auctoritate praesentium tenore, de persona providemus dilecti filii Petri Roeser, Ordinis Sancti Benedicti sacerdotis eumdemque Petrum pietate simul ac doctrina clarum in Abbatem dictae Abbatiae Sancti Benedicti Olindae renuntiamus, pariter cum omnibus tum quoad ordinem tum quoad iurisdictionem necessariis opportunisque facultatibus. Denique tibi, Venerabilis Frater, de plenitudine potestatis Apostolicae per praesentes facultatem impertimur, ex qua, servatis de iure servandis, dilectis filiis supradictis Chrysostomo de Saegher, electo Abbati titulari Sancti Martini Tebaensis et coadiutori tuo per Nos renuntiato; Mayolo De Caigny, electo Abbati titulari Laubiensi et coadiutori Abbatis Sancti Sebastiani de Bahia; Michaëli Kruse, electo Abbati Nostrae Dominae ab Assumptione Sancti Pauli; tandem Petro Roeser, electo Abbati Sancti Benedicti Olindae, in tua Abbatiali ecclesia Beatae Mariae Virginis a Monteserrato Fluminis Ianuarii sollemnem abbatialem benedictionem conferre licite possis ac valeas. Non obstantibus constitutionibus et ordinationibus Apostolicis, nec non dictarum Abbatiarum etiam iuramento, confirmatione Apostolica, vel quavis firmitate alia roboratis statutis et consuetudinibus, caeterisque licet speciali atque individua mentione et derogatione dignis in contrarium facientibus quibuscumque.

Datum Romae apud Sanctum Petrum sub annulo Piscatoris, die VIII Iunii MDCCCCVII, Pontificatus Nostri anno quarto.

R. Card. MERRY DEL VAL, *a Secretis Status*.

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

ROMANA

CREDITI

Decernitur non constare de quodam credito contra Collegium Pium Latinum Americanum de Urbe.

Factiseries. Architectus Ioannes Landoni, dum moderatus est constructionem Pontificii Collegii Pii Latini Americani de Urbe, ineunte anno 1889 diagramma novae ecclesiae obtulit P. Santinelli, tunc eiusdem Collegii administratori, qui ipsam in solo adnexo extruendam in honorem S. Aloisii mente gerebat. Verum cum praefatus P. Santinelli, anno 1890 proprium munus reliquisset, atque insimul non amplius cogitaretur de eadem aedificanda ecclesia, architectus Landoni anno 1900 tum a P. Radaelli rectore Instituti, tum ab ipso Eño Protectore petiit indemnitatem libell. 6000 pro exhibita ecclesiae ichnographia: sed in cassum.

Interea anno 1903 dictus architectus supremum diem obiit, et eius soror Carolina nomine ad eamdem obtinendam solutionem die 14 Ian. 1905 adivit hanc S. C. EE. et RR., quae tamen diebus 17 Martii 1905 et 9 Maii 1906 rescripsit: *Ex hactenus deductis non constare de bono iure oratricis.* Sed cum ipsa, exhibitis documentis, iterum institisset; hinc quaestio dirimenda proposita fuit in plenario Eñorum Patrum coetu.

Deductiones. Oratrix, ut suae actionis validitatem propugnet, demonstrare nititur ex una parte quod P. Santinelli, tunc temporis fabricae administrator, fratri architecto mandatum dedit designandi graphidem novae ecclesiae; ex altera vero parte quod idem P. Santinelli, in casu, limites suae potestatis non est transgressus. Primum enim erui ait ex eo quod ipse P. Santinelli, modo defunctus, aequivalenter

saltem fassus est se architecto Landoni munus commisisse conficiendi diagramma extruendae ecclesiae. Neque oggeri potest, fratrem architectum mandatum sibi commissum gratis assumpsisse; gratuita enim operis locatio non praesumitur sed ab affirmante probanda est. Alterum autem desumi contendit oratrix ex eo quod P. Santinelli administrationem exercebat cum facultatibus vere extraordinariis. Ceterum quamvis P. Santinelli uti simplex mandatarius habendus sit, tamen dubium esse nequit, ipsum egisse ex consensu et ratihabitione Emi Protectoris, qui Collegium iuridice repraesentat.

Insuper oratrici favet etiam factum, quod diagramma haud exigui valoris a Landoni delineatum modo possidetur ab ipso Collegio, quod in posterum eodem uti poterit pro ecclesiae constructione. Animus vero donandi in architecto Landoni nequit praesumi, neque demonstrari valet nisi sub conditione executionis operis, quae in themate defecit. Etiam Consultor plene oratricis petitioni assentitur.

At ex adverso rector Collegii Americae Latinae, cui Emus Protector in omnibus adstipulatur, denegat architecto Landoni commissum fuisse a P. Santinelli officium redigendi ecclesiae graphidem, quum ipse P. Santinelli litteris diei 24 Nov. 1900 affirmet nullum ad hoc dedisse mandatum sed dumtaxat propriam extruendae ecclesiae intentionem pandidisse. Sed dato etiam quod revera P. Santinelli mandatum huiusmodi commisisset, tamen ipse non poterat Collegium nec legaliter nec moraliter obligare, quia Collegii personam rector gerit, nunquam vero simplex administrator. Quin imo addit eumdem architectum satis superque remuneratum fuisse, ob opera etiam extraordinaria praestita, ex pluribus quae titulo gratificationis a Collegio recepit.

Praeterea cum Collegium iam a pluribus annis possideat dictum ecclesiae diagramma, in eius favorem militat praesumptio iusti tituli usque dum aliter probetur. Item invocari etiam posset codex civilis italicus, qui art. 2140 statuit, de-

cursu trium annorum praescribi actionem architectorum etc. ad propriam mercedem repetendam.

Dubium. *An constet de credito dominae Carolinae Landoni contra Pontificium Collegium Pium Latinum Americanum in casu.*

Responsum. S. Congregatio EE. et RR., re sedulo perpensa, in comitiis generalibus diei 16 Februarii 1907 respondit: *Negative.*

ACHERUNTINA ET MATHERANEN.

RESIDENTIAE AC SEMINARII

Cuinam ex duabus dioecesibus unitis competat ius ad Seminarium et ad residentiam Episcopi.

Inter civitates Acheruntiam et Matheram agitabatur quaestio, cuinam ex ipsis spectaret ius ad Episcopi residentiam et ad habendum Seminarium. Rem ad hanc S. C. EE. et RR. a civibus Acheruntinis delatam, satius ductum est discutiendam proponi, licet sede archiepiscopali vacante.

Advocati Acheruntiam defendentes primo loco sustinent Archiepiscopum in eadem habitualiter residere teneri, attenta Acheruntinae dioecesis antiquitate et dignitate. Sane Acheruntia, testibus Ughelli *(Italia sacra, tom. 7, pag. 4)* et ipso Pio VII in Bulla *Ex mysteriosa* an. 1818, saec. III in sedem episcopalem et saec. IX in archiepiscopalem erecta est; dum e contra Mathera nonnisi an. 1203 titulo cathedralis ecclesiae ad honorem decorata fuit ab Innocentio III, quando eam priori cathedrae Acheruntinae univit. Quod si ab an. 1439 Mathera urbs saepe propriam acquirere autonomiam est experta, eius tamen conatus fuerunt semper coërciti praecipue vero a S. Rota per sententiam an. 1735, qua declarabatur « constare de bono iure ecclesiae Acheruntinae », nec non a Camera Apostolica, quae an. 1751 declaravit unionem utriusque dioecesis factam fuisse « absque ulla dictarum praeemi-

nentiarum et iurium metropolitanorum communione », ideoque, iuxta patronos, non aeque principaliter. Dignitas praeterea Acheruntinae dioecesis ex eo repetitur, quod ipsa territorium fere decuplo maius habet, gaudet iuribus metropoliticis, atque mensam episcopalem opulentiorem praesefert. Quum igitur, arguunt ipsi, dioecesis Acheruntina sit prae alia antiquior ac dignior, merito sibi vindicat habitualem Archiepiscopi residentiam ad tramitem iuris communis. Cfr. Card. Petra *(Const. 5 Innocentii IV, sect. unic., n. 12)*, et S. C. Concilii in *Viterbien. seu Tuscanen.* 14 Sept. 1782.

Item secundo loco contendunt patrocinatores Acheruntiam ius habere ad proprium Seminarium. Huius enim canonica erectio decreta quidem fuit an. 1642, sed plures ob causas ad actum reduci non potuit nisi an. 1852 a Vicario capitulari (1). Verum cum interea in urbe Mathera extructum fuerit Seminarium atque in eius favorem pensiones impositae fuerint super beneficiis Acheruntinis, quaestio delata fuit ad S. C. Concilii, quae an. 1673 reservavit « clero Acheruntino ius erigendi Seminarium; quo erecto, cesset contributio » eiusdem cleri pro Seminario Matherano. Porro ex Conc. Trid. *(cap. 18, sess. 23 de reform.)* singulae dioeceses ius habent erigendi proprium Seminarium, imo in dioecesibus amplioribus curare debent Episcopi etiam plura Seminaria instituere. In casu autem, quamvis detur unam tantum dioecesim ius retinere ad habendum Seminarium, haec esset sola Acheruntina ob eius antiquitatem, dignitatem et extensionem.

(1) Vicarius capitularis, sede vacante, facultate pollet erigendi Seminarium dioecesanum, quia ipse « sicuti Capitulum, sede vacante, succedit Episcopo in his quae illi competunt de iure communi, non vero in his quae sunt de iure speciali sive delegato », uti tradit Ferraris (*voc.* Vicarius capitularis, *art. 2, § 1*); erectio autem Seminarii pertinet ad ordinarias Episcopi facultates. Hoc idem in specie firmavit S. C. Concilii in una *Oscen.* mensis Octobris 1585, quae ad dubium, « mortuo Episcopo et in sede vacante, ad quem pertinet erectio et administratio Seminarii », respondit: « Pertinere ad Capitulum ». Atqui ut habet Reiffenstuel *(tit. de off. Vic. cap. § 4, n. 111)* « iurisdictio Vicarii capitularis tanta est, quanta ipsius Capituli sede vacante » *(N. R.)*.

Ultimo loco advocati ostendere conantur clericos dioecesis Acheruntinae accedere teneri ad Seminarium Acheruntiae, nam Concilium Trid. institui mandavit Seminarium pro clericis ipsius civitatis et dioecesis, et quidem pro modo facultatum et dioecesis amplitudine. Hinc cum dioecesis Matheranensis ad unam civitatem coarctetur, eidem suffragari nequit facultas obtenta adscribendi alios clericos ex provincia.

Ex adverso pro iuribus dioecesis Matheranae tutandis haec afferuntur. Siquidem quoad Episcopi residentiam advertitur quod in more semper fuit ut Archiepiscopus a mense Octobri ad Pascha habitaret Matheram, post Pascha vero perlustraret dioecesim et per aliquot dies sese conferret Acheruntiam. Cuius ratio in eo est quod status ecclesiae cathedralis Acheruntinae miserrimus evaserat, cum non extaret nec Seminarium neque domus episcopalis. Ipse Pius VII citata Bulla *Ex mysteriosa* statuit ut « Archiepiscopi, dummodo de congrua habitatione provideantur, in eadem civitate Acheruntina per quatuor circiter anni menses residentiam facere teneantur et non alias » ; sed nonnisi ab an. 1845 incoepit Episcopus ibidem residere, quamvis nunquam *per quatuor menses* propter s. visitationem peragendam et hiemis rigorem.

Caeterum Episcopus ex iure communi satisfacit legi residentiae, nedum invisendo dioecesim sed etiam residendo in qualibet dioecesis parte (1). Accedit praeterea quod unio inter duas dioeceses est aeque principalis, uti patet ex eo quod duae habentur Curiae, duo Capitula etc.; et Pontifices Innocentius III an. 1203, Sixtus IV an. 1471 et Pius VII an. 1818 etiam rationem praefatae unionis dederunt, nempe « ob paupertatem fereque extremam miseriam ecclesiae Acherunti-

(1) Ita S. C. Concilii in una *Civitatis Castellanae et Hortanae* 8 Iunii 1624 ad 1, nec non in altera *Valven. et Sulmonen.* 3 Aug. 1650 ad 1, tenuit Episcopum in aliqua parte alterius ex suis binis dioecesibus residentem, suae obligationi circa residentiam utique satisfacere, dum tamen in aliqua ex suis cathedralibus consistat temporibus a Conc. Trid. praescriptis sess. 23, cap. 1 *(N. R.)*.

nae....; ne dignitas archiepiscopalis vilesceret....; et dignum censeri debet ut idem Archiepiscopus ecclesiam Matheranen. praedictam, a qua vitae suscipit nutrimentum, recognoscere et favore debito prosequi teneatur »; quinimo Sixtus IV statuit ut omnia iura et privilegia dioecesis Acheruntinae fierent communia Matheranensi ecclesiae.

Adsunt praeterea graves rationes, ob quas Episcopus residere deberet dumtaxat Matherae, inter quas praecipua est, quod Mathera habetur veluti centrum utriusque dioecesis, ubi facilius confluunt fideles et sacerdotes; hoc autem omnino dici nequit de Acheruntia.

Quod ad Seminarium vero attinet, observatur quod ab an. 1672 Acheruntini clerici et pueri instituti sunt in Seminario Matherano; et quamvis Pius VII an. 1818 Archiepiscopo Acheruntino reservasset « ius erigendi Seminarium pro pueris Acheruntinae dioecesis alumnis nuncupandis », hoc tamen ad actum reductum fuit tantum an. 1851 pro solis pueris annum 12 non excedentibus, et anno 1855 opera Vicarii capitularis pro aliis clericis. Sed hodiernus huius Seminarii status quoad conditiones morales et materiales non est certe bonus. E contra Seminarium Matheranum an. 1672 « in civitate « Mathera, utpote magis conspicua », institutum fuit ab Episcopo tunc temporis tam pro civitatibus « Matherae et Acheruntiae quam totius dioecesis ac etiam provinciae ».

Cum igitur ab eo tempore clerici Acheruntini frequentaverint Seminarium Matheranum, nulla suppetit sufficiens ratio cur hodie prohiberi possint, idque eo vel magis quod Seminarium Matheranum in sane optimis conditionibus moralibus et materialibus inveniatur. Hinc factum fuit ut Episcopi regionis Lucanae eligerint Matheram uti centrum studiorum; quod ab hac S. C. EE. et RR. firmatum fuit. De coetero Tridentinum *(loc. cit.)* Episcopis facultatem fecit eligendi locum etiam extra dioecesim pro erigendo Seminario.

Demum Consultor bonum ius ecclesiae Acheruntinae re-

cognoscit quoad proprium Seminarium et quoad Archiepiscopi residentiam. Attamen proponit rem ita componi posse ut Acheruntia et Mathera proprium habeant Seminarium pro determinatis pagis, vel melius ita ut in uno Seminario doceantur litterae, in alio vero philosophia et theologia. Relate vero ad residentiam Episcopi, hic residere deberet per medietatem anni vel saltem per quatuor menses in urbe Acheruntina, non computato tamen tempore s. visitationis in dioecesi.

Dubia I. *Quaenam esse debeat residentia Archiepiscopi Acheruntini et Matheranensis in casu.*

II. *An Acheruntia manutenenda sit in possessione iuris ad proprium Seminarium, et an clerici Acheruntini, ut in sacris disciplinis instituantur, frequentare teneantur Seminarium Acheruntinum potius quam Matheranum.*

Resolutio. In Congregatione generali diei 16 Martii 1907 Emi Patres responderunt:

Ad I. *In una et altera per medietatem circiter anni; novi tamen Archiepiscopi ingressus et sacrae visitationis initium semper fiat prius in civitate Acheruntina; et ad mentem. Mens est quod tempore uti supra statuto pro residentia in urbe Acheruntina Rmus Archiepiscopus visitationem peragere etiam poterit in hac ipsa archidioecesi, ita tamen ut tempus huius visitationis non frustretur suam residentiam in dicta urbe.*

Ad II. *Ad mentem; mens est ut ambae dioeceses Seminarium habeant; archidioecesis Acheruntina pro sola facultate theologica, et Matheranensis tantum pro scholis gymnasii et lycei. Attamen quoad Seminarium Acheruntinum, dispositio ipsum respiciens, ne deducatur ad actum, nisi prius bene constiterit in eodem omnia elementa inveniri quae requiruntur pro Instituto recte ac perfecte ordinato* (1).

(1) Dioeceses Acheruntina et Matherana, quum sint aeque principaliter unitae, per se aequali iure fruuntur ad proprium habendum Seminarium et ad Episcopi residentiam *(N. R.)*.

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

TAURINEN.

DISMEMBRATIONIS PAROECIAE

Erectio novae paroeciae, antea ob plures causas dilata, modo conceditur.

Factispecies. Extra moenia Augustae Taurinorum extat suburbium a Victoria nuncupatum, in cuius ambitu continetur paroecialis ecclesia S. Mariae ad Agros, vulgo *Madonna della Campagna,* quae regitur a familia Capuccinorum. Ob auctum in ea regione fidelium numerum eorumque spirituali bono ut melius consuleretur, instante ipso regulari parocho, an. 1884 initum fuit consilium inibi aedificandi subsidiariam ecclesiam sub titulo B. M. V. a Salute.

Interim an. 1890 pro sacris functionibus erecta fuit aedicula provisoria, huiusque rector nominatus ab Emo Archiepiscopo Taurinensi sacerdos Carolus Giaume, qui, ut liberius ecclesiae constructioni vacaret, nuntium misit muneri vicecancellarii archiepiscopalis. At huic, qui novum hoc opus naviter promovebat, in animo erat ut dicta ecclesia in autonomam paroeciam erigeretur: unde apud dioecesanam Curiam, nomine quoque suae sororis, obtulit annuum reditum libell. 300 pro congrua curata, servato tamen sibi iure patronatus activo et passivo, et sorori tantum activo ad parochi nominationem. Deinde instare coepit apud eamdem Curiam pro erectione novae paroeciae, sed eius petitio ab Emo Card. Alimonda reiecta fuit, tum quia illa non videbatur necessaria, tum quia ex dismembratione territorii gravia sequerentur incommoda trium paroeciarum S. Caietani, SS. Simonis et Iudae necnon S. Mariae ad Agros.

Contra hanc agendi rationem Emi Archiepiscopi sacerdos Giaume recursum obtulit apud hanc S. C., quae an. 1894

eum dimisit rescripto: *Lectum*. Ex habita repulsa sacerdos Giaume animum non amisit, sed acriori potius studio incoeptum opus prosequutus est, ita ut an. 1903 quaedam ecclesiae pars *(braccio della Croce)* publico cultui dedicari potuerit. Tunc iterum instavit penes hodiernum Archiepiscopum ut vota sua exaudirentur; idque eo fortius consecuturum sperabat, sive quia fidelium numerus erat valde adauctus, sive quia renuntiaverat dismembrationi partis territorii duarum paroeciarum saecularium, sive quia auxit congruam ad libell. 500. Facta propositio ab Emo Archiepiscopo excepta fuit, quia nova paroecia omnino necessaria erat pro suburbio Victoriae, et novi fines erant magis coarctati, atque numerus fidelium S. Mariae ad Agros maior adhuc erat ac nonnullos ante annos. Verum cum acriter sese opposuisset regularis parochus, quaestio ad hanc S. C. delata est.

Disceptatio synoptica. Procurator sacerdotis Giaume in primis sustinet adesse in themate omnia requisita pro erectione novae paroeciae. Nam parochus citatus fuit per publicum edictum contra praetendentes; adest saltem actualis Archiepiscopi assensus. In promptu item est dos, quae uti sufficiens censetur ab Archiepiscopo, neque maior dos constituta fuit pro noviter erectis paroeciis civitatis Taurinensis, quum Gubernium supplere soleat tenuitati congruae.

Deinde advocatus expendit utrum in themate adsint canonicae causae pro dismembratione. Harum prima est nimia distantia parochianorum a propria ecclesia. Haec autem quanta esse debeat regulâ generali decerni nequit, sed diiudicanda est a particularibus adiunctis, ut tradit Card. De Luca *(Ad Conc. Trid., cap. 16, § 3)*, et Ferraris *(Bibl. can., verb.* Dismembratio *in addit. n. 12 et 13)* qui addit in hac materia multum standum esse iudicio Episcopi. Altera vero causa est auctus parochianorum numerus, qui hodie magno in pretio haberi solet, quamvis aliquando non adsit nimia distantia a parochia. Probat id iurisprudentiâ huius S. C., veluti in

Massanen. et Populoniae 22 Aug. 1840, in *Melevitana* 4 Febr. et 29 Iulii 1843, adeo ut haec *Acta S. Sedis (vol. 12, pag. 292)* tamquam regulam generalem praesenti aevo statuant: « auctum nimis populi numerum et distantiam a parochiali ecclesia praecipuas esse ex iure canonum causas dismembrationis concedendae ». Quod potiori iure obtinere debet in urbibus; nam nisi auctus populi numerus esset legitima dismembrationis causa, erectio novae paroeciae in his raro eveniret, cum distantia et viarum asperitas in urbibus exulet.

Hisce praeiactis advocatus enititur evincere in casu adesse distantiam, quae, quamvis duo millia passuum non attingat, tamen iudicio Emi Archiepiscopi parochianos retrahit a sacramentorum perceptione in ecclesia paroeciali. Invenitur insuper auctus parochianorum numerus; paroecia enim S. Mariae ad Agros, quae antiquis temporibus vix 2500 incolas numerabat, nunc ex 6500 coalescit.

Post haec patronus difficultatem diluere satagit quod in casu consuli possit curae animarum deputatione Vicarii. Praemittit hoc remedium in praesentiarum ob novos gliscentes errores et serpentem morum corruptionem praesertim in urbibus fere exolevisse; nam Vicarius, qui ad instar mercenarii considerari solet, non ea valet solertia et zelo fideles a depravatione et corruptione deterrere, qua pollere solet proprius pastor: atque hoc ait comprobari huius S. C. resolutionibus uti in *Sedunen.* 15 Dec. 1742 et 23 Apr. 1853, in *Reatina* 20 Sept. 1817, in *Novarien.* 20 Sept. 1760, in *Verulana* 22 Maii 1784, in *Urbinaten.* 27 Nov. 1852 et 20 Nov. 1853, in *Brixien.* 26 Sept. 1857. Cfr. Ferraris *(loc. cit.)*, et *Acta S. Sedis (vol. 12, pag. 292)*. Novam autem hanc disciplinam invectam esse contendit ex duplici causa; sive quia erectio novae paroeciae melius respondere videtur menti Tridentinae Synodi *(Sess. 24, cap. 13 de reform.)*, sive quia cum praesertim in Italia non habeat Ecclesia unde novas dotet paroecias, si forte offeratur dos eam acceptare convenit.

Neque damnum, subdit advocatus, provenit parocho S. Mariae ad Agros; dos enim suae paroeciae intacta remanet post secutam dismembrationem. Aliqua tantum imminutio intercedit in lucris adventitiis seu in iuribus stolae, sed, secuta dismembratione, adhuc maior parochianorum numerus superest parocho S. Mariae ad Agros, quam habebat antequam esset efformatum Victoriae suburbium.

Ex altera vero parte Procurator generalis Capuccinorum, iura parochi S. Mariae ad Agros strenue propugnans, petitam dismembrationem negandam esse contendit. Observat in primis quod, quamvis in praxi tradi non possit certa regula singulis casibus accommodanda, quia id pendet a diversitate circumstantiarum, uti docet Card. De Luca *(Ad Conc. Trid., cap. 16)*, et Leurenius *(for. benef., lib. I, cap. 3, n. 159)*, in iure tamen taxative designantur causae, quae dismembrationem vel suadent vel prohibent. Revera rem absolvere ait Concilium Trid. *(Sess. 21, cap. 4 de reform.)*, quod duos casus distinguit nempe numerositatem populi ita auctam, ut unus parochus insufficiens sit ad sacramenta ministranda; et magnum incommodum parochianorum accedendi ad parochiam ob distantiam vel difficultatem locorum.

Iam vero quoad primum casum statuitur quod numerositas populi, quamvis perampla ea sit, non est causa sufficiens ad paroeciarum dismembrationem peragendam, cum curae animarum consuli possit per deputationem Vicariorum. Hanc autem doctrinam ait admissam esse nedum a canonistis uti a Ferraris (*Bibl. can., v.* Dismembratio), a Barbosa *(Collect. ad Conc. Trid., cap. 4)* a Garcia *(de benef., part. 12, cap. 3, n. 10)*, sed etiam receptam a S. Rota et sancitam ab hac S. C. in *Ostunen.* 12 Iulii 1636, in *Toletana* 4 Maii 1697, in *Gerunden.* 29 Ian. 1701 et in *Messanen.* diei 9 Maii 1840.

Quoad alterum vero casum plures doctorum auctoritates et huius S. C. resolutiones cumulat ad eum enucleandum. Et quamvis haec distantia generaliter praefiniri nequeat,

certum tamen videtur quod distantia unius milliarii non sit sufficiens, uti pluries decisum esse refert ab hac S. C. praesertim in *Placentina* 18 Maii 1791, in *Ariminen.* 18 Iunii 1789, in *Lancianen.* 18 Nov. 1847. Hinc doctores tradunt distantiam saltem ad duo millia passuum extendi debere, ceu docent Bouix *(De parocho, pag. 263)* et Fagnanus *(in cap. Ad audientiam, n. 18)*. Difficultas autem petendi paroeciam debet esse magna veluti colligitur tum ex citato capite Conc. Trid., tum ex Constit. Alexandri III *Ad audientiam*. Cfr. etiam Van Espen *(Ius eccl. univ., tom. 1, part. 2, tit. 16)* et Ferraris *(loc. cit., n. 14 et 15)*. Quodnam autem sit magnum incommodum passim doceri ait ab auctoribus; ita Fagnanus *(loc. cit., n. 19)* id evenire tradit, « si inter populum alicuius villae et parochialem torrens vel flumen aliquod intercedant, quae nec pontem habeant, nec vado transiri possint, vel agatur de via non secura ». Et Pignatelli *(Consult. 230, tom. 4)*: « Si constiterit quod via sit montuosa, aspera, lutosa ac ita ardua, ut parochiani sine magno incommodo imo etiam periculo pro recipiendis sacramentis ad parochialem accedere nequeant ». Cfr. Ursaya *(Discept. eccl., tom. 1, part. 1, dis. 14)*.

Neque praetereundum esse censet iuris principium, quod paroeciarum divisio vel dismembratio a ss. canonibus ut res odiosa habetur cum redoleat alienationem, ut passim auctores innuunt cum Fagnano *(loc. cit., n. 16)*. Hinc adsunt huius S. C. resolutiones, in quibus petita dismembratio fuit denegata, etiamsi id graves causae suadere viderentur; ideoque caute in re tanti momenti est procedendum, cum saepe qui dismembrationem petunt, non salutem animarum sed potius proprium interesse quaerunt, ut ait Van Espen (*loc. cit., 22)*.

Deinde transit Procurator ad tractandam quaestionem in facto, et contendit deesse canonicas causas ad petitam in casu dismembrationem concedendam. Non suffragatur auctus parochianorum numerus, nam praeterquam quod hic per se non est titulus sufficiens ad novae paroeciae constitutionem,

paroecia S. Mariae ad Agros sub se complectit 6290 incolas, seu numerum ter quaterve inferiorem prae illo quem continent plures paroeciae Taurinenses. Neque utiliter invocatur distantia, quae saltem ad 2 millia passuum pertingere deberet; atqui haec distantia nonnisi unum milliarium attingit. Insuper communicationis viae cum paroecia sunt faciles et commodae, praesertim ob vehiculum electricum extans.

Loquens deinde de dote oblata a Giaume, relevat dotem non esse causam ad obtinendam erectionem novae paroeciae, sed tantum conditionem *sine qua non* ad eiusdem erectionem. Praeterea sustinet factam dotis oblationem non esse accepto habendam, tum quia est incongrua, quum iuxta leges civiles ea saltem in reditu libell. 900 est recognita, neque spem poni licet in supplemento ex parte Gubernii, quod conceditur paroeciis iam constitutis, non vero constituendis, tum quia legi patronatus licet temporanei est alligata, hoc enim importat servitutem in novo erigendo beneficio contra praescriptum Conc. Trid. *(Sess. 25, cap. 9, de reform.)*, statuentis huiusmodi onera in beneficiis nonnisi ob magnam et evidentem ecclesiae utilitatem permitti posse. Demum defensor propugnat erectionem novae paroeciae non esse admittendam, quia id secumferret veteris paroeciae ruinam. Et ad rem perhibet schema exitus et introitus sive pro familia religiosa sive pro aliis piis operibus, ut inde appareat damnum ex dismembratione obventurum.

Dubium. *An et quomodo locus sit dismembrationi in casu.*

Responsum. Sacra C. Concilii in comitiis generalibus diei 21 Ianuarii 1905 rescripsit:

Attentis omnibus, modo non expedire.

Repropositio causae. Super data decisione patronus sacerdotis Giaume beneficium novae audientiae expostulavit et obtinuit. Ipse autem contendit causas pro dismembratione allegatas modo graviores evasisse, prout nuper et ipse testatus est Emus Archiepiscopus. Nam augmentum fidelium

quotidie progredi ait ex novarum domorum constructione, ita ut, iuxta attestationem syndici Taurinensis, incolae suburbii intra fines instituendae paroeciae, qui anno 1901 attingebant 2960, hodie numerantur 3728. Verum si hoc populi incrementum necessario in posterum ducet ad paroeciae divisionem, profecto prudentia exposcit ut in praesens hoc remedium praeoccupetur, cum in promptu adsit dotatio novae paroeciae. Hucusque dicta advocatus confirmat decisione nuperrima edita a S. C. EE. et RR. in causa *Ianuen.* 8 Iunii 1907, ubi decreta fuit erectio novae paroeciae, etsi haec distaret a veteri paroecia non mille passibus sed intervallo tertio minori, et vix duo millia incolarum recenseret.

Quin negotium facessat tum defectus ecclesiae sufficientis pro nova paroecia, nam hodie amplius res non est de parva aedicula, sed pars ecclesiae sacro cultui dicata perampla est, et satis apta pro sacris ministeriis ministrandis incolis suburbii ad illam accedentibus; tum deficientia idoneae dotis pro novo parocho, nam ipsa augebitur a Gubernio, prouti testatur hodiernus Emus Archiepiscopus (1).

Verum quia maior et potior Capuccinorum querela in eo est, quod per constitutionem novae paroeciae eis magnum detrimentum paretur, hinc advocatus hanc convellere satagit, refutata et oppugnata relatione ab iis alias exhibita ad detrimentum probandum. Imo adurget potius ex negata paroeciae divisione damna exurgere; ita ea recensens. In primis sanctuarium B. M. V. a Salute amittet subsidium lib. 30.000, quas Taurinense municipium donare paratum est pro ecclesiae aedificatione complenda, dummodo tamen ea in paroeciae honorem elevetur. Praeterea et aliud imminet maius damnum, nempe illud quod directe infertur sacerdoti Giaume, qui nedum resignavit officium vicecancellarii, quia Archie-

(1) Ipse Giaume paulo ante causae discussionem, de suae sororis consensu, redditum novae erigendae paroeciae usque ad congruam dotationem auxit (*N. R.*).

piscopus ei pandiderat mentem de nova ecclesia in paroeciam erigenda, deque patronatu ei tradendo super ipsam; sed etiam ingentes pro novae ecclesiae constructione sustinuit expensas, non parum de suo, conspicante sorore, profundens.

Ex parte vero familiae religiosae Capuccinorum, seu parochi S. Mariae ad Agros, nihil novi exhibitum fuit.

Dubium. *An sit standum vel recedendum a decisis in casu.*

Decisio. Et eadem S. Congr. Concilii, omnibus rite perpensis, die 27 Iulii 1907 respondit:

Attentis noviter deductis esse locum erectioni novae paroeciae (1) *et ad mentem* (2).

CAIETANA

EMOLUMENTORUM FUNERIS

An Missa praesente cadavere celebrata in publico coemeterio spectet ad ius parochiale.

Series facti. Die 8 Ian. 1907 in paroecia S. Iacobi loci *Elena* obiit Caietanus Cicconardi, cuius parochus Franciscus Notarianni, exequiis persolutis in horis post meridiem, associavit cadaver usque ad publicum coemeterium, ubi eiusdem cappellanus illud pro diebus 9 et 10 exposuit in publica cappella. His diebus Missam litavit cum cantu *praesente cadavere* alter parochus dicti loci, Nicolaus Farina, absque

(1) Ex hodierna iurisprudentia ecclesiastica decerni valet paroeciarum dismembratio non solum propter strictam necessitatem, uti anteactis temporibus fieri consueverat, sed etiam ob magnam fidelium utilitatem. Hinc causae canonicae dismembrationis non sunt amplius accipiendae in sua strictiori significatione sed potius mitius interpretandae; adeo ut numerositas populi, etsi magna non habeatur, distantia et difficultas locorum, sufficere aliquando possit ad novae paroeciae erectionem decernendam, dummodo in promptu sit congrua dotatio *(N. R.)*.

(2) Mens autem respicit ius matricitatis praestandum a nova paroecia favore alterae dismembratae *(N. R.)*.

licentia parochi proprii et solum accersitus a familia defuncti. Aegre id ferens parochus Notarianni, recursum obtulit Curiae Caietanae pro restitutione emolumentorum ab alio parocho perceptorum. Archiepiscopus, acceptis ex utraque parte deductionibus, die 25 eiusdem mensis damnavit parochum Farina ad restituenda parocho Notarianni emolumenta indebite recepta, dempta tamen eleemosyna synodali pro duabus Missis in defuncti suffragium litatis. Contra hanc decisionem parochus Farina ad hanc S. C. Concilii provocavit.

Allegationes. Defensor parochi Farina praemittit in Caietana dioecesi existere consuetudinem, vi cuius cadaver, absoluta eius benedictione in domo defuncti, directe ad coemeterium plerumque associatur, quin ad ecclesiam deferatur; deinde exponitur in coemeterii ecclesia, ubi Missa cum cantu ab aliis sacerdotibus, inconsulto et irrequisito proprio parocho, celebrari solet. Cuius praxis existentiam firmare ipse nititur adductis attestationibus datis tum a cappellano coemeterii et ab eius custode, tum a quibusdam sacerdotibus, quorum unus fidem facit de Missis celebratis praesertim pro defunctis paroeciae S. Iacobi, parocho proprio nec requisito nec reclamante; tum ab ipso Curiae cancellario, qui testatur se aliquando dictam Missam in coemeterii ecclesia celebrasse ex habita a familia defuncti simplici invitatione et non petita parochi proprii licentia. Et idem Archiepiscopus admittit parochos sive Caietanae civitatis sive loci *Elena* numquam querelas contra inolitum morem movisse; parochus vero Notarianni aliquem saltem casum in sua parochia accidisse fatetur.

Hoc posito, defensor contendit consuetudinem habere etiam vim ad abolendam legem, praesertim si agatur de centenaria, quae dici solet melior titulus de mundo, uti tradunt De Luca *(de consuet., disc. 2)*, et Pitonius *(discep. eccles. 9, n. 23)* aliique. In materia funerum eamdem maximam habere vim probat pluribus adductis RR. CC. decisio-

nibus, in quibus consuetudo circa funera servata fuit iuribus parochialibus praeiudicialis; signanter vero S. C. EE. et RR. in *Thelesina* 22 Aug. 1902 (1), necnon S. C. C. in *S. Severi* 27 Maii 1893, et in *Reatina* 27 Dec. 1866. Hinc est quod auctores, tractantes de iuribus parochialibus in funeribus, apponere solent clausulam: *nisi obstet consuetudo legitime praescripta*, vel aliam huiusmodi, uti tradit Leurenius *(for. benef., sect. 3, cap. 2)*, Berardi *(de par., n. 813)*, et Cardinalis Petra *(in Const. IX Innocentii III, tom. 2, n. 55)*. Quin opponatur heic agi de iuribus parochialibus, quae praescriptioni subesse nequeunt: observat enim defensor consuetudinem in casu non respicere omnia parochialia iura, sed tantum particulare ius funeris, quod, ut advertit Scarfantonius ad Ceccoperium *(addit. 48, n. 99)*, non necessario connectitur cum parochialitate, cum illud etiam ecclesiae non parochiali competere possit.

Deinde procurator demonstrare satagit Missam exequialem inter iura stricte paroecialia recenseri non posse. Siquidem iuxta Rituale Romanum *(tit. 6, cap. 1, n. 4)* Missa exequialis seu praesente cadavere non est stricte praeceptiva; ibi enim dicitur: « Quantum fieri potest, Missa praesente cadavere celebretur »; et docet quotidiana praxis. Cfr. etiam Melata *(de iure paroch., pag. 28)*. Expositam doctrinam confirmari ait pluribus SS. CC. resolutionibus; ita in una *Ordinis Minorum* 13 Maii 1879 S. Rituum C. licere decrevit « in aliena ecclesia et apud Regulares cantare Missam de requiem..., etiamsi Missa exequialis in ecclesia parochiali non celebretur »; idem statuit S. C. EE. et RR. in *Tusculana* 13 Maii 1904 (2). Neque sibi parari ait difficultatem ex decisione edita ab hac S. C. Concilii in *Barcinonen.* 29 Iulii 1905; reponit enim ipse hanc decisionem casui praesenti aptari non posse, cum iam eleemosyna lib. 2,50 pro Missa funebri li-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis*, vol. 35, pag. 559.
(2) Cfr. » » vol. 37, pag. 575.

tanda in paroecia S. Iacobi fuerit tradita parocho Notarianni. Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 38, pag. 285, in nota. Item sibi neque obstare ait alias duas decisiones in *Ianuen.* 12 Ian. 1906 Sacrae C. EE. et RR., et *De Serena* 23 Febr. 1907, S. C. Concilii; hae enim resolutiones prodierunt *attentis peculiaribus circumstantiis,* et insuper parochi proprii primam Missam exequialem non celebraverant (1).

Sed etiamsi Missa exequialis spectaret privative ad parochum proprium defuncti, defensor tamen contendit parochum Notarianni illam revera celebrasse. In quavis enim paroecia loci *Elena* extat confraternitas quae, iuxta localem consuetudinem, pro expensis funerum consulere solet; haec agit cum familia defuncti, et iuxta ipsius conditionem conficitur taxa pro Missis lectis, Missa cantata et pro aliis functionibus. Haec autem Missa cantata semper a parocho litatur. Hinc cum pateat parochum Notarianni iam emolumenta pro prima Missa funebri habuisse, non amplius instare valet pro emolumentis ex secunda et tertia Missa, quia haec non habent rationem Missae exequialis. Accedit praeterea quod parochus Notarianni omnia funeris emolumenta percepit in lib. 25, 30 una simul cum 8 intorticiis.

Tandem defensor contendit parochum Farina egisse bona fide, de quo testimonium perhibet vel ipse Archiepiscopus; ideoque ad emolumentorum restitutionem damnari non potuisse. Iam vero si talis possessor durante bona fide rem alienam ita possessam destruat vel amittat, non tenetur nisi ad id ex quo factus fuit ditior; ita De Angelis *(Praelect. iur. can., lib. 2, tit. 26),* et D'Annibale *(Summ. theol. mor., tom. 2, n. 233),* et tenuit S. C. EE. et RR. in causa *Agennen.* 5 Maii 1905 (2). At parochus Farina ex celebratione praedictarum Missarum nihil lucratus est, traditam sibi eleemosynam in libellis 15 resignavit, satis habens ut a sacer-

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 39, pag. 356; et vol. 40, pag. 228.
(2) Cfr. » » vol. 38, pag. 264.

dote defuncti filio Missa pro anima patris sui celebraretur; proindeque damnari non poterat ad restituenda emolumenta, quae non percepit.

Ex adverso, favore sententiae prolatae a Curia Caietana ex officio adnotatur quod praecipuum argumentum allatum ad eam infirmandam, esse contrariam parochi eiusdem iuribus vigentem tum in loco *Elena* tum in Caietana civitate consuetudinem. Iam vero haec neque in facto neque in iure satis certa et probata apparet. Revera consuetudinis existentia adstruitur depositionibus extraiudicialibus et nullo iuramento vallatis. At testes non iurati ex utriusque iuris censura non merentur fidem, multoque minus constituere valent probationem omni exceptione maiorem et rigorosam, qualis profecto requiritur in facto consuetudinis praesertim contra legem, iuxta Rotam *(decis. 570 coram Caprara,* et *dec. 74 coram Rezzonico)*. Idque eo vel magis quia parochus Notarianni huius consuetudinis existentiam denegat quoad suam paroeciam.

Verum etiamsi detur quod in themate constaret de existentia consuetudinis, nihil tamen ex ea contra parochum Notarianni deduci posset, quia versaretur circa parochialia iura, quae nulli praescriptioni subsunt, uti tradit Scarfantonius ad Ceccop. *(tom. 2, lib. 4, tit. 4)* et docuit haec S. C. in *Nullius Sublacen.* 18 Sept. 1893, in *Pisana* 14 Dec. 1882, et praesertim in *Veglen.* 13 Iulii 1882. Et merito quidem, nam parochus ad paroeciam iure proprio venit eiusque possessionem ex propria persona nanciscitur; unde ei negligentia antecessorum obesse nequit. Indubium praeterea est quod celebratio Missae exequialis ad parochum proprium pertinet, quum ipsa spectetur ut pars funeris, et parochus super funeribus sui parochiani habeat intentionem fundatam in iure, uti docent Maschat *(Ius. can., de sepult., quaest. 5, n. 12)*, aliique auctores passim. Quare si alii sacerdotes hanc Missam celebrant, id nonnisi ex libera parochi proprii concessione

sive expressa sive tacita procedere potest. Unde in themate agitur de praescriptione inducenda contra actus facultativos. Iam vero ut haec currere et valere possit, requiritur ut praecedat prohibitio ex parte illius contra quem vult quis praescribere et deinde sequatur eius acquiescentia super actibus contrariis, ut habet Scarfantonius *(loc. cit., n. 8)* et traditur in citata *Veglen.* Age vero de hac prohibitione ex parte parochorum loci *Elena* et de eorum acquiescentia super actibus contrariis non constat; imo actualis parochus S. Iacobi et eius praedecessor contra talem agendi rationem protestatus est.

Neque dicatur parochum Notarianni iam emolumenta funeris in casu ex Missa exequiali percepisse; nam etiam eleemosynae pro Missis cantatis in diebus 9 et 10 in cappella coemeterii parocho Farina oblatae a familia Cicconardi, inter emolumenta funeris recenseri debent. Ut enim habet Barbosa *(de off. et potest. parochi, part. 3, cap. 24, n. 38)*, « funeralia dicuntur quae ratione sepulturae obveniunt.... et quaecumque occasione funerum ad ecclesiam perveniunt ». Nec desunt qui tenent parocho defuncti deberi etiam emolumenta, quae obveniunt post tumulationem cadaveris, puta in die 3, 7 et 30, uti videre est apud Melata *(loc. cit.)*. Verum quidquid sit de horum opinione, post editas resolutiones superius citatas in *Barcinonen.* et *De Serena*, non videtur posse in dubium revocari quod ad parochum illa omnia emolumenta cedant, quae ex funere proveniunt antequam corpus filiani tumuletur, iuxta notam dispositionem *Clement.* Dudum *de sepulturis* (1); tunc enim proprie dicitur parochi iurisdictionem et officium desinere quoad defunctum.

---

(1) Clemens V, ut dissensiones inter parochos et Ordines Praedicatorum ac Minorum exortas evelleret, quoad iura funeraria *(Clement., tit. 7, cap. 2)* decrevit, « ut Fratres dictorum Ordinum in ecclesiis vel locis suis ubilibet constitutis liberam habeant sepulturam, videlicet quod omnes ad eam recipere valeant, qui sepeliri eligerint in locis et ecclesiis memoratis. Verum ne parochiales ecclesiae et ipsarum Curati sive rectores, qui ministrare habent ecclesiastica sacramenta,....

Accedit quod in casu emolumenta parocho Farina fuerunt oblata in fraudem iuris parochi proprii ex obtrectatione et discordia inter parochum Notarianni et familiam defuncti; hoc autem eundem Farina non latebat, ut Episcopus in sua informatione testatur. Utique defensor eum excusare satagit allegando eius bonam fidem; verum quamvis haec ei prodeat in foro interno ob defectum culpae theologicae, in foro tamen externo aliter iudicandum est, cum ipse omnia probe noverit.

Demum videtur maxime improbanda praxis in Caietana dioecesi existens, quod cadavera defunctorum non semper deferantur ad propriam ecclesiam pro exequiis, sed plerumque recto tramite a domo defuncti ad publicum coemeterium associantur, ibique in publica cappella exponantur usque ad tumulationem. Dicta enim praxis, praeter quam quod est contra explicitam praescriptionem Ritualis Romani, nulla ratione defendi valet, puta ex interdictione legum civilium vetantium corpora defunctorum ad ecclesiam deferri, ut in Hispania. Hinc curandum est, ut ea quamprimum eradicetur, sicuti factum est per adiectam mentem in citata *Ianuen.*

Dubium. *An sententia Curiae Caietanae diei 25 Ianuarii 1907 sit confirmanda vel infirmanda in casu.*

Sententia. Emi Patres S. C. Concilii, omnibus perpensis, die 24 Augusti 1907 responderunt:

Sententiam esse confirmandam, et ad mentem (1).

---

debitis et necessariis beneficiis defraudentur, auctoritate Apostolica constituimus et ordinamus ut dictorum Ordinum Fratres de obventionibus omnibus tum funeralibus quam quibuscumque et quomodocumque relictis distincte vel indistincte, ad quoscumque certos et determinatos usus, de quibus etiam quarta sive canonica portio dari sive exigi non consuevit vel non debet de iure; nec non de datis vel qualitercumque donatis in morte seu mortis articulo in infirmitate donantis vel dantis..., quartam partem parochialibus sacerdotibus et ecclesiarum rectoribus... dari vel donari procurent » *(N. R.)*.

(1) Ratio decidendi ex eo repetenda est quod parocho defuncti proprio debentur omnia emolumenta, quae ratione sepulturae et occasione funerum cum defuncti corpore obveniunt. Quod eo vel magis valet in casu, quia defuncti corpus nondum terrae traditum fuit, neque iurisdictio parochi proprii in illud

EX S. CONGR. DE PROPAGANDA FIDE

De praecedentia missionariorum de uno ad alium Vicariatum transeuntium.

Illmo e Revmo Signore,

In data 3 Gennaio 1906 alcuni sacerdoti di cotesto Vicariato coll'autorizzazione della S. V. mi proposero dei dubbi relativi alla precedenza dei Missionari che passano da un Vicariato ad un altro. Tale questione fu proposta all' esame degli Emi Padri di questa S. Congregazione nell' adunanza generale del 21 Gennaio di quest'anno, e di nuovo nell'altra del 29 Luglio, sotto i seguenti dubbi:

I. Se le primitive patenti di Missionario Apostolico debbano tenersi a calcolo per la precedenza, quando trattasi di un Missionario che passa da uno ad un altro Vicariato?

Et quatenus negative:

II. Se abbia da accordarsi tale precedenza almeno ai Missionari che vengono trasferiti per il solo bene della Missione *ad quam,* o per causa di malattia o di vecchiaia?

A tali quesiti, i prelodati Emi Padri, dopo matura considerazione, stimarono rispondere:

Ad I. Affirmative, salvis peculiaribus statutis a S. Sede approbatis et dispositionibus S. Congregationis in casibus particularibus.

---

cessavit. Consuetudo autem ex adverso obiecta neque sufficienter demonstrata videtur, neque de caetero uti legitima probari potest. Advertendum praeterea est nedum primam Missam sed et secundam praesente cadavere litatam accenseri inter iura parochialia; quin obstet celebratio in publico coemeterio facta, nam hoc fictione iuris babetur pro parochiali ecclesia. *Mens* demum inculcare videtur observantiam Ritualis Romani quoad delationem cadaverum ad ecclesiam et quoad Missam exequialem ibidem persolvendam *(N. R.).*

Ad II. Provisum in primo.

Tale risposta poi il Nostro S. Padre degnavasi di approvare nell'udienza concessa, il 6 del corr. mese di Agosto, a Mons. Segretario di questa S. Congregazione.

Tanto doveva comunicare alla S. V., e colgo l'occasione per augurarle ogni bene da Dio.

Di S. V.

Roma, 23 Agosto 1907.

Mons. Agapito Fiorentini
Vicario Apost. dello Sciam-si Settentrionale.

Devotissimo Servo
Fr. H. M. Card. Gotti, *Prefetto.*
Luigi Veccia, *Segretario.*

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

ROMANA seu IANUEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Paulae Frassinetti, fundatricis pii Instituti Sororum a S. Dorothea nuncupati.

Religiosas virginum familias, quasi acies subsidiarias in christiana societate fidei bonisque moribus cum puellarum institutione tutandis adversus hostium incursus et impetus, divina clementia nostris hisce temporibus opportune suscitavit. Ex quibus honorabilem tenet locum Institutum Sororum a S. Dorothea nuncupatum, quod matrem legiferam primamque moderatricem virtutibus quoque operibusque illustrem Paulam Frassinetti cum iucunditate agnoscit atque collaudat. In civitate Ianuensi, die III Martii anno MDCCCIX, haec Dei ancilla orta est ex piis honestisque parentibus Ioanne

Baptista Frassinetti et Angela Viale, quorum familia ita placuit Deo, ut omnes filii, vel in statu clericali vel in societate religiosa, supernae vocationi obsequentes, divino servitio se mancipaverint. Pueritiam exegit de caelestibus potius quam de terrenis sollicita, spiritum virtute ac pietate magis quam corpus vanitate atque illecebris ornare ac ditare satagens. Intempestivam genitricis mortem fletu luctuque prosecuta, denuo se in filiam obtulit Deiparae Virgini Immaculatae, cuius potenti patrocinio confisa, duodecennis, veluti materfamilias domus paternae reique familiaris curam suscipere coacta est, in qua ea dedit singularis prudentiae specimina ut maiorem ampliorem que familiam ab ipsa regendam portendere visa fuerint. Aetate succrescens ingenium excoluit magis studio atque industria sua quam alieno magisterio, illasque disciplinas quae sedulo didicerat, veluti fons beneficus cuique patens, sodalibus puellisque tradebat. Consilium quod inierat sese totam Deo vovendi in religioso Instituto, ob corporis debilitatem atque aegritudinem continuis etiam ieiuniis ac macerationibus auctam, exequi distulit. Quibus in adiunctis Iosephus, frater natu maior et sacerdos, parochus in oppido *Quinto* renuntiatus sororem secum duxit, ut salubritate loci fruens, sanitate et virtute proficeret atque pastorali officio opem aliquam subsidiumque ferret. Eventus rem probavit. Nam Paula corpore sanior ac spiritu firmior puellarum magistra effecta est. Istae valde cupientes de divinis conversari, diebus festis, sacro in paroecia expleto, penes Paulam coadunatae, illam cum gaudio et fructu audiebant. Quod frequentius infra hebdomadam deinceps accidit. Hinc selectae oppidi adolescentulae, Dei ancilla verbo et exemplo praeeunte, bonis sermonibus, domesticis operibus, christianae fidei rudimentis atque pietatis exercitiis notabile temporis spatium impendebant. Neque satis. Omnes enim ex hac palaestra exibant accensae desiderio perfectionis in aliquo asceterio profitendae. Verum inopia dotisque defectu detentae,

ingressum in monasterium haud ausae fuerant postulare. Providit tamen sapienter Paula quae divino pene lumine illustrata in propria domo, die duodecima Augusti an. MDCCCXXXIV, novum Institutum auspicata est; in quo socias suas imo filias nempe Mariam A. Danero, Theresiam Albino, Magdalenam Olivo, Mariam A. Serra, Magdalenam Pitto et Mariam Carbone libentes ac postulantes ipsa spiritualis mater amplexa est. Haec primaeva S. Dorotheae familia pluribus difficultatibus intus et extra supervenientibus sororumque disperditioni obnoxia fuit. Nihilominus haud timuit pusillus grex et divina providentia nixus atque confidens, brevi post expertus est, bonum opus S. Dorotheae, quod Deus inceperat, ab Ipso perfici, firmari solidarique. Siquidem eodem anno, remotis obstaculis, societas instaurata est atque securum tranquillumque asylum invenit in civitate Ianuensi. Novis insuper sodalibus novisque aedibus ac fundationibus aucta pluribus in locis, hominum existimatione et gratulatione floruit. Vertente autem an. MDCCCXLI Paula Instituti moderatrix Romam venit, ut ipsum Institutum Apostolica sanctione, regulis adprobatis et sede principe ac fixa muniretur. Voti compos facta, ex hac Alma Urbe Sorores a S. Dorothea in alias Italiae civitates et in Brasiliam primum, ac paulo post in Lusitaniam misit. Quae, ductu suae fundatricis, probantibus locorum Ordinariis, puellis erudiendis educandisque scholas et collegia aperuerunt, catecheses in paroeciis, consociationes Filiarum Mariae et coetus a matribus christianis nuncupatos promoverunt, simulque cultum Sacratissimi Cordis Iesu et Deiparae Virginis Immaculatae aliaque religionis ac pietatis opera mirifice propagarunt. Interim Paula domos extra Urbem evectas identidem invisebat summopere studens ut sodales et alumnae doctrina catholica, ceterisque rebus ad vitam et statum necessariis et congruentibus instructae atque ornatae praecepta et regulas fideliter hilariterque servarent; illumque prae ceteris librum

ante oculos meditandum atque imitandum haberent Christum cruci affixum, omnium virtutum bonorumque operum auctorem et magistrum. Verum haec virgo sapiens et una de numero prudentum, lampade sua mystico oleo exornata, parata iam erat obviam ire divino sponso et intrare cum eo ad nuptias. Decurrente anno MDCCCLXXVI, Bononiae paralysi correpta liberum laevi lateris motum amiserat. Romam reversa, non obstantibus medicorum praeceptis et curationibus adhibitis, nunquam ad sanitatem restituta fuit. Anno autem MDCCCLXXXII apoplexi iterum perculsa, et, mense Iunio, gravi pulmonite afflicta ad extrema deducta est. Hisce morbis patienter toleratis, eucharistico cibo refecta, atque Deiparae Virginis cui se morientem commendat, imaginem deosculata, in medio Sororum orantium et collacrymantium placidissime in Domino quiescit. Famam sanctitatis quam Dei Famula vivens sibi acquisierat, post obitum constanter atque in dies auctam perhibent institutae de ea inquisitiones ordinariae ad Sacram Rituum Congregationem deductae. Eapropter instante Rmo Dño Raphaele Maria Virili, Episcopo tit. Troadensi et huiusce Causae Postulatore, rogantibus praecelsis principibus utriusque sexus ad imperiales vel regias familias pertinentibus, attentisque litteris postulatoriis quorundam Emorum S. R. E. Cardinalium, plurimorum Rmorum Sacrorum Antistitum aliorumque virorum ecclesiastica vel civili dignitate praestantium et religiosarum vel piarum sodalitatum, praesertim supremae moderatricis ac Sororum Instituti a S. Dorothea, Emus et Rmus Dñus Cardinalis Franciscus Segna eiusdem Causae Ponens seu Relator, in ordinariis Sacrorum Rituum Congregationis comitiis subsignata die ad Vaticanum coactis, sequens dubium discutiendum proposuit: ***An sit signanda Commissio introductionis causae in casu et ad effectum de quo agitur?*** Porro Emi et Rmi Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem eiusdem Emi Ponentis, audito voce et scripto R. P. D. Alexandro Verde san-

ctae fidei Promotore, omnibusque sedulo perpensis rescribendum censuerunt: *Affirmative seu Commissionem esse signandam, si Sanctissimo placuerit.* Die XXI Aug. MDCCCCVI.

Facta postmodum de his Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatione, Sanctitas Sua rescriptum eiusdem Sacri Consilii ratum habuit et confirmavit, propriaque manu signare dignata est Commissionem introductionis causae praedictae Venerabilis Servae Dei Paulae Frassinetti, fundatricis Instituti Sororum a S. Dorothea nuncupati. Die XXII. eisdem mense et anno.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

VENETEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servae Dei Catharinae De Francheville, fundatricis congregationis Filiarum Beatae Mariae Virginis a recessu Venetensi.

Provido Dei consilio, in medio nationis turbida tempestate agitatae, una cum fortissimis viris, saepe floruerunt eximiae foeminae, christianae societatis gloria et decus, quae ad fidem salutemque patriae tutandam, sive in acie sive in recessu, quandoque etiam per religiosas familias a se institutas, ingenium, industriam, operam animique alacritatem utiliter contulerunt. Ex his ad opportunum solatium et robur piis praesertim mulieribus comparandum, memoriam revocare iuvat illustris foeminae Catharinae de Francheville fundatricis congregationis Filiarum B. M. V. a recessu Venetensi, de cuius beatificationis causa introducenda penes Sacram Rituum Congregationem actum est. In oppido Galliae *Truschat* nuncupato, Venetensis dioeceseos, die XXI Septembris anno MDCXX ortum duxit Dei Famula. Nobiles probique pa-

rentes Daniel de Francheville et Iuliana Cillart omnem curam impenderunt educandae proli, quae pietate, bonis moribus, et propensa ad misericordiam in pauperes voluntate etiam ob indolis bonitatem ingeniique acumen abunde respondit. Adolescentula nec venustate formae nec divitiarum copia nec voluptatis sensu irretita, austeram vitae rationem amplexa est, suamque integritatem religiose custodivit. Viginti aetatis annos agens, gravi morbo tentata, animi quoque angorem ac sollicitudines passa est, in quibus Deum assidue precabatur ut a sempiternis cruciatibus misericorditer liberata, piaculares ac temporaneas tantum poenas persolveret. Hinc accuratiori studio defectibus etiam levibus effugiendis, bonisque operibus exequendis incumbebat. Interim parentibus orbata in civitatem Veneten. penes fratrem suum se recepit cum quo aliquot annos vixit. Etsi nunquam de sponsalibus ineundis excogitasset, tamen oblatas sibi nuptias nobilissimi viri qui supremo Britanniae Minoris coetui praeerat, prius haesitans, postea suadentibus consanguineis deliberata, inire consenserat, quam ob causam civitatem Rhedonensem petiit. Verum quum appropinquasset civitati eiusque suburbia ingrederetur, ecce defunctus efferebatur idem vir cum quo in matrimonium erat collocanda. Inopinato atque luctuoso eventu commota, Dei voluntatem atque monitum in eo recognovit de perfectiori vitae statu capessendo. In civitatem Veneten. statim reversa, piae viduae adhuc iuvenis nomine Gué familiaritate usa est, atque eius exemplo atque hortante religioso viro P. Hadriano Duran S. I. plures fecit ad virtutem progressus. Post auditum sermonem de muliere flagitiis famosa, Ipsa sumpto habitu vulgari, pretiosa quaeque et vestes et gemmas et monilia, sive ad sacras aedes ornandas sive ad pauperes egenosque sublevandos destinat. Praeterea missiones in paroecia promovet, adolescentulis in periculo versantibus prospicit, plerisque iuvenibus prius ad sacrum recessum postea ad statum religiosum viam aperit.

Recessus similes iis qui pro hominibus instituti fuerant, pro foemineo sexu Catharina erigi curavit, de sui spiritualis directoris consilio atque obtenta venia Ordinarii Venetensis. Verum gravibus difficultatibus, unde minus expectabantur, exortis, opus inceptum fere per annum patienter suspendere debuit. Remotis autem impedimentis, die IV Decembris anno MDCLXXIV recessus iterum patuere penes aedes Seminarii Veneten. curante Dei Famula et adiuvante Ioanna Maria Pinczon, vidua Houx, optimis praedita dotibus. Interim Instituto ampla, princeps stabilisque domus apud S. Salomonis templum parabatur eaque anno MDCLXXXIX absoluta, die quinta Maii, ad sacros recessus adhibita fuit. Exinde Congregatio Sororum sub titulo et patrocinio B. M. V. a recessu Venetensi edita est, quae cum probatis regulis, et tribus votis castitatis, obedientiae et firmae apud domum recessus commorationis, in dies percrebuit. Istae sacrae virgines, Mariae ad exemplar velut in coenaculo congregatae, spiritualium recessuum exercitiis puellarum educationem cum ingenti animarum profectu adiunxerunt. Tempora vero perturbationis gallicae imminuere quidem, non tamen extinguere potuerunt Institutum a Dei Famula fundatum; quod adhuc superstes collatis Sororum viribus atque auctis veterem ac beneficam missionem constanter usque in praesens adimplet, ab Apostolica Sede decreto approbationis anno MDCCCLXXXVII decoratum. Haec congregationis et Filiarum gloria in laudem fundatricis et matris redundat. Tandem Catharina quum vitam austeram et sanctam, totam in oratione et in misericordiae operibus, iuxta finem sui Instituti, ad annum aetatis sexagesimum nonum perduxisset, gravi et diuturno morbo iam vexata, eo ingravescente, extrema Ecclesiae sacramenta a R. P. Vincentio Huby S. I. devotissime recepit atque Iesum et Mariam invocando, utriusque amore veluti consumpta placide expiravit die XXIII Martii anno MDCLXXXIX. Fama sanctitatis qua Dei Famula vivens fruebatur, post eius obitum

inclaruit atque adeo constans atque in dies aucta est, ut de ea processus informativus ordinaria auctoritate in ecclesiastica Curia Venetensi constructus sit et ad Sacram Rituum Congregationem transmissus. Quum vero omnia in promptu sint, paucorum scriptorum Servae Dei revisione peracta atque obtenta dispensatione tum a lapsu decennii tum ab interventu et voto Consultorum, ad instantiam Rm̃i P. Aloysii Copéré Societatis Mariae Procuratoris generalis et huius causae Postulatoris, atque attentis litteris postulatoriis quorumdam Em̃orum S. R. E. Cardinalium, plurium Rm̃orum Sacrorum Antistitum aliorumque virorum ecclesiastica vel civili dignitate praestantium una cum plerisque religiosis ac piis consociationibus utriusque sexus ac praesertim cum Antistita generali et Sororibus B. M. V. a recessu Venetensi, Em̃us et Rm̃us Dñus Andreas Steinhuber in ordinario Sacrorum Rituum Congregationis coetu, subsignata die ad Vaticanum coadunato, sequens dubium discutiendum proposuit: *An signanda sit Commissio introductionis causae in casu et ad effectum de quo agitur?* Porro Em̃i et Rm̃i Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem ipsius Em̃i Ponentis, audito etiam voce et scripto R. P. D. Alexandro Verde sanctae fidei Promotore, omnibus sedulo perpensis respondere censuerunt: *Affirmative seu Commissionem esse signandam, si Sanctissimo placuerit.* Die XXI Augusti MDCCCCVI.

Quibus omnibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Pro-Praefectum relatis, Sanctitas Sua rescriptum Sacrae eiusdem Congregationis ratum habuit et probavit, propriaque manu signare dignata est Commissionem introductionis causae praefatae Venerabilis Servae Dei Catharinae de Francheville, fundatricis congregationis Filiarum Beatae Mariae Virginis a recessu Venetensi, die XXII, eisdem mense et anno.

A. Card. TRIPEPI, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

NEAPOLITANA

Decretum beatificationis et canonizationis Venerabilis Servi Dei Ianuarii Mariae Sarnelli, sacerdotis e congregatione SS. Redemptoris.

Super dubio: *An constet de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.*

Perillustris congregatio SSmi Redemptoris, quae parente gloriatur Doctore S. Alfonso Ligorio, vel a sui exordio in sodalium numerum adscivit apostolicum virum, qualem tempora postulabant, qui, eandem atque ille patriam sortitus, Neapolim, *curavit gentem suam et liberavit eam a perditione* (Eccl., L, 4). Nobilis hic Ligorii socius atque aemulator, idemque admodum similibus vitae casibus quasi eius expressa imago, fuit Ven. Dei Servus Ianuarius Maria Sarnelli.

Piis claroque genere ortus parentibus pridie Id. Septembr. anno MDCCII, statim ut rationis compos effectus est, ea virtutum germina prodidit, quae ad virum sanctum efformandum conspirare viderentur. Studiis litterarum vacans apud Patres Societatis Iesu, occasione solemnium beati caelitis Ioannis Francisci Regis, primum sensit se ad Christi apostolatum vocari. Illius itaque sancti viri cupiens sectari vestigia, petiit a patre ut sibi liceret Ignatianum Institutum amplecti. Re non impetrata, paternae repulsae dolorem pius adolescens in meritum obedientiae convertit, ipsique patri morem gerens, forensia studia et negotia est persequutus. Interim haud magis de clientum fortuna, quam de ceterorum salute sollicitus, in togatorum equitum ac doctorum sodalitates adscitus est, celebravitque praecipue hospitalem domum insanabilium, in qua, tamquam in palaestra caritatis, ea didicit, quae ipsum a mundanis illecebris penitus divellerent.

Quare opibus honoribusque abdicatis, divino ministerio se mancipavit. Ac iam tum quidem conciones ad populum frequentes habebat, sive nocturnis in sacellis, sive publice per vias, maximeque pueris ac rudibus christiana fide imbuendis animum adiiciebat. Idem parvam iniit societatem, auctore ac duce Ligorio, quae futurae congregationi viam quodammodo stravit. In Collegium quoque S. Familiae pro exteris missionibus receptus est; congregationi vero apostolicarum missionum cum ipso Ligorio nomen dedit, nullis tamen se votis adstringens.

Sacerdotio auctus, ac subinde recens institutam a Ligorio congregationem SSmi Redemptoris ingressus, nullum caritatis officium a se alienum duxit. Neapoli, qua in urbe principe, omnem fere vitam traduxit, cernere erat fervidissimum apostolum, *omnibus omnia factum,* in valetudinariis degentes, detrusos in carcerem, afflictos, iacentes omnes opera et alloquio relevare, adolescentiam a vitiis deterrere, effrenem per ea tempora perditarum mulierum licentiam compescere, invocata etiam severitate rectorum civitatis, reliquo populo in fide ac moribus continendo sedulo advigilare, tum verbo, tum scriptis, quae plura edidit, optimorum iudicio probatissima. Multos abusus de medio sustulit; pessimam consuetudinem impia verba iaciendi acerrime est insectatus; precationem communem in sacris aedibus atque in familiis valde provexit. Praeterea Neapolitano Archiepiscopo auxilio fuit in multis, quae aut instituit ille aut reformavit; congregationes et sodalitates populo plures dedit aut propagavit; in regimine sacrarum missionum, quas paene innumerabiles obtulit, Ligorio sancto successor extitit. Et quamvis e congregationis domibus ob sacri ministerii munia superiorum venia abfuerit, numquam tamen ab ipsa recessit.

Tot fractus laboribus, quot duriores efficiebant voluntariae corporis afflictationes, maturius quam par erat, debuit fato cedere. Itaque ad occasum vergere visus est, qui in

diebus suis eluxit *quasi stella matutina in medio nebulae* (Eccl., L, 6). Gravi enim morbo correptus, cuius vim patientissime toleravit, meritis donisque caelestibus cumulatus, tandem quievit in Christo sanctissime pridie Cal. Iul. an. MDCCXLIV, aetatis suae XLI.

Venerabilis Ianuarii Mariae sanctitati, et quum in vivis ageret, et post obitum, praeclarum testimonium reddiderunt amplissimae dignitatis atque auctoritatis viri, in primisque sanctus Doctor Alfonsus Ligorius. Succrescente autem in dies ea fama, etiam ob prodigia, quae ipsius interpositis precibus a Deo patrata ferebantur, inquiri coeptum est ab ordinaria auctoritate super eius vita et virtutibus. Quibus inquisitionibus rite expletis, quum de omnibus ad sa. me. Pium IX relatum esset, Commissionem introductionis causae Pontifex sua manu signavit III Non. Decembr. an. MDCCCLXXIV. Instructis subinde Apostolica auctoritate processibus, tabulis, ut moris est, rite digestis, de gradu virtutum heroico tribus disceptationibus actum est. Ac primum in antepraeparatorio coetu penes cl. m. Cardinalem Miecislaum Ledóchowski Causae Relatorem, habito V Cal. Decem. anno MDCCCXCIV; mox praeparatorio conventu in aedibus Vaticanis, sexto Cal. April. an. MDCCCCVI; denique in Congregatione universa ibidem apud SSmum D. N. Pium Papam X Idibus Novembr. hoc labente anno, in qua Revmus Cardinalis Dominicus Ferrata vice Card. Miecislai Ledóchowski e vivis erepti in Causae Ponentem suffectus discutiendum proposuit dubium: *An constet de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum; itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis Ven. Servi Dei Ianuarii Mariae Sarnelli, in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.* Revmi Cardinales et Patres Consultores suis quisque suffragiis *constare* censuerunt. Quibus perpensis, SSmus Dominus supersedendum duxit, hortatusque

est adstantes ut caeleste lumen ad rite iudicandum effusis precibus implorarent.

Hodierna vero die, Dominica I Adventus, sacro pientissime litato in domestico sacello, ad nobiliorem aulam aedis Vaticanae accedens, Rmos Cardinales accersivit Aloisium Tripepi S. RR. Congregationi Pro-Praefectum et Dominicum Ferrata Causae Relatorem, itemque R. P. Alexandrum Verde sanctae fidei Promotorem et me infrascriptum Secretarium, iisque adstantibus solemniter pronunciavit: *Constare de virtutibus theologalibus fide, spe, caritate in Deum et proximum, itemque de cardinalibus prudentia, iustitia, fortitudine, temperantia earumque adnexis Ven. Servi Dei Ianuarii Mariae Sarnelli, in gradu heroico, in casu et ad effectum de quo agitur.*

Quod Decretum vulgari et in Acta SS. Rituum Congregationis referri iussit, postridie Cal. Dec. anno MDCCCCVI.

A. Card. Tripepi, *Pro-Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

BENEVENTANA seu IANUEN.

Decretum beatificationis et canonizationis Ven. Servi Dei Aloisii Solari, sacerdotis professi e Societate Iesu.

Inter multiplices curas, labores doloresque terrestris exilii, haud minimum affert solatium oculos ad caelum extollere, illucque strenuos suspicere Christi milites qui ob praeclara merita sempiternam gloriam consecuti sunt, quique de sua salute securi et de nostra solliciti ad omne opus bonum exemplis verbisque provocant ut ubi illi sunt et nos simus in patria perpetuo beati. Istis accenseri potest Dei Servus Aloisius Solari sacerdos professus e Societate Iesu. Clavarii in Liguria, die 13 Maii an. 1795, natus ex honestis probisque parentibus Ioanne Baptista Solari et Aloisia della Cella, et in paroecia S. Ioannis Baptistae rite baptizatus,

nomen Augustinum acccepit quod cum Aloisio deinceps commutavit. Quamvis in primaeva aetate indolis foret fervidae et ad puerilia proclivis, tamen ita se compescuit ut nunquam a recto tramite deflecteret, et pietatem bonosque mores sancte custodivit. Litterarum rudimenta domi didicit; postea Savonae in florenti ephebeo apud sacerdotes Missionis S. Vincentii a Paulo optimis studiis litterisque imbutus fuit. Praeclara sui ingenii ac diligentiae tunc praebuit specimina. Eapropter eius praeceptor P. Giordano illum optimae spei iuvenem et magno Ecclesiae bono natum appellabat. Sacrae theologiae operam ita sedulam impendit, ut de ea disserere et theses publice defendere susceperit, superiorum iudicio auditorumque plausu probatus. Domum reversus et a Deo vocatus, sacris initiari petiit atque obtinuit, pia genitrice etiam consentiente, quae unicum filium cum familiae extinctione in Christi Ecclesiaeque ministrum offerre non dubitavit. Clericus variis pietatis et charitatis operibus se exercuit. Pueros litteras et catechesim edocebat, aegrotos et in carcere detentos identidem visitabat, et verbis ac munusculis solabatur. Marianum quoque sodalitium in bonum iuventutis institutum rexit, promovit, novisque sociis auxit. In societatem Iesu, prouti optaverat, cooptatus et inter tyrones adscitus virtute ac perfectione religiosa haud parum profecit. Igne divini amoris erga sacratissimum Cor Iesu inflammatus, tunc et in posterum huius cultus ac devotionis extitit fautor et propagator studiosissimus. Ad praesidum nutum Augustae Taurinorum rethoricam docuit, deinceps infimam grammaticam; eisque muneribus pari animi alacritate ac diligentia humilis ac obediens S. Ignatii filius perfunctus est. Romam missus et sub P. Petruccio eximio eloquentiae magistro novam palaestram ingressus, ingenii vi aliisque dotibus eluxit. Neapoli in Collegio nuper erecto litterarum scholam tenuit, et cum P. Amantio Ferrari probatae virtutis viro et animi moderatore novos stimulos ad

pietatem invenit. Ad sacram theologiam rursus applicatus et sacerdotio insignitus in Beneventanum Collegium concessit. Amplior tunc illi patuit campus ad sacra munia obeunda in proximorum salutem. Omnibus praesto erat in exedra ad confessiones, in suggestu ad conciones, domi ad catechesim. Pauperes, aegrotos et afflictos ad ipsam ianuam collegii vel in nosocomiis et carceribus suavi charitate congruisque monitis sublevabat. Memoriae proditum est Dei Famulum opere et sermone potentem uberrimos edidisse fructus in missionibus quas Ipse cum sociis dedit, iussu Archiepiscopi Beneventani, anno 1825. Paulo ante obitum in ea ipsa civitate maurum erudivit et ad catholicam fidem convertit; concionemque de Sacratissimo Corde Iesu veluti sui amoris pignus et testamentum ad populum habuit. Tandem ob Apostolicos labores et corporis afflictationem adversa valetudine iam vexatus, in graviorem typhoideum morbum incidit Servus Dei. Qui postremis Ecclesiae sacramentis refectus, petita venia a sodalibus discedendi, brachiis in crucem conformatis oculisque in caelum defixis, dum *Angelus Domini,* meridiana hora, recitaretur, ad memoriam ineffabilis mysterii, *Et Verbum caro factum est,* in pace Christi suavissime quievit, die 27 Augusti 1829. Illud singulare ac mirum in vita Famuli Dei quod semper optavit, mori eadem aetate qua Christus Dominus mortuus fuit, nempe triginta trium annorum, prout Ipsi concessum est. Iusta funebria, confluentibus cuiusvis ordinis civibus, in ecclesia Sanctissimo Nomini Iesu dicata, rite persoluta sunt, atque exuviae in capsa clavibus obserata atque in sepulcro sodalium Societatis Iesu reconditae. Interim fama sanctimoniae quam Servus Dei in vita acquisierat et progressu temporis, post obitum, magis invalescens viam aperuit inquisitionibus ordinariis in dioecesibus Beneventana et Ianuensi aliisque rogatorialibus processibus in dioecesibus Neapolitana et Nolana constructis super huiusmodi fama, quorum acta Romam delata Sacrorum Rituum Congrega-

tioni exhibita fuerunt. Quum vero omnia in promptu essent nihilque obstaret ut ad ulteriora procedi posset, instante Rmo P. Camillo Beccari Societatis Iesu Postulatore Generali, nomine etiam hodierni Rmi Praepositi Generalis et universae Societatis Iesu, attentisque litteris postulatoriis aliquorum Emorum S. R. E. Cardinalium, plurium Rmorum Sacrorum Antistitum necnon Capitulorum Cathedralium ac Praepositorum Generalium Ordinum, Emus et Rmus Dnus Cardinalis Dominicus Ferrata huius causae Ponens seu Relator in ordinario coetu subsignata die ad Vaticanum coadunato, sequens dubium discutiendum proposuit: « *An sit signanda Commissio introductionis causae in casu et ad effectum de quo agitur?* Et Emi ac Rmi Patres Sacris tuendis Ritibus praepositi, post relationem ipsius Emi Ponentis, audito etiam voce et scripto R. P. D. Alexandro Verde sanctae fidei Promotore, omnibusque diligenter perpensis, rescribendum censuerunt: *Affirmative seu signandam esse Commissionem, si Sanctissimo placuerit.* Die 4 Decembris 1906.

Quibus omnibus Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X per infrascriptum Cardinalem Sacrae Rituum Congregationi Praefectum relatis, Sanctitas Sua rescriptum eiusdem Sacri Consilii ratum habens, propria manu signare dignata est Commissionem introductionis causae Venerabilis Servi Dei Aloisii Solari, sacerdotis professi e Societate Iesu, die 12, eisdem mense et anno.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ORDINIS PRAEDICATORUM SEU ROMANA

Privilegium celebrandi in ecclesia S. Clementis Missam votivam de eodem Sancto vel de SS. Cyrillo et Methodio.

Quo cultus et fidelium pietas magis magisque foveatur erga inclytum Pontificem Clementem huius nominis primum,

hodiernus Prior coenobii Ordinis Praedicatorum, quod ecclesiae titulo ipsius sancti Martyris continens est in alma Urbe, a Sanctissimo Domino nostro Pio Papa Decimo perpetuum privilegium humillimis precibus flagitavit, quo cuilibet sacerdoti Sacrum facturo ad altare maius ubi sancti Hieromartyris reliquiae summa religione asservantur, vel ad alterum in antiquissima crypta ibidem erectum, Missam votivam de eodem sancto Clemente celebrare liceat, etsi Officium ritus duplicis occurrat. Insuper consonum respective privilegium expetivit pro altari, quod in ipsa ecclesia sancti Clementis superiore lapso saeculo in honorem sanctorum antistitum Cyrilli et Methodii dicatum est.

Sacra porro Rituum Congregatio, utendo facultatibus sibi specialiter ab eodem Sanctissimo Domino nostro tributis, attento commendationis officio reverendissimi Patris Procuratoris Generalis Ordinis Praedicatorum, ita precibus benigne annuit, ut sacerdotibus tantum peregrinis vel fidelium pio peregrinantium more memoratam ecclesiam adeuntium ducibus in enuntiatis altaribus Sacrum facturis respectivam Missam votivam de sancto Clemente primo, Papa martyre, vel de sanctis Cyrillo et Methodio Episcopis confessoribus fas sit celebrare; dummodo non occurrat duplex primae vel secundae classis, aut festum de praecepto servandum, necnon feria, vigilia, vel octava, quae sint ex privilegiatis: servatis Rubricis.

Contrariis non obstantibus quibuscumque.

Die 3 Maii 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

ORDINIS FRATRUM MINORUM

De valida consecratione cuiusdam altaris.

Beatissimo Padre,

Il Guardiano dei Frati Minori dimoranti nel Convento di Sant' Antonio in Bologna, premesso il bacio dei Vostri sacri piedi, umilmente dimanda che sia autenticamente sciolto un dubbio sulla validità della consacrazione dell' altare dell'Immacolata, eseguita l'anno scorso 1906 dal Cardinale Arcivescovo Svampa; dubbio che tiene agitati alcuni Celebranti per le seguenti ragioni:

1°. Le cose dell'altare sono così disposte, che la mensa o tavola dell' altare è composta di due tavole di marmo, una sovrapposta all'altra, ma così bene unite che ne formano una sola, in modo che non sapendolo, non si crederebbe alla pluralità delle tavole;

2°. La scatola contenente le sacre Reliquie, posta nel centro della tavola, posa sulla seconda tavola, perchè alquanto voluminosa, benchè resti incastonata per la sua massima parte nella tavola consacrata;

3°. Questa mensa così formata posa, oltrechè sul parapetto o pallio dell'altare, su quattro colonnette di marmo, le quali alle due estremità sono prolungate dai relativi capitelli colla piastrella o quadretto di marmo, che unisce la mensa al capitello ed alla colonna mediante un maschio, che congiunge tutte queste parti.

Pertanto l' umile oratore, considerando che *a*) la mensa non è rigorosamente una sola, e *b*) la mensa non posa immediatamente sulla colonna o base dell'altare, dimanda se la consacrazione dell' altare sia valida, e nel caso negativo come regolarsi e rimediare alla cosa.

Che della grazia ecc.

Sacra Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisito Commissionis Liturgicae suffragio, atten-

tisque superius expositis una cum Decretis praesertim illo sub n. 3884 *Camberien.* 8 Februarii 1896 (1), ad propositum dubium de validitate consecrationis supradicti altaris rescribendum censuit: *In casu consecratio altaris valida habenda est.* Atque ita rescripsit.

Die 6 Septembris 1907.

Pro Emo Dño Card. Praefecto
Fr. H. M. Card. Gotti.
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Summarium indulgentiarum, privilegiorum et indultorum a Summis Pontificibus concessorum Archiconfraternitati Adorationis nocturnae SS. Sacramenti de Urbe.

A. — *Indulgenze plenarie.*

I. Agli ascritti, che confessati e comunicati pregheranno secondo l' intenzione del Sommo Pontefice:

1. In un giorno dentro il mese dalla loro aggregazione;
2. Nella festa del *Corpus Domini* o in un giorno dell' Ottava;
3. Nella festa del S. Cuore di Gesù;
4. Nel primo giovedì d' ogni mese;
5. Una volta al mese, in un giorno a propria scelta.

II. Agli ascritti, che confessati e comunicati visiteranno in una chiesa qualunque il Santissimo Sacramento anche se

(1) Ad dubium enim, « an consecrari possit altare, cuius mensa lapidea, in medio ubi reconditum est vasculum reliquiarum, est perforata ex utraque parte », responsum prodiit: « In cavitate superiori sepulcruli iam effossi collocetur altera basis lapidea, ut super ea reponatur capsula reliquiarum » *(N. R.).*

riposto nel Tabernacolo pregando secondo la mente del Sommo Pontefice:

1. Nelle feste dell'Immacolata Concezione, Natività, Annunziazione, Purificazione, Assunzione e Cuore purissimo della Beata Vergine;

2. Nella festa di S. Giovanni Battista;

3. Nella festa di S. Giuseppe sposo della Beatissima Vergine;

4. Nella festa dei Santi Apostoli Pietro e Paolo;

5. Nella festa di S. Giovanni Apostolo ed Evangelista;

6. Nella festa di Tutti i Santi;

7. Nella Commemorazione dei fedeli defunti.

III. *In articulo mortis*, se come sopra disposti, od almeno contriti, gli ascritti invocheranno il nome Santissimo di Gesù col cuore, non potendo con la bocca.

IV. Indulgenza plenaria, applicabile solamente ai defunti nei due giorni dell'anno, nei quali gli ascritti laici, confessati si accosteranno alla santa Comunione, secondo gli statuti, per suffragare le anime degli ascritti defunti.

B. — *Indulgenze stazionali.*

Gli ascritti, nei giorni assegnati dal Messale Romano, visitando il Santissimo Sacramento, anche se riposto nel Tabernacolo, in una chiesa qualunque, possono lucrare le stesse indulgenze che acquisterebbero se visitassero le chiese di Roma, ivi indicate, purchè adempiano alle altre opere ingiunte.

C. — *Indulgenze parziali.*

1. Di sette anni e sette quarantene agli ascritti che confessati e comunicati visitano in qualunque chiesa il SS. Sacramento, anche se rinchiuso nel Tabernacolo, e pregano secondo l'intenzione del Sommo Pontefice, nelle feste della B. Vergine e dei Santi Apostoli, non comprese nel § A, II.

2. Di cinque anni e cinque quarantene in qualunque giorno dell'anno gli ascritti devotamente e col cuore contrito visitano il SS. Sacramento, come sopra, e parimente pregano secondo la mente del Sommo Pontefice.

3. Di sessanta giorni in qualunque pia opera devotamente fatta dagli ascritti.

Tutte le suddette indulgenze, ad eccezione della plenaria *in articulo mortis,* sono anche applicabili alle anime purganti.

D. — *Privilegi.*

1. Tutte le Messe, che si celebrano da qualunque sacerdote e in qualunque altare in suffragio degli ascritti defunti, sono privilegiate.

2. La Messa annuale che ogni ascritto sacerdote celebra per i defunti associati è privilegiata.

3. I sacerdoti ascritti godono dell'indulto dell' altare privilegiato personale quattro volte la settimana, purchè non abbiano ottenuto tale indulto per altro giorno.

E. — *Indulti.*

1. Gli ascritti che per ragionevole motivo fossero impediti di prestare l'opera loro, conforme agli statuti dell' Arciconfraternita, continuano durante tale impedimento a godere di tutti i favori spirituali, riferiti in questo sommario, adempiendo le opere ingiunte.

2. Gli ascritti che per malferma salute non possono recarsi alla chiesa ove ha luogo l'esposizione delle Quarant'ore, visitando in qualunque chiesa il SS. Sacramento, anche se racchiuso nel Tabernacolo, acquistano le indulgenze accordate ai fedeli per la visita a Gesù Sacramentato durante la detta esposizione.

3. I Religiosi ascritti come esercenti, sebbene non possano assistere alle veglie che hanno luogo nelle chiese non appartenenti al loro Istituto, possono tuttavia partecipare

delle grazie spirituali riportate nel presente sommario, eseguendo le opere prescritte.

S. Congregatio Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praeposita, revisis documentis omnium indulgentiarum, privilegiorum et indultorum, quae in praesenti summario recensentur, illud approbavit typisque imprimi posse benigne permisit.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 3 Augusti 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

Pro indulgentia plenaria in fine Missionum valet etiam confessio peracta infra quinque ultimos dies.

Beatissime Pater,

Procurator Generalis Ordinis Fratrum Minorum, ad pedes Sanctitatis Vestrae provolutus, humiliter haec exponit:

Saepe ab Apostolica Sede omnibus fidelibus, qui concionibus Quadragesimae, Adventus, Missionum et Spiritualium exercitiorum, quae a sacerdotibus sive saecularibus sive regularibus habeantur, saltem ultra dimidium temporis interfuerint, aut alias saltem quinque conciones eiusmodi audierint, et benedictioni cum Cruce in postrema concione ab iisdem sacerdotibus impertiendae devote adstiterint, sub suetis conditionibus indulgentia plenaria concedi solet.

Quum vero inter istas conditiones etiam confessio sacramentalis postuletur, frequenter autem accidat, ut nequeant biduo omnium confessiones audiri, et exinde plures ex fidelibus indulgentiae gratia frustrati evadant; humilis orator generale indultum a Sanctitate Vestra enixe petit, vi cuius confessiones intra ultimos quinque dies praedictarum concionum periodorum peractae a christifidelibus, qui ut supra adstiterint, ipsis pro lucranda ultimo die indulgentia plenaria

suffragetur, dummodo ceteras conditiones, in respectivis indultis requisitas, rite adimpleant.

Et Deus etc.

Sanctissimus Dominus Noster Pius PP. X in audientia habita die 28 Augusti 1907 ab infrascripto Secretario Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia iuxta preces, ceteris servatis de iure servandis. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 28 Augusti 1907.

Pro Emo Dño Card. Praefecto
Fr. H. M. Card. Gotti.
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia pro iaculatoria prece ad Cor Iesu Eucharisticum.

Cor Iesu Eucharisticum, cordis sacerdotalis exemplar, miserere nobis.

Trecentos dies de vera indulgentia in Domino concedimus.

PIUS PP. X

Praesentis rescripti authenticum exemplar exhibitum fuit huic S. C. Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae.

In quorum fidem.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 11 Septembris 1907.

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

EX VICARIATU URBIS

DECRETUM

Quo in Urbe proscribitur liber "Il programma dei modernisti", eiusque auctores censura plectuntur.

Cum Nobis constet librum, qui inscribitur «*Il programma dei modernisti* – Risposta all'Enciclica di Pio X *Pascendi Dominici gregis* – edito in Roma dalla Società internazionale scientifico-religiosa coi tipi di A. Friggeri - Via della Mercede 28, 29 in Roma» in hac Urbe venum dari; cumque eius lectionem christifidelibus scandalo et detrimento esse vehementer putemus; eum, auctoritate Nostra ordinaria, proscribimus atque proscriptum declaramus.

Itaque nemini cuiuscumque gradus et conditionis Nostrae iurisdictioni subiecto eumdem librum vendere aut legere vel retinere liceat sub culpa lethali.

Cum porro huius libri auctores et scriptores in adserta *Responsione* acriter tueantur systema, quod in Encyclica *Pascendi dominici gregis – omnium haereseon conlectum* – esse affirmatur; SS. Dominus Noster Pius PP. X per hoc Decretum auctores et scriptores, ceterosque omnes, qui quoquomodo ad hunc librum conficiendum operam contulerunt, excommunicationis poena afficit, a qua Sibi soli absolutionem reservat. Addit SS. Dominus Noster, hoc Decretum valere perinde ac si traditum esset in manus uniuscuiusque ex dictis auctoribus et scriptoribus, qui si sint sacerdotes et actum Ordinis exerceant, in irregularitatem incurrent.

Nil autem satius esset, ait SSmus, quam ut omnes Episcopi, in sua quisque dioecesi, hanc proscriptionem indicerent et censuram promulgarent.

Datum Romae, die 29 Octobris 1907.

PETRUS RESPIGHI, *Card. Vicarius.*

Franciscus Can. Faberi, *Secretarius.*

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EPISTOLA

Pii PP. X de nova editione Vulgatae Latinae S. Scripturae.

DILECTO FILIO AIDANO GASQUET,
ABBATI, CONGREGATIONIS
ANGLO-BENEDICTINAE PRAESIDI

PIUS PP. X

Dilecte fili, salutem et Apostolicam benedictionem.

Delatum sodalibus Benedictinis munus pervestigationum studiorumque apparandorum, quibus nova innitatur editio Conversionis Latinae Scripturarum, quae Vulgatae nomen invenit, adeo equidem arbitramur nobile, ut gratulari vehementer non tibi modo, sed sodalibus universis tuis, iis maxime, qui adiutores clari operis erunt, debeamus. Operosum et arduum habetis propositum facinus, in quo sollerter, memoriâ patrum, celebres eruditione viri, ipsoque e Pontificum numero aliquot, felici haud plane conatu, elaborarunt. Adiungentibus vobis rei illustri animum, non est dubitationi locus, finem vos concrediti muneris fore assecuturos, qui finis restitutione continetur primiformis textus Hieronymianae Bibliorum Conversionis, consequentium saeculorum vitio non paullum depravati. Explorata, qua Benedictini sodales pollent, paleographiae historicarumque disciplinarum scientia, eorumque compertissima in pervestigando constantia, certo securoque animo doctos esse iubent perfecta vos investigatione antiquos Codices universos Latinae Scripturarum Interpretationis, quotquot adservari in Europae bibliothecis ad haec tempora constat, esse examinaturos; idque praeterea habituros curae, Codices ubique conquirere in lucemque proferre, qui usque adhuc incomperti lateant. Has vero conquisitiones valde exoptandum ut, quo minore fieri negotio pos-

sit, persequi cuique vestrum fas sit; ideoque praefectis tabulariorum bibliothecarumque studia vestra impense commendamus, nihil ambigentes quin, pro sua in doctrinas Librosque sacros voluntate, omnem vobis gratiam impertiant. — Singularis praestantia rei, et concepta de vobis ab Ecclesia expectatio; ingenium item horum temporum, quibus illud certe dandum est laudi, pervestigationes istiusmodi ita perficere ut nulla ex parte reprehendendae videantur: talia haec profecto sunt ut aperte inde appareat, oportere id opus ad absolutionem plane ac perfectionem afferri, ductuque confici normarum, quae plurimi apud disciplinas id genus aestimentur. Equidem intelligimus longo vobis opus esse temporis spatio, ut munus exitu fausto concludatis; talis namque agitur res, quam animis aggredi et perficere necesse est curarum et festinationis expertibus. Neque vero perspicuum minus Nobis est, quam multa pecuniae vi tam amplo exequendo consilio sit opus: ob eamque rem spem libet amplecti non defuturos immortali operi qui de suis fortunis adiutores velint se dare, bene de Sacris Litteris ac de christiana Religione merituri. Eos Nos, perinde atque vos, initio egregii facinoris, hortatione prosequimur, velint Nobiscum adiumentum operi afferre; quandoquidem qui bona impendunt studia, liberalibus debent manibus fulciri. Auspicem luminum gratiarumque coelestium, indicemque praecipuae dilectionis Nostrae Apostolicam benedictionem tibi iisque universis ac singulis, qui studium opemve praestantissimo facinori contulerint, peramanter in Domino impertimus.

Datum Romae apud S. Petrum, die III Decembris anno MCMVII, Pontificatus Nostri quinto.

PIUS PP. X

MOTU PROPRIO

SS. D. N. Pii div. prov. PP. X de sententiis Pontificalis Consilii rei Biblicae provehendae praepositi ac de censuris et poenis in eos qui praescripta adversus modernistarum errores neglexerint.

PIUS PP. X

Praestantiâ Scripturae Sacrae enarratâ, eiusque commendato studio, Litteris Encyclicis *Providentissimus Deus,* datis XIV calendas Decembres a. MDCCCLXXXXIII (1), Leo XIII Noster immortalis memoriae Decessor, leges descripsit quibus Sacrorum Bibliorum studia ratione proba regerentur; Librisque divinis contra errores calumniasque Rationalistarum assertis, simul et ab opinionibus vindicavit falsae doctrinae, quae *critica sublimior* audit; quas quidem opiniones nihil esse aliud palam est, nisi *Rationalismi commenta,* quemadmodum sapientissime scribebat Pontifex, *e philologia et finitimis disciplinis detorta.*

Ingravescenti autem in dies periculo prospecturus, quod inconsultarum deviarumque sententiarum propagatione parabatur, Litteris Apostolicis *Vigilantiae studiique memores,* tertio calendas Novembres a. MDCCCCII datis (2), Decessor idem Noster Pontificale Consilium seu *Commissionem* de re Biblica condidit, aliquot doctrina et prudentia claros S. R. E. Cardinales complexam, quibus, Consultorum nomine, complures e sacro ordine adiecti sunt viri, e doctis scientiâ theologiae Bibliorumque Sacrorum delecti, natione varii, studiorum exegeticorum methodo atque opinamentis dissimiles. Scilicet id commodum Pontifex, aptissimum studiis et aetati, animo spectabat, fieri in Consilio locum sententiis quibusvis libertate omnimoda proponendis, expendendis disceptandisque;

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 26, pag. 269.
(2) Cfr. » » vol. 35, pag. 234.

neque ante, secundum eas Litteras, certa aliqua in sententia debere Purpuratos Patres consistere, quam quum cognita prius et in utramque partem examinata rerum argumenta forent, nihilque esset posthabitum, quod posset clarissimo collocare in lumine verum sincerumque propositarum de re Biblica quaestionum statum: hoc demum emenso cursu, debere sententias Pontifici Summo subiici probandas, ac deinde pervulgari.

Post diuturna rerum iudicia consultationesque diligentissimas, quaedam feliciter a Pontificio de re Biblica Consilio emissae sententiae sunt, provehendis germane biblicis studiis, iisdemque certa norma dirigendis perutiles. At vero minime deesse conspicimus qui, plus nimio ad opiniones methodosque proni perniciosis novitatibus affectas, studioque praeter modum abrepti falsae libertatis, quae sane est licentia intemperans, probatque se in doctrinis sacris equidem insidiosissimam maximorumque malorum contra fidei puritatem fecundam, non eo, quo par est, obsequio sententias eiusmodi, quamquam a Pontifice probatas, exceperint aut excipiant.

Quapropter declarandum illud praecipiendumque videmus, quemadmodum declaramus in praesens expresseque praecipimus, universos omnes conscientiae obstringi officio sententiis Pontificalis Consilii de re Biblica, sive quae adhuc sunt emissae sive quae posthac edentur, *perinde ac Decretis Sacrarum Congregationum pertinentibus ad doctrinam probatisque a Pontifice, se subiiciendi;* nec posse notam tum detrectatae obedientiae tum temeritatis devitare aut culpâ propterea vacare gravi quotquot verbis scriptisve sententias has tales impugnent; idque praeter scandalum, quo offendant, ceteraque quibus in causa esse coram Deo possint, aliis, ut plurimum, temere in his errateque pronunciatis.

Ad haec, audentiores quotidie spiritus complurium modernistarum repressuri, qui sophismatis artificiisque omne genus vim efficacitatemque nituntur adimere non Decreto

solum *Lamentabili sane exitu* (1), quod v nonas Iulias anni vertentis S. R. et U. Inquisitio, Nobis iubentibus, edidit, verum etiam Litteris Encyclicis Nostris *Pascendi Dominici gregis* (2), datis die VIII mensis Septembris istius eiusdem anni, auctoritate Nostra Apostolica iteramus confirmamusque tum *Decretum* illud Congregationis Sacrae Supremae, tum *Litteras* eas Nostras *Encyclicas,* addita *excommunicationis* poena adversus contradictores; illudque declaramus ac decernimus, si quis, quod Deus avertat, eo audaciae progrediatur ut quamlibet e propositionibus, opinionibus doctrinisque in alterutro documento, quod supra diximus, improbatis tueatur, censurâ ipso facto plecti Capite *Docentes* Constitutionis *Apostolicae Sedis* irrogatâ, quae prima est in excommunicationibus latae sententiae Romano Pontifici simpliciter reservatis. Haec autem excommunicatio salvis poenis est intelligenda, in quas, qui contra memorata documenta quidpiam commiserint, possint, uti propagatores defensoresque haeresum, incurrere, si quando eorum propositiones, opiniones doctrinaeve haereticae sint, quod quidem de utriusque illius documenti adversariis plus semel usuvenit, tum vero maxime quum modernistarum errores, id est *omnium haereseon collectum,* propugnant.

His constitutis, Ordinariis dioecesum et Moderatoribus religiosarum Consociationum denuo vehementerque commendamus, velint pervigiles in magistros esse, Seminariorum in primis; repertosque erroribus modernistarum imbutos, novarum nocentiumque rerum studiosos, aut minus ad praescripta Sedis Apostolicae, utcumque edita, dociles, magisterio prorsus interdicant: a sacris item ordinibus adolescentes excludant, qui vel minimum dubitationis iniiciant doctrinas se consectari damnatas novitatesque maleficas. Simul hortamur, observare studiose ne cessent libros aliaque scripta, nimium

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 40, pag. 470.
(2) Cfr. » » » » pag. 593.

quidem percrebrescentia, quae opiniones proclivitatesque gerant tales, ut improbatis per Encyclicas Litteras Decretumque supra dicta consentiant: ea summovenda curent ex officinis librariis catholicis multoque magis e studiosae iuventutis clerique manibus. Id si sollerter accuraverint, verae etiam solidaeque faverint institutioni mentium, in qua maxime debet sacrorum Praesulum sollicitudo versari.

Haec Nos universa rata et firma consistere auctoritate Nostra volumus et iubemus, contrariis non obstantibus quibuscumque.

Datum Romae apud Sanctum Petrum, die XVIII mensis Novembris a. MDCCCCVII, Pontificatus Nostri quinto.

PIUS PP. X

ACTA ROM. CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

INSTRUCTIO

Quoad clericos neotericis erroribus infectos.

AD R.MOS LOCORUM ORDINARIOS
FAMILIARUMQUE RELIGIOSARUM MODERATORES

Recentissimo Decreto *Lamentabili sane exitu* die 3 Iulii c. a. ab hac S. Congregatione S. Romanae et Universalis Inquisitionis, iussu D. N. Pii Papae X, notati atque proscripti sunt praecipui quidam errores qui nostra aetate a scriptoribus, effrenata cogitandi atque scrutandi libertate abreptis, sparguntur, et altioris scientiae fuco et specie propugnantur (1).

Quum autem errores occulti serpere, et, quod maxime luctuosum est, incautos animos, iuvenum praesertim, occupare soleant, ac semel admissi difficillime radicitus ex animo evellantur, immo, etiam eradicati, plerumque sponte sua repullulent, opportunum visum est Eminentissimis et Reverendissimis Dominis Cardinalibus, in rebus fidei et morum una mecum Inquisitoribus Generalibus, Decreto supra laudato monita quaedam adiungere, quibus plenius et efficacius attingatur finis quem S. Sedes in reprobandis erroribus sibi proposuerat, consequendum.

Memores igitur imprimis sint ad quos pertinet, necessarium esse ut sive in Seminariis clericorum saecularium et studiorum domibus Religiosorum, sive in Universitatibus, Lyceis, Gymnasiis aliisve educationis collegiis vel institutis, a iuvenum institutione omnino removeantur moderatores atque magistri qui damnatis erroribus infecti cognoscuntur, vel eo rum suspecti merito habentur.

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 40, pag. 470.

Necessarium pariter erit interdicere, praesertim Seminariorum alumnis ac universim viris ecclesiasticis, ne nomen dent libellis periodicis, quibus neoterici errores sive aperte propugnantur sive latenter insinuantur, neque quidquam in eis publici iuris faciant. A qua regula non deflectant, etsi aliquando gravis ratio aliud suadere videatur, nisi de consensu Ordinarii.

Consultum postremo erit sacram ordinationem differre vel etiam prorsus denegare iis qui, quod Deus avertat, neotericis erroribus imbuti essent, quos non ex animo reprobarent atque reiicerent.

His autem pro zelo, quo erga gregem sibi creditum animantur Ordinarii, illa adiicere non omittant consilia ac remedia quae pro ratione locorum et circumstantiarum opportuna iudicaverint ad zizania penitus ex agro Domini evellenda.

Datum Romae ex Aedibus S. O., die 28 Augusti 1907.

S. Card. VANNUTELLI

EX S. CONGR. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

PINEROLIEN.

EXEMPTIONIS

Cuinam competat ius funerandi moniales exemptas.

Compendium facti. In urbe Pineroliensi extat asceterium monialium a Visitatione B. M. V. vulgo *Visitandine* cum clausura pontificia. Ipsarum autem constitutiones, quae approbatae fuerunt ab Urbano VIII et a Clemente XI, circa Religiosarum funera sub art. 50 praescribunt quod, defuncta aliqua sanctimoniali, vocandus erit parochus loci cum duobus presbyteris adsistentibus pro sepultura peragenda. Insuper

in directorio art. 15 legitur quod Sorores, in signum unionis cum clero, peculiarem observantiam fovere debent erga parochum localem, qui easdem funerare tenetur absque ullo iure aut aliqua praetensione super monasterium vel ecclesiam.

At cum exinde nonnulli exorti fuerint abusus, Ordinarius dioecesanus die 19 Iunii 1788 monasterium in casu dispensare sibi licere duxit a dictorum articulorum observantia, ius funerum tribuendo confessario ordinario monialium; quod tamen nonnisi decreto 16 Maii 1817 ab hac S. C. ratum habitum fuit atque dein die 30 Nov. 1853 confirmatum. Interim anno 1865 suppressis monasteriis et prohibita tumulatione intra claustra, R̃mus Rinaldi tunc Episcopus Pineroliensis, instante parocho Sancti Mauritii, in cuius territorio situm erat asceterium monialium Visitationis, die 5 Maii 1866 decrevit ad eumdem parochum spectare ius recipiendi cadavera sanctimonialium ad ianuam clausurae eaque comitandi ad coemeterium, soluta tamen taxa libell. 20, etiamsi ipse ob specialia adiuncta non interveniret. Huic episcopali decreto, licet invite, tunc obtemperarunt moniales Visitationis, sed ex superventa morte dicti parochi a. 1905 occasionem nactae sunt eamdem quaestionem iterum excitandi, atque, postquam incassum petierunt a Capitulo cathedrali, a quo pendet paroecia S. Mauritii, redintegrationem in suis privilegiis, ad hanc S. C. confugerunt.

Animadversiones. Favore monialium a Visitatione observatur quod vi iuris communis Regulares privilegio gaudent associandi cadavera confratrum ad coemeterium sine parochi interventu, dummodo tamen hoc fiant recto tramite et absque pompa. Ita statuit S. C. Concilii in causa *Ordinis Praedicatorum* 24 Ian. 1846, in *Caven. et Sarnen.* 17 Sept. 1880, in *Meliten.* 22 Sept. 1882, etc. Quod eadem S. C. in *Siracusana* 24 Febr. 1872 valere declaravit etiam « pro monialibus stricte dictis, etsi iurisdictioni Ordinarii subiectis, quarum cadavera deferri possunt ad coemeterium modo praedicto ab earum

cappellanis absque interventu parochi ». Quinimo hoc idem applicatur Religiosis utriusque sexus, qui licet sint cum votis tantum simplicibus, tamen privilegio exemptionis fruuntur a iurisdictione Ordinarii. Tunc enim locus exemptus loco extra dioecesim aequiparatur, et ius sepulturae Regularium fit independens a iuribus parochialibus. Hinc quemadmodum ius funerandi in monasteriis virorum pertinet ad superiores regulares, ita in monasteriis mulierum hoc ius pertinet ad confessarium, qui parochi loco habetur, uti declaravit S. C. EE. et RR. in *Tranen.* 30 Martii 1856 et 17 Sept. 1858. Unde uti nullius valoris est habendum decretum Episcopi Pinerolìensis de anno 1866, quippe quod opponitur iuri communi pro monialibus cum votis solemnibus et clausura papali statuto. Nec oggeri potest praescriptio, utpote quae nullo nititur fundamento. Etiam actualis Episcopus et ipse Consultor ab hac S. C. electus monialibus in casu favent.

Ex altera vero parte favore parochi S. Mauritii adnotatur in primis quod suprarelati articuli constitutionum et directorii monialium a Visitatione B. M. V. praescribunt earum subiectionem parocho locali quoad funera, ut exinde etiam unio foveatur cum corpore ecclesiastico. Hinc in materia funeraria praefatae sanctimoniales habendae sunt extra ius commune privilegiatum pro aliis monialibus stricte dictis. Praeterea Clemens XI in sua Bulla diei 22 Iunii 1709 haec inter alia statuit quoad moniales Visitationis: « Qua de re, ubi oportuerit, Ordinariorum localium, quorum iurisdictioni subietis, opera implorare nequaquam praetermittetis ». Accedit quod inconvenientia, quorum intuitu lata sunt rescripta huius S. C. a. 1817 et 1853, quando nempe parochus S. Mauritii peragebat exequias intra claustra monasterii, omnino cessarunt a. 1866 quum Episcopus contrarium edidit decretum. Hinc cessante causa, etiam vis derogationis cessavit, et dispositiones constitutionum et directorii denuo obligare coeperunt. Praeterea mens S. Sedis in suis rescriptis fuit ut con-

suleret tranquillitati monialium, quae laedebatur quum parochus exequias persolvebat in ipso monasterio: hodie e contra actio parochi omnino extra ipsum evolvitur. Caeterum in themate adesse videtur legitima praescriptio, quum a 39 annis moniales Visitationis suo iure seu potius derogatione suis constitutionibus statuta non sint usae.

Dubium. *An decretum editum a R̃mo Rinaldi Episcopo Pineroliensi die 5 Maii 1866 sustineatur in casu.*

Decisio. Em̃i Patres S. Congr. Episcoporum et Regularium in plenario conventu diei 19 Aprilis 1907 responderunt:

Ad mentem. Mens est quod, attentis omnibus in casu, ad confessarium monialium spectat ius agendi exequias super cadaveribus earumdem monialium, eaque associandi ad publicum coemeterium, dummodo tamen associatio fiat recto tramite et sine pompa (1).

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

SUESSIONEN.

DISPENSATIONIS MATRIMONII

Dispensatur matrimonium non consummatum propter uxoris praegnationem.

Die 3 Apr. 1905 in quadam paroecia dioecesis Suessionensis rite initum fuit matrimonium inter Ludovicum N... et

(1) Resolutio in casu valet tantum pro monasterio Pineroliensi monialium a Visitatione B. M. V., quae, quum decreto diei 16 Maii 1817 a S. Sede dispensatae fuerint ab onere speciali per proprias constitutiones imposito, dependendi nempe a parocho locali quoad Religiosarum funera, sub iure communi Regularium constitutae sunt. Decretum autem episcopale diei 5 Maii 1866 uti nullum est habendum, quia Episcopus dispensare nequit in lege superioris: hinc neque praescriptio ulla in contrarium est admittenda. Caetera vero monasteria monialium a Visitatione adhuc remanent sub iure particulari ab art. 50 ipsarum constitutionum statuto *(N. R.)*.

Henricam N... Nuptiis celebratis choreisque ad multam noctem, aliis adstantibus, perductis, cum coniuges in eodem accubuissent lecto, unam fere post horam, uti narrant, uxor doloribus partus correpta est, atque quin vir e somno excitaretur, proximum ipsa petiit cubiculum, ibique paulo post prolem edidit. Ferunt neque virum neque sponsorum parentes antea scivisse alterius operâ Henricam praegnantem evasisse. Quamvis autem vir rei coniugali operam dare exoptasset, uxor tamen verens ne eiusmodi suus status ab eo detegeretur, eiusdem voluntati obsecundare noluisse videtur. Quapropter licet Ludovicus in prima sua depositione aliter rem enarraverit, edicens se nunquam cum uxore fuisse, postea tamen in alia depositione veritatem facti agnoscens, mulieris testimonio adhaesit, atque ambo matrimonii inconsummationem testati sunt.

Interea Ludovicus, qui a die suae mulieris partus amplius cum ipsa haud cohabitaverat, eiusmodi permotus iniuria, ea relicta, petiit obtinuitque a laico tribunali divortium. Die vero 10 Sept. 1905 preces Pontifici admovit, postulans ut dispensatio a matrimonio non consummato ei concederetur. Eius exceptis precibus, cum haec S. C. Suessionensi Episcopo canonicum conficiendi processum mandasset, hic, rite tribunali constituto, ambos coniuges nec non septimae manus testes ex utraque parte sub iuramento excutere curavit.

Consultor votum favorabile edidit dispensationi matrimonii, at acriter obstitit Defensor vinculi ex officio.

Dubium. *An sit praestandum SSmo consilium pro dispensatione a matrimonio rato et non consummato in casu.*

Responsum. Emi Patres S. Congr. Concilii in plenariis comitiis diei 22 Decembris 1906 responderunt:

Non satis constare de inconsummatione.

Interim eadem S. Congregatio mandavit Ordinario ut procederet ad complementum actorum iuxta instructionem Defensoris matrimonii, quae in parte essentiali ita sonat: « Ordi-

narius aliam saltem novam inquisitionem peragere curet (sponsos testesque excutiendo) qua constet num iidem coniuges forsan post epulas choreasque, prout in eiusmodi circumstantiis aliquando evenit, domum ad concumbendum redeuntes, ebrii quodam modo fuerint; adeo ut nullum de habita perfecta ab ipsis notitia rerum, dubium exurgat, minimeque certum sit plene eos tunc compotes sui fuisse. Hunc in finem praecipue amita audienda foret quae ipsos domi excepit. Ulterius medicus iudicialiter percontandus esset (tum etiam, si adfuit, *la sage-femme*) qui, de repente vocatus, mulierem iamiam parturientem invenit. Hi autem (ac praecipue medicus) caute essent interrogandi, num medicam parienti operam praestando, aliquod habitae copulae indicium deprehenderint. Interrogandus etiam ipse esset num mulier partui propinqua, medicis inspectis legibus, (ut in casu asseritur de cuius proinde circumstantiis plene idem peritus edocendus foret) ad perficiendam perfecte copulam sit apta, adeo ut hac supposita, physica exulet possibilitas recepti seminis ibi ubi recipi debet, ut copula sit vera ».

Processu autem suppletorio expleto, idem Ordinarius retulit quod sponsi iterum vocati non fuerunt in iudicium, quia « visum est absentiam sponsi satis suppleri per acta primi processus et testimonia sive coniugum sive parentum et amicorum, unde apparet sponsos ambos fuisse post coenam et choreas plene sui compotes. Aliunde attendendum est hic agi de honestissimis familiis praesertim ex parte mariti. Quoad sponsam perdifficile erat eam vocare in iudicium propter ipsius hebetudinem mentis, studium crassum negotiorum rusticae domus et propter mentem non satis benevolam ipsius parentum. Quoad medicum, priusquam vocaretur, visum est opportunum deputandi ad eum, notarium, qui vias pararet ad interrogationem iudicialem. Cui medicus declaravit se nullo modo aliquid utile in hac causa proferre posse. Nam quando repente vocatus est sub fine noctis nuptiarum sponsorum, minime organa in-

spexit sive ante sive post partum. Vix sponsam tetigit leviter super vestes, nam integre vestita erat quando eam invisit nec postea rediit. Ad matronam quod attinet, idem medicus asseruit notario, eam esse in eadem impossibilitate constitutam. Minime inspexit organa ante partum, quia nondum adhuc praesens erat; solummodo post partum suum servitium praestitit. Eo vero tempore dixit medicus propter dilatationem organorum et immunditiam muliebri conditioni annexam, nequibat matrona agnoscere an virile consortium locum habuisset paulo ante partum. Hisce de causis moderator tribunalis nec medicum vocavit nec matronam. Medicus vero notario declaravit impossibile esse moraliter loquendo, propter conditionem mulieris partui propinquae, virum actum coniugalem attentare non detegendo vel saltem suspicando hanc conditionem a conditione communi diversam. Unde moderator tribunalis duos testes fide dignos iudicialiter interrogavit, ex quorum testimoniis liquet ambos sponsos plene fuisse sui compotes quando accesserunt ad cameram nuptialem ».

Super hisce omnibus habitum etiam fuit votum favorabile praefati Consultoris, nec non animadversiones Vindicis matrimonialis.

Dubium. *An sit praestandum SSmo consilium pro dispensatione a matrimonio rato et non consummato in casu.*

Resolutio. Et eadem S. Congregatio, re iterum ad trutinam vocata, die 23 Novembris 1907 respondit:

Ex noviter deductis affirmative.

COLONIEN.

SEPARATIONIS TORI

Decernitur separatio personalis ob culpam viri.

Species facti. Iam a die 10 Maii 1887 Mathildis N... et Clemens N..., e dioecesi Monasteriensi, religiosas nuptias con-

traxerunt; ex quibus etiam sex filii progeniti sunt. Verum pax domestica mutuaque inter coniuges concordia turbata fuit praesertim annis 1895, 1897 et 1900, eo quod vir ob quamdam furiosam mentis abalienationem qua tunc detinebatur, propriam uxorem conviciis, minis ac vexationibus quoque insectare non erubuit. Quam pravam sui mariti agendi rationem cum amplius sustinere haud valuisset mulier, modis minus idoneis prius illum detrudere in manicomium est nisa; deinde vero sub die 10 Maii 1901 a Curia Monasteriensi petiit separationem quoad torum et mensam.

Hisce precibus receptis, Curia dioecesana excussit, praeter mulierem, etiam virum, qui, saltem quoad substantiam, accusationum capita admisit uti vera. Hinc Episcopus Monasteriensis sententiâ diei 12 Iulii 1901 decrevit, per unius anni spatium, separationem tori et mensae inter utrumque coniugem. Etiam tribunal civile, ad quod Mathildis confugerat, iam a die 25 Iunii dicti anni separationem personalem, ex mariti culpa, statuerat.

Interim anno semidivortii ab auctoritate ecclesiastica praescripto elapso, Clemens litteris ad suam uxorem et ad Curiam dioecesanam datis institit ut vita coniugalis instauraretur: sed incassum, quia mulier sese excusabat ob moralem impossibilitatem redeundi ad virum. Quare idem vir die 2 Ian. 1903 actionem iudicialem apud Curiam Monasteriensem intentavit, eum in finem ut propria uxor tandem aliquando adigeretur ad commune vitae consortium redintegrandum. Tribunali ecclesiastico remissae sunt plures utriusque partis contendentis memoriae defensionales.

Insuper vir coram Curia, die 13 Febr. 1904, sub iurisiurandi religione promisit, post vitae coniugalis instaurationem, se abstenturum ab omni molestia et vexatione erga propriam uxorem. Super plena mentis facultate eiusdem viri in iuramento emittendo testarunt duo periti medici. Quibus omnibus innixus Praesul Monasteriensis sententiâ diei 3 Se-

ptembris 1904 adstrinxit uxorem ad instaurandam vitam coniugalem sub poena privationis sacramentorum.

At mulier ab hac sententia appellavit die 5 Oct. 1904 ad metropolitanam Curiam Coloniensem, quae tamen die 1 Decembris 1906 sententiam Curiae Monasteriensis plene confirmavit; dein vero, die 2 Ian. currentis anni, illa penes hanc S. C. C. appellationem interposuit.

Dubium. *An sententia Curiae Coloniensis diei 1 Decembris 1906 confirmanda vel infirmanda sit in casu.*

Decisio. Sacra Congr. Concilii, re sedulo perpensa, in plenario coetu diei 23 Novembris 1907 respondit:

Sententiam esse infirmandam, et ad mentem (1).

ARGENTINEN.

NULLITATIS MATRIMONII

Confirmatur sententia nullitatis matrimonii ex defectu consensus in muliere amente.

Species facti. Die 7 Ian. 1907 Curia Argentinensis invalidum declaravit, ad instantiam viri et ex defectu consensus in muliere, matrimonium a Iosepho N... et ab Aemilia N... initum die 5 Apr. 1902 in paroeciali ecclesia ad S. Stephanum civitatis Mulhausen. At quum ab huiusmodi sententia, pro munere suo, ad hanc S. C. appellasset localis vinculi defensor, processus acta successive remissa sunt duobus Consultoribus, quorum vota omnino inter se contraria fuerunt.

Interim animadvertendum est qued Aemilia iam duobus annis ante coniugium ob amentiam degerat in manicomio Friburgensi, ex quo deinde egressa est non undequaque sa-

(1) Sane attendenda est hodierna sententia, quae infirmat duas priores conformes; quamvis enim vir per se ius habeat ad petendam instaurationem vitae coniugalis, haec tamen in praxi, attentis adiunctis in casu occurrentibus, modo saltem impossibilis evadit *(N. R.)*.

nata. Cuius rei utique aliqualem habuit notitiam vir, sed sive ob omissam ab eo diligentem inquisitionem sive ob parentum mulieris tergiversationem, quibus filiam nuptui collocare intererat, veritatem detegisse non videtur. Hinc a. 1901 ad finem vertente, Ioseph fidem nuptialem a muliere excepit, quae tamen, ex animi fluctuatione ac reluctantia, illam postea revocavit, et deinceps iterum renovavit.

Tandem die 5 Apr. 1902, coniugium celebratum fuit, quamvis Aemilia, diebus matrimonium immediate praecedentibus, non omnino sui compos videretur, atque ipsa nuptiarum die non indubia dederit mentalis alienationis signa. Imo prima nocte matrimonium consummatum fuit, licet Aemilia maiora etiam praebuerit amentiae indicia. Morbo autem ingravescente, die secunda ab initis nuptiis mulier in nosocomio ipsius civitatis Mulhausen recepta fuit, ex quo post 16 dumtaxat dies in manicomium vulgo dictum *Friedmatt* prope Basileam deducta est, ubi a die 23 Apr. 1902 ad diem 7 Iulii eiusdem anni permansit, quin tamen pristinam recuperaverit sanitatem. Dein iterum morbo affecta, in eodem manicomio recepta est mulier a die 6 Apr. 1903 usque ad diem 4 Iunii eiusdem anni, atque iterum non sanata exiit.

Posita igitur amentia mulieris antecedente et subsequente coniugium, tota quaestio huc redit, an Aemilia, tempore celebrationis coniugii, tali ac tanta mentis intelligentia ac voluntatis deliberatione adhuc praedita fuerit, ut plene liberum potuerit emittere consensum matrimonialem. Notandum praeterea est quod vir a laica potestate a. 1903 divortium obtinuit ob defectum consensus ex parte mulieris; atque die 14 Ian. praefati anni, ob idem motivum, petiit declarari nullitatem sui matrimonii apud Curiam Argentinensem, quae, praeter coniuges et testes iuratos, excutere curavit sub iuramento etiam medici psychiatrae.

Vota. Consultor theologus in iure adnotat quod, quum amentia seu rationis defectus non inveniatur in serie impe-

dimentorum dirimentium, quae constituit Ecclesia, hinc, ad huiusce generis coniugia diiudicanda, recurrendum est ad regulas et ad axiomata iuris naturalis et divini. Atqui ius istud nos docet matrimonium esse contractum, qui essentialiter efficitur consensu coniugum, ita ut cap. 26, tit. *de Sponsalibus* dicat quod sine isto consensu « coetera nequeunt foedus perficere coniugale ». Quoties igitur, ait ipse, consensus libere et rationabiliter fuit datus et expressus a duplici persona habili, inde exurgit contractus cum iuribus et officiis eidem adnexis, ac matrimonium est verum.

Quoad insanos autem et mente captos, seu eos qui, vitam physicam et corporalem perfectam retinentes, plus minusve ratione privantur, subdit ex istis quosdam omnino ratione destitui, et vitam quasi animalem, imo aliquando mere vegetativam, ducere sine ullo lucido intervallo. Isti certe incapaces sunt actus humani eliciendi, et ideo consensum minime praestare possunt ad matrimonium contrahendum, et quamvis verba sacramentalia proferre possunt, id nihil facit ad rem, quia heic certe agitur de actu rationali, et non tantum de signis et de verbis quae forsitan animal pronuntiare valeret. Sed notandum est etiam hanc totalem rationis carentiam praesumi non posse, sed probari debere.

Sed saepe saepius amens in quibusdam male ratiocinatur, recte autem in caeteris. Si de tali quaestione sermonem facit, mens eius extra rationis semitas vagatur. Si autem de caeteris rebus agitur, ipse loquitur ut sapiens, et nemo primo intuitu iudicare potest illum esse insanum. In aliis autem haec terribilis infirmitas aliter manifestatur. Per aliquod temporis spatium amens omnino delirat, nec est sui compos, et actus non elicit humanos. Sed postea, per intervalla plus minusve protracta, ratione physicae valetudinis, vel propter vitam tranquilliorem, retinet usum rationis, et actuum humanorum perfecte capax efficitur. Equidem dicunt omnes doctores et psychiatrae, etiam in istis intervallis luci-

dis, amentes pati in voluntate depressionem, ita ut etiam tunc temporis imminuta sit in ipsis vis rationalis, adaucti e contra sint appetitus sensuales et animales. At cum ista depressio intellectualis plurimos gradus habere possit, certe difficile est determinare utrum, etiam in intervallo lucido, amens capax sit vel non coniugalis consensus rationabiliter et ideo valide exprimendi. Aliquando enim ista depressio est talis naturae, ut persona capax sit huiusce gravissimi actus, aliquando non. Quidam tamen sunt, qui asserunt hanc incapacitatem pro amentibus semper existere etiam in intervallis lucidis.

In facto autem, advertit Consultor, tota quaestio est utrum Aemilia, quae iam demens fuerat, die nuptiarum fuerit vel non in intervallo lucido, et ratione pollens, et ideo capax dandi et proferendi ad matrimonium consensum, qui, si revera extitit, causa est matrimonii. Equidem, admittit Consultor, die nuptiarum hora matutina, cum sponsi accesserunt ad ecclesiam ut, per confessionem sacramentalem, ad matrimonii celebrationem se praepararent, mulier indubia dedit testimonia mentis perturbatae et vehementer excitatae. Hinc argumentum perficitur in favorem nullitatis matrimonii ex absentia rationis ac consensus in momento contractus. Imo testes affirmant Aemiliam non fuisse absolute mente compotem, sed excitatam et turbatam, multas lacrymas fudisse et agitatam motibus extraordinariis sese ostendisse. Et ipsa se dixit, etiam coram altari, vehementi capitis dolore afflictam.

Hisce tamen non obstantibus, Consultori iuridice probatum videtur Aemiliam scivisse quid fecit in hoc momento, et revera consensum, actu humano et cum sufficienti rerum cognitione, libere protulisse. Id consequi sustinet ex confessione ipsius mulieris, quae testatur se tunc temporis cognovisse id quod faciebat, revera consensum protulisse, non ignorans rem peractam, iura inde acquisita et obligationes consecuturas. Hoc idem eruitur ex conspiratione coeterorum testium et ex aliis facti circumstantiis. Notandum praeterea Aemiliam perpetua

amentia non laborare, siquidem ante celebratum matrimonium per duorum annorum spatium in familia sua tranquilla et operosa remanserat, et etiam, post aliam in manicomio commorationem officium ancillae cubiculariae, iam coniugata, in quodam diversorio exercuit. Et certe hoc officio ipsa fungi non potuisset omni rationis usu destituta.

Atqui, cum iuridice constat, aliquem esse sanae mentis reputandum, usque dum contrarium aperte probetur, cum aliunde matrimonium iam celebratum validum iudicandum est usque ad manifestam probationem contrariam, cum deinde, si quaedam probabilitas existere potest de nullitate huius matrimonii ita contracti, testimonia pondere et numero maiora affirmant mulierem vere consensisse et vere contraxisse: ideo concludendum est, certe non constare de matrimonii nullitate in casu. Hoc confirmatur ex eo quod uterque sponsus affirmat, rem uxoriam perfectam fuisse ab eis prima nocte nuptiarum, instanter postulante sponsa Aemilia, quae iura coniugalia invocabat, et pluries concedente, non quidem libenter, sponso Iosepho. Atqui si ita egerunt, iuridice affirmandum est, sicut et ipsi aliunde fatentur, illos egisse affectu coniugali, non autem affectu fornicario, et ideo persuasos esse de veritate matrimonii.

Utique doctores generatim docent, dementes, etiam in intervallo lucido, incapaces esse matrimonii propter mentalem depressionem quam patiuntur. Existit enim penes illos voluntas, vera quidem sed imminuta, quacum actus praesertim solemnes vitae, ut matrimonium, elicere minime valent. At etiamsi vis voluntatis sit imminuta et acumen intellectus hebetatum in quibusdam, tamen iuxta eumdem Consultorem, theologum, inde non sequitur incapacitas contrahendi matrimonium. Nam quotidie puellae ad altare accedunt ignorantes officia coniugalia, plorantes, turbatae, commotae ex solemnitate actus, et tamen earum matrimonium est validum. Virgo duodecim annorum certe non habet illum voluntatis vigo-

rem, quem postea est habitura, et tamen illa potest valide matrimonium contrahere. Mulier graviter aegrotans, et etiam in extremis, aut multis annis onerata et in senectute ultima, habet certe voluntatem imminutam, et tamen valide coniugii est capax. Caeterum impossibile est mensurare illam intellectus et voluntatis imminutionem, ita ut concludi possit revera ad carentiam necessariae determinationis et deliberationis in perficiendo contractu.

At Consultor canonista contrariam sententiam amplectitur. Et imprimis recolit iuris regulas in subiecta materia, quarum prima est: *Matrimonium veritate contrahitur per legitimum viri et mulieris consensum, ita ut sine consensu caetera nequeunt foedus perficere coniugale.* Cap. *Tuae fraternitatis,* 25 de Spons.; et cap. *Tua nos,* 26 de Spons.

Debet praeterea *consensus matrimonialis esse plene deliberatus pleneque liber.* Siquidem « matrimonium assensu solo contrahitur; et ubi de ipso quaeritur, plena debet securitate gaudere cuius est animus indagandus ». Cap. *Cum locum,* 14 de Spons. Ac profecto, ut Sanchez aliique opinantur doctores, ad matrimonialem consensum illa requiritur mentis plena et perfecta deliberatio, quae necessaria est ad testamentum conficiendum et ad mortaliter peccandum: non sufficit proinde deliberatio semiplena. Porro habetur perfecta deliberatio, ubi obtinetur cognitio quae firmo iudicio perspicit obiecti indifferentiam. Duae proinde ad perfectam deliberationem requiruntur conditiones. Prima est quod perspiciatur in obiecto aliquid indifferentiae quo, pro eius bonitatis defectu, possit voluntas promiscue illud vel appetere vel respuere. Altera conditio est quod indifferentia haec cognoscatur firmo iudicio, firmitate se tenente ex parte subiecti: quatenus ipse intellectus satis se in iudicando deprehendat, et suum iudicium plene seu certe, et non solum tenui ac veluti transeunte luce, agnoscat, eo quod firmat attentionem in illo. Cuiusmodi conditionis defectu obtinetur *semideliberata*

cognitio, quando nimirum intellectus non satis se in iudicando deprehendit, neque certe apprehendit suum iudicium, non firmando attentionem in illo. Id evenit vel quia homo non est sufficienter sui compos, vel quia est alio distractus. Semiplenae deliberationis signa haec afferri possunt: si quis semidormiens vel semiebrius fuit; si quasisemidormiens rem levi ac tenui cogitatione tantum apprehendit; si vehementi passione vel distractione turbatus fuit, etc.

Ex duabus praemissis regulis, subdit Consultor, tertia eruitur: *Amentes seu furiosi, qui simpliciter et circa omnia insaniunt, sunt inhabiles ad matrimonium contrahendum.* In hoc miro consensu conveniunt theologi et canonistae. Et ratio in promptu est. Deest enim in amentibus illa plena deliberatio, quae requiritur ad consensum coniugalem. Nam mentecapti incapaces sunt sive eius considerationis qua obiectum cum indifferentia proponatur, sive etiam et maxime illius attentionis supra suum iudicium qua firmiter se in iudicando apprehendant, ac proinde cum plena sui actus determinatione libere agant. In mentecaptis vel nulla deliberatio, vel ad summum semiplena inveniri potest. Unde cap. *Dilectus,* 24 de Spons. decernit: « Cum eadem mulier cum ipso viro, qui continuo furore laborat, morari non possit, et propter alienationem furoris legitimus non potuerit intervenire consensus, mandamus, quatenus si rem noveris ita esse, praefatas personas cures ab invicem separare ».

Quarta iuris regula, unanimiter a doctoribus tradita, quae intime cum praecedenti connectitur, est: *amens validum init matrimonium contrahens in intervallo lucido.* Quae regula ut in ambiguo non stet, notandum dupliciter sumi posse lucidum intervallum; nimirum sive pro diminutione vel etiam cessatione temporanea signorum insaniae, absque hoc tamen quod amens ab aegritudine recreetur; sive pro vera quidem etsi temporanea ad sanam mentem restitutione, quae si perduraret, realem amentis sanationem denotaret. Cfr. *Nouveau*

Dictionnaire de Médecine et de chirurgie, t. 9, p. 280. Iamvero per se patet regulam enunciatam, nimirum valere matrimonium in intervallo lucido contractum, intelligendam esse de temporanea quidem sed vera furiosi ad sanam mentem restitutione, et de ea tantummodo. Ad rem *Glossa:* « Quandoque tamen furiosus per dilucida intervalla redit ad sanam mentem; et tunc si contrahit, tenet... Saepe furiosi sunt constituti in conspectu umbratae quietis, nec tamen sunt mentis sanae, licet videatur, et si tunc mulier ista cum eo contraxit, non tenuit matrimonium ». Hinc Ojetti *(Synopsis, vol. I, p. 88)* tradit: « Amentes, qui convaluerint et lucidum mentis intervallum habuerint, non breve et transitorium, sed aliquantulum diuturnum (ita ut nempe constet eos tunc mentis compotes fuisse), licet postea in amentiam denuo inciderint, in lucido illo intervallo valide contraxerunt, imo et valide testati sunt si id fecerunt ».

Deinde inquirit Canonista utrum doctrina haec cum facti praesentis specie quadret. Porro quempiam furiosum esse probatu difficile est, nec directe probari potest: amentia enim mente consistit, nec sensu percipi potest. Recurrendum est proinde ad coniecturas et praesumptiones; standum est nimirum factis et verbis, quae si talia sint ut amenti conveniant et hominem sanae mentis non attingant, concludendum erit pro furoris existentia. In casu autem ipse, ut concludat ad defectum consensus ad matrimonium requisiti, tres periodos distinguit. Probat primo Aemiliam immediate post nuptias, seu in ipsa die nuptiarum imo iam a prandio nuptiali, plene amentem repertam fuisse. Secundo ostendit eamdem mulierem immediate ante nuptias nedum protulisse signa amentiae sese evolventis et progredientis, sed etiam ipsius status amentiae.

Tertio demum demonstrat Aemiliam, in ipsa matrimonii celebratione, amentia laborasse, ita quod incapax fuerit perfectae illius deliberationis, quae ad coniugalem requiritur contractum. Tota enim quaestio huc redit, an Aemilia, in ipsa

nuptiarum celebratione, fuit *in lucido intervallo.* Et Consultor respondit negative, idque constare ait ex praesumptione. Siquidem demonstrata semel insania Aemiliae pro tempore, quod immediate praecessit et immediate subsecutum est nuptias, praesumptio stat pro amentia etiam durante ipsa matrimonii celebratione. Nam, ut tradit Mascard *(de prob., concl. 825)*: « Furiosus semel, semper praesumitur furiosus...; quia passiones huiusmodi et motus tales praesumuntur perdurare nisi contrarium probetur..., maxime in passione furoris, quae non consuevit ita facile recedere..., natura enim non patitur repentem mutationem ». In themate autem adeo vehemens existit praesumptio haec, ut contrarium, iuxta ipsum, admitti omnino non possit. Nam semel posito quod per lucidum intervallum intelligatur vere et proprie, non umbrata quies seu simplex symptomatum remissio, sed restitutio ad sanam mentem seu ab amentia vera recreatio; verosimiliter excogitari nequit lucidum intervallum in illa amente muliere, quam constat fuisse tunc in amentiae progressu. Ad rem *Nouveau dictionnaire. de médecine, t. 9, p. 239.* De caetero, subdit, etsi Aemilia, tempore quo matrimonium fuit celebratum, in *umbrata quiete* visa fuerit; eam tamen tunc etiam extitisse sub influxu phantasiarum deprimentium, facta quaedam directe demonstrant.

Neque obiiciatur quod mulier ipsa fatetur se liberum dedisse consensum. Hoc enim concedi potest, Aemiliam nempe, durante nuptiarum celebratione, fuisse in statu *umbratae quietis* seu in *remissionis intervallo;* ac proinde fuisse *aliqualiter sui compotem*, et ad contractum matrimonialem processisse, utique vi phantasiae et imaginationis, sed etiam vi *alicuius etsi imperfectissimae deliberationis.* Quo posito, intelligitur potuisse Aemiliam affirmare se libere consensisse; sed nullo pacto concludi potest a muliere plenum eum datum fuisse consensum qui ad unionem requiritur coniugalem. Nam, durante matrimonii celebratione, Aemilia certe non re-

periebatur ita sui compos aut vero gaudens lucido intervallo, ut *plena ea* processerit ad consensum coniugalem *deliberatione et libertate quae requiritur* ad matrimonium contrahendum. Ceterum ipsa mulier fatetur se, dum suum daret consensum, non fuisse plene sui compotem.

Quibus, praeter iudicium tribunalis civilis pronuntiantis nullitatem matrimonii, accedunt peritia medicorum et sententia Curiae: qui omnes steterunt pro nullitate matrimonii ob defectum consensus in muliere amente. Aliam confirmationem desumit Consultor ex duplici sententia nullitatis lata ab hac S. C. in duplici matrimoniali causa causae praesenti simillima. Prima est in *Herbipolen.* 7 Iulii 1883, altera vero in *Treviren.* 22 Iulii 1899; prouti referuntur in *Acta S. Sedis*, vol. 16, pag. 262; et vol. 32, pag. 274.

E contra Vindex vinculi matrimonialis adstipulatur Consultori theologo pro coniugii validitate, atque adnotat quod, dissidentibus inter se Consultoribus, ac quum agatur de re, cuius iudicium magis ad peritos quam ad iudices spectat, forsan non esset inopportunum medicum aliquem romanum ut peritiorem eligere et interrogare.

Dubium. *An sententia Curiae Argentinensis sit confirmanda vel infirmanda in casu.*

Resolutio. Emi Patres S. Conc. Tridentini interpretes, re sedulo perpensa, in comitiis generalibus diei 23 Novembris 1907 responderunt:

Sententiam esse confirmandam (1).

---

(1) Quamvis enim dari in amentibus lucida intervalla negari non possit, in casu tamen, quum mulier sive immediate ante sive immediate post nuptias amens reperta fuerit, atque in ipsa matrimonii celebratione dederit signa haud dubia amentiae, lucidum intervallum quale profecto requiritur ad liberum emittendum consensum legitime excludendum est *(N. R.)*.

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

ORDINIS CISTERCIENSIS

Negatur mutatio Breviarii in Congregatione Cisterciensi Italiae.

Rmus P. D. Amedeus de Bie, Abbas Generalis Ordinis Cisterciensis et Praeses Congregationis Italiae, Sacrorum Rituum Congregationi humillime exposuit, Capitulum Provinciale Romae habitum mense Decembri anno 1905 statuisse Breviarium Cisterciense, a sa. me. Pio Papa IX approbatum et praescriptum, etiam a Congregatione Italiae assumeretur. Hinc idem Rmus orator, nomine ipsius Capituli Provincialis, ab Apostolica Sede enixe postulavit, ut praedictam resolutionem ratam habere et confirmare dignaretur.

Sacra porro Rituum Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, auditis partibus interesse habentibus, attentisque Apostolicae Sedis Constitutionibus et Decretis huiusmodi negotium respicientibus, una cum suffragiis peritorum in re liturgica apposite exquisitis, rescribendum censuit:

Negative, nihilque esse innovandum ac serventur Sanctae Sedis Constitutiones ac Decreta.

Atque ita rescripsit, die 31 Maii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

CARCASSONEN.

Permittitur compositio olei et cerae in lampade Sacramenti.

Hodiernus Episcopus Carcassonen. a Sacrorum Rituum Congregatione reverenter expostulavit:

An permitti possit quaedam compositio ex oleo olivarum et cera apum ad nutriendam lampadem quae continuo

ardere et lucere debet ante altare et tabernaculum ubi asservatur SSmum Eucharistiae Sacramentum?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisita Commissionis Liturgicae sententia, propositae quaestioni respondendum censuit: *Affirmative, nihilque obstare in casu* (1).

Atque ita rescripsit. Die 8 Novembris 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus*.
† D. Panici Archiep. Laodicen., *Secretarius*.

URBIS ET ORBIS

Decretum quo festum Apparitionis B. M. V. Immaculatae extenditur ad universam Ecclesiam.

Immaculatae Mariae Virginis vulgatum nomen *de Lourdes,* e celeberrimis ipsius Deiparae apparitionibus quae prope Lapurdum, Tarbiensis dioecesis oppidum, anno quarto a dogmatica definitione de Immaculato Conceptu eiusdem Virginis evenerunt, quum in dies magis magisque inclaruerit, simulque fidelium pietas et cultus ob innumera exinde accepta beneficia, saepissime additis prodigiis, ubique terrarum mirifice adauctus sit; multi Romanae Ecclesiae Patres Purpurati, ac plurimi sacrorum Antistites et Praesules e cunctis orbis regionibus, praeeunte Episcopo Tarbiensium, Sanctissimo Domino Nostro Pio Papae X supplicia vota enixe porrexerunt rogantes, ut festum Apparitionis B. M. V. Immaculatae, vulgo *de Lourdes,* a fe. re. Leone XIII petentibus tantummodo ec-

(1) Iam S. C. Rituum decreto *Plurium dioecesium* diei 9 Iulii 1864, n. 3121, ubi oleum olivarum haberi nequeat, remisit « prudentiae Episcoporum, ut lampades *(eucharisticae)* nutriantur ex aliis oleis quantum fieri possit vegetalibus ». Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 1, pag. 38. Hinc nil vetat quominus Episcopi coram SSmo Sacramento permittant etiam compositum ex oleo olivarum et cera apum coalescens *(N. R.)*.

clesiis et religiosis familiis concessum, ad universam catholici orbis Ecclesiam suprema auctoritate Sua benigne extendere dignaretur.

Quare Sanctitas Sua, exceptis libentissime eiusmodi precibus, Praedecessorum suorum vestigiis inhaerens, qui Lapurdense Sanctuarium permultis attributis privilegiis cohonestarunt: innumeris quoque peregrinationibus permotus, quae, mira sane fidei professione, frequentissimo fidelium turmarum concursu nunquam intermisso ad memoratum Sanctuarium peraguntur: maxime vero pro Suamet erga Dei Genitricem primaeva labe expertem constanti pietate, ac spe fretus ob ampliorem Immaculatae Virginis cultum, rebus in arctis Christi Ecclesiae adauctum iri potens Ipsius opiferae auxilium; festum Apparitionis B. M. V. Immaculatae, quod a plurimis dioecesibus et regularibus familiis iamdiu celebratur, inde ab anno insequenti, qui a Deiparae Virginis ad Gavi fluminis oram apparitionibus quinquagesimus erit, vel a nongentesimonono supra millesimum, in universali Ecclesia sub ritu duplici maiori, cum Officio et Missa iamdiu approbatis, undecima die Februarii quotannis recolendum iussit: servatis Rubricis et Decretis. Praesens vero Decretum per me infrascriptum Cardinalem Sacrorum Rituum Congregationi Praefectum expediri mandavit. Contrariis non obstantibus quibuscunque. Die 13 Novembris 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Die 11 Februarii

IN FESTO

APPARITIONIS B. M. V. IMMCULATAE

DUPLEX MAIUS

Officium et Missa propria, a S. R. C. approbata, die 11 Iulii 1890, cum sequenti additione ad calcem VI Lectionis:

« Tandem Pius X Pontifex Maximus, pro sua erga Deiparam pietate, ac plurimorum votis annuens sacrorum Antistitum, idem festum ad Ecclesiam universam extendit ».

Sanctissimus Dominus Noster Pius Papa X, referente me infrascripto Cardinali Sacrorum Rituum Congregationi Praefecto, suprascriptam additionem inserendam Officio proprio de Apparitione B. Mariae Virginis Immaculatae benigne approbare dignatus est. Die 27 Novembris 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

CONGREGATIONIS SS. REDEMPTORIS
PROVINCIAE BELGICAE

De occurrentia diei Octavae festi secundarii et duplicis minoris primarii.

R. P. Henricus Casier, Congregationis SSmi Redemptoris sacerdos et kalendarii Provinciae Belgicae redactor, cum licentia sui Provincialis et consensu Rmi Procuratoris Generalis sequentem quaestionem solvendam Sacrae Rituum Congregationi humiliter proposuit; nimirum:

Quum in concurrentia diei Octavae festi secundarii cum duplici minori primario Vesperae integrae sint de duplici minori primario cum commemoratione diei Octavae festi secundarii iuxta decretum S. R. C. 3908 ad II, diei 22 Maii 1896, et Rubr. reform., tit. XI, n. 7, quaeritur: Cuiusnam, in occurrentia diei Octavae festi secundarii et duplicis minoris primarii, sit Officium cum commemoratione alterius, utrum diei Octavae festi secundarii, an duplicis minoris primarii?

Et Sacra eadem Congregatio, ad relationem subscripti Secretarii, exquisita Commissionis Liturgicae sententia, reque sedulo perpensa, propositae quaestioni ita respondendum censuit:

Ad primam partem *affirmative,* nempe diei Octavae secundariae; ad secundam *negative* iuxta Rubricas (1). Si occurrentia vero sit perpetua, festum duplex minus fixe transferatur in diem primam sequentem liberam iuxta Rubricas.

Atque ita rescripsit ac declaravit. Die 29 Novembris 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

DECLARATIO

Decretorum de luce electrica.

Nonnullis Postulatis lucis electricae usum in ecclesia respicientibus Sacra Rituum Congregatio, exquisito suffragio Commissionis Liturgicae, ita respondere censuit:

Lux electrica vetita est non solum una cum candelis ex cera super altari iuxta decretum *Natcheten.* 16 Maii 1902, sed etiam loco candelarum vel lampadum quae coram Sanctissimo Eucharistiae Sacramento vel Sacris Reliquiis aut imaginibus Sanctorum praescriptae sunt. Pro aliis ecclesiae locis et ceteris casibus illuminatio electrica ad prudens Ordinarii iudicium permittitur: dummodo species non habeatur theatralis ad mentem decreti n. 3859 diei 4 Iunii 1895 (2).

Atque ita rescripsit et declaravit, die 22 Novembris 1907.

S. Card. Cretoni, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

---

(1) Nam Rubricae generales Missalis Romani tit. x, n. 2 habent: « Si autem non fuerit ex praedictis festis *(maioribus),* fiat de Octava, et festum transferatur aut de eo fiat commemoratio » *(N. R.).*

(2) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 28, pag. 53; et vol. 34, pag. 761. Usus lucis electricae, sicuti etiam gaz et petrolei, prohibetur tantum in iis quae stricte rationem cultus habent *(N. R.).*

EDICTUM

Pro perquisitione scriptorum Servi Dei Pii PP. IX.

Avendo la Santità di Nostro Signore Pio Papa X con apposito Decreto del giorno 31 maggio del corrente anno commessa a noi in Roma unitamente a Monsignor Promotore della fede coll' intervento dell' infrascritto Notaro e Cancelliere la perquisizione di tutti gli scritti del Servo di Dio Pio Papa IX, mentre dal suddetto Monsignor Promotore se ne adempiono le ricerche in altri luoghi particolari, in conformità dell'enunciato Decreto, Noi come Prefetto della Sacra Congregazione dei Riti col presente Editto comandiamo ed ordiniamo a tutte e singole le persone di qualunque stato, grado e condizione, tanto ecclesiastiche secolari e regolari, quanto laiche dell'uno e dell'altro sesso, che ritenessero presso di sè, o in qualunque modo sapessero che da altri si ritengano lettere e scritti di qualsivoglia genere del medesimo Servo di Dio Pio Papa IX, di esibirli e depositarli nel primo caso originalmente negli Atti dell'infrascritto Notaro e Cancelliere, e di denunziare nel secondo caso negli stessi Atti le persone presso le quali attualmente esistano o siansi conservati in passato, e ciò nel termine di due mesi decorrendi dalla data del presente Editto, sotto pena delle censure ecclesiastiche da incorrersi dai trasgressori appena spirato inutilmente il predetto termine.

Il presente Editto pubblicato mediante affissione astringerà ciascuna persona come se le fosse stato personalmente intimato.

Dato dalla Nostra Residenza, questo dì 7 dicembre 1907.

S. Card. CRETONI, *Prefetto.*

Avv. G. Savignoni, *Notaro, Cancelliere ed Archivista.*

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

Declarationes circa concessiones factas sacerdotali Eucharistico Foederi.

Beatissimo Padre,

Il Superiore della Lega sacerdotale Eucaristica, prostrato ai piedi della S. V., supplica per la soluzione dei seguenti dubbii sorti sulla interpretazione del Breve *Romanorum Pontificum* del 10 Augusti 1906, riguardante la detta Lega sacerdotale Eucaristica (1).

I. Nel cit. Breve si concede ai confessori ascritti alla prefata Lega la facoltà « communicandi semel in hebdomada plenariam indulgentiam poenitentibus qui quotidie vel quasi quotidie ad sacram Synaxim accedere consueverunt ». Or si chiede se la detta indulgenza plenaria debba comunicarsi una volta per ogni settimana, ovvero possa ciò farsi una volta per più settimane.

II. Nel medesimo Breve si concede agli ascritti la indulgenza plenaria « praecipuorum fidei mysteriorum et Mariae Virginis et SS. Apostolorum festivitatibus per annum singulis ». Si domanda se le dette feste debbano computarsi giusta il Decreto della S. C. dei Riti del 22 Agosto 1893, n. 3810, ovvero secondo il Decreto della S. C. delle Indulgenze del 18 Settembre 1862, n. 392.

III. Se le Indulgenze così plenarie come parziali che si concedono nel prefato Breve siano anche applicabili alle anime del Purgatorio.

Ex audientia SS̃mi, die 7 Maii 1907.

SS̃mus, auditis expositis, ad dubia rescribi iussit prout sequitur :

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 39, pag. 531.

Ad I. Negative ad primam partem; affirmative ad secundam.

Ad II. In casu exposito, iuxta Decretum S. Rituum Congregationis d. d. 22 Augusti 1893, n. 3810 (1).

Ad III. Affirmative.

In quorum fidem etc. (2).

CASIMIRUS Card. GENNARI

SUMMARIUM INDULGENTIARUM

Ordinis Beatissimae Virginis Mariae de Monte Carmelo.

CAP. I

DE INDULGENTIIS PRO IPSIS RELIGIOSIS

§ 1. *Indulgentiae plenariae.*

Die qua habitum religiosum a legitimis superioribus receperint. – *Conditiones:* confessio et communio. – *Concessit:* Paulus V sub die 23 Maii 1606.

Die qua post completum probationis annum religiosam professionem emiserint. – Confessio et communio. – Paulus V sub die 23 Maii 1606.

In festo principali Ordinis. – Confessio, communio et preces. – Paulus V sub die 23 Maii 1606.

Die qua primam Missam celebraverint vel illi interserint. – Confessio et communio. – Paulus V sub die 23 Maii 1606.

(1) Cfr. *Acta S. Sedis,* vol. 26, pag. 179.

(2) Huiusmodi declaratio exhibita fuit Secretariae S. C. Indulgentiarum et SS. Reliquiarum, quae ita rescripsit: « Ex congressu cum Emo Card. Praefecto diei 19 Iunii 1907: *Non indigere exhibitione; cfr. Decretum huius S. C. d. d. 28 Ian. 1756* ». Et revera citatum decretum respicit dumtaxat « impetrantes generales concessiones, qui tenentur sub nullitatis poena gratiae obtentae exemplar earumdem concessionum ad Secretariam eiusdem S. Congregationis deferre », non autem impetrantes concessiones particulares, uti in casu de quo agitur *(N. R).*

Iis qui de suorum superiorum licentia per decem dies spiritualibus exercitiis vacaverint. – Confessio, communio et per duas horas quotidie orare mentaliter. – Paulus V sub die 23 Maii 1606.

Diebus Epiphaniae et Exaltationis S. Crucis et cum viaticum sunt recepturi, suam professionem solemniter renovaverint. – Confessio, communio et preces praecipue pro conversione infidelium. – Paulus V 19 Iulii 1606, confirmata a Gregorio XV 5 Febr. 1623.

Die anniversario suae religiosae professionis. – Confessio, communio et ecclesiae visitatio. – Pius VIII 4 Dec. 1829.

Die commemorationis defunctorum Ordinis. – Confessio, communio et ecclesiae visitatio. – Pius X 26 Augusti 1904.

Quoties per spatium unius horae ultra solitas religionis Deum adprecaverint pro infidelium conversione; aut pro iis qui ad obtinendas huiusmodi conversiones incumbunt. – Confessio et communio. – Paulus V 19 Iulii 1606, confirmata a Gregorio XV 5 Febr. 1623.

Quoties ad eundem effectum extraordinariam disciplinam, seu mortificationem fecerint. – Confessio et communio. – Paulus V 19 Iulii 1606, confirmata a Gregorio XV 5 Febr. 1623.

Die 2 Augusti indulgentia portiunculae toties quoties. – Confessio, communio et ecclesiae propriae visitatio. – Leo XIII 22 Iulii 1890.

A Praesulibus in Capitulis sive Generalibus sive Provincialibus pro solis suffragantibus gremialibus concedenda. – Gregorius XV 12 Martii 1623.

A Visitatoribus post canonicam visitationem danda. – Gregorius XV 12 Martii 1623.

In suscipiendo itinere et in ingressu Missionis religiosis qui de licentia Summi Pontificis, aut suorum superiorum in terras haereticorum ad concionandum, aut catholicos docendum missi fuerint. – Confessio et communio. – Paulus V 23 Maii 1606.

In visitationibus generalibus cum superior pro bono visitationis orationes 40 horarum collocare voluerit. – Confessio, communio et per duas horas coram SSmo orare. – Paulus V 23 Maii 1606.

In cuiuslibet mortis articulo. – Confessio, communio vel, si nequiverint, saltem contriti nomen Iesu ore vel corde invocaverint. – Paulus V 23 Maii 1606.

In eodem mortis articulo a superioribus consueta formula concedenda. – Gregorius XV 12 Martii 1623.

In conventibus ubi non est erecta confraternitas S. Scapularis, vel non fit processio mensilis, religiosi lucrari possunt indulgentiam plenariam si in choro, vel si choro interesse nequiverint, privatim litanias sanctorum recitaverint. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

Sanctimoniales in die earumdem velationis. – Confessio, communio et preces. – Benedictus XIII 6 Aprilis 1728.

Eaedem sanctimoniales Ordinis diebus quibus in fratrum ecclesiis quater in anno impertitur super populum benedictio Papalis. – Confessio, communio, visitatio ecclesiae et preces de more. – Pius IX 17 Septembris 1872.

Absolutionem generalem cum indulgentia plenaria recipere poterunt diebus :

Nativitatis Domini, Circumcisionis, Epiphaniae, Paschatis Resurrectionis, Ascensionis, Pentecostes, SS. Trinitatis, Corporis Christi, Sacratissimi Cordis Iesu; Purificationis B. V. Mariae, Annuntiationis eiusdem, Visitationis eiusdem, Assumptionis B. V. Mariae, Nativitatis eiusdem, Praesentationis eiusdem, Immaculatae Conceptionis eiusdem; in festo S. Ioseph Sponsi B. M. V. die 19 Martii, in festo Apostolorum Petri et Pauli, S. P. N. Eliae Prophetae, S. Matris Teresiae, S. Ioannis a Cruce Conf., Omnium Sanctorum, Omnium Sanctorum Ordinis. Singulis diebus per totam maiorem hebdomadam. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

§ 2. *Privilegium.*

Altare quodcumque privilegiatum erit pro animabus ipsorum religiosorum et monialium defunctorum. - Clemens X 10 Septembris 1670, et Pius IX 22 Iunii 1865.

§ 3. *Indulgentiae stationum.*

Religiosi intra claustra viventes, qui suam ecclesiam visitaverint diebus stationum, easdem indulgentias stationales lucrantur quas consequerentur perinde ac si visitarent personaliter ipsas ecclesias stationales. - Paulus V 23 Maii 1606.

§ 4. *Indulgentiae partiales.*

Religiosi intra claustra viventes, qui orationem Dominicam quinquies, et toties salutationem Angelicam ante altare eorum ecclesiae in quolibet die recitaverint, lucrantur quinque annos indulgent. totidemque quadragenas. - Paulus V 23 Maii 1606.

Qui de suorum superiorum licentia extra claustra degentes tamquam praedicatores et lectores, vel in itinere orationem Dominicam quinquies, et toties salutationem Angelicam ante quodlibet altare recitaverint, etiam quinque annos totidemque quadragenas .indulgent. lucrantur. - Paulus V 23 Maii 1606.

Religiosi qui per mensem integrum singulis diebus per spatium dimidiae horae mentalem orationem fecerint, confessi ac ultima Dominica sacra communione fuerint refecti, sexaginta annos indulgent. totidemque quadragenas lucrantur. - Paulus V 23 Maii 1606.

Religiosi qui contrito corde et poenitentes in capitulis culparum, eorum culpas et peccata ac imperfectiones accusabunt, et spiritualiter communicaverint, ac virtutum exercitium facient, lucrantur tres annos indulg. totidemque quadragenas. - Paulus V 23 Maii 1606.

Religiosi deosculantes SS. Crucifixum quem secum ipsi retinere solent, elicientes actum contritionis lucrantur semel in die quinque annos indulg. - Benedictus XIV 26 Febr. 1743.

Religiosi gestantes crucifixum, vel simplicem crucem circa pectus easdem indulgentias lucrantur, quae concessae fuerunt crucibus, rosariis et imaginibus ad instantiam Marchionis de Villena (1). – Paulus V 19 Iulii 1606, confirmata a Gregorio XV 9 Octobris 1621.

---

(1) *Nempe: a*) Indulgentia plenaria si confessi ac s. communione refecti recitaverint unum *Pater* et *Ave Maria,* vel alio quocumque modo oraverint ad mentem S. S. pro exaltatione sanctae Matris Ecclesiae, haeresum extirpatione, et pro animabus purgatorii. *b*) Si recitaverint coronam aut tertiam eius partem, vel Officium B. V. Mariae, vel septem Psalmos poenitentiales, aut Officium defunctorum, aut tandem quamcumque ex litaniis generalibus aut particularibus Domini vel B. Virginis, lucrantur omnes indulgentias eo die quas lucrarentur visitando ecclesias Urbis intra vel extra moenia existentes. *c*) Quotiescumque in honorem SS. Nominis Iesu, vel eius quinque plagarum recitaverint quinquies *Pater Noster;* aut ad honorem SS. Nominis Mariae quinquies *Ave Maria;* aut aliud quodcumque pro illius amore, vel alterius Sancti devotione fecerint, lucrantur biscentum annos indulgentiarum. *d*) Quandocumque examen conscientiae peregerint, et culparum suarum poenituerint, aut propositum habuerint peragendi sacramentalem confessionem, lucrantur sexaginta annos indulgentiarum. *e*) Quoties opus aliquod misericordiae compleverint, aut SS. Sacramentum sociaverint, aut Missam vel praedicationem audierint, aut devotam lectionem vel meditationem peregerint ad spiritus fervorem acquirendum, bonosque propositos concipiendos; aut Deo commendaverint animas Purgatorii, vel pro iis qui peccato mortali gravati sunt oraverint, lucrantur centumquinquaginta annos indulgentiarum. *f*) Duodecies infra annum conceditur, si celebraverit, vel celebrare fecerit quinque Missas, ut liberare possit una anima (exinde indulgentia plenaria lucratur pro defunctis) singulis vicibus e Purgatorio. *g*) Qui die Veneris ob memoriam Passionis D. N.; vel die Sabbati ob devotionem B. Virginis ieiunaverit septem annos totidemque quadragenas lucratur: et si per totum annum id fecerit, indulgentiam plenariam. *h*) Conceditur omnium defectuum remissio inadvertenter commissorum in recitatione Officii vel Missae auditione si recitaverint *Pater Noster* et *Ave Maria,* vel Psalmum *Laudate Dominum omnes gentes;* vel commemorationem fecerint B. Virginis cum Antiphona et oratione, vel *Magnificat:* et qui illas ignorant per unam *Salve Regina. i*) In articulo mortis, si invocaverint Nomen Iesu; et si ore nequiverint saltem corde, indulgentiam plenariam consequuntur. *l*) Conceduntur omnes indulgentiae a Sua Sanctitate datae numismatibus et crucibus, pro animabus fidelium eo die defuncto-

Religiosi et sanctimoniales deosculantes scapulare superiorum lucrantur centum dies indulg. - Pius X 12 Iunii 1907.

§ 5. *Privilegia quoad Indulgentias.*

Religiosi concionatores tempore praedicationis eisdem privilegiis gaudent, quibus fruuntur religiosi Congregationis Passionis D. N. I. C. (1). - Pius X 16 Iulii 1906.

---

rum, si ter *Pater* et *Ave* recitaverint in memoria trium vicium in quibus Christus in horto oravit. *m*) Omnes istae indulgentiae applicari possunt animabus in Purgatorio detentis, excepta indulgentia in articulo mortis *(N. R.)*.

(1) *Gratiae et facultates Congreg. Passionis D. N. I. C. concessae sunt hae :* 1. Facultas impertiendi postrema die missionum vel exercitiorum cum imagine D. N. I. C. e Cruce pendentis supra populum inibi congregatum benedictionem nomine Pontificis; 2. benedicendi coronas precatorias, cruces et sacra numismata: eisque applicandi indulgentias, quas vocant Papales et S. Birgittae; 3. benedicendi coronam Camaldulensium, vulgo coronam Domini; 4. benedicendi cruces cum imagine SS. Crucifixi, cum indulgentia plenaria in articulo mortis, toties quoties; quam indulgentiam, ex mente Pontificis concedentis, lucrari possunt tum is qui crucem possidet, tum omnes alii, qui in articulo mortis eamdem deosculati fuerint corde contrito; 5. benedicendi coronas cum indulgentia a Leone X primitus concessa, quingentorum dierum pro quolibet *Pater* et pro quolibet *Ave ;* 6. recipiendi christifideles utriusque sexus in quamcumque societatem, seu confraternitatem, quae ab Apostolica Sede sit approbata; ac earumdem scapularia benedicendi atque imponendi: (Tempore autem Missionis, necesse non est singulis personis scapulare imponere; cum quisque per se sibi imponere possit, dum sacerdos impositionis verba pronunciat: nec singularum personarum nomina oportet in Album illius Ordinis inferre, ad quem societas pertinet); 7. benedicendi coronas proprias cuiusque ex dictis confraternitatibus. — Perdurante cursu praedicationis Missionarii gaudent privilegio recitandi, loco Officii divini, Officium parvum B. V. Mariae tantum.— Christifideles lucrantur indulgentiam plenariam: 1. intervenientes Missionibus et exercitiis; dummodo peragant confessionem sacramentalem, et communionem suscipiant; 2. infirmi missionibus vel exercitiis interesse cupientes, eandem indulgentiam lucrantur, dummodo opera a confessariis imposita adimpleverint; 3. christifideles si missionibus vel exercitiis interfuerint, et his perdurantibus non potuerint sacramentalem confessionem peragere, nec sacram communionem suscipere, eamdem indulgentiam lucrantur, dummodo haec omnia praestiterint in uno die e quindecim diebus subsequentibus; 4. tandem christifideles qui confessi ac s. communione refecti, etsi praedicationi haud intererint, praesentes tamen erunt benedictioni quae elargitur in fine missionum et exercitiorum,

Religiosi et moniales tempore infirmitatis cum e suis cellulis exire non valent, in ipsis orantes, omnes indulgentias acquirere poterunt, ac si eorum ecclesias visitarent, commutata etiam si opus fuerit in aliud opus bonum a confessario conditione S. communionis. - Benedictus XIV 7 Martii 1741, et Leo XIII 16 Ianuarii 1886.

Religiosi de superiorum licentia extra claustra degentes vel itinerantes, visitando aliam quamcumque ecclesiam vel publicum oratorium lucrari possunt omnes indulgentias, quas lucrarentur si ecclesiam Ordinis visitarent. - Pius X 12 Iunii 1907.

CAP. II

INDULGENTIAE PRO OMNIBUS CHRISTIFIDELIBUS ECCLESIAS ORDINIS B. M. V. DE MONTE CARMELO VISITANTIBUS

§ 1. *Indulgentiae plenariae.*

1 Ian. in Circumcisione Domini. - *Conditiones:* confessio et communio - *Concessit:* Pius X 12 Iunii 1907.

2 Febr. in festo Purificationis B. V. Mariae. - Confessio et communio. - Clemens X 8 Maii 1673.

4 Febr. in festo S. Andreae Corsini Ep. Conf. - Confessio et communio. - Clemens X 16 Maii 1672.

15 Febr. in festo S. Petri Thomae Ep. et Mart. - Confessio et communio. - Pius X 12 Iunii 1907.

25 Febr. in festo S. Avertani Conf. - Confessio et communio. - Pius X 12 Iunii 1907.

indulgentiam plenariam lucrantur. — Christifideles qui catecheses seu conciones tempore missionum et exercitiorum audierint, ac interfuerint sacris functionibus earumdem missionum et exercitiorum, lucrantur toties quoties indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum.

Sanctimoniales Carmelitae Excalceatae lucrari poterunt indulgentias scapularis caerulei Immaculatae Conceptionis, quin ipsum scapulare induere teneantur, uti constat ex concessione Pii PP. IX diei 28 Octobris 1856 (N. R.).

6 Mart. in festo S. Cyrilli Conf. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

19 Mart. in festo S. Ioseph Sp. B. V. M. vel infra octiduum, vel ad octo praecedentes dies si occurrat festum transferri. – Confessio et communio. – Urbanus VIII 10 Maii 1624.

23 Mart. in festo B. Baptistae Mantuani Conf. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

25 Mart. in festo Annunciationis B. V. Mariae. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

29 Mart. in festo S. Bertholdi Conf. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

8 Apr. in festo S. Alberti Ep. Conf. Legisl. Ord. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

5 Maii in festo S. Angeli Mart. – Confessio et communio. – Clemens X 16 Maii 1672.

16 Maii in festo S. Simonis Stock Conf. – Confessio et communio. – Pius X 4 Maii 1904.

25 Maii in festo S. Mariae Magd. de Pazzis Virg. – Confessio et communio. – Clemens X 16 Maii 1672.

2 Iulii in festo Visitationis B. V. Mariae. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

16 Iulii in Commemoratione solemni B. V. M. de Monte Carmelo toties quoties. – Confessio et communio. – Leo XIII 16 Maii 1893.

Item infra octavam eiusdem solemnitatis. – Confessio et communio. – Benedictus XIV 17 Martii 1752.

20 Iulii in festo S. Eliae Proph. et Ordinis Ducis. – Confessio et communio. – Benedictus XIII 6 Sept. 1724.

24 Iulii in festo BB. Teresiae et Sociar. Mm. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

26 Iulii in festo S. Annae Matris B. V. M. – Confessio et communio. – Benedictus XIV 18 Martii 1744.

7 Aug. in festo S. Alberti Conf. – Confessio et communio. – Clemens X 16 Maii 1672.

15 Aug. in festo Assumptionis B. V. Mariae. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

27 Aug. in festo Transverberationis Cordis S. Matris Teresiae. – Confessio et communio. – Benedictus XIV 8 Augusti 1744.

2 Sept. in festo S. Brocardi Conf. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

8 Sept. in festo Nativitatis B. V. Mariae. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

15 Oct. in festo S. Matris Teresiae vel infra octavam – Confessio et communio. – Gregorius XV 19 Sept. 1622.

14 Nov. in festo omnium Sanctorum Ordinis. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

21 Nov. in festo Praesentationis B. V. Mariae. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

24 Nov. in festo S. Ioannis a Cruce Conf. – Confessio et communio. – Pius VI 29 Ian. 1793.

29 Nov. in festo BB. Dionysii et Redempti Mm. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

8 Dec. in festo Imm. Conceptionis B. V. M. – Confessio et communio. – Clemens X 8 Maii 1673.

11 vel 17 Dec. in festo B. Franci Conf. – Confessio et communio. – Pius X 11 Febr. 1905.

IN FESTIS MOBILIBUS ET DOMINI QUIBUSDAM

In festo SS. Trinitatis. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

In die Ascensionis Domini. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

In solemnitate Corporis Christi. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

In festo SS. Cordis Iesu, ac Nominis. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

Dominica tertia post Pascha in festo Patrocinii S. Ioseph vel infra octavam. – Confessio et communio. – Benedictus XIV 20 Febr. 1742.

Dominica infra octavam Assumptionis in festo S. Ioachim Patris eiusdem Virginis Mariae. – Confessio et communio. – Benedictus XIV 18 Martii 1744.

Indulgentia plenaria quotidiana die ad libitum (semel in anno). – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

In vocabulis ecclesiarum. – Confessio et communio. – Pius X 12 Iunii 1907.

IN PECULIARIBUS EXERCITIIS

Dominica Quinquagesimae vel alio anni tempore occasione seu expositione SS. Sacramenti ad formam 40 horarum de consensu Ordinarii. – Confessio et communio. – Urbanus VIII 10 Maii 1624.

Interessentes expositioni SS. Eucharistiae Sacramenti in ecclesiis Ordinis de licentia Ordinariorum feriis quartis faciendae in una earum cuiuslibet mensis per ipsos Ordinarios designanda. – Confessio et communio et oratio per aliquod temporis spatium. – Benedictus XIII 4 Martii 1727.

Interessentes expositioni seu exercitio quod fit in novem feriis quartis, quae praecedunt festum S. Ioseph in una earum. – Confessio et communio ac preces coram SSmo Sacramento exposito. – S. C. Indulg. 21 Maii 1765.

Interessentes saltem quater in octavario B. V. M. de Monte Carmelo recitationi horarum canonicarum, Matutini videlicet et Laudum. – Confessio et communio et preces de more. – Leo XIII 13 Ian. 1902.

Interessentes saltem per quinque vices Novendiali quod praecedit festum S. Teresiae. – Confessio et communio tempore Novendiali aut festi aut intra octavam. – Pius X 12 Iunii 1907.

Quater in anno, nempe feria 2 vel 3 Paschatis; feria 2 vel 3 Pentecostes; in die Commemorationis solemnis B. V. M. de Monte Carmelo ac in die S. Stephani Protomartyris superiores conventuum in respectivis propriis ecclesiis per se vel per alium ab eis deputatum impertire possunt benedictionem super populum nomine Summi Pontificis cum indulgentia plenaria. - Confessio et communio. - Benedictus XIII 26 Martii 1723, Benedictus XIV 18 Augusti 1745 et Leo XIII 3 Decembris 1895.

PRIVILEGIUM

Pro unaquaque ecclesia Ordinis concessum est in perpetuum unum altare privilegiatum ab Ordinario loci semel designandum. - Clemens XII 9 Octobris 1738.

§ 2. *Indulgentiae stationis.*

Christifideles, qui diebus stationum aliquam ex ecclesiis Ordinis visitaverint, lucrari poterunt omnes et singulas indulgentias, quas consequerentur visitando in dictis diebus ecclesias Urbis stationales. - Clemens X 8 Maii 1673.

§ 3. *Indulgentiae partiales.*

Christifideles ecclesias Ordinis devote visitantes diebus Nativitatis Domini, Paschatis, Pentecostes, SS. Trinitatis, Solemnitatis Corporis Christi, Immaculatae Conceptionis B. V. Mariae, Nativitatis, Praesentationis, Annunciationis, Visitationis, Purificationis et Assumptionis eiusdem; in festis pariter S. Michaelis Archangeli 29 Sept., SS. Apostolorum Petri et Pauli, Omnium Sanctorum, Nativitatis S. Ioannis Baptistae, Vocabulorum ecclesiarum Ordinis, Inventionis et Exaltationis S. Crucis; ac tandem Dominicis et Sabbatis anni totius, ac in feriis secunda, quarta et sexta Quadragesimae, lucrantur indulgentiam decem annorum totidemque quadragenarum. - Pius X 12 Iunii 1907.

Christifideles interessentes expositioni SS. Eucharistiae Sacramenti in ecclesiis Ordinis in feriis quartis totius anni, de licentia Ordinariorum faciendae, singulis vicibus consequuntur indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum. – Benedictus XIII 4 Martii 1727.

Christifideles interessentes Novendiali, quod praecedit festum Commemorationis B. V. M. de Monte Carmelo, singulis vicibus lucrantur indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum. – Pius X 12 Iunii 1907.

Christifideles interessentes Novendiali, quod praecedit festum S. Teresiae Virg., singulis vicibus lucrantur indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum, (qui autem saltem per quinque vices interfuerint, indulgentiam plenariam consequuntur positis conditionibus confessionis et communionis vel tempore novendialium, vel festi, vel saltem infra octavam). – Pius X 12 Iunii 1907.

Christifideles interessentes in Octavario Commemorationis solemnis B. V. M. de Monte Carmelo recitationi horarum canonicarum, Matutini videlicet ac Laudum, singulis vicibus indulgentiam tercentorum dierum consequuntur. – Leo XIII 13 Ian. 1902.

Christifideles interessentes exercitio et orantes coram SS. Sacramento exposito in novem feriis quartis, quae praecedunt festum S. Ioseph, singulis vicibus lucrantur indulgentiam centum dierum. – Clemens XIII 21 Maii 1765.

Christifideles qui assistunt Antiphonae, quae post Completorium quotidie aut quibusdam diebus aliquantulum ante crepusculum solemniter cantatur, lucrantur biscentum dies indulgentiae. – Clemens X 8 Maii 1673 et Pius X 12 Iunii 1907.

Omnes indulgentiae in praesenti Summario enumeratae applicari possunt animabus in Purgatorio detentis, excepta indulgentia in articulo mortis. – Pius X 12 Iunii 1907.

DECRETUM

Quum Prior Generalis Ordinis Carmelitarum Antiquae Observantiae et Praepositus Generalis Ordinis Carmelitarum Discalceatorum huic S. Congregationi Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae novum Summarium indulgentiarum utriusque Ordinis approbandum exhibuerint, novis in eodem additis indulgentiis nuper concessis, aliisque, quae in veteribus Summariis continebantur, deletis et abrogatis, et eadem S. Congregatio illud uni ex suis Consultoribus expendendum tradiderit, qui, denuo perpensis omnibus documentis, testatus est indulgentias, privilegia nec non indulta, inibi relata, esse authentica, S. Congregatio illud approbavit typisque mandare benigne permisit.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 31 Iulii 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*
† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentiae adnectuntur preci pro cleri sanctificatione (1).

O Gesù, Pastore eterno delle anime, deh ascolta la preghiera nostra per i nostri sacerdoti! Esaudisci in essa l'infinito tuo desiderio medesimo! Non sono i sacerdoti il palpito tuo più tenero e delicato, l'alto amore, in cui si assommano tutti i tuoi amori per le anime?

Confessiamo, sì, d'esserci resi indegni d'avere santi sacerdoti. Ma la misericordia tua è infinitamente più grande della stoltezza e della malizia nostra! O Gesù, fa che ascendano al tuo sacerdozio quelli soli che da Te son chiamati: illumina i Pastori nella scelta, i direttori di spirito nel consiglio, gli educatori nella coltura delle vocazioni. Donaci sa-

(1) S. Teresia *(Cammino della perfezione, cap. 3)* ait: « Credetemi, non vi è preghiera nè migliore nè più profittevole di questa » *(N. R.)*.

cerdoti, che siano angeli per purezza, tutti perfetti nell'umiltà, serafini di santo amore, ed eroi di sacrificio, apostoli della tua gloria e salvatori e santificatori delle anime.

Pietà ti prenda di tanti ignoranti, cui debbono essere luce, di tanti figli del lavoro, che invocano chi, preservandoli dagli inganni, li redima nel tuo Nome, di tanti fanciulli e di tanti giovani, che invocano chi li salvi ed a Te li conduca, di tanti che soffrono ed hanno bisogno di un cuore che nel Tuo li consoli! Mira quante anime giungerebbero a perfezione pel ministero di santi sacerdoti! Deh adunque, o Gesù, ti prenda ancora una volta compassione delle turbe che han fame e sete! Deh fa che il tuo sacerdozio tutto conduca a Te questa languente umanità, sì che ancora una volta sia per essa rinnovata la terra, esaltata la tua Chiesa, stabilito nella pace il regno del tuo Cuore.

Vergine Immacolata, Madre dell'eterno sacerdote, e Tu stessa sacerdote ed altare, che ti avesti per primo figliuol di adozione Giovanni, il sacerdote da Gesù prediletto, che ti assidesti nel cenacolo maestra e regina degli Apostoli, degnati di mettere nelle tue santissime labbra l'umile preghiera nostra, fanne Tu proprio risonar gli accenti al Cuore del tuo Figliuolo divino, e con l'onnipotenza tua supplichevole, ottieni alla Chiesa del tuo Gesù una perenne rinnovata Pentecoste! Così sia.

Ex audientia SSm̃i, die 27 Octobris 1907.

SSm̃us D. N. Pius PP. X omnibus christifidelibus suprascriptam precem corde saltem contrito recitantibus, quoties id egerint, indulgentiam septem annorum totidemque quadragenarum benigne concessit; eis vero qui eamdem precem per mensem recitaverint, et una eiusdem mensis die, cuiusque arbitrio eligenda, sacramentali confessione expiati ac sacra communione refecti aliquam ecclesiam sive publicum aliquod oratorium devote visitaverint et inibi preces iuxta

intentionem Sanctitatis Suae fuderint, plenariam indulgentiam clementer est elargitus; indulsit insuper ut omnes praedictae indulgentiae etiam animabus in Purgatorio detentis applicabiles sint. Praesenti in perpetuum valituro absque ulla Brevis expeditione. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria S. Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, die 9 Novembris 1907.

S. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

Indulgentia adnectitur preci ad Immaculatam V. Mariam.

Beatisimo Padre,

El Cardenal Vives y Tuto profundamente inclinado ante el trono de Vuestra Santidad, expone humildemente que existe en toda España y aún en los demás paises de lengua española, una Oracion tiernisima á la Immaculada Virgen Maria, la cual recitan con gran devoción y piedad hasta los miños de pocos años.

Con el deseo de que dicha Oración se conserve á través de los tiempos en su primitiva pureza, tal como la propagó el varón apostólico Ven. P. Claret, el Cardenal orador suplica humildemente á V. S. se digne conceder trescientos-dias de indulgencia á todos los fieles que la reciten y por cada vez que lohicieren; y que sean aplicables á las benditas Almas del Purgatorio.

TEXTO CATALÁN

Sia vostra gran puresa
Benehida eternament,
Puig un Deu Omnipotent
Se complau de tal bellesa ;

A Vos celestial Princesa
Sagrada Verge Maria,
Vos oferesch d'aquest dia,
L'anima, la vida, el cor,
Miraume ab ulls plens d'amor,
No 'm deixeu, oh Mare mia.

TEXTO CASTELLANO

Bendita sea tu pureza
Y eternamente lo sea
Pues todo un Dios se recrea
En tan graciosa belleza;
A Ti celestial Princesa
Virgen sagrada Maria,
Te ofrezco desde este dia
Alma, vida y corazón;
Mirame con compasión,
No me dejes, Madre mia.

Gracia etc.

SSmus Dominus Noster Pius PP. X, in audientia habita die 13 Novembris 1907 ab infrascripto Secretario Sacrae Congregationis Indulgentiis Sacrisque Reliquiis praepositae, benigne annuit pro gratia iuxta preces. Praesenti in perpetuum valituro. Contrariis quibuscumque non obstantibus.

Datum Romae, e Secretaria eiusdem S. Congregationis, die 13 Novembris 1907.

A. Card. CRETONI, *Praefectus.*

† D. Panici, Archiep. Laodicen., *Secretarius.*

INDEX ANALYTICUS

ACTA ROMANI PONTIFICIS

EX SACRO CONSISTORIO

EX SECRETARIA BREVIUM

EX SECRETARIA STATUS

ACTA ROMANARUM CONGREGATIONUM

EX S. CONGR. S. R. ET U. INQUISITIONIS

EX S. CONGREGATIONE INDICIS

EX S. C. EPISCOPORUM ET REGULARIUM

EX S. CONGREGATIONE CONCILII

EX S. CONGREGATIONE DE PROPAGANDA FIDE

EX S. CONGREGATIONE RITUUM

EX S. CONGREGATIONE CONSISTORIALI

EX S. C. INDULGENTIARUM ET SS. RELIQUIARUM

EX S. C. A NEGOTIIS ECCL. EXTRAORDINARIIS

EX SACRA POENITENTIARIA

EX S. CONGREGATIONE STUDIORUM

EX COMMISSIONE DE RE BIBLICA

EX VICARIATU URBIS

Appendices

INDEX ALPHABETICUS

A

B

D

E

F

I

L

M

N

O

P

R

S

IMPRIMATUR

Fr. Albertus Lepidi, Ord. Praed., *S. P. A. Magister.*

IMPRIMATUR

† Iosephus Ceppetelli, Patriarcha Const., *Vicesgerens.*

CONDITIONES ASSOCIATIONIS

I. Romanae Ephemerides *Acta Sanctae Sedis* nuncupatae, quas SS.mus D. N. Pius PP. X rescripto diei 23 Maii 1904 authenticas et officiales Apostolicae Sedis Actis publice evulgandis benigne declarare dignatus est, die quintodecimo cuiusvis mensis, distinctis fasciculis, in vulgus produnt ex Typographia Polyglotta S. Congregationis de Propaganda Fide. Hinc qui tempore superius statuto singulos non recipiet fasciculos, ne desinat Administrationem vel etiam Directionem certiorem reddere pro necessariis provisionibus in casu.

II. Quilibet fasciculus, ut scitum est, 64 saltem paginis constat, et libellam unam valet. Duodecim vero fasciculi efformant volumen, quod lib. 10 venale prostat.

III. Annuae subnotationis pretium est:

Pro Italia,	**Lib. 11.**
Extra Italiam,	**„ 12,50.**

IV. Associationes, ut Administrationis regularitati magis consulatur, in fine cuiuslibet anni renovantur, soluto pretio uti supra taxato, ubi eaedem subnotationes recipiuntur. Novae vero associationes fieri possunt quovis anni tempore.

V. Dictae associationes recipiuntur apud Administrationem *Acta S. Sedis, via S. Niccolò da Tolentino 74, Roma*. Poterunt tamen subnotatores proprium nomen dare etiam penes quos sibi elegerint Urbis et Orbis bibliopolas.

VI. Lectores nostros praeterea monitos volumus ut deinceps, pro faciliori ac promptiori negotiorum tractatione ac expeditione, omnia quae ad Directionem et ad Redactionem spectant, directe transmittant ad *Sac. Ioseph Bruno, in Romana Curia advocatum, via Giulia 141, Roma*.

VII. Firmam demum fovemus spem, totius Collectionis Indicem generalem, cuius utilitas imo et necessitas omnibus innotescit, quamprimum fieri poterit, in lucem edituros.